



UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE L'OCEAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : <http://www.epr974.re/>)



Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
<http://www.unor-reserves.fr/>

BULLETIN N°48 en date du 3 décembre 2018

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont... à chacun de faire son Opinions, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets

1 – Lois & Décrets 2 – Nécrologies & Mémoires 3 – Décorations & Commémorations 4 – Autorités, Etats-Majors 5 – Chroniques & Libres propos 6 – Actualités internationales 7 – OPEX 8 – MISSINT/OPINT 9 – Défense de par le Monde 10 – Nos Forces Armées a) – Armée de Terre b) – Marine Nationale c) – Armée de l'Air d) - Gendarmerie Nationale e) - Service de Santé	f) – Renseignement g) – Cybersécurité h) – Service du commissariat des armées i) – Service des essences des armées j) – Service d'infrastructure de la défense k) – Forces Prépositionnées l) - Réserves m) – D.G.A. 11 – France : Armements & Industries 12 – Le Monde : Modernisations & Equipements 13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc) 14 – Livres & Publications 15 – Société 16 – Vie de l'UOROI

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

Table des matières

1 – Lois et décrets	25
PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE.....	25
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	25
MINISTÈRE DES ARMÉES	26
2 – Nécrologies & Mémoires.....	27
3 – Décorations & Commémorations	27
4 – Autorités, États-Majors	27
Président de la République	27
Prise d'armes d'automne du Président de la République	27
Ministre	27
Florence Parly, ministre des Armées, inaugure l'Innovation Défense Lab'	27
CEMA.....	28
Rencontre avec le général Mohamed EL GHOU, CEMAT tunisien	28
Les journées d'entraide de la Marine	29
Le CEMA au Forum innovation de la Défense 2018.....	29
Visite officielle du CEMA à Djibouti	30
Le CEMA célèbre les cinq ans de la création du corps des commissaires	31
Commission des Affaires Etrangères et de la Défense	32
Budget : pour le sénateur Yannick Vaugrenard, "le compte n'y est pas"	32
Un regard plus sévère	32
Direction du numérique	32
Autres autorités	33
European Cyber Week 2018 : le COMCYBER à la rencontre des experts européens	33
« Le combattant a changé, son soutien aussi ! » : 3 questions au commissaire général hors classe Jean-Pierre LAROCHE, Inspecteur du Commissariat des Armées	34
5 – Chroniques & Libres propos.....	37
Inégalités : Stiglitz plaide pour une autre approche	37
Mieux mesurer l'insécurité économique	38
L'importance du patrimoine	38
De nouvelles bases de données	38
Les inégalités à l'intérieur des groupes.....	39
Évaluation des politiques publiques	39
Et si la démocratie s'effondrait... ..	39
L'opinion publique, dans les pays occidentaux, semble de moins en moins attachée aux valeurs démocratiques.	
Une analyse parue dans Phébé, la veille d'idées internationale créée par « Le Point ».	39
Ce qu'il faut retenir	40

Publication analysée	41
Les auteurs	41
Pour aller plus loin	41
Une « jaunisse » salubre pour Macron	41
Smic : le refus du coup de pouce, pas forcément la bonne idée	41
Le répit de la chute des prix du pétrole	42
En attendant les « solutions concrètes et accessibles »	42
Fiscalité : jusqu'où devra céder Bercy ?	42
Correction salutaire... ou bascule dans l'inconnu	42
6 – Actualités internationale	43
Antisémitisme: 21% des Français de 18 à 24 ans n'ont jamais entendu parler de la Shoah	43
Et un quart des citoyens européens estiment que les juifs ont trop d'influence sur le monde des affaires, selon un sondage de CNN	43
Voici ce que gagnent les dirigeants politiques de 45 pays à travers le monde par rapport à leurs citoyens	44
AFRIQUE	46
Un rapport dévoile l'évolution des dépenses militaires en Afrique subsaharienne	46
L'incroyable razzia de la Chine en Afrique	50
Chemins de fer, routes, ports... L'offensive chinoise dans les gros contrats d'équipement a bousculé les groupes tricolores. D'autant que l'empire du Milieu est devenu le premier banquier du continent.	50
Dégringolade française	51
« Modèle néocolonial »	51
ALGÉRIE	52
Une « boucherie » préhistorique vieille de deux millions d'années en Algérie	52
Des premiers bouchers à l'identité encore inconnue	53
Condor, la success story algérienne trop belle pour être vraie ?	54
Roi de l'électroménager en Algérie et deuxième groupe privé du pays, Condor veut percer dans l'Hexagone. Son histoire est celle d'une étonnante réussite conservant sa part d'ombre.	54
Saga familiale	54
Premier smartphone made in Algeria	55
Prix de transfert et appui politique	55
CENTRAFRIQUE	56
Centrafrique : la banque russe VTB assure avoir prêté au pays 10,5 milliards d'euros par « erreur »	56
Bangui dément aussi	57
Réactions des internautes	57
Centrafrique : un chef de milice de Bangui tué par un commerçant	57
À la tête d'une milice depuis juin 2016	57
Retour de la violence en Centrafrique	58

CONGO	58
L'ambassade américaine à Kinshasa fermée lundi à cause d'une « possible menace terroriste »	58
KÉNYA.....	59
Des Bastion pour les forces armées kenyanes.....	59
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	59
LIBYE	59
Libye : « Il n'y a plus d'obstacle législatif à la tenue d'un référendum », préalable aux élections.....	59
Refonte du Conseil présidentiel.....	60
MALI	60
Mali : comment Barkhane aurait eu raison du chef djihadiste Hamadoun Kouffa	60
Un raid pendant le Maouloud	61
Hamadoun Kouffa est-il bien mort ?.....	61
Trouver un successeur	62
Mali. L'armée confirme la mort du chef djihadiste Amadou Koufa.....	63
Un coup dur pour les djihadistes	63
4 500 soldats français au Sahel	63
Mali : les dessous de l'opération ayant éliminé le chef jihadiste Amadou Koufa	64
Une opération coordonnée	64
« Mise hors de combat » d'une « trentaine de terroristes ».....	64
MAURITANIE	65
A Oualata, les vestiges du temps où l'armée française montait la garde en Mauritanie.....	65
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	65
REPORTAGE. Terrorisme : la force antidjihadiste du Sahel est encore loin d'être prête	67
Face à la menace terroriste en Afrique du Nord et de l'Ouest, cinq pays ont créé la Force conjointe du G5 Sahel. Elle est soutenue par l'Union européenne et la France. Mais, par manque de moyens, sa mise en place est laborieuse. Reportage dans l'est de la Mauritanie.	67
Des besoins logistiques énormes.....	68
Un financement déficient	68
« Je ne compte que sur moi et sur mes hommes »	69
Ils sentent le sable chaud... Avec les méharistes du Groupement nomade mauritanien	69
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 29.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	69
MOZAMBIQUE.....	71
Mozambique : la crise sécuritaire s'aggrave après douze nouveaux décès lors d'une attaque.....	71
Activisme dans le Nord	72
Des privés alléchés ?	72
NIGER	72
La base US d'Agadez opérationnelle seulement à la mi-2019	72

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	72
Le Niger décrète l'état d'urgence dans des régions proches du Burkina Faso après des incursions jihadistes	73
Niger : l'appel des élus de Diffa après l'enlèvement de 15 femmes par Boko Haram	74
Un appel au gouvernement	74
Une dizaine d'attaques sanglantes à Toumour.....	74
NIGÉRIA	75
Ayant subi d'importantes pertes face aux jihadistes, des soldats nigériens mettent en cause leur gouvernement	75
RWANDA	78
Génocide au Rwanda : les juges d'instruction français rejettent la réouverture de l'enquête sur le massacre de Bisesero	78
« Il reste des investigations à faire »	78
« Loi de l'omerta »	79
SOUDAN	79
Malgré les sanctions, les armes ont continué à affluer au Soudan du Sud, selon une ONG	79
Le rôle de l'Ouganda	80
Des armes prises à l'ennemi	80
TCHAD	81
Tchad: visite inédite du président Idriss Déby en Israël	81
Mini-sommet à N'Djamena pour coordonner la lutte contre Boko Haram.....	82
Les pays voisins touchés	83
AMÉRIQUES.....	83
Qu'est-ce que le nouvel Alena voulu par Trump, et que va-t-il changer ?	83
• Pourquoi avoir renégoié l'Alena ?	84
• Quelles sont les prochaines étapes ?	85
ARGENTINE.....	86
L'Argentine va signer le contrat de financement pour s'offrir quatre patrouilleurs de Naval Group	86
Un long cheminement.....	86
L'Argentine confirme l'achat de quatre patrouilleurs de type L'Adroit pour 300 millions d'euros	87
BRÉSIL.....	88
Brésil: controverse autour du futur ministre de l'Education	88
ÉTATS-UNIS	89
64 drones d'InstantEye Robotics pour les Marines américains	89
Washington "déçu" par les réponses de la Chine sur le commerce	90
Trump menace de couper les «subventions» à General Motors après le plan social	91
Cure d'amaigrissement	92
Vers le Texas?.....	92
En conflit avec la Chine, Donald Trump menace de taxer les iPhone de 10%.....	92

Apple souffre en Bourse	93
Le patron de la Fed redonne espoir à Wall Street	93
Deux à trois majorations en 2019	94
Donald Trump signale son intention de taxer les voitures importées.....	94
Automobile : face aux licenciements chez GM, Trump très tenté de taxer les importations européennes.....	96
GM prévoit de supprimer 14.000 emplois et de fermer 5 usines	96
Lancées en mai, les menaces de taxes se précisent	96
L'Europe fixée sur la décision américaine au prochain G20	97
La contre-attaque européenne est prête	97
Etats-Unis: l'étrange timing d'un rapport explosif sur le changement climatique	97
Donald Trump continue de nier les conséquences du changement climatique.....	98
Trump, un climato-sceptique convaincu.....	98
Trump rejette le rapport gouvernemental américain sur le climat.....	99
À la frontière USA-Mexique, la police use de la force contre les migrants de la caravane	99
Des balles de caoutchouc ont notamment été tirées contre les centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui tentent de rallier les États-Unis.	99
Nouvelles tensions à Tijuana où des migrants ont tenté de franchir la frontière	101
9 000 militaires américains déployés à la frontière	102
Migrants: la presse américaine s'indigne du «chaos» à la frontière mexicaine	103
La photo virale devenue le symbole de la politique migratoire de Trump.....	104
Enquête russe: Manafort a-t-il joué un double jeu pour obtenir la grâce de Trump?	105
Le "New York Times" révèle que l'ancien directeur de campagne informait en secret le clan Trump des conversations qu'il avait avec le FBI.	105
La grâce de Trump en échange ?	106
L'ex-avocat de Trump reconnaît qu'il a menti au Congrès sur ses contacts avec des Russes	106
L'enquête touche à sa fin	107
Donald Trump réagit aux violences des gilets jaunes en faisant... du Trump	108
Au lendemain des violences sur les Champs-Élysées, le président américain en profite pour tacler (encore) l'Europe.	108
Donald Trump critique (encore) la Fed et désavoue son président	109
Le souffre-douleur Powell.....	109
Une nouvelle hausse des taux en décembre	109
«Les océans sont tout petits», affirme Trump en interview.....	110
Les déclarations du président américain ressemblent de plus en plus à une parodie.....	110
États-Unis: l'espérance de vie a encore baissé	110
Incendies en Californie: Le bilan monte à 87 morts	111
62.000 hectares et plus de 13.500 maisons détruits.....	112
Ce chef cuisinier pourrait décrocher le Nobel de la paix	112

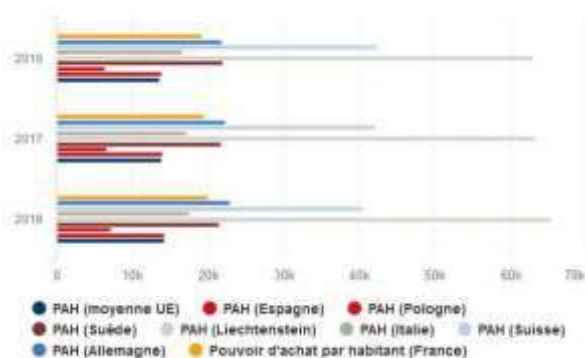
MEXIQUE	113
Des centaines de migrants tentent en vain de franchir la frontière américaine à Tijuana	113
« Mourir pour essayer de passer »	113
Frontière partiellement fermée	114
L'incendie le plus meurtrier de Californie maîtrisé à «100%»	115
ASIE	115
AFGHANISTAN	115
G4S visé par un attentat en Afghanistan: au moins dix morts (actualisé)	115
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 28.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	115
G4S confirme 5 tués (dont un Britannique) et 32 blessés parmi son personnel à Kaboul	116
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 29.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	116
Quand l'Europe venait au secours des Américains.....	116
Afghanistan: autant de bombes larguées en 9 mois cette année qu'en 2011	118
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 30.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	118
CHINE	119
La courtes-pattes attitude du drone « Cloud Shadow » se confirme	119
Cinq places fortes chinoises dans l'industrie mondiale	120
Energie, transport ferroviaire, voitures électriques, téléphones portables et construction navale militaire : la Chine a fait mieux que rattraper son retard, elle est devenue un acteur clé avec des positions inexpugnables.	120
L'explosion d'une usine chimique fait au moins 22 morts en Chine.....	125
Les images donnent l'impression que la déflagration a été extrêmement forte et a ravagé la zone située à Zhangjiakou.....	125
La Chine plusieurs fois touchée	126
Ces Chinoises qui ont déjà tout compris à l'écologie.....	126
La Chine, avant-garde verte ? En images.....	127
La Chine, usine du monde.....	127
Vers la révolution verte ?	128
Hazel Zhang, végane ultraconnectée.....	128
	128
Hazel Zhang, 31 ans, incarne cette nouvelle génération de millennials écoconscients et connectés. « Avant, quand j'étais stressée, j'achetais n'importe quoi, explique-t-elle. Pendant mes études à New York, en 2013, j'ai découvert le mode de vie végétarien. J'ai créé mon blog, Veg Planet, pour le rendre cool et trendy en Chine. »	128
Anna Guo, startuppeuse inspirée	129

Carrie Yu, modèle antigaspi	129
Shi Yuan, le réseau terre	130
May Mei, green stratège.....	130
"La Chine réalise un hold-up géostratégique"	131
INTERVIEW - Pour David Baverez, spécialiste de la Chine, Pékin utilise son projet de nouvelles routes de la soie pour imposer son « sharp power ». La France doit avoir un discours plus musclé.....	131
Un chercheur chinois affirme avoir fait naître des jumelles génétiquement modifiées	133
« Éviter aux fillettes une future infection au VIH »	133
« Graves préoccupations éthiques »	133
CORÉES.....	134
Séoul et Pyongyang font inscrire la lutte coréenne au patrimoine de l'humanité	134
INDONÉSIE.....	134
Indonésie. Des ados se droguent en faisant bouillir des serviettes hygiéniques	134
Un cocktail de produits chimiques.....	135
Des serviettes parfois usagées.....	135
JAPON.....	135
Le Japon envisage d'acquérir 100 avions de combat F-35 supplémentaires.....	135
SINGAPOUR.....	136
À Singapour, une araignée «allaite» ses petits	136
C'est la seule de son espèce à nourrir sa progéniture de cette manière.	136
Pas exactement du lait.....	137
TAÏWAN	137
Taïwan-Chine, une guerre froide sans fin?	137
Les élections locales du 24 novembre à Taïwan apparaissent comme un nouvel épisode de la séparation entre deux Chine qui date de 1949.	137
Les opposants soutenus par la presse de Chine communiste	138
Inversion de la reconnaissance	139
Relations normales entre l'île et le continent.....	139
Rapprochement avec les États-Unis	140
Actions multiformes.....	140
Une illustration de démocratie réussie.....	141
THAÏLANDE.....	142
Thaïlande: les fermiers du latex, victimes collatérales de la guerre commerciale Chine/Etats-Unis.....	142
EUROPE	143
Taxe carbone: Dans les pays nordiques, «transparence et pédagogie» au cœur du succès de la fiscalité écologique.....	143
Le Danemark a imposé une fiscalité écologique sans crisper.....	144
Quels ont été les effets ?	144

Selon un sondage YouGov, sept Danois sur dix sont satisfaits de la situation fiscale, et 12% pensent même qu'il faudrait augmenter les impôts. Comment expliquer que les citoyens soient aussi conciliants ?	144
Quelles leçons retenir de ces deux pays nordiques ?	144
Comment rendre cette fiscalité écologique acceptable en France ?	145
Est-ce qu'il y a aussi un enjeu de clarté des institutions ? La fondation Hulot écrit à ce sujet que « le système de transferts (à travers la fiscalité et le versement de prestations monétaires) dans les pays nordiques est beaucoup moins complexe et opaque que le système français qui est devenu illisible et incompréhensif pour la plupart de ses bénéficiaires ce qui affaiblit sa légitimité ».	145
Villes et climat : des destins inextricablement liés	145
Quand les villes étouffent	146
Les villes du monde entier unies pour le climat	146
10°C.....	147
Big bang dans les mobilités.....	147
La densité, problème et solution	148
De l'intelligence artificielle à l'intelligence collective	148
EUROPE (Union européenne)	149
Brexit : les dirigeants de l'UE approuvent l'accord de retrait avec le Royaume-Uni	149
Piège européen sans fin	150
Brexit : ce que contient l'accord de retrait	150
Après le Brexit, l'UE prête à un "partenariat sans précédent" avec Londres	152
L'UE est prête à "un partenariat sans précédent" avec le Royaume-Uni après le Brexit, si les deux parties mettent en œuvre les engagements pris lors de leurs négociations de divorce, a déclaré jeudi le négociateur en chef des Européens, Michel Barnier.....	152
"Un partenariat ambitieux"	152
"Le pire accord de l'histoire"	153
Face à la Chine et ses «nouvelles routes de la soie», l'Europe se divise	153
L'Espagne veut une coordination européenne	153
La remontée verte.....	154
Antisémitisme en Europe : un sondage américain alarmant, mais critiqué.....	155
ESPAGNE	158
Londres et Madrid trouvent un accord sur Gibraltar : le sommet du Brexit aura bien lieu	158
Accord après une nuit de négociations.....	158
Avant tout, une « question politique »	158
La quasi-totalité des Gibraltariens veulent rester dans l'Union	158
FRANCE.....	159
Spatial militaire : big bang ou pschiiit en 2019 ? (1/3)	159
Emmanuel Macron s'intéresse au spatial	159
Florence Parly a suscité beaucoup d'espoir.....	160
L'armée de l'air, l'opérateur naturel du spatial ?.....	160

Le CNES, une agence duale qui doit le réaffirmer	161
Les forces spéciales françaises intéressées par le « Flyboard Air », la planche de surf volante de Zapata Industries.	162
Guerre dans l'espace : pourquoi la France doit massivement investir (2/3)	163
Pékin et Washington lancent officiellement les hostilités.....	163
De plus en plus de "sous-marins spatiaux"	164
Un vrai danger pour les opérations des armées.....	165
Renouvellement des capacités spatiales françaises	165
La France dans le peloton de tête en matière de renseignement.....	165
La France va-t-elle se lancer, elle aussi, dans une stratégie spatiale offensive ? (3/3)	166
La France joue en défense	167
La France va-t-elle continuer à jouer seulement le catenaccio ?	167
Une meilleure surveillance de l'espace mais.....	168
Une loi pour désenclaver la France périphérique.....	169
Navettes autonomes.....	170
6 mesures de la loi mobilités	170
Le cours du pétrole au plus bas, mais pas les prix à la pompe : on vous explique pourquoi	170
Plus de 60 % de taxes.....	171
Le pétrole : la 4e recette de l'Etat.....	171
Le Maire : les "gilets jaunes" ont un "impact sévère" sur l'économie.....	171
Loi sur les mobilités : une première réponse à la crise des gilets jaunes	172
Une présentation "pas pour des questions d'actualité" (Rugy).....	172
Le péage urbain et la vignette poids lourds abandonnés	173
L'année 2020 pas encore financée.....	173
"Gilets jaunes" : "les conséquences pourraient être catastrophiques" (CCI France)	174
Le pouvoir d'achat augmente en France... mais pas partout	176
À l'échelle nationale, le pouvoir d'achat en hausse.....	176

En Europe, un pouvoir d'achat par habitant inégal
(en euros)

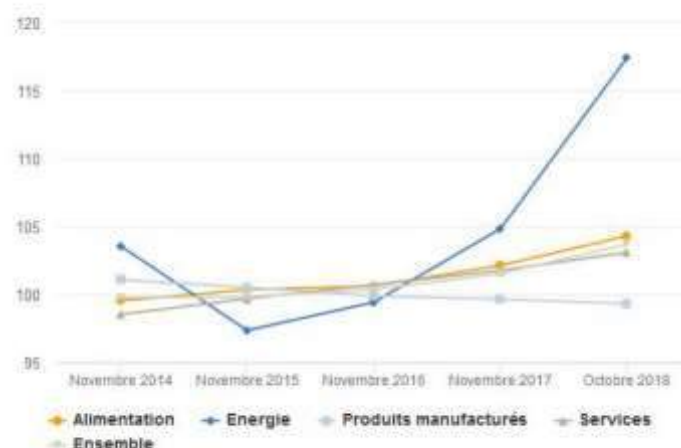


Étude IAH Purchasing Power Estate 2018

Infographie LE FIGARO

Un niveau de vie qui augmente malgré l'inflation.....	177

Le coût de la vie en hausse continue depuis 2015



Source : indice des prix à la consommation

Infographie LE FIGARO

À l'échelle locale, des différences qui se creusent	177
Coût de la vie à La Réunion: quels écarts avec la métropole ?	179
Des punaises s'incrémentent à bord de la Station spatiale internationale.....	182
Un fonctionnaire du Sénat, soupçonné d'espionnage, arrêté et placé en garde à vue	183
Soupçonné de livrer des informations "sensibles"	184
Un haut fonctionnaire du Sénat soupçonné d'espionnage au profit de Pyongyang	185
Bertrand Piccard : "C'est notre survie qui est en jeu et donc c'est notre état d'esprit qu'il faut changer"	186
En réalité, "the fuel is the limit"	186
Climat : demain il sera trop tard	187
Éduquer les élites	187
«Gilets jaunes»: Douze des treize présidents de région demandent des «mesures d'urgence»	188
« L'expression vivante de la fracture territoriale et sociale dans notre pays »	188
Les «gilets jaunes» peuvent-ils dire sérieusement que la misère progresse ?	189
Aux problèmes de pouvoir d'achat s'ajoute une inquiétude plus diffuse sur l'évolution de notre société.	189
Des prix à regarder de plus près	189
Un coût réel à relativiser	190
Les prélèvements obligatoires à un sommet	190
Les retraités aux avant-postes	191
Des ménages coincés par les dépenses contraintes	192
Des rêves qui s'évanouissent	192
Le premier ministre tente d'apaiser la fronde en recevant les «gilets jaunes»	193
Huit «gilets jaunes» seront reçus vendredi	194
Dans le Vaucluse, les "foulards rouges" s'organisent contre les gilets jaunes	194
Un groupe Facebook comptant près de 800 membres vient de voir le jour et entend faire respecter "l'État de droit".	194
"Toujours sans violence"	195

Universités, entreprises... Comment la Chine espionne la France	195
Les services secrets chinois comptent 200 000 agents. Les fournisseurs français « à valeur ajoutée » font partie de leurs cibles.	195
500 faux profils créés	196
Numéros de téléphone captés.....	196
L'interdiction de signaler les contrôles policiers disparaît de la loi transports	197
«Une grande victoire» pour 40 millions d'automobilistes.....	197
Les musulmans de France ouverts à des changements de la loi de 1905	198
Les «gilets jaunes» annoncent-ils un glissement de la France sur la pente italienne?	199
À bien des égards, les manifestants français ressemblent au peuple des «grillini», les partisans du Mouvement 5 Étoiles italien.....	199
Une Italie et une France sans croissance	200
Des Grillo spontex	200
Effritement des grandes identités politiques.....	201
Face à la colère des «gilets jaunes», l'exécutif plie pour ne pas casser	201
Même s'il affiche officiellement sa fermeté, le gouvernement tente de déminer un à un les motifs de colère.	201
Pas un mouvement d'ultra-droite.....	202
D'autres difficultés à venir	202
La pétition des gilets jaunes talonne celle contre la loi Travail	203
L'origine de la fronde des gilets jaunes.....	203
Un engagement contre l'hypocrisie des taxes au nom de la transition écologique.....	203
Trophée de France : Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron écrasent déjà la concurrence avec un nouveau record du monde	204
Comment le handball féminin est sorti de l'ombre	204
GRANDE-BRETAGNE.....	206
Brexit: quelles sont les prochaines étapes ?	206
Brexit : et si le Parlement britannique rejetait l'accord ?	207
La faiblesse de la position de Theresa May laisse ouverte l'option d'un refus de l'accord sur le Brexit par le Parlement britannique. Trois scénarios seraient alors envisageables.....	207
1. Un Brexit sans accord.....	207
2. Un second vote au Parlement.....	208
3. De nouvelles élections	208
Brexit nord-irlandais : la possibilité d'une île.....	208
Un soft Brexit protégerait l'accord signé en 1998	208
Backstop : vers un statut différencié de l'Irlande du Nord	209
La possibilité d'une île unifiée à long terme	209
Pourquoi le Brexit pourrait bouleverser le foot anglais.....	209
May en tournée au Royaume-Uni pour promouvoir l'accord sur le Brexit	211

Faut-il différer le Brexit pour améliorer l'accord ? Oui, selon un ancien ministre britannique	212
Le sort de Theresa May incertain.....	213
Pas de plan B	213
La pêche, une arête plantée dans le Brexit.....	213
Les règles sur l'avenir de la pêche définies dans l'accord de retrait du Royaume-Uni mécontentent les pêcheurs britanniques... Explications.....	213
Les pêcheurs brexiters furieux contre une « capitulation »	214
Une coopération réglementaire à construire	214
May à la pêche aux voix	214
Néo-soul et rock contestataire : les musiciens britanniques donnent de la voix contre le Brexit	215
Nouvelle vague et néo-soul	215
Le chef de la British Army affirme que la menace russe est « bien plus grande » que celle des groupes jihadistes ...	216
Brexit : vers un chassé-croisé sur le marché de l'emploi	217
Les salariés britanniques regardent de plus en plus vers l'Europe	218
Cambridge Analytica : Facebook toujours dans le viseur du Royaume-Uni	219
Facebook fait appel de son amende de 500.000 livres.....	219
NORVÈGE	220
Norvège : Des erreurs humaines et un possible défaut de conception expliqueraient le naufrage de la frégate Helge Ingstad.....	220
SUÈDE.....	221
Vol du deuxième avion de combat Gripen E de Saab	221
UKRAINE.....	221
Escalade entre Ukraine et Russie dans le détroit de Kertch	221
Mer d'Azov : Kiev appelle les Occidentaux à former une « coalition claire pour résister aux actes d'agression de la Russie »	223
Conflit russo-ukrainien : Trump envisage d'annuler sa rencontre avec Poutine.....	225
Washington appelle à soutenir l'Ukraine.....	225
L'Ukraine déclare la loi martiale, Poutine fait part d'une "sérieuse préoccupation"	226
Le président russe a dénoncé des "actions de provocation de la partie ukrainienne" dans un entretien avec Angela Merkel, ce mardi.	226
Poutine inquiet.....	226
L'Ukraine demande à l'Otan d'envoyer des navires en mer d'Azov	227
Tensions avec la Russie : Pour l'Allemagne, l'Ukraine doit se « montrer raisonnable »	228
Ukraine : le Parlement vote la loi martiale	229
Alors que les tensions montent avec la Russie, le Parlement ukrainien vient de voter la loi martiale dans les régions frontalières du pays.	229
Une durée réduite.....	230
MADAGASCAR.....	230

Hery Rajaonarimampianina : pour qui sonne le glas...	230
MOYEN-ORIENT	233
ARABIE SAOUDITE	233
Comment Trump vend l'atome à l'Arabie saoudite.....	233
L'administration américaine négocie depuis 2017 avec Riyad la fourniture de réacteurs nucléaires, qui pourraient aboutir à la fabrication de la bombe atomique.	233
16 réacteurs nucléaires.....	233
Négociations secrètes	234
Enrichissement d'uranium	234
Comme en Iran.....	234
« Si l'Iran développait une bombe nucléaire, nous suivrions sans attendre »	234
Vers une course à la bombe au Moyen-Orient ?	235
L'Arabie Saoudite confirme l'achat du système antimissile américain THAAD pour 15 milliards de dollars	235
IRAK	237
L'Irak renoue avec le jeu ancestral qui était à la mode en Mésopotamie il y a 5000 ans	237
IRAN	238
L'Iran prêt à "défendre" les intérêts du peuple saoudien (Rohani).....	238
Iran: Le chinois CNPC remplace Total dans le projet South Pars	239
ISRAËL.....	240
Théoricien du combat urbain, le général Aviv Kochavi sera le prochain chef d'état-major de Tsahal.....	240
Netanyahu et Zeman espèrent voir rapidement l'ambassade tchèque à Jérusalem	241
L'aviation israélienne aurait mené de nouveaux raids en Syrie contre des dépôts du Hezbollah et des forces iraniennes.....	242
La police israélienne arrête de nouveau le gouverneur palestinien de Jérusalem	243
LIBAN.....	244
La France a livré 10 VAB et 96 missiles anti-char HOT au Liban	244
QATAR	245
Doha rebondit à la barbe de ses voisins	245
Un an et demi après l'embargo décrété par l'Arabie saoudite, le Qatar affiche une économie florissante, plus autonome. Prêt pour le Mondial 2022.	245
Elan patriotique.....	246
Le Qatar investit pour l'élimination des maladies tropicales négligées en Afrique	246
SYRIE.....	248
« Il est temps que la France revienne en Syrie »	248
INTERVIEW. Ancien ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette estime que Paris doit rouvrir son ambassade à Damas pour faire entendre sa voix.	248
« Diplomatie de la navette »	248
Syrie: une quarantaine de FDS morts dans des combats avec le groupe EI	251

Syrie: le numéro deux du groupe Etat islamique capturé par les FDS.....	251
La Russie lance des frappes aériennes en Syrie après une attaque au « chlore ».....	252
Suspicion d'une nouvelle attaque chimique en Syrie	252
Syrie : Les États-Unis demandent une enquête « juste et transparente » sur l'attaque chimique présumée d'Alep .	254
Les Forces démocratiques syriennes disent avoir capturé un responsable « dangereux » de Daesh.....	255
TURQUIE.....	256
Le président turc accuse la coalition anti-jihadiste de protéger les milices kurdes syriennes sous couvert de combattre l'EI.....	256
YÉMEN.....	257
Yémen: les Etats-Unis vont-ils lâcher les Saoudiens ?	257
Le Congrès américain va débattre d'un possible arrêt du soutien militaire à l'Arabie saoudite. Tournant ou colère passagère ?	257
"Envoyer un message"	258
Sans nous, "ce serait pire"	258
OCÉANIE	259
AUSTRALIE.....	259
La Royal Australian Air Force s'appuie sur les drones pour l'inspection de ses avions de transport C-17A.....	259
ORGANISATIONS INTERNATIONALES.....	260
G20	260
Commerce, climat : Trump trouble-fête du sommet du G20	260
Climatosceptiques.....	261
Sommet, mode d'emploi.....	261
Au G20, les 21 nouvelles tensions entre pays participants	261
États-Unis, Russie et Chine ne sont pas les seuls à devoir régler leurs comptes. Les fâcheries se multiplient depuis quelques mois.	261
Un sommet du G20 à Buenos Aires bousculé par Trump et «MBS»	262
Poutine et Mohammed ben Salmane en trouble-fête	263
Un jour de congé pour désengorger la ville.....	264
En une heure, Trump confirme puis annule sa rencontre avec Poutine au G20	264
Une rencontre confirmée, puis annulée	265
ONU.....	265
Après le Brexit, la France va devoir assumer seule un rôle accru aux Nations unies	265
Le vice-chancelier allemand estime que le siège permanent de la France à l'ONU devait revenir à l'Union européenne	266
Siège de la France à l'ONU. La proposition allemande laisse le Quai d'Orsay indifférent.....	267
Un changement impossible ?.....	268
Un droit qui date de la création de l'ONU	268

La France exclut de céder son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU au profit de l'Union européenne.....	268
Conseil de sécurité de l'ONU: la France suggère d'ajouter de nouveaux membres permanents	269
Jeudi, la France a implicitement rejeté la proposition allemande de céder à l'Union européenne son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU en proposant d'ajouter de nouveaux membres.....	269
Poids diplomatique majeur	270
Membres non permanents	270
"Juridiquement impossible"	270
RUSSIE	270
Incident entre la marine ukrainienne et la garde-côtière russe près du pont de Kertch	270
Mer d'Azov : Moscou met en garde Kiev contre « tout acte irréfléchi » tandis que l'Otan dit chercher l'apaisement	271
Mer d'Azov : La Russie aurait déployé des missiles anti-navires près du détroit de Kertch	273
SANTÉ.....	274
Aux origines des arguments (fallacieux) des anti-vaccins.....	274
Il n'existe pas de profil sociologique type de l'hésitant, de la sceptique ou des résistants.	274
L'ambigu principe de précaution	274
La crainte des effets indésirables après immunisation.....	275
La méfiance envers l'industrie pharmaceutique	275
Il n'existe pas de profil type de l'anti-vaccin.....	276
La vaccination, un geste altruiste et citoyen.....	276
CANCER	277
Cancer: une nouvelle technique pour préserver la fertilité des femmes	277
Cancer : des traitements personnalisés en fonction de l'ADN de la tumeur.....	279
Facteur de croissance épidermique	280
DIVERS.....	281
Le prix des médicaments risque d'augmenter à partir de janvier	281
En cause ? Les "honoraires de dispensation", touchés par les pharmaciens, qui vont augmenter et pourraient ne plus être pris en charge par les complémentaires santé.	281
Les mutuelles ne rembourseront plus systématiquement	281
SIDA.....	282
VIH en France: encore trop d'infections détectées à un stade avancé	282
7 – OPEX.....	282
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS	282
Point de situation du 23 au 29 novembre	282
BARKHANE (SAHEL).....	286
Barkhane : un deuxième avion ravitailleur C-135 en renfort sur le théâtre.....	286
BARKHANE : partenariat militaire opérationnel avec l'armée burkinabé	287

Barkhane : focus sur les missions d'appui aérien rapproché (CAS)	288
BARKHANE : Patrouille sur le Niger	289
BARKHANE : Une opération chirurgicale conjointe à Gao	290
BARKHANE : Avec les mécaniciens tout terrain de Kidal	291
BARKHANE : Nink et Jymo au service de la France	292
Barkhane/Mali : Le ministère des Armées confirme la mort du chef jihadiste Amadoun Kouffa	293
CHAMMAL (IRAK)	294
CHAMMAL : Le service médical de la base aérienne projetée au Levant	294
CHAMMAL : le canon CAESAR en première ligne contre Daech	295
CHAMMAL : Coopérations interalliés sur la base aérienne projetée au Levant	296
CHAMMAL : Portrait du sergent Clément, instructeur « Heavy Weapon » au sein de la Task Force Narvik	297
CHAMMAL : Portrait de trois jeunes militaires engagés en opération	298
MISSIONS MARITIMES	299
Corymbe	299
Clôture de l'exercice « Grand African Nemo » 2018	299
MISSIONS ONU	300
DAMAN (Liban)	300
DAMAN : Transfert opérationnel d'autorité	300
AUTRES OPÉRATIONS	301
Quatre Rafale du « Normandie-Niémen » invités à un exercice conjoint de la RAF et de l'US Air Force	301
Entraînement de haut niveau à 3	302
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 26 novembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	302
8 – MISSINT	302
SERVICE NATIONAL	302
Un quart des jeunes n'ont pas envie de faire le SNU	302
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 29.11.2018 Par Philippe Chapleau	302
9 – Défense de par le Monde	303
Une femme nommée chef d'état-major des armées en Slovénie	303
La Pologne est sur le point de se procurer le lance-roquettes multiple américain M142 HIMARS	304
L'achat de 14 avions de combat F-16V provoque des remous au sein du gouvernement slovaque	305
10 – Nos Forces Armées	306
L'innovation de Défense vise (aussi) à améliorer le soutien aux militaires blessés	306
242 millions d'euros pour externaliser l'accueil et le filtrage des sites relevant du MinArm	307
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 29.11.2018 Par Philippe Chapleau	307
a – Armée de Terre	307
Cyber : l'armée de terre innove pour répondre aux menaces	307
La cybersécurité à hauteur d'hommes	308

Dialoguer pour anticiper, dans la dynamique de l'innovation.....	308
Pour en savoir + ...	309
L'encadrement en lycée militaire : exigence et bienveillance	309
6 h 15.....	309
	309
7 h 40.....	309
	309
9 h 50.....	310
	310
12 heures	310
	310
12 h 45.....	310
	310
13 h 30.....	310
	310
16 h 15.....	310



19 h 30.....	311



Bérézina 1812, victoire sur le drapeau du 126 ^e RI.....	311
Aéronautique : l'armée de Terre forme les experts de demain	312
Une ressource jeune acculturée au domaine militaire.....	313
Témoignages	313
Le général de division Éric MAURY, général adjoint commandant la formation de l'armée de Terre	313
Adjudant Vanessa, 14 ans en unité de maintenance aéronautique.....	314
VDAT Gregory, originaire de Marseille et âgé de 17 ans, a intégré le BAC pro.	314
Blessés : modernisation de l'Institution nationale des Invalides.....	314
Reconnaître, accompagner, réparer	315
22 juin 2019 : la Journée nationale des blessés de l'armée de Terre	315
La réalité augmentée va-t-elle être une innovation majeure pour l'infanterie?.....	315
Salon des peintres de l'Armée 2019 : ouverture des candidatures.....	316
Des œuvres sélectionnées par un jury.....	317
À retenir	317
Modalités d'inscription	317
Retour prématuré pour le Grand Carré de l'ex-promotion "Général Loustaunau-Lacau"	317
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 01.12.2018 Par Philippe Chapleau.....	317
b – Marine Nationale	318
Atterrissage d'urgence pour un Dauphin Pedro	318
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 29 novembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy	318
Remise du trophée Guilbaud à la 33F.....	318
L'Astrolabe retrouve la terre Adélie	319
Les acteurs du monde maritime et naval réunis à Brest	320
Charles de Gaulle : remontée en puissance du groupe aérien embarqué	321
Mise en condition opérationnelle du Charles de Gaulle	322
Le Groupe Otan sur les armements navals fête son 60 ^{ème} anniversaire à Paris	322
Pour en savoir plus : Alliance Atlantique - La Marine dans l'OTAN https://www.colsbleus.fr/articles/10374	323

c – Armée de l’Air	324
Embarquement de forces de sécurité vers l’île de La Réunion.....	324
Donnez des ailes à vos idées !.....	324
Comment l’armée de l’Air imagine son futur « système » de combat ?	326
Rencontre avec un officier de liaison du Centre national d’études spatiales	327
d – Gendarmerie Nationale.....	328
Les gendarmes et les policiers seront désormais anonymes lors du recueil de plaintes et de mains courantes	328
Le gouvernement était contre	329
L’Assemblée vote l’anonymisation des policiers recevant plaintes et mains courantes	329
« Gilets jaunes » : engagement soutenu des forces de gendarmerie tout le week-end	329
Mobilisation plus faible dimanche	330
396 interpellations, 252 gardes à vue, 74 gendarmes blessés depuis le 17 novembre	331
Une nouvelle vedette pour la brigade fluviale de gendarmerie de Conflans-Sainte-Honorine	331
La gendarmerie au cœur des mobilités fluviales	332
L’empreinte olfactive, ou comment confondre un suspect grâce à son odeur	332
Mise au point de techniques analytiques et statistiques	333
Un intérêt pour la recherche médicale.....	333
L’inquiétant manque de crédits pour l’immobilier des gendarmes	333
Budget serré.....	334
Des “points noirs”	334
La procédure pénale se prépare à dire adieu au papier	334
Fin du papier	335
Les cybergendarmes et le service de renseignement Tracfin se rapprochent	335
« Gilets jaunes » : le ministre de l’Intérieur en Gironde à la rencontre des forces de sécurité mobilisées	336
e – Service de Santé	337
Innovation : l’Irba met au point un prototype pour améliorer la sécurité des plongeurs militaires.....	337
f – Renseignement	338
g – Cybersécurité	338
Exclusif : Français, Américains, Russes et Chinois parlent cyberguerre offensive à Paris	338
Les spécialistes de la lutte offensive de ces grandes puissances veulent éviter les situations de crise grave entre elles, qui concerneraient leurs intérêts stratégiques et vitaux.	338
h – Service du commissariat des armées.....	339
ATLAS-EUREKA primé au Forum innovation défense !	339
Trophées de la commande publique 2018 : la Plateforme Achats Finances Sud-Est récompensée !.....	339
i - Service des essences des armées.....	340
j - Service d’infrastructure de la défense	340
k - Forces Prépositionnées	340

Forces de Souveraineté.....	340
FAA : partenariat militaire à Curaçao avec les marins néerlandais	340
FAZSOI : déploiement d'un détachement d'instruction technique à Madagascar.....	341
FAZSOI : Stage d'aguerrissement tropical pour les « Requins » à La Réunion	341
Forces de Présence	342
FFDJ : L'école du désert de deux jeunes soldats.....	342
FFDJ : Dans la peau d'un choumac de la BA 188.....	343
FFEAO : L'ambassadeur de France à la rencontre des militaires engagés sur l'exercice Pearl of West	344
FFEAO : Pearl of the West 2018 – La frégate Cassard s'entraîne aux cotés de la marine koweïtienne dans le golfe arabo-persique.....	345
FFEAO : la frégate Courbet en exercice interarmées au large de Djibouti	346
EFS : Les EFS dispensent des formations « Orienteur, Marqueur, Baliseur » à leurs partenaires.....	347
EFS : Formation à l'utilisation d'une cuisine de campagne en Mauritanie.....	348
EFS : Formation « systèmes d'information et de communication » au Mali.....	349
I - Réserves	349
Terre.....	349
La 1 ^{re} division teste l'obligation de disponibilité de ses anciens militaires.....	349
Une journée de convocation.....	350
Armée de Terre : La 1ere Division a mené un exercice pour rappeler ses anciens militaires en cas de coup dur.....	350
Marine	351
RAPARO : Exercice de rappel partiel de la réserve opérationnelle de niveau 2	351
La Marine nationale a (aussi) fait un exercice de rappel partiel de ses anciens marins.....	352
m - D.G.A.	353
11 – France : Armements & Industries	353
Finances	353
Transfert d'argent : l'UFC charge Western Union, MoneyGram et La Banque Postale.....	353
Demande d'encadrement des tarifs outre-mer	354
La Caisse des Dépôts s'engage vers la sortie totale du charbon.....	355
Décarbonation du portefeuille	356
Industries	356
Grosse tension au sommet d'Air France-KLM sur la gouvernance	356
Le schéma de gouvernance envisagé n'a pas été annoncé comme prévu	356
Désaccord sur la place à accorder à Pieter Elbers	357
Refus de faire entrer Ben Smith au conseil de KLM.....	357
Méfiance mutuelle	357
Rapport de force compliqué	358
Le mythe de l'intégration	358

ADP va augmenter les redevances de près de 3% en 2019, les compagnies grognent.....	359
Près de 800 millions d'euros d'investissements	359
L'optimisme plonge aussi chez les chefs d'entreprise	359
Forte baisse dans les petites entreprises	360
Taxes énergétiques : peu d'impact sur les coûts de production	360
La moitié des entreprises n'ont pris aucune mesure écologique	360
Vers des bâtiments autonomes en énergie grâce à l'hydrogène	361
Lisser les pointes et les pics	362
	362
Optimiser l'alimentation	362
Des centaines de milliers d'emplois « verts » : mythe ou réalité ?	363
Sensibiliser les artisans	364
Déjà 4 millions d'emplois dans les métiers de l'environnement	365
Renault embarque sur le cargo à voiles de Neoline pour réduire son empreinte carbone	365
La promesse de réduire de 90% les émissions de CO2.....	366
Plutôt un trafic de niches	366
Financement et construction en chantier.....	366
Industries d'armement	367
Innovation: quelles synergies entre Défense et entreprises ?	367
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 27.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	367
Rheinmetall veut faire main basse sur le projet de char franco-allemand.....	367
Technologie	368
Stratobus, le dirigeable nouvelle génération de Thalès Alenia Space	368
Un ballon toulousain	370
Technologie numérique	370
Consolidation, mutualisation, 5G : les grandes manœuvres à venir dans les télécoms.....	370
Personne n'est officiellement vendeur.....	371
5G : le risque d'un scénario « à l'italienne »	371
Orange et Free vont-ils signer un accord de mutualisation ?	372
Vers un rachat de SFR par Bouygues ?	372
Comment l'Etat manœuvre pour qu'Alcatel Submarine Networks reste dans le giron français	373
Orange hors-jeu	373
12 – Le Monde : Modernisations & Équipements	374

Industries	374
Affaire Ghosn : et si tout avait commencé avec la loi Florange.....	374
Offensive capitaliste de la France dans Renault	374
Carlos Ghosn s'envole immédiatement au Japon.....	374
Renault quasiment muselé	375
Le rachat de Mitsubishi au nez et à la barbe de Renault.....	376
Technologie numérique	376
Comment Slack compte devenir le "manager virtuel" de l'entreprise 2.0	376
La simplicité et le "bottom-up", les clés d'un succès mondial.....	376
Slack, symbole du "management 2.0"	377
"Nous voulions imposer Slack, cela n'a pas marché"	377
Manager par l'intelligence artificielle	378
Miser sur l'international et les grands groupes	378
13 – Rubriques divers (Conférences, etc)	378
Prix	378
La Plume et l'Épée, remise des prix et forum le 8 décembre, à Tours.....	378
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 28.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	378
Autres.....	379
Table Ronde le 11 décembre: "Quelle frontière pour notre souveraineté numérique ?"	379
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 30.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	379
14 – Livres & Publications	380
Livres	380
Comment l'efficacité énergétique change la donne.....	380
Le malentendu des énergies renouvelables	380
La priorité doit être donnée à la sobriété	381
Les villes, premiers gisements d'économies	381
Un livre de Henri Ortholan sur "Paris et son patrimoine militaire"	382
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 28.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	382
"Des tranchées à la guerre de l'ombre": les belles aventures de Jacques-Abel Sauzey	382
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 29.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	382
Publications.....	383
Dans les soutes de Barkhane	383
les "invisibles indispensables" de Toulouse-Francal	383
"Des murs et des hommes : sécuriser les frontières africaines au XXI ^e siècle"	383
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 30.11.2018 Par Philippe Chapleau.....	383
Marines & Forces navales de décembre est en kiosques	384
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 01.12.2018 Par Philippe Chapleau.....	384

Films	384
Frédéric Tellier, réalisateur de « Sauver ou périr » : « Ce qui me séduit, c'est la force de l'engagement »	384
En quelques mots, quel est le message de votre film ?	384
Vous abordez le thème des accidentés de la vie et de la difficulté de se reconstruire. Pourquoi avoir choisi de vous servir d'un personnage de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) pour illustrer ce propos ?	385
Qu'est-ce qui vous a le plus touché chez ces militaires, chez ces gens qui s'engagent ?	385
Au moment où il reçoit sa médaille militaire, presque 2 ans après son accident, Pierre Niney a des mots très forts sur l'esprit de corps, la cohésion fraternelle. En quoi ces termes sont-ils touchants ?	385
Dans le film, à un moment donné, il y a un gros plan sur la pucelle : "Sauver ou périr". Pourquoi avoir fait de cette devise le titre de votre film ?	386
15 – Société	386
Sciences	386
Le Français qui a reçu le prix Nobel de physique 2018 raconte que la découverte pour laquelle il a été récompensé est partie d'un accident	386
La sonde InSight s'est posée sur Mars avec succès	387
Une réussite aussi pour la France	388
Le monde s'éloigne de son objectif de ne pas dépasser 2°C de réchauffement climatique	390
«Comme courir après un bus»	391
L'être humain était en Algérie il y a 2,4 millions d'années	392
Que révèlent les traces découvertes sur le site d'Ain Boucherit sur les hominidés?	392
Le site d'Ain Boucherit en Algérie	392
Comment Ain Bouherit a-t-il été daté?	393
Les implications de cette découverte	393
Qui sont les auteurs de ces outils taillés?	394
Océan Indien	395
"Si ça continue comme ça dans deux-trois jours on ferme la baraque" : La Réunion sous tension au huitième jour de la mobilisation des "gilets jaunes"	395
Pour les habitants aussi c'est la "débrouille"	395
Port Est, site stratégique de l'île	396
Le Marion Dufresne sera désarmé trois mois en 2019	396
«Gilets jaunes» : sur l'île de la Réunion, l'économie est totalement paralysée	397
Commerces, écoles, hôpitaux... : l'île est à l'arrêt	397
Situation économique désastreuse	398
16 – Vie de l'UOROI	398

1 – Lois et décrets



PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 28 novembre 2018 portant nomination

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037662053&dateTexte=&categorieLien=id>

MÉDAILLE MILITAIRE

Décret du 28 novembre 2018 portant concession de la médaille militaire

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037663007&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 28 novembre 2018 portant concession de la médaille militaire

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037663010&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret du 23 novembre 2018 portant nomination et promotion dans la réserve opérationnelle

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037641875&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 26 novembre 2018 portant promotions et nomination dans la 2e section des officiers généraux

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037647451&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 26 novembre 2018 portant affectation d'un officier général

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037651602&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 26 novembre 2018 portant affectation d'un officier général

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037651604&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 novembre 2018 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction militaire

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037658331&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 23 octobre 2018 fixant la liste des emplois ouvrant l'accès à l'échelon spécial du grade de colonel du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037662818&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 9 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 28 décembre 2015 modifié fixant par catégorie la liste des emplois ouvrant droit à l'attribution de l'indemnité de fonction et de responsabilités des militaires de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037662825&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 23 novembre 2018 fixant le contingent numérique pour l'accès à l'échelon spécial du grade de colonel du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037662854&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 30 novembre 2018 portant nomination au sein de la mission opérationnelle de sécurité et de défense auprès du ministre de l'intérieur

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037674538&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTÈRE DES ARMÉES

Décret du 26 novembre 2018 portant nomination dans la 1re section d'un officier général

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037647405&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret du 26 novembre 2018 portant nomination dans la 2e section d'un officier général

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037647409&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 15 novembre 2018 portant nomination au choix au grade d'infirmier de catégorie A de classe supérieure du ministère de la défense au titre de l'année 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037647413&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 15 novembre 2018 portant nomination au choix au grade d'infirmier de catégorie A hors classe du ministère de la défense au titre de l'année 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037647415&dateTexte=&categorieLien=id>

Avis de concours pour le recrutement externe d'élèves commissaires des armées en 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037658579&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 21 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2016 relatif à l'organisation de l'action sociale au ministère de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037662292&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 23 novembre 2018 accordant aux militaires participant à l'opération « Atalanta » le bénéfice des dispositions de l'article L. 4123-4 du code de la défense

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037662412&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 23 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 9 octobre 2017 fixant la liste prévue à l'article L. 6147-7 du code de la santé publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037662419&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 16 novembre 2018 portant apposition de la mention « Mort en déportation » sur les actes et jugements déclaratifs de décès

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037663013&dateTexte=&categorieLien=id>

Avis de concours pour l'admission d'élèves officiers médecins et pharmaciens à l'école de santé des armées en 2019 catégorie « Baccalauréat »

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037663242&dateTexte=&categorieLien=id>

Avis de concours pour l'admission d'élèves officiers médecins à l'école de santé des armées en 2019 catégorie « première année commune aux études de santé »

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037663245&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2018-1055 du 29 novembre 2018 portant modification de dispositions statutaires applicables à certains corps militaires d'officiers

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037673977&dateTexte=&categorieLien=id>

Arrêté du 26 novembre 2018 fixant l'ouverture de concours pour l'admission à l'école du personnel paramédical des armées et à l'accès à la formation au diplôme d'Etat d'infirmier en 2019

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037674031&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Nécrologies & Mémoires

3 – Décorations & Commémorations

4 – Autorités, États-Majors

Président de la République

Prise d'armes d'automne du Président de la République

Mise à jour : 27/11/2018

Lundi 26 novembre 2018 s'est tenue, dans la cour d'honneur de l'Hôtel National des Invalides, la prise d'armes d'automne du Président de la République, chef des armées, Monsieur Emmanuel Macron, à laquelle assistait le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA).

Des militaires de tous corps, grades et services ont été récompensés à cette occasion pour leur engagement opérationnel. Ces décorations témoignent de la variété des missions et de l'engagement de ces femmes et de ces hommes déployés sur l'ensemble des théâtres d'opérations.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Ministre

Florence Parly, ministre des Armées, inaugure l'Innovation Défense Lab'

Mise à jour : 26/11/2018

Florence Parly, ministre des Armées, a inauguré vendredi 24 novembre l'Innovation Défense Lab' dans le 15^e arrondissement de Paris.



En présence du Délégué général pour l'armement Joël Barre, et d'Emmanuel Chiva directeur de l'Agence de l'innovation de défense, la ministre s'est entretenue avec la quinzaine de personnes qui animeront ce lieu. En particulier, le programme des prochains événements prévus au sein de l'Innovation Defense Lab' lui a été présenté, ainsi qu'une méthode de travail innovante pour la conduite de projet.

Au sein de l'Agence de l'Innovation de Défense, l'Innovation Défense Lab' a été créé pour stimuler l'écosystème de Défense et favoriser l'accélération de projets innovants en vue de leur déploiement au profit des forces ou de leur intégration dans des opérations d'armement. Volontairement ouvert sur l'extérieur, il dispose de locaux situés hors des emprises traditionnelles du ministère afin de partager les problématiques de la Défense avec un vaste réseau d'innovateurs et de s'inspirer des meilleures pratiques et technologies civiles. Lieu d'échange et de rencontres autour de thématiques prospectives, l'Innovation Défense Lab' participera au rayonnement de l'innovation de défense, au sein du ministère des armées, ainsi qu'auprès des laboratoires, start-up, PME, grands groupes et acteurs institutionnels. L'Innovation Défense Lab', vitrine de l'innovation, reprend les missions du DGA Lab' en complétant son offre de services pour l'ensemble du réseau innovation du ministère des armées.

Au cours de son allocution, la ministre a rappelé les enjeux d'une communauté de défense totalement mobilisée pour relever le défi de l'innovation pour les armées. Cette inauguration s'est effectuée à l'occasion du Forum Innovation Défense, qui a accueilli du 22 au 24 novembre plusieurs milliers de visiteurs pour sa première édition à Paris à la Cité de la mode et du design.

Contact Innovation Défense Lab': agenceinnovation.dir.fct@intradef.gouv.fr



CEMA

Rencontre avec le général Mohamed EL GHOU, CEMAT tunisien

Mise à jour : 26/11/2018

Le 23 novembre 2018, le général d'armée François Lecointre a reçu le général Mohamed El Ghoul, chef d'état-major de l'armée de terre tunisien en fonction depuis le 1er juin 2018. Ils ont ainsi pu faire le point sur la situation sécuritaire actuelle en évoquant plus précisément la menace terroriste.

Cette rencontre s'inscrivait dans le sillage de la coopération resserrée engagée par la France et la Tunisie depuis 2015 suite aux attentats ayant frappé les deux pays. Le CEMA et le général Ghoul ont réaffirmé leur volonté de poursuivre la coopération engagée dans le cadre du plan d'action renforcé contre le terrorisme initié en 2015. Ainsi, l'armée française continuera à former les forces tunisiennes dans des domaines spécifiques comme la lutte contre-IED ou les forces spéciales et à organiser des cessions de matériel. Les deux chefs militaires se sont également félicités du succès des échanges réalisés dans le domaine académique.

Partenaire majeur de la zone méditerranéenne, la Tunisie entretient une coopération avec la France à titre bilatéral mais également dans le cadre du 5+5, initiative regroupant cinq pays européens (France, Espagne, Italie, Malte et le Portugal) et cinq pays du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) pour traiter de problématiques régionales. Rappelant le lien et la destinée qui unissent la France et la Tunisie, le CEMA a notamment souligné que l'avenir de l'Europe se jouait sur la rive Sud de la Méditerranée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Les journées d'entraide de la Marine

Mise à jour : 27/11/2018

Le vendredi 23 novembre au Cercle national des armées à Paris, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), a rendu visite aux exposants de l'association pour le développement des œuvres sociales de la Marine (ADOSM) qui organise chaque année cette journée d'entraide au profit des familles de marins en difficulté.

Le CEMA a fait le tour des nombreux stands et a remercié les nombreux bénévoles présents qui organisent et animent ces journées. Le CEMA a continué cette visite en déjeunant au Cercle entouré des nombreux bénévoles et a notamment dégusté des huîtres dont la tradition veut qu'elles soient ouvertes par des officiers supérieurs.

Cette année encore des marines étrangères ont participé à cet évènement en tenant des stands dont le succès ne se dément pas. Les bénéfices sont intégralement reversés, comme ceux des autres stands, aux œuvres de l'ADOSM.

REPERES

Dernières journées de la Marine : le 30 novembre et 1er décembre Salle Surcouf à Brest

L'ADOSM est une association loi de 1901 reconnue d'utilité publique qui vient aujourd'hui en aide aux conjoints, orphelins et familles du personnel civil et militaire qui sert dans la Marine et connaissant de graves difficultés.

L'ADOSM, faiblement subventionnée, tire plus de 50% de son budget des bénéfices réalisés lors de ces journées d'entraide.

<http://adosm.org/>



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le CEMA au Forum innovation de la Défense 2018

Mise à jour : 27/11/2018

Le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est rendu le 23 et le 24 novembre à la première édition du Forum innovation défense 2018 (FID) qui s'est déroulé à la Cité de la mode et du design à Paris. Cet évènement s'inscrivait dans le cadre de la Semaine de l'innovation publique.

Vendredi, le CEMA a salué les militaires chargés de la protection des lieux avant de parcourir les nombreux stands où étaient présentées plus de 160 innovations développées et soutenues par le ministère des armées, en rencontrant et échangeant avec les nombreux innovateurs passionnés qui permettront aux armées de garantir notre supériorité opérationnelle.

Samedi, lors de la journée grand public, un speed testing , un hackaton et un escape game ont permis au grand public de se familiariser de façon ludique avec l'innovation de défense. Le général d'armée François Lecointre a assisté à l'autre évènement clé de cette journée consistant à des présentations dynamiques des armées sur la Seine. Il y était accompagnée de la ministre des armées, Madame Florence Parly et du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et du ministre de l'Action publique, en charge du numérique, Monsieur Mounir Mahjoubi.

Ces démonstrations conjointes du Commandement des opérations spéciales (COS) et des armées ont permis au public de découvrir entre autres l'hoverboard de Frank Zappata qui vient de recevoir des subventions du COS pour continuer à développer son concept de « Flyboard ».

Le Salon a fermé ses portes samedi soir et a permis aux armées de présenter le travail des militaires et du monde civil qui met l'innovation au service des opérations pour le succès des armes de la France.

FOCUS :

Le prix innovation opérationnelle a été remis au commandant Olivier de l'armée de Terre pour son dispositif d'auscultation de chaussées aéronautiques. Il améliore le suivi et l'entretien des pistes pour la sécurité des vols à l'aide d'images acquises par drone.

<https://www.defense.gouv.fr/portail/dossiers/forum-innovation-defense>

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Visite officielle du CEMA à Djibouti

Mise à jour : 29/11/2018

Les 27 et 28 novembre, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) s'est rendu en visite officielle à Djibouti à l'invitation de son homologue, le général de corps d'armée Zakaria Cheik Ibrahim, chef d'état-major général des armées (CEMGA). Dans le cadre de cette visite, le CEMA s'est entretenu avec les autorités du pays et s'est rendu auprès des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj).

Le CEMA a été reçu par les autorités djiboutiennes pour évoquer les questions de défense et rappeler l'intérêt de la coopération franco-djiboutienne. Reçu par le président de la République de Djibouti, Monsieur Ismael Ousmane Guelleh, il a également pu s'entretenir avec le ministre de la Défense, le directeur général à la sécurité à la présidence et avec son homologue djiboutien, le général Zakaria Cheik Ibrahim. A l'occasion de ces rencontres, il a souligné la durabilité de l'engagement français pour faire vivre le traité de coopération en matière de défense qui lie les deux pays depuis 2011.

Unis dans une même volonté d'œuvrer à la stabilisation régionale, le général Lecointre et le général Zakaria ont partagé leur approche et leur analyse de la situation sécuritaire. A ce titre, le CEMA a rappelé le rôle central des FFDj en indiquant qu'elles continueraient durablement à appuyer les forces armées djiboutiennes (FAD) à travers des formations ciblées, notamment en vue de leurs projections dans les missions de maintien de la paix et plus particulièrement l'AMISOM. Son parcours de visite a notamment été marqué par une rencontre avec le BATHILL, bataillon djiboutien entraîné par les FFDj en vue de sa projection dans l'AMISOM.

Le général Lecointre s'est également rendu aux FFDj, où il a été accueilli par le général Gernez. En allant à la rencontre des femmes et des hommes qui composent les FFDj, le CEMA a tenu à témoigner de sa reconnaissance vis-à-vis du travail accompli au quotidien pour garantir l'efficacité de ce qui constitue un pivot stratégique et opérationnel en Afrique de l'Est. « Vous êtes un élément essentiel de la fonction « prévention » dans un contexte régional particulièrement complexe », leur a-t-il rappelé.

Au cours de son inspection au 5^e RIAOM, à la BA 188, à la base navale et au sein de différentes unités de soutien des FFDj, il a pu apprécier le professionnalisme des différentes composantes interarmées qui arment ce dispositif. Base opérationnelle avancée, pôle opérationnel de

coopération et structure reconnue internationalement pour ses capacités d'entraînement comme le CECAD, les FFDj constituent une force multifacette, armée pour conduire les missions à la hauteur du défi posé par les enjeux de sécurité actuels.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le CEMA célèbre les cinq ans de la création du corps des commissaires

Mise à jour : 30/11/2018

Le jeudi 29 novembre, à l'occasion de la célébration du cinquième anniversaire de la création du corps des commissaires, le chef d'état-major des armées (CEMA), le général d'armée François Lecointre, a présidé la prise d'armes qui leur était dédiée dans la cour d'honneur de l'École militaire, à Paris.

Dans son ordre du jour, il a mis à l'honneur ce « corps » unique en soulignant « Votre appartenance ne se lit pas seulement aux signes distinctifs de vos uniformes. Elle s'exprime surtout à travers votre exceptionnel engagement, en soutien des armées et au plus près des forces. »

Initialement rattachés à chacune des armées, les commissaires des armées forment depuis le 1er janvier 2013 un corps unique interarmées, officiant au sein des forces, de leurs états-majors et des organismes de soutien. Avant cette fusion, les commissaires avaient été placés sous les attributions du Service du commissariat des armées (SCA), organisme interarmées placés sous les ordres du chef d'état-major des armées.

A l'occasion de cet anniversaire, le CEMA a déclaré au corps des commissaires : « Ce que j'attends de vous, c'est de porter haut et fort la singularité de votre statut militaire, cette fierté d'être officier qui fait votre efficacité dans le service des armées. Merci, bravo pour le travail que vous faites au quotidien. Continuez à être fiers de porter les armes de la France. Et je vous fais confiance pour que, ensemble, dans les années qui viennent, nous construisions des armées plus fortes et plus efficaces. »

[« Le combattant a changé, son soutien aussi ! » : 3 questions au commissaire général hors classe Jean-Pierre LAROCHE, Inspecteur du Commissariat des Armées](#)

<https://www.defense.gouv.fr/commissariat>



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Commission des Affaires Etrangères et de la Défense

Budget : pour le sénateur Yannick Vaugrenard, “le compte n’y est pas”

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 28 novembre 2018 A la une, Société Gabriel Thierry.



Le sénateur Yannick Vaugrenard (Capture d'écran Sénat).



L'hémicycle du Sénat – Illustration (DR)

“Le compte n’y est pas.” C’est le constat, sans fioriture, du sénateur (PS) de Loire-Atlantique à propos du budget de la Gendarmerie. Ce mercredi 28 novembre, Yannick Vaugrenard a présenté aux autres sénateurs son avis sur le budget de la Gendarmerie pour l’année 2019. L’élu a appelé ses pairs de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat à voter un avis défavorable sur ces crédits.

“Qu’il s’agisse des moyens de fonctionnement courant, des véhicules ou encore de l’immobilier, les crédits prévus ne sont pas à la hauteur des enjeux, relève le sénateur. Plus encore que les montants prévus, c’est la stratégie d’ensemble qui fait défaut.”

Un regard plus sévère

Le ton du sénateur s’est durci. L’an passé, il avait ainsi demandé aux sénateurs de la commission de voter un avis favorable *“avec réserves”*. Il jugeait alors les crédits proposés *“globalement acceptables”*. Une position modérée isolée au Palais du Luxembourg. Les autres rapporteurs pour avis tiraient, eux, la sonnette d’alarme.

Cette année, Yannick Vaugrenard s’inquiète tout d’abord de dépenses d’investissement en recul. Les crédits prévus, remarque-t-il, sont *“inférieurs de plusieurs centaines de millions d’euros”* à ceux réellement nécessaires pour le logement ou les véhicules des gendarmes.

Le sénateur passe également en revue la question des tâches indues, comme les gardes statiques. Elles accaparent les militaires pour des *“missions périphériques”* au détriment de leur présence sur le terrain. L’élu regrette enfin la perte d’équivalents temps plein avec l’application de la directive européenne sur le temps de travail. Les emplois perdus sont *“loin d’être compensés par le plan de croissance des effectifs”*.

Direction du numérique

Un dernier point inquiète particulièrement Yannick Vaugrenard. Avant de quitter le ministère de l’Intérieur, Gérard Collomb a, cet été, missionné son secrétaire général pour une réforme d’ampleur. Ce dernier est chargé de mener une réforme des achats et la création d’une direction du numérique.

Deux services mixtes de la Gendarmerie et de la Police sont particulièrement concernés par cette réforme qui doit s’étaler sur un an. Ce sont le service de l’achat, des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure (Saelsi) et le service des technologies et des systèmes d’information de la sécurité intérieure (STSI2).

Or, rappelle le sénateur, si les forces de sécurité disposent d’outils efficaces comme Neo ou le futur système de gestion des soldes Agorha, c’est grâce à l’efficacité et à la maîtrise des coûts de ces services. *“Il est essentiel que le nouveau dispositif permette de capitaliser sur ces réussites reconnues”*, avertit Yannick Vaugrenard. En clair, la recherche d’économies ne devra pas se faire au détriment de la proximité des services actuels avec le terrain.

Autres autorités

European Cyber Week 2018 : le COMCYBER à la rencontre des experts européens

Mise à jour : 28/11/2018

La 3^e édition de l'European Cyber Week s'est déroulée du 19 au 22 novembre 2018 au Couvent des Jacobins à Rennes. Organisée autour de la thématique « intelligence artificielle et cybersécurité », elle a été l'occasion pour le Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER) d'échanger avec les différents experts de la cyberdéfense et de la cybersécurité. Cette participation a également permis de présenter les métiers de la cyberdéfense.

Le COMCYBER était présent à la 3^e édition de l'European Cyber Week (ECW) qui s'est déroulée à Rennes du 19 au 22 novembre. Co-organisateur de la journée inter-chaires, il a profité de ce moment pour échanger avec les différentes chaires académiques travaillant dans le domaine de la cyberdéfense. Le contre-amiral Verel, du COMCYBER, a rappelé l'importance de rapprocher « le temps long » de la recherche et « le temps court » des opérations. L'après-midi a été consacrée au défi « ma thèse 3.0 », qui a permis à une douzaine de doctorants de présenter en quelques minutes leur thèse devant un jury de professionnels.

Le COMCYBER a participé à la clôture des conférences C&esar. Le général de brigade aérienne Didier Tisseyre, COMCYBER adjoint, est intervenu à la table ronde : « Numérique, IA et Cyber, les clés de l'innovation. » Il a défini les quatre aspects du tempo opérationnel pour le COMCYBER : anticipation, détection, remédiation et caractérisation. Animée par Damien Bégoc, la conférence a été riche en débats en compagnie du vice-amiral d'escadre Arnaud Coustillière, Directeur général du numérique et des systèmes d'information et de communication ; l'ingénieur général de l'armement Guillaume Poupard, Directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information ; de l'ingénieur général de l'armement Frédéric Valette et de l'ingénieur en chef de l'armement Jérôme Lemaire, de la Direction générale de l'armement.

L'ECW a permis également au COMCYBER de présenter le métier de cyber-combattant et ses missions lors du Forum de recrutement de la cybersécurité. De nombreux candidats ont montré de l'intérêt pour les propositions d'emploi du ministère des Armées.

Organisé par le Pôle d'excellence cyber et ses partenaires, dont le ministère des Armées, l'ECW a regroupé, pendant trois jours, plus de neuf événements organisés autour de trois thématiques principales : la recherche publique et privée, civile et militaire, sur le thème « intelligence artificielle et cybersécurité » ; la dimension européenne et institutionnelle, ainsi que des rencontres d'affaires ; et le volet ressources humaines (formation, recrutement et challenges étudiants).



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

« Le combattant a changé, son soutien aussi ! » : 3 questions au commissaire général hors classe Jean-Pierre LAROCHE, Inspecteur du Commissariat des Armées

Mise à jour : 29/11/2018

Fort d'une carrière de 40 années dont 27 parisiennes en administration centrale, le commissaire général hors classe Jean Pierre LAROCHE de ROUSSANE est l'inspecteur du commissariat des armées depuis janvier 2016 après avoir été directeur central adjoint du service d'avril 2011 à décembre 2015, en pleine période de mutation du Commissariat. Juriste et marin de formation, il a pratiqué en local le soutien, le droit de la mer, puis, au niveau central, la prospective synthèse et la montée en puissance de la fusion des commissariats dont il a été le chargé de mission avant d'être le chef de bureau de la modernisation de l'administration des armées à l'EMA. Il a donc été directement aux manettes et a vécu de l'intérieur la fusion des soutiens et en y apportant ses capacités de « facility manager », doublées d'une connaissance approfondie de l'état et de ses rouages, des armées, de leurs soutiens et des besoins de modernisation de ce domaine. Sa grande expérience de l'administration centrale reste cependant proche des besoins du terrain, qu'il visite deux fois par mois, à l'occasion de ses inspections.

1) Après avoir participé à la conception et à la construction des bases de défense et du service du commissariat des armées, comment analysez-vous le chemin parcouru depuis 10 ans ?

Les premières réflexions et actions sont beaucoup plus anciennes. Le mouvement de mutualisation et de rationalisation de l'environnement et du soutien des forces a commencé il y a près de 60 ans. Il a permis indéniablement de moderniser nos armées au sortir des conflits coloniaux. Au tournant des années 2000, la suspension de la conscription a privé nos armées d'une ressource abondante et peu coûteuse. Elle nous a conduits - presque « malgré nous » - à une modernisation accélérée de nos soutiens qui, sous la contrainte de ressources toujours plus limitées, ne pouvait passer que par la mutualisation complète et la professionnalisation accrue. Je ne sais pas si c'est un bien, mais je sais que c'est une nécessité.

Comme toute démarche de transformation, celle des soutiens est jalonnée d'écueils : pression calendaire, insuffisance d'expertise interne, besoin d'accompagnement interne et externe. Même s'il faut éviter de singer le secteur privé et son vocabulaire souvent dépourvu de sens au regard de notre culture, nous devons en considérer les apports méthodologiques sans a priori, dès lors que le seul dévouement des hommes et des femmes du soutien, civils et militaires, ne suffit plus à remplir la mission de manière pérenne. Sans cesse, il faut adapter l'organisation, moderniser les processus et justifier l'affectation des ressources.

Il s'agit d'un séisme pour nos organisations et nos traditions, mais c'est probablement le prix à payer pour faire entrer les soutiens dans le XXIème siècle. A l'heure où il faut penser attractivité et fidélisation, la qualité du soutien rapporté aux normes du monde qui nous entoure est devenue un impératif. S'il faut bien sûr veiller à éviter la « sécularisation » des militaires, nous ne pouvons ériger en objectif des errements d'un autre âge. Des progrès, des évolutions, se sont produits depuis 10 ans : en regardant le verre à moitié vide, je dirais que le soutien s'est maintenu alors qu'en 10 ans, à périmètre constant, il perdait près de 10 000 postes ; pour regarder le verre à moitié plein, je dirai que nous avons simplement posé les bases de la modernisation du soutien, celle-ci doit maintenant se développer et produire ses effets.

2) Ce mouvement n'affaiblit-il pas nos forces militaires ?

Voilà une question légitime et pertinente ! La raison même de l'existence de soutiens militaires est bien de renforcer les armées en leur donnant une meilleure résilience, en leur permettant de manière continue et au plus près de leur déploiement, de reconstituer leurs capacités techniques et humaines. En ce sens, je ne vais pas vous étonner en répondant à votre question par la négative, voire en vous disant que face à la nécessité de participer à la modernisation du monde, le mouvement de mutualisation a garanti nos forces militaires.

En effet, les bases de défense et le service du commissariat des armées sont subordonnés depuis leur création au chef d'état-major des armées qui a autorité sur les chefs d'état-major d'armée et les directeurs des services (à l'exception du service d'infrastructure de la défense (SID)). La construction qui en résulte paraît très pyramidale et intégrée -mais nos formats ne se prêtent plus à la dispersion de ressources toujours trop rares - justifiant la critique d'une « organisation et un fonctionnement en tuyaux d'orgue ». Cette crainte est heureusement tempérée par des relais locaux et des passerelles. C'est bien là un objet de la transformation du SCA dans le projet SCA 22 qui permet, après avoir regroupé les moyens, de construire des pôles de proximité au plus près des grandes formations des armées. Ce dispositif se nourrit d'un dialogue forces-soutien à tous les niveaux, des états-majors centraux aux formations de terrain. Les tuyaux sont en réalité très perméables. De plus, l'organisation du commandement en opérations, quel qu'en soit le théâtre, est fondée sur la constitution d'éléments de force et de soutien intégrés, provenant les uns et les autres de réservoirs organiques. La continuité Paix-crise-guerre se vit tous les jours.

3) Au résultat, le soutien commissariat de 2018 est-il au rendez-vous des attentes des forces ?

Je suis entré à l'école du commissariat de la marine en 1978, il y a 40 ans ! Sur cette durée, puis-je dire « c'était mieux avant » ? Sincèrement, non, mais si je reste prudent, je n'ai que deux certitudes, c'était différent et rien n'est jamais terminé ou acquis. En 1978, nous étions 590 000 militaires dans les armées avec 340 000 appelés du contingent ; aujourd'hui, nous sommes à peine plus de 200 000 « professionnels » et nous travaillons de manière plus visible avec des structures militaires de soutien, dont la moitié des agents est civile. Nous travaillons avec des ordinateurs (PC), des tablettes, des smartphones ... et des voitures en nombre, en ayant toujours le sentiment de ne pas en avoir suffisamment alors qu'il y a 20 ou 30 ans, nous n'avions pas tout cela et nous vivions en usant des moyens tactiques.

Oui, le SCA est presque au rendez-vous, avec certes encore des insuffisances dont il serait trop long d'analyser ici toutes les causes (ressources budgétaires et humaines insuffisantes, infrastructures obsolètes, systèmes d'informations en retard) ou les blocages culturels. Les voies d'amélioration passent toutes par l'échange et le partage avec les états-majors. En effet, les attentes des armées sont particulièrement dynamiques et évolutives : la guerre et les différents conflits armés sont en évolutions constantes, tant techniques que conceptuelles; les besoins des militaires et de leurs familles sont également évolutifs à l'image de notre monde. Sous l'autorité et l'arbitrage du CEMA, il appartient aux chefs des armées et aux responsables des soutiens de dialoguer en permanence afin qu'entre le nécessaire, le désirable et le possible, entre les attentes et les moyens, non seulement la rencontre soit organisée et permanente, mais que le chemin soit toujours aplani.

Focus : Le 29 novembre 2018, le SCA célèbrera aux Invalides cinq années de soutien rénové de proximité sous une formule SCA « NG ». Nous reviendrons sur cet évènement dans nos pages.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le général qui commande aussi avec son cœur

RENCONTRE <https://www.ouest-france.fr/> Vendredi 30 novembre 2018



Général Labuze : La peur est naturelle. Elle peut nous saisir avant et après le combat, mais rarement pendant. C'est le courage qui nous permet de prendre le pas sur elle.

Dimanche 2 décembre, les élèves de Saint-Cyr-Coëtquidan, vont célébrer la bataille d'Austerlitz, chef-d'œuvre tactique de Napoléon. Pour le général François Labuze, patron de l'institution, cette tradition est aussi l'occasion de transmettre l'intelligence, « des tripes et du cœur ».

Sa poignée de main est franche et son treillis triplement étoilé. Lorsqu'il invite à entre» dans son bureau, le général François Labuze offre immédiatement un café. Le sien, il le boit dans le mug que sa femme lui a offert et sur lequel est écrit « *Viens on s'aime* ». Le contraste l'amuse « Je suis un jeune marié », lâche-t-il. Son épouse est lieutenant. - Elle est une ancienne soldat sous-officier devenue officier. » Les militaires donnent généralement assez peu dans le privé. Il n'en dira d'ailleurs pas plus. Mais cela suffit à taire tomber le masque.

Le général François Labuze. 53 ans, commandant des écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan (Morbihan), ne se cache pas derrière le prestige du casoar posé sur son bureau pour servir un discours officiel convenu. Il est un chef dont la dimension humaine impressionne autant qu'elle peut émouvoir. Près de son ordinateur, un cadre... Un fond de carte avec deux portraits de soldats.

Qui sont-ils ? Le général n'élude pas le sujet, mais ne contient pas non plus l'émotion qui le saisit immédiatement. Après quelques secondes d'un silence qui en dit long, il répond : - Quand vous êtes responsables d'hommes et de femmes qui donnent tout ce qu'ils peuvent pour la mission, pour le pays, parce que vous avez créé cet état d'esprit, ce supplément d'âme, et qu'ils meurent au combat, vous êtes ensuite confrontés à leurs camarades et à leur famille. Vous ne pouvez pas l'oublier. Jamais. Mais ne pas oublier doit aussi aider. »

Saint-Cyrien de la promotion - Cadet de la France libre - (1985-1986). François Labuze place l'humain au cœur de son commandement et des valeurs qu'il veut transmettre, aux 1 500 officiers formés ici chaque année.

Pour lui, un bon chef doit avoir trois intelligences ; celles des tripes, de la tête et du cœur. « Celle des tripes permet de montrer le chemin, d'être un exemple pour ses soldats et subordonnés. Celle de la tête est la compétence intellectuelle et professionnelle. Celle du cœur est la capacité à s'intéresser à ses soldats, les connaître et s'en occuper comme s'ils étaient nos propres enfants. Ces trois intelligences sont inséparables. Mais la dimension humaine est au-dessus. C'est celle qui permet d'aller le plus loin et de renverser les montagnes. »

On est loin, très loin de la vision caricaturale du chef militaire gueulard, à l'autorité basique. Mais il n'en est pas moins guerrier dans l'esprit. Les opérations extérieures qui ont jalonné sa carrière le prouvent. Djibouti, la Somalie, l'ex-Yougoslavie, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire ou encore le Sahel ont forgé son expérience.

« La possibilité de se sacrifier »

Ce parcours, il l'a récemment partagé avec les jeunes lors de la soirée de transmission des valeurs, étape fondatrice dans le parcours d'un Saint-Cyrien. « L'idée n'est pas de leur raconter sa guerre ou sa vie, mais, à partir de sa propre expérience, de les faire réfléchir à des notions fondamentales que sont la peur et le courage par exemple. La peur est naturelle. Elle peut nous

saisir avant et après le combat, mais rarement pendant. C'est le courage qui nous permet de prendre le pas sur elle. Un chef doit savoir créer cette alchimie. »

Le dialogue et l'ouverture, le général Labuze leur donne un sens incontournable autant qu'il met un point d'honneur à célébrer les traditions. Elles sont nombreuses à Saint-Cyr, comme le 2S (1), qui sera célébré dimanche. « C'est le creuset dans lequel nous, soldats, puisons nos forces morales à travers l'exemple de nos anciens. C'est là que l'on s'accroche aux valeurs de courage et de résilience qui doivent être les nôtres. »

L'esprit guerrier s'y forge en somme, avec ce qu'il doit comporter d'aguerrissement et de rusticité « Le risque de mourir, la possibilité de se sacrifier, nos élèves ont intégré cette dimension. Notre métier n'est pas seulement exigeant. C'est un choix de vie. »

Un choix de vie où le collectif doit primer sur la personne, dans une société où l'individualisme occupe sacrement le terrain. Où les guerres et les conflits sont de nature changeante. Le terrorisme s'est imposé dans la bataille avec son imprévisibilité meurtrière. « Le fait qu'il y ait de nouvelles guerres n'est pas si nouveau. On s'adapte en permanence. Nos soldats sont préparés à faire la guerre de manière conventionnelle, mais aussi à faire face à une guerre plus asymétrique. » Pour le général Labuze, c'est une question de préparation avant le départ, selon la nature de la mission. Une fois sur place, « on doit discerner dans la complexité, décider dans l'incertitude et agir dans l'adversité. Quand on est formé à cela, on s'adapte. »

Et la paix dans tout cela ? « Je m'opposerai jusqu'à la fin de ma vie à l'expression « soldat de la paix », parce-que le risque serait d'inhiber nos soldats dans l'utilisation de la violence maîtrisée et de leur arme. Je l'ai trop vécu dans les années 1990 avec les Casques bleus. Il faut comprendre que le courage consiste parfois à tirer. Un soldat est fait pour faire la guerre... Et ramener la paix. »

Christel Marteel.

(1) Après la Bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, remportée par la Grande Armée de Napoléon 1^{er}, les Saint-Cyriens ont adopté leur propre calendrier. Les mois sont désignés par une lettre du mot « Aus-ter-tiz » « A » désigne octobre. « U » novembre. « S » décembre. 2S signifie donc le 2 décembre.

5 – Chroniques & Libres propos

Inégalités : Stiglitz plaide pour une autre approche

Économie International <https://www.latribune.fr/> Par Grégoire Normand | 27/11/2018, 4:00



Joseph Stiglitz est professeur d'économie à l'université Columbia et a été chef économiste de la Banque mondiale entre 1997 et 2000. (Crédits : REUTERS/Thomas Pete)

Le célèbre prix Nobel Joseph Stiglitz et d'autres économistes de renom appellent les gouvernements à mieux prendre en compte l'insécurité économique et ses conséquences sur les inégalités. Une décennie après la crise, le diagnostic établi par les pouvoirs publics est très incomplet selon un rapport rédigé par ce groupe d'experts.

Dix ans après la crise économique, les conséquences sont loin d'être effacées. Alors que les populismes prospèrent dans plusieurs pays européens et outre-Atlantique, et que la colère des "gilets jaunes" met en avant les fractures sociales et territoriales de la France, des économistes plaident *"pour un rapprochement de la théorie économique et de la pratique statistique"*. Ce collectif, composé entre autres du prix Nobel Joseph Stiglitz, de Jean-Paul Fitoussi et de Martine Durand, directrice des statistiques et des données à l'OCDE, appelle à mieux mesurer les effets

de la crise et à se pencher sur *"la qualité de la croissance."* Ils plaident notamment pour une approche qui va bien au delà de la mesure du PIB en insistant sur la notion de bien-être.

" La crise de 2008 et ses répercussions montrent pourquoi il est nécessaire de changer de perspective. La perte de PIB qui en a résulté n'a pas été l'événement ponctuel et temporaire prédit par les modèles macroéconomiques classiques. **Le fait que ses effets perdurent donne à penser que la crise a provoqué la perte définitive de grandes quantités de capital, non seulement sous la forme de machines et de structures, mais aussi de manière déguisée :** à travers le recul des formations des personnes en emploi, les séquelles permanentes que les jeunes subissent en entrant sur le marché du travail en période de récession et le discrédit dans lequel le système économique est tombé, car jugé 'truqué' au profit de quelques-uns."

Et l'heure est cruciale. Dans un récent sondage réalisé par BVA pour la *Tribune*, près de trois quart des Français interrogés (72%) se reconnaissent dans les revendications exprimées par les "gilets jaunes". Le rapport des experts souligne que, en plus de nuire à la sécurité économique, la crise de 2008 a réduit la confiance de la population à l'égard des institutions et de nombreux résultats électoraux ont illustré cette défiance ces dernières années.

Mieux mesurer l'insécurité économique

Face aux lacunes des politiques publiques en matière de pauvreté et d'inégalités, les experts invitent les gouvernements et institutions à prendre en considération des indicateurs plus adaptés pour mesurer l'insécurité économique. D'autres outils **"auraient révélé que les conséquences de la récession étaient beaucoup plus lourdes que ne l'indiquaient les statistiques fondées sur le PIB."** Au lieu d'imposer un grand nombre de mesures d'austérité à des pays déjà en souffrance et se focaliser sur les dépenses publiques, les États auraient pu adopter des politiques économiques qui auraient pu favoriser la croissance à plus long terme, soulignent les économistes.

"L'inadéquation de la riposte à la crise a été accentuée par le fait qu'une attention excessive a été accordée aux conséquences des dépenses publiques sur la dette des États, **alors que ces dépenses auraient pu prendre la forme d'investissements qui auraient ajouté des actifs dans le bilan des administrations."**

La mauvaise prise en compte de l'insécurité économique peut avoir des conséquences politiques dangereuses. *"Dès que la population a le sentiment que la sécurité économique décline, elle perd rapidement confiance dans le système économique et politique"* souligne le document.

L'importance du patrimoine

La prise en compte du patrimoine dans la mesure des inégalités n'est pas toujours mise en avant dans les divers travaux et études. Elle revêt pourtant une importance considérable. À ce sujet, le groupe d'experts de haut niveau remarque que *"les données couvrent un champ trop exigü et font l'objet d'une sous-déclaration d'un bout à l'autre de la distribution, parce que l'information sur la distribution du patrimoine est limitée et qu'il est difficile de rapprocher des ensembles de données afin d'obtenir un tableau complet de la distribution des ressources économiques."*

De nouvelles bases de données

En dépit d'un déficit d'informations, des progrès ont été réalisés ces dernières années. Par exemple, les économistes mettent en exergue la mise en place de la base de données mondiale sur le patrimoine et les revenus (*World Wealth and income database*, WID.world) qui fournit des estimations annuelles sur la distribution des revenus et du patrimoine.

Il ressort de ces travaux, menés en partie par le célèbre auteur du best-seller *"Le Capital au XXI^e siècle"*, et enseignant à l'école d'Économie de Paris, Thomas Piketty, que *"les 1% d'individus les plus riches ont profité deux fois plus" de la croissance "que les 50% d'individus les plus pauvres"* sur les trois dernières décennies.

Outre ce constat accablant, le dernier rapport souligne que *"la classe moyenne pourrait voir sa part de patrimoine comprimée"* dans les prochaines années.

Les inégalités à l'intérieur des groupes

Le sujet des disparités va bien au delà des inégalités verticales. Pour les auteurs du rapport, les études sur les inégalités verticales ignorent souvent *"les inégalités qui existent de manière systématique dans les groupes de population, laissent de côté des dimensions non monétaires pourtant importantes et partent du principe que tous les membres d'un foyer bénéficient du revenu moyen de ce foyer."*

Or, la réalité est souvent bien plus nuancée. Les écarts de revenus dans les ménages ou les inégalités de patrimoine entre les hommes et les femmes devraient faire l'objet de plus amples travaux selon les chercheurs.

Évaluation des politiques publiques

Les politiques publiques menées par le gouvernement souffrent parfois d'un manque d'évaluation de leur efficacité. Face à ce déficit, le collectif d'experts recommande de dresser un tableau de bord d'indicateurs *"qui renseignerait sur la manière dont les populations vit les chocs économiques, sur les moyens dont elle dispose pour les amortir et sur l'adéquation du système de protection sociale en place contre les grands risques."*

En France, des parlementaires réclament plus de moyens pour évaluer les politiques publiques menées. Dans un rapport parlementaire publié au printemps, les auteurs citaient le professeur d'économie Marc Ferracci à l'université Paris 2 Assas qui expliquait que *"pour réconcilier les citoyens avec l'État, il faut produire de l'information claire, fiable, transparente et indépendante."*

Et si la démocratie s'effondrait...

Actualité Phébé Sciences politiques

L'opinion publique, dans les pays occidentaux, semble de moins en moins attachée aux valeurs démocratiques. Une analyse parue dans Phébé, la veille d'idées internationale créée par « Le Point ».

Par Cécile Philippe* Modifié le 26/11/2018 à 11:30 - Publié le 25/09/2018 à 12:52 | Le Point.fr



"Entre 1995 et 2014, le soutien à la démocratie, aux États-Unis et en Europe, a décliné." © NICHOLAS KAMM / AFP

Nos démocraties sont-elles à l'abri d'un changement de régime radical ? L'élection de Donald Trump à la présidence américaine n'est-elle qu'un épiphénomène ? La démocratie serait-elle ce roseau qui plie, mais ne rompt pas ? Les auteurs de *The Danger of Deconsolidation* veulent au contraire nous alerter sur le fait que la démocratie est peut-être le chêne de la fable de Jean de La Fontaine qui, ayant « résisté sans courber le dos » aux « coups épouvantables » des vents, pourrait à la fin rompre.

Foa et Mounk ne prétendent pas démontrer que cette rupture serait imminente, mais ils avancent qu'il ne faut pas écarter la possibilité qu'une vieille démocratie puisse s'effondrer. En analyse politique comparative, il est largement accepté que les premières années des démocraties – riches ou pauvres – soient sujettes à des changements de régime. Dans la durée, les démocraties pauvres restent vulnérables. En revanche, les démocraties anciennes et riches sembleraient avoir développé une immunité à l'égard de tout changement de régime. C'est ce qu'ont montré Adam Przeworski et Fernando Limongi : aucune démocratie consolidée disposant d'un PIB par habitant significatif (6 000 dollars en 1985) ne s'est jamais effondrée.

Pour les auteurs, ce constat n'est pas suffisant. La question n'est pas tant de savoir si nos démocraties sont stables que de savoir si elles sont aussi stables qu'avant. Pour ce faire, il faut pouvoir évaluer l'existence – ou l'absence – de mouvements antisystème, le degré d'acceptation

des règles démocratiques et le soutien populaire à la démocratie en tant que système de gouvernement.

Foa et Mounk ont alors tenté de mesurer plus précisément le soutien explicite des citoyens au système dans son ensemble, leur soutien aux institutions clés des démocraties comme la protection des libertés civiles, leur volonté de faire avancer leurs idées et choix politiques au sein du système démocratique existant et, enfin, leur tolérance à l'endroit des alternatives autoritaires (régime militaire notamment). Ces éléments pris ensemble permettent, selon les auteurs, d'évaluer la légitimité du régime plutôt que la légitimité d'un gouvernement en particulier.

Il ne fait plus aucun doute aujourd'hui que nombre de partis antisystème ont vu le jour partout dans le monde. Ensuite, les données extraites des enquêtes menées sur l'ensemble de la planète dans le cadre du projet World Values Surveys, entre 1995 et 2014, montrent qu'il existe, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, des signes de déclin des valeurs démocratiques. Elles font état d'un désengagement des jeunes générations : moindre utilisation des voies conventionnelles (vote, adhésion), montée en puissance d'un certain cynisme à l'égard de la démocratie en tant que système politique, doutes quant à la capacité des citoyens à influencer les politiques publiques, et enfin plus grand crédit accordé aux alternatives autoritaires.

Cette évolution est particulièrement présente chez les jeunes nés après 1980, la génération Y et la génération Internet. Ainsi, en 1995, 16% des personnes nées aux États-Unis dans les années 1970 considéraient le système démocratique comme mauvais. Vingt ans plus tard, 20% des personnes de la même tranche d'âge ont développé des sentiments fortement antidémocratiques. En Europe, le phénomène est moins prononcé mais néanmoins présent : respectivement 8% et 13% des jeunes Européens âgés de 16 à 24 ans expriment ce type d'opinion.

D'où la préoccupante montée en puissance du soutien aux alternatives autoritaires. Si l'on souhaitait se rassurer, on pourrait penser que le désengagement politique est tout simplement le résultat d'une approbation passive du système. Selon les auteurs, ce n'est pas le cas. Ils constatent, depuis une trentaine d'années, une hausse du nombre de citoyens occidentaux favorables à un régime militaire. On en comptait 1 sur 16 en 1995 ; ils sont 1 sur 6 aujourd'hui. Dans l'hypothèse où un gouvernement serait incompetent ou incapable, 43% des Américains nés dans l'entre-deux-guerres et leurs enfants jugent qu'il ne serait pas souhaitable, dans une démocratie, que l'armée prenne le contrôle. Ils ne sont que 19% dans la génération Y. En Europe, les chiffres sont respectivement de 53% et 36%. Une publication récente par le Pew Research Center confirme l'appétence des populations occidentales pour des solutions non démocratiques. 12% des Français seraient favorables à un gouvernement dirigé par un homme à poigne, 17 d'entre eux à un régime militaire et 44% à un gouvernement d'experts.

Les données présentées dans cet article mettent donc en perspective l'idée de l'insubmersibilité du système démocratique. Il est certain – et les auteurs ne manquent pas de le souligner – qu'un changement de régime radical est un phénomène complexe qui ne s'explique pas seulement par l'idée que les gens s'en font : il faut aussi que d'autres conditions soient réunies. Il reste néanmoins préoccupant de constater que l'idée démocratique a perdu une bonne partie de la confiance que les gens lui accordaient. Est-elle suffisamment résiliente pour plier sans rompre ? La question ouvre un énorme champ d'investigation.

** Fondatrice et directrice de l'Institut économique Molinari, docteure en économie*

Ce qu'il faut retenir

Pour les chercheurs R. Foa et Y. Mounk, la possibilité qu'une démocratie, même ancienne, puisse un jour s'effondrer ne peut être écartée. Le fait que nombre de partis antisystème aient vu le jour dans les dernières décennies est un premier indice. Et, en étudiant l'opinion publique occidentale à travers le World Values Surveys entre 1995 et 2014, ils montrent que le soutien à la démocratie, aux États-Unis et en Europe, a décliné. Cela est essentiellement le fait des jeunes générations, qui votent moins, doutent de la capacité des citoyens à influencer les politiques et accordent plus de crédit aux solutions autoritaires.

Publication analysée

Roberto Stefan Foa, Yascha Mounk, « The danger of deconsolidation. The democratic disconnect », *Journal of Democracy*, 2016

Les auteurs

Roberto Stefan Foa est maître de conférences en sciences politiques à l'université de Melbourne et à la Melbourne School of Government. Il est l'un des chercheurs du projet international World Values Surveys, qui comprend des enquêtes sur l'évolution des valeurs et des croyances dans le monde.

Yascha Mounk est maître de conférences à l'université Harvard. Il a publié en 2017 « *The Age of Responsibility. Luck, Choice, and the Welfare State* » (Harvard University Press).

Pour aller plus loin

Jean de La Fontaine, « Le chêne et le roseau », « Fables de La Fontaine », 1668

Adam Przeworski et al., « Democracy and Development : Political Institutions and Well-Being in the World, 1950–1990 », Cambridge University Press, 2000

World Values Surveys, données disponibles sur www.worldvaluessurvey.org/wvs.jsp

Une « jaunisse » salubre pour Macron

Opinions Éditos <https://www.latribune.fr/> Par Philippe Mabilie | 28/11/2018, 20:10



Rassemblement des "Gilets jaunes" devant l'Assemblée nationale, à Paris, le 17 novembre 2018. (Crédits : Charles Platiau)

ÉDITO. La violence qui s'est exprimée à Paris samedi 24 novembre a suffisamment ébranlé le pouvoir pour l'obliger à changer de méthode face à une contestation multiforme qui, si elle n'est pas bientôt apaisée, pourrait faire basculer la France dans l'inconnu, un scénario à l'italienne par exemple. Par Philippe Mabilie, directeur de la Rédaction.

« On ne peut pas être le lundi pour l'environnement et le mardi contre l'augmentation du prix des carburants. » « Ce que dit cette crise, c'est le sens profond du consentement à l'impôt. » « Au fond, ce que nous sommes en train de vivre peut-être utile et favorable. Parce qu'il y a trop de problèmes de frustration, de non-dits qui traînent depuis plusieurs décennies et ils empoisonnent la vie de la Nation »... Ces quelques extraits du discours prononcé mardi matin par Emmanuel Macron montrent comment le chef de l'État a décidé de contre-attaquer face à la crise des « gilets jaunes » : ne renoncer en rien à la transition écologique et à la taxe carbone, tout en proposant des aménagements ; reprendre l'initiative sous l'angle de la dépense publique et de sa contrepartie, la possibilité de baisser les impôts ; entendre la colère, mais y opposer une lecture à froid de la situation, en se donnant du temps, et en proposant de « *changer de méthode* ».

Smic : le refus du coup de pouce, pas forcément la bonne idée

Apparemment, la parole présidentielle n'a pas suffi pour calmer la colère populaire. Les « gilets jaunes » ont annoncé un nouveau mouvement samedi 1^{er} décembre et de monter sur les Champs-Élysées.

Le refus d'Édouard Philippe de donner un coup de pouce au Smic en janvier risque de durcir encore plus les revendications sur le pouvoir d'achat. Mais la violence qui s'est exprimée à Paris samedi 24 novembre a suffisamment ébranlé le pouvoir pour l'obliger à changer de méthode face à une contestation multiforme qui devient un immense défi.

Le répit de la chute des prix du pétrole

Par chance, le reflux de plus de 20 % des prix du pétrole pourrait offrir un répit, au moins temporaire, au président de la République sur la question des coûts du carburant. Le Haut Conseil à l'action climatique s'est vu confier la mission de lancer une concertation de trois mois pour « *rendre plus intelligente* » la taxe carbone appliquée aux carburants, qui frappe aujourd'hui « *à l'aveugle* ».

Emmanuel Macron **semble vouloir rétablir le mécanisme de « TIPP flottante »** mis en œuvre en 1998 par Lionel Jospin pour adapter la fiscalité aux fluctuations du cours du pétrole. Le mécanisme était simple : il s'agissait de faire en sorte que l'État ne « *s'enrichisse* » pas indûment sur le dos des automobilistes parce que la taxe intérieure sur les produits pétroliers supporte aussi la TVA, ce qui amplifie les recettes fiscales en cas de brusque tension des cours mondiaux du carburant.

Ce mécanisme a juste un défaut : relativement coûteux pour le budget, il ne fait qu'atténuer de quelques centimes le prix à la pompe. Ce n'est donc qu'un pis-aller. La réponse du Haut Conseil à l'action climatique se devra d'être plus globale et plus sociale : il s'agit de faire de « *l'écologie populaire* » pour la rendre acceptable socialement.

En attendant les « solutions concrètes et accessibles »

La concertation qui s'ouvre devra donc déboucher sur des "*solutions concrètes et accessibles*" pour aider les plus modestes à s'adapter, à changer de voiture ou de chaudière, à isoler leur logement dans une « *nouvelle méthode* » qui, au lieu, d'imposer d'en haut des mécanismes conçus pour que les gens n'y comprennent rien et donc les utilisent le moins possible, devra « *au plus près du terrain* » et « *avec les acteurs économiques, sociaux et les territoires* » devenir une "*réalité tangible*".

Traduisons : le chef de l'État va contraindre Bercy à dépenser plus en proposant des mécanismes d'aide plus puissants que l'actuel crédit d'impôt pour la transition écologique.

Fiscalité : jusqu'où devra céder Bercy ?

Jusqu'où devra céder Bercy ? La pression des « gilets jaunes », très mobilisés et très déterminés sur le terrain, pourrait amener l'État à déboursier davantage que Bercy n'aurait eu à le faire si le gouvernement avait anticipé cette crise - comme l'y avait invité avant de démissionner Nicolas Hulot !

Au-delà de cette réponse circonstancielle, le chef de l'État affirme aussi vouloir apporter une réponse plus globale aux « gilets jaunes » sur le terrain fiscal. Le président n'apporte certes aucune réponse à ceux qui lui enjoignent de rétablir l'ISF, péché originel du début de quinquennat qu'il traîne comme un boulet avec le sobriquet de « *président des riches* ». Emmanuel Macron refuse d'entrer dans ce débat-là, mais il propose de bâtir un « *nouveau contrat social du XXI^e siècle* », qui consistera à remettre en face-à-face les choix de dépenses publiques et les recettes fiscales permettant de les financer. Cette pirouette lui permet de relancer la réforme de l'État. En creux, Emmanuel Macron place les « gilets jaunes », mais aussi toute la classe politique et ce qu'on appelle aux États-Unis le « deep state », l'alliance de tous ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change, face à leurs contradictions.

Correction salubre... ou bascule dans l'inconnu

Transition écologique et nouveau contrat social, voilà deux chantiers, "*deux combats jumeaux*" qui, selon le chef de l'État, ont comme point commun d'être un même défi démocratique. D'un mal peut donc sortir un possible bien : les « gilets jaunes », par leur exigence et leur volonté d'avoir un rapport direct au chef de l'État - leur objectif assumé, c'est l'Élysée, soit pour le prendre, façon sans-culottes 1789, soit pour l'obliger à répondre à leur malaise - auront peut-être rendu service à Emmanuel Macron, qui avait sans doute besoin de recevoir, dix-huit mois après son élection, une sérieuse correction pour réapprendre à parler avec considération à tous les Français, à commencer par ceux qui souffrent le plus.

Si c'est le cas, ce changement de méthode du chef de l'État est bon à prendre. Si Emmanuel Macron n'y parvient pas, ce sera l'inconnu, et certains voient déjà la France basculer dans un scénario à l'italienne d'alliance des extrêmes. Autant dire qu'Emmanuel Macron a intérêt à ne plus décevoir...

6 – Actualités internationale

Antisémitisme: 21% des Français de 18 à 24 ans n'ont jamais entendu parler de la Shoah

<https://www.huffingtonpost.fr/> RELIGION 28/11/2018 23:30 CET | Actualisé il y a 8 heures
Rédaction du HuffPost

Et un quart des citoyens européens estiment que les juifs ont trop d'influence sur le monde des affaires, selon un sondage de CNN.



ASSOCIATED PRESS Photo prise à l'occasion d'une visite de Bernard Cazeneuve à Marseille après des attaques antisémites survenues en 2016 (Illustration).

ANTISÉMITISME - Des chiffres qui font froid dans le dos. Mardi 27 novembre, CNN a publié un sondage résultant d'une étude sur l'état de l'antisémitisme en Europe. Et le moins que l'on puisse dire, comme le souligne justement le média américain, c'est que "les stéréotypes antisémites sont encore bien vivants" sur le vieux continent.

Notamment en France, qui fait office de mauvaise élève concernant la mémoire de la Shoah. Et pour cause, 8% des Français affirment n'en avoir jamais entendu parler. Un chiffre qui grimpe à 21% chez les Français âgés de 18 à 24 ans. À l'échelle européenne, un tiers des sondés affirment "ne pas connaître grand chose" à l'Holocauste.

L'influence des juifs dans le monde

L'enquête menée pour CNN nous enseigne également que 20% des Européens pensent que les juifs ont trop d'influence dans le monde. Par ailleurs un quart des sondés estiment que les juifs ont trop d'emprise dans le monde des affaires et de la finance, et qu'ils pèsent également dans les guerres et les conflits mondiaux. 17% pensent la même chose pour la politique et 19% pour les médias.

Outre ces enseignements, l'enquête révèle que quasiment un européen sur cinq pense que l'antisémitisme qui s'observe dans leurs pays n'est qu'une réponse au comportement de leurs compatriotes juifs. Toujours à l'échelle européenne, un tiers des sondés estiment que les juifs se servent la Shoah à des fins opportunistes. Autre chiffre intéressant, un européen sur 7 estime que que les juifs représentent 20% de la mondiale, alors que la réalité est de 1%.

Concernant Israël, 54% des sondés reconnaissant la légitimité de l'État hébreux. En revanche, un tiers des Européens estiment que qu'Israël utilise la Shoah pour justifier sa politique. Pour autant, seulement 10% des sondés affirment avoir "une attitude défavorable" à l'égard des juifs.

Cette enquête a été menée auprès de 7000 personnes sur 7 pays (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Pologne, Hongrie, Suède et Autriche).

Voici ce que gagnent les dirigeants politiques de 45 pays à travers le monde par rapport à leurs citoyens

<https://www.businessinsider.fr/> Business Insider 30 novembre 2018 Économie, Politique



Comme une part croissante du revenu national revient à de moins en moins d'individus, cela a entraîné des bouleversements politiques au cours des dernières années. Getty Images/Stefan Rousseau

- **L'inégalité de revenus ne cesse d'augmenter à travers le monde, tant dans les pays développés que dans ceux en voie de développement.**
- **Il existe également un écart important entre les revenus des principaux dirigeants politiques et de leurs citoyens.**
- **Selon une récente étude d'Adzuna, le président sud-africain Cyril Ramaphosa gagne 19 fois plus qu'un Sud-Africain moyen.**
- **À l'opposé, le président chinois Xi Jinping ne gagne pas beaucoup plus qu'un citoyen chinois moyen.**

L'inégalité des revenus augmente partout dans le monde, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.

Comme une part croissante du revenu national revient à de moins en moins d'individus, il y a eu de nombreux soulèvements contre les autorités politiques ces dernières années, amenant à des renversements politiques lorsque les classes ouvrières ont choisi de changer le statu quo.

Il semble normal d'interroger les origines de ce changement, dû en partie au fait que l'exécutif est complètement déconnecté des préoccupations quotidiennes des travailleurs, en particulier en ce qui concerne la pression du coût de la vie.

Et ce ne sont pas seulement les inégalités de revenus qui sont devenues très fréquentes à travers le monde. Cela transparaît également dans ce que gagnent les principaux dirigeants politiques de la planète.

Ce tableau créé par la société de recherche d'emploi Adzuna souligne parfaitement ce dernier point, en comparant le salaire annuel des dirigeants politiques avec celui d'un citoyen moyen dans le pays qu'ils gouvernent.

Rank	Nation	Leader	Leader Salary (AUD)	Average Salary (Population - AUD)	Multiplieur
1	South Africa	Cyril Ramaphosa	\$ 341,803.00	\$ 18,193.00	18.78761
2	Singapore	Lee Hsien Loong	\$ 2,220,512.00	\$ 126,224.00	17.59184
3	India	Ram Nath Kovind	\$ 112,861.00	\$ 9,821.00	11.4918
4	Russia	Wladimir Putin	\$ 393,162.00	\$ 34,776.00	11.30556
5	Honduras	Juan Orlando Hernandez	\$ 59,731.00	\$ 6,440.00	9.275
6	Indonesia	Joko Widodo	\$ 135,240.00	\$ 16,583.00	8.15534
7	Chile	Sebastián Pinera	\$ 265,006.00	\$ 33,005.00	8.029268
8	Cambodia	Hun Sen	\$ 41,055.00	\$ 5,313.00	7.727273
9	New Zealand	Jacinda Ardern	\$ 426,006.00	\$ 55,384.00	7.69186
10	Estonia	Kersti Kaljulaid	\$ 332,304.00	\$ 43,309.00	7.672862
11	Germany	Angela Merkel	\$ 536,935.00	\$ 72,128.00	7.444196
12	Italy	Sergio Mattarella	\$ 386,400.00	\$ 52,003.00	7.430341
13	Belgium	Charles Michel	\$ 468,510.00	\$ 67,298.00	6.961722
14	Switzerland	Alain Berset	\$ 630,154.00	\$ 91,448.00	6.890845
15	USA	Donald Trump	\$ 555,450.00	\$ 83,881.00	6.621881
16	Australia	Scott Morrison	\$ 527,854.00	\$ 82,436.00	6.403198
17	Egypt	Abdul Fattah Al Sisi	\$ 100,142.00	\$ 15,778.00	6.346939
18	Mexico	Enrique Pena Nieto	\$ 157,297.00	\$ 24,955.00	6.303226
19	Japan	Shinzō Abe	\$ 390,586.00	\$ 62,468.00	6.252577
20	Austria	Sebastian Kurz	\$ 429,226.00	\$ 73,255.00	5.859341
21	South Korea	Moon Jae-in	\$ 275,793.00	\$ 53,452.00	5.159639
22	France	Emmanuel Macron	\$ 292,537.00	\$ 61,019.00	4.794195
23	United Kingdom	Theresa May	\$ 282,716.00	\$ 59,409.00	4.758808
24	Luxemburg	Xavier Bettel	\$ 473,179.00	\$ 101,269.00	4.672496
25	Iceland	Katrín Jakobsdóttir	\$ 338,100.00	\$ 74,221.00	4.555315
26	Denmark	Lars Løkke Rasmussen	\$ 331,177.00	\$ 73,094.00	4.530837
27	Sweden	Stefan Löfven	\$ 320,712.00	\$ 71,001.00	4.517007
28	Bangladesh	Sheikh Hasina	\$ 23,989.00	\$ 5,635.00	4.257143
29	Israel	Benjamin Netanyahu	\$ 224,756.00	\$ 52,808.00	4.256098
30	Canada	Justin Trudeau	\$ 265,006.00	\$ 64,239.00	4.125313
31	Poland	Andrzej Duda	\$ 156,975.00	\$ 38,962.00	4.028926
32	Netherlands	Mark Rutte	\$ 256,795.00	\$ 72,772.00	3.528761
33	Ireland	Leo Varadkar	\$ 297,850.00	\$ 86,296.00	3.451493
34	Hungary	Victor Orbán	\$ 124,936.00	\$ 37,513.00	3.330472
35	Finland	Sauli Niinistö	\$ 202,860.00	\$ 63,273.00	3.206107
36	Bulgaria	Rumen Radev	\$ 91,770.00	\$ 28,658.00	3.202247
37	Norway	Erna Solberg	\$ 276,598.00	\$ 89,194.00	3.101083
38	Turkey	Recep Erdoğan	\$ 108,836.00	\$ 36,547.00	2.977974
39	Greece	Alexis Tsipras	\$ 107,709.00	\$ 38,479.00	2.799163
40	Latvia	Raimonds Vejonis	\$ 99,015.00	\$ 38,157.00	2.594937
41	Slovakia	Peter Pellegrini	\$ 98,693.00	\$ 42,987.00	2.29588
42	Romania	Klaus Johannis	\$ 71,967.00	\$ 35,098.00	2.050459
43	Croatia	Kolinda Grabar-Kitarovic	\$ 63,273.00	\$ 34,454.00	1.836449
44	Vietnam	Nguyễn Xuân Phúc	\$ 12,075.00	\$ 9,016.00	1.339286
45	China	Xi Jinping	\$ 27,531.00	\$ 23,345.00	1.17931

Le salaire annuel de dirigeants politiques par rapport à celui d'un citoyen moyen dans le pays qu'ils gouvernent exprimé en dollars australiens.

La disparité entre le haut et le bas de la liste est considérable.

Selon les calculs d'Adzuna, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, fraîchement élu, gagnerait 341.803 dollars par an (environ 211.000 euros), soit 19 fois plus qu'un Sud-Africain moyen dont le salaire annuel avoisinerait les 18.193 dollars (environ 11.000 euros).

Au contraire, le président chinois Xi Jinping, chef du parti communiste au pouvoir, ne gagne que 27.531 dollars australiens par an (17.000 euros), pas beaucoup plus qu'un travailleur chinois moyen, qui gagne en moyenne 23.345 dollars par an, soit un peu plus de 14.000 euros.

En France, Emmanuel Macron gagne environ 292.537 dollars australiens par an (180.000 euros), soit 4,8 fois plus qu'un Français moyen. Il reste derrière le président américain Donald Trump qui gagne environ 6,6 fois plus qu'un Américain moyen mais se place tout de même devant un autre dirigeant du G7, Theresa May.

Adzuna a utilisé des informations parues dans les médias sur les salaires de chaque politicien et a comparé les résultats avec ceux de la WageIndicator Foundation. Pour le revenu moyen des populations, Adzuna a utilisé les données de la Banque mondiale qui a mesuré le revenu national brut par habitant en 2017.

Bien que les revenus peuvent inclure d'autres rentrées d'argent que les salaires, et que les données ne mesurent pas la richesse accumulée par ces chefs d'Etat avant leur entrée en fonction, ni les autres avantages liés à la gouvernance, la liste donne une idée générale de la disparité des revenus entre les dirigeants et leurs électeurs dans le monde.

Version originale: David Scutt/Business Insider Australia

AFRIQUE

Défense

Un rapport dévoile l'évolution des dépenses militaires en Afrique subsaharienne

La Une de l'Hebdo <https://www.agenceecofin.com/> vendredi, 23 novembre 2018 16:29 Moutiou Adjibi Nourou



(Ecofin Hebdo) - Ce 19 novembre 2018, l'Institut international de recherche sur la paix (SIPRI), basé en Suède, a publié son nouveau rapport sur les dépenses militaires des pays de l'Afrique subsaharienne. 47 pays de la région ont été passés à la loupe par les experts dans une étude intitulée Military Expenditure Transparency in Sub-Saharan Africa.

A la lecture du document, le constat général des auteurs du rapport est qu'avec la résurgence des crises sécuritaires sur le continent, les dépenses militaires des pays africains du sud du Sahara ont nettement augmenté, en même temps que les efforts pour assurer leur transparence.

1966-2017 : plus de cinq décennies de hausse constante des dépenses militaires

Alors qu'elle est catégorisée comme étant le sous-continent le plus pauvre du monde, l'Afrique subsaharienne fait partie des régions ayant vu leurs dépenses militaires occuper une place de plus en plus importante dans les budgets des Etats au cours des 50 dernières années. Bien que la valeur des dépenses militaires en Afrique subsaharienne soit la plus faible de toutes les régions du monde, les dépenses militaires représentent une part substantielle de son produit intérieur brut (PIB) et des dépenses publiques globales.



Les dépenses militaires des pays africains du sud du Sahara ont nettement augmenté.

Ainsi, selon l'étude, en 2017, l'Afrique subsaharienne se situait au troisième rang du classement des régions ayant la plus grande charge militaire par rapport au PIB, avec une part de 1,7%, contre 3,6% pour l'Afrique du Nord et 5,2% pour le Moyen-Orient. D'après les auteurs du rapport, l'évolution de ces charges militaires qui représentent désormais 6,9% des dépenses publiques des pays de la région, est intrinsèquement liée à l'évolution du climat politique, économique et sécuritaire sous-régional, à partir des premières années de l'indépendance.

Ainsi, selon l'étude, en 2017, l'Afrique subsaharienne se situait au troisième rang du classement des régions ayant la plus grande charge militaire par rapport au PIB, avec une part de 1,7%, contre 3,6% pour l'Afrique du Nord et 5,2% pour le Moyen-Orient.

Entre 1966 et 1977, les dépenses militaires des pays d'Afrique subsaharienne ont presque quadruplé en termes réels, passant de 3,7 à 14,4 milliards de dollars. Cette augmentation

s'explique par la mise en place, par les nouveaux Etats indépendants de l'époque, d'un programme de développement des capacités militaires nationales.

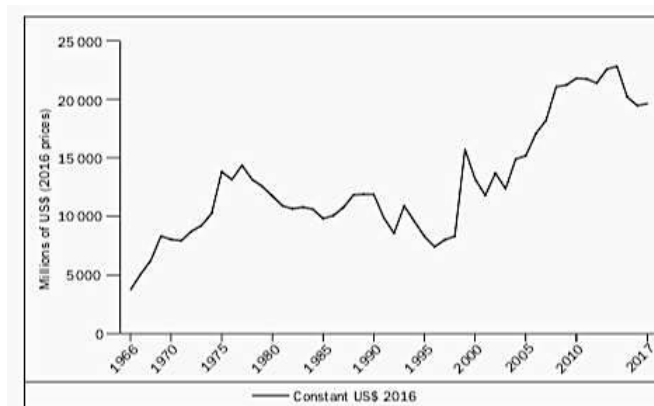


Figure 2.1. The trend in military expenditure in sub-Saharan Africa, 1966–2017

Source: SIPRI Military Expenditure Database, May 2018.

1966-2017 : dépenses militaires en Afrique subsaharienne (en millions \$ au cours de 2016)

Ensuite, au cours de la période 1977-1996, le rapport note une baisse (voire stagnation) de ces dépenses militaires, qui ont chuté de près de 7 milliards \$. Cette baisse, causée entre autres par la venue d'une première vague de démocratisation post-indépendance (dans les années 80-90), a également coïncidé avec l'adoption généralisée de politiques « *d'ajustement structurel* » mises en œuvre avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ces institutions mettaient l'accent sur une libéralisation des systèmes politiques et économiques des pays d'Afrique subsaharienne, ce qui explique un délaissement quasi-généralisé des programmes militaires des Etats de la région à cette époque.

Enfin, entre 1997 et 2014, les experts notent un nouveau regain d'intérêt des pays d'Afrique noire, pour les dépenses militaires. En termes réels, ces dernières ont triplé pour culminer à 22,8 milliards \$ avant de chuter de 14%, en 2017, passant à 19,6 milliards de dollars.

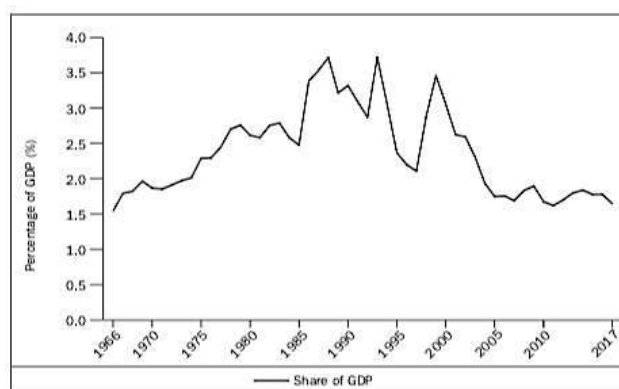


Figure 2.2. The trend in military expenditure in sub-Saharan Africa as a percentage of regional gross domestic product (GDP), 1966–2017

Source: SIPRI Military Expenditure Database, May 2018.

1966-2017 : dépenses militaires en Afrique subsaharienne (% du PIB)

2014 et 2017 la résurgence de nombreuses crises nationales a boosté les dépenses militaires, en formation et achats d'équipement, des pays de la région. Ainsi au cours de la période, le Mali a enregistré une hausse de 152% de ses dépenses militaires (en raison de la lutte contre les extrémistes islamistes armés) alors que la République Démocratique du Congo a enregistré une hausse de 29% (en raison des violences politiques impliquant diverses milices dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Orientale).

La volatilité des cours du pétrole : un facteur déterminant

L'étude indique que les dépenses militaires de plusieurs Etats de l'Afrique subsaharienne, ont beaucoup évolué au gré de la volatilité des matières premières.

Selon le rapport, à partir de 2015, la chute des prix du pétrole qui représente la manne financière de plusieurs pays de la région, a eu un impact considérable sur les finances nationales et par

conséquent sur les dépenses militaires globales de la région. Ainsi, après la chute des cours internationaux du pétrole à la fin de 2014, les dépenses militaires des pays d'Afrique subsaharienne ont chuté de 3,2 milliards de dollars pour atteindre 19,6 milliards en 2017.

Après la chute des cours internationaux du pétrole à la fin de 2014, les dépenses militaires des pays d'Afrique subsaharienne ont chuté de 3,2 milliards de dollars pour atteindre 19,6 milliards en 2017.

D'après les auteurs du rapport, l'impact des variations des matières premières sur les dépenses militaires a été le plus remarqué en Angola et au Soudan du Sud.

En Angola, les experts indiquent qu'entre 2014 et 2017, les dépenses militaires ont diminué de 61% en termes réels (3,7 milliards \$) pour atteindre leur plus bas niveau depuis 2004, faisant passer le pays du premier rang des pays d'Afrique subsaharienne en termes de dépenses en 2014, au troisième rang en 2017 (derrière le Soudan et l'Afrique du Sud).



La résurgence de crises nationales a boosté les dépenses militaires.

Le Sud-Soudan quant à lui a enregistré la baisse la plus importante en matière de dépenses militaires ces dernières années. En effet, touché par une guerre civile depuis 2013, le pays avait augmenté ses dépenses militaires nominales entre 2014 et 2017, représentant 22% du budget de l'Etat, cette même année. Cependant, malgré cette augmentation, les dépenses militaires en termes réels de l'Etat est-africain ont chuté de 90% au cours de la même période. Les auteurs du rapport expliquent ce phénomène par « *divers facteurs tels que les conflits violents, la baisse de la production pétrolière et les prix du pétrole* ».

Table 2.1. Top five highest increases and decreases in military expenditure in sub-Saharan Africa, 2014–17

Rank	Country ^a	Changes in military spending (\$ m.) 2014–17 ^b	Increase (%)	Country ^b	Changes in military spending (\$ m.) 2014–17 ^b	Decrease (%)
1	Mali	275	152	South Sudan	-509	-90
2	Gabon	112	63	Angola	-3738	-61
3	Niger	75	61	Chad	-138	-40
4	Botswana	182	60	Ghana	-82	-31
5	Senegal	94	47	Congo, Republic of the	-154	-24

^a The list shows the countries with the largest increases or decreases in the world as a whole. Countries with military expenditure in 2016 of less than \$50 million in Africa are excluded.

^b Changes are in real terms.

Source: SIPRI Military Expenditure Database, May 2018.

2014-2017 : le top 5 subsaharien des augmentations et des baisses de dépenses militaires (en %).

Au Nigéria, l'évolution des dépenses militaires principalement financées par la manne pétrolière a été pendant longtemps liée à l'instabilité politique et sécuritaire qui caractérisait le pays. Les nombreux coups d'Etat qui ont eu lieu depuis l'indépendance ainsi que la guerre du Biafra ont donné un énorme coup de boost aux dépenses militaires du pays d'Afrique de l'ouest. Ainsi, entre 1966 et 1975, ces dépenses ont enregistré une croissance exponentielle de 1943% atteignant 7 milliards \$. Cependant, les nombreux chocs subit par cette économie pétro-dépendante ont entraîné une chute de ces dépenses (1,7 milliard \$ en 2017) alors que le climat sécuritaire du pays reste toujours aussi tendu en raison des exactions des groupes terroristes comme la secte Boko-Haram.

Si ces cas soulignent l'importante dépendance des dépenses militaires des pays d'Afrique subsaharienne par rapport au pétrole, certains pays plus rares dans la région affichent une résilience de ces dépenses aux fluctuations des matières premières, surtout lorsque l'économie est diversifiée.

A cet effet, l'exemple de l'Afrique du Sud illustre bien cette résilience. En effet, les dépenses militaires du pays arc-en-ciel ont augmenté rapidement pendant la période de l'Apartheid jusqu'en 1988. Le niveau élevé de ces dépenses militaires était surtout lié à l'isolement international du gouvernement, qui tentait de maintenir le système d'apartheid, notamment en participant aux conflits avec l'Angola et la Namibie. Cependant, même si un changement de politique en 1994 a entraîné une baisse des investissements militaires pendant 5 ans, ces derniers sont repartis à la hausse à partir de 1999.



L'Afrique du Sud dépense 2 fois plus que le Nigeria pour sa sécurité.

Et depuis 2012, les dépenses militaires du pays se sont stabilisées à 3,1 milliards \$, soit près du double du Nigeria, en raison notamment du caractère assez diversifié de l'économie nationale et malgré l'absence de conflit armé majeur dans le pays ou dans la région.

Des dépenses militaires de plus en plus transparentes

Les auteurs du rapport indiquent que, si autant de données ont pu être collectées sur l'état des lieux des dépenses militaires des pays de l'Afrique subsaharienne, c'est parce que ces derniers ont amorcé une stratégie globale de transparence de ces dépenses. Ainsi, entre 2012 et 2017, 45 des 47 Etats pris en compte par le rapport, ont publié au moins un document budgétaire officiel, en ligne et en temps opportun, concernant leurs dépenses militaires.

Ainsi, entre 2012 et 2017, 45 des 47 Etats pris en compte par le rapport, ont publié au moins un document budgétaire officiel, en ligne et en temps opportun, concernant leurs dépenses militaires.

Alors que la Guinée-Equatoriale et l'Erythrée n'ont fourni aucune documentation sur leurs dépenses militaires au cours de la même période, seul le Botswana a enregistré une baisse de sa transparence en matière de dépenses militaires alors qu'en Centrafrique on note une nette amélioration en la matière.

Les experts indiquent toutefois qu'au-delà de cette hausse généralisée de la transparence des dépenses militaires, deux tendances générales se dégagent quant à la publication des documents gouvernementaux sur ces dépenses.

D'une part, l'étude souligne qu'au niveau international, les Etats d'Afrique noire font toujours preuve de réticence quant à divulguer leurs dépenses militaires aux autres pays du monde. Contrairement aux pays d'Europe ou d'Amérique du Sud qui ont mis en place des mécanismes régionaux de transparence en matière de dépenses militaires, les pays d'Afrique subsaharienne ne disposent d'aucun appareil régional leur permettant d'échanger des informations sur leurs dépenses en armement. De plus, on note que le seul mécanisme international de publication de rapport sur les dépenses militaires auquel ont adhéré les pays d'Afrique subsaharienne (Rapport des nations-unies sur les dépenses militaires) est rarement pris en compte par ces derniers dans leur processus de transparence militaire.



Les pays africains rechignent à révéler ce qu'ils considèrent comme des « secrets défense »

Ainsi, sur les 54 États membres africains de l'ONU, seuls 19 ont participé au moins une fois aux rapports annuels de l'ONU sur les dépenses militaires au cours de la période 1981-2017. Au cours de la décennie 2008-17, seuls 5 des 49 États d'Afrique subsaharienne ont soumis au moins un rapport sur les dépenses de leurs forces armées. Enfin, « *aucun État d'Afrique subsaharienne n'a*

présenté de rapport depuis 2015 et seul le Burkina Faso a présenté un rapport pour toutes les années jusqu'en 2014. » indique la nouvelle étude.

« Aucun État d'Afrique subsaharienne n'a présenté de rapport depuis 2015 et seul le Burkina Faso a présenté un rapport pour toutes les années jusqu'en 2014. » indique la nouvelle étude.

Alors qu'au niveau international, les pays africains rechignent à révéler ce qu'ils considèrent comme des « secrets défense », on note des efforts pour rendre accessibles les documents au niveau national.

Augmenter la transparence au niveau international

Pour faciliter le processus mondial de désarmement, en renforçant la confiance entre les Etats quant à leurs programmes d'armement, les auteurs du rapport indiquent qu'il est indispensable que les Etats d'Afrique subsaharienne augmentent la transparence de leurs données militaires au sein des instances de coopération internationales.

De plus, si plusieurs données publiées au niveau national sont déjà facilement accessibles, le SIPRI note que des efforts considérables restent à réaliser pour améliorer la fiabilité et l'exhaustivité de ces informations.

Enfin, l'institution appelle les Etats de la région à motiver leurs dépenses militaires par des politiques publiques claires, rationnelles et lucides, afin que le développement de programmes d'armements, ne se fasse pas au détriment du développement économique et social du pays.

Economie

L'incroyable razzia de la Chine en Afrique

Challenges Monde Asie-Pacifique <https://www.challenges.fr/> Par Thierry Fabre le 24.11.2018 à 12h00 Abonnés

Chemins de fer, routes, ports... L'offensive chinoise dans les gros contrats d'équipement a bousculé les groupes tricolores. D'autant que l'empire du Milieu est devenu le premier banquier du continent.



Xi Jinping, avec le président sud-africain Cyril Ramaphosa (à g.) et son homologue sénégalais Macky Sall, à Pékin, le 4 septembre. Lintao Zhang/Getty Images/AFP

Un choc. L'an passé, Bouygues et Vinci ont perdu deux énormes contrats en Afrique. Le projet de Mambila, au Nigeria, qui prévoit la construction de quatre barrages et de 700 kilomètres de lignes à haute tension pour 5,8 milliards de dollars, a été attribué à la société China Civil Engineering Construction Corp. Surtout, le marché du siècle en République démocratique du Congo, Inga 3, le plus gros projet hydroélectrique d'Afrique, estimé à 14 milliards de dollars, a été raflé par le chinois Three Gorges Corporation, associé à l'espagnol ACS, au nez et à la barbe des groupes tricolores.

Enfin, en avril dernier, le président du Bénin annonçait, dans une interview à *Challenges*, qu'il sortait le français Bolloré de la boucle ferroviaire ouest-africaine, 3 000 kilomètres reliant Cotonou à Abidjan pour un coût estimé à 3 milliards d'euros. Et c'est la Chine qui va lancer ce chantier, initié par la puissance coloniale française en... 1905. " C'est le partenaire le plus indiqué, le choix le plus réaliste pour un tel projet, nous confiait Patrice Talon. La Chine dispose des moyens financiers nécessaires. Elle a annoncé qu'elle allait apporter 60 milliards de dollars à l'Afrique, pour financer notamment les grandes infrastructures. Et elle a démontré son savoir-faire technique. "

En Afrique, la razzia de la Chine dans les gros contrats d'infrastructures - encore récemment la voie ferrée Dakar-Bamako - a atteint un niveau sans précédent. A tel point que le Quai d'Orsay a

tiré la sonnette d'alarme dans plusieurs notes confidentielles, en insistant sur l'ambition et la rapidité des groupes chinois. « Plusieurs ambassadeurs africains ont critiqué la lenteur de la mise en œuvre de projets quand ceux-ci étaient réalisés par des bailleurs de fonds occidentaux », souligne l'une de ces notes, révélée par La Lettre du Continent.

Dégringolade française

En une quinzaine d'années, l'offensive de la Chine sur le continent a produit des résultats fulgurants. De 3 % en 2001, sa part de marché à l'exportation vers l'Afrique a bondi à 18 % en 2017. Sur la même période, celle de la France a chuté de 11 à 5,5 %. Cette dégringolade française est visible dans de nombreux secteurs, notamment celui des machines, selon une étude récente de la Coface. En moins de deux décennies, la France a perdu entre 15 et 20 points de parts de marché en Côte d'Ivoire et au Cameroun et même 25 points au Sénégal. Alors que la part des Chinois a été multipliée par huit sur la même période.

« Modèle néocolonial »

« La percée de la Chine en Afrique est impressionnante dans les échanges commerciaux, confirme Ruben Nizard, économiste à la Coface. L'empire du Milieu a cherché à écouler ses produits manufacturés et aussi à sécuriser son approvisionnement en matières premières. » Ainsi, la Chine a vu ses importations en provenance des pays africains fortement progresser, mais elles sont restées focalisées sur les ressources naturelles, pétrole, bois ou minerais, qui représentent 80 % du total. De fait, Pékin ne fait qu'amplifier le « modèle néocolonial » du continent noir : exportation de matières premières et achats de produits manufacturés. « Les délocalisations industrielles chinoises, comme dans la chaussure ou le textile en Ethiopie, restent assez marginales », ajoute Ruben Nizard.

Une position qui relativise la portée de l'offensive chinoise. Pour Thierry Pairault, à la tête du Centre d'études sur la Chine moderne, Pékin investit encore assez peu sur le continent. « La progression dans les échanges commerciaux est liée à la montée en puissance de la Chine dans la mondialisation, nuance-t-il. Mais les investissements directs restent encore faibles, ne représentant que 1,2 % du montant investi par les Chinois hors de leurs frontières. » La Chine agit comme un prestataire de services, en construisant de nombreuses infrastructures (ports, voies ferrées, voir la carte ci-contre), qui restent souvent la propriété des Etats. Dans la construction, le chiffre d'affaires des groupes de BTP chinois réalisé en Afrique est ainsi 25 fois plus élevé que le montant des investissements réels (usine, plantations) de l'empire du Milieu. Une limite soulignée par les groupes français (Orange, Bolloré...), investisseurs de longue date en Afrique.

N'empêche, en quinze ans, la Chine est aussi devenue le premier banquier du continent noir devant l'Union européenne. Et selon les patrons français, le financement reste notre grande faiblesse. « Plutôt que de faire miroiter des plans d'aide au développement aux montants mirobolants, il serait préférable de se concentrer sur leur efficacité et de simplifier les procédures d'allocation des aides », soulignent, dans Les Echos, Patrice Fonlladosa, président du Comité Afrique du Medef International et Bruno Mettling, en charge de l'Afrique de l'Ouest dans le même comité. En fait, les patrons français rêvent d'avoir le bulldozer de l'EximBank, la banque publique chinoise, qui sort son carnet de chèques à une vitesse éclair dans les grands projets. Sans se soucier, autant que les Occidentaux, des dégâts sociaux ou environnementaux...



La Chine investit en Afrique pour sécuriser des approvisionnements en forte progression et focalisés sur les ressources naturelles, qui représentent 80 % du total.

ALGÉRIE

Culture

Une «boucherie» préhistorique vieille de deux millions d'années en Algérie

Actualité Sciences & Environnement <http://www.lefigaro.fr/> Par Vincent Bordenave Mis à jour le 30/11/2018 à 10:42 Publié le 29/11/2018 à 20:15



C'est une véritable boucherie préhistorique qui a été mise au jour. M. Sahnouni

Il s'agit de la plus vieille découverte archéologique d'Afrique du Nord. Une technologie nouvelle qui marque un tournant majeur dans l'histoire de l'évolution humaine.

Ce ne sont que quelques fragments d'os d'animaux et des petits cailloux découverts près de Sétif, au nord-est de l'Algérie, sur les hauts plateaux à 1200 m d'altitude. A priori rien d'exceptionnel. A priori. Sauf que ces petits cailloux ont été taillés dans le but de découper de la viande... il y a 2 millions d'années! Il s'agit de la plus vieille trace archéologique découverte en Afrique du Nord. Deux dépôts ont en fait été mis au jour sur le site d'Ain Boucherit, l'un vieux de 2,4 millions d'années, qui compte une vingtaine de pièces, et l'autre de 1,9 million d'années qui en compte plus d'une centaine. C'est une équipe internationale menée par Mohamed Sahnouni chercheur au centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques d'Algérie qui est à l'origine de cette découverte. Ils présentent leurs travaux dans *Science*, ce 29 novembre.

«On voit très clairement des traces laissées par les outils sur les os que nous avons découvert», raconte Mohamed Sahnouni. «Si nous ne sommes pas encore face à des chasseurs, nous sommes face à des omnivores. Les outils que nous avons mis au jour permettent de découper la chair et de casser les os pour en extraire la moelle.» Une consommation qui a stimulé l'ingéniosité et l'évolution technique de nos ancêtres et de leurs cousins. C'est donc une véritable boucherie qu'ont découverte Mohamed Sahnouni et ses équipes. Et le menu semblait particulièrement varié. L'Algérie d'il y a 2 millions d'années n'avait pas grand-chose à voir avec celle d'aujourd'hui. «Le climat était vraiment différent», ajoute le chercheur algérien. «On était dans un paysage de savane, assez humide. Les ossements qui ont été déterrés appartenaient d'ailleurs à des hippopotames, des rhinocéros et des cervidés.»



Non seulement les hommes d'alors évoluent et changent leur régime alimentaire, mais il semblerait qu'ils commencent aussi à voyager. Au mois de juillet, dans *Nature*, une équipe chinoise révélait la découverte d'outils comparables à ceux déterrés en Algérie. Cette technologie a donc beaucoup voyagé en peu de temps. Voir des populations s'établir dans le nord de l'Afrique il y a plus de 2 millions d'années, interroge sur les différents chemins empruntés par les cousins des ancêtres de l'homme. «Le chemin le plus naturel pour sortir d'Afrique consiste à passer par la péninsule Arabique et ce qui représente aujourd'hui le désert du Sinaï», explique Mohamed Sahnouni. «Mais il est aussi possible d'envisager deux autres chemins. Soit par la mer Rouge, soit de l'autre côté, en passant par la Méditerranée et le détroit de Gibraltar. Les océans et le niveau de l'eau étaient beaucoup moins hauts qu'aujourd'hui, le climat était bien plus froid.» Reste à découvrir en Espagne, ou dans le sud de l'Europe des outils du même type pour confirmer cette hypothèse.

Des premiers bouchers à l'identité encore inconnue

Ces outils ne sont pas les plus anciens du continent et la technologie utilisée pour tailler les pierres a déjà été observée par les chercheurs sur plusieurs sites. Cette technologie est appelée l'Oldowayen, car elle a été reconnue et décrite pour la première fois sur des sites archéologiques des gorges d'Olduvai, en Tanzanie. Les plus vieilles traces ont, elles, été découvertes sur le site de Kada Gona, en Éthiopie, et sont datées de 2,6 millions d'années. «Les pierres utilisées à Kaba Gona et en Algérie ne sont pas les mêmes», raconte Mohamed Sahnouni. «Malgré ça, les outils sont très similaires sur les deux sites. Il y a des chances qu'on ait affaire à des populations similaires.» Comme aucun ossement humain n'a été découvert à proximité des outils algériens, il est difficile d'attribuer la paternité de ces objets à une espèce en particulier. D'autant qu'il y a 2,4 millions d'années, les groupes d'hominidés qui peuplent l'Afrique sont nombreux. La période semble marquer un tournant dans l'évolution. De nouvelles espèces s'établissent et amènent de véritables bouleversements comportementaux.

En 2015, une équipe dirigée par Sonia Harman, chercheuse au CNRS et professeur au département d'anthropologie de l'Université d'État de New York, a mis au jour au Kenya, sur le site de Lomekwi, les plus vieux outils en pierre connus à ce jour, datés de 3,3 millions d'années. «Près de 700.000 ans séparent ses deux sites», commente la chercheuse française. «Les deux techniques utilisées sont donc très différentes. On peut imaginer que ce sont des populations différentes avec des capacités différentes. Plusieurs espèces d'australopithèques ont pu fabriquer les outils de Lomekwi. Pour l'Oldowayen d'Algérie, il faut sans doute regarder vers les premiers *Homo*, qui étaient déjà présents il y a 2,8 millions d'années.»

Les australopithèques se différencient du genre *Homo* par la forme de leur crâne et surtout leur locomotion encore mixte quand les *Homos* sont réellement bipèdes. Les australopithèques ont peuplé l'Afrique pendant 2 millions d'années, avant de disparaître il y a 2,2 millions d'années. Leur plus célèbre représentant n'est autre que Lucy, découverte par Yves Coppens en 1974. Après leur disparition, plusieurs espèces du genre *Homo* peupleront l'Afrique (à commencer par *Homo habilis* dont les plus vieux ossements datent d'il y a 2,8 millions d'années). In fine, seul notre ancêtre *Homo sapiens* survivra.

Economie

Condor, la success story algérienne trop belle pour être vraie ?

Tech & internet / Économie <http://www.slate.fr/> Estelle Maussion — 26 novembre 2018 à 8h25 — mis à jour le 26 novembre 2018 à 8h25

Roi de l'électroménager en Algérie et deuxième groupe privé du pays, Condor veut percer dans l'Hexagone. Son histoire est celle d'une étonnante réussite conservant sa part d'ombre.



Soirée de lancement du smartphone Condor Allure M3 à Paris, le 27 juin 2018 | Capture écran via YouTube

Vous avez pu la voir dans les rayons des magasins E.Leclerc, Welcom' et Cora, ou sur Amazon. Depuis juin, une nouvelle marque de téléphones portables a fait son apparition en France. Elle s'appelle Condor et, contre toute attente, elle n'est ni chinoise ni française, mais algérienne.

«*Nous avons besoin d'entrer sur un marché mature et compétitif pour renforcer la crédibilité de notre marque*», explique Fares Al Mousli, ancien consultant d'Ernst & Young devenu directeur du développement de Condor.

L'entreprise vise 500.000 ventes en 2019. Son arrivée en France est la dernière étape d'un spectaculaire essor, l'histoire d'une petite entreprise devenue un groupe présent dans seize pays et réalisant un milliard de dollars [soit 880 millions d'euros] de chiffre d'affaires. Une réussite qui comporte aussi des zones d'ombre.

Saga familiale

Le succès de Condor est avant tout celui d'une famille, les Benhamadi. Tout commence en avril 1954 dans la bourgade de Ras El Oued, à 250 kilomètres au sud-est de la capitale Alger. C'est là que Mohamed Tahar Benhamadi, patriarche et fondateur du groupe, ouvre une épicerie, avant de se lancer dans le transport de marchandises et de matériaux de construction.

Malgré la guerre d'indépendance et l'adoption d'un régime socialiste après 1962, son petit commerce prospère. Dans les années 1980, il crée une unité de fabrication de carrelage puis lance la première briqueterie privée du pays, qui ne démarrera ses activités qu'en 1997, vers la fin de la «décennie noire», période de guerre civile qui a fait entre 60.000 et 150.000 victimes.

Au sortir de cette époque sombre, les autorités libéralisent le commerce extérieur pour relancer l'économie. En parallèle, le peuple algérien voit son pouvoir d'achat augmenter; on cherche alors à équiper son foyer.

Profitant de ce nouveau contexte, l'un des sept fils de Mohamed, Abderrahmane, qui a rejoint l'entreprise après des études à Sétif et en Angleterre, importe des récepteurs satellite qu'il revend. C'est un carton. Il passe alors aux téléviseurs et autres appareils électroménagers. Mais les droits de douane sur les produits finis sont plus importants que sur les pièces détachées. Qu'à cela ne tienne, les Benhamadi achètent un terrain de 2.000 m² en périphérie de la ville la plus proche, Bordj Bou Arreridj, et y installent une usine où sont assemblés les téléviseurs à partir de pièces importées.

Le début des années 2000 est un tournant. Pour répondre à la demande, la famille investit dans une usine de montage performante, livrée clé en main par des partenaires chinois –dont elle ne souhaite pas révéler l'identité.

Après les téléviseurs, ce sont les climatiseurs, réfrigérateurs, congélateurs, cuisinières, machines à laver, chauffages domestiques... Les unités de fabrication se multiplient, tout comme les activités connexes: usine d'emballage, transport routier pour les livraisons, service après-vente. Un écosystème industriel voit le jour à Bordj Bou Arreridj, qui génère embauches et dynamisme économique dans cette région agricole, alors que les produits Benhamadi inondent le marché algérien.

Premier smartphone made in Algeria

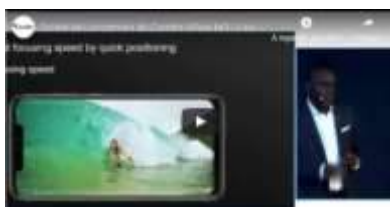
La marque Condor naît avec la constitution de la société Condor Electronics, destinée à regrouper toutes les activités. *«C'est venu comme ça. Sans doute à cause de la reprise de la chanson "El Condor Pasa", par Simon and Garfunkel, que j'avais dans la tête à ce moment-là!»,* raconte Abderrahmane Benhamadi à Jeune Afrique en 2016.

Après l'informatique avec les ordinateurs et les tablettes à partir de 2006, Condor se lance un nouveau défi: les téléphones portables. Conservant sa stratégie habituelle, il commence par importer et commercialiser des produits finis, avant de passer à l'assemblage à partir de pièces détachées, au départ entièrement venues de l'étranger puis en partie fabriquées sur place –les taux d'intégration varient de 25% à 85% en fonction des produits.

En 2013, il présente le C1, le premier smartphone *made in Algeria*, quelques mois seulement après le lancement du premier smartphone africain par le Congolais Vérone Mankou.

Omniprésent en Algérie, Condor étend ses activités dans le monde arabe, en Tunisie et en Jordanie notamment, puis en Afrique subsaharienne, entre autres au Mali et en Mauritanie. Actif dans l'immobilier, l'hôtellerie et l'agroalimentaire, le groupe investit dans le solaire, les médicaments et l'automobile, à travers un partenariat avec Peugeot devant donner naissance à une usine dans la région d'Oran. Il reprend également la marque d'électroménager italienne Nardi, puis rachète au verrier français Verallia (appartenant à Saint-Gobain) sa filiale locale Alver.

En janvier 2018, Abderrahmane Benhamadi fait partie des 140 patronnes et patrons reçus par Emmanuel Macron à Versailles dans le cadre d'un «sommet de l'attractivité». En juin, son groupe, qui emploie 15.000 personnes, part à la conquête du marché français. Alors que ses exportations devraient représenter 40 à 50 millions de dollars [soit 35 à 44 millions d'euros] en 2018, il vise les 500 millions de dollars [440 millions d'euros] d'ici 2022.



Prix de transfert et appui politique

Serait-ce trop beau pour être vrai ? C'est ce qu'affirme le journaliste d'investigation algérien Lyas Hallas, qui s'est procuré les comptes 2016 du groupe –qui n'a pas d'obligation de publication, puisqu'il n'est pas coté.

Il explique que Condor doit une grande partie de ses recettes non pas au produit de ses ventes mais à la pratique des prix de transfert, une technique classique d'optimisation fiscale. Grand importateur, le groupe fait transiter ses achats par un réseau de sociétés domiciliées à l'étranger, dont certaines dans des paradis fiscaux (Hong-Kong et Îles Samoa), ce qui lui permet d'empocher un maximum de bénéfices sans les déclarer en Algérie.

«Condor profite aussi de l'existence d'un double taux de change du dinar, l'officiel et celui de la rue, pour réaliser des plus-values sur les devises lors de ses transactions», ajoute Lyas Hallas.

Le site Mondafrigue est parvenu aux mêmes conclusions, révélant l'utilisation d'une société écran au Luxembourg dès 2001 et qualifiant le patron de Condor d'*«as de l'optimisation fiscale»*. Interrogé sur le sujet, le responsable de la communication de Condor, Adel Hadji, n'a pas souhaité s'exprimer.

Pour nombre d'observateurs, Condor doit également sa réussite à ses bonnes relations avec le pouvoir. «*En Algérie, on ne peut pas faire d'affaires sans appui politique. Aucun groupe d'envergure n'échappe à cette règle*», résume l'enquêteur Lyas Hallas, qui donne l'exemple de facilités d'accès au crédit ou d'exemptions fiscales.

La famille Benhamadi a toujours su utiliser la politique pour défendre ses intérêts. Ancien poids lourd du Front de libération nationale (FLN), le parti du président Abdelaziz Bouteflika, l'aîné de la fratrie, Moussa, a été ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication entre 2010 et 2013. Son frère Smail est lui député du Rassemblement national démocratique (RND), l'allié du FLN. Quant à un autre frère, Hocine, il est le représentant de la région de Bordj Bou Arreridj au Forum des chefs d'entreprises (FCE), la principale organisation patronale du pays, proche du pouvoir.

«*La législation algérienne n'a imposé aux entreprises de déclarer leur politique de prix de transfert qu'il y a une année et demie, à la faveur de la loi de finances pour 2017*», souligne Lyas Hallas. Cette situation a permis à Condor, créateur de la «Silicon Valley de l'Algérie» et véritable fierté nationale, de maintenir le flou sur sa gouvernance.

Exclusivement détenu et dirigé par les sept fils du fondateur Mohamed Tahar, décédé début novembre 2018, le groupe cultive un modèle familial traditionnel fondé sur la discrétion. Cette pratique écorne l'image de modernité qu'il affiche, mettant en avant la qualité de ses téléphones, sa capacité d'innovation via son *design lab* récemment installé à Paris et la promesse d'un nouveau modèle phare, qui sera dévoilé lors du Mobile World Congress de Barcelone en février 2019. Reste à savoir si Condor réussira à résoudre cette contradiction apparente.

CENTRAFRIQUE

Economie

Centrafrique : la banque russe VTB assure avoir prêté au pays 10,5 milliards d'euros par « erreur »

Économie <https://www.jeuneafrique.com/> 28 novembre 2018 à 11h37 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 29 novembre 2018 à 09h06



Le marché de Bangui en 2014 © Sylvain CHERKAOUI pour Jeune Afrique

Le deuxième groupe bancaire russe, VTB, a attribué par erreur un prêt de plus de 800 milliards de roubles (10,5 milliards d'euros) à la Centrafrique, a fait savoir la banque en réponse aux révélations de plusieurs médias.

« Il s'agissait d'une erreur technique dans le codage des pays », a affirmé la banque publique dans un communiqué. « VTB n'effectue absolument aucune opération avec la Centrafrique et nous n'avons pas d'exposition de ce volume dans ce pays », a-t-elle expliqué.

La banque réagissait à la présence d'un prêt de 802 milliards de roubles à la République centrafricaine – soit près de six fois le PIB annuel du pays – dans un rapport financier du groupe bancaire, pointé par des médias.

La banque a ensuite publié sur son site le rapport corrigé, dans lequel le prêt initialement destiné à la Centrafrique a été rajouté au passif de Chypre – important lieu d'affaires pour les Russes – dont le montant s'élève désormais 13,6 milliards d'euros.

« D'après nos informations, une erreur technique s'est produite », a confirmé la présidente de la banque centrale russe, Elvira Nabioullina, citée par les agences russes

Bangui dément aussi

A Bangui, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement centrafricain, Maxime-Ange Kazagui, interrogé par l'AFP, a affirmé ne pas être « officiellement au courant d'un quelconque transfert ».

Il a rappelé que « la Centrafrique possède un budget de 400 millions d'euros » et travaille avec le Fonds monétaire international (FMI). « Nous sommes soumis à ses principes de remboursement », a-t-il déclaré.

« J'ai cru comprendre que de toute façon c'était une erreur de la banque », a-t-il dit, ajoutant que « cette affaire n'a rien à voir avec la République centrafricaine ».

Réactions des internautes

Cette nouvelle a provoqué une pluie de sarcasmes sur les réseaux sociaux. « Je peux leurs donner mon RIB pour le prochain virement avec grand plaisir », a proposé un internaute sur Twitter. « Ils peuvent m'en prêter à moi aussi », a réagi un autre.

La Russie a récemment investi tous azimuts en Centrafrique, une ancienne colonie française, notamment dans la formation de l'armée et la diplomatie pour parvenir à des accords de paix avec les groupes armés. Moscou a aussi livré des armes à Bangui, après avoir obtenu une exemption à l'embargo de l'ONU.

La quasi-totalité de la Centrafrique vit sous la coupe de groupes armés. Ce pays de 4,5 millions d'habitants est classé parmi les plus pauvres au monde mais est riche en diamants, or et uranium.

Sécurité

Centrafrique : un chef de milice de Bangui tué par un commerçant

Sécurité <https://www.jeuneafrique.com/> 25 novembre 2018 à 16h50 | Par Jeune Afrique avec AFP



Un soldat de la Minusca surveille l'aéroport international de Bangui M'Poko avant l'arrivée du pape François en Centrafrique, le 29 novembre 2015. © Andrew Medichini/AP/SIPA

Mahamat Tahir, alias « Apo », un chef de milice du quartier à majorité musulmane de Bangui, le PK5, a été tué dimanche 25 novembre par un commerçant du secteur théâtre d'un regain de violence ces derniers jours, a-t-on appris auprès d'un imam et de plusieurs habitants.

Le corps de ce chef de milice, Mahamat Tahir, alias « Apo », a été déposé dimanche matin à la mosquée Ali Babolo, selon un imam.

« Il a été tué par un commerçant », indiqué un habitant du PK5, ajoutant que les hommes d'« Apo » sont ensuite allés « piller la boutique de ce commerçant » pour se venger. Ce dernier avait refusé de fermer boutique à l'occasion d'une journée « ville morte » décrétée à la suite d'une fusillade mortelle au PK5 jeudi, selon plusieurs habitants.

À la tête d'une milice depuis juin 2016

« Apo » a été tué lors d'un échange de tirs avec le commerçant qui refusait d'obtempérer, a ajouté l'un de ces habitants qui a précisé qu'un médecin, appelé sur les lieux, n'a pu que constater la mort du chef de milice. « Apo » avait pris à la tête d'une milice d'une vingtaine d'hommes en juin

2016 à la mort de son cousin, Kappo, tué lors d'un accrochage avec des soldats rwandais de la mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca).

On assiste à un regain de violences ces derniers jours au PK5 et les zones alentour: au moins six personnes ont été tuées et une vingtaine blessées, mercredi et jeudi, lors d'accrochages impliquant des milices entre elles ainsi que des milices et l'armée.

Retour de la violence en Centrafrique

Le PK5, poumon économique de la capitale centrafricaine, est régulièrement le théâtre de violences meurtrières. En octobre, trois personnes y avaient été tuées. En avril, des violences y avaient fait plusieurs dizaines de morts. Elles s'étaient ensuite propagées à proximité du PK5, avec notamment des combats autour d'une église catholique le 1er mai qui avaient fait au moins 24 morts et 170 blessés.

La Centrafrique a basculé dans la violence et le chaos en 2013 après le renversement du président François Bozizé par la rébellion Séléka, composée à majorité de musulmans du nord pays. En réponse, des milices autoproclamées d'autodéfense, les antibalaka, avaient mené une contre-offensive. Aujourd'hui, Bangui vit dans un calme relatif mais la quasi-totalité du territoire reste sous la coupe de groupes armés, qui combattent pour le contrôle des ressources et pour renforcer leur influence locale.

CONGO

Diplomatie

L'ambassade américaine à Kinshasa fermée lundi à cause d'une « possible menace terroriste »

Sécurité <https://www.jeuneafrique.com/> 25 novembre 2018 à 12h44 | Par Jeune Afrique avec AFP



Nikki Haley, ambassadrice des États-Unis à l'ONU avec Mgr Fridolin Ambongo, à Kinshasa le 27 octobre 2017 © John Bompengo/AP/SIPA

L'ambassade américaine à Kinshasa a déclaré dans un communiqué avoir reçu des informations sur une « possible menace terroriste » contre ses installations en République démocratique du Congo, à quatre semaines de la présidentielle.

« L'ambassade des États-Unis à Kinshasa a reçu des informations crédibles et précises sur une possible menace terroriste contre les installations du Gouvernement américain à Kinshasa », selon un communiqué, en anglais.

« L'ambassade des États-Unis à Kinshasa sera fermée au public le lundi 26 novembre », précise le texte. L'ambassade encourage les citoyens américains à Kinshasa et dans l'ensemble de la RDC « à maintenir un niveau de vigilance accru et à exercer une bonne connaissance de la situation », « surveiller les médias locaux pour les actualisations ».

Les élections présidentielle, législatives nationales et provinciales sont prévues le 23 décembre en République démocratique du Congo et permettront de désigner le successeur du président Joseph Kabila, qui ne pouvait plus se représenter après 18 ans au pouvoir. La campagne électorale a démarré jeudi et prendra fin le 21 décembre. Ancienne colonie belge, la RDC n'a jamais connu de passation pacifique du pouvoir depuis son indépendance en 1960.

KÉNYA

Défense

Des Bastion pour les forces armées kenyanes

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.11.2018 Par Philippe Chapleau



Les Etats-Unis ont livré aux forces du Kenya 12 blindés transport de troupes (APC) *Bastion*. La remise des véhicules a eu lieu le 19 novembre à Nairobi. Outre la fourniture de ces 12 blindés, les forces US ont entraîné pendant trois semaines les militaires kényans à la maintenance de ces véhicules qui portent le sigle Mack.

Ce don s'inscrit dans un programme qui a permis à plusieurs nations de percevoir des *Bastion*: la Somalie (32), l'Ouganda (17), l'Amisom (13), la Tunisie (4), le Cameroun (15) et l'Ethiopie (12). Voir mon post de 2015 à ce sujet [ici](http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2015/10/02/62-blindes-14799.html). <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2015/10/02/62-blindes-14799.html>

La Force du G5 Sahel va elle aussi être équipée en bastion mais avec un financement de l'UE. 46 exemplaires dont 28 transports de troupes, vont être fournis aux bataillons maliens, tchadiens, burkinabés, nigériens et mauritaniens.

LIBYE

Politique

Libye : « Il n'y a plus d'obstacle législatif à la tenue d'un référendum », préalable aux élections

Elections <https://www.jeuneafrique.com/> 27 novembre 2018 à 14h15 | Par Jihâd Gillon



Khalifa Haftar, Aguila Saleh Issa et Fayez al-Sarraj, à l'Élysée le mardi 28 mai, lors de la signature d'un accord en vue des élections en Libye le 10 décembre. © Etienne Laurent/AP/SIPA

Lundi 26 novembre, la Chambre des représentants de Tobrouk a adopté l'amendement constitutionnel complétant la loi référendaire. Un nouveau pas important vers la tenue d'élections générales en 2019.

La Chambre des représentants de Tobrouk, le parlement libyen reconnu par la communauté internationale, a adopté lundi un amendement constitutionnel précisant les modalités du référendum sur la Constitution qui doit avoir lieu avant d'éventuelles élections générales. « D'une perspective législative, il n'y a plus d'obstacle à la tenue d'un référendum », explique le chercheur libyen Emad Badi. « Quant à sa date précise, cela sera décidé lors de la grande conférence nationale (qui doit avoir lieu en janvier 2019, ndr) », précise-t-il.

Selon le porte-parole de la Chambre, Abdallah Belheeg, 123 membres ont participé au vote de l'amendement, qui prévoit que la Constitution devra être approuvée à la majorité absolue dans

chacune des trois grandes régions du pays (Tripolitaine, Fezzan et Cyrénaïque). Au niveau national, la Constitution devra recueillir les deux tiers des voix pour être validée.

Refonte du Conseil présidentiel

Abdallah Belheeg a également indiqué que l'amendement prévoyait une refonte du Conseil présidentiel, en accord avec le Haut Conseil d'État (l'assemblée basée à Tripoli, au rôle purement consultatif en principe). Cette instance se composerait d'un président et deux vice-présidents (contre neuf membres aujourd'hui).

Je ne crois pas que le remplacement de Sarraj soit prévu, dans la mesure où la Libye est censée organiser des élections cette année

L'amendement prévoit aussi la séparation du mandat de président de celui de chef de gouvernement. Fayez al-Sarraj cumulant les deux rôles, cette dernière disposition suscite des interrogations quant aux intentions réelles de la Chambre des représentants, dont le président Aguila Saleh a maintes fois exprimé son rejet du gouvernement Sarraj. « Je ne crois pas que son remplacement à court terme soit prévu, dans la mesure où la Libye est censée organiser des élections cette année. Remplacer le président du Conseil interromprait probablement ce processus », juge Emad Badi.

Après la conférence qui s'est tenue mi-novembre à Palerme (Italie), un nouveau calendrier électoral pour la Libye doit être mis en place, pour débiter au mieux au printemps. L'UNSMIL, l'instance onusienne en charge du dossier libyen, a ainsi salué l'adoption de cet amendement.

MALI

Opérations

Mali : comment Barkhane aurait eu raison du chef djihadiste Hamadoun Kouffa

Actualité

Confirmée par l'armée malienne, l'information sur la mort du chef de la katiba Macina fait l'objet d'un étrange silence. Cela n'empêche pas l'opération Barkhane de s'en trouver revigorée.

Par Olivier Dubois, à Bamako Publié le 28/11/2018 à 15:19 | Le Point Afrique Mali



L'armée malienne a confirmé la mort du chef djihadiste. Florence Parly a préféré annoncer que « parmi l'important détachement terroriste neutralisé, se trouvait probablement Hamadoun Kouffa, chef de la katiba Macina ». © DR

« Nous devons obtenir des victoires claires, importantes face à l'ennemi. Nous devons lui montrer que nous sommes là et que nous continuons de gagner du terrain [...], redonner confiance à nos armées partenaires en leur permettant durablement de se rétablir dans plusieurs zones de la région. » Ces paroles, lancées avec détermination par le président Emmanuel Macron, lors de son discours devant la force Barkhane, le 23 décembre 2017, sur la base aérienne de la force à Niamey au Niger, traçaient les lignes de la nouvelle doctrine d'engagement voulu par le président de la République française dans le Sahel, où opère le plus grand dispositif militaire de la France à l'étranger.

Depuis le début de l'année 2018, l'opération Barkhane, forte d'environ 4 500 hommes déployés sur une surface grande comme l'Europe pour lutter contre le terrorisme, a traduit sur le terrain la volonté présidentielle et a considérablement accentué sa pression sur les groupes djihadistes. En

février dernier déjà, un raid de la force française, entre Boughessa et Tinzaouten, près de la frontière algérienne, dans le nord du Mali, mettait hors d'état de nuire plus d'une vingtaine de combattants djihadistes, de hauts cadres de la coalition terroriste GSIM, proches de son chef Iyad Ag Ghali.

Dans la zone des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso), la force française traquait Adnane Abou Walid al-Saharoui, chef de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), lors d'opérations conjointes avec deux groupes armés, le MSA et le Gatia. Ces opérations ont porté un coup dur aux organisations terroristes, notamment avec la neutralisation de Mohamed Ag Almouner, l'un des chefs de l'EIGS, et à la mi-novembre celle d'Al-Mansour Ag Alkassoum, chef de la katiba du Gourma, membre du GSIM, probablement tué avec sept de ses hommes lors d'un raid de la force. Depuis le début de l'année 2018, ce sont plus de 130 djihadistes qui ont été neutralisés par la force Barkhane dans le Sahel.

Un raid pendant le Maouloud

La semaine dernière, dans la nuit du 22 au 23 novembre, c'est un dispositif aérien impressionnant composé de Mirage 2000, d'hélicoptères d'attaque Gazelle et Tigre, de drones MQ-9 Reaper et d'un avion-ravitailleur C-135 qui sillonnait le ciel du Méma, une vaste étendue non contrôlée par le gouvernement malien dans l'ouest du cercle de Youwarou, région de Mopti. Selon des renseignements issus du terrain, Hamadoun Kouffa, le chef de la katiba Macina, un groupe djihadiste responsable de la terreur et de l'instabilité dans le centre du Mali depuis trois ans, se trouvait dans la zone. Quelques semaines auparavant, dans une vidéo, aux côtés de Iyad Ag Ghaly et de l'Algérien Djamel Okacha, dit Yahia Aboul Hammam, émir d'Aqmi au Sahara, Kouffa appelait au djihad les musulmans et les Peuls.

« Kouffa et ses hommes ont voulu profiter de la période de maouloud [commémoration de la naissance du prophète Mahomet, NDLR] pour se réunir et planifier leurs opérations à venir. C'est une période symbolique forte pour lancer les nouvelles actions du djihad. Il fallait réunir pour cela tous les lieutenants, tous les cadres du mouvement, comme à Tinzaouten », explique ce gradé des forces de sécurité malienne sous le couvert de l'anonymat. « Il y a eu pas mal de mouvements dans la journée du 23 novembre, certainement pour des préparatifs, du repérage et de la sécurisation. Ce genre de réunion a généralement lieu la nuit tard, dans des endroits stratégiques où ils sont sûrs de pouvoir se réunir dans une totale discrétion, quand tout est calme, pour avoir la capacité d'entendre tous les bruits », poursuit-il.

Tard dans la nuit du 23 et 24 novembre, les Mirage français entrent en action, des frappes aériennes détruisent trois positions des djihadistes distantes d'environ 20 kilomètres chacune, dans la zone de Foya, près de Sourango, au sud-est du cercle, vers les terres inondées. « Ils ont d'abord frappé trois positions, puis hélicoptère des troupes des forces spéciales qui ont fait le ratissage », ajoute notre gradé de l'armée malienne. L'attaque soudaine et brutale aurait fait une trentaine de morts, selon l'EMA. La ministre de la Défense française, Florence Parly, a annoncé, dans un communiqué le 23 novembre en début d'après-midi, que parmi l'important détachement terroriste neutralisé « se trouvait probablement l'un des principaux adjoints de Iyad Ag Ghali, Hamadoun Kouffa, chef de la katiba Macina ».

Vingt-quatre heures plus tard, les autorités maliennes se fendaient d'un communiqué annonçant puis certifiant la mort du chef de la katiba Macina, lors d'une opération menée conjointement avec la force Barkhane dans la forêt de Wagadou à 70 kilomètres de la frontière nigérienne, contrairement à la région de Mopti où les forces françaises annonçaient avoir neutralisé une trentaine de terroristes. Selon le communiqué du gouvernement malien, c'est un Kouffa blessé qui serait parvenu à fuir avec des proches, mais il serait ensuite décédé des suites de ses blessures.

Hamadoun Kouffa est-il bien mort ?

Depuis, silence radio, aucune nouvelle déclaration des deux états-majors ou des djihadistes, aucune preuve n'est venue confirmer ou infirmer la mort d'Hamadoun Kouffa. « Je ne peux pas dire que Kouffa n'est pas mort, j'ai la certitude qu'il l'est. Maintenant, je ne sais pas dans quelles conditions. Je pense que Barkhane a dû, à la suite de l'opération, prélever des échantillons pour

des analyses ADN. Vous savez, les Français ont pris l'habitude de ne plus rien laisser filtrer du côté malien, car on ne sait pas qui parle à qui, parce que des gens ont des parentés et, automatiquement, ils peuvent donner des informations. Généralement, c'est quand l'opération a lieu que nous sommes prévenus », explique cet officier de l'armée malienne, qui réfute toute participation opérationnelle des Famas avec la force Barkhane durant cette attaque.

« Les Famas actuellement ne peuvent pas mener ce type d'opération, ils n'ont pas la technicité ni la confiance de la population dans cette zone qui leur est très hostile. Donc, ils peuvent donner des renseignements, mais ils ne peuvent pas mener ce genre d'opération. On savait par le biais de recoupement depuis deux ou trois mois que Kouffa venait dans cette zone, qu'il y avait du mouvement, mais nos renseignements avaient moins de précisions, car nos sources ont été pour la plupart démasquées, assassinées ou ont dû fuir la zone. L'opération contre Kouffa a été menée de bout en bout par le COS (Commandement des opérations spéciales) et la task force Sabre », affirme-t-il.

Pour ce chef d'un groupe armé sous le couvert de l'anonymat, qui opère dans la région de Mopti, disposant d'informateurs dans une bonne partie de la région du centre du Mali, Hamadoun Kouffa est toujours vivant, car il n'était pas là au moment de l'attaque : « Kouffa était présent dans une de ses bases qu'ils appellent Markaz dans la journée du jeudi avec une escorte de vingt personnes. Il est reparti avec eux en fin d'après-midi vers 17 heures. Entre 12 et 15 personnes sont ensuite revenues dans la base et ce sont elles qui ont été ciblées par Barkhane », soutient-il.

Trouver un successeur

Bien que le doute subsiste encore quant à la neutralisation effective du chef de la katiba Macina, sa disparition, si elle est avérée, pourrait créer un vide, perturber pour un temps les activités du JNIM, qui devra trouver un remplaçant, un leader charismatique, jouissant d'une aura suffisante pour reprendre le flambeau. « Il n'y a pas d'autres figures djihadistes dans la zone aussi connue à l'extérieur, donc, il est difficile de dire pour le moment si un autre personnage influent va émerger. S'il est réellement mort, après cette opération d'envergure, cela pourrait déstabiliser la katiba pour une période. Il faut aussi noter que dans le passé, après le décès de ces hauts cadres, le GSIM a riposté en commettant un grand attentat au Burkina Faso, de même avec l'attentat contre l'aéroport à Tombouctou en avril 2018. Cependant, la katiba Macina est structurée différemment par rapport aux katibas comme al-Mourabitoune qui sont plutôt spécialisées dans les attentats complexes, il est donc difficile de dire quelle forme une éventuelle riposte pourrait prendre », analyse Andrew Lebovich, chercheur associé à l'European Council on Foreign Relations (ECFR) et spécialiste du Sahel.

Au Mali, les rumeurs continuent d'aller bon train concernant la mort ou la survie d'Hamadoun Kouffa. La presse locale parle déjà d'un successeur, un certain Hamidou Issa, dit Ougouba, dont on ne sait pratiquement rien et qui, selon des sources locales, pourrait lui succéder. Certains affirment qu'il a été vu au marché de Dongoura quelques jours avant l'attaque, apparition qui aurait signé sa mort, d'autres affirment que Kouffa est sain et sauf, et qu'il prépare un document audio qu'il diffusera sous peu, pour prouver qu'il est bien vivant. En attendant, les Maliens vivent dans l'attente d'une information qui viendrait certifier sa mort. Mais pour le chercheur de l'ECFR Andrew Lebovich, que Kouffa soit mort ou vivant ne va pas régler dans l'immédiat une donnée qui reste malheureusement claire et invariable, « les problèmes sociaux et sécuritaires qui sont le quotidien des populations dans ces zones ».

Rébellions

Mali. L'armée confirme la mort du chef djihadiste Amadou Koufa

Accueil Monde Mali <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP et Reuters Modifié le 24/11/2018 à 14h25 Publié le 24/11/2018 à 14h14



Quelque 4 500 militaires français sont déployés au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane. | PHOTO : BENOÎT TESSIER / REUTERS

L'armée malienne a confirmé ce samedi la mort d'Amadou Koufa, l'un des principaux chefs djihadistes actifs dans le pays. Il a été tué jeudi soir, lors d'un raid mené par les forces françaises déployées au Sahel.

Il n'y a plus de doute : « **Je confirme qu'Amadou Koufa a été tué au cours de l'opération** », a déclaré le porte-parole de l'armée malienne, le colonel Diarran Koné. L'armée française, elle, avait annoncé vendredi qu'elle avait « **mis hors de combat une trentaine de terroristes** » au Mali, parmi lesquels, « **probablement** », le chef djihadiste Amadou Koufa.

« **Après l'opération militaire (des armées malienne et française), le terroriste Koufa était gravement blessé. Il a été transporté par ses proches, avant de décéder après** », a confirmé à l'AFP une autre source militaire. La mort du chef jihadiste malien a également été annoncée sur la page Facebook des forces armées du Mali.

Un coup dur pour les djihadistes

Prédicateur islamique radical de Mopti, Amadou Koufa, qui dirigeait la katiba Massina, était l'un des proches lieutenants d'Iyad Ag Ghali, chef du groupe djihadiste GSIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, soit « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans »). Il est apparu il y a trois ans dans le centre du Mali.

Depuis, les violences intercommunautaires se sont multipliées dans le centre du pays, opposant notamment les Peuls, traditionnellement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, pratiquant majoritairement l'agriculture. Ces violences ont fait plus de 500 morts civils depuis le début de l'année, selon l'Onu.

Cette opération menée par les armées maliennes et françaises représente un coup dur pour les djihadistes, estiment des analystes. Dans une vidéo diffusée le 8 novembre, Amadou Koufa était apparu aux côtés de l'ex-chef rebelle touareg malien Iyad Ag Ghaly, chef du GSIM, et de l'Algérien Djamel Okacha dit Yahia Aboul Hammam, dirigeant d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Amadou Koufa y invitait les musulmans en général à « **faire le djihad** », avant de s'adresser en particulier aux membres de l'ethnie peule.

4 500 soldats français au Sahel

La région de Mopti, dans le centre du Mali, a été au cours des derniers mois de plus en plus infiltrée par les groupes djihadistes, défaits par l'armée française lors de l'opération Serval en janvier 2013, mais qui profitent des immensités désertiques de la région pour régulièrement reconstituer leurs groupes combattants.

Quelque 4 500 militaires français sont déployés au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane, qui a succédé à Serval.

Mali : les dessous de l'opération ayant éliminé le chef jihadiste Amadou Koufa

Société <https://www.jeuneafrique.com/> 25 novembre 2018 à 11h24 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 26 novembre 2018 à 10h39



Des soldats maliens dans les rues de Tombouctou, lors d'une manifestation le 25 juillet 2018. © REUTERS/Maimouna Moro

La mort du chef jihadiste Amadou Koufa, annoncée samedi 24 novembre par les autorités françaises et maliennes à l'issue d'une opération militaire conjointe, constitue un succès significatif de la lutte contre les groupes armés dans le centre du Mali où se concentre l'essentiel des violences qui déchirent le pays.

Amadou Koufa, prédicateur radical malien, est apparu il y a trois ans dans le centre du Mali où lui sont attribuées plusieurs des violences qui, mêlées à des conflits intercommunautaires, ont fait plusieurs centaines de morts depuis le début de l'année.

« Par ce message, en tant que sous-chef d'État-major (des) opérations à l'EMGA (état-major général des armées maliennes), vous confirme la mort du +jihadiste+ Amadou Koufa dans la forêt de Wagadou », dans le centre du Mali, a indiqué samedi à l'AFP le général Abdoulaye Cissé, précisant qu'il avait succombé à ses blessures.

Une opération coordonnée

« Après l'opération militaire (des armées malienne et française), le terroriste Koufa était gravement blessé. Il a été transporté par ses proches, avant de décéder après », a confirmé à l'AFP une autre source militaire. La mort du chef jihadiste malien a également été annoncée sur la page Facebook des forces armées du Mali.

L'armée malienne avait auparavant indiqué avoir mené avec les soldats français de la force Barkhane « une opération coordonnée, dans le centre du Mali le 23 novembre 2018, sur une base abritant le commandement de la Katiba d'Ansar Dine du Macina » dirigée par Amadou Koufa.



La mort d'Amadou Kouffa est certifiée

Amadou Kouffa a été tué lors de la destruction de la base de la Katiba Ansar Eddine du Macina, au cours d'une opération coordonnée par les FAMa et Barkhane.

« Cette opération coordonnée a permis de neutraliser une trentaine de terroristes dont Djourétou, le chef de base; Bobala, le chef des opérations et probablement Amadou Koufa », ajoutait-elle dans un communiqué publié vendredi soir, une information également donnée par la France.

« Mise hors de combat » d'une « trentaine de terroristes »

Dans son propre communiqué, l'armée française avait annoncé au même moment avoir mené dans la nuit de jeudi à vendredi une opération dans le centre du Mali qui avait permis la « mise

hors de combat » d'une « trentaine de terroristes ». La ministre française des Armées Florence Parly a salué « une action d'ampleur, complexe et audacieuse qui a permis de neutraliser un important détachement terroriste au sein duquel se trouvait probablement l'un des principaux adjoints de Iyad ag Ghali, Amadou Koufa, chef de la katiba Macina ».

Détaillant la préparation de l'opération, le général Cissé a indiqué à l'AFP que « depuis des mois, les services de renseignements militaires du Mali ont collecté une masse d'informations précises qu'ils ont partagées avec les partenaires, dont la France ». Cette opération représente un coup dur pour les jihadistes, estiment des analystes.

« La mort de Koufa, si elle est avérée, est assez significative. Koufa est en quelque sorte le porte-parole du GSIM dans le centre du Mali », a commenté à l'AFP Aurelien Tobie, chercheur à l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). Il faisait référence à la principale alliance jihadiste au Sahel, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans.

500 civils tués depuis le débuts de l'année

« Il n'est pas un important chef militaire mais le GSIM a un message global et un message pour le Mali. S'il s'adresse au Mali, Koufa, originaire du centre du pays, pouvait avoir cette légitimité. C'était l'ancrage du GSIM dans la région », a ajouté le chercheur. Depuis l'apparition du groupe de Koufa, les violences intercommunautaires se sont multipliées dans le centre du pays, opposant notamment les Peuls, traditionnellement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, pratiquant majoritairement l'agriculture. Ces violences ont fait plus de 500 morts civils depuis le début de l'année, selon l'ONU.

Amadou Koufa aux côtés de Iyad Ag Ghaly

Amadou Koufa était apparu aux côtés de l'ex-chef rebelle touareg malien Iyad Ag Ghaly, chef du GSIM, et l'Algérien Djamel Okacha dit Yahia Aboul Hammam, dirigeant d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), dans une vidéo diffusée le 8 novembre. Amadou Koufa y invitait les musulmans en général à « faire le jihad », avant de s'adresser en particulier aux membres de l'ethnie peule. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes, en grande partie dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.

MAURITANIE

Défense

A Oualata, les vestiges du temps où l'armée française montait la garde en Mauritanie

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.11.2018 Par Philippe Chapleau



La cité historique de Oualata se trouve dans l'est mauritanien, à plus de 1 200 kilomètres de Nouakchott, la capitale. Fondée au VII^e siècle (au Ve siècle selon d'autres sources), Oualata fut longtemps une importante étape sur les routes caravanières transsahariennes. Célèbre pour son intense activité culturelle, la cité, alors surnommée "rivage de l'éternité", a connu son apogée au XV^e siècle. Son déclin progressif a marqué le début de la prospérité de Tombouctou, sa rivale du nord du Mali.



Oualata est dominé par un fort triangulaire construit par l'armée française en 1912. On l'aperçoit sur la colline qui domine la ville (à droite sur la photo ci-dessus). Il accueillait alors un groupement méhariste.

En 1977, le fort a été attaqué par des éléments du Polisario descendus très au sud de la zone mais qui ont buté sur les défenseurs. A la fin des années 1980 (après la tentative de coup d'état d'octobre 1987), le fort colonial a été transformé en prison pour prisonniers politiques.



Au pied de la colline se trouve un petit cimetière français dont la porte, qui n'ouvre pas (il faut sauter par-dessus les murets pour accéder au carré), est peinte en bleu blanc rouge. On y trouve quelques tombes qui portent les noms de militaires français morts en 1913, 1914 et 1942. L'une d'elle porte l'inscription suivante "Gull... Auguste. Sgt infanterie de marine, 19.8.1913". Une autre tombe est celle d'Albert Bonnel de Mézières qui administra la région au début du XXe siècle et qui est mort en septembre 1942 à Oualata.

Le fort est actuellement occupé par une unité mauritanienne appartenant à la Garde nationale. Il s'agit du Groupement de maintien de l'ordre et de combat n°2 (GEMOC, comparable à un escadron de Gendarmerie mobile) dont les quelques 80 hommes sont aux ordres d'un capitaine.



L'UE envisage de financer la rénovation du fort (photo ci-dessus). Rénovation des toitures et des murs, rénovation des logements etc. Une première enveloppe de 100 000 euros devrait permettre le lancement de ce chantier, comme l'explique François-Xavier Pons, le chef de mission du Projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie (2015-2020). Ce solide projet doté d'une enveloppe initiale de 13 millions d'euros veut soutenir les autorités mauritaniennes dans leur lutte contre le terrorisme et la grande criminalité dans l'est et le sud-est du pays, le long de la frontière avec le Mali.

Une fois remis à neuf, le fort pourrait accueillir le PC du Groupement nomade de la Garde dont l'UE finance aussi la remontée en puissance (j'en parlerai bientôt).

REPORTAGE. Terrorisme : la force antidjihadiste du Sahel est encore loin d'être prête

<https://www.ouest-france.fr/> Mercredi 28 novembre 2018 13:22 à Oualata (Mauritanie), Philippe CHAPLEAU. Ouest-France

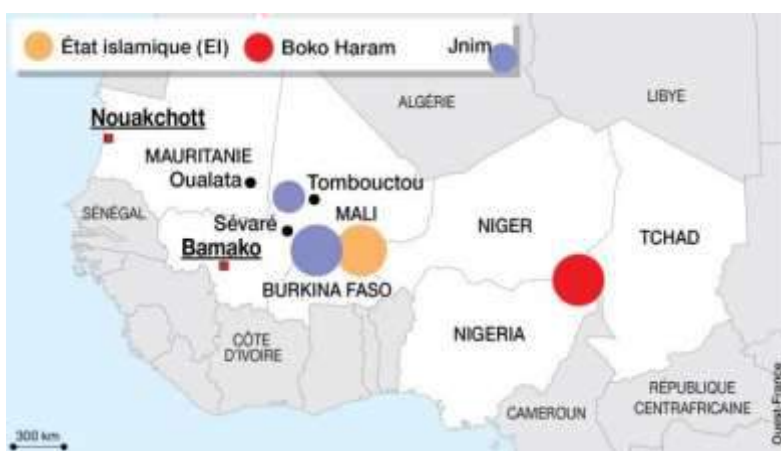


Des soldats mauritaniens de la force G5 Sahel tiennent une position antidjihadiste à quelques kilomètres de la frontière malienne. © AFP

Face à la menace terroriste en Afrique du Nord et de l'Ouest, cinq pays ont créé la Force conjointe du G5 Sahel. Elle est soutenue par l'Union européenne et la France. Mais, par manque de moyens, sa mise en place est laborieuse. Reportage dans l'est de la Mauritanie.

Le colonel Sid Ahmed M'Haimed a le sourire. Il commande depuis la mi-novembre la plus récente unité de l'armée mauritanienne, le « MauriBat », autrement dit, le bataillon mauritanien de la Force conjointe du G5 Sahel. Ce bataillon antidjihadiste opère avec des unités identiques créées au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Tchad et regroupées dans une force conjointe, officiellement lancée en juillet 2017.

L'objectif ? La lutte contre le crime organisé transfrontalier, le trafic d'êtres humains et surtout, la menace terroriste. Au Sahel, l'action des groupes djihadistes est devenue inquiétante dès 2007, après la création d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique).



Le groupe État islamique dans le Grand Sahara est actif dans la région où se rencontrent les frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. | INFOGRAPHIE OUEST-FRANCE

Mais c'est la conquête du Nord-Mali par une coalition djihadiste et touarègue en 2013, qui a semé la panique. Et obligé la France à intervenir en déployant l'opération *Serval*, pour briser l'offensive qui visait Bamako, la capitale du Mali. Les groupes djihadistes ont été vaincus, mais ils se sont depuis disséminés dans toute la région. La France déploie toujours 4 500 soldats dans le cadre de l'opération *Barkhane*, au côté du G5 Sahel.

Le colonel Sid Ahmed M'Haimed a donc le sourire. Pourtant, cet officier chevronné, aguerri par des affectations successives dans les déserts de l'est de la Mauritanie, par deux détachements au Mali, aurait de quoi faire grise mine. À Nbeiket Laouach, à 1 200 km de Nouakchott, la capitale mauritanienne, et à 25 km de la frontière du Mali, le « MauriBat » vit chichement, dans ce dénuement qui endure la troupe ou la désespère.



Le colonel Sid Ahmed M'Haimed suivi par le médecin du bataillon, le lieutenant Ely Chrougha, salue les infirmiers. | OUEST-FRANCE

Des besoins logistiques énormes

Aucun bâtiment en dur ne sera construit avant 2021. Le bataillon vit sous la tente dans ce coin oublié où le sable, le vent et le soleil mettent à mal les organismes, les mécaniques et les ambitions. L'infirmerie du médecin du bataillon, le lieutenant Ely Chrougha, ne fait pas exception : le matériel n'a pas encore été livré et la tente américaine protège mollement des duretés de l'environnement.

L'eau, l'électricité, l'essence sont comptées. « **La logistique est critique** », reconnaît l'officier. **"Les besoins en carburant, en restauration, en soutien médical sont énormes."** Seule la future piste d'atterrissage, un chantier soutenu par l'Union européenne dans le cadre du Projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie, permettra de ravitailler efficacement l'unité qui n'est pas encore au complet. Sa compagnie mécanisée qui sera équipée de blindés légers français *Bastion* est encore à Nouakchott et ne percevra son matériel qu'en mars, au plus tôt.

Un financement déficient

Ce sous-équipement n'est pas propre au bataillon mauritanien. En février, à Bruxelles, une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, le Japon, la Norvège et l'Union européenne s'étaient engagés à déboursier 431,3 millions d'euros pour la Force du G5 Sahel. « **193,5 millions d'euros ont été approuvés, ou ont été affectés à des procédures de passation de marchés appelées à démarrer prochainement** », précise Giacomo Durazzo, l'ambassadeur de l'UE en Mauritanie. « **Il manque près de 200 millions d'euros promis par des pays non-membres de l'UE** », dont l'Arabie saoudite qui devait livrer pour 100 millions d'euros de matériel. À ce jour, seulement 38 millions d'euros ont été réellement décaissés et seule une petite partie du matériel est arrivée.



Faute du financement promis, les forces du G5 Sahel (ici des Mauritaniens) manquent de matériel pour lutter contre les djihadistes. | AFP

« **Nous ne comprenons pas que la communauté internationale continue à accepter qu'on engage des milliards de dollars du côté de la Minusma** (la force onusienne de maintien de la paix au Mali), **sans résultat, et que les cinq pays du G5, qui sont prêts à engager leurs forces pour combattre et sécuriser la zone, n'arrivent pas à trouver un dixième de ce qui va annuellement à la Minusma** », regrette froidement le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, dans un entretien à quelques médias français, dont *Ouest-France*.

En dépit du manque criant de moyens, le colonel Sid Ahmed M'Haimed assure disposer de « **80%** » de son potentiel opérationnel. Son bataillon est « **en mesure de combattre même dans**

un combat asymétrique », contre les éventuels groupes terroristes qui infiltreraient l'est de la Mauritanie.

Qui sont ces mouvements ? Du Nigeria, Boko Haram menace le Niger et le Tchad. Le groupe État islamique dans le Grand Sahara est actif dans la région où se rencontrent les frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Quant au Jnim, créé par la fusion d'Ansar Dine, du Front de libération du Macina, d'Al-Mourabitoun et de la branche saharienne d'Al-Qaida au Maghreb islamique, il est actif au Mali et au Burkina.



Une des compagnies du colonel Sid Ahmed M'Haimed tient un poste de combat avancé à quelques dunes de la frontière malienne. | AFP

« Je ne compte que sur moi et sur mes hommes »

Une des compagnies du colonel Sid Ahmed M'Haimed tient un poste de combat avancé à quelques dunes de la frontière malienne. Des pick-up Toyota armés de mitrailleuses sont embossés derrière un merlon de sable. À eux de contrôler les flux, de repérer d'éventuelles présences de djihadistes et de se lancer à leur poursuite jusqu'à 50 km en territoire malien.

« La logistique fait défaut, le renseignement aussi. Quant à mes homologues maliens, je ne les connais pas. Je n'ai même pas leur numéro de téléphone », résume M'Haimed. **« Je ne compte que sur moi et sur mes hommes. »**

L'avenir de la Force conjointe est loin d'être radieux.

Ils sentent le sable chaud... Avec les méharistes du Groupement nomade mauritanien

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 29.11.2018 Par Philippe Chapleau



Qui a été le plus applaudi, le 28 novembre, lors du défilé de l'indépendance, à Néma, dans l'est de la Mauritanie? Ni les 4x4 Toyota rutilants de la gendarmerie ni les pick-up ALTV flambant neufs de l'infanterie motorisée, mais les chameaux du Groupement nomade de la Garde nationale (photos P. Chapleau et Nathalie Gibon).

Cette unité, qui dépend du ministère de l'Intérieur, a été créée en 1911, du temps où l'armée française tenait le désert et lançait ses patrouilles méharistes vers le Mali, l'Algérie et le Maroc.



"Chameaux"? Des dromadaires en réalité, "mais ici tout le monde parle de chameaux", précise Abder Benderdouche, un vétérinaire qui dirige la mission Résilience agricole et pastorale de l'Union européenne en Mauritanie.

C'est vrai qu'ils avaient fière allure, les méharistes du colonel Abderahamane Mohamed Saleh, le chef du Groupement nomade mauritanien. Cette unité n'a rien de folklorique; au contraire, elle est tout à fait opérationnelle, même si ses effectifs ont diminué et qu'une partie des militaires est actuellement affectée à la protection de la base aérienne de Néma.

"Normalement, le Groupement comprend trois escadrons montés", explique le colonel. "Actuellement, je n'ai qu'un escadron sur chameaux et un escadron motorisé. Mais nous allons remonter en puissance et nous disposerons de trois escadrons".



Cette remontée en puissance va se faire grâce au soutien financier du Projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie auquel l'Union européenne a attribué une enveloppe de 13 millions d'euros.

Trois efforts vont être engagés: l'un sur l'infrastructure, l'autre sur le recrutement et le dernier sur la dotation en montures.

Les infrastructures pour le commandement seront installées à Oualata (voir mon post précédent ici), dans le fort où sera basé le PC du Groupement. "La rénovation du fort de 1921 permettra d'accueillir ce PC et un espace muséographique consacré à l'histoire des méharistes", explique François-Xavier Pons, le chef de mission du Projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie. D'autres infrastructures seront construites à Achemim (entre Néma et Oualata): un centre d'instruction et un poste pour accueillir une partie de l'unité.

Le recrutement s'impose puisque le Groupement est actuellement en sous-effectifs. Le colonel Abderahamane Mohamed Saleh cite quelques qualités exigées: "De la volonté, une connaissance du désert et la vocation", auxquelles s'ajoutent l'envie de s'engager dans la Garde nationale. Evidemment, le recrutement sera local, parmi les populations nomades de l'est et parmi l'aristocratie guerrière du Hosh Chargui.



Enfin, l'UE va financer l'achat de 250 chameaux et de leur équipement. Généreuse (environ 300 000 euros) mais tatillonne, elle impose un cahier des charges et des procédures contraignantes. "Ce n'est déjà pas facile lorsqu'il faut acheter des *Toyota* de série, mais imaginez le casse-tête pour des chameaux...!", ironise un expert européen.

Le dossier d'appel d'offres est en cours de finalisation. Certains points ne sont pas encore arrêtés, comme la question de la reproduction pour disposer d'un cheptel pérenne, comme celle des éventuels mâles reproducteurs puisque la monte sera naturelle (pas d'insémination)...

Une fois le dossier validé, un appel d'offres restreint sera lancé et la négociation devrait se faire avec deux fournisseurs dont les chameaux proviendront de plusieurs troupeaux pour éviter une future consanguinité. Notification puis contractualisation et, enfin, livraison à un comité de réception.

"On en a pour au minimum 3 mois". Le double plus probablement.



Une fois renforcé et équipé, le Groupement pourra intensifier les patrouilles de ses pelotons et escadrons et effectuer des missions de contrôle des populations, de renseignement, de police administrative, de curage des puits etc.

MOZAMBIQUE

Sécurité

Mozambique : la crise sécuritaire s'aggrave après douze nouveaux décès lors d'une attaque

Sécurité <https://www.jeuneafrique.com/> 25 novembre 2018 à 11h55 | Par AFP Mis à jour le 26 novembre 2018 à 08h17



AFP © Depuis un an, les attaques d'islamistes présumés poussent l'armée à accroître le niveau de surveillance dans le nord

Douze villageois, dont des femmes et des enfants, ont été tués dans une localité du nord Mozambique, lors du dernier épisode de terreur attribué à des islamistes présumés selon la police. L'attaque a provoqué la fuite de milliers de personnes vers la Tanzanie voisine. Maputo semble avoir du mal à faire face à la crise.

Le drame s'est produit vendredi 23 à l'aube dans le village de Chicuaia Velha, à quelques kilomètres de la Tanzanie. Les villageois ont été tués à coups de machettes ou brûlés vifs dans leurs habitations, selon un journaliste local.

« Il y a eu une attaque dans un village du district de Nangade, dans une zone où les forces de sécurité ne patrouillaient pas. Les assaillants ont tué 12 personnes, notamment des femmes et des enfants », a confirmé à l'AFP dimanche un responsable de la police de la province du Cabo Delgado. A la suite de ce raid meurtrier, des milliers de personnes ont fui pour la Tanzanie en franchissant la rivière Rovuma, a-t-il ajouté sous couvert d'anonymat.

« Le district de Nangade est loin de la mer où la police concentre ses efforts, ce qui a permis aux assaillants d'entrer dans le village, de l'attaquer et de repartir sans être inquiétés », a expliqué un autre policier qui participe à la coordination des opérations contre les islamistes présumés. « Ils utilisent des stratégies de guérilla en attaquant presque simultanément plusieurs localités distantes. Donc il est difficile de contrôler la situation », a-t-il ajouté sous couvert d'anonymat.

Activisme dans le Nord

Depuis un an, des militants islamistes présumés, qui prêchent l'application pure et dure du Coran, sèment la terreur dans le Cabo Delgado, province du nord du Mozambique riche en ressources gazières et à majorité musulmane. Après une récente et brève accalmie en octobre, les raids se sont de nouveau intensifiés.

Celui de vendredi est le quatrième pour le seul mois de novembre, selon Eric Morier-Genoud, maître de conférences en histoire africaine à la Queen's University Belfast et spécialiste du Mozambique. Le 14 novembre, le chef du village de Nagulué dans le district de Macomia avait été décapité, plusieurs villageois blessés et 18 maisons détruites, selon plusieurs sources citées par l'Institut pour les études sécuritaires (ISS).

« C'est un rappel cruel que Maputo est loin d'avoir la crise sous contrôle », a estimé cette semaine Peter Fabricius, consultant pour ISS. En un an, ces jeunes musulmans fondamentalistes surnommés « shababs » (jeunes) ont fait au moins une centaine de morts. A chacun de leurs coups de main, le même scénario se répète. Des hommes armés sortent de la forêt et fondent sur un village où ils tuent, parfois en décapitant, pillent et incendient à tour de bras.

Près de 200 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe sont actuellement jugées à Pemba, chef-lieu du Cabo Delgado. Parmi elles, figurent des Tanzaniens, des Somaliens, des Burundais ou encore des ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC).

Des privés alléchés ?

Ces violences inquiètent les autorités de Maputo et de grands groupes gaziers qui ont commencé à s'installer dans la province du Cabo Delgado pour y exploiter des gisements offshore très prometteurs.

La presse locale bruisse de rumeurs de négociations entre le gouvernement mozambicain et des sociétés de sécurité privées.

La compagnie L6G, qui appartient à Erik Prince, fondateur de la société américaine Blackwater à la réputation sulfureuse en Irak, aurait promis de venir à bout des « shababs » en trois mois, selon une source sécuritaire citée par Peter Fabricius de l'ISS. « Ceci en échange d'une grosse part des revenus du gaz et du pétrole », ajoute-t-il.

« La toute aussi controversée compagnie de sécurité privée russe Wagner est également sur les rangs pour le contrat », selon la même source. « Une intervention extérieure serait un désastre », prévient cependant Eric Morier-Genoud, interrogé par l'AFP dimanche. « L'insurrection actuelle est une petite affaire de va-nu-pieds – littéralement – avec une très forte dimension locale », relève-t-il. « L6G ou les Russes seront simplement des éléphants dans un magasin de porcelaine et on aura la guerre pour vingt ans s'ils débarquent », prévient-il.

NIGER

Défense

La base US d'Agadez opérationnelle seulement à la mi-2019

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.11.2018 Par Philippe Chapleau



Cité par the Air Force Times, un porte-parole de l'AFRICOM a annoncé que la base aérienne US d'Agadez (BA 201) ne sera pas opérationnelle avant le milieu de l'année prochaine. Le porte-

parole a cité "les conditions climatiques (saison des pluies)" et des "complexités environnementales" pour expliquer ce "retard minime" dans l'achèvement des travaux sur la piste et les infrastructures.

Actuellement, les sapeurs du 724th Expeditionary Air Base Squadron sont toujours à l'œuvre sur le site nigérien qui va accueillir des drones armés et des aéronefs américains (photo US Air Force). Sur les travaux en cours, voir mon post du 6 novembre [ici](http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2018/11/05/agadez-19770.html). <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2018/11/05/agadez-19770.html>

A noter que l'aménagement de la base se poursuit; un appel d'offres a ainsi été émis le 21 novembre pour des latrines (3 remorques avec chacune 8 latrines dont 4 pour les femmes). Voir [ici](https://www.fbo.gov/index?s=opportunity&mode=form&id=ea32e86468b0677e0f85dde252deb4c2&tab=core&cvview=0).

<https://www.fbo.gov/index?s=opportunity&mode=form&id=ea32e86468b0677e0f85dde252deb4c2&tab=core&cvview=0>

A noter aussi que des personnels de la firme US Diplomat Freight Services spécialisée dans les services aéroportuaires sont arrivés au Niger la semaine dernière.

Le Niger décrète l'état d'urgence dans des régions proches du Burkina Faso après des incursions jihadistes

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 01-12-2018



Début novembre, le ministre nigérien de l'Intérieur, Mohamed Bazoun, a indiqué que deux opérations antiterroristes venaient d'être lancées dans la région de Tillabéri, frontalière avec le Burkina Faso, pays en proie à des infiltrations et des attaques jihadistes de plus en plus fréquentes.

La région de Tillabéri fait partie du Litpako Gourma, situé dans le secteur dit des trois frontières [Niger, Mali, Burkina Faso]. Lors d'une réunion du G5 Sahel, à Niamey, fin octobre, le chef d'état-major de l'armée nigérienne, le général Ahmed Mohamed, avait prévenu que ce dernier était en « passe de devenir un sanctuaire de groupes terroristes et criminels. »

Si la présence de groupes terroristes dans cette région est avérée depuis maintenant plusieurs années, le fait nouveau est que les jihadistes, « lourdement armés », rançonnent les civils au titre de la « zakat », c'est à dire une sorte d'impôt religieux qui constitue le troisième pilier de l'islam. « Si vous refusez de payer, ils vous tuent. [...] Ces bandits obligent les villageois à écouter leurs prêches et vont brûler les écoles après », avait témoigné un élu.

Selon M. Bazoun, les opérations menées par les forces de sécurité nigériennes avaient pour objectif de « nettoyer » les camps jihadistes implantés dans le Tillabéri. Pour autant, Niamey vient d'y décréter l'état d'urgence dans trois nouveaux départements de cette région.

« Le conseil des ministres a examiné et adopté le projet de décret portant proclamation de l'état d'urgence dans les départements de Say, de Torodi et de Téra dans la région de Tillabéri », a en effet annoncé le gouvernement nigérien, via une déclaration lue à l'antenne de la télévision d'État.

Les trois départements cités « font l'objet d'attaques organisées, perpétrées par des groupes terroristes, mettant en péril l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens », a-t-il été expliqué dans le texte. Et il est donc « nécessaire et urgent » de prendre cette « mesure pour faire face à la situation », a encore fait valoir le gouvernement nigérien.

La décision d'y instaurer l'état d'urgence est la conséquence de la situation dans le nord et l'est du Burkina-Faso, où les attaques jihadistes se sont intensifiées ces derniers mois. Ce qui a d'ailleurs motivé l'intervention, en octobre, de la force française Barkhane.

Concrètement, l'état d'urgence donne des pouvoirs élargis aux autorités civiles et militaires en matière de police et de justice. Cela étant, il est déjà en vigueur depuis mars 2017 dans cinq autres départements de Tillabéri, en raison d'incursions de jihadistes venus du Mali. La région de Diffa, dans le sud-est, est également concernée par une telle mesure, à cause, cette fois, des attaques du groupe jihadiste nigérian Boko Haram.

Politique

Niger : l'appel des élus de Diffa après l'enlèvement de 15 femmes par Boko Haram

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 25 novembre 2018 à 17h24 | Par Jeune Afrique avec AFP



Des hommes, femmes et enfants secourus des griffes de Boko Haram par l'armée nigériane, dans le nord du pays, en juillet 2015. © Jossy Ola/AP/SIPA

Des parlementaires de Diffa, dans le sud-est du Niger, ont demandé dimanche 25 novembre au gouvernement d'agir pour retrouver quinze femmes enlevées vendredi 23 novembre par le groupe jihadiste nigérian Boko Haram dans des villages de cette région proche du Nigeria.

« Il y a eu des enlèvements massifs de quinze femmes vendredi nuit dans les environs de Toumour », une commune située à l'est de la ville de Diffa, a déclaré devant la presse Lamido Moumouni, le porte-parole des parlementaires. Les premières informations samedi 24 novembre avaient fait état d'une dizaine de jeunes filles kidnappées, un rapt immédiatement attribué à Boko Haram.

Un appel au gouvernement

« Nous demandons au gouvernement, malgré tous les efforts qu'il a déjà engagés, de prendre instamment des mesures pour retrouver immédiatement ces femmes et les ramener dans leur foyer », a lancé Lamido Moumouni. Les élus de Diffa ont demandé au gouvernement « un déploiement militaire massif » pour « mettre en confiance les populations de Toumour » qui « vivent des moments extrêmement difficiles ».

« Si on n'anticipe pas sur les actions meurtrières de Boko Haram, nous serons amenés à gérer des situations beaucoup plus difficiles » ont prévenu ces élus de l'opposition et de la majorité présidentielle. Ce rapt intervient après le massacre dans la nuit de mercredi à jeudi de huit civils d'une équipe de foreurs et techniciens de Foraco dans le village de Toumour, là encore attribué à Boko Haram.

La semaine passée, des ONG ont commémoré les 500 jours de l'enlèvement en juillet 2017 de 39 personnes – 33 femmes et 6 garçons – par Boko Haram à NGaléwa, un village au nord de Diffa. Les ravisseurs avaient également égorgé neuf villageois.

Une dizaine d'attaques sanglantes à Toumour

Selon une source sécuritaire, les otages de NGaléwa et de Toumour ont pu être conduits dans les zones marécageuses et difficiles d'accès du lac Tchad, situées à cheval entre le Niger, le Tchad et le Nigeria. Diffa est le théâtre de nombreuses attaques de Boko Haram depuis février 2015. Au moins cinq soldats et cinq civils nigériens y avaient été tués en janvier et en mars.

La commune de Toumour à elle seule a subi « une dizaine d'attaques sanglantes de Boko Haram », a déploré un habitant. En 2016, la culture du poivron, un pilier de l'économie locale, avait été de nouveau autorisée après deux ans d'interdiction dans la région où cette filière est soupçonnée de financer les activités des islamistes. En revanche, les activités agricoles ne sont pas encore autorisées sur les terres fertiles trop proches de la frontière nigériane, d'après les autorités. En octobre, le Parlement a reconduit l'état d'urgence imposé dans la région depuis 2016.

NIGÉRIA

Opérations

Ayant subi d'importantes pertes face aux jihadistes, des soldats nigériens mettent en cause leur gouvernement

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 26-11-2018



Grâce à la manne pétrolière, les forces armées nigériennes passent pour être parmi les mieux équipées du continent africain. Et pourtant, elles ne parvinrent pas à faire reculer le groupe jihadiste Boko Haram, actif dans le nord du Nigéria, dans la région du Lac Tchad. Elles n'obtinrent des progrès qu'à partir de 2015, grâce au concours, de la Force multinationale mixte [FMM], et en particulier de leurs homologues tchadiennes. En outre, et c'est une donnée souvent oubliée, elles reçurent l'appui de sociétés militaires privées [SMP], notamment de la sud-africaine STTEP International et de la britannique Pilgrim Group Ltd.

L'on pouvait alors penser que la fin de Boko Haram était proche, d'autant plus que son chef historique, Abubakar Shekau, se faisait rare. Qui plus est, le groupe jihadiste se scinda en deux factions, dont l'une, dirigée par Abou Mosab al-Barnaoui, devint par la suite « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique » [ISWAP].

Et c'est cette dernière qui fait parler d'elle ces derniers mois, contredisant ainsi le président nigérien, Muhammadu Buhari, lequel affirmait encore en janvier dernier que son pays en « avait fini avec Boko Haram ».

Si la faction dirigée par Shekau continue de s'en prendre indistinctement aux populations civiles, celle d'al-Barnaoui vise plus particulièrement aux forces armées et aux institutions nigériennes.

Depuis juillet, l'ISWAP aurait attaqué au moins 17 bases militaires dans le nord du pays, tout en infligeant de lourdes pertes aux forces nigériennes. Pertes que leur état-major cherche à minimiser, afin de préserver autant que possible le moral des troupes, des soldats nigériens ayant déjà refusé, en août, d'être envoyés dans la région de Lac Tchad.

Le 18 novembre, l'ISWAP a mené un nouvel assaut contre une base de l'armée nigérienne, précisément à Metele. Il aura fallu près d'une semaine à Abuja pour l'admettre publiquement, mais en minimisant les pertes subies. Or, dans une vidéo de cinq minutes évoquée par l'AFP six jours après cette attaque, des soldats nigériens affirment avoir perdu « pas moins de 100 » d'entre-eux au cours de cette dernière.

« Pas moins de 100 soldats sont morts ici. Beaucoup sont portés disparus au combat, ils sont introuvables », a en effet affirmé un militaire nigérien apparu sur cette vidéo. « Voyez les armes qu'ils fournissent ici. Elles ne fonctionnent pas », a-t-il continué, alors qu'un plan montrait l'épave

carbonisé d'un blindé et d'autres équipements. « Ce sont des véhicules obsolètes, ils ne fonctionnent pas », a-t-il assuré. Ils nous tuent tous les jours » et « la situation empire », a-t-il encore déclaré.

Si les précédentes attaques contre les forces nigérianes ne suscitèrent pas de réaction à Abuja, celle de Metele pourrait faire bouger les choses. « Nous sommes prêts à apporter aux soldats tout le soutien nécessaire en équipements et en effectifs pour mettre fin à cette menace qui s'est renouvelée », a en effet promis le président Buhari. « Dans les prochains jours à venir, je vais participer avec les chefs de l'armée et des services de renseignement à des discussions approfondies sur les prochaines décisions que nous devons prendre », a-t-il ajouté, alors qu'il remettra son mandat en jeu en février prochain, ce qui laisse craindre une intensification des actions menées par l'ISWAP d'ici-là.

Justement, ancien officier sud-africain désormais à la tête de la SMP STTEP, Eeben Barlow s'en est pris aux décisions prises par les responsables politiques nigériens, dans un commentaire publié via sa page Facebook.

« N'accusez pas les forces armées quand ce sont des mauvaises décisions politiques qui aboutissent à ce que des gens meurent », a ainsi écrit Eeben Barlow. « Nous n'avons pu mettre en oeuvre qu'une petite partie de la campagne que nous avions planifiée avant de recevoir l'ordre de quitter le pays », a-t-il ensuite dénoncé. « Beaucoup des hommes que nous avons entraînés sont restés en contact avec nous et ils militent pour notre retour au Nigeria. [...] Ils nous disent qu'ils ont été tellement utilisés qu'ils sont au bord de l'effondrement », a-t-il ajouté, avant de souligner que les récentes attaques jihadistes « ont causé de très fortes pertes et la capture de quantités massives d'équipement ».



[Eeben Barlow](#)

[Hier, à 14:35](#) ·

THE ONGOING CONFLICT IN NORTH-EASTERN NIGERIA

The recent spate of Boko Haram attacks in northeastern Nigeria have negated President Buhari's claims when he assumed power in 2015 that the radical Islamist group (many being thugs who have hijacked the religion of Islam for their own purposes) had been 'technically defeated'. His narrative that Boko Haram was 'technically defeated' was false as soon as he uttered those words.

There is, in a purely military sense, no such thing as a 'technical defeat'—something the President, as an ex-military man ought to know. Sadly, he also chose to make the successes of 7 Infantry Division and 72 Mobile Strike Force (MSF) his own, when it wasn't.

President Buhari and his team were, however, part of the political leader group that led the vocal charge about STTEP's presence in Nigeria, making it a burning political issue even before they assumed office. Indeed, they made it known that the company's presence would not be tolerated under his office.

The initial 3-phase campaign strategy (known as 'Operational Anvil') to degrade and destroy BH in Borno State, was rejected by his advisors. Instead, pressure forced only a small part of the campaign to be successfully implemented before we were ordered to pack up and leave.

They were, however, quite happy to allow the armed forces to receive both substandard training and the incorrect equipment provided by both foreign governments and their PMCs—along with the worst possible 'military advice'. When this approach failed, the military could be blamed for any lack of success.

Whereas it remains a government's prerogative to 'hire-and-fire' who they so wish, it is sad that the President preferred defeat above victory, as soldiers can only do what they are trained, equipped, and led to do.

Do it poorly, and they die—and the innocent and defenceless suffer.

Many of the men we trained as part of 72 Mobile Strike Force have remained in contact with us (STTEP), pleading for our return to Nigeria. They have also told us that they have been used to a point of exhaustion. But, rumours also bubble beneath the surface that President Buhari viewed Boko Haram as an instrument that could reduce the force and standing of the military and thereby protect him from a possible coup d'état.

Over the past few weeks, Boko Haram have executed numerous attacks on the Nigerian Army, causing numerous casualties and capturing massive amounts of equipment and ammunition. Raids on villages and the slaughter and kidnapping of the innocent and defenceless has continued—and in some instances intensified—under the reign of the President Buhari's government. Sadly, the government has yet to issue a statement informing its citizens of what is really happening—and how a 'technically defeated' enemy can be so effective.

As Boko Haram's activities and actions increased, so too did the silence about the increasing problems in Nigeria's Borno State. Prior to, and following our departure from Nigeria, we issued numerous intelligence warnings to his government. These warnings covered the implications of not allowing the 72 MSF to annihilate BH in Borno province; the plans by Boko Haram to rearm and escalate their activities; the implications of regional spill-over, the impact on the armed forces; and so forth. These intelligence warnings were all rejected in favour of a false belief. Neighbouring countries were advised not to listen to us as it was claimed to be a cheap attempt to 'get a contract'. Chad, Cameroon and Niger are now also reaping the benefits of rejecting intelligence in favour of an agenda-driven narrative aimed at destabilising an entire region—a region where Nigeria remains a prime target.

The reality is that these forces can be defeated. But victory requires more than a few soundbytes. Soundbytes do not—and never have—resulted in victory over an enemy.

Ultimately, the innocent suffer and soldiers die, and every tactical victory Boko Haram achieves merely incentivises them to continue. This also gives impetus to the plans and actions of other radical terror groups across the continent.

North-eastern Nigeria is an example of what can happen when intelligence is rejected in favour of a false narrative.

Don't blame the armed forces when poor political decisions result in the deaths of people.



Génocide au Rwanda : les juges d'instruction français rejettent la réouverture de l'enquête sur le massacre de Bisesero

Justice <https://www.jeuneafrique.com/> 29 novembre 2018 à 18h32 | Par Romain Gras



Des soldats français de l'opération Turquoise, en 1994 sur l'aéroport de Bukavu au Zaïre (actuelle RDC), juste avant leur départ pour la France. © Reuters (Archives)

Les juges d'instruction du pôle « crimes contre l'humanité et crimes de guerre » du tribunal de Paris ont rejeté les demandes des parties civiles pour poursuivre l'enquête sur la responsabilité de la France lors des massacres qui ont eu lieu à Bisesero au Rwanda entre le 27 et le 30 juin 1994, pendant le génocide des Tutsi.

« Naufrage judiciaire », « déni de justice ». C'est dans ces termes que les associations des parties civiles qualifiaient la décision des juges d'instruction de terminer leurs investigations sur de possibles responsabilités de l'armée française lors du massacre de Bisesero sans avoir prononcé de mise en examen.

Dans une ordonnance rendue le 22 novembre, que *Jeune Afrique* a pu consulter, les trois magistrats du pôle « crimes contre l'humanité et crimes de guerre » du TGI de Paris ont annoncé le rejet de l'intégralité des demandes d'actes présentées fin octobre par les parties civiles pour relancer cette enquête entamée il y a 13 ans et clôt le 27 juillet dernier.

Pour Me Patrick Baudouin, président d'honneur de la FIDH, partie civile dans le dossier, l'instruction avait permis « de documenter suffisamment de preuve contre les militaires de l'opération Turquoise » pour justifier ces demandes. Celles-ci comprenaient notamment des demandes de confrontations, des auditions supplémentaires de militaires et de responsables politiques français ou encore le versement au dossier de nouvelles pièces, parmi lesquelles des vidéos et échanges entre militaires français au moment des faits.

« Il reste des investigations à faire »

Le 25 octobre dernier, le site français *Mediapart* avait publié une vidéo montrant la réaction visiblement passive de militaires français face à la traque des quelque 2 000 Tutsi présents dans les collines de Bisesero. « Les vidéos faisaient déjà partie du dossier, mais on pouvait toujours espérer qu'avec l'écho de la publication, les choses puissent avancer dans le bon sens », explique le président d'honneur de la FIDH.

Il n'en a rien été. Les juges d'instruction ont finalement conclu que les demandes formulées par les parties civiles n'apparaissaient « ni utiles à la manifestation de la vérité, ni raisonnables au regard de la durée de la procédure » ajoutant qu'elles « auraient pour conséquence de conférer à la durée de l'information judiciaire une durée déraisonnable ».

En 2005, six rescapés du massacre, l'association Survie, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH et LDH) et d'autres parties civiles ont accusé certains détachements de l'armée française déployés dans l'ouest du Rwanda d'avoir, entre le 27 juin et le 30 juin 1994, abandonné à une mort certaine plusieurs centaines de rescapés Tutsi, en vertu d'une alliance de longue date entre le pouvoir hutu de l'époque et le gouvernement français.

Ces rescapés à bout de force étaient poursuivis par des miliciens à la recherche des derniers survivants dans ces collines de l'ouest du Rwanda. « Il reste des investigations à faire », assure Patrick Baudouin. « Nous voulions notamment que la procédure entendent des témoins rwandais. Sans parler des militaires impliqués ».

« Loi de l'omerta »

Au cours de l'instruction, ouverte en 2005, au moins quatre hauts-gradés français – dont le chef de l'opération « militaro-humanitaire » Turquoise lancée le 22 juin, le général Jean-Claude Lafourcade – avaient été mis en cause et entendus par les juges sous le statut de témoin assisté. Les parties civiles ont, pendant plusieurs années, réclamé l'audition d'acteurs clés de l'époque, notamment du ministre de la Défense au moment des faits, François Léotard. Toutes ont été rejetées.

En 2017, les juges avaient également refusé d'entendre le général Raymond Germanos et son supérieur de l'époque, l'amiral Jacques Lanxade, l'ancien chef d'état-major des armées. Ce dernier a toujours contesté les accusations formulées contre l'armée. « Messieurs Rosier, de Villiers, non plus, ce n'est pas normal dans un tel dossier. Il est inconcevable que ce dossier soit clôt sans que ces hauts gradés, dont le chef d'état-major, n'aient été auditionnés », regrette Patrick Baudouin.

« Depuis le début, c'est la loi de l'omerta qui prévaut autour des militaires et des politiques français impliqués à l'époque », estime-t-il. Les parties civiles ont déjà annoncé leur intention de faire appel.

Soudan

Politique

Malgré les sanctions, les armes ont continué à affluer au Soudan du Sud, selon une ONG

Politique <https://www.jeuneafrique.com/> 30 novembre 2018 à 08h20 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 30 novembre 2018 à 08h20



Un soldat dans la ville pétrolière de Malakal, au Soudan du Sud, le 24 février 2015. © Jacob Zocherman/AP/SIPA

Même s'il est soumis à des embargos sur les armes, le Soudan du Sud, en guerre civile depuis décembre 2013, a continué à recevoir de l'armement, qui a transité le plus souvent par des pays voisins, selon un rapport de l'ONG britannique Conflict Armament Research publié jeudi 29 novembre.

Au terme d'une enquête de quatre années, Conflict Armament Research (CAR) a établi comment des pays de la région, en particulier l'Ouganda, avaient contourné les embargos pour alimenter en armes les protagonistes de la guerre au Soudan du Sud, qui a fait plus de 380 000 morts selon une étude récente.

Si le Conseil de sécurité des Nations unies a attendu juillet 2018 pour imposer un embargo sur les armes au Soudan du Sud, l'Union européenne (UE) avait interdit dès 1994 à ses États membres de vendre directement des armes au Soudan. Elle avait amendé cet embargo pour inclure le Soudan du Sud à son indépendance du Soudan en 2011.

Malgré tout, l'armée gouvernementale, l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA), n'a jamais été à cours d'armement et a continué à recevoir des armes fournies par l'Ouganda et provenant parfois d'Europe ou des États-Unis, explique CAR.

Les rebelles de la SPLA-IO (SPLA en opposition) ont éprouvé beaucoup plus de difficultés à se doter en armes et ont souvent dû se contenter de celles prises à l'ennemi, ajoute l'ONG dans son rapport rendu public jeudi 29 novembre.

Le directeur général de CAR, James Bevan, a indiqué que son organisation avait mené « une enquête exhaustive, de terrain, sur le type d'armement utilisé », qui l'avait amenée à recenser des centaines d'armes et plus de 200 000 munitions.

« Le résultat, c'est une photographie scientifique de la manière dont l'interdiction sur les transferts d'armes aux parties en guerre a échoué », a-t-il estimé.

Le rôle de l'Ouganda

CAR souligne que, malgré les accusations et rumeurs, aucune arme d'origine chinoise n'est arrivée au Soudan du Sud après mai 2014.

Mais avant cela, la SPLA avait légalement reçu, via Mombasa au Kenya, deux larges cargaisons d'armes chinoises, dont l'une incluait plus de 27 millions de munitions de petit calibre, des roquettes, des grenades, des missiles, des fusils d'assaut et des mitrailleuses.

Après l'arrivée de ces cargaisons, plus de 50% des munitions en circulation au Soudan du Sud étaient d'origine chinoise, contre « moins de 2% » auparavant, remarque CAR.

« La conclusion logique est que les 27 millions de munitions de petit calibre transférées légalement par la Chine à la SPLA en 2014 ont permis à la SPLA de continuer ses opérations dans les années qui ont suivi », indique le rapport.

Dans le même temps, l'Ouganda « a continué à être un conduit pour le matériel » destiné à la SPLA, ajoute l'ONG. Le président ougandais Yoweri Museveni est un ardent soutien de son homologue sud-soudanais Salva Kiir.

Kampala est accusé par CAR d'avoir fourni au Soudan du Sud des armes qu'il avait reçues légalement de sociétés européennes et américaines en 2014 et 2015, très probablement sans que celles-ci en aient été informées.

Ce faisant, l'Ouganda aurait contrevenu à des clauses censées garantir que les armes soient utilisées par les pays vers lesquels elles sont initialement expédiées.

Des armes prises à l'ennemi

CAR dit avoir également découvert des preuves de ventes d'armes par le Soudan à la SPLA-IO – ce que les observateurs soupçonnaient depuis longtemps -, mais pas récentes.

L'étude montre aussi combien les rebelles de l'ancien vice-président Riek Machar ont été isolés et ont eu du mal à se fournir en armes.

« Malgré les accusations lancées par la SPLA en 2017, CAR a trouvé peu d'indications d'un réapprovisionnement externe de la SPLA-IO depuis la mi-2015 », note-t-elle.

Les efforts de Riek Machar au début 2014 pour se faire livrer une « liste de courses » censée inclure 43 millions de munitions, des mortiers, des roquettes, des fusils et des missiles sol-air ont échoué.

À la place, les rebelles ont dû se contenter des armes prises à l'ennemi sur les lieux de combat.

Tchad: visite inédite du président Idriss Déby en Israël



RFI 25 novembre 2018



Tchad: le président Déby en Israël pour renforcer la coopération sécuritaire

Le président tchadien, Idriss Déby, a entamé ce dimanche 25 novembre une visite en Israël, la première effectuée par un président tchadien, alors que les deux pays n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis 1972.

Avec notre correspondant à Jérusalem, Christian Brunel

Pour Benjamin Netanyahu, il s'agit d'une « *visite historique* » qui marque une nouvelle percée diplomatique en Afrique. Le président tchadien dont la venue a été tenue secrète a droit à tous les honneurs, à savoir un tête-à-tête et un dîner avec le Premier ministre ainsi qu'une rencontre avec le président israélien, Reuven Rivlin.

Selon les médias, ce rapprochement ne devrait toutefois pas déboucher, dans l'immédiat, sur une reprise des relations diplomatiques. En revanche, un renforcement de la coopération sécuritaire devrait être à l'ordre du jour.

Il y a deux ans, Dore Gold, directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères de l'époque et homme de confiance de Benjamin Netanyahu, s'était rendu au Tchad où il avait rencontré le président Déby. A cette occasion, il a affirmé que les deux pays avaient un ennemi en commun à savoir « *le terrorisme islamique* ». Selon des experts, Israël aurait déjà vendu du matériel militaire au Tchad pour faire face aux rébellions qui agitent ce pays.

Sur le front diplomatique, Benjamin Netanyahu marque un nouveau point en Afrique où il a effectué trois visites en deux ans, notamment au Kenya, au Rwanda et en Ethiopie.

Après le Tchad, le Premier ministre israélien espère également un réchauffement des relations avec des pays tels que le Mali et la Somalie.

■ Une conférence de presse commune

Oui à un renforcement de la coopération sécuritaire, mais pas d'échange d'ambassadeurs pour le moment : c'est ainsi que pourrait être résumé le message d'Idriss Déby lors d'une conférence de presse avec Benjamin Netanyahu. « *Je suis favorable à un rétablissement des relations diplomatiques, mais on ne peut pas occulter le problème palestinien* », a affirmé Idriss Déby en se déclarant un fervent partisan d'un processus de paix en panne depuis des années.

Mais ce point n'était apparemment pas l'essentiel. Comme l'a souligné Benjamin Netanyahu, « *la lutte contre le terrorisme est un objectif commun de nos deux pays* ». C'est d'ailleurs en partie par ce biais qu'Israël revient en Afrique et que l'Afrique revient en Israël selon l'expression du Premier ministre. Selon des sources tchadiennes, Israël fournit d'ores et déjà du matériel militaire à l'armée et à l'agence de renseignement tchadiens confrontées à des mouvements rebelles et aux islamistes de Boko Haram.

Interrogé sur les ventes d'armes au Tchad à l'issue d'un tête-à-tête d'une heure avec le président Idriss Déby, Benjamin Netanyahu n'a rien démenti et s'est contenté d'une formule vague : « *Nous*

avons discuté de ce que nous avons discuté », autrement dit rien n'a filtré sur ce dossier très sensible.

Mini-sommet à N'Djamena pour coordonner la lutte contre Boko Haram

Sécurité <https://www.jeuneafrique.com/> 30 novembre 2018 à 08h56 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 30 novembre 2018 à 09h02



Des forces tchadiennes engagées contre Boko Haram, en mars 2015. © Jerome Delay/AP/SIPA

Les présidents du Nigeria, du Niger et du Tchad, ainsi que le Premier ministre camerounais, étaient réunis jeudi 29 novembre à N'Djamena pour un mini-sommet consacré à la lutte contre le groupe jihadiste Boko Haram, dont les attaques se sont récemment intensifiées dans la région du lac Tchad.

Les présidents du Nigeria, Muhammadu Buhari, et du Niger, Mahamadou Issoufou, ainsi que le Premier ministre camerounais Philémon Yang sont arrivés jeudi 29 novembre pour une réunion à huis clos avec le président tchadien Idriss Déby Itno.

La rencontre a porté sur « la situation sécuritaire dans le lac Tchad », région touchée par les attaques de Boko Haram, dont le « regain » préoccupe les dirigeants, selon une source diplomatique tchadienne.



Presidency Nigeria

✓ [@NGRPresident](#)

[29 nov. 2018](#)

[En réponse à @NGRPresident](#)

President Buhari convened the Meeting in his capacity as Chairman of the Summit of Heads of State and Government of the Lake Chad Basin Commission (LCBC).



Presidency Nigeria

✓ [@NGRPresident](#)

VIDEO: President [@MBuhari](#) today in N'Djamena, Chad, with President Idriss Déby.

President Buhari is chairing a meeting of the Heads of State and Government of the Lake Chad Basin Commission, on Security in the region. pic.twitter.com/0IU5MH3S2s

[81](#)

[17:46 - 29 nov. 2018](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)



Ces quatre pays sont membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), engagée dans la lutte contre Boko Haram, un groupe né en 2009 au Nigeria et qui s'est scindée en 2015 en deux branches, dont l'une est affiliée à l'organisation de l'Etat islamique (EI).

Boko Haram a récemment accru ses raids et autres attaques visant notamment l'armée nigériane.

Mi-novembre, la branche de Boko Haram qui a prêté allégeance au groupe à l'EI a revendiqué la mort de 118 soldats au cours d'une série d'attaques dans la région du lac Tchad, particulièrement au Nigeria. Jeudi, un officier nigérian a déclaré qu'une autre base proche du lac Tchad avait été attaquée mardi par Boko Haram et que les soldats, qui ont perdu trois des leurs, avaient été « écrasés » par les insurgés.

Les pays voisins touchés

Au Cameroun, au moins 29 personnes ont été blessées mercredi dans un attentat-suicide perpétré par une femme à Amchidé (Extrême-nord), ville proche de la frontière nigériane.

Le président Buhari avait promis lors de la campagne de la présidentielle de 2015 d'éradiquer le groupe jihadiste et avait assuré, quelques mois après son élection, que Boko Haram était « techniquement vaincu ».

Candidat à sa propre succession pour la présidentielle de février prochain, il doit faire face à un bilan sécuritaire très critiqué.

Il a déclaré mercredi devant des hauts gradés que Boko Haram devait être « éliminé de la surface de la terre » mais ses soldats déployés dans le Nord-Est se sont plaints à plusieurs reprises de manquer d'armes et de vivres.

Une Force multinationale mixte appuyée par l'Occident et regroupant des militaires du Tchad, du Cameroun, du Niger et du Nigeria, a été créée en 2015 pour surveiller le lac Tchad, avec l'aide de comités de vigilance composés de citoyens locaux.

Plus de 27 000 personnes ont perdu la vie depuis le début de l'insurrection jihadiste en 2009 au Nigeria et 1,8 million de personnes ne peuvent toujours pas regagner leurs foyers.

AMÉRIQUES

Economie

Qu'est-ce que le nouvel Alena voulu par Trump, et que va-t-il changer ?

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr> Par Wladimir Garcin-Berson Mis à jour le 30/11/2018 à 11:07 Publié le 30/11/2018 à 05:45



Le président américain Donald Trump, en route pour le G20. JIM YOUNG/REUTERS

VIDÉO - Signé officiellement ce vendredi, en marge du G20, le nouvel accord commercial entre les États-Unis, le Mexique et le Canada apporte plusieurs changements majeurs. Il doit encore être adopté par les Parlements des trois pays.

Le «pire accord commercial» s'apprête à tirer sa révérence: promesse de campagne phare de Donald Trump, le nouveau texte régissant les échanges entre les États-Unis, le Mexique et le Canada, l'USMCA (United States-Mexico-Canada Agreement) sera ratifié ce vendredi par les représentants des trois pays en marge du G20, à Buenos Aires. «Le traité sera signé par les négociateurs en chef» des trois pays, a précisé le ministre des Affaires étrangères mexicain, Luis Videgaray. Les derniers détails sont en cours de validation.

• Pourquoi avoir renégocié l'Aléna ?

L'Aléna concentrait les critiques de Donald Trump qui avait promis de le renégocier ou de le «casser». À l'époque, le magnat de l'immobilier estimait que le Mexique profitait de l'accord commercial, au détriment des travailleurs et du commerce américains. «L'Aléna est défectueux», répétait-il à l'envi, comme lors d'un débat avec Hillary Clinton en septembre 2016.

Après plusieurs mois de débats houleux, de menaces et d'échanges d'amabilités entre les deux rives du Rio Grande, les négociations ont accouché dans la douleur fin septembre. Donald Trump avait salué dans la foulée un texte «merveilleux», y voyant un «résultat historique». Dans la ligne de sa logique «America first», le nom du nouvel accord délaisse l'appellation d'Amérique du Nord pour revenir à l'échelle nationale, avec, en premier, les États-Unis.



Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

Late last night, our deadline, we reached a wonderful new Trade Deal with Canada, to be added into the deal already reached with Mexico. The new name will be The United States Mexico Canada Agreement, or USMCA. It is a great deal for all three countries, solves the many.....

[129 k](#)

[14:30 - 1 oct. 2018](#)

Justin Trudeau sur le nouvel accord Aléna : «Un grand jour pour le Canada»



À Ottawa, le Premier ministre canadien s'est exprimé en quelques secondes après une longue nuit d'ententes sur les termes d'une version modernisée de l'Aléna qui assouplira l'accès au marché laitier canadien pour les producteurs américains.

D'abord, les constructeurs automobiles devront désormais fabriquer au moins 75% des composants de voitures aux États-Unis, au Canada ou au Mexique, contre 62,5% jusqu'ici. Ce premier changement devrait créer davantage d'emplois en Amérique du Nord, mais rendra également les voitures plus chères - et donc moins compétitives - pour compenser la hausse des coûts de la main d'œuvre.

Ensuite, l'accord ouvre le marché canadien aux produits laitiers des États-Unis. Sont notamment concernés le «lait liquide, crème, beurre, lait écrémé en poudre, fromage et autres produits laitiers». De son côté, Ottawa a accepté de mettre fin à l'un de ses programmes d'aide à certains produits laitiers vendus au Canada ou à l'étranger. L'accord établit aussi une liste de noms de fromages pouvant être utilisés par le Mexique et les États-Unis sans restriction sur leur territoire, et il ouvre le marché du vin de Colombie Britannique aux productions américaines.

Troisièmement, plusieurs dispositions renforcent les protections sociales des trois pays. 30% des voitures devront être fabriquées par des travailleurs gagnant au moins 16 dollars par heure, une proportion qui passera à 40% en 2023. Les voitures qui ne respectent pas ces exigences seront pénalisées. Ce changement permettra d'augmenter les salaires des ouvriers mexicains en particulier, et aidera Washington à lutter contre les délocalisations d'usines. De plus, le Mexique a accepté de renforcer la protection des travailleurs migrants et devra parallèlement donner plus de pouvoir aux représentants syndicaux. Enfin, les trois pays pourront sanctionner les manquements en matière de droit des travailleurs si ceux-ci impactent le commerce.

En outre, l'accord rallonge la durée des droits d'auteur: établis à 50 ans après le décès de l'auteur, ils passeront à 70 ans. L'USMCA comprend également des provisions sur l'économie numérique,

comme une clause protégeant les entreprises digitales en évitant de les rendre responsables du contenu produit par leurs utilisateurs.

L'accord garde en place le mécanisme de résolution des conflits prévu par le chapitre 19, permettant aux trois pays de discuter de leurs désaccords sur un terrain neutre. Justin Trudeau a obtenu gain de cause sur ce point alors que Donald Trump souhaitait ardemment s'en débarrasser.

Enfin, l'USMCA comporte également une clause dite d'extinction («sunset clause») prévoyant qu'il ne sera plus effectif après 16 ans. Il devra également être renégocié tous les six ans, date à laquelle les trois pays engagés pourront décider de le prolonger.

• Quelles sont les prochaines étapes ?

Les opposants à l'USMCA rappellent que ses dispositions ne seront, pour beaucoup, pas effectives avant 2020: les consommateurs n'en ressentiront donc pas les effets immédiatement. De plus, des interrogations demeurent quant à l'application de ses mesures. Ainsi, le Mexique devra multiplier les contrôles pour vérifier que les droits des travailleurs seront respectés. En outre, la hausse prévisible des tarifs des voitures pourrait avoir un impact négatif sur l'industrie. Certains voient aussi cet accord comme un «NAFTA 2.0» manquant d'envergure.

Malgré la signature officielle, les pouvoirs législatifs des trois pays doivent accepter l'accord et les élections récentes pourraient changer la donne: aux États-Unis, les Démocrates ont arraché la Chambre des Représentants durant les midterms, alors que les Républicains ont renforcé leur présence au Sénat. Plusieurs voix se sont élevées ces derniers jours pour demander à Donald Trump de boucler le processus avant l'arrivée des nouveaux élus au Congrès, l'année prochaine. Les cadres du parti de l'éléphant craignent un blocage organisé par Nancy Pelosi, pressentie pour diriger la Chambre des Représentants et qui se montre dubitative quant au nouvel accord. Le sénateur républicain Pat Toomey a ainsi cosigné une tribune avec onze autres élus demandant au président Trump de «prendre les mesures nécessaires pour ratifier l'USMCA durant cette législature». Le temps presse, et Donald Trump n'a plus que quelques heures pour prendre sa décision.



Senator Pat Toomey

✓ [@SenToomey](#)

Check out my [@WSJ](#) op-ed on why I believe [@POTUS](#) should work with congressional Republicans to fix the flaws in the USMCA, and then ratify it this year: <http://bit.ly/2PI3WII>

[34](#)

[20:28 - 21 nov. 2018](#)

De son côté, le nouveau président mexicain, Andrés Lopez Obrador, a déclaré qu'il ne s'opposerait pas à la signature de l'USMCA. Disposant de la majorité absolue au parlement, il sera investi en décembre, au lendemain de la signature du texte par les représentants des trois pays. Enfin, côté canadien, la majorité de Justin Trudeau sera remise en jeu à la fin de l'année prochaine, le 21 octobre 2019. La route vers la mise en œuvre de l'accord est donc encore longue.

ARGENTINE

Défense

L'Argentine va signer le contrat de financement pour s'offrir quatre patrouilleurs de Naval Group

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 29/11/2018, 0:11



Le patrouilleur L'Adroit, construit par Naval Group, va définitivement accoster en Argentine (Crédits : DCNS)

L'Argentine et la France vont signer jeudi matin à Buenos Aires le contrat de financement pour l'acquisition des quatre patrouilleurs de Naval Group par la marine argentine pour un montant d'environ 300 millions d'euros.

Les trois patrouilleurs (OPV), qui seront construits par Naval Group, et l'Adroit sont très proches d'accoster en Argentine. Le contrat va passer dans les heures qui viennent une dernière étape majeure avant la promulgation du décret du président Mauricio Macri. Selon des sources concordantes, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire et son homologue argentin Nicolás Dujovne vont signer le contrat de financement pour l'acquisition des quatre patrouilleurs de Naval Group par la marine argentine pour un montant d'environ 300 millions d'euros. Ce sera l'épilogue d'un très long dossier, qui a connu d'incroyables rebondissements lors de sa négociation. Comme quoi quand l'équipe de France se mobilise, les résultats arrivent...

Bruno Le Maire sera en Argentine dans le cadre d'une visite bilatérale officielle d'Emmanuel Macron et du sommet du G20, qui se déroulera à Buenos Aires à compter de vendredi jusqu'à samedi. Ce sommet du G20 est le treizième du Groupe des vingt pays depuis sa création pour les chefs d'État en 2008. Bruno Le Maire aura d'abord un entretien bilatéral à 11h30 (heure argentine) avec son homologue argentin, Nicolás Dujovne, puis un deuxième entretien à midi avec Mauricio Macri, qui sera suivi d'une conférence de presse conjointe des deux présidents.

Un long cheminement

En juin dernier, Naval Group avait signé un contrat commercial avec la marine argentine pour la vente de quatre patrouilleurs. Puis, le groupe naval a tenté ces derniers mois de boucler le financement de cette acquisition par l'Argentine. Un dossier très compliqué compte tenu de la situation financière de l'Argentine. Douze ans après avoir rompu avec le FMI, Buenos Aires a récemment reçu 15 milliards de dollars du Fonds monétaire international, la première tranche d'un prêt de 50 milliards de dollars conclu en août dernier. Puis L'Argentine, secouée par une crise économique et la chute du peso, a obtenu fin septembre du FMI une rallonge de 7 milliards de dollars d'aide.

Le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qui avait reçu en avril dernier son homologue argentin, Jorge Faurie, un proche du président Mauricio Macri, avait déclaré au quotidien argentin, La Nacion, qu'un accord final avait été conclu entre Buenos Aires et Paris pour ce contrat d'armement. *"Le principe a été accepté et l'opération devrait bientôt être finalisée"*, avait-il précisé à La Nacion. Le ministre des Affaires étrangères argentin Jorge Faurie avait donné quelques détails sur cette opération : *"L'offre technique a été acceptée. Maintenant nous discutons du montage financier de ces navires. Le prix final, qui a été décidé après le voyage de Naval Group en Argentine, était beaucoup plus proche de celui des autres chantiers navals"*.

L'Argentine confirme l'achat de quatre patrouilleurs de type L'Adroit pour 300 millions d'euros

<http://www.opex360.com/> Posté dans Amériques, Forces navales, Industrie par Laurent Lagneau
Le 30-11-2018



Photo : Marine nationale

Pour moderniser ses forces navales, l'Argentine avait lancé un appel d'offres pour acquérir quatre nouveaux patrouilleurs hauturiers. Et le constructeur français Naval Group s'était imposé, au dépens de l'espagnol Navantia et du chinois CSIC [China Shipbuilding Industry Corporation].

Pour autant, l'affaire n'était pas encore pliée étant donné que, à la dernière minute, le chantier naval espagnol Gondan s'était invité dans ce processus d'acquisition en assurant qu'il pourrait faire mieux pour moins cher. Et des considérations d'ordre commercial concernant les exportations de bio-éthanol argentin vers l'Union européenne, auxquelles la France s'était opposée, vinrent troubler ce dossier.

Finalement, les négociations purent reprendre en février dernier, à la faveur de la visite, à Paris, du président argentin, Mauricio Macri. Visite au cours de laquelle il signa l'acquisition de cinq Super Étendard Modernisés retirés de l'inventaire de la Marine nationale pour les besoins de l'Aviación Naval Argentina.

Puis, en juin, un accord commercial fut signé entre Naval Group et la marine argentine. Restait alors à régler la question du financement de cette acquisition, dont le montant était alors évaluée à environ 300 millions d'euros. Et la partie s'annonçait mal au regard de la situation financière et économique de l'Argentine, laquelle a nécessité un accord avec le Fonds monétaire international [FMI] pour obtenir une aide de 50 milliards de dollars [une rallonge de 7 milliards de plus a récemment été accordée]. La première tranche de ce prêt, soit 15 milliards, vient d'être débloquée.

Il aura donc fallu de longues négociations pour arriver à un accord puisque ce n'est que le 29 novembre qu'une « convention de crédit » signée par le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, et son homologue argentin, Nicolás Dujovne, à Buenos Aires, en marge du sommet du G-20.



[Bruno Le Maire](#)

✓ [@BrunoLeMaire](#)

A Buenos Aires, rencontre avec mon homologue [@NicoDujovne](#). Nous avons discuté des perspectives d'investissements français en Argentine et signé une convention de crédit pour 4

patrouilleurs OPV [@navalgroup](#), un contrat avec des retombées industrielles majeures pour la France 🇫🇷🇵🇷

[49](#)

[19:31 - 29 nov. 2018](#)

Ainsi, la marine argentine recevra quatre patrouilleurs hauturiers, dont « L'Adroit », qui a rendu de grands services à la Marine nationale ces dernières années. Les trois autres navires seront construits en France, a priori par le chantier naval Kership [co-entreprise entre Naval Group et Piriou, ndlr].

Le patrouilleur L'Adroit a été développé sur fonds propres. Long de 87 mètres et mis en œuvre par un équipage réduit (32 à 46 marins), il affiche une autonomie de 8.000 nautiques. Pouvant naviguer à la vitesse de 21 nœuds, il est armé de canons de 20 mm, de mitrailleuses 12,7 mm. Il est en mesure d'accueillir un hélicoptère ou un drone.



Florence Parly

✓ [@florence_parly](#)

Reconnaissance du savoir-faire français, coopération accrue et excellente nouvelle pour notre industrie : France et Argentine ont conclu aujourd'hui l'achat de 4 patrouilleurs [@navalgroup](#). Je suis fière de ce nouveau succès de la France à l'export.

[255](#)

[21:34 - 29 nov. 2018](#)

Pour l'Argentine, le renouvellement des capacités de patrouille maritime est un impératif afin de pouvoir surveiller sa zone économique exclusive et lutter ainsi contre la pêche illégale du calamar, laquelle lui cause environ 800 millions de dollars par an de manque à gagner.

BRÉSIL

Politique

Brésil: controverse autour du futur ministre de l'Education



RFI 25 novembre 2018



Brésil: controverse autour du futur ministre de l'Education

Au Brésil, la nomination du futur ministre de l'Education fait polémique. Son nom a été dévoilé par le président élu d'extrême droite, Jair Bolsonaro. C'est un philosophe et théologien colombien qui s'occupera du portefeuille de l'Education.

Avec notre correspondant à Rio de Janeiro, François Cardona

Favorable aux religieux conservateurs et aux militaires, le futur ministre de l'Education est actuellement professeur émérite à l'École de l'état-major de l'armée. Colombien, naturalisé Brésilien il y a plus de 20 ans, Ricardo Vélez Rodríguez provoque la controverse. Ce théologien est connu pour son opposition à la théorie des genres, il est contre l'éducation sexuelle à l'école - à l'image de Jair Bolsonaro.

Il est très proche des intellectuels brésiliens d'extrême droite et ne cache pas sa nostalgie pour la dictature militaire qui a dirigé le pays de 1964 à 1985. Ricardo Vélez Rodríguez compte mettre « les valeurs traditionnelles, de la préservation de la famille » au centre de l'éducation. Elles doivent, selon lui « *prévaloir pour ce qui est de l'éducation morale, sexuelle et religieuse* ».

Sa nomination est aussi le résultat des pressions du groupe parlementaire évangélique, le plus puissant désormais au Congrès. Leur influence sur le président élu ne cesse de grandir. Peu à peu **le futur gouvernement de Jair Bolsonaro** se profile, composé de généraux, de religieux conservateurs, et de défenseurs de l'agro-business.

ÉTATS-UNIS

Défense

64 drones d'InstantEye Robotics pour les Marines américains

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Armées Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 26 nov. 2018 | Par Justine BOQUET  Apps & Drones



InstantEye fournira 64 drones Mk3 aux Marines américains. © InstantEye Robotics

L'entreprise américaine InstantEye Robotics a remporté un contrat avec la défense américaine. Plus de 60 aéronefs ont été commandés et viendront équiper les Marines.

Le 20 novembre, **InstantEye Robotics** a annoncé avoir reçu une commande de la part de la défense américaine afin d'équiper les troupes de drones. Le contrat a été conclu avec l'agence pour la logistique de défense (DLA) et avec le bureau en charge des petits drones tactiques de la marine et du **corps de Marines**. Trente-deux systèmes de drones seront ainsi produits par InstantEye, ce qui correspond à 64 vecteurs.

Le **Mk-3 GEN5-D1** correspond à la dernière version du drone Mk-3. De petite taille, ce drone dispose d'une signature visuelle et acoustique limitée, ce qui lui permet de mener des missions de précision et d'approcher les cibles observées. Outil opérationnel, pas plus d'un opérateur n'est nécessaire à sa mise en œuvre, laquelle prend environ une minute à réaliser.

Cet aéronef d'InstantEye permet de mener des missions de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition de cibles. Il est l'oeil déporté du soldat, qui peut désormais appréhender son environnement tout en restant à couvert. « Les Marines ont été d'un grand soutien pour InstantEye et nous pensons que le système Mk-3 GEN5 viendra très bien compléter leur portefeuille drone et renforcer la protection des forces tout en limitant les risques opérationnels », a déclaré Tom Vaneck ; vice-président d'InstantEye, ravi de cette commande.

Washington "déçu" par les réponses de la Chine sur le commerce

<https://www.latribune.fr/> reuters.com | 27/11/2018, 21:53 par Roberta Rampton



(Crédits : Kevin Lamarque)

WASHINGTON (Reuters) - Le président américain Donald Trump est disposé à conclure un accord commercial avec la Chine, mais prêt à relever les droits de douanes sur les importations chinoises s'il n'y a pas d'avancée dans les relations commerciales lors d'un dîner prévu samedi avec le président chinois Xi Jinping, a déclaré mardi le conseiller économique de la Maison blanche, Larry Kudlow.

Quelques jours avant ce dîner très attendu, il n'était pas possible de savoir si les deux parties étaient convenues d'un ordre du jour officiel pour cette rencontre après le sommet du G20 à Buenos Aires. Le conseiller de Donald Trump a précisé qu'il n'y avait pas de discussions prévues pour les conseillers.

Larry Kudlow a dit à la presse que Washington y voyait l'occasion de "tourner la page" de la guerre commerciale entre les deux pays, mais il a ajouté que la Maison blanche avait été déçue par les réponses de la Chine jusqu'à présent.

"Sa réponse a déçu parce que (...) nous ne voyons pas beaucoup de changement dans son approche", a-t-il déclaré, sans plus de précisions.

"Le président Xi a l'occasion de changer le ton et le contenu de ces négociations", a-t-il dit à un petit groupe de journalistes lors d'une conférence de presse à la Maison blanche. "Le président Trump a fait savoir qu'il était ouvert - maintenant nous devons savoir si le président Xi est ouvert."

Il a néanmoins laissé la porte ouverte à un accord entre les deux pays: "Il y a de bonnes chances que nous puissions conclure un accord et (Trump) y est disposé", a-t-il dit.

S'il n'y a pas de progrès, Donald Trump est prêt à relever les droits de douane sur 200 milliards de dollars (176 milliards d'euros) de produits importés de Chine aux Etats-Unis, à 25% contre 10% aujourd'hui, et pourrait taxer 267 milliards de dollars de produits importés supplémentaires, a-t-il rappelé.

"Comme nous l'avons tous appris, il pense ce qu'il dit."

Le conseiller américain a précisé que les principaux sujets de discussion étaient la propriété intellectuelle, le transfert forcé de technologie, la propriété de sociétés américaines en Chine, les barrières tarifaires et non tarifaires sur les matières premières et le piratage commercial. Il a refusé de dire si la Chine avait proposé des concessions.

A la question de savoir si les deux parties s'étaient mises d'accord sur une liste de sujets à aborder lors du dîner, il a répondu: "Nous sommes en préparation active sur tout cela."

De son côté, l'ambassadeur chinois à Washington a déclaré mardi à Reuters que Pékin espérait conclure un accord lors de la rencontre, tout en alertant sur les conséquences désastreuses d'une situation où les partisans de la ligne dure tenteraient de rompre les liens entre les deux premières économies mondiales.

"Je ne sais pas si les gens se rendent vraiment compte des conséquences possibles - de l'impact, l'impact négatif - dans le cas d'un tel découplage", a dit Cui Tiankai, soulignant la responsabilité des deux pays vis-à-vis de l'économie mondiale.

Il a par ailleurs affirmé que Pékin n'envisageait pas sérieusement d'utiliser sa détention massive d'obligations du Trésor américain comme arme dans le conflit commercial.

"Nous ne voulons pas provoquer d'instabilité financière sur les marchés mondiaux. C'est très dangereux, c'est comme jouer avec le feu", a dit l'ambassadeur dans un entretien accordé à Reuters en réponse à la question de savoir si la Chine pourrait envisager de vendre ou de réduire ses achats de bons du Trésor en cas d'aggravation des tensions commerciales.

(Juliette Rouillon pour le service français, édité par Danielle Rouquié)

Economie

Trump menace de couper les «subventions» à General Motors après le plan social

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 27/11/2018 à 22:42 Publié le 27/11/2018 à 22:22



Donald Trump ne décolère pas depuis l'annonce, lundi, du premier constructeur automobile américain de supprimer des milliers d'emplois dans l'Ohio, le Michigan et le Maryland. MANDEL NGAN/AFP

Donald Trump a menacé mardi de «supprimer toutes les subventions» accordées au constructeur General Motors, qui a provoqué la colère du président américain en annonçant la suppression de milliers d'emplois industriels dans des États politiquement cruciaux.

Donald Trump ne décolère pas depuis l'annonce, lundi, du premier constructeur automobile américain de supprimer des milliers d'emplois dans l'Ohio, le Michigan et le Maryland. «Très déçu par General Motors», a tweeté le président. «Les États-Unis ont sauvé General Motors et voilà les REMERCIEMENTS que nous avons! Nous examinons la suppression de toutes les subventions, y compris pour des voitures électriques», a-t-il ajouté.

Le premier constructeur automobile du pays a répondu dans un communiqué que sa restructuration était un moyen de préserver l'avenir pour «conserver et faire croître les emplois américains». Il a aussi rappelé avoir investi 22 milliards de dollars dans la production aux États-Unis depuis 2009 et le plan de sauvetage financé par le contribuable américain. «Nous apprécions les actions menées par cette administration au nom de l'industrie pour améliorer la compétitivité de l'industrie américaine», ajoute l'entreprise, en guise de branche d'olivier.

Donald Trump avait bâti sa campagne sur la promesse du retour des emplois industriels aux États-Unis et sa victoire surprise a été obtenue pour bonne part grâce aux votes dans les États où la mondialisation a provoqué une désindustrialisation dévastatrice. Donald Trump, qui fait déjà activement campagne pour sa réélection en 2020, aura à nouveau besoin de ces voix. «Je suis là pour protéger les Travailleurs Américains!», a-t-il promis sur Twitter. Sa porte-parole, Sarah Sanders, a enfoncé le clou. «Le président s'est complètement investi dans le retour des emplois industriels aux États-Unis, et c'est pour cela que depuis qu'il a pris ses fonctions nous avons vu la création de 400.000 nouveaux emplois industriels aux États-Unis», a-t-elle dit. «Franchement, cette histoire vient du fait qu'ils fabriquent une voiture que personne ne veut acheter. Espérons, qu'ils vont faire des ajustements et reprendre ces employés», a-t-elle ajouté.

Cure d'amaigrissement

General Motors a annoncé lundi une sévère cure d'amaigrissement, à coups de milliers de suppressions d'emplois, justifiant l'annonce par la nécessité d'être plus compétitif dans une industrie en pleine révolution. Au total, GM va supprimer en 2019 15% des emplois du groupe, en cessant la production sur sept sites: un au Canada, quatre aux États-Unis et deux en-dehors de l'Amérique du Nord.

» LIRE AUSSI - General Motors va se séparer de 14.000 employés

Il s'agit d'économiser six milliards de dollars d'ici la fin 2020. Quelque 12 à 13.000 emplois -que GM n'a pas pris la peine de préciser- sont concernés aux États-Unis seuls dans des zones où les crises répétées de l'automobile ont déjà fait des dégâts. «Les mesures que nous prenons aujourd'hui nous permettent de poursuivre notre transformation pour être plus agiles, résistants et rentables», a affirmé la PDG, Mary Barra, qui parie sur la voiture tout électrique, le véhicule autonome et connecté mais aussi sur des véhicules plus classiques comme les pick-ups et les SUV, que les Américains préfèrent de loin aux berlines. Ford a lui aussi choisi de concentrer ses efforts sur ces véhicules qui permettent de réaliser de meilleures marges.

Vers le Texas?

Sous le coup des critiques du président comme celle de l'opposition démocrate dont le leader au Sénat, Chuck Schumer, qui a évoqué «un coup de poing au ventre des travailleurs de l'Ohio, du Michigan et du Maryland», GM a démenti qu'il délocalisait en Chine les modèles dont il abandonne la fabrication aux États-Unis pour les réimporter. Le groupe a aussi souligné qu'il restait très présent dans l'Ohio, non seulement en termes d'emplois directs mais encore de travail fourni à des centaines de sous-traitants.

Larry Kudlow, le principal conseiller économique du président a affirmé que Mary Barra, qu'il a longuement rencontrée lundi, avait évoqué «la possibilité de transférer des employés ailleurs au Texas ou dans le Michigan».

L'annonce de General Motors passe mal parce que pour l'heure, le groupe affiche de solides bénéfices (2,53 milliards de dollars au troisième trimestre). Ces résultats publiés le 31 octobre avaient enchanté Wall Street, d'autant que GM avait expliqué être parvenu à augmenter le prix moyen de ses voitures en Amérique du Nord, en particulier aux États-Unis où ses ventes ont pourtant baissé de 11% à 694.638 unités au troisième trimestre. Mais le géant de Detroit a amélioré ses marges, le prix moyen d'un véhicule, notamment des grosses voitures (pickups, 4X4 de ville et crossovers), ayant augmenté de 800 dollars sur un an à 36.000 dollars. En moyenne, c'est 4.000 dollars de plus que les prix de la concurrence, affirme GM. La demande a été particulièrement élevée pour le pickup Chevrolet Silverado et le SUV Denali.

En conflit avec la Chine, Donald Trump menace de taxer les iPhone de 10%

Tech & Web <http://www.lefigaro.fr/> Par Ingrid Vergara Publié le 27/11/2018 à 16:39



Le président des États-Unis est en plein bras de fer commercial avec la Chine, afin d'obtenir un accès plus grand de son immense marché aux produits américains. NOAH BERGER/AFP

Dans une interview, Donald Trump évoque l'extension de la taxe douanière américaine aux smartphones et ordinateurs assemblés en Chine. D'après lui, les consommateurs américains pourront s'en accommoder très facilement.

C'est une petite phrase dans une interview au Wall Street Journal qui pourrait être lourde de conséquence. Et surtout un chiffre: Donald Trump menace d'imposer une taxe de 10% sur les

smartphones et les ordinateurs portables assemblés en Chine. Ils avaient été jusqu'ici épargnés par les taxes américaines imposées à un ensemble de produits fabriqués en Chine.

Le président des États-Unis est en plein bras de fer commercial avec la Chine, afin d'obtenir un accès plus grand de son immense marché aux produits américains. À quelques jours d'une rencontre avec son homologue Xi Jinping, Donald Trump fait monter la pression. Dans l'interview, il menace de taxer une nouvelle série de produits, dont les smartphones, les ordinateurs et d'autres biens électroniques fabriqués en Chine.

Interrogé sur les possibles réactions négatives des consommateurs américains face à la hausse potentielle de leurs biens à l'arrivée, le président a répondu: «Peut-être. Tout dépendra du taux [de taxe]. Je peux le mettre à 10%, et les gens pourront s'en accommoder très facilement».

Apple souffre en Bourse

La menace n'est pas nouvelle: cela fait plusieurs mois que la féroce guerre commerciale que se livrent les deux grands pays laisse planer une ombre sur les produits d'Apple. Au printemps, Tim Cook semblait avoir obtenu l'assurance que les iPhone ne seraient pas dans la liste des produits visés par des tarifs douaniers. Mais aujourd'hui, Trump a besoin pour ses négociations de ce levier de 267 milliards de produits chinois importés non encore taxés, parmi lesquels les smartphones et appareils électroniques. Tim Cook fait aussi partie des figures des nouvelles technologies qui se sont à plusieurs reprises opposées à certaines politiques de l'administration Trump, en particulier sur l'immigration ou la politique commerciale.

Au 1er janvier 2019, la taxe américaine sur la première liste de produits concernés doit passer de 10 à 25%, ce que le président chinois Xi Jinping souhaiterait éviter. Les deux dirigeants se rencontreront lors du sommet du G20 à Buenos Aires en fin de semaine. «Le seul deal [acceptable] serait que la Chine s'ouvre à la concurrence [des produits américains]» a affirmé le président américain au Wall Street Journal.

L'action Apple, chahutée en Bourse depuis la publication des derniers résultats de la société a ouvert en repli de près de 2% à la Bourse de New York. Apple est également dans l'attente d'une décision de la Cour Suprême américaine. Les juges de la plus haute juridiction américaine doivent décider si un groupe de consommateurs américain est bien fondé à intenter une class action (recours en nom collectif) pour abus de position dominante sur l'Apple Store. Aujourd'hui, tout développeur qui souhaite proposer une application pour un iPhone ou un iPad est obligé de passer par l'App Store et de verser une commission sur chaque transaction. Pour les plaignants, cet état de fait empêche une saine concurrence et, in fine, sur le prix final payé par les consommateurs. Apple estime, de son côté, que seuls les développeurs sont fondés à intenter une action en justice et pas des consommateurs. Les arguments ont été exposés lundi, mais la décision finale n'est pas attendue avant juin 2019. Si les juges autorisent les consommateurs à poursuivre leur action, la société risque de se retrouver embarquée dans un procès à risque.

Le patron de la Fed redonne espoir à Wall Street

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr> Par Pierre-Yves Dugua Publié le 29/11/2018 à 08:12



Traders à la clôture de Wall street mercredi soir BRYAN R. SMITH/AFP

Le patron de la réserve fédérale, Jay Powell, nuance ses anticipations de hausses de taux. Dans la foulée, la Bourse de New York a enregistré sa plus belle séance depuis le mois de mars.

Jay Powell a-t-il changé d'avis? Ou bien a-t-il simplement nuancé une opinion formulée à la va-vite début octobre, à l'occasion d'une réponse à un journaliste? Le patron de la Réserve fédérale a en

tout cas redonné espoir mercredi aux marchés qui ont connu un mois de novembre désastreux. Le Dow Jones a repris hier 2, 5%, ce qui marque sa plus belle séance depuis mars. Dans la foulée du rebond des jours précédents, Wall Street a ainsi effacé ses pertes de novembre. Jay Powell, banquier républicain modéré, apprécié des démocrates, mais que Donald Trump proclame regretter d'avoir choisi pour diriger la Fed, affirme aujourd'hui que le niveau de ses taux directeurs est proche de la «neutralité». Début octobre, il avait dit le contraire, en jugeant que la Fed était encore «loin» («a long way from») de la neutralité.

En théorie la neutralité se définit comme le niveau de taux directeur qui n'est ni restrictif pour l'activité, ni stimulant. En avouant, dans le cadre d'un discours devant l'Economic Club de New York soigneusement préparé, que la Fed se croit désormais proche de la neutralité, Jay Powell a voulu réduire les anticipations de multiples hausses de taux l'année prochaine. Il a aussi précisé que rien n'était écrit d'avance et que, plus que jamais, la Fed détermine sa politique en fonction des signaux qu'elle perçoit en temps réel. La majoration de 0, 25% déjà prévue pour le 19 décembre prochain qui portera la fourchette des «fed funds» entre 2, 25 et 2, 5%, est certes toujours anticipée. En revanche pour 2019, la perception a changé, car on estime que la «neutralité» se situe autour de «fed funds» à 3%.

Deux à trois majorations en 2019

Depuis septembre les investisseurs se sont focalisés sur les graphes publiés par le comité monétaire de la Fed qui résument les anticipations de ses membres en matière de mouvements de taux directeurs. Les marchés se sont convaincus que la banque centrale relèverait trois ou quatre fois le taux des «fed funds» en 2019. Depuis hier, les marchés croient que la Fed pourrait plutôt se limiter l'an prochain à deux, voire trois majorations. La différence peut paraître faible, mais dans le contexte d'inquiétude de Wall Street, elle est forte.

Le ralentissement de la hausse des profits des entreprises, la crainte d'une guerre commerciale avec la Chine, tandis que le consommateur américain s'essouffle et que l'Europe stagne à nouveau, ont plongé Wall Street dans le doute. L'impression que la Fed ignorerait ces vents contraires pour persévérer dans les hausses de taux, au risque d'achever un cycle de croissance vieux de dix ans, a fait perdre depuis octobre à un moment 10% à l'indice S&P 500. Depuis mercredi, Wall Street respire mieux. Jay Powell de l'Economic Club a dit d'autres choses qui méritent l'attention. Il a par exemple rappelé que les hausses de taux directeurs de ces derniers mois ne se sont pas encore diffusées dans l'économie. C'est un moyen de dire que la Fed compte agir de manière très graduelle, alors que sur le front de l'inflation, en dépit du plein-emploi, on n'assiste pas à un frémissement alarmant.

Autre rappel important de la part du patron de la Fed: les derniers cycles économiques de croissance ne se sont pas achevés dans l'inflation, mais avec des crises déclenchées par des spéculations excessives, soit en matière boursière, soit dans le domaine immobilier et obligataire. Cette observation révèle une grande vigilance de la part de Jay Powell à l'égard du risque qu'une politique monétaire trop généreuse fait courir à l'économie réelle, quel que soit le niveau d'inflation observé. Voilà qui devrait calmer ceux qui sont accro de taux d'intérêts anormalement bas.

Donald Trump signale son intention de taxer les voitures importées

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 28/11/2018 à 23:41 Publié le 28/11/2018 à 23:12

Donald Trump a signalé mercredi son intention d'imposer effectivement des taxes douanières sur les importations de voitures aux Etats-Unis pour protéger l'industrie automobile américaine.

Une menace particulièrement redoutée en Allemagne, où l'automobile est un secteur clé de l'économie. Prenant pour prétexte l'annonce de plan social du constructeur américain General Motors (G.M), le président républicain a justifié l'existence de telles mesures protectionnistes soulignant qu'elles avaient fait leur preuve pour prémunir les camionnettes à plateaux (ou pick up)

de la concurrence étrangère. "Si nous avions fait de même avec les voitures venant ici, bien plus de voitures auraient été fabriquées ici", a-t-il écrit dans un tweet. "... et G.M ne fermerait pas ses usines dans l'Ohio, le Michigan et le Maryland", a-t-il ajouté dans un deuxième tweet.

Le président a été en partie élu grâce à sa promesse de faire renaître les emplois industriels. La Maison Blanche avait annoncé fin mai son intention d'imposer des tarifs douaniers de l'ordre de 25% sur les importations automobiles pour défendre ce secteur, symbole de l'industrie manufacturière des Etats-Unis. Celui-ci illustre aussi à lui seul les déséquilibres commerciaux que le président républicain ne cesse de dénoncer.

En 2017, un peu moins de la moitié (8,3 millions) des quelque 17 millions de voitures vendues aux Etats-Unis avaient été importées. Les voitures importées du Canada et du Mexique, qui viennent de conclure un nouvel accord de libre-échange avec les Etats-Unis (AEUMC), seront exemptées. Ces deux pays produisent une majorité des voitures importées aux Etats-Unis (4,27 millions) devant le Japon (21% des importations), l'Allemagne (11%) et la Corée du Sud (8%).

Fin mai, Donald Trump avait chargé le département au Commerce de mener une enquête approfondie pour établir la pertinence et l'ampleur potentielle de telles taxes. Puis durant l'été, l'administration Trump avait mené des auditions des principaux acteurs américains et étrangers. Elle avait aussi passé au crible les centaines de commentaires par écrit, pour la plupart hostiles, à de telles taxes. Le département au Commerce n'a pas encore remis de rapport finalisé à la Maison Blanche, a indiqué à l'AFP un porte-parole. Mais un rapport préliminaire circule contenant son diagnostic, ses recommandations en terme de montant des taxes et les pays ciblés. C'est in fine Donald Trump qui prendra une décision. "Le président dispose d'un grand pouvoir sur cette problématique", a également souligné Donald Trump, allusion au fait qu'il peut aller au-delà des recommandations de son secrétaire au Commerce Wilbur Ross.

Des représailles européennes déjà prêtes

Selon la presse allemande, l'Union européenne serait visée par ces taxes qui pourraient être annoncées la semaine prochaine après le sommet du G20 en Argentine. Si tel était le cas, cela mettrait fin à la trêve conclue, fin juillet, entre Donald Trump et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

A Washington, la délégation européenne s'est contentée de rappeler les propos tenus récemment par la Commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström. "L'Union européenne a une liste de taxes douanières prête si les Américains imposaient des taxes sur les voitures", avait-elle déclaré lors d'une visite dans la capitale fédérale tout en rappelant que selon les termes de l'accord de juillet, l'imposition de nouvelles taxes est suspendue tant que les discussions se poursuivent. Mme Malmström avait toutefois reconnu que l'Europe n'avait "reçu aucune assurance" qu'elle serait exemptée en cas de nouvelles taxes automobiles.

A Bruxelles, on indique qu'aucune rencontre bilatérale n'est pour l'instant prévue au G20 entre Jean-Claude Juncker et Donald Trump, même s'il n'est pas exclu qu'ils se croisent en marge du sommet". En France, le ministère de l'Economie a affirmé ne pas disposer "d'information sur ce qui est sur la table ou pas du président des Etats-Unis". "Par principe, ce sont des mesures que nous réprouvons. Nous estimons qu'elles sont dépourvues de légitimité et même de base juridique", a-t-on poursuivi.

Les économistes mettent, eux, en garde contre des mesures protectionnistes pour un secteur jugé stratégique. Les constructeurs américains eux-mêmes n'ont pas manqué de faire part publiquement de leurs craintes pour l'emploi américain.

Les Etats-Unis imposent des droits de douane très faibles à l'importation de voitures. L'Union européenne, le Japon, la Corée du Sud, la Chine sont bien plus restrictifs.

Automobile : face aux licenciements chez GM, Trump très tenté de taxer les importations européennes

Entreprises & Finance Industrie Automobile Par latribune.fr Avec AFP | 28/11/2018, 18:37



Ouvrier travaillant sur la ligne d'assemblage des SUV à l'usine General Motors d'Arlington, au Texas (Etats-Unis), en juin 2015. (Crédits : Reuters)

L'Union européenne est le principal exportateur de voitures vers les États-Unis avec le Canada, le Mexique et le Japon. Et Trump les accusent de tirer massivement profit de leur accès privilégié au marché américain aux dépens des entreprises américaines. Malgré l'opposition des industriels à ce projet de taxations des importations automobiles lancé en mai dernier, l'administration Trump pourrait malgré tout les imposer si elle estime qu'elles sont "légitimes pour protéger la sécurité nationale".

Après les menaces de licenciements massifs annoncés lundi par le constructeur américain General Motors, le président Donald Trump a laissé entendre, mercredi -après avoir d'abord sévèrement haussé le ton contre GM-, qu'il allait effectivement imposer des taxes douanières sur les importations de voitures aux Etats-Unis pour protéger le secteur automobile américain.

Dans un tweet, il s'est félicité que les petits camions américains aient été protégés depuis des années grâce à des taxes douanières de 25% sur les importations de camions.

GM prévoit de supprimer 14.000 emplois et de fermer 5 usines

"Si nous avions fait de même avec les voitures venant ici, bien plus de voitures auraient été fabriquées ici", a-t-il écrit. "... et G.M (General Motors) ne fermerait pas ses usines dans l'Ohio, le Michigan et le Maryland", a-t-il ajouté dans un deuxième tweet.

En effet, General Motors (GM) avait annoncé lundi qu'il allait supprimer de l'ordre de 14.000 emplois et fermer 5 usines aux Etats-Unis. Selon l'AFP, GM va supprimer en 2019 15% des emplois du groupe (qui sont au nombre de 180.000 dans le monde entier), en cessant la production sur 7 sites en fait : un à Oshawa au Canada, quatre aux États-Unis, si l'on y ajoute les deux situés en dehors de l'Amérique du Nord.

Lancées en mai, les menaces de taxes se précisent

Le locataire de la Maison Blanche a une nouvelle fois accusé les autres pays de *"tirer profit"* d'un accès privilégié au marché américain, et ce, *"depuis des décennies"*.

"Le président dispose d'un grand pouvoir sur cette problématique", a-t-il également souligné, allusion probable à la possibilité qu'il impose prochainement des taxes douanières sur les importations automobiles aux Etats-Unis.

La Maison Blanche avait annoncé fin mai son intention d'imposer des tarifs douaniers pour défendre le secteur automobile américain.

Donald Trump avait alors chargé le département au Commerce de mener une enquête approfondie pour établir la pertinence de telles taxes. L'été dernier, celui-ci a mené des auditions des principaux acteurs américains et étrangers. Il a reçu des centaines de commentaires par écrit hostiles à de telles taxes.

La massive opposition aux taxes douanières américaines n'empêchera pas l'administration Trump de les imposer si cette dernière estime qu'elles sont légitimes pour protéger la sécurité nationale, avait prévenu le secrétaire au Commerce Wilbur Ross.

L'Europe fixée sur la décision américaine au prochain G20

Un rapport non finalisé, contenant ses recommandations sur le montant des taxes et les pays concernés, a été remis au locataire de la Maison Blanche qui doit rendre sa décision prochainement. Selon la presse allemande, **l'Union européenne serait visée par ces taxes qui pourraient être annoncées la semaine prochaine après le G20 en Argentine.**

Si tel était le cas, cela mettrait fin à la trêve fragile conclue entre Donald Trump et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker fin juillet.

La contre-attaque européenne est prête

Lors d'une visite à Washington mi-novembre, la Commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström avait indiqué que l'Europe était prête à prendre des mesures de représailles.

"L'Union européenne a une liste de taxes douanières prête si les Américains imposaient des taxes sur les voitures", a-t-elle déclaré tout en rappelant que selon les termes de l'accord entre Donald Trump et Jean-Claude Juncker, l'imposition de nouvelles taxes est suspendue tant que les discussions se poursuivent.

La Commissaire a toutefois reconnu que l'Europe n'avait "reçu aucune assurance" qu'elle serait bien exemptée de telles nouvelles taxes. L'Union européenne est le principal exportateur de voitures vers les Etats-Unis avec le Canada, le Mexique et le Japon.

Environnement

Etats-Unis: l'étrange timing d'un rapport explosif sur le changement climatique



RFI 25 novembre 2018



Etats-Unis: l'étrange timing d'un rapport explosif sur le changement climatique

Vendredi 23 novembre, le gouvernement américain a publié un rapport explosif sur les effets du réchauffement climatique sur l'économie nationale et mondiale.

Avec notre correspondant à New York, Grégoire Pourtier

Le long week-end de Thanksgiving est une occasion de réunir les familles éparpillées, de déconnecter des soucis du quotidien. Et en ce vendredi de **Black Friday**, beaucoup d'Américains n'avaient qu'une obsession : consommer.

Journée particulière

C'est toutefois lors de cette journée particulière, au cœur de ce week-end traditionnel, que le gouvernement américain a révélé les conclusions alarmistes et donc cruciales d'un rapport de **300 experts sur le changement climatique.**

La date a-t-elle été choisie pour que cela fasse le moins de bruit médiatique possible ? Pour de nombreuses associations et activistes, la manœuvre ne fait pas de doute. Andrew Light, de l'Institut des ressources mondiales, et l'un des contributeurs, estime par exemple que publier le rapport pendant le Black Friday est « *une tentative transparente de l'administration Trump pour l'enterrer, et poursuivre ainsi sa campagne non seulement pour nier, mais aussi pour effacer la recherche climatique.* »

Autre voix qui porte sur le sujet, celle d'Al Gore, devenu un champion de l'environnement. « *Le président peut essayer de cacher la vérité, mais ses propres scientifiques et experts l'ont rendue aussi claire et nette que possible* », dénonce l'ancien vice-président en regrettant le calendrier.

Trump évite soigneusement le sujet

Ceux qui voudraient que le réchauffement climatique fasse la Une réussissent-ils à maintenir la pression jusqu'à la semaine prochaine ? **Donald Trump**, qui avait encore ironisé sur le changement climatique ces derniers jours, évite en tout cas soigneusement le sujet depuis vendredi.

Donald Trump continue de nier les conséquences du changement climatique

Économie International Par latribune.fr Avec AFP | 27/11/2018, 9:44



Le président Donald Trump affirme ne pas croire les conclusions du rapport américain sur les conséquences économiques du réchauffement climatique aux Etats-Unis. (Crédits : Jonathan Ernst)

Le président Donald Trump, climato-sceptique notoire, a rejeté, ce lundi, les conclusions d'un rapport détaillé de sa propre administration le mettant en garde contre les conséquences fâcheuses du changement climatique sur l'économie américaine.

S'il fallait encore une preuve du scepticisme de Donald Trump quant à la réalité du réchauffement climatique, la voici. Le locataire de la Maison-Blanche a sèchement rejeté, ce lundi, les conclusions du «National Climate Assessment», une «évaluation» commandée par le Congrès américain sur la question climatique rédigée par plus de 300 scientifiques et validée par son administration. Selon ce document, publié vendredi dernier, **les Etats-Unis pourraient perdre «des centaines de milliards de dollars»** d'ici la fin du siècle à cause des gaz à effet de serre.

«*Les conséquences du changement climatique au-delà de nos frontières vont affecter de plus en plus notre commerce et notre économie, notamment les prix à l'import et à l'export, ainsi que les entreprises qui ont des investissements et des chaînes d'approvisionnement à l'étranger*», souligne le rapport. «*Je n'y crois pas*», a simplement déclaré le président républicain qui, dans les jardins de la Maison-Blanche, face à des journalistes, a expliqué avoir lu seulement «*un peu*» ce texte. «*Je l'ai vu, j'en ai lu un peu, et ça va*», a-t-il déclaré laconiquement.

«Nous n'avons jamais été aussi propres que nous le sommes maintenant. Et c'est très important pour moi. Mais si nous sommes propres et que tous les autres endroits sont sales, ce n'est pas si bien. Je veux de l'air pur et de l'eau pure», a répondu M. Trump.

Trump, un climato-sceptique convaincu

Ce dernier avait déjà remis en cause le précédent volume de l'étude publié l'an dernier. Les conclusions de ce texte, dont la Maison Blanche avait pourtant approuvé la publication, **contredisaient les déclarations du président républicain**. Et le rapport de 2018, qui se concentre cette-fois sur les répercussions économiques, ne semble pas plus convaincre le milliardaire qui se vante d'avoir redressé l'économie américaine. Rien d'étonnant à cela : Donald Trump a par le passé qualifié de «*canular*» le changement climatique et doute de ses causes humaines

Juste avant la fête de Thanksgiving, la semaine dernière, il a encore une fois invoqué la météo pour prouver le bien-fondé de son scepticisme sur le climat. «*La vague de froid brutale et prolongée peut battre TOUS LES RECORDS - Qu'est donc devenu le réchauffement climatique ?*», a-t-il fait mine de s'interroger dans un tweet, en dépit de toute logique scientifique. Le locataire de la Maison Blanche a annoncé, en juin 2017, **le retrait des Etats-Unis (effectif en**

novembre 2020) de l'accord de Paris sur le climat et a, de facto, déjà abandonné les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre fixés par son prédécesseur démocrate Barack Obama.

Trump rejette le rapport gouvernemental américain sur le climat



Reuters 27 novembre 2018



Donald Trump a dit lundi avoir lu quelques extraits du volumineux rapport gouvernemental américain sur le coût du réchauffement climatique et a affirmé que, selon lui, les conséquences économiques du changement de climat ne seront pas catastrophiques. /Photo prise le 26 novembre 2018/REUTERS/Jonathan Ernst

WASHINGTON (Reuters) - Donald Trump a dit lundi avoir lu quelques extraits du volumineux rapport gouvernemental américain sur le coût du réchauffement climatique et a affirmé que, selon lui, les conséquences économiques du changement de climat ne seront pas catastrophiques.

"Je l'ai vu, j'en ai lu une partie et ça va", a-t-il dit à des journalistes à la Maison blanche. Interrogé pour savoir si le réchauffement de la planète pouvait avoir des conséquences graves, le président américain a répondu : "je ne le pense pas".

Donald Trump a décidé l'an passé de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur la lutte contre le réchauffement climatique estimant que cet accord était injuste pour les Etats-Unis.

Il a également pris une série de mesures annulant les dispositions de son prédécesseur Barack Obama pour protéger l'environnement en soutenant la production d'énergies fossiles responsables des émissions de gaz à effet de serre.

Le rapport gouvernemental américain se montre particulièrement alarmiste puisque qu'il estime que les pertes annuelles aux Etats-Unis liées au changement climatique pourraient atteindre des centaines de milliards de dollars" d'ici le milieu du siècle.

Ce "National Climate Assessment" (évaluation climatique nationale) a été commandé par le Congrès et rédigé par plus de 300 experts et scientifiques.

Le rapport soutient que sans "efforts substantiels", la transformation du climat va "affecter de manière de plus en plus négative les infrastructures et les biens américains" et aura des conséquences négatives sur le taux de la croissance économique.

(Jeff Mason; Pierre Sérurier pour le service français)

Immigration

À la frontière USA-Mexique, la police use de la force contre les migrants de la caravane

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 25/11/2018 23:30 CET | Actualisé il y a 4 heures
La rédaction du HuffPost avec AFP

Des balles de caoutchouc ont notamment été tirées contre les centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui tentent de rallier les États-Unis.



Capture d'écran @subrayadomexico / Twitter Un policier s'apprêtant à faire feu à l'aide de balles de caoutchouc contre les migrants venus réclamer la possibilité de déposer une demande d'asile.

INTERNATIONAL - La situation est explosive. Ce dimanche 25 novembre, après des semaines à avoir fait les gros titres de l'actualité en Amérique du Nord et dans le monde, quelques centaines de migrants parmi ceux qui ont parcouru le Mexique regroupés en caravane pour rallier la frontière avec les États-Unis ont tenté de la franchir.

Ils étaient environ 500 -hommes, femmes et enfants- à vouloir déposer officiellement une demande d'asile aux États-Unis. Après une manifestation pacifique aux abords de la frontière au niveau de la ville de Tijuana, dans l'extrême-ouest du Mexique, ils ont grimpé sur une barrière pour tenter d'approcher le sol américain.

Une tentative qui a été réprimée sans ménagement par les forces de l'ordre, qui ont fait usage de balles de caoutchouc ainsi que de force gaz lacrymogènes, comme le montrent les images ci-dessous. Des hélicoptères de l'armée américaine survolaient également la zone alors que des milliers de militaires ont été stationnés par Washington en prévision de ces différentes percées.



Subrayado.Mx [@subrayadomexico](https://twitter.com/subrayadomexico)

[#VIDEO](#)

Momento en que elemento de la patrulla fronteriza empieza a disparar balas de goma a integrantes de la [#CaravanaMigrante](#) que intentaron cruzar a [#EUA](#) por la garita El Chaparral en la frontera con [#Tijuana](#)

vídeo: excelsior

[9](#)

[1:30 AM - Nov 26, 2018](#)



Carecen LA [#ResidencyNow](#) [@Carecen_LA](#)

US Border police attacking migrants from the [#MigrantExodus](#) throwing tear gas and firing rubber bullets in response to their protest at the border demanding that their right to seek asylum is respected!

[#MigrarNoEsDelito](#)

Le président Donald Trump a menacé ces derniers jours de fermer totalement la longue frontière entre les États-Unis et le Mexique si la situation devait dégénérer. Il a aussi pris un décret pour rejeter automatiquement les demandes d'asile déposées par des personnes entrées illégalement aux États-Unis, mais la justice a pour l'heure bloqué cette mesure, provoquant l'ire du président.

Les gardes-frontières américains ont également annoncé ce dimanche avoir fermé les points de passage entre la ville mexicaine de Tijuana et la ville américaine mitoyenne de San Diego. La frontière était fermée aux voitures et aux piétons jusqu'à nouvel ordre, a déclaré sur Twitter l'antenne de San Diego de l'agence fédérale des douanes et de la protection des frontières. Elle a finalement été rouverte dans la soirée, après de longues heures à rester close.

Nouvelles tensions à Tijuana où des migrants ont tenté de franchir la frontière

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 26/11/2018 à 10:48 Publié le 26/11/2018 à 08:03

USA: des migrants tentent de passer malgré les gaz lacrymogènes



Des centaines de Centraméricains, parmi lesquels des femmes et des enfants, sont repoussés par les gaz lacrymogènes des forces de l'ordre, alors qu'ils tentent de franchir la frontière de San Ysidro pour rejoindre les États-Unis.

VIDÉO - Environ 500 migrants ont été repoussés par les forces de l'ordre américaines qui ont brièvement fermé la frontière à San Diego, en Californie.

La tension reste vive à Tijuana. Désespérés, quelque 500 migrants ont tenté en vain dimanche de franchir illégalement la frontière américaine à Tijuana, dans le nord-ouest du Mexique. L'incident a débuté en milieu de journée alors qu'un millier de migrants se dirigeait vers la frontière lors d'une manifestation pour exiger de pouvoir entrer aux États-Unis et y demander l'asile. Une partie du cortège s'est alors séparée du reste du groupe pour tenter de franchir illégalement la frontière.

Face au fameux mur qui sépare le Mexique des États-Unis, ces Centraméricains, parmi lesquels des femmes et des enfants, se sont dirigés vers la barrière métallique de délimitation et ont tenté d'entrer en force aux États-Unis (voir la photo 1, ci-dessous). «On est prêt s'il le faut à mourir pour essayer de passer», a confié à l'AFP Mario Lopez, un Hondurien, tout en aidant sa fille de trois ans, qui avait perdu ses sandales dans la bousculade, à ramper sous la barrière métallique. Après avoir franchi ce premier obstacle, les migrants ont reçu des gaz lacrymogènes lancés par les forces de l'ordre américaines qui les ont obligés à rebrousser chemin alors que des hélicoptères les survolaient à basse altitude (photo 2).

«Quand ils nous ont lancé les gaz lacrymogènes, nous avons eu très peur» Flor Jimenez, une Hondurienne de 32 ans

Après leur échec, ces migrants sont revenus au refuge, leurs vêtements parfois déchirés ou couverts de terre, certains encore effrayés par la réaction des forces de l'ordre américaines et craignant d'être arrêtés par la police mexicaine. «Quand ils nous ont lancé les gaz lacrymogènes, nous avons eu très peur, on pensait qu'ils allaient nous tirer dessus alors nous nous sommes éloignés», a relaté à l'AFP Flor Jimenez, une Hondurienne de 32 ans, après l'incident.



Le calme règne au poste-frontière de San Ysidro, en Californie, après plusieurs heures de fermeture de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, suite à une manifestation d'un groupe de migrants à Tijuana, côté mexicain.

«On nous avait dit que si on passait ils nous donneraient l'asile, parce qu'on serait aux États-Unis», expliquait cette femme, après avoir regagné, avec son mari et sa petite fille, le centre sportif où s'entassaient environ 5000 migrants de la caravane. «Ils ont utilisé des balles en caoutchouc», s'est plaint un migrant à l'AFP, montrant deux hématomes d'environ 3 centimètres de diamètre sur son ventre.



Photo 1: des migrants franchissent la première barrière métallique alors que des hélicoptères les survolent à basse altitude. PEDRO PARDO/AFP

Le ministère de l'Intérieur mexicain a averti dans un communiqué «qu'il expulsera immédiatement les personnes qui ont participé à ces faits violents». La mairie de Tijuana a indiqué que 24 Honduriens ont été détenus après ces incidents. Quinze Mexicains, accusés d'avoir tenté d'agresser des migrants, ont également été arrêtés. En fin de journée, des forces antiémeutes mexicaines ont été déployées en certains points stratégiques de la ville. Le ministre mexicain de l'Intérieur Alfonso Navarrete a condamné cette tentative d'intrusion «violente». «Loin d'aider la caravane (de migrants venant d'Amérique centrale), ils lui nuisent», a-t-il ajouté. La frontière à San Diego a été fermée aux voitures et aux piétons durant plusieurs heures par les autorités américaines avant de rouvrir en fin de journée.



Photo 2: les forces américaines lancent des gaz lacrymogènes sur les migrants qui tentent de franchir la frontière entre le Mexique et les États-Unis. KIM KYUNG-HOON/REUTERS

9 000 militaires américains déployés à la frontière

Le président Donald Trump a menacé ces derniers jours de fermer totalement la longue frontière entre les États-Unis et le Mexique si la situation devait dégénérer, alors que 9000 militaires américains y ont été déployés. Environ 5000 migrants de la caravane sont arrivés cette semaine à Tijuana, après avoir parcouru plus de 4000 kilomètres en un peu plus d'un mois pour fuir la violence et la pauvreté au Honduras, dans l'espoir d'entrer aux États-Unis. Le président américain a aussi pris un décret pour rejeter automatiquement les demandes d'asile déposées par des personnes entrées illégalement aux États-Unis, mais la justice a pour l'heure bloqué cette mesure, provoquant l'ire du président.

Selon le *Washington Post*, un accord aurait été trouvé entre le futur gouvernement de Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), qui prendra ses fonctions le 1er décembre, et l'administration américaine pour que les demandeurs d'asile restent au Mexique pendant que leur demande d'asile est examinée aux États-Unis. Salué par Trump dans une série de tweets mais démenti

samedi par l'équipe de AMLO, un tel accord avec Mexico, s'il est confirmé, serait une victoire pour le président des États-Unis qui a fait de la fermeté face aux migrants une de ses priorités.



FigMap

Migrants: la presse américaine s'indigne du «chaos» à la frontière mexicaine



RFI 26 novembre 2018



Migrants: la presse américaine s'indigne du «chaos» à la frontière mexicaine

Un acte de désespoir ? Dimanche 25 novembre, quelque 500 migrants ont tenté en vain de franchir illégalement la frontière américaine à Tijuana, dans le nord-ouest du Mexique.

La presse nord-américaine parle d'une « escalade ». C'est le mot employé par le *Washington Post* qui publie une vidéo avec des témoignages de migrants. Des migrants sous le choc car ils ont reçu des tirs de gaz lacrymogènes de la part des autorités américaines alors qu'ils se trouvaient sur le sol mexicain, précise le site d'information *Animal Politico*. Plusieurs enfants se sont évanouis, explique une mère mexicaine dans le *Washington Post*.

Les Mexicains rejettent la Caravane des migrants

« Chaos à la frontière », titre de son côté le journal texan *Dallas Morning News*. Les images de migrants et parmi eux des enfants victimes des tirs de gaz lacrymogène sont déjà très partagés sur les réseaux sociaux, écrit le *Los Angeles Times*. Et les partisans du président américain Donald Trump les utilisent pour demander de renforcer la sécurité à la frontière.

D'après la presse mexicaine, les 4 700 migrants centraméricains arrivés à Tijuana sont confrontés à un climat de plus en plus hostile. *La Nacion* publie un sondage selon lequel une grande majorité

de Mexicains rejette la Caravane des migrants. Une personne sur deux interrogée estime que la présence des Centraméricains ne fait qu'augmenter la délinquance.

Les Mexicains demandent au nouveau président Andres Manuel Lopez Obrador de durcir la politique anti-immigration. Sous pression, le gouvernement mexicain a déjà décidé d'expulser les 500 migrants qui avaient tenté de franchir de force la frontière américaine.

La photo virale devenue le symbole de la politique migratoire de Trump

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Mexique mercredi 28 novembre 2018



Cette photo a été prise dimanche, à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. On y voit une Hondurienne et ses deux filles fuyant les tirs de gaz lacrymogène des gardes-frontières américains. Devenue virale, cette image illustre la violence et le manque d'humanité de la politique migratoire mise en place par l'administration de Donald Trump.



La photo saisit un moment de panique. Une femme attrape ses deux filles pour tenter d'échapper au gaz lacrymogène qui se répand à l'arrière-plan. Les fillettes portent des couches, l'une d'elles a perdu ses sandales dans la précipitation.

Les visages souriants des personnages de *La Reine des Neiges* imprimés sur le tee-shirt de cette mère de famille tranchent avec le chaos de cette scène se déroulant à la frontière entre le Mexique et les États-Unis.

Reprise par de nombreux médias, la photo a provoqué une vague d'indignation sur les réseaux sociaux. Les associations et les personnalités opposées à la politique migratoire de Donald Trump s'appuient sur cette image pour dénoncer, une fois de plus, l'inhumanité et la violence des actions gouvernementales américaines. Son auteur, Kim Kyung-hoon, photographe pour l'agence de presse Reuters, ne s'attendait pas à déclencher une telle vague d'émotion.

Une marche pacifique qui tourne au chaos

Quand il a assisté à cette scène, dimanche 26 novembre, Kim Kyung-hoon suivait la caravane des migrants depuis deux semaines. Ce jour-là, les 500 ressortissants de différents pays d'Amérique Centrale sont arrivés à Tijuana. Un barrage de policiers les attendait à la frontière.

Cette marche censée être pacifique a tourné au cauchemar en quelques minutes. Désespérés, des migrants ont tenté de passer illégalement de l'autre côté. Les gardes-frontières américains ont répliqué à coup de gaz lacrymogènes et ont brièvement fermé la frontière au sud de la ville californienne de San Diego.



Maria Meza, 40 ans, et ses cinq enfants : Jamie, 12 ans, Victor, 14 ans, Cheili et Saira, 5 ans, et James, 3 ans.
(Photo : Kim Kyung-hoon / Reuters)

La femme qu'on voit sur la photo, c'est Maria Meza, 40 ans. Cette Hondurienne s'est retrouvée au beau milieu des heurts, avec ses jumelles de 5 ans, Cheili et Saira, et ses trois autres enfants, une fille de 12 ans, Jamie, et deux garçons de 14 et 3 ans, Victor et James.

Interrogée par le site américain *Buzzfeed*, Maria Meza assure qu'elles et ses enfants n'essayaient pas de traverser la frontière. Ils se tenaient simplement près du grillage quand les gardes-frontières ont jeté les bombes lacrymogènes pour repousser les migrants.

La peur de mourir

« J'avais envie de pleurer, j'étais triste et j'avais peur. Puis j'ai attrapé mes filles et j'ai couru, raconte-t-elle. J'ai cru que mes enfants et moi nous allions mourir à cause du gaz que nous avons inhalé... » Un de ses fils a failli s'évanouir, mais il a repris ses esprits quand elle lui a jeté de l'eau sur le visage, ajoute-t-elle.

Maria Meza et ses enfants dorment désormais dans le complexe sportif Benito Juárez Stadium à Tijuana, comme des centaines d'autres migrants. Le gouvernement mexicain a accepté de les héberger le temps qu'ils fassent leur demande d'asile.

« J'espère que Dieu m'aidera à entrer sur le sol américain avec mes enfants, car nous souffrons, déclare Maria Meza. Je suis juste une mère célibataire qui veut subvenir à leurs besoins... »

Justice

Enquête russe: Manafort a-t-il joué un double jeu pour obtenir la grâce de Trump?

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 28/11/2018 04:16 CET | Actualisé il y a 5 heures
Par Romain Herreros

Le "New York Times" révèle que l'ancien directeur de campagne informait en secret le clan Trump des conversations qu'il avait avec le FBI.



Mark Reinstein/MediaPunch/IPx Photo d'archive. Paul Manafort et Donald Trump en meeting dans l'Ohio en juillet 2016.

ÉTATS-UNIS - Les rebondissements s'enchaînent dans l'enquête sur l'ingérence russe aux États-Unis. Mardi 27 novembre dans la soirée, le *New York Times* a publié des informations qui ont provoqué l'effet d'une bombe outre-Atlantique.

Paul Manafort, l'ex-directeur de campagne de Donald Trump ayant plaidé coupable dans la procédure menée par le procureur Mueller, a entretenu des liens réguliers via ses avocats et un canal "hautement inhabituel" avec ceux du président américain, également mis en cause dans ce

dossier. En d'autres termes, Paul Manafort partageait des informations avec l'équipe juridique de Donald Trump concernant ses conversations avec le FBI.

Des révélations qui interviennent alors que la justice a porté plainte lundi contre l'intéressé pour avoir "commis des crimes fédéraux en mentant à la police fédérale et au bureau du procureur spécial sur toute une variété de sujets", selon un document transmis au tribunal de Washington.

Dans la soirée, Donald Trump lui-même a laissé entendre qu'il disposait d'informations qui discréditeraient l'enquête menée par le procureur Mueller, dans un de tweet incendiaire. "Mueller et sa bande de démocrates en colère ne regardent qu'un côté, pas l'autre. Attendez que soit révélée la façon horrible et vicieuse dont ils traitent les gens, ruinant leur vie parce qu'ils refusent de mentir", a tweeté le 45^e président américain. Robert Mueller est "devenu hors de contrôle" et "fait un mal immense à notre système judiciaire", a-t-il ajouté, dénonçant une fois de plus une "chasse aux sorcières".



Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

The Mueller Witch Hunt is a total disgrace. They are looking at supposedly stolen Crooked Hillary Clinton Emails (even though they don't want to look at the DNC Server), but have no interest in the Emails that Hillary DELETED & acid washed AFTER getting a Congressional Subpoena!

[73,1 k](#)

[04:31 - 28 nov. 2018](#)

La grâce de Trump en échange ?

Reprenons. Si Paul Manafort avait accepté la procédure de plaider-coupable et, de fait, de collaborer avec les enquêteurs fédéraux, c'était en échange d'un allègement de peine, d'autant que son dossier fiscal est particulièrement lourd. Or, le fait d'informer la défense et, comme l'accuse dorénavant la justice, d'avoir menti au FBI, est en complète contradiction avec cette démarche. Ce faisant, plusieurs observateurs aux États-Unis pensent que ce double-jeu visait à obtenir la grâce présidentielle de Donald Trump en échange, comme l'avait suggéré au mois de mars un avocat du président.

"Je ne vois pas d'autres raisons", a indiqué au *New York Times* Barbara McQuade, ancienne procureure des États-Unis et désormais enseignante à l'université du Michigan. Même son de cloche pour un ancien du FBI, qui juge, toujours dans les colonnes du "Times", que cela "n'a aucun sens" de partager des informations avec la partie adverse si l'on a décidé de collaborer avec la justice.

L'hypothèse d'une grâce est par ailleurs appuyée par le fait que Donald Trump semble particulièrement enclin à utiliser ce droit pour son propre compte.

Dans un dossier distinct, le *Guardian* a révélé ce mardi que Paul Manafort avait rencontré le fondateur de Wikileaks Julian Assange juste avant que ne soit révélé l'affaire des e-mails. Des informations démenties par les deux parties.

L'ex-avocat de Trump reconnaît qu'il a menti au Congrès sur ses contacts avec des Russes

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 29/11/2018 à 18:32



Donald Trump à la Maison-Blanche, ce jeudi soir. Evan Vucci/AP

Michael Cohen a reconnu avoir menti au sujet de discussions sur un projet immobilier en Russie. Avant de rejoindre le G20 en Argentine, le président américain Donald Trump a accusé son ancien avocat de mentir afin d'obtenir une peine réduite.

Nouveau rebondissement dans l'enquête russe. Michael Cohen, ancien avocat de Donald Trump, a plaidé coupable ce jeudi à Manhattan d'avoir menti lors de son audition devant le Congrès américain sur ses contacts avec des Russes, a indiqué une source proche du dossier. Objet de poursuites pénales, il avait déjà plaidé fin août coupable de plusieurs chefs d'accusation et, après avoir pris ses distances avec le président américain, coopère avec le procureur spécial Robert Mueller, chargé de l'enquête russe.

Michael Cohen a reconnu à l'audience avoir menti au sujet de discussions sur un projet immobilier en Russie. Ce projet avait déjà été évoqué par plusieurs médias américains et impliquerait le conglomérat de Donald Trump. Ces nouvelles déclarations de l'ancien conseil du président sont un élément important dans l'enquête du procureur spécial, que le milliardaire républicain s'emploie presque quotidiennement à discréditer, affirmant n'avoir eu aucun contact avec des Russes durant sa campagne.

«C'est une personne faible. Il essaie d'obtenir une peine réduite» Donald Trump

Dans la foulée de ces affirmations, Donald Trump a accusé son ancien avocat d'avoir menti afin d'obtenir une peine réduite. «C'est une personne faible. Il essaie d'obtenir une peine réduite. Il ment donc à propos d'un projet dont tout le monde avait connaissance», a déclaré le président à des journalistes depuis la Maison-Blanche. «C'était un projet bien connu (...) Ca n'a pas duré longtemps. Je n'ai pas mené ce projet», s'est défendu le milliardaire républicain avant de s'envoler pour le G20 en Argentine. «Il n'y aurait rien eu de mal si je l'avais mené», a-t-il ajouté. «Je ne l'ai pas fait pour un certain nombre de raisons. La première, même si rien ne m'y obligeais, est que j'étais vraiment occupé à faire campagne pour la présidentielle».

L'enquête touche à sa fin

Jeudi matin, il s'en était déjà pris, via Twitter, au procureur Robert Mueller et son équipe, l'accusant de dépenser l'argent du contribuable à des fins partisans, sans avoir rien pu démontrer. Lundi, c'est l'ancien directeur de campagne du candidat républicain, Paul Manafort, aux nombreux contacts en Ukraine et en Russie, qui a été accusé d'avoir menti au FBI alors qu'il avait accepté de coopérer en échange d'un accord de plaider-coupable.



Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

While the disgusting Fake News is doing everything within their power not to report it that way, at least 3 major players are intimating that the Angry Mueller Gang of Dems is viciously telling witnesses to lie about facts & they will get relief. This is our Joseph McCarthy Era!

[92.1 k](#)

[17:39 - 28 nov. 2018](#)

Selon les médias américains, Robert Mueller serait proche de conclure son enquête après avoir reçu les réponses écrites du président américain, qu'il attendait depuis plusieurs mois.

Politique

Donald Trump réagit aux violences des gilets jaunes en faisant... du Trump

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 25/11/2018 15:00 CET | Actualisé il y a 4 heures
Le HuffPost

Au lendemain des violences sur les Champs-Élysées, le président américain en profite pour tacler (encore) l'Europe.



Leah Millis / Reuters Donald Trump s'exprimant à la Maison Blanche le 20 novembre

GILETS JAUNES - Cette fois, il n'en a pas profité pour attaquer Emmanuel Macron. Donald Trump, qui avait copieusement critiqué la France et son président de la République le 13 novembre après une visite mouvementée dans l'Hexagone, s'est exprimé ce dimanche 25 novembre au lendemain de la mobilisation des gilets jaunes sur les Champs-Élysées, qui a été entachée de violences.

Qualifiant de "grandes et violentes" les manifestations des gilets jaunes, dont les débordements sur les Champs-Élysées ont fait le tour du monde, le président des États-Unis a partagé une réflexion pour le moins surprenante sur Twitter.

Sans viser la France en particulier, Donald Trump a ainsi estimé que les manifestations des gilets jaunes "ne prenaient pas en compte le mauvais traitement infligé par l'UE aux États-Unis sur le commerce", ni la question de la contribution européenne à la "GRANDE protection militaire" de l'Europe par les États-Unis.



Donald J. Trump

✓ [@realDonaldTrump](#)

The large and violent French protests don't take into account how badly the United States has been treated on Trade by the European Union or on fair and reasonable payments for our GREAT military protection. Both of these topics must be remedied soon.

[63,4 k](#)

[17:16 - 25 nov. 2018](#)

Se cristallisant à l'origine autour de la contestation de la fiscalité sur les carburants, le mouvement des gilets jaunes exprime certes des revendications très larges. Pas sûr toutefois que le commerce international ou la "protection militaire" américaine fassent partie de ses préoccupations centrales...

Donald Trump critique (encore) la Fed et désavoue son président

Économie International Par latribune.fr Avec AFP | 28/11/2018, 9:56



Le président américain Donald Trump. (Crédits : Kevin Lamarque)

Le président américain Donald Trump a réitéré ses critiques publiques à l'encontre de la Réserve Fédérale (Fed) et de son président Jerome Powell, estimant que la hausse des taux de la banque centrale était préjudiciable à l'économie américaine.

Décidément la Fed s'avère être l'une des cibles favorite de Donald Trump. Pour cause, dans un entretien donné mardi, le président américain a, une nouvelle fois, critiqué l'organisme gouvernemental et son président Jerome Powell, pourtant nommé par ses propres soins. Le motif du grief est le même que d'habitude : le locataire de la Maison-Blanche estime que **la banque centrale américaine commet une erreur en augmentant ses taux d'intérêts**. Or, Jerome Powell défend et applique cette politique ce qui suscite l'ire présidentielle à son encontre.

« Jusque-là, je ne suis même pas un petit peu content d'avoir choisi Jay (Powell, le président de l'institut d'émission). Même pas un tout petit peu. Et je ne blâme personne, mais ce que je vous dis c'est que la Fed est complètement à côté de la plaque avec ce qu'elle est en train de faire », a lâché le président dans une énième envolée critique contre la banque centrale, une institution qu'il avait par le passé qualifiée de *« folle »*, et son président.

Le souffre-douleur Powell

« Je fais des deals et la Fed ne m'aide pas », a affirmé le président. « Ils font une erreur parce que j'ai de l'instinct, mon instinct m'en dit parfois plus que le cerveau de n'importe qui d'autre ne pourra jamais me dire », a souligné le président.

Les déclarations de Donald Trump détonnent : ses critiques incessantes contre Jerome Powell et la banque centrale **vont totalement à l'encontre de la tradition de réserve en public** adoptée par la plupart de ses prédécesseurs. Or, M. Trump n'hésite pas à tancer publiquement la Fed quand quelque chose disfonctionne dans l'économie américaine : Wall Street chute : *« la Fed est tombée sur la tête »*, s'écrie Trump. General Motors supprime des milliers d'emplois : *« la Fed est à côté de la plaque »*, analyse le président américain.

Pourtant M. Trump est loin d'être le seul à s'inquiéter du resserrement des taux d'intérêts par la **Fed** après presque une décennie d'argent quasiment gratuit. Certains économistes craignent qu'elle ne tue une économie presque parfaite, avec **une progression du PIB de 3,5% au troisième trimestre et un chômage à 3,7%**, le plus faible depuis 48 ans, et une inflation maîtrisée.

Une nouvelle hausse des taux en décembre

L'institut d'émission lui s'évertue à expliquer que pour l'heure le niveau de son loyer de l'argent continue encore d'encourager la croissance et qu'il va devoir augmenter *« graduellement »* ses taux pour éviter une surchauffe.

Une nouvelle hausse est attendue en décembre, les responsables du comité monétaire - qui fixe les taux d'intérêts - soulignent désormais qu'ils vont regarder de près les statistiques économiques pour déterminer les prochaines hausses.

Jerome Powell, qui a pris ses fonctions en février, aura l'occasion mercredi sinon de répondre au président et, au moins, expliciter une nouvelle fois son raisonnement. Il donnera un discours très attendu par les marchés à New York.

«Les océans sont tout petits», affirme Trump en interview

Monde <http://www.slate.fr/> Repéré par Claire Levenson — 28 novembre 2018 à 15h18 — mis à jour le 28 novembre 2018 à 15h22 Repéré sur Vox, Washington Post

Les déclarations du président américain ressemblent de plus en plus à une parodie.



Donald Trump le 26 novembre 2018 | Nicholas Kamm / AFP

Dans un entretien de vingt minutes avec deux journalistes du Washington Post publié le 28 novembre, Donald Trump a commenté l'actualité de façon décousue et parfois inintelligible.

Il s'en est pris à la hausse des taux d'intérêt mise en place par la Fed, la banque centrale américaine, qu'il accuse d'être responsable de la vague de licenciements annoncée par General Motors. À ce sujet, il a dit: *«Je ne suis pas content de la Fed. Ils font une erreur, car j'ai un instinct, et mon instinct m'en dit souvent plus que le cerveau de n'importe qui.»*

Le président américain s'est aussi lancé dans une tirade sur le réchauffement climatique, dont plusieurs phrases sont rapidement devenues virales: *«Un des problèmes des gens comme moi, c'est que nous avons de hauts niveaux d'intelligence, mais nous ne sommes pas nécessairement des croyants. Vous regardez notre air et notre eau, et en ce moment, ils ont atteint des records de propreté».*

Il a ensuite affirmé que l'air était sale en Chine, en Amérique du Sud, en Russie et *«dans de nombreux autres endroits»*, avant de se lancer dans une explication sur le mouvement d'air sale et d'ordures venus d'Asie: *«Quand vous parlez d'atmosphère, les océans sont tout petits. Et ça souffle, ça voyage. Nous récupérons des milliers de tonnes d'ordures venues d'Asie sur nos plages».*

Le président américain, qui a dit ne pas croire les conclusions d'un rapport sur le climat publié par son propre gouvernement, a aussi tenté de discréditer le réchauffement climatique en rappelant que dans les années 1970, quelques scientifiques avaient brièvement défendu une théorie du refroidissement climatique: *«Si vous regardez les articles, ils parlaient de refroidissement climatique, ils disaient que les planètes allaient geler, et maintenant elles vont mourir à cause de la chaleur».*

Pour finir sur les questions environnementales, Donald Trump a de nouveau évoqué l'idée fausse selon laquelle le fait de ratisser les sols de forêt permet de prévenir les incendies, une technique qu'il avait attribué faussement à la Finlande.

«C'était intéressant, j'ai vu les pompiers et ils ratissaient les broussailles [...] C'était en feu et ils ratissaient, ils travaillaient dur, ils ratissaient tout ça. Si ça avait été ratissé avant, il n'y aurait rien eu qui aurait pris feu. C'était très intéressant à voir.»

Santé

États-Unis: l'espérance de vie a encore baissé

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 29/11/2018 à 07:14 Publié le 29/11/2018 à 06:53

L'espérance de vie a continué à baisser aux États-Unis en 2017 par rapport à 2014, une dégradation historique principalement due à la crise des overdoses de drogues, selon des

statistiques de santé publiées jeudi. «C'est la première fois que l'on voit une tendance à la baisse depuis la grande épidémie de grippe de 1918», dit à l'AFP Robert Anderson, chef des statistiques de la mortalité au Centre national des statistiques de santé, qui a publié les nouveaux chiffres. Tout en précisant que la baisse était certes beaucoup plus forte en 1918.

L'espérance de vie à la naissance était en 2017 de 76,1 ans pour les hommes et de 81,1 ans pour les femmes. La moyenne pour la population était de 78,6 ans, contre 78,9 en 2014. C'est trois ans et demi de moins que de l'autre côté de la frontière, au Canada, également touché par les overdoses. «Ces statistiques nous alertent et montrent que nous perdons trop d'Américains, trop souvent, pour des causes évitables», a déclaré le directeur des Centres de contrôle et de prévention des maladies, Robert Redfield.

Le fléau des overdoses de drogues a commencé au début des années 2000, son intensité s'accroissant depuis quatre ans. En 2017, environ 70.000 Américains sont morts d'overdoses de drogues, 10% de plus qu'en 2016. En nombre de morts, Robert Anderson compare cela au pic de l'épidémie de VIH, à une différence près: celle-ci avait rapidement décliné. Le statisticien espère que les overdoses suivront le même chemin. «Nous sommes un pays développé, l'espérance de vie devrait augmenter, pas diminuer», dit-il.

Une nouvelle génération

Il y a deux catégories d'overdoses: d'une part les drogues non-opiacées, comme la cocaïne, la méthamphétamine et les autres psychostimulants dont la MDMA. 27.000 morts environ. L'augmentation est largement due à la seconde catégorie: les opiacés. Cela inclut l'héroïne, la morphine, et les opiacés dits semi-synthétiques comme l'oxycodone, un antidouleur sur ordonnance mais détourné sur le marché noir, avec l'aide de médecins complices et de laboratoires qui prétendent ignorer le problème, et qui est souvent la porte d'entrée vers l'addiction.

Dernièrement, la majorité des morts sont venus d'une nouvelle génération: les opiacés synthétiques, comme le fentanyl, des dizaines de fois plus puissant que l'héroïne, où une erreur de dosage peut être fatale. Le chanteur Prince en est mort. Le taux de morts par opiacés synthétiques avait doublé de 2015 à 2016. L'an dernier, il n'a augmenté «que» de 45%. C'est la relative note d'espoir contenue dans les chiffres de 2017: le nombre d'overdoses continue de croître, mais à une allure moins soutenue.

Société

Incendies en Californie: Le bilan monte à 87 morts

Accueil Monde 20 Minutes avec AFP Publié le 25/11/18 à 08h43 — Mis à jour le 25/11/18 à 08h43

ETATS-UNIS Par ailleurs, 475 personnes sont portées disparues...



Le bilan du « Camp Fire » — JUSTIN SULLIVAN / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / AFP

Le bilan du « Camp Fire », l'incendie dévastateur le plus meurtrier de l'histoire de la Californie, est monté à 87 morts après la découverte de quatre nouveaux corps, ont indiqué samedi les autorités locales.

Selon la même source, 475 personnes sont portées disparues.

De leur côté, les pompiers californiens (Cal Fire) ont précisé que l'incendie de forêt qui s'était déclaré le 8 novembre était désormais à 98 % maîtrisé.

62.000 hectares et plus de 13.500 maisons détruits

Trois autres personnes ont trouvé la mort dans un autre incendie d'ampleur à Malibu, dans le sud de la Californie.

Dans le nord de l'Etat, l'incendie Camp Fire a détruit près de 62.000 hectares et plus de 13.500 maisons.

Les pluies qui sont tombées ces derniers jours ont aidé à éteindre le feu mais ont également rendu difficile la recherche de restes humains par les secours.

Ce chef cuisinier pourrait décrocher le Nobel de la paix

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Société mercredi 28 novembre 2018



José Andrés vient d'être sélectionné pour le prix Nobel de la paix 2019. Ce chef cuisinier américano-espagnol, installé aux États-Unis depuis plus de vingt ans, offre des repas aux victimes de catastrophes naturelles.

José Andrés est l'homme qui a fait découvrir les tapas aux Américains. Mais sa notoriété ne s'arrête pas aux petites assiettes. Le chef cuisinier de 49 ans est également connu pour ses actions humanitaires.

Cet Espagnol installé aux États-Unis depuis plus de vingt ans et naturalisé en 2013, vient d'être nommé pour le prix Nobel de la paix 2019. Il pourrait devenir le premier chef à recevoir cette prestigieuse récompense.

Des repas pour les sinistrés

Depuis 2010, son ONG (organisation non-gouvernementale) World Central Kitchen offre des repas aux victimes de catastrophes naturelles. José Andrés l'a fondée après le tremblement de terre à Haïti qui fait plus de 300 000 morts, 300 000 blessés et 1,2 million de sans-abri.

Ces huit dernières années, les bénévoles ont servi des repas chauds, équilibrés et savoureux en Floride, en Caroline du Sud, au Texas. En 2017, plus de 3 millions de repas ont été servis aux Portoricains affectés par l'ouragan Maria.



Son ONG a organisé un grand repas de Thanksgiving pour les sinistrés des incendies californiens. (Photo : AFP)

Récemment, le chef a retroussé ses manches pour apporter du réconfort culinaire aux victimes des incendies en Californie. Le jour de Thanksgiving, l'ONG a organisé un grand repas pour 15 000 personnes à Paradise, la ville dévastée par les flammes.

José Andrés s'est entouré de plusieurs stars de la gastronomie, comme Guy Fieri et Tyler Florence, pour servir des parts de la fameuse tarte de potiron, cuisinée le jour même.

« L'un des plus vieux problèmes du monde »

D'après le journal américain *The Washington Post*, c'est le démocrate John Delaney, représentant du Maryland et candidat à la présidentielle de 2020, qui a défendu la nomination du chef.

« Grâce au travail de M. Andrés, des millions de personnes ont pu être nourries. C'est un besoin fondamental chez l'être humain. Optimiste et inventif, il contribue à résoudre l'un des plus vieux problèmes du monde », a-t-il argumenté, selon journal.

Ce n'est pas la première fois que José Andrés est félicité pour ses efforts humanitaires. En février, la James Beard Foundation, qui promeut l'art culinaire, l'a désigné « Humanitaire de l'année 2017 ».

Cette nomination ne doit pas ravir Donald Trump. Le président américain et le chef ne sont en effet pas en bons termes. José Andrés devait ouvrir un restaurant au Trump International Hotel à Washington, en 2016. Mais il a fait marche arrière quand le milliardaire a commencé à s'en prendre aux immigrés mexicains pendant sa campagne présidentielle.

Depuis, le chef cuisinier critique ouvertement le chef de l'État et l'interpelle régulièrement sur son terrain de jeu préféré, Twitter.

MEXIQUE

Immigration

Des centaines de migrants tentent en vain de franchir la frontière américaine à Tijuana

Accueil Monde Migrants <https://www.ouest-france.fr/> avec AFP Modifié le 26/11/2018 à 03h51
Publié le 26/11/2018 à 00h36



Des migrants tentent d'escalader la frontière américaine à Tijuana, le 25 novembre 2018. | PEDRO PARDO / AFP

Au moins 500 migrants, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont tenté de franchir la frontière américaine à Tijuana, dimanche, en escaladant les barrières métalliques. Les autorités, qui ont brièvement fermé la frontière, n'ont pas confirmé si des migrants étaient parvenus ou non à pénétrer aux États-Unis.

Désespérés, des centaines de migrants venant d'Amérique centrale ont tenté dimanche de franchir illégalement la frontière américaine à Tijuana, dans le nord-ouest du Mexique, poussant les États-Unis à fermer leur frontière au sud de la ville californienne de San Diego.

Au moins 500 d'entre eux, parmi lesquels des femmes et des enfants, qui participaient à une manifestation pacifique aux abords de la frontière, se sont dirigés vers la barrière métallique de délimitation et y ont grimpé pour tenter d'entrer aux États-Unis.

Les gardes-frontières américains ont brièvement fermé leur frontière au sud de la ville californienne de San Diego. Avant de la réouvrir quelques heures après.

« Mourir pour essayer de passer »

« On est prêt s'il le faut à mourir pour essayer de passer », a confié à l'AFP Mario Lopez, un Hondurien, tout en aidant sa fille de trois ans, qui avait perdu ses sandales dans la bousculade, à ramper sous la barrière métallique.

Après avoir franchi ce premier obstacle, les migrants ont reçu des gaz lacrymogènes, a constaté une journaliste de l'AFP, tandis que des hélicoptères de l'armée américaine survolaient la frontière à basse altitude, entrant même brièvement dans l'espace aérien mexicain.

Tenant de se protéger avec leur tee-shirt, plusieurs migrants ont préféré rebrousser chemin, tandis que d'autres ont poursuivi en direction d'une seconde barrière, surmontée de barbelés, derrière laquelle des gardes-frontières américains se mobilisaient pour stopper leur progression.

« Quelques groupes (de migrants) ont tenté d'entrer de manière violente [...] sur le territoire américain », a confirmé le ministre de l'Intérieur Alfonso Navarrete sur la chaîne Milenio. **« Nous allons agir et procéder à leur expulsion »,** a prévenu le ministre. **« Loin d'aider la caravane (de migrants venant d'Amérique centrale), ils lui nuisent »,** a-t-il ajouté.

Quelques minutes plus tôt, les migrants s'étaient lancés contre une première barrière, côté mexicain, conduisant à des voies ferrées, puis avaient traversé un large canal asséché en béton.

« On est déjà aux États-Unis ? » s'interrogeait un migrant, au milieu des cris et des cavalcades de ses compatriotes, avant de reprendre sa course.

Au pied de la barrière métallique d'environ trois mètres de hauteur, des couvertures et effets personnels abandonnés par les migrants étaient visibles. Pour l'instant, les autorités n'ont pas confirmé si des migrants étaient parvenus ou non à pénétrer sur le sol américain.

Frontière partiellement fermée

La frontière à San Diego **« est fermée aux voitures et aux piétons jusqu'à nouvel ordre »**, a annoncé sur Twitter l'antenne locale de l'agence fédérale américaine des douanes et de la protection des frontières.

Le président Donald Trump a menacé ces derniers jours de fermer totalement la longue frontière entre les États-Unis et le Mexique si la situation devait dégénérer.

Il a aussi pris un décret pour rejeter automatiquement les demandes d'asile déposées par des personnes entrées illégalement aux États-Unis, mais la justice a pour l'heure bloqué cette mesure, provoquant l'ire du président.

Environ 5 000 migrants de la caravane sont arrivés cette semaine à Tijuana, après avoir parcouru plus de 4 000 kilomètres en un peu plus d'un mois pour fuir la violence et la pauvreté au Honduras, dans l'espoir d'entrer aux États-Unis.

Face à cet afflux, environ 9 000 militaires américains ont été déployés à la frontière avec le Mexique pour empêcher toute intrusion.

Pour entrer légalement aux États-Unis, les migrants doivent déposer des demandes d'asiles, mais les services administratifs américains sont saturés et l'attente pourrait être d'une année pour que leur dossier soit étudié.

Plusieurs centaines de migrants avaient installé vendredi un campement près d'un poste-frontière conduisant à San Diego, espérant ainsi pousser les autorités américaines à leur ouvrir le passage vers les États-Unis.

D'autres ont accepté des emplois proposés par des entreprises locales lors d'un forum organisé notamment par les autorités migratoires mexicaines.

Le futur gouvernement mexicain du président élu Andres Manuel Lopez Obrador, qui prend ses fonctions le 1er décembre, a affirmé samedi être parvenu à un accord avec l'administration américaine pour que les demandeurs d'asile restent au Mexique pendant que leur demande est examinée aux États-Unis, une percée majeure confirmée par Donald Trump.

Un tel accord avec Mexico, s'il est confirmé, serait une victoire pour le président des États-Unis qui a fait de la fermeté face aux migrants une de ses priorités. Ce serait aussi un tournant dans les relations entre les deux pays voisins, envenimées depuis l'élection de Donald Trump par sa promesse de bâtir un mur antimigrants à la frontière, et sa demande initiale d'en faire payer le coût à l'État mexicain.

Société

L'incendie le plus meurtrier de Californie maîtrisé à «100%»

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 26/11/2018 à 10:28 Publié le 25/11/2018 à 17:29

Le "Camp fire", l'incendie le plus meurtrier de l'histoire de la Californie qui dévastait le nord de l'Etat depuis plus de deux semaines, est désormais maîtrisé à "100%", ont annoncé dimanche les pompiers américains.

Au moins 85 personnes ont péri dans ce feu, qui a brûlé quelque 620 km², rasant notamment la ville de Paradise, selon un dernier bilan des autorités. 296 personnes sont toujours portées disparues. Parmi ces dernières, beaucoup pourraient toutefois ne pas avoir conscience d'être recherchées, indique-t-on.

L'incendie, qui s'était déclenché le 8 novembre, a détruit près de 14.000 habitations, 530 commerces et 4500 autres bâtiments, ont précisé les pompiers californiens (Cal Fire). Des milliers de pompiers ont été mobilisés et des dizaines de milliers de personnes ont été forcées d'évacuer.

L'origine des incendies pas identifiée

Trois personnes ont par ailleurs trouvé la mort dans un autre incendie d'ampleur plus au sud, touchant la célèbre station balnéaire de Malibu. Ce feu, le "Woolsey fire", qui a dévasté plus de 390 km², est lui aussi entièrement maîtrisé.

L'origine des deux incendies n'a pas encore été identifiée mais plusieurs victimes ont lancé une action en justice à San Francisco contre le fournisseur local d'électricité Pacific Gas & Electricity (PG&E). Selon la plainte, l'incendie aurait été causé par des "étincelles" sur une ligne à haute tension de la société.



ASIE

AFGHANISTAN

Attentats

G4S visé par un attentat en Afghanistan: au moins dix morts (actualisé)

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 28.11.2018 Par Philippe Chapleau

Un attentat à la voiture piégée suivi d'un échange de tirs a visé mercredi une compagnie de sécurité privée britannique dans l'est de Kaboul.

"Une voiture piégée a explosé à proximité des locaux de la compagnie G4S", a déclaré à l'AFP le porte-parole de la police, Basir Mujahid. Une information confirmée par le ministère de l'Intérieur.

Sur son compte Twitter, vers 17h30, G4S, qui remplit des missions de sécurité dans le monde entier, a confirmé "un incident contre une de nos installations à Kaboul".

L'attaque a été revendiquée par les talibans qui ont agi "en représailles après des atrocités contre des civils" selon leur porte-parole.

Un premier bilan faisait état de 13 blessés; il a ensuite été porté à 10 morts et 19 blessés.



G4S confirme 5 tués (dont un Britannique) et 32 blessés parmi son personnel à Kaboul

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 29.11.2018 Par Philippe Chapleau



Impressionnante photo Reuters qui témoigne de la violence de l'explosion de mercredi soir près des locaux de la société de sécurité G4S à Kaboul.

Le bilan est de dix tués dont 5 employés (4 Afghans et 1 Britannique) de G4S et 32 blessés:

G4S @G4S · 4 h
Please see our statement below following the criminal attack on our compound in Kabul yesterday.
[Traduire le Tweet](#)

Managing Director of G4S Risk Management Group, Charlie Burbridge:

"It is with great sadness that we can confirm that five of our employees were killed and 32 were injured, five of them seriously, in an unprovoked, criminal attack on one of our compounds in Kabul on 28 November 2018.

"Next of kin have been informed and our thoughts at this difficult time are with the loved ones of those who have died and been injured, and our brave team in Afghanistan who have lost colleagues and friends. We are offering support and counselling to all of those affected.

"We would like to extend our heartfelt thanks to the British Embassy, the Foreign and Commonwealth Office, the British and Afghan armed forces, other NATO forces and other private security companies who have all assisted us as we ensure our operations in Kabul are secure and continue safely.

"We are committed to our security role in support of the people of Afghanistan, and we are determined that incidents such as this will not prevent the vital work that the international community conducts from continuing."



G4S avait déjà été la cible d'une attaque le 18 mars lorsqu'un kamikaze avait actionné sa ceinture explosive avant de pouvoir atteindre l'entrée du complexe. Deux civils avaient été tués.

Opérations

Quand l'Europe venait au secours des Américains

<https://www.bruxelles2.eu/> 29 Nov 2018 Afghanistan, FIAS, Opération Resolute Support, UE-USA (B2) 17 ans après le début de l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, il est bon de se souvenir...

Dans la balance des efforts européen et américain, et de la célébration de l'effort américain vital pour l'Europe dans les guerres 14-18 et 39-45, on oublie souvent l'effort, plus récent mais tout

aussi notable, des Européens en réponse à l'appel à l'aide des Américains en Afghanistan. Une intervention mise en place dans le cadre de l'OTAN, à l'initiative des Américains et selon leurs principales orientations, après les attentats du 11 septembre 2001, mais qui a suscité un engagement net des Européens.

Un tiers des effectifs...

Selon la base de données B2 sur l'Afghanistan, les Européens ont en effet fourni (tous pays confondus, Danemark et Royaume-Uni inclus) environ un tiers des effectifs — ce qui n'est pas négligeable.

... et un quart des pertes

Ils ont subi durant les 17 ans d'intervention — dans la FIAS, la force internationale d'assistance à la sécurité (ou *International Security Assistance Force* IFAS) puis dans l'opération *Resolute Support* —, 25% des pertes : 875 décès constatés exactement sur les 3557 totalisés sur l'intervention (1).

Le Royaume-Uni a de loin été le pays le plus 'engagé' avec 455 décès, suivi par la France (86 décès) et l'Allemagne (54 décès). Proportionnellement à sa taille, c'est cependant le Danemark qui a payé le plus lourd tribut (43 décès). Hors UE, c'est le Canada (avec 158 décès).

Le décompte des blessés plus difficile

Le décompte des blessés est plus difficile à recenser. D'une part car les pays ne mettent pas vraiment ces statistiques au grand jour. D'autre part car ces données sont plus complexes à compiler.

2188 blessés au combat chez les Britanniques

Pour avoir une idée, on peut prendre l'exemple de l'engagement britannique, le plus notable et le plus documenté. Sur la période 2001-2014, les Britanniques recensent 7436 blessés et malades (toutes causes confondues) admis dans leurs hôpitaux de campagne. Sur ce chiffre, il y a 5248 malades et blessés hors combat et 2188 blessés 'en action', dont 616 sérieusement atteints. Cela conduit à un ratio mort/blessés de 1 pour 5 si on prend uniquement ce dernier chiffre (et un ratio de 1 pour 16 au total). 250 soldats ont subi une amputation selon les statistiques officielles compilées par le quotidien *The Guardian*. Cela ne comprend pas les victimes, notamment de troubles psychologiques, qui se déclareraient ensuite.

Et 450 chez les Français

Pour la France, sur la même période selon une étude épidémiologique menée par le médecin des armées de l'hôpital Percy, Clément Hoffmann, avec plusieurs confrères (2), on recense 89 décès et 991 blessés et malades, dont 450 au combat ou par IED. Soit un ratio mort/blessés d'1 pour 5, sensiblement identique aux Britanniques.

Une estimation de 4300 blessés

Si on applique ce ratio aux pertes européennes, on atteint ainsi un chiffre d'environ 4300 blessés au combat résultant de l'engagement en Afghanistan pour les troupes des différents pays de l'Union européenne.

(Nicolas Gros-Verheyde)

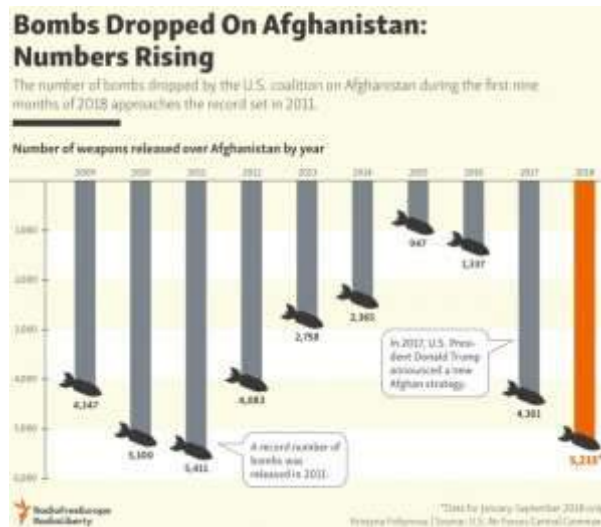
1. Pays de l'Union européenne uniquement (Royaume-Uni inclus). Chiffres fournis par *icasualties*, compilés pour l'UE par B2.

2. A [télécharger](https://www.researchgate.net/publication/279559442_Epidemiologie_des_blesses_de_guerre_francais_en_Afghanistan_de_la_blessure_a_la_reinsertion) ici [https://www.researchgate.net/publication/279559442 Epidemiologie des blesses de guerre francais en Afghanistan de la blessure a la reinsertion](https://www.researchgate.net/publication/279559442_Epidemiologie_des_blesses_de_guerre_francais_en_Afghanistan_de_la_blessure_a_la_reinsertion)

Nicolas Gros-Verheyde

Afghanistan: autant de bombes larguées en 9 mois cette année qu'en 2011

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 30.11.2018 Par Philippe Chapleau



Cette année, en 9 mois, les forces américaines et otaniennes déployées en Afghanistan ont largué 5 213 bombes sur des objectifs ennemis. Un nombre qui s'approche de celui de 2011, année où 5 411 bombes avaient été larguées.

Cette hausse dénote un soutien aérien intense aux forces afghanes et une volonté US d'affaiblir les talibans pour les pousser à négocier.

Voici le détail mensuel:

*** Number of Weapons Released (Manned & RPA strike assets)**

	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Total
2013	193	297	250	284	368	337	256	158	232	189	118	76	2,758
2014	92	114	95	115	164	272	205	437	441	217	87	126	2,365
2015	40	30	47	31	41	109	79	156	111	203	69	31	947
2016	127	115	58	62	89	94	160	108	162	205	92	65	1,337
2017	54	200	203	460	328	389	350	503	414	653	352	455	4,361
2018	378	469	339	562	591	572	746	715	841				5,213

Pour les années précédentes, les chiffres étaient les suivants :

2012: 4084

2011: 5411

2010: 5100

2009: 4147

Les chiffres des années précédentes (2002-2008) sont moins fiables mais assurément plus bas.



CHINE

Défense

La courtes-pattes attitude du drone « Cloud Shadow » se confirme

<http://www.eastpendulum.com/> Air By Henri KENHMANN 2018-11-27



Quand l'Usine 132 Chengdu, plus connu sous le nom de la *Chengdu Aircraft Corporation* (CAC), a présenté son drone d'attaque « Cloud Shadow » pour la première fois au Salon aéronautique de Zhuhai il y a deux ans, l'une des questions qui sont restées sans réponse depuis est l'autonomie de cet engin.

Si le constructeur n'avait donné qu'une petite indication à l'époque, à savoir que « la distance maximum de reconnaissance pour la version ISR est de 400 kilomètres », notre estimation réalisée en 2016, en basant sur la consommation spécifique de carburant, a suggéré que le drone Cloud Shadow ne pourrait voler que pendant « quelques heures ».

Il s'agirait donc d'un drone d'attaque tactique rapide et de haute altitude, pouvant voler à une vitesse de 620 km/h et à une altitude de 14 000 mètres si l'on croit aux chiffres de CAC, mais de faible endurance malgré sa masse imposante de 3 000 kg au décollage.

Et cette hypothèse de travail a finalement été confirmée cette année, à l'aide d'une brochure distribuée par AVIC, maison-mère de CAC, lors de l'Airshow China 2018. En effet, le document officiel de l'avionneur chinois révèle que l'autonomie du drone n'est que de six heures, sans pour autant indiquer les conditions (charges, vitesse...) sous lesquelles cette endurance est donnée.



Le drone Cloud Shadow, exposé au dernier Salon aéronautique de Zhuhai (Photo © East Pendulum)



Le moteur AEF50E (Photo © East Pendulum)

Le Salon aéronautique de Zhuhai de cette année a non seulement été l'occasion pour compléter les données manquantes sur le Cloud Shadow – un drone dédié à l'export pour la version mono-réacteur – mais aussi pour connaître la motorisation de son jumeau conçu pour l'armée chinoise, qui lui est doté de deux moteurs.

Sur le stand du nouveau groupe motoriste chinois AECC (*Aero Engine Corporation of China*), on apprend que le drone Wind Shadow, biréacteur et à priori acquis par l'armée de terre chinoise, est proposé par deux AEF50E d'une poussée maximum de 500 kgf, avec une SFC de 0,725 kg / kgf.h.

L'extrapolation de ces chiffres en basant ceux du Cloud Shadow suggère que la version pour l'armée chinoise pourrait avoir une autonomie rallongée, pour atteindre un peu plus de huit heures, soit un tiers de plus par rapport à la version d'export. Mais cela reste probablement une autre hypothèse de travail à faire confirmer, peut-être en 2020 ?

Economie

Cinq places fortes chinoises dans l'industrie mondiale

Challenges Monde Asie-Pacifique <https://www.challenges.fr/> le 24.11.2018 à 17h00 Abonnés

Energie, transport ferroviaire, voitures électriques, téléphones portables et construction navale militaire : la Chine a fait mieux que rattraper son retard, elle est devenue un acteur clé avec des positions inexpugnables.



Une cérémonie militaire à Zhanjiang le 22 octobre 2018. AFP

L'avantage du capitalisme chinois est qu'il est prévisible. Les industriels occidentaux pourront toujours se plaindre des milliards de subventions dont profitent leurs concurrents chinois, des normes asymétriques qui les favorisent, de la tolérance dont ils bénéficient lorsqu'ils pillent des technologies, bien au-delà des accords de " transferts " naïvement signés. Tout est écrit, ou presque, dans un document daté du 19 mai 2015. Publié avec l'imprimatur du Conseil des affaires d'Etat, " Made in China 2025 ", dans la bonne tradition du communisme dirigiste, est un plan décennal pour " transformer le géant manufacturier qu'est la Chine en une puissance mondiale manufacturière ". Les entreprises des secteurs sélectionnés (énergie, télécoms, Internet, transports...) sont sommées de se " redynamiser pour concurrencer les géants mondiaux, en majeure partie américains ". Comme si l'Europe n'existait déjà plus.

ENERGIE

UN SÉRIEUX CONCURRENT POUR L'EUROPE DANS L'ELECTRICITÉ



Future centrale nucléaire de Fangchenggang, au sud de la Chine. Pékin recherche en premier lieu des savoir-faire technologiques.

Elle apprécie l'industrie européenne et notamment l'énergie. De la Grèce à la Norvège, la Chine y a investi pas moins de 34,5 milliards de dollars ces dix dernières années. Et fait ses emplettes dans tous les domaines. Il y a bien sûr le nucléaire, où China General Nuclear Power Corp. est associé à EDF sur le site d'Hinkley Point. Le futur EPR britannique est un cheval de Troie pour CGNPC, qui espère dans les années à venir proposer Hualong, un réacteur de troisième génération 100 % chinois.

Le nucléaire est la partie la plus visible de l'iceberg. Mais les investissements chinois dans les hydrocarbures, les renouvelables, les réseaux d'électricité sont tout aussi impressionnants. Notamment ceux dans le transport et de la distribution d'électricité. Un secteur où l'empire du

Milieu est déjà le numéro un en Europe. A la manoeuvre, des entreprises tentaculaires dotées de capitaux étatiques comme State Grid of China. Premier énergéticien mondial, ce groupe d'1,6 million de salariés qui fournit de l'électricité à 1,1 milliard d'habitants a tenté de s'introduire en Allemagne et en Belgique. Sans succès. Il y est parvenu dans l'Europe du sud en prenant des participations significatives en Grèce, en Italie, au Portugal. Dans ce dernier pays, son compatriote China Three Gorges a acquis 23 % d'EDP, l'EDF local, à l'occasion du plan de sauvetage du Portugal négocié en 2011 par l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne. Aujourd'hui, China Three Gorges tente, via une OPA de 9 milliards d'euros, de prendre le contrôle de l'entreprise.

Les Chinois ont également des visées sur la France. En 2011, le fonds souverain China Investment Corp avait pris 30 % de la filiale exploration et production de GDF Suez (le futur Engie). Cette division a depuis été revendue à l'anglais Neptune Energy. Mais les Chinois n'ont pas renoncé. Ils rêvent maintenant d'entrer au capital de GRT Gaz, la filiale transport de gaz d'Engie. Voire de prendre une participation dans la maison mère, à la faveur de la cession à venir des 24 % de l'Etat français qu'autorise la loi Pacte.

En menant l'offensive sur les pépites de l'énergie européenne, les Chinois recherchent un savoir-faire dans la technologie des smart grids (réseaux intelligents). Pour ce secteur hautement stratégique, Pékin a des ambitions géopolitiques. « La Chine, dans le cadre de sa Belt and Road Initiative (lire page 60) lancée en 2013 veut créer avec l'Europe une route électrique, indique Nicolas Mazzucchi, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique. Pour lutter contre le changement climatique, l'idée serait de déplacer en partie les grosses centrales thermiques d'Europe vers des zones peu peuplées comme l'ouest de la Chine et de créer des connexions avec des lignes à très haute tension. »

Pékin fait aussi du lobbying à Bruxelles et investit dans les labos de recherche comme le Global Interconnexion Research Institute à Berlin. L'objectif est de peser sur les décisions européennes. Et là encore, la France est dans le viseur. Aujourd'hui, les acteurs étrangers n'ont pas la possibilité d'entrer au capital de RTE et d'Enedis, les filiales transports et distribution d'EDF. Mais demain ? « Les réseaux d'électricité européens sont fortement connectés, note Nicolas Mazzucchi. C'est une force, mais aussi une faiblesse car le transport d'électricité est un service public structurellement déficitaire. Les Chinois n'y vont pas pour gagner de l'argent mais parce que c'est stratégique. » **N.S.**

TRANSPORT FERROVIAIRE

UNE ARRIVÉE FRACASSANTE SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET UN DÉPART CANON À L'EXPORT



Train à grande vitesse reliant Pékin à Shanghai, capable de rouler à 400 km/h. La CRRC, qui l'a développé, est devenue en une quinzaine d'années le plus grand fabricant au monde d'équipements ferroviaires.

Vingt-huit milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit presque deux fois plus que le nouvel ensemble en cours de fusion, Siemens-Alstom, 180 000 employés et des produits vendus dans 102 pays : la China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) est devenue le plus grand fabricant au monde d'équipements ferroviaires (wagons de métro et de train, TGV, locomotives,

etc.). Cette société d'Etat, basée à Pékin, symbolise à elle seule l'arrivée fracassante des Chinois sur ce marché. En une quinzaine d'années, ils ont appris à construire des trains à grande vitesse grâce aux transferts de technologie des Européens accordés dans les années 1990. Par Siemens et Alstom...

Et la CRRC ne se contente plus du seul marché local : début septembre, par exemple, ce mastodonte a vendu 64 wagons de métro à la ville de Sao Paulo. En 2016, après Boston, le groupe avait aussi réussi à convaincre la mairie de Chicago de lui acheter plus de 840 wagons (soit la moitié de la flotte de la ville), pour 1,1 milliard d'euros. Le plus gros contrat jamais remporté aux Etats-Unis par une société chinoise de ce secteur. Face à une offre moins chère que celles de ses concurrents, sans être low cost pour autant, ces derniers n'avaient aucune chance.

Beaucoup accusent les Chinois de dumping lié aux aides d'Etat. Pour obtenir des commandes à l'étranger, la CRRC va par ailleurs jusqu'à monter sur place des usines. C'est le cas à Chicago, où le groupe basé à Pékin construit depuis le printemps 2017 un site industriel afin de respecter la législation américaine, exigeant qu'une certaine partie de la production soit assemblée sur place. **P.Da.**

VOITURES ELECTRIQUES

DES COUPS D'AVANCE POUR CONQUÉRIR LE MONDE



Ligne d'assemblage de voitures électriques, à Jinan. Les constructeurs chinois maîtrisent l'ensemble de la filière. Ils produisent la majorité de leurs moteurs, et surtout des batteries. Un atout stratégique.

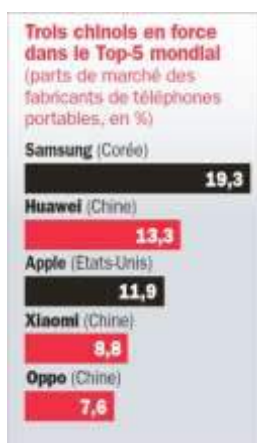
Les ventes de voitures électriques et hybrides rechargeables ont augmenté de... 111 % en Chine au premier semestre (à 412 000 unités). Le pays génère déjà plus de la moitié des ventes mondiales de modèles zéro émissions. Un soudain engouement des automobilistes ? Non. Pékin a annoncé fin septembre 2017 des quotas de véhicules électrifiés en Chine, qui devront représenter 10 % des ventes l'an prochain, 12 % en 2020. Ces quotas font les affaires des constructeurs nationaux (BYD, BAIC, Geely...), qui se sont lancés très tôt sur ce créneau sous l'injonction des pouvoirs publics et qui détiennent aujourd'hui 96 % du marché local. Les marques chinoises devraient d'ailleurs produire la moitié des nouveaux modèles électriques lancés dans le monde en 2020, selon Alix Partners.

La maîtrise de la filière électrique ne concerne pas seulement l'assemblage de voitures. Elle comprend aussi la fabrication des moteurs, que la Chine produit en majorité, et surtout des batteries. Dans ce domaine, en 2023, l'empire du Milieu aura une capacité de fabrication de 300 gigawattheures (80 aujourd'hui), loin devant l'Europe (120 gigawattheures, contre 10 actuellement), prédit une étude de Benchmark Minerals (voir graphique). Or, une batterie représente de 35 à 50 % du coût d'une voiture électrique, selon Alix Partners. D'où le cri d'alarme lancé par le président du directoire de PSA, Carlos Tavares, au Mondial de l'auto début octobre, à Paris : « Il ne faut pas détruire le tissu industriel européen en transférant 40 % de la valeur vers l'Asie. »

Les constructeurs automobiles chinois n'ont guère de chances de damer le pion aux grandes marques européennes, japonaises ou coréennes, dans les voitures thermiques. Mais, en donnant la priorité à l'électrique, Pékin a bien « l'ambition de conquérir le monde », selon France Stratégie, organisme d'études auprès du Premier ministre. Le tout au nom d'une écologie politiquement correcte. La Chine veut d'ailleurs que ses fabricants de batteries se déploient aussi à l'étranger. L'un d'entre eux, CATL, a ainsi signé en juillet un contrat avec BMW pour 4 milliards d'euros de fournitures. Avec, à la clé, l'installation d'une usine outre-Rhin. Véhicules, batteries ne suffisent pas à Pékin. Carlos Tavares pointe aussi le problème stratégique de « la localisation des matières rares » - dont la Chine a un quasi-monopole -, soulignant la nécessité de « s'assurer un libre accès à un prix compétitif du kilowattheure ». Ivan Glasenberg, directeur général du premier producteur mondial de cobalt Glencore, affirmait justement au FT Global Commodities Summit de Lausanne en mars dernier : « Si le cobalt tombe dans les mains des Chinois, vous ne verrez pas de véhicules électriques produits en Europe. » 70 % de la production mondiale de ce métal clé pour les batteries proviennent des mines du Congo (RDC). Or, Glencore a annoncé qu'il cédait un tiers de sa production des trois prochaines années au chinois GEM. Ivan Glasenberg a même indiqué qu'il était prêt à vendre les mines de cobalt en RDC à la Chine, si celle-ci lui en offrait un bon prix. L'empire du Milieu contrôlerait alors l'ensemble de la filière. **A.-G.V.**

TÉLÉCOMS

UNE ARMADA DE FABRICANTS BON MARCHÉ



En 2007, l'industrie des téléphones mobiles a pris un tournant décisif avec l'arrivée de l'iPhone. En 2018, elle vit une nouvelle révolution. Apple s'est fait dépasser par un chinois, Huawei, devenu le numéro deux mondial. « Huawei continue à apporter des innovations dans ses téléphones et étend sa gamme pour couvrir tous les segments de consommateurs », observe Anshul Gupta, directeur de recherches chez Gartner. Coup de chance d'un génie isolé ? Pas vraiment. Derrière Huawei, se pressent Xiaomi, BBK Electronics (marques Oppo, One Plus et Vivo), Lenovo, ZTE, TCL, Meizu...

Xiaomi, par exemple, est numéro un devant Samsung en Inde, le marché qui connaît la plus forte croissance. Sa réussite s'explique par son marketing, mais aussi parce qu'il a su délocaliser sa production sur place. Même méthode en Afrique : Transsion Holdings, un constructeur de Hong-kong, a installé une usine de smartphones en Ethiopie ainsi qu'un centre de développement pour tester des produits adaptés avec écrans résistants à la poussière, batteries à longue durée et même appareils photo pour selfie adaptés aux peaux foncées. Résultat, Transsion avec ses trois marques (Tecno, Infinix et iTel) détient plus de 30 % de parts de marché sur ce continent. Implacable. Absente des classements il y a dix ans, la Chine domine aujourd'hui : Huawei et Xiaomi ont lancé des campagnes publicitaires où ils se moquent d'Apple en affirmant offrir une technologie comparable à un prix très inférieur. **P.L.**

NAVAL MILITAIRE

UN RATTRAPAGE VERTIGINEUX



Cérémonie militaire à Zhanjiang, dans la province du Guangdong (sud de la Chine), en octobre 2018. « La Chine a construit en quatre ans l'équivalent de la Marine française », explique l'amiral Christophe Prazuck.

Ils sont venus, ils sont tous là. Ce 12 avril 2018, la marine chinoise effectue une démonstration de force en mer de Chine méridionale. Devant le président Xi Jinping, en tenue de camouflage, défile une armada de 48 navires, dont le porte-avions Liaoning, six sous-marins nucléaires et 76 avions de combat, hélicoptères et autres avions de guerre électronique. « La tâche de construire une marine puissante n'a jamais été aussi urgente qu'aujourd'hui », assure le chef de l'Etat aux 10 000 marins déployés. La plus grande parade navale de l'histoire chinoise ne s'arrêtera pas là : six jours plus tard, une partie de la flotte effectuera un exercice à tirs réels dans le détroit de Taiwan.

Le message est clair : la Marine de l'armée populaire de libération a bel et bien changé de dimension après avoir été longtemps mal équipée et cantonnée à des missions côtières. « La Chine a construit en quatre ans l'équivalent de la Marine française », indiquait même l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine, en avril. Selon le PDG de Naval Group, Hervé Guillou, les chantiers navals militaires chinois (CSIC, CSCC) vont devenir le premier acteur mondial cette année, devant l'américain General Dynamics, avec un chiffre d'affaires estimé entre 8 et 10 milliards d'euros. « La Chine met à l'eau une frégate par mois et un sous-marin tous les trois mois », assure Hervé Guillou.

De quoi menacer l'hégémonie de l'US Navy ? On n'en est pas encore là. Pékin ne dispose que d'un porte-avions en service, et d'un second en tests, quand Washington en possède 11. « Il y a encore un gros écart entre les marines américaine et chinoise, sur la quantité de navires modernes, leur qualité, et surtout sur l'expérience des marins, souligne Alice Ekman, responsable des activités Chine du Centre Asie au sein du think-tank Ifri. Mais il ne faut pas sous-estimer le rattrapage chinois, qui correspond à une volonté, au-delà des missions traditionnelles en mer de Chine, de se projeter en haute mer. » La Chine a d'ailleurs ouvert sa première base militaire à l'étranger à Djibouti en août 2017.

La montée en puissance est impressionnante. Le nombre de corvettes (navires légers de 1 500 tonnes) est passé de 16 en 2012 à 56 en 2018. La flotte de destroyers (5 000 à 15 000 tonnes) a quasiment doublé sur la même période, à une trentaine de navires. Après avoir racheté un ancien porte-avions soviétique, devenu le Liaoning, la Chine en a construit elle-même un second, actuellement à l'essai. Un troisième est déjà prévu, qui pourrait intégrer des catapultes électromagnétiques, une technologie que seuls les Etats-Unis maîtrisent. Pékin a aussi lancé un programme de porte-avions nucléaire.

Même rattrapage vertigineux côté sous-marins : depuis le milieu des années 1990, Pékin a acheté une douzaine de submersibles Kilo à la Russie, et produit sur son sol 44 nouveaux sous-marins, dont une dizaine à propulsion nucléaire. La flotte chinoise est désormais composée d'une soixantaine de sous-marins, selon le Congrès américain, et pourrait grimper à 80 ces prochaines années. A titre de comparaison, la marine nationale française n'en compte que dix. **V.L.**

L'explosion d'une usine chimique fait au moins 22 morts en Chine

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 28/11/2018 05:09 CET | Actualisé il y a 4 heures
Le HuffPost avec AFP

Les images donnent l'impression que la déflagration a été extrêmement forte et a ravagé la zone située à Zhangjiakou.



Capture Twitter. Explosion à Zhangjiakou en Chine

INTERNATIONAL - Les images sont impressionnantes. Au moins 22 personnes ont été tuées et 22 blessées mercredi en Chine lors d'une explosion suivie d'un incendie près d'une usine chimique, dans une ville qui accueillera les JO d'hiver de Pékin 2022.

L'explosion a impliqué 38 poids lourds et 12 voitures, détruits par le feu devant l'usine du groupe Hebei Shenghua Chemical à Zhangjiakou, localité située à environ 200 km au nord-ouest de Pékin, a annoncé la municipalité sur le réseau social Weibo. Les blessés ont été conduits à l'hôpital après la déflagration qui s'est produite à 00H41 locale (16H41 GMT mardi), selon le communiqué. Les autorités n'ont pas précisé les causes de l'explosion.



[China Xinhua News](#)

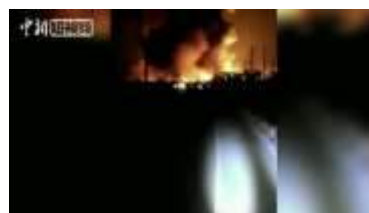
✓ [@XHNews](#)

22 killed and another 22 injured in a blast occurred early Wednesday morning near a chemical plant in N China's Zhangjiakou City

[38](#)

[06:13 - 28 nov. 2018](#)

Des vidéos et photos diffusées par les médias chinois montrent de très nombreuses carcasses de camions entièrement carbonisés, des immeubles noircis par la suie et des pompiers utilisant leur lance à incendie. Les images donnent l'impression que la déflagration a été extrêmement forte et a ravagé la zone.



[China News 中国新闻网](#)

A blast near a chemical plant in Zhangjiakou, north China's Hebei Province, has killed 22 and injured 22 others in early Wednesday morning. A total of 50 cars were involved in the accident, local authorities said.

27

06:32 - 28 nov. 2018

"Des travaux de recherche et de secours ainsi qu'une enquête sur les causes de l'accident sont en cours", selon les autorités. L'incident se serait produit à l'entrée de l'usine, lorsqu'un camion transportant des produits dangereux a explosé, mettant le feu aux véhicules environnants, selon le média en ligne The Paper, qui cite un responsable de la municipalité chargé de la sécurité industrielle.

La commune de Zhangjiakou, très étendue et qui comprend un centre urbain et une vaste zone rurale, est l'un des sites retenus pour les épreuves des jeux Olympiques d'hiver de Pékin en 2022. Elle devrait notamment accueillir des épreuves de ski de fond et de snowboard.

L'usine où s'est produite l'explosion est éloignée de quelques dizaines de kilomètres des lieux de compétition.

La Chine plusieurs fois touchée

La Chine a été le théâtre de plusieurs accidents industriels ces dernières années. En juillet dernier, une explosion dans une usine chimique a fait 19 morts et 12 blessés dans la province du Sichuan (sud-ouest). L'entreprise avait illégalement engagé des travaux qui n'avaient pas passé de tests de sécurité, selon les autorités.

En 2016, une déflagration dans la canalisation d'une centrale électrique avait tué au moins 21 personnes dans le centre du pays. L'année précédente, une énorme explosion dans un entrepôt de produits chimiques avait fait au moins 165 morts dans la ville portuaire de Tianjin (nord), générant une polémique autour des causes de la catastrophe et de son impact écologique.

Le site industriel incriminé stockait quelque 700 tonnes de cyanure de sodium hautement toxique, parmi des milliers de tonnes d'autres composants chimiques dangereux. L'ancien maire de la ville, qui avait dirigé le comité chargé de gérer la catastrophe, a été condamné l'an dernier à 12 ans de prison pour corruption.

Environnement

Ces Chinoises qui ont déjà tout compris à l'écologie

Accueil Société Actu société <http://madame.lefigaro.fr/> Dalila Kerchouche Le 26 novembre 2018



À Pékin, les pics de pollution se multiplient, notamment l'hiver. Un voile enveloppe alors la mégapole comme un brouillard. Jasper James

Confrontées à la pollution extrême et aux scandales alimentaires, de plus en plus de Chinoises s'engagent dans l'écologie. Après le mois franco-chinois de l'environnement et le forum We Belong, rencontre avec ces influenceuses dans l'air du temps.

En ce dimanche d'octobre, un épais *smog* grisâtre voile la Grande Muraille qui serpente sur une ligne de crête au milieu d'une forêt de pins et de cyprès. Malgré ce nuage de pollution, les familles pékinoises se pressent en nombre à Mutianyu, à 90 km au nord-ouest de Pékin, pour visiter le célèbre monument. Parés de lunettes Gucci, de casquettes Mickey et de masques antipollution, parents et enfants grimpent sur la falaise par des télécabines, arpentent les marches de granit,

explorent les tours de garde, puis redescendent sur des luges d'été en riant aux éclats. *Shopping areas*, sacs Burger King, canettes de Coca et drones dans les airs donnent au site médiéval un air de Disneyland. Mais derrière cette apparente insouciance consumériste, de plus en plus de Chinois s'inquiètent. Ils savent que *The Great Wall*, le plus grand édifice jamais construit par l'homme, ce mur à la *Game of Thrones* qui a repoussé les invasions des Mongols et des Huns, ne les protégera pas de la nouvelle menace : l'Airpocalypse.

La Chine, avant-garde verte ? En images



À Pékin, les pics de pollution se multiplient, notamment l'hiver. Un voile enveloppe alors la mégapole comme un brouillard.



Les 21 millions d'habitants de la capitale chinoise (ici la Cité interdite) vivent au rythme des alertes délivrées par l'indice IQA de la qualité de l'air.



Derrière une apparente insouciance consumériste, de plus en plus de Chinois s'inquiètent de l'Airpocalypse. Ils appréhendent les pics de pollution de plus en plus fréquents.



Les pics de pollution obligent la population à s'équiper de masques.



Lancé par Nathalie Bastianelli (ici avec l'artiste Wen Fang), l'événement *We Belong* se veut fer de lance de solutions innovantes.

Dans un hutong (petit quartier traditionnel) de Pékin, Wendy, 27 ans, frissonne et hume l'air avec inquiétude. «*Winter is coming...*», murmure-t-elle. Chaque année, cette stagiaire en marketing native du Sichuan, qui vit dans la capitale depuis 2013 - année des premiers pics de pollution -, appréhende l'hiver. «La première année, j'ai toussé pendant deux mois, raconte-t-elle. J'ai eu tellement mal au dos qu'un jour je n'ai pas pu me lever.» Le matin, son premier réflexe n'est pas de regarder la météo, mais une appli qui donne l'indice de la qualité de l'air. «Pour savoir si je peux aller travailler... ou pas.» Car lorsque la concentration de particules fines dans l'atmosphère dépasse les 500 microgrammes par mètre cube - soit 50 fois le seuil fixé par l'OMS -, pour les 21 millions d'habitants de la mégapole, cernée par six périphériques, la vie se fige. Les écoles ferment, les avions sont cloués au sol, les entreprises cessent toute activité. Par manque de visibilité, les autoroutes sont interdites d'accès. Et les Pékinois doivent se munir de purificateurs d'air et de masques. Les hôpitaux sont débordés par l'afflux de patients souffrant d'affections respiratoires (toux, trachéite, asthme). Cet Airpocalypse ne concerne pas que la capitale : un million de Chinois meurent chaque année de maladies liées à la pollution de l'air. En 2016, ce *smog* a couvert près d'un dixième de la surface du pays, et 23 villes ont été placées en alerte rouge.

La Chine, usine du monde

Businesswoman engagée, Nathalie Bastianelli, ex-DG de Havas Media à Pékin de 2005 à 2010, a fondé en 2014 l'événement *We Belong* (1), qui promeut des solutions innovantes et durables. «Il y a urgence, explique-t-elle. Dans le Sud industriel du pays, certains enfants n'ont jamais vu le ciel bleu. À cela s'ajoute une pollution invisible. Dans les grandes villes, 90 % des nappes phréatiques sont polluées. En Chine, on peut mourir de respirer, de boire ou de manger.» Car pour atteindre en trente ans son rang de deuxième puissance économique mondiale, la Chine a sacrifié son

environnement. «Elle est devenue l'usine du monde et le dépotoir d'industries polluantes, notamment celles de l'Occident, explique Nathalie Bastianelli. Leur pollution, c'est aussi notre consommation.» Sols contaminés aux métaux lourds, déforestation pour alimenter les usines, utilisation massive des ressources naturelles... Défiant la peur qu'inspire le régime autoritaire de Pékin, des dizaines de milliers de Chinois manifestent chaque année leur opposition à des projets polluants. «Ce mécontentement grandissant crée un risque de déstabilisation politique», analyse l'entrepreneure sociale.

Les autorités l'ont compris. Lors de son dernier congrès, le Parti communiste chinois a entériné la *civilisation écologique* comme priorité d'avenir. Avec ses contradictions : premier pays pollueur de la planète, la Chine est aussi devenu le premier investisseur mondial sur les énergies renouvelables. «La Chine opère sa révolution verte, explique Nathalie Bastianelli. Pékin ferme près d'un millier d'usines polluantes chaque année. Elle ne veut plus être l'usine du monde, mais le laboratoire green de la planète. Parce qu'ils vivent le changement climatique dans leur chair, les Chinois ont envie d'agir.»

Vers la révolution verte ?



Inscrite par le Parti communiste comme une priorité, la "civilisation écologique" doit permettre à la population d'adopter de nouvelles habitudes, comme l'utilisation de vélos en partage. Jasper James

Cosmétiques green, marchés bios, restaurants végétariens, vélos Ofo en partage... À Pékin, l'écologie a le vent en poupe, portée sur les réseaux sociaux par des millennials lassés de *l'overconsuming*, et en quête d'un mode de vie plus sain. Lancé en 2014 par l'ambassade de France en Chine, le Mois franco-chinois de l'environnement (2) est un succès. Avec 166 événements, ce festival pluridisciplinaire a attiré 250.000 spectateurs.

Au cœur du quartier branché de Sanlitun, qui prend chaque soir des airs de Times Square avec ses écrans géants, une centaine d'entrepreneures, d'investisseuses et d'activistes chinoises se pressent dans le très chic hôtel Chao pour assister à l'événement We Belong. Sur scène, des startuppeurs chinois et étrangers exposent leurs solutions durables et innovantes. «Les investisseurs chinois s'y intéressent de plus en plus, car le marché green et bio se développe très vite en Chine, confirme May Mei, fondatrice de l'ONG Goal Blue et co-hôte de We Belong. La demande de produits verts est forte ; reste aujourd'hui à les diffuser massivement. C'est l'objectif de la plateforme I Care, que nous lançons pour accélérer la transition écologique.» Plus de 4 millions d'internautes chinois ont suivi l'édition 2017 de We Belong en *livestream*. Nathalie Bastianelli en est certaine : «Avec 1,3 milliard d'habitants, la Chine peut avoir un impact colossal dans la lutte contre le changement climatique.»

(1) webelong-foundation.org (2) faguowenhua.com.

Hazel Zhang, végétarienne ultraconnectée



Hazel Zhang, 31 ans, incarne cette nouvelle génération de millennials écoconscients et connectés. « Avant, quand j'étais stressée, j'achetais n'importe quoi, explique-t-elle. Pendant mes études à New York, en 2013, j'ai découvert le mode de vie végétarien. J'ai créé mon blog, Veg Planet, pour le rendre cool et trendy en Chine. »

Avec sa robe vintage et ses ballerines en coton organique, Hazel Zhang, 31 ans, incarne cette nouvelle génération de *millennials* écoconscients et connectés. « Avant, quand j'étais stressée, j'achetais n'importe quoi, explique-t-elle. Pendant mes études à New York, en 2013, j'ai découvert le mode de vie végétarien. J'ai créé mon blog, Veg Planet, pour le rendre cool et trendy en Chine. » Elle écrit des articles lifestyle sur les festivals, les marques et les stars végétales. Et partage des recettes apprises avec un chef new-yorkais. La jeunesse chinoise l'adore. Sur Weibo, le Twitter chinois, Hazel compte 330.000 followers. Et sur WeChat, 50.000. Devenu une plateforme et un e-shop, Veg Planet organise des *Vegan pop-up dinners* dans 7 grandes villes chinoises. « Avec les scandales alimentaires, les Chinois s'inquiètent pour leur assiette. L'idée de manger moins de viande pour préserver sa santé et la planète résonne de plus en plus. » Hazel est à la tête de 15 personnes. « Au fond, nous revenons à notre culture taoïste, bouddhiste et confucéenne, dont nous avons été coupés par la Révolution culturelle puis industrielle. Dans la Chine ancienne, nous vivions en harmonie avec la nature. Ces racines sont en nous et peuvent revivre grâce à des rôles modèles inspirants. » hazelzhang.com

Anna Guo, startuppeuse inspirée



Avec un ami américain, Anna Guo décide de créer Smart Air, une start-up pour vendre des purificateurs low cost, fabriqués avec un filtre en papier collé à un ventilateur. Le coût ? 200 yuans. Jasper James

Elle aime la mode, le yoga, le thé et les films français. Rien ne prédestinait Anna, 46 ans, styliste de formation, à devenir une startuppeuse green. « En 2013, je n'avais aucune conscience écologique, raconte-t-elle. Quand j'ai vu le nuage toxique s'abattre sur la ville, j'ai commencé à tousser et à avoir des maux de tête. Ne plus voir le soleil pendant des jours me déprimait. J'ai alors voulu acheter un purificateur d'air. Mais les prix étaient exorbitants : entre 4 000 et 7 000 yuans. » Avec un ami américain, Anna décide de créer Smart Air, une start-up pour vendre des purificateurs *low cost*, fabriqués avec un filtre en papier collé à un ventilateur. Le coût ? 200 yuans. « Nous en avons vendu 50 000, explique Anna, aujourd'hui à la tête d'une petite entreprise de 6 salariés. En Chine, l'écologie est une question de justice sociale. » smartairfilters.com.

Carrie Yu, modèle antigaspi



Zero waste (zéro déchet) est le motto de Carrie Yu, qui prône un mode de vie minimaliste.



Dans les rayons de la boutique, on ne trouve que des marques eco-friendly.



En vitrine du magasin Zero waste, ces bocaux qui représentent les ordures d'un couple en trois mois.

En vitrine de sa boutique, Carrie Yu affiche fièrement deux bocaux remplis de cotons-tiges et de bouts de plastique : « Ce sont mes déchets en trois mois. » Pimpante et bohème avec son jean troué et son pull en laine organique, Carrie, 27 ans, tranche avec le stéréotype de la Chinoise *shopaholic*. Elle a eu le déclic en 2016. « Mon propriétaire m'a demandé de libérer mon appartement en deux semaines, en plein Nouvel An chinois. Sans ami pour m'aider, et avec six étages sans ascenseur... J'ai mis toutes mes affaires dans mon salon. J'ai compris que je n'avais jamais utilisé la plupart de mes achats. Quel gâchis ! J'ai tout donné à mes voisins. » En furetant sur Internet, elle découvre le *Ted Talk* de Bea Johnson, une Française basée à San Francisco

devenue une star du *zero waste* (zéro déchet). Avec Joe, son boyfriend britannique, Carrie ouvre en mars 2018 The Bulk House, la première boutique *zero waste* de Chine, pour promouvoir un mode de vie minimaliste, antigaspi et plastic free. Coussins fabriqués à partir de rideaux recyclés, sacs à bento en tissu, savons naturels... «Toutes nos marques sont eco-friendly.» Avec sa jolie façade verte, The Bulk House a gagné le Lifestyle Award 2018 décerné par le magazine *That's Beijing*. thebulkhouse.com.

Shi Yuan, le réseau terre



Avec ses trois fermes situées à 70 km au nord de Pékin, Shi Yuan, 36 ans, est une pionnière de l'agriculture bio et durable. Jasper James



Lancée par Shi Yuan, cette ferme bio des environs de Pékin permet de nourrir de nombreuses familles de la région en fruits et légumes.



L'autre objectif de cette ferme bio est de restaurer la confiance perdue chez les consommateurs après une suite de scandales alimentaires.

Au milieu des champs de tournesols, de coriandre et de pak choï, elle s'agenouille pour toucher la terre, et sourit, heureuse : «La qualité du sol s'améliore, les lombrics reviennent !» Avec ses trois fermes situées à 70 km au nord de Pékin, Shi Yuan, 36 ans, est une pionnière de l'agriculture bio et durable. En 2009, elle a créé la première Amap (1) du pays : «Il y en a plus de 1 000 aujourd'hui», se réjouit-elle. Composts, panneaux enduits de colle pour attirer les insectes, panneaux solaires... Ici, tout est organique, *fairtrade* et local. Ses fermes nourrissent plus de 1 000 familles alentour en fruits et légumes bios. «Lors d'un stage d'étudiante dans une Amap du Minnesota, aux États-Unis, j'ai pris conscience de la nécessité de créer un autre modèle agricole en Chine.» Les récents scandales alimentaires - lait contaminé à la mélanine, choux enduits de formol, porc aux anabolisants, champignons blanchis à l'eau de Javel... - l'ont convaincue d'agir. «Je veux recréer de la confiance entre les agriculteurs et les consommateurs, développer l'économie locale et revaloriser le style de vie paysan.» Shi Yuan a créé une quarantaine d'emplois. Et sur Weibo, le Twitter chinois, 70 000 followers la suivent assidûment. «Même si le bio ne représente que 1 % de l'agriculture en Chine, de plus en plus de jeunes s'y intéressent. Grâce aux réseaux sociaux, elle devient *trendy*.»

(1) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.

May Mei, green stratège



En 2016, May Mei crée Goal Blue, pour sensibiliser les consommateurs chinois aux tendances bio, plastic free, zero waste... Avec 8 salariés, Goal Blue touche plus de 4 millions de Chinois, essentiellement des millennials urbains, via les réseaux sociaux.

C'est par la cause animale que cette ex-productrice sur CCTV et Hunan TV est venue à l'écologie. «En 2000, j'ai vu mon chat mourir dans mes bras. J'ai été bouleversée. Cela a changé ma vie.» Engagée auprès de WildAid, aux États-Unis, May Mei revient à Pékin en 2012, au début de l'Airpocalypse. «Tout l'hiver, mon fils de 5 ans a toussé et saigné du nez à cause du nuage toxique. Nos enfants n'ont pas à payer nos erreurs.» En 2016, cette femme d'affaires de 45 ans crée Goal Blue, pour sensibiliser les consommateurs chinois aux tendances bio, *plastic free*, *zero waste*... Avec 8 salariés, Goal Blue touche plus de 4 millions de Chinois, essentiellement des

millennials urbains, via les réseaux sociaux, comme Dou Ying, un Instagram chinois dédié à la musique. « On travaille avec 90 écoles à Pékin. On crée des concours photo pour préparer un Nouvel An chinois végétarien, on organise des campagnes dans les festivals branchés, comme MIDI, où se rendent plus d'un million de jeunes Chinois... On a lancé une pétition sur la protection des océans, signée par 600.000 personnes. Les jeunes sont prêts à changer leurs habitudes si on leur propose des solutions concrètes et durables.» goalblue.org.

Opinions

"La Chine réalise un hold-up géostratégique"

Challenges Monde <https://www.challenges.fr/> Par Vincent Lamigeon le 24.11.2018 à 09h00

INTERVIEW - Pour David Baverez, spécialiste de la Chine, Pékin utilise son projet de nouvelles routes de la soie pour imposer son « sharp power ». La France doit avoir un discours plus musclé.



Le président chinois Xi Jinping lors de la parade navale géante de la marine chinoise en avril 2018 Li Gang/Xinhua/Reuters

Business angel basé à Hong-Kong et auteur de *Paris Pékin Express* (éd. François Bourin), David Baverez dresse un portrait sans complaisance de la Chine de Xi Jinping : un géant technologique redoutable, dont le projet de nouvelles routes de la soie est un " hold-up géostratégique " ; mais un poids lourd affaibli par une lutte larvée entre Xi Jinping et le secteur privé, et par un endettement important. Dans ce contexte, la France et l'Europe doivent apprendre à " parler dur ".

Challenges - La Chine a-t-elle vu venir la guerre commerciale lancée par Donald Trump ?

David Baverez - La prétendue guerre commerciale mise en avant par Donald Trump ne sert que de paravent à la guerre technologique, qui est le vrai sujet. Les 400 milliards de dollars de déficit commercial des Etats-Unis avec la Chine bénéficient pour moitié aux délocalisations des multinationales américaines, et les taxes tarifaires prennent soin d'épargner la chaîne de valeur liée à Apple, estimée à 100 milliards de dollars annuels. Notez que les exportations nettes chinoises ont eu une contribution quasi nulle à la croissance chinoise des deux dernières années. Le véritable sujet est donc lié à la technologie : comment stopper la montée en gamme de la technologie chinoise, à une époque où Tesla peine à produire 200.000 véhicules par an, où General Electric voit sa capitalisation boursière fondre de 80%, et où le singapourien Broadcom tente de miser 120 milliards de dollars sur l'américain Qualcomm ?

On se focalise souvent sur les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi), équivalent chinois des GAFA américains. Est-ce l'arbre qui cache la forêt ?

La Chine représente aujourd'hui 20% de la R&D mondiale ; chercher à réduire ses progrès technologiques à quelques entreprises ou à quelques modèles basés sur la copie, traduit l'arrogance ignorante de l'Occident. Aujourd'hui, le cycle phénoménal des smartphones des dix dernières années se referme, tandis que s'ouvre celui de l'intelligence artificielle, dont les perspectives étonnantes invitent un géant comme Tencent à restructurer entièrement ses opérations. Pour la première fois, la Chine s'invite dans le domaine de la recherche fondamentale, avec la ferme intention de défier l'hégémonie mondiale américaine.



Vous écrivez que le talon d'Achille de la Chine est sa faible productivité.

Cette faiblesse est double, touchant à la fois au travail et au capital : il faut aujourd'hui quatre Chinois pour faire le travail d'un Américain, ce qui rend le " unit-labour cost " chinois à parité avec l'américain ; de même, il faut aujourd'hui 4 RMB d'investissement pour générer 1 RMB de croissance, devenue non rentable. La solution à cette impasse doit s'inspirer des modèles japonais et coréens des années 1960 : la montée en gamme par la technologie. Le problème de la Chine est que les investissements de la dernière décennie se sont concentrés sur l'infrastructure et l'immobilier, de sorte que cette montée en gamme technologique pourra difficilement s'effectuer sans l'apport de connaissances occidentales.

Vous évoquez une lutte larvée entre le président Xi Jinping et le secteur privé chinois. Quels en sont les termes ?

L'été 2018 a marqué la profonde fracture entre le gouvernement et le secteur privé, qui a depuis stoppé de manière brutale ses investissements. Le gouvernement de Xi Jinping, engagé dans sa "guerre tech" avec les Etats-Unis, estime que la Chine ne tient tête aux Etats-Unis que dans de rares secteurs comme les télécoms, seulement grâce à des sociétés étatiques comme Huawei ou ZTE. Tandis que le secteur privé, qui jouit d'une éblouissante prospérité à l'image d'Alibaba ou Tencent, se spécialise dans des applications aux retours court-termistes, et qui ne généreront pas de nouvelles technologies fondamentales. La vision de Xi Jinping s'articule donc autour de la prédominance de sociétés étatiques, avec une politique industrielle à laquelle le secteur privé est invité comme simple sous-traitant. Alors que celui-ci a généré la quasi-totalité des 13 millions de créations d'emplois annuels...

Le taux d'endettement chinois continue d'augmenter. Quel est le vrai niveau de dette de la Chine ?

Les estimations du niveau d'endettement privé et public chinois varient de 250% à 300% du PNB selon les experts consultés, soit un niveau très comparable à celui des Etats-Unis, du Japon ou de l'Europe. La particularité chinoise tient au fait que cette dette est quasi-exclusivement de nature domestique, et qu'elle est contrebalancée par des dépôts bancaires de plus de 200% du PNB, ce qui assure l'abondante liquidité du système. Il est donc moins à craindre un effondrement de la finance chinoise, qu'un appauvrissement relatif, si cette épargne continue de se voir détournée pour financer des projets à la rentabilité douteuse, comme les sociétés étatiques lors de la dernière décennie.

Quel bilan faites-vous du projet du projet de "nouvelles routes de la soie" ?

Il a changé de nature au fil du temps : il a d'abord été conçu en 2013 comme un projet économique visant à recycler les excédents de la balance des paiements chinoise, qui étaient historiquement réinvestis dans les bons du Trésor américains. Problème : les 300 à 400 milliards de dollars investis depuis 2013 seraient déjà, pour près d'un tiers, des prêts aujourd'hui en défaut. Les deux tiers des pays inclus dans le programme sont notés "junk", ou même pas notés du tout. Le gouvernement chinois a donc reconsidéré la nature du projet. L'objectif est désormais de réaliser un "hold-up géostratégique", en répandant un "sharp power" chinois au plus faible coût.

Quel discours la France et l'Europe doivent-elles avoir auprès de Pékin ?

De manière contre-intuitive, c'est précisément quand la Chine connaît un ralentissement qu'il faut en saisir les opportunités. C'est ce que font les Allemands : le BDI, la Fédération allemande des industries, conseille à tous ses membres de quitter le pays (en fait, de réduire leur exposition à la Chine, NDLR), au moment même où BASF y réalise le plus gros investissement étranger (10

milliards d'euros), et où BMW met près de 4 milliards de dollars sur la table dans sa joint-venture avec son partenaire chinois Brilliance. La Chine est un pays où il faut savoir se jouer des contradictions, où il faut savoir "parler dur". La France ne réussira que si elle arrive à s'allier avec l'Europe du Nord, au-delà de l'Allemagne, pour que l'Europe y parle d'une seule voix.

Santé

Un chercheur chinois affirme avoir fait naître des jumelles génétiquement modifiées

Accueil Monde Chine <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 26/11/2018 à 14h36 Publié le 26/11/2018 à 13h56



Le chercheur a été formé à Stanford aux Etats-Unis et dirige un laboratoire spécialisé dans le génome à Shenzhen en Chine. | CAPTURE D'ECRAN YOUTUBE

Un scientifique chinois a affirmé ce lundi 26 novembre avoir fait naître les premiers bébés - des jumelles - génétiquement modifiés. Une annonce vue par de nombreux chercheurs comme le franchissement d'une ligne rouge éthique et un acte « dangereux » et « irresponsable ».

He Jiankui, un professeur d'université à Shenzhen, dans le sud de la Chine, a diffusé sur YouTube une vidéo annonçant la naissance il y a quelques semaines des jumelles dont l'ADN a été modifié pour les rendre résistantes au virus du sida. Il y précise que le père est séropositif.

Le chercheur, qui a été formé à Stanford aux États-Unis et dirige un laboratoire spécialisé dans le génome à Shenzhen, explique avoir employé la technique Crispr-Cas9, dite des « **ciseaux génétiques** », qui permet d'enlever et de remplacer des parties indésirables du génome, comme on corrige une faute de frappe sur un ordinateur.

« Éviter aux fillettes une future infection au VIH »

Les bébés, surnommés « Lulu » et « Nana », sont nés après une fécondation *in vitro*, à partir d'un embryon modifié avant d'être implanté dans l'utérus de la mère. « **Juste après avoir injecté le sperme du mari dans l'ovule, un embryologiste a également injecté une protéine Crispr-Cas9 chargée de modifier un gène afin de protéger les petites filles d'une future infection par le VIH** », explique He Jiankui.

Cette première médicale autoproclamée n'a pas encore été vérifiée de façon indépendante, les résultats de l'équipe chinoise n'ayant pas fait l'objet d'une publication dans une revue scientifique.

« **Annoncer ces résultats par une vidéo sur YouTube est une pratique scientifique très problématique** », a ainsi déploré Nicholas Evans, professeur assistant de philosophie à l'université du Massachusetts Lowell, aux États-Unis, qui travaille notamment sur les questions bioéthiques. « **Cela écarte les processus de contrôle sur lesquels reposent de nombreuses avancées scientifiques, telles que l'évaluation par les pairs** », a-t-il ajouté, interrogé par l'AFP.

« Graves préoccupations éthiques »

Que l'expérience soit avérée ou non, elle suscite de « **graves préoccupations éthiques** », souligne aussi Dr Sarah Chan, de l'université d'Edimbourg, citée par le Science Media Centre. « **Faire de telles affirmations, de façon à semble-t-il délibérément chercher à provoquer un maximum de controverses [...] est irresponsable** », ajoute-t-elle. He Jiankui n'a pas répondu dans l'immédiat aux questions de l'AFP.

Son annonce intervient à la veille d'une conférence d'experts mondiaux du génome à Hong Kong, au cours de laquelle le chercheur doit présenter ses résultats plus en détail.

CORÉES

Culture

Séoul et Pyongyang font inscrire la lutte coréenne au patrimoine de l'humanité



RFI 27 novembre 2018



Séoul et Pyongyang font inscrire la lutte coréenne au patrimoine de l'humanité

L'Unesco a inscrit ce lundi la lutte coréenne au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, au terme d'une démarche inédite : les deux Corées ont fait acte de candidature commune au moment de déposer leur dossier.

Avec notre correspondant à Séoul, Frédéric Ojardias

Le *ssireum* (ou « ssirum » selon la transcription en alphabet latin utilisée au Nord) est un art martial traditionnel datant de la période des Trois Royaumes (220-280 après J.C.).

Les combattants se battent sur une arène en sable, et s'agrippent à la ceinture en tissu de leur adversaire pour tenter de le renverser. Ce sport national « *lié à la terre et à l'agriculture* », selon l'Unesco, est pratiqué lors de festivals et de fêtes traditionnelles.

Au Sud, le *ssireum* a beaucoup perdu en popularité et seule une équipe professionnelle est toujours en activité. Au Nord, « *une grande compétition est organisée tous les ans à Pyongyang et le gagnant remporte un taureau* », rapporte l'agence de presse Yonhap.

Gestes de rapprochement

Son inscription conjointe au patrimoine immatériel de l'humanité par les deux Corées est sans précédent, et très symbolique : c'est Séoul qui a proposé cette idée lors du sommet intercoréen d'avril. La Corée du Sud cherche en effet à améliorer ses liens avec le Nord en développant le plus d'échanges possible, alors que les sanctions internationales lui interdisent la plupart des projets de coopération commerciale ou touristique qu'elle souhaiterait relancer.

Séoul a d'ailleurs obtenu samedi une exemption du Conseil de sécurité de l'ONU pour un projet de reconnexion des voies ferroviaires passant par-dessus la frontière.

INDONÉSIE

Société

Indonésie. Des ados se droguent en faisant bouillir des serviettes hygiéniques

Accueil Monde 20 minutes avec agence Publié le 24/11/18 à 11h35 — Mis à jour le 24/11/18 à 11h35

TOXIQUE Les autorités indonésiennes alertent sur une nouvelle pratique consistant à faire bouillir des serviettes hygiéniques pour boire les composants chimiques qu'elles renferment...



Une serviette hygiénique. Illustration. — Wikipedia

Il s'agit du nouveau cocktail à la mode chez les ados. En Indonésie, l'agence nationale de lutte contre la drogue tire le signal d'alarme sur une nouvelle pratique dangereuse, qui consiste à faire bouillir une serviette hygiénique puis boire la mixture ainsi obtenue, rapporte Franceinfo ce jeudi.

Les enfants des rues raffolent de ce procédé peu coûteux qui permettrait de « distiller les composants chimiques et les gels » contenus dans les serviettes.

Un cocktail de produits chimiques

Cette pratique est très dangereuse en raison de la composition des serviettes hygiéniques, bourrées de plastique et de dérivés pétroliers. Une fois chauffées, elles libèrent des substances toxiques qui n'ont rien à faire dans notre estomac.

Par ailleurs, « aucune information sur les parfums des serviettes n'est communiquée par les fabricants », selon Franceinfo. De quoi susciter l'inquiétude des autorités indonésiennes, qui ont rapidement réagi pour tenter d'enrayer le phénomène.

Des serviettes parfois usagées

Cette pratique choquante n'a pourtant rien de nouveau. Les adolescents défavorisés du pays ont longtemps inhalé de la colle. Avant, ils « utilisaient des serviettes usagées », explique le professeur Indra Dwi Purnomo à Vice. « Mais maintenant, la plupart du temps, ils en prennent des neuves car elles contiennent plus de gel. »

Plusieurs millions de serviettes hygiéniques sont jetées chaque mois dans le pays. Les Indonésiennes ont rarement recours aux tampons, accusés à tort d'avoir des effets néfastes sur la virginité. Dans ce pays, les femmes sont encore soumises à des tests de virginité, une pratique dénoncée par l'OMS.

JAPON

Défense

Le Japon envisage d'acquérir 100 avions de combat F-35 supplémentaires

<http://www.opex360.com/> Posté dans Asie-Pacifique, Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 27-11-2018



Le programme d'avion de 5^e génération ATD-X [ou X-2] conduit par Mitsubishi Heavy Industries (MHI) étant à l'arrêt, Lockheed-Martin avait proposé à Tokyo, en avril, de développer un nouvel appareil combinant les capacités du F-22A Raptor et du F-35 Lightning II. Mais a priori, ce n'est pas vers cette solution que penche le gouvernement japonais.

D'après le quotidien nippon Nikkei, Tokyo envisage actuellement d'acquérir, pour 8,8 milliards de dollars, 100 F-35 de plus, lesquels viendraient donc s'ajouter au 42 exemplaires déjà commandés.

Ce projet permettrait de remplacer une partie des F-15 en service au sein des Forces d'autodéfense japonaises et de doter ces dernières d'une nouvelle capacité, avec la commande de quelques F-35B, c'est à dire la version STOVL [décollage court/atterrissage vertical] de l'avion de Lockheed-Martin.

En février des sources officielles japonaises avaient confié à l'agence Reuters qu'une commande de 20 à 25 F-35B était à l'étude pour en doter les deux « destroyers porte-hélicoptères » de la classe Izumo.

D'ailleurs, selon Nikkei, la modification, à cette fin, de ces deux navires et la commande éventuelle de 100 F-35 supplémentaires devraient être confirmées en décembre prochain par le gouvernement japonais, lorsque les directives du programme de défense du pays seront publiées.

Mais a priori, la modification des navires de la classe Izumo paraît certaine. « Nous aimerions les utiliser à des fins aussi nombreuses que possible », a en effet affirmé Takeshi Iwaya, le ministre japonais de la Défense, alors qu'il était interrogé sur la modernisation de ces bâtiments, qui sont les plus imposants des forces navales d'autodéfense nippones depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Si ces plans sont approuvés, le Japon disposera, à terme, de 142 F-35A/B mais aussi d'une centaine de F-15 modernisés qui seront complémentaires des premiers... tout comme les forces aériennes israéliennes.

En effet, le portail Ynetnews.com a récemment assuré que le gouvernement israélien avait confirmé l'achat d'une version modernisée du F-15 [le F-15 IA, nldr] « afin d'améliorer l'éventail des capacités » de l'Israeli Air Force dans le cadre de ses engagements (Iran, Syrie, Gaza). En outre, il est toujours question de s'appuyer sur le F-35I « Adir » puisque , au total, 75 exemplaires [au lieu de 50] seront mis en service.

L'achat de ces F-15 IA [Israel Advanced] ferait partie d'une commande plus vaste de 11 milliards de dollars, comprenant des hélicoptères Chinook, des V-22 Ospreys et des avions ravitailleurs KC-46.

SINGAPOUR

Sciences

À Singapour, une araignée «allaite» ses petits

Sciences <http://www.slate.fr/> Repéré par Barthélemy Dont — 30 novembre 2018 à 16h34 — mis à jour le 30 novembre 2018 à 16h45 Repéré sur The Atlantic

C'est la seule de son espèce à nourrir sa progéniture de cette manière.



Après la vache géante, l'araignée-vache | Krzysztof Niewolny via Unsplash CC License by

Les araignées sont dans la majorité des cas des animaux solitaires. Elles ont même des tendances cannibales envers leurs congénères. Ce qui est donc plutôt antinomique avec un mode de vie social.

Quelle ne fut donc pas la surprise de Zhanqi Chen, un scientifique spécialisé dans la reproduction des araignées, lorsqu'il a observé dans un parc à Singapour une femelle adulte entourée de plusieurs jeunes spécimens. En observant les nids alentours, il s'est rendu compte que les

araignées du parc, appartenant à la race des *Toxus Magnus*, s'organisaient en cellule familiales, un comportement très rare pour ces insectes.

Une fois les animaux apportés dans son laboratoire, au jardin botanique tropical de Xishuangbanna en Chine, Chen a fait une autre découverte. Les petits restaient en permanence dans le nid. Seule la mère faisait des sorties pour se nourrir mais ne ramenait jamais de nourriture dans le nid. Pourtant, en trois semaines, les plus jeunes ont quadruplé de taille.

En fait, les femelles adultes *Toxus Magnus* sécrètent un liquide depuis une glande épigastrique. Un liquide blanc que les petits viennent boire et qui constitue pendant une longue période leur unique source de nourriture.

Pas exactement du lait

Évidemment, ce n'est pas à proprement parler du lait. Le lait est une boisson produite par des glandes mammaires, donc uniquement par des mammifères. Les araignées sont des insectes, pas des mammifères, et le liquide produit est pauvre en gras mais très riche en protéines. D'après le chercheur, elle est la seule araignée connue à présenter cette caractéristique.

Si l'on étend la définition du lait à «*un liquide sécrété par les parents, et qui nourrit les plus jeunes après leur naissance*», alors des sécrétions proches du lait peuvent être observées chez plusieurs animaux non-mammifères, comme les pigeons, certains poissons et certains cafards par exemple.

Pour l'instant, Chen ne sait pas pourquoi les *Toxus Magnus* nourrissent leurs petits de cette façon et ce même une fois que ces derniers sont capables de se nourrir eux-mêmes. Le fait qu'elles vivent dans un environnement dangereux, où les plus jeunes spécimens ne survivraient pas seuls, est une hypothèse. En effet, même une fois l'âge de sortir du nid atteint, les mouches qui leur servent de nourriture sont aussi grosses qu'eux.

Tous les mammifères produisent du lait et pour savoir pourquoi ils ont évolué de cette façon, les scientifiques doivent regarder vers le passé en étudiant gènes et fossiles. Mais, selon Chen, l'étude d'un spécimen qui est le seul de son espèce à «*allaiter*» pourrait aider à «*comprendre les pressions à évoluer vers un investissement parental aussi supérieur*».

TAÏWAN

Politique

Taïwan-Chine, une guerre froide sans fin?

Monde <http://www.slate.fr/> Richard Arzt — 30 novembre 2018 à 7h32 — mis à jour le 30 novembre 2018 à 14h11



Les élections locales du 24 novembre à Taïwan apparaissent comme un nouvel épisode de la séparation entre deux Chine qui date de 1949.

Il y a une soixantaine d'années, le territoire de Taïwan était régulièrement bombardé par l'armée chinoise, l'APL (Armée populaire de libération). Aujourd'hui, à Quemoy, l'île taïwanaise la plus proche de la Chine continentale, des touristes chinois viennent visiter les installations souterraines qui servaient de refuges aux habitants. Il est aussi possible de contempler les petites forteresses d'où les canons de Taïwan tiraient sur le continent. Et dans des boutiques spécialisées, on peut trouver de la coutellerie d'excellente qualité fabriquée avec des restes d'obus chinois. Il y en a encore des stocks importants dans l'île.

Les attaques à la bombe ne sont certes plus d'actualité dans le détroit de Taïwan. Mais depuis deux ans, la tension est évidente. La principale raison est qu'au Parlement de Taïwan, en janvier 2016, le PDP, Parti démocrate progressiste l'a emporté avec 56,12% des voix.

Celle qui dirige cette formation, Tsai Ing-wen, est devenue présidente de la République. Le PDP – qui a déjà été au pouvoir à Taipei entre 2000 et 2008 – s'appelle en chinois *Minjindang*, c'est-à-dire «Parti du peuple qui avance». Son programme repose sur l'indépendance de Taïwan, et les thèmes qui l'opposent au Parti communiste (PC) au pouvoir à Pékin sont nombreux.

D'abord, le PDP a gagné à la suite d'élections parfaitement libres. Le parti existe depuis une vingtaine d'années et toutes sortes de contre-pouvoirs fonctionnent à Taïwan, comparables à ce qui existe dans les démocraties occidentales. Autant d'institutions parfaitement ignorées en Chine populaire.

Ensuite, l'idée essentielle du PDP est que Taïwan est un État souverain et qui doit le rester. Pour le PC chinois, au contraire, il n'y a qu'une seule Chine et Taïwan en est une province qui a vocation à en faire partie. Comme c'est le cas pour Hong Kong et Macao qui, après la phase transitoire actuelle, doivent rentrer dans le giron chinois dans une trentaine d'années.

Les opposants soutenus par la presse de Chine communiste

Le résultat de ces divergences, c'est que Pékin est à l'affût de tout amoindrissement du pouvoir en place à Taipei. Les élections locales –le vote concernait les chefs de villages, les chefs de quartiers et les conseils municipaux– qui viennent de se dérouler à Taïwan, le 24 novembre, sont un incontestable revers pour le PDP. Comme cela arrive fréquemment en Occident, les électeurs ont profité de l'occasion que leur offrait un scrutin régional pour exprimer leurs mécontentements sur des questions très concrètes. La réforme du temps de travail et celle des retraites sont au centre du débat politique actuellement à Taïwan. Et l'augmentation du coût de la vie préoccupe la population. Le thème du rapprochement avec la Chine populaire n'était pas précisément au menu de ces élections.

Pékin semble en revanche persuadé –ou feint de le croire– que ce sont «*les postures sécessionnistes*» de la présidente taïwanaise et de son parti qui ont été rejetées par les électeurs de l'île. Certains journaux de Pékin appellent Tsai Ing-wen à «*reconsidérer sa position sur les relations*» avec la Chine populaire.



Des sympathisants du Kuomintang réunis le 24 novembre 2018 à l'occasion des élections locales à Taipei. | Chris Stowers / AFP

Avant les élections, certains opposants taïwanais ont bénéficié d'une sympathie affirmée dans la presse de Chine communiste. En particulier des candidats du Kuomintang, y compris le dissident de ce parti nationaliste qui l'a largement emporté à Kaohsiung, jusque-là fief du PDP. C'est surtout la situation économique et sociale taïwanaise qui a nourri la campagne de ces nouveaux élus. Ils ont remporté quinze grandes villes sur vingt-deux alors qu'ils n'en détenaient que six précédemment.

Par ailleurs, ce même 24 novembre, dix référendums appelaient les Taïwanais à se prononcer sur des questions de société. En particulier, les électeurs ont voté à 72% en faveur du maintien du mariage uniquement entre homme et femme. Quant au mariage homosexuel, il a été repoussé à 67%.

L'ensemble des consultations du 24 novembre ne fournit pas de pronostic sur ce que seront les résultats de l'élection présidentielle qui aura lieu à Taïwan en 2020. La présidente Tsai Ing-wen a simplement démissionné de son poste de dirigeante du Parti démocrate progressiste.

Inversion de la reconnaissance

Cette actualité électorale apparaît comme un nouvel épisode de la séparation entre deux Chine qui date de 1949. Après plusieurs années de guerre civile, les communistes, menés par Mao Zedong, achèvent alors leur conquête du pouvoir sur le continent. Vaincus, le nationaliste Tchang Kaï-chek et une partie de ses partisans se réfugient dans l'île de Taïwan.

Ils y établissent un régime autoritaire épris du rêve de reprendre un jour le contrôle de la Chine entière. Ce qui amène à ne surtout pas proclamer l'indépendance de l'île. En tout cas, avec le déclenchement de la Guerre froide, le gouvernement de Tchang Kaï-chek bénéficie du soutien des États-Unis en même temps qu'il est reconnu par l'ensemble des pays occidentaux comme seul représentant de la Chine sur la scène internationale.

«Vous n'avez pas conscience des difficultés que le maoïsme va infliger à la France» Tchang Kaï-chek

En 1964, la France sera la première à rompre ce consensus. Le 27 janvier, de Gaulle annonce, au nom du *«poids de l'évidence et de la raison»*, l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine communiste. Deux jours avant, le 25 janvier 1964, deux généraux français –Zinovi Pechkov et Jacques Guillerma, grands connaisseurs de la culture chinoise– arrivent à Taipei. De Gaulle les envoie pour annoncer à Tchang Kaï-chek que la France et la Chine populaire sont sur le point d'établir des relations diplomatiques.

Le leader nationaliste se dit profondément navré de cette initiative et insiste: *«Vous n'avez pas conscience des difficultés que le maoïsme va infliger à la France»*. Les relations franco-taïwanaises sont rapidement rompues et les deux pays mettent en place des bureaux de représentation essentiellement chargés de gérer leurs échanges commerciaux et culturels.

Relations normales entre l'île et le continent

Trente ans plus tard, dans les années 1990 et 2000, le régime politique de l'île nationaliste chinoise se démocratise. En même temps, au même titre que Singapour, la Corée du Sud et Hong Kong, Taïwan fait partie des «dragons asiatiques», ces contrées où l'économie se développe vigoureusement et dont le niveau de vie s'améliore considérablement. Les journaux de Pékin parlent alors des succès de l'économie taïwanaise avec comme commentaire: *«Ils sont Chinois comme nous, mais leur économie est beaucoup plus efficace»*. Par ailleurs, la Chine populaire, où les salaires sont bas, devient une base de production pour de nombreux industriels et commerçants taïwanais. Ils sont présents à Pékin, à Shanghai ainsi que dans des villes moins importantes. Certains fondent même une deuxième famille sur le continent.

Si bien qu'en 2008, l'établissement de relations normales entre la Chine communiste et Taïwan apparaît comme un geste d'évidence. À Pékin, le gouvernement du président Hu Jintao donne tout simplement l'impression de prendre en compte la réalité. Et à Taipei, le Kuomintang au pouvoir, héritier du nationalisme de Tchang Kaï-chek, considère que ce rapprochement ne peut qu'être favorable. Notamment, les liaisons entre les deux Chine s'en trouvent grandement facilitées. Plus besoin de passer par Hong Kong pour aller de Pékin à Taipei: les compagnies aériennes de Chine populaire et de Taïwan établissent de nombreux vols directs et quotidiens.

En 2010, l'idée est même lancée par la Chine populaire de créer un groupe militaire de coordination entre Pékin et Taipei pour traiter conjointement la question des îles de la mer de Chine méridionale que revendique l'ensemble des pays voisins. Ce projet n'aura pas de suite. En revanche, pendant deux ou trois ans, sera mis en place un embryon d'assistance mutuelle aux bateaux de pêche, qu'ils soient de Chine populaire ou de Taïwan.

Il est possible qu'en effectuant ce rapprochement avec Taïwan en 2008, la Chine ait eu un but principal: détourner l'attention internationale de la question tibétaine. En mars 2008, des émeutes sévèrement réprimées ont lieu à Lhassa et les protestations du Dalaï-Lama, le leader tibétain en exil, se font grandement entendre. En décembre, il est même reçu par le président français, Nicolas Sarkozy, à l'occasion d'un sommet européen en Pologne. Ce qui provoque une protestation indignée de Pékin.

Rapprochement avec les États-Unis

Mais à partir de 2010, l'actualité chinoise évolue: le pays atteint des niveaux de développement qui confortent sa place de deuxième économie au monde. Tandis que toutes sortes de changements, qui se précisent à Taïwan à partir de 2013-2014, irritent les dirigeants de Pékin.

D'abord, de nombreux industriels taïwanais, voyant les augmentations de prix en Chine populaire, installent de plus en plus leurs entreprises dans des pays où le coût de la vie et les salaires ouvriers sont moins élevés, comme le Vietnam ou les Philippines. À Taïwan, la population –et surtout la jeunesse– a du mal à saisir l'intérêt du rapprochement avec le régime autoritaire et secret de Pékin. En 2016, la victoire au Parlement des indépendantistes et de Tsai Ing-wen intervient dans ce contexte.

Lorsqu'en novembre de la même année, Donald Trump est élu président des États-Unis, il s'empresse de répondre à la présidente taïwanaise qui lui a envoyé un message de félicitation. Leur conversation est qualifiée «d'aimable» par l'entourage de Donald Trump. Or, aux yeux de Pékin, un tel dialogue ne doit pas se produire. Taïwan est considéré par la Chine comme une de ses provinces. Et il est diplomatiquement convenu que ses dirigeants ne doivent pas avoir de contacts directs avec des chefs d'État étrangers. Sur le moment –on n'en était qu'aux débuts de la présidence Trump– cette conversation est apparue comme une erreur d'un président américain nouveau et mal informé des usages diplomatiques. Pékin a protesté sans insister.

Washington tient manifestement à demeurer le plus puissant allié de Taïwan

Mais depuis, Donald Trump a largement montré qu'il entendait ouvertement faire des gestes en faveur de Taïwan. En 2017, il autorise les bâtiments de la marine de guerre américaine à faire escale à Taïwan. Ce qui ne se faisait plus depuis qu'en 1979, les États-Unis ont reconnu le régime de Pékin. Ensuite, il signe le «Taïwan Travel act» qui autorise des ministres et officiels américains à se rendre dans l'île nationaliste et à y rencontrer leurs homologues. Très vite, d'importants dirigeants du ministère du Commerce américain et du secrétariat d'État aux Affaires étrangères vont à Taipei. Par ailleurs, la Maison-Blanche approuve une vente d'armes à Taïwan pour 1,4 milliard de dollars. Et en 2018, elle fait de même pour la fourniture à Taïwan de technologies de sous-marins.

À deux reprises au cours des six derniers mois, des destroyers américains ont transité par le détroit de Taïwan. Il s'agit, selon le porte-parole du Pentagone, d'opérations de *«liberté de navigation»*.

Elles prennent un tour d'autant plus irritant pour Pékin que les relations commerciales sino-américaines traversent actuellement une phase particulièrement compliquée. Dans ce contexte, Washington tient manifestement à demeurer le plus puissant allié de Taïwan.

L'attitude américaine ne manque pas de provoquer des réactions en Chine. En avril 2017, Pékin organise des manœuvres aéronavales dans le canal de Bashi, au sud de Taïwan. Le Liaoning, qui est actuellement le seul porte-avions de conception entièrement chinoise, participe à ces exercices qui comportent des vols de bombardiers à proximité de Taïwan. Des exercices de tir ont également lieu dans le détroit.

Actions multiformes

Les manœuvres chinoises peuvent aussi faire réagir Taïwan. Toujours en avril 2017, Xi Jinping participe à une revue navale près de l'île de Hainan, au sud de la Chine. Quarante-huit heures après, la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, va à Suao (sur la côte orientale) et déclare, à bord d'un destroyer rapide armé de soixante-deux missiles mer-air, qu'elle a *«entière confiance dans l'armée de Taïwan pour protéger et défendre le pays»*.

Près d'un an plus tard, le 20 mars 2018, en clôturant la session de l'Assemblée nationale populaire, Xi Jinping, le chef de l'État chinois, lance sous les applaudissements: *«Les actes et les manœuvres visant à séparer le pays sont voués à l'échec, elles seront condamnées par le peuple et punies par l'histoire»*.

Au fil des mois, l'irritation de Pékin à l'égard de Taïwan l'amène à des actions multiformes. Cet été, le ministère chinois des Affaires étrangères a indiqué que «*les entreprises étrangères opérant en Chine doivent respecter l'intégrité territoriale de la Chine*». Aussi a-t-il été demandé à quarante-quatre compagnies aériennes qui font escale en Chine –dont Air France– que sur leurs cartes et leur site internet, Taïwan ne figure plus comme un territoire à part mais apparaisse comme étant en Chine. Les compagnies destinataires de cette requête ont accepté.

Il arrive que Pékin embauche des membres de la mafia taïwanaise

Un gros effort de propagande est fait par Pékin en direction de l'internet taïwanais. Des envois massifs de messages critiquent avec virulence certaines réformes du gouvernement de Taipei. En particulier, la nouvelle loi sur les retraites. D'autres mails s'en prennent à l'usage qualifié d'excessif de l'encens dans les temples bouddhistes. Le gouvernement de Taipei s'emploie à faire savoir que ce genre de campagne est orchestré en Chine populaire.

Il arrive également que Pékin embauche des membres de la mafia taïwanaise. Des figures du grand banditisme de l'île ont créé un parti pour «*la promotion de l'unification de la Chine*». Leurs locaux ont été perquisitionnés par la police de Taipei à la recherche de preuves d'un financement venant du continent.

Une illustration de démocratie réussie

Dans le domaine international, Pékin a édicté dans les années 1970 une règle: tout pays partenaire de la Chine ne doit pas avoir de relations officielles avec Taipei. En complément, le gouvernement chinois s'efforce aujourd'hui de démanteler le modeste réseau de pays qui continuent à entretenir des liens diplomatiques avec Taïwan. En échange, le plus souvent, de prêts à taux avantageux destinés à des équipements importants, Pékin a obtenu en 2016 le ralliement de la Gambie puis de Sao Tome et Principe et, en 2017, du Panama. En juin 2018, c'est le Salvador qui, après cinquante-huit ans de relations avec Taïwan, a changé de camp. Le Vatican, eu égard au rapprochement entre l'Église catholique et Pékin, devrait être le prochain sur la liste de ces ruptures avec Taïwan. Ils ne sont plus que dix-sept pays aujourd'hui à reconnaître diplomatiquement Taïwan.

Il n'est pas sûr que toutes ces pressions déployées par Pékin parviennent à influencer les habitants de l'île. Le 20 octobre 2018, avec comme banderoles «*Le peuple taïwanais veut être son propre maître*» et «*Non à l'annexion*», des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Taipei.



Des partisans de l'indépendance de Taïwan demandent un référendum dans les rues de Taipei, le 20 octobre 2018. | Sam Yeh / AFP

Ce genre de mouvement organisé par l'association Alliance Formose est inédit dans l'île. Son but est de persuader Tsai Ing-wen d'entamer la marche vers un vote d'indépendance. Mais la présidente reste prudente et, concernant le statut de l'île, elle s'en tient au *statu quo*. Le 20 octobre, elle a d'ailleurs interdit aux responsables du PDP de participer à la manifestation. Des dirigeants communistes, à Pékin, ont plusieurs fois affirmé qu'une déclaration d'indépendance de Taïwan provoquerait une intervention armée de la Chine. Ce genre de propos est pris au sérieux par le gouvernement à Taipei.

Telle qu'elle est devenue, la vie politique de Taïwan et de ses 22,5 millions d'habitants est une illustration de démocratie réussie. Les valeurs mises en avant dans le débat public sont authentiquement chinoises tout en dénotant une relation approfondie avec la culture américaine.

Autant d'aspects qui ne conviennent pas au Parti communiste chinois. Et qui peuvent même gêner sa propagande auprès du milliard 400 millions d'habitants qu'il contrôle.

Il y a dans la relation complexe entre Taïwan et la Chine populaire un combat entre l'influence d'un mode de représentation politique de type occidental et des pratiques fondées sur le contrôle autoritaire des populations. Le comportement de Donald Trump à l'égard de la Chine de Xi Jinping peut renforcer l'enracinement de Taïwan dans la démocratie. Le régime de Chine populaire laisse entendre qu'il ne supporterait pas un pareil exemple. Le bruit court à Taipei qu'à Pékin, l'Armée populaire de libération travaille à mettre au point une flotte amphibie qui serait capable d'envahir l'île de Taïwan en arrivant discrètement par la mer... Une rumeur évidemment invérifiable.

THAÏLANDE

Economie

Thaïlande: les fermiers du latex, victimes collatérales de la guerre commerciale Chine/Etats-Unis



Sophie DEVILLER et Anusak KONGLANG AFP 25 novembre 2018



Un homme transvase du caoutchouc récolté depuis un hévéa en Thaïlande, le 17 octobre 2018

Bangkok (AFP) - Annita a abandonné la culture d'hévéa, le fameux arbre à caoutchouc, pour travailler à l'usine. Comme elle, d'autres fermiers désertent les plantations face à la chute des cours, victimes collatérales de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis.

"Je ne pouvais plus nourrir mes enfants", explique la jeune femme. Elle travaille depuis quelques semaines dans une usine d'emballage du nord de la Thaïlande, premier producteur mondial du précieux latex, transformé par la suite en caoutchouc.

"Personne ne veut rester. Le propriétaire ne trouve plus de main-d'œuvre. C'est un travail trop pénible pour ce qu'il rapporte", relève cette mère de quatre enfants.

Annita gagne désormais le salaire minimum, soit 300 bahts (7,5 euros) par jour, contre l'équivalent de six euros dans les forêts d'hévéa.

"Je suis obligée de travailler dans plusieurs plantations pour essayer de m'en sortir. Si cela continue, je vais devoir trouver un autre emploi", raconte Supawadee Jarukan, 32 ans, qui œuvre toutes les nuits à récolter la sève des hévéas, quinze heures d'affilée, dans le sud-ouest du pays.

Un kilo de caoutchouc thaïlandais s'échange 40 bahts (environ un euro) sur les marchés mondiaux, cinq fois moins qu'en 2011. Un prix qui ne couvre plus le coût de production et entraîne les salaires vers le bas.

Le phénomène de désertion des plantations pourrait prendre de l'ampleur: un million de travailleurs agricoles vivent de cette culture dans le royaume qui produit plus de 4,5 millions de tonnes par an, soit près d'un tiers de la production mondiale.

- Des pneus aux préservatifs -

Une fois solidifié, 90% de cet "or blanc" est exporté à l'international pour fabriquer des tétines de bébé, des gants chirurgicaux, des préservatifs et surtout des pneumatiques pour l'industrie automobile et l'aviation.

Mais, aujourd'hui, les hévéas thaïlandais produisent à plein et le marché mondial ne peut plus tout absorber.

"De 2006 à 2011, les cours ont régulièrement grimpé. Tout le monde s'est mis à planter des arbres qui sont arrivés à maturité", explique Korako Kittipol, responsable du marketing chez Thai Hua Rubber, troisième producteur du pays.

Mais les besoins mondiaux ont faiblement progressé, affectés par les crises économiques en Europe, aux Etats-Unis et dans les pays émergents.

Pire, la demande chinoise se contracte depuis trois mois, conséquence de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, un coup dur pour la Thaïlande, dont plus de la moitié des exportations vont vers l'Empire du milieu.

Résultat, le prix de caoutchouc accuse une baisse de 20% depuis juin.

Les sanctions américaines, qui frappent les importations de produits chinois aux Etats-Unis, "créent un grand climat d'incertitude": "les entreprises chinoises ne veulent plus avoir trop de stocks de caoutchouc", explique Korako Kittipol.

La dévaluation du yuan, qui a perdu plus de 10% de sa valeur face au dollar en sept mois, "rend aussi les importations coûteuses pour les fabricants chinois de pneus", relève l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (ANRPC).

- Couper les arbres -

Pour faire taire d'éventuelles contestations à l'approche des élections en Thaïlande, le gouvernement vient de débloquer une aide immédiate, plafonnée à un peu plus de 600 euros par plantation.

Les autorités veulent aussi réduire la superficie cultivée de plus de 60.000 hectares par an d'ici à 2022 contre le versement d'une compensation de 2.600 euros par hectare coupé, d'après l'autorité thaïlandaise du caoutchouc.

Mais "j'ai coupé le tiers de mes hévéas. Je n'ai encore rien perçu", relève Apichit Duangdee, propriétaire d'une petite plantation dans le nord-est.

Selon lui, cette solution n'est "pas la bonne". "Très peu de pays peuvent produire du caoutchouc naturel. C'est une denrée rare que le gouvernement doit beaucoup mieux promouvoir", estime-t-il.

Pour Lionel Dantiacq, président du géant du pneumatique Michelin pour l'Asie et l'Océanie, il y a "un juste équilibre à trouver". "Si les cours continuent à baisser, beaucoup d'agriculteurs et de transformateurs vont perdre le goût pour le latex et cela risque de jouer sur sa qualité", estime-t-il.

Michelin achète 40% de son caoutchouc naturel en Thaïlande, l'achemine à Singapour avant de l'envoyer par cargo dans ses usines du monde entier.

EUROPE

Environnement

Taxe carbone: Dans les pays nordiques, «transparence et pédagogie» au cœur du succès de la fiscalité écologique

Accueil Monde <https://www.20minutes.fr/> Propos recueillis par Oihana Gabriel Publié le 23/11/18 à 18h13 — Mis à jour le 26/11/18 à 11h21

INTERVIEW Alors que la France est traversée par un mouvement social contre la fiscalité écologique, Mireille Chiroleu-Assouline, professeure d'économie et spécialiste de la transition écologique, analyse comment le Danemark et la Suède l'ont adoptée avec succès...



Illustration. Pompes à essence. — Alexandre GELEBART/20MINUTES

- Dès les années 1990, Suède et Danemark ont imposé à leurs citoyens une fiscalité écologique.
- Alors que la mobilisation des «gilets jaunes» en France interroge sur l'acceptation de cette fiscalité verte, petit zoom sur ces pays où les prélèvements très élevés sont acceptés.
- «20 Minutes» a donc donné la parole à Mireille Chiroleu-Assouline, professeure d'économie et spécialiste de la transition écologique sur les leçons à tirer de ces exemples nordiques.

Voilà deux pays où l'on paie cher son plein d'essence... sans rechigner. Alors que la France vit depuis une semaine des blocages des « gilets jaunes », un mouvement social qui dénonce la hausse des prix du carburant et la baisse du pouvoir d'achat, *20 Minutes* a eu envie de jeter un œil chez nos voisins nordiques, Suède et Danemark. Deux pays pionniers dans la transition écologique en général et la fiscalité écologique en particulier. Et où les prélèvements, aussi élevés qu'en France ou presque, sont bien acceptés. Notamment au Danemark, où les prélèvements obligatoires représentaient 47,3% du PIB, juste derrière la France avec 47,6% en 2016. Et où sept Danois sur dix sont satisfaits de cette fiscalité... Pour comprendre ce qui peut sembler paradoxal vu de France, *20 Minutes* a interrogé Mireille Chiroleu-Assouline, professeure à l'Université Paris 1 Pathéon-Sorbonne et à l'Ecole d'économie de Paris et spécialiste de la transition écologique.

Le Danemark a imposé une fiscalité écologique sans crisper...

Le Danemark est le deuxième pays de l'OCDE sur les prélèvements généraux et deuxième pays européen pour sa part de la fiscalité écologique dans sa fiscalité globale derrière la Bulgarie. Dès le début des années 1990, ce pays a mis en place des taxes carbone sur les transports, sur l'énergie... Visiblement sans heurt. Sans doute parce que les Danois sont connus pour être très sensibilisés à l'utilité de la fiscalité de façon générale. Ils savent que les recettes fiscales sont indispensables pour financer tous les services publics et aider les plus vulnérables.

Quels ont été les effets ?

En Suède, le verdissement de la fiscalité s'est effectué par un transfert de six points de PIB de la fiscalité sur le travail vers la fiscalité écologique. En clair, les prélèvements sur l'emploi des salaires les plus faibles ont baissé alors que les taxes carbone augmentaient. Les études qui existent montrent que cela a été très bénéfique sur l'environnement avec une baisse des émissions de CO2 et d'autres pollutions atmosphériques. Et des effets plutôt bénéfiques sur l'économie avec une baisse du chômage. Donc une hausse du pouvoir d'achat de ceux qui ont retrouvé un emploi.

Selon un sondage YouGov, sept Danois sur dix sont satisfaits de la situation fiscale, et 12% pensent même qu'il faudrait augmenter les impôts. Comment expliquer que les citoyens soient aussi conciliants ?

Il y a sans doute une part d'éducation : ce n'est pas impossible qu'au Danemark, les enseignements au sujet des problèmes environnementaux soient plus développés qu'en France. Mais l'acceptation de ces taxes est surtout une question de transparence et de pédagogie au moment de leur instauration, à la fois sur les raisons, la façon dont les crédits allaient être réutilisés. En Colombie-Britannique, lors de l'instauration de la taxe carbone, l'Etat a mis en place un site Internet avec un souci d'information du grand public.

Quelles leçons retenir de ces deux pays nordiques ?

Il y a une leçon générale : il faudrait arriver à réconcilier les Français avec l'impôt. Une enquête Ipsos a montré cette semaine que les Français sont de plus en plus réticents à payer leurs impôts

car ils ne savent pas à quoi ça sert. Il serait intéressant de leur montrer l'ensemble des services auxquels ils ont accès grâce à ces prélèvements et la dépense que cela représenterait pour eux si ce n'était pas public. Ceux qui connaissent quelqu'un qui travaille aux Etats-Unis savent combien la santé, l'enseignement, la garde d'enfants coûtent cher. Mais tout le monde ne s'en rend pas compte.

La deuxième leçon, qui en découle, c'est que l'Etat, les ministères devraient faire de la pédagogie sur la fiscalité écologique. Expliquer ce qu'il est nécessaire de faire au niveau de l'environnement et à quoi ces hausses de taxes servent et ne pas se contenter de dévoiler l'utilisation des recettes uniquement. Il faudrait déjà que les Français aient une impression de cohérence, avec une vraie stratégie d'ensemble affichée, pédagogique, de long terme sur l'écologie. Il faudrait expliquer comment les différents instruments économiques et réglementaires sont mobilisés pour protéger les générations futures.

Comment rendre cette fiscalité écologique acceptable en France ?

On entend des personnalités politiques, surtout à droite, qui réclament que le gouvernement revienne sur les augmentations prévues de la taxe carbone de janvier 2019. Si jamais le gouvernement cède, ce serait catastrophique. Il est clair que le mouvement de protestation est une manifestation du mécontentement face à une perte du pouvoir d'achat, qui a d'ailleurs de multiples causes. Le court terme et les intérêts personnels priment. Ce qu'il faut, c'est redonner du pouvoir d'achat sans reculer sur la fiscalité écologique. On peut imaginer par exemple de compenser la perte de pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres : si les ménages perdent en moyenne 150 euros par an à cause de dépenses supplémentaires en carburant ou chauffage, l'Etat peut lui verser cette somme. Et l'encourager à faire du covoiturage et limiter ses dépenses d'énergie.

Est-ce qu'il y a aussi un enjeu de clarté des institutions ? La fondation Hulot écrit à ce sujet que « le système de transferts (à travers la fiscalité et le versement de prestations monétaires) dans les pays nordiques est beaucoup moins complexe et opaque que le système français qui est devenu illisible et incompréhensif pour la plupart de ses bénéficiaires ce qui affaiblit sa légitimité ».

C'est vrai, je pense qu'on n'a pas besoin d'être spécialiste pour dire qu'en France, c'est extrêmement compliqué de comprendre notre fiscalité et que dans les pays nordiques, c'est nettement moins difficile de comprendre. Je ne sais pas si vous avez essayé de lire le projet de loi de finances, mais je vous assure que c'est assez compliqué...

Villes et climat : des destins inextricablement liés

Régions Smart cities <https://www.latribune.fr/> Par Dominique Pialot | 27/11/2018, 6:05



Le changement climatique est l'un des six principaux défis identifiés par la mairie de Paris dans sa stratégie adoptée en 2015. (Crédits : SIPA-Vincent Callebaut-Architectures)

Parce qu'elles concentrent 50% de la population mondiale et 70% des Européens, parce qu'elles émettent 70% des gaz à effet de serre mondiaux, les villes sont tout à la fois les premières responsables et les premières victimes du changement climatique. Ce sont aussi les creusets où s'inventent les solutions qui permettront de l'enrayer et de s'adapter à ses effets inéluctables.

Pas moins de 77 morts et plus de 1.200 disparus. C'est le bilan - provisoire au 19 novembre -, de Camp Fire, le gigantesque incendie qui ravage le nord de la Californie depuis le 8 novembre, réduisant en cendres 60.000 hectares, 10.000 habitations et rayant quasiment de la carte la ville de Paradise. Si les causes précises de ce drame restent à élucider - certains pointent le mauvais

état des réseaux électriques -, il est avéré que le nombre et l'intensité de ce type de catastrophes croissent avec le changement climatique et la sécheresse chronique.

Pourtant, sous l'impulsion à la fois de ses élus, de ses citoyens et de l'écosystème entrepreneurial - des startups de la Silicon Valley aux Gafa qui s'y sont installées -, la Californie est l'une des régions du globe les plus en pointe sur le sujet. Et ses villes sont à l'avant-garde du mouvement.

L'exemple californien illustre bien la situation des villes vis-à-vis du changement climatique. L'urbanisation, qui se poursuit dans les pays du Nord et connaît un développement fulgurant au Sud, s'accompagne d'une concentration croissante de population, de bâtiments, de déplacements et autres activités humaines. D'où le poids toujours plus important des villes dans les émissions globales de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique.

Dans le même temps, la densité de population en ville accroît les pertes humaines causées par des événements extrêmes tels que les typhons, ouragans et pluies diluviennes, transformés en inondations meurtrières par le phénomène de ruissellement dû à l'artificialisation des sols. Dans de nombreux pays, aussi bien au Nord qu'au Sud, les grandes villes sont situées sur les côtes, ce qui les expose à l'élévation du niveau de la mer. Celui-ci aurait déjà augmenté de 19,5 centimètres depuis cent ans et de 7 centimètres ces vingt-cinq dernières années, et pourrait encore s'élever de 40 centimètres à 1 mètre d'ici à 2100.



[Le gigantesque incendie qui ravage le nord de la Californie depuis le 8 novembre a déjà fait 77 morts (au 19 novembre). Crédits : Reuters]

Quand les villes étouffent

De San Francisco à Venise en passant par Bangkok, Tombouctou, Amsterdam, Miami, Alexandrie, Rio, Shanghai ou encore New York, partout dans le monde de grandes villes sont menacées de disparition à plus ou moins longue échéance.

Les habitants des villes côtières constitueront probablement une grande partie des 250 millions de personnes qui pourraient, selon l'ONU, être forcées de s'exiler à cause du climat d'ici à 2050.

Comme de nombreux citoyens ont pu le constater lors des épisodes caniculaires de l'été 2018, les villes souffrent par ailleurs de phénomènes spécifiques qui accentuent encore l'intensité et les impacts de la chaleur. Les îlots de chaleur urbains, favorisés par la prépondérance de matériaux radiatifs comme le béton et l'asphalte, les rues étroites et l'absence de circulation d'air peuvent générer en période caniculaire des températures de 10°C plus élevées que dans les zones rurales. Cette différence est encore accrue par certaines activités particulièrement concentrées en ville telles que les transports - circulation automobile en tête ou les rejets d'air chaud de la climatisation.

Outre le recours à des matériaux plus clairs ou aux propriétés moins radiatives, la solution passe par la multiplication des surfaces végétalisées et des points d'eau. Paris, par exemple, vise la végétalisation de 100 hectares de toits, murs et façades à l'horizon 2020. Ces mesures figurent en bonne place dans sa stratégie de résilience adoptée en 2015. Le changement climatique est l'un des six principaux défis identifiés par la capitale française, avec les inégalités sociales, économiques et territoriales, le terrorisme, la pollution de l'air, la gouvernance territoriale et les risques associés à la Seine.

Les villes du monde entier unies pour le climat

Paris partage ses réflexions et ses bonnes pratiques avec les villes du réseau 100 Resilient cities, financé et coordonné par la Fondation Rockefeller. Plusieurs autres réseaux rassemblent des

villes engagées dans le développement durable, de plus en plus en pointe dans la lutte contre le changement climatique, dont le plus connu est le C40, présidé par Anne Hidalgo, qui regroupe une centaine de métropoles du monde entier.

Qu'elles reprennent les objectifs nationaux, à l'instar de Paris, qui vise la neutralité carbone en 2050, ou qu'elles affichent, comme nombre de villes américaines, des objectifs volontaristes face à un gouvernement fédéral aux tendances climatosceptiques assumées, les villes sont de plus en plus nombreuses à se fixer des ambitions en matière de climat.

Outre les objectifs "100% énergies renouvelables", "zéro voiture" ou "zéro déchet", le "zéro carbone" fait ces derniers mois de nombreux émules.

Certes, il s'agit de "zéro carbone" net, ou de neutralité carbone. En effet, la perspective d'une ville n'émettant plus aucun gaz à effet de serre semble aujourd'hui hors de portée. Dès lors, toute la question est de savoir jusqu'où il leur est possible d'abaisser leurs émissions et comment compenser le solde... Et ce n'est pas une mince question, car les possibilités de puits de carbone en ville ne sont pas légion.

En attendant, tout en se protégeant de ses effets déjà perceptibles, les villes multiplient les initiatives pour éviter d'aggraver encore le réchauffement. Certaines, telles que la végétalisation, contribuent à la fois à réduire ses conséquences immédiates (en limitant l'effet îlot de chaleur urbain et le risque de ruissellement lié à l'artificialisation des sols) et à l'atténuer dans la durée, tout en favorisant la biodiversité urbaine. À Paris, d'ici à l'été 2019, l'herbe aura remplacé le bitume dans les cours de 40 écoles. À terme, ces espaces devraient être ouverts au public en dehors des heures de cours.

10°C

C'est l'écart de température qui peut se creuser entre les villes et les zones rurales en période de canicule.

Big bang dans les mobilités

Les premières sources d'émissions en ville sont le bâtiment et les transports. Pour ces derniers, même si les motorisations diesel et essence présentent des performances inverses en termes d'émissions de CO₂ et de particules fines (un fléau de santé publique responsable de nombreuses maladies respiratoires chroniques et de décès prématurés), la lutte contre la voiture individuelle dans laquelle se sont lancées de nombreuses villes contribue à améliorer dans le même temps qualité de l'air et bilan carbone.

Mais cette croisade n'est pas un long fleuve tranquille. En témoignent les réactions aux décisions annoncées ces dernières années par la Ville de Paris - comme la fermeture de l'autoroute urbaine des voies sur berge -, dont certaines ont récemment été étendues à la Métropole du Grand Paris : les véhicules les plus polluants seront ainsi interdits de circulation à l'intérieur de l'A86 en juillet 2019. Il faut dire que les solutions de rechange font défaut.

Côté transports publics, aux difficultés de financement s'ajoute une saturation des infrastructures que les investissements ne sauraient résoudre entièrement. Quant aux mobilités dites « douces », elles nécessitent de nouvelles réglementations élaborées dans l'urgence. Ainsi, la Ville de Paris a dû prendre des mesures pour encadrer le stationnement des vélos sans bornes d'attache (*free floating*) ou encore la circulation des trottinettes. Au-delà de la question des mobilités, c'est celle d'un nouveau partage de l'espace public qui se pose, et se heurte parfois à une opposition virulente, comme dans le cas parisien de la fermeture aux voitures des voies sur berge rive droite.

Et il n'y a pas que le transport de personnes. Celui des marchandises, dans des villes très dépendantes des territoires environnants, est également un casse-tête. Les enseignes sont toujours plus nombreuses à recourir au fluvial et au rail pour se rapprocher des villes, puis à des engins de livraison électriques pour circuler dans les centres-villes.

Du côté des municipalités, des réflexions émergent autour du *made in city*. De l'agriculture urbaine en plein boom à l'essor des *fab labs* et jusqu'à des projets de ré-industrialisation, elles visent à limiter la quantité de biens que les villes doivent importer pour nourrir leurs habitants et les approvisionner en biens de consommation.

La densité, problème et solution

Si, en France, les émissions du bâtiment sont relativement modérées en raison d'un mix énergétique très décarboné, le secteur demeure celui qui recèle les plus importants gisements d'économies d'énergie. Sous l'effet de la réglementation, le neuf est de plus en plus performant. Mais, étant donné le rythme de renouvellement du parc (1% par an), la rénovation thermique a un rôle essentiel à jouer. Celle-ci se heurte néanmoins aux difficultés de financement que rencontrent les propriétaires, ainsi qu'aux limites techniques imposées par les architectes des bâtiments de France, à Paris notamment.

Pourtant, si la densité urbaine complexifie certains travaux et limite les possibilités de développement des énergies renouvelables, elle présente également des avantages. Notamment pour des solutions collectives telles que les réseaux de chaleur ou de froid, ou encore les expériences d'autoconsommation à l'échelle d'un immeuble. En matière d'efficacité énergétique aussi, on voit émerger des innovations consistant à récupérer la chaleur fatale des *data centers*, du métro ou des eaux usées.

La gestion des déchets est un autre enjeu de taille pour les villes, qu'il s'agisse du plastique, pour lequel les taux de tri sont nettement inférieurs à la moyenne nationale, des déchets du BTP, notamment dans le cadre des travaux du Grand Paris, ou encore des biodéchets. Mais, là encore, la densité permet d'imaginer plus facilement des solutions de boucles locales.

De l'intelligence artificielle à l'intelligence collective

Sans surprise, la plupart des solutions qui voient le jour sont rendues possibles par le numérique et le *big data*, le traitement de ces gigantesques quantités de données produites par les usagers ou les clients de services publics ou privés, et collectées par une multitude de capteurs. Les villes s'efforcent de garantir la protection des données privées tout en favorisant l'ouverture aux acteurs susceptibles d'en faire le meilleur usage pour faciliter la vie des citoyens, notamment au travers d'applications spécifiques.

Si l'intelligence artificielle progresse, c'est le cas aussi de l'intelligence collective. En approfondissant leur expertise et une approche plus transversale sur l'énergie, le bâtiment ou les transports, les villes développent des relations d'un nouveau genre avec leurs fournisseurs et délégataires de services publics.

Cette évolution répond aux attentes de ces derniers, mais s'accompagne également de la reprise en main par les municipalités de certains domaines naguère réservés à leurs prestataires, notamment l'énergie, où l'on observe une vague de remunicipalisation.

Les relations avec les territoires environnants, en particulier les zones rurales, se font de plus en plus étroites, comme l'illustre le pacte de coopération territoriale pour la résilience des territoires signé par la Ville de Paris, la Métropole du Grand Paris et l'Association des maires ruraux de France. Seule une mutualisation entre les ressources financières et humaines, d'un côté, agricoles et énergétiques de l'autre, peut permettre de faire face aux défis d'aujourd'hui. Enfin, c'est avec leurs administrés que les villes développent de nouvelles relations, les associant toujours plus aux décisions visant à construire la ville de demain. Outre les *civic techs*, ces outils de participation citoyenne, les budgets participatifs sont utilisés à cet effet.

Forts de ces nouveaux outils et de ces multiples collaborations, les élus doivent veiller à doser avec doigté les mesures favorisant leur popularité à court terme et celles dont les bénéfices ne seront sans doute pas reconnus avant la fin de leur mandat. Les équipes municipales doivent tout à la fois agir pour résoudre les sujets urgents, et contribuer à inventer ce que sera leur ville demain en s'investissant dans des projets d'urbanisme. La mixité des usages et la modularité des bâtiments, par exemple, sont les meilleures armes pour lutter contre l'étalement urbain.

Or, bien plus que les villes denses, l'héritage des années 1970, avec la faible efficacité énergétique de son parc de maisons individuelles, leur mode de chauffage encore trop souvent polluant et, surtout, les déplacements pendulaires qu'il génère, est l'un des premiers responsables

des émissions de gaz à effet de serre... qui alimente par ailleurs nombre des griefs exprimés par des mouvements tels que celui des gilets jaunes.

Forum Smart City du Grand Paris 2018. Rendez-vous les 27 et 28 novembre à la Mairie de Paris pour deux jours de débats sur la ville Zéro carbone.

EUROPE (Union européenne)

BREXIT

Brexit : les dirigeants de l'UE approuvent l'accord de retrait avec le Royaume-Uni

Actualité International Notre dossier / [Brexit : quelles conséquences pour le Royaume-Uni et l'Europe ?](http://www.lefigaro.fr) [http://www.lefigaro.fr/](http://www.lefigaro.fr) Par Florentin Collomp Mis à jour le 25/11/2018 à 11:52 Publié le 23/11/2018 à 18:32

Brexit : les dirigeants de l'UE approuvent l'accord de retrait avec le Royaume-Uni



Les Vingt-Sept ont signé dimanche l'accord de divorce avec Theresa May. La première ministre britannique doit désormais le faire accepter dans son pays.

Dimanche à Bruxelles, les Vingt-Sept ont signé l'accord de divorce avec Theresa May, à charge pour elle de le faire accepter chez elle.

De notre correspondant à Londres

Peu après 10h30 dimanche 25 novembre, les dirigeants des 27 ont approuvé l'accord de divorce avec le Royaume-Uni. «Les 27 ont validé l'accord de retrait et la déclaration politique sur les relations futures entre l'Union européenne et le Royaume-Uni», a déclaré le président du Conseil européen, Donald Tusk. «Le Conseil européen approuve l'accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique», écrivent les 27 dans les conclusions du sommet, ajoutant vouloir instaurer la relation «la plus proche possible» post-Brexit avec Londres. Cette relation future a fait l'objet d'une «déclaration politique» séparée de l'accord de divorce, qui a également été approuvée par le Conseil européen.

Le rocher de Gibraltar en Méditerranée menaçait de faire capoter dix-sept mois de négociations sur le Brexit... Son sort a été conclu à la dernière minute, à quelques heures du sommet de ce dimanche à Bruxelles.

«L'Espagne est parvenue à un accord sur Gibraltar», avait annoncé le président du gouvernement espagnol samedi à la télévision. Le pays «a levé son veto et votera en faveur du Brexit.» Ces derniers jours, le premier ministre espagnol Pedro Sánchez menaçait d'imposer son refus et de boycotter le sommet. «Les garanties ne sont pas encore suffisantes, donc l'Espagne maintient son veto», avait-il asséné vendredi soir lors d'une conférence de presse à La Havane, au risque que le Conseil européen ne puisse plus se dérouler.

Ce chantage était purement théorique - et à visée de politique intérieure - puisqu'un tel veto n'existe pas formellement, une majorité «qualifiée» des États membres suffisant à approuver l'accord. Madrid réclamait un droit de regard sur l'avenir de l'enclave britannique après le Brexit. Au terme d'intenses tractations entre Londres, Madrid et Bruxelles, le gouvernement britannique s'est dit favorable à mener des discussions post-Brexit avec l'Espagne sur Gibraltar. «Concernant les négociations du retrait, compte tenu de certaines circonstances propres à Gibraltar, nous avons eu des discussions avec l'Espagne. Celles-ci étaient constructives, et nous sommes impatients d'adopter la même approche pour les relations futures», a déclaré un porte-parole de

Downing Street dans un communiqué. Les autorités britanniques ont ensuite écrit noir sur blanc que le traité de retrait conclu avec l'UE ne préjugait en rien de «la portée territoriale des futurs accords» qui seront conclus entre l'UE et le Royaume-Uni.

Tout le reste avait déjà été résolu. Notamment la question de la pêche, qui a mobilisé la France et une demi-douzaine d'autres États membres ces derniers jours. Alors que Londres entend récupérer sa souveraineté maritime, ces pays veulent garder leur droit de pêcher dans les eaux britanniques. Le contentieux demeure mais a été sorti de l'accord proprement dit et fera l'objet d'une déclaration séparée. La Commission veut lier la souveraineté britannique à l'accès au marché européen pour le poisson dans les négociations commerciales à venir. Theresa May, qui se vante auprès de sa population d'avoir obtenu gain de cause, n'est pas au bout de ses peines.

Près de deux ans et demi après le référendum pour quitter l'Union européenne, les Britanniques ont enfin un deal. C'est le premier acte concret du Brexit.

Près de deux ans et demi après le référendum pour quitter l'Union européenne, les Britanniques ont enfin un deal. C'est le premier acte concret du Brexit. Le texte de 585 pages prévoit en détail les conditions du divorce: paiements, droits des expatriés respectifs, garanties pour la frontière irlandaise - point le plus sensible des négociations. Il est accompagné d'une «déclaration politique» de 26 pages, non contraignante juridiquement, esquissant les grandes lignes de la relation future entre Londres et l'UE. Celle-ci ne sera négociée qu'à partir de la sortie britannique, le 29 mars 2019. Les discussions pourraient prendre entre deux et quatre ans. Dans l'intervalle, une transition se mettra en place, dans laquelle le statu quo se poursuivra, à ceci près que le Royaume-Uni ne sera plus représenté dans les institutions européennes et n'aura plus voix au chapitre sur ses décisions, qu'il sera toutefois censé respecter. Prévue jusqu'à la fin de 2020, cette période transitoire pourra être étendue deux ans de plus.

Piège européen sans fin

Les Britanniques pressés d'en finir avec l'empoisonnant Brexit ne seront pas tirés d'affaire de sitôt. Des choix difficiles resteront. Plus ils souhaiteront préserver leurs liens commerciaux avec l'UE, plus ils devront sacrifier leur volonté d'autonomie. Les brexiters dénoncent un diabolique piège européen sans fin. Rentrée au pays un accord des Vingt-Sept en poche, dimanche, Theresa May aura une montagne encore plus considérable à franchir: obtenir sa ratification par un Parlement de Westminster survolté, aux alentours du 11 décembre. Son deal fait l'unanimité contre lui, tant chez les partisans du Brexit que chez les proeuropéens des différents partis. Au sein du seul groupe conservateur, son parti, 88 députés sur 315 disent déjà qu'ils refuseront de voter pour. Une crise constitutionnelle guette.

D'ici là, Theresa May va sans relâche faire la promotion de l'accord en dramatisant les enjeux. Elle espère forcer le soutien des élus en appelant directement au bon sens de la population et des entreprises. Elle est déjà allée à deux reprises répondre en direct aux questions des auditeurs sur des chaînes de radio. «Si l'accord ne passe pas, nous nous retrouverons à la case départ», a-t-elle prévenu vendredi sur BBC 5 Live.

Brexit : ce que contient l'accord de retrait

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Luc Lenoir AFP agence Publié le 25/11/2018 à 11:27



Emmanuel Macron, dimanche, à Bruxelles. EMMANUEL DUNAND/AFP

FOCUS - Règlement financier, pêche, frontière irlandaise, droits des citoyens : voici les principaux points du traité de retrait, qui vient d'être approuvé par les 27 pays de l'Union Européenne, hors Royaume-Uni.

C'est un pavé de 585 pages, agrémenté de plusieurs protocoles et autres annexes, qui détricote de manière inédite les liens noués pendant plus de 40 ans entre l'UE et le Royaume-Uni. De la période de transition prévue pour après le divorce à la facture que devra régler Londres: voici les principaux points du «traité de retrait» qui était soumis ce dimanche à l'approbation des dirigeants européens, et qui vient d'être approuvé.

• Transition

Le 30 mars 2019, le Royaume-Uni ne sera plus un État membre de l'UE, mais il gardera tout de même un pied dans l'Union si l'accord de divorce est bien adopté. Le texte prévoit en effet une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020, pendant laquelle les Britanniques continueront d'appliquer les règles européennes et d'en bénéficier. Ils devront également continuer de verser leur contribution financière, mais sans siéger dans les institutions et sans participer aux décisions.

Les deux parties ont convenu que cette transition pourrait être prolongée une seule fois et d'un commun accord, pour une période de «jusqu'à un ou deux ans», soit jusqu'à fin 2022 au maximum. Le but de la transition est d'éviter une rupture brutale, notamment pour les acteurs économiques et de donner le temps à Londres et l'UE de négocier leur relation future, par le biais notamment d'un accord commercial.

• Règlement financier

Le Royaume-Uni s'engage à honorer les engagements pris dans le cadre du budget pluriannuel en cours (2014-2020), qui couvre également la période de transition. Il bénéficiera en retour des fonds structurels européens et de la politique agricole commune.

Le texte ne donne pas de chiffres pour la facture mais une méthode de calcul. Le gouvernement britannique évalue ce montant à entre 40 et 45 milliards d'euros -des chiffres non confirmés côté UE-, mais ce sera davantage si la période de transition se prolonge au-delà de 2020.

• Le problème irlandais

Le traité prévoit un «filet de sécurité» («backstop» en anglais) pour éviter le retour à une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et l'Irlande, afin de préserver les accords de 1998 qui ont mis fin à des décennies de troubles sanglants. Il s'agirait d'une solution de dernier recours qui n'entrerait en vigueur qu'après la période de transition et seulement si aucune meilleure solution n'était trouvée d'ici à la mi-2020 entre Londres et Bruxelles.

Ce mécanisme controversé consiste à créer un «territoire douanier unique», englobant l'UE et le Royaume-Uni, au sein duquel il n'y aurait aucun quota ni droits de douane pour les biens industriels et agricoles. Cela doit permettre d'éviter le rétablissement d'une «frontière dure» entre les deux Irlandes tout en garantissant qu'une frontière ne va pas apparaître de fait en mer d'Irlande entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni -ce qui aurait été le cas si seule l'Irlande du Nord avait été intégrée à ce «territoire douanier». L'Irlande du Nord aura tout de même un statut spécial: elle resterait alignée sur un nombre limité de règles du marché unique «essentiels pour éviter une frontière dure» en Irlande. Il s'agit par exemple de normes sanitaires pour les contrôles vétérinaires. Si le «backstop» est appliqué, il faudra une décision commune pour y mettre fin.

• Pêche

L'accord prévoit que les pêcheurs européens garderont leur accès aux eaux territoriales britanniques et que les Britanniques resteront soumis aux quotas de pêche européens pendant la période de transition. Mais il précise qu'il faudra conclure un accord au plus tard d'ici à la mi-2020 pour régler cette question hautement sensible.

• Droits des citoyens

«Les citoyens européens établis au Royaume-Uni et les Britanniques établis dans un Etat membre de l'Union avant la fin de la période de transition pourront continuer à vivre leur vie comme avant dans leur pays de résidence» (où ils ont séjourné au moins cinq ans, ndlr) a promis le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier.

Plus de quatre millions de citoyens (3,2 millions d'Européens au Royaume-Uni et 1,2 million de Britanniques sur le continent) pourront continuer à étudier, travailler, percevoir des allocations et faire venir leur famille.

• Supervision de l'accord

Le traité de retrait prévoit la création d'un comité paritaire pour régler les divergences d'interprétation de l'accord. Il sera saisi si un litige apparaît entre les deux parties. Il pourra à son tour saisir, en cas de désaccord persistant, un panel d'arbitrage, dont la décision sera contraignante. Pour tout désaccord qui impliquerait une question d'interprétation du droit de l'Union, c'est la Cour de Justice de l'UE (CJUE) qui sera compétente.

Après le Brexit, l'UE prête à un "partenariat sans précédent" avec Londres

Challenges Monde Europe <https://www.challenges.fr/> avec AFP le 29.11.2018 à 11h57

L'UE est prête à "un partenariat sans précédent" avec le Royaume-Uni après le Brexit, si les deux parties mettent en œuvre les engagements pris lors de leurs négociations de divorce, a déclaré jeudi le négociateur en chef des Européens, Michel Barnier.



"Le deal qui est sur la table est le seul, le meilleur possible", a insisté le Français lors d'une session plénière du Parlement européen POOL/AFP - OLIVIER HOSLET

L'UE est prête à "un partenariat sans précédent" avec le Royaume-Uni après le Brexit, si les deux parties mettent en œuvre les engagements pris lors de leurs négociations de divorce, a déclaré jeudi le négociateur en chef des Européens, Michel Barnier.

"Le deal qui est sur la table est le seul, le meilleur possible", a insisté le Français lors d'une session plénière du Parlement européen, en référence au "traité de retrait" du Royaume-Uni et au cadre de sa relation future avec l'UE, approuvés dimanche par les dirigeants européens lors d'un sommet extraordinaire.

Ces accords doivent encore obtenir la ratification du Parlement européen et surtout celle, loin d'être acquise, du parlement britannique. "Je respecterai ce temps de débat parlementaire et démocratique", a assuré M. Barnier, même si l'UE a clairement prévenu qu'il n'y aurait pas de renégociation en cas de vote négatif.

"Un partenariat ambitieux"

Si le Royaume-Uni quitte l'UE de manière "ordonnée", c'est-à-dire dans le cadre de l'accord négocié, "notre intérêt mutuel est de parvenir à un partenariat ambitieux" dans la relation future, a dit le Français devant les députés européens réunis en plénière à Bruxelles.

Il a cité en particulier les "biens, les services, le numérique, la mobilité, les transports, les marchés publics, l'énergie, la sécurité intérieure et évidemment, pour la stabilité de notre continent, la politique étrangère".

"Le partenariat avec le Royaume-Uni sera sans précédent par l'étendue et le nombre de sujets de coopération", si les termes de la "déclaration politique" sur les liens post-Brexit négociée entre les deux parties sont respectés, a poursuivi M. Barnier.

"Compte tenu de la volonté britannique de quitter l'UE et le marché unique, ce ne peut pas être le statu quo à l'avenir, ce ne peut pas être +business as usual+ et notre devoir est de le dire, notamment aux entreprises qui doivent se préparer", a-t-il toutefois mis en garde, rappelant que même des liens étroits ne pourront pas être équivalents à une adhésion à l'UE.

"Le pire accord de l'histoire"

L'eurodéputé britannique Nigel Farage, ancien chef de la formation europhobe Ukip, a de son côté estimé que l'accord de divorce négocié avec Londres était "un bon accord pour l'UE".

"Pour le Royaume-Uni, je pense que c'est probablement le pire accord de l'histoire, comme l'a noté M. Trump", a-t-il ajouté, prédisant que l'accord ne serait pas ratifié par le parlement britannique.

Malgré le divorce en cours, Michel Barnier a tenu jeudi à redire son "respect" pour le Royaume-Uni.

"Le Royaume-Uni, par sa culture, par son histoire, par sa solidarité en particulier dans les grands moments tragiques qu'a traversés l'Europe au 20e siècle, sa solidarité totale, par son économie par la qualité de sa diplomatie, est un grand pays", a-t-il dit.

Diplomatie

Face à la Chine et ses «nouvelles routes de la soie», l'Europe se divise

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 27/11/2018 à 20:07



Les «routes de la soie» sont un ambitieux programme de constructions de ports, d'autoroutes et de liaisons ferroviaires entre l'Asie et l'Europe. NIKLAS HALLE'N/AFP

Alors que la Chine avance ses pions pour améliorer les interconnexions entre l'Asie et l'Europe, deux camps se dégagent au sein de l'UE : les États signant des accords bilatéraux avec l'empire du Milieu, et ceux préférant que les négociations soient menées à l'échelon communautaire.

L'Espagne ne signera pas de mémorandum d'entente sur le projet titanesque des «nouvelles routes de la soie» lors de la visite de Xi Jinping. «Il ne va pas y avoir de signature de l'initiative», a indiqué ce mardi un haut responsable du gouvernement espagnol, quelques heures avant l'arrivée à Madrid du président chinois pour une visite d'État.

Lancées en 2013 par Xi Jinping, et associant pour l'heure 70 pays, les «routes de la soie» sont un ambitieux programme de construction de ports, d'autoroutes et de liaisons ferroviaires entre l'Asie et l'Europe financé par des milliards de dollars de prêts accordés par Pékin. L'investissement dépasse les 3000 milliards d'euros.

L'Espagne veut une coordination européenne

«À un moment où l'Europe a son initiative de connectivité avec l'Asie, il nous semble que c'est dans ce cadre que doivent travailler les Européens», a expliqué le représentant du gouvernement espagnol, en référence à la stratégie présentée en septembre par Bruxelles en vue de renforcer les infrastructures, notamment de transport, entre Europe et Asie. Le projet suscite d'ailleurs la méfiance chez d'autres pays de l'Union, qui craignent de voir le régime communiste étendre son influence politique vers l'ouest. Dans une allusion aux «routes de la soie», la chancelière allemande Angela Merkel avait averti en février la Chine qu'elle ne devait pas lier ses investissements dans les Balkans à des «questions politiques».

En Europe, des pays d'Europe de l'Est comme la Pologne s'y sont en revanche associés, ainsi que la Grèce et le Portugal. Comme le rappelait Philippe Le Corre, chercheur à la Harvard Kennedy School au *Figaro* ce mois-ci, «dans les pays du sud du continent un sentiment anti-

allemand s'est développé, assorti de l'idée que les Européens «n'ont pas été là pour nous pendant la crise, alors pourquoi pas les Chinois».

Selon Jean-François Di Meglio, président du think-tank Asia Centre, basé à Paris, les accords sur «les routes de la soie» n'ont pas de «valeur juridique». C'est plus un «signal» disant «j'ai envie de faire des choses avec vous». «Mais ne pas en signer, c'est encore plus fort, c'est-à-dire «je ne suis pas encore prêt à faire des choses avec vous», alors que «dans l'esprit de la Chine, c'est extrêmement important d'obtenir» la signature d'un accord des différents pays sur ce dossier, ajoute l'expert.

Politique

La remontée verte

<https://www.bruxelles2.eu/> 24 Nov 2018 Elections 2019

(B2) En quelques semaines, le panorama politique a changé. Si les forces eurosceptiques restent très présentes, apparaît une nouvelle force alternative, plus européenne : les Verts. Du moins dans la zone du centre-Europe d'inspiration germanique.

On les disait il y a quelques mois dans les tréfonds des classements. Est-ce une soudaine prise de conscience des enjeux environnementaux, des changements climatiques, ou l'absence d'alternative dans les partis classiques ? Sans doute un peu de tout cela. Les Verts assurent dans les pays du centre et du nord de l'Europe une remontée en flèche.

De bons scores dans plusieurs pays

En Allemagne, lors de deux élections régionales emblématiques, en Bavière et en Hesse, en Belgique, lors des élections communales, surtout en Wallonie et à Bruxelles, au Luxembourg, les Verts ont atteint des scores importants, de l'ordre de 20%. Un dernier sondage en Allemagne pour les Européennes leur donne un score identique devançant de 4 points le SPD et l'AFD placés au coude à coude. Soit une vingtaine de sièges (7 de plus qu'aujourd'hui). Des sondages en Finlande notamment ou en Espagne, laissent entendre de bons scores.

Un arbitre au Parlement ?

Cela pourrait provoquer un 'petit' bouleversement au Parlement européen. Les Verts, qui disposent aujourd'hui de 52 sièges, pourraient augmenter d'une dizaine ou d'une quinzaine de sièges (selon les prévisions) leur score. Ce qui les amènerait non loin des Libéraux et permettrait au PPE et S&D d'envisager une alternative aux Libéraux et Démocrates, si ceux-ci se montrent trop exigeants pour rejoindre la coalition majoritaire.

Des contacts informels PPE – Verts

D'après nos informations, des contacts informels auraient déjà eu lieu à l'initiative du PPE avec les Verts. Et les Verts n'excluent pas de 'monter' dans une coalition. Une majorité alternative PPE-Libéral-Verts (dite coalition 'jamaïcaine' *) ne serait pas possible — à l'image de ce qui pourrait se passer en Allemagne si les socio-démocrates du SPD quittaient la coalition au pouvoir —, mais une trilatérale PPE-S&D-Verts ou une quadrilatérale PPE-Libéral-S&D-Verts deviendrait possible, mathématiquement comme politiquement.

Commentaire : cette remontée fragilise la dialectique mise en place à la fois par Emmanuel Macron et par Viktor Orban d'une opposition entre les deux camps : les 'progressistes' et les 'souverainistes'. Elle illustre que d'autres voies sont possibles : alternatives (les verts) ou plus traditionnelles (chrétiens-démocrates et socio-démocrates). Les derniers sondages laissent, en effet, entrevoir une tendance à la stabilisation de la baisse (même si elle est très nette) des deux partis traditionnels, voire une légère remontée pour ces derniers dans les pays qui leur sont traditionnellement acquis (au nord de l'Europe notamment).

(Nicolas Gros-Verheyde)

(*) Du fait des couleurs Noir-Jaune-Verts qui se retrouvent sur le drapeau jamaïcain et symbolisent les couleurs de la CDU-CSU (chrétien-démocrate), du FDP (libéral) et des Grünen (Verts).

Dans la série élections 2019, lire aussi :

- Barnier à la présidence de la Commission européenne ?
- Que cache la candidature de Manfred Weber à la Commission ?
- Le président Macron, le SpitzenKandidat et le Parlement européen

Et voir notre dossier N°67. Elections européennes 2019

Nicolas Gros-Verheyde

Société

Antisémitisme en Europe : un sondage américain alarmant, mais critiqué

Actualité Société <http://www.lefigaro.fr/> Par Alexis Feertchak Publié le 29/11/2018 à 20:40



Un hypercasher à Créteil, détruit en janvier 2018. ALAIN JOCARD/AFP

INFOGRAPHIES - Une étude réalisée par le sondeur ComRes pour CNN montre la prégnance des clichés antisémites en Europe. Par ailleurs, selon ce sondage, un jeune Français sur cinq ne connaîtrait pas l'existence du génocide des Juifs. Mais la méthodologie de ce sondage pourrait comporter plusieurs biais.

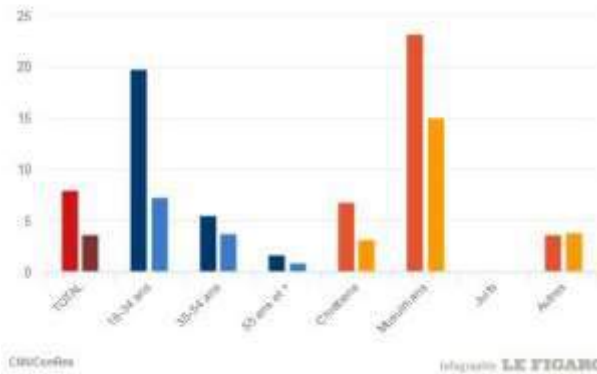
Certaines conclusions sont si inquiétantes qu'elles laissent parfois place au doute. Alors que le premier ministre a révélé il y a quelques semaines une hausse des violences antisémites, un sondage de la chaîne américaine CNN, réalisé par l'institut ComRes, laisse notamment entendre qu'environ 20% des Français de 18 à 24 ans n'auraient jamais entendu parler de la Shoah. Au total, dans sept pays européens, l'étude américaine constate la prégnance des attitudes antisémites. Sauf que plusieurs biais de méthodologie invitent à prendre avec précaution ces chiffres. Graphes à l'appui, *Le Figaro* décrypte les principales données.

• La mémoire de la Shoah et la question du choix des mots

«La mémoire de l'Holocauste commence à s'estomper», assure CNN pour commenter le sondage réalisé auprès de 7000 personnes en Autriche, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Hongrie, en Pologne et en Suède. En effet, le chiffre le plus cité dans les médias a été résumé de la sorte: 8,01% des Français n'auraient pas connaissance du génocide juif, un chiffre qui monte à 19,75% chez les 18-34 ans et à 23,24% chez les musulmans. Ces chiffres français seraient nettement plus élevés que ceux de la moyenne européenne [ou - pour être plus précis - que celle des sept pays européens concernés par l'étude]. Ainsi, seulement 3,66% des «Européens» ne connaîtraient pas la Shoah (7,32% pour les 18-34 ans et 15,02% pour les musulmans).

Quelle part des sondés ne connaît pas l'Holocauste ?

POUR CHAQUE CATÉGORIE, LE PREMIER CHIFFRE CONCERNE LES FRANÇAIS, LE SECOND LES EUROPÉENS.



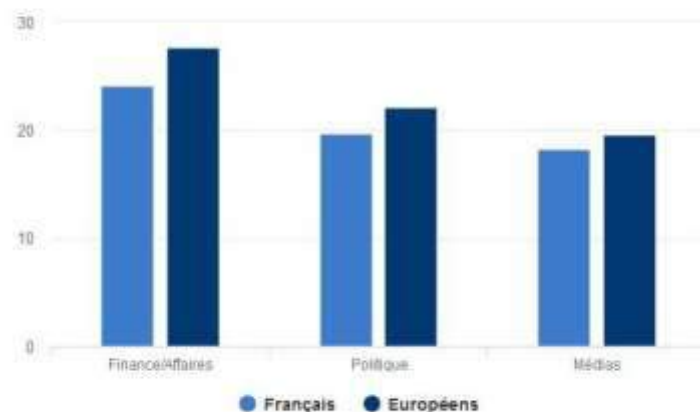
Néanmoins, il pourrait y avoir un important biais méthodologique dans cette étude. En effet, la question posée était la suivante: «Dans quelle mesure diriez-vous que vous connaissez l'Holocauste?». Or, comme le remarque le site *PayKnow*, si le terme «holocauste» est très utilisé aux États-Unis et dans les pays anglo-saxons, il l'est beaucoup moins en France: on parlera de «génocide des Juifs», de leur «extermination» ou du terme de «Shoah». Il est donc possible que certains jeunes ou certains musulmans aient pu comprendre l'une de ces formules, sans connaître celle d'«Holocauste».

• Les clichés ont la vie dure, mais certaines questions peuvent orienter le sondé

L'étude de l'institut ComRes est extrêmement vaste. Elle n'interroge pas seulement la question de la Shoah, mais aussi celle des préjugés courants envers les Juifs, ainsi que la question du conflit israélo-palestinien. Quelles leçons en tirer ? La première est la persistance des clichés séculaires contre les juifs. Ainsi, en France comme en Europe, entre 24 et 28% des personnes interrogées estiment que «la communauté juive a trop d'influence à travers le monde» dans la sphère de la «finance et des affaires», un chiffre qui s'élève à environ 21% dans les champs politique et médiatique.

La communauté juive aurait "trop d'influence" dans le monde

EN MATIÈRE DE...



Là encore, un biais méthodologique peut exister. «Nous pensons que la question est par essence biaisée. Parce que, quand on vous demande si les juifs ont trop d'influence, c'est qu'on imagine qu'il y a une part de vérité. Et nous pensons que, pour poser pareille question il faudrait d'abord demander 'Avez-vous déjà pensé au pouvoir des juifs sur les médias?'\», explique le site *PayKnow*, qui précise: «Quand on pose la question, on peut provoquer des réponses positives alors que la personne ne s'est jamais posé la question auparavant».

● L'antisémitisme largement condamné, mais...

«L'antisémitisme est un problème grandissant aujourd'hui». Réponse positive pour plus de 48% des Français et plus de 43% des Européens. La négative est partagée par 13% des Français et 19% des Européens. Intéressant donc, car la société française apparaît plus polarisée que la moyenne européenne: il y a à la fois plus de personnes qui considèrent que l'antisémitisme est un problème grandissant et plus qui trouvent que non. En revanche, près de 15% des Français et 17% des Européens n'hésitent pas à affirmer que «la plus grande partie de l'antisémitisme s'explique par les comportements quotidiens de la communauté juive», seulement 40% des Français et 36% des Européens s'opposant à cette thèse.

Plus de 60% des Français et des Européens considèrent que commémorer l'Holocauste aide à empêcher la reproduction de telles atrocités, environ 10% s'opposant à cette thèse [Ne pas oublier qu'il y a une part importante d'indécis dans les réponses à ces questions]. En revanche, surtout à l'échelle européenne, il y a presque autant de personnes 30% qui acceptent et qui rejettent l'idée selon laquelle «la communauté juive utilise l'Holocauste pour défendre leurs positions».

● L'ombre du conflit israélo-palestinien

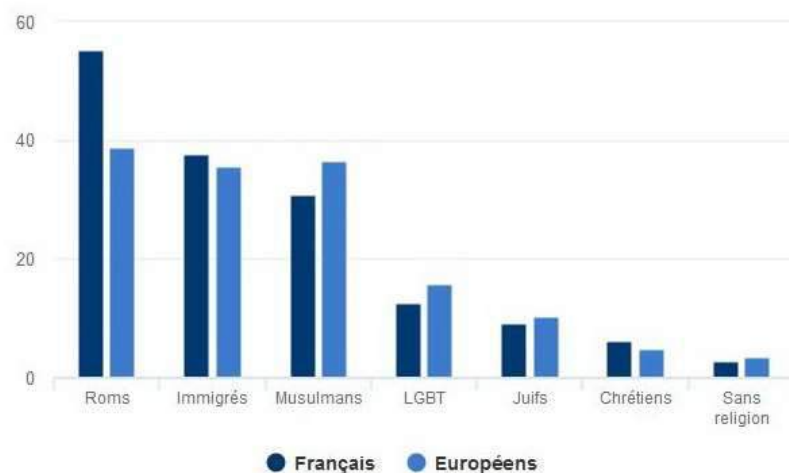
De façon peu étonnante, le conflit israélo-palestinien apparaît clairement lié à l'hostilité contre les Juifs. Premier point important: 51% des Français et 53% des Européens considèrent qu'Israël a «le droit d'exister comme État juif», ils sont environ 9% à s'opposer à cette idée. En revanche, en France et en Europe, 36% des personnes estiment que «les soutiens d'Israël se servent de l'accusation d'antisémitisme pour faire taire toute critique» sur Israël. 30% des Français et même 35% des Européens estiment même que l'État d'Israël utilise l'Holocauste pour justifier ses actions. Inversement, 32% des personnes considèrent que les critiques contre Israël sont liées à une forme d'antisémitisme.

● La communauté juive n'est pas celle qui enregistre la plus forte hostilité

«Dans quelle mesure êtes-vous favorables à ces groupes?». Les réponses à cette question montrent que l'hostilité contre la communauté juive (10%) est plus faible que celle contre les musulmans (36%), les Roms (39% en Europe et même 55% en France), les immigrés de façon générale (36%), les personnes LGBT (16% en Europe, 12% en France). Les Chrétiens et les personnes sans religion seraient les communautés qui susciteraient le moins d'hostilité.

Hostilité envers différentes communautés

TELE PART DES FRANÇAIS ET DES EUROPÉENS SONT DÉFAVORABLES À TEL OU TEL GROUPE.



CNN/ComRes

Infographie LE FIGARO

ESPAGNE

BREXIT

Londres et Madrid trouvent un accord sur Gibraltar : le sommet du Brexit aura bien lieu

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> Modifié le 24/11/2018 à 17h53 Publié le 24/11/2018 à 16h19



Pédro Sanchez, le Premier ministre espagnol, a parlé samedi après-midi en direct à la télévision, sur la question du Brexit. | STRINGER / AFP

L'Espagne menaçait de s'opposer à tout accord sur le Brexit lors du Sommet européen programmé dimanche, en revendiquant que son droit de veto sur la question de Gibraltar soit reconnu. Un accord est survenu in extremis après une négociation entre Madrid et Londres.

Le sommet de l'Union européenne prévu dimanche 25 novembre aura bien lieu. Les dirigeants des 27 Etats-membres se prononceront comme prévu sur l'accord de divorce auquel Londres et Bruxelles sont parvenus dans le cadre du Brexit qui doit intervenir le 29 mars. L'attitude de l'Espagne qui revendique un droit de veto sur la question de Gibraltar, menaçait de faire capoter le sommet.

Accord après une nuit de négociations

Après une nuit de négociations entre Londres et Madrid, Donald Tusk, le président de l'Union européenne s'est entretenu samedi après-midi avec Pedro Sanchez, le Premier ministre espagnol. **« Tusk et le Premier ministre espagnol, Pédro Sanchez, sont parvenus à un accord sur Gibraltar, a-t-on communiqué. Le sommet aura lieu. »** Pedro Sanchez s'est, pour sa part, exprimé à la télévision : **« Je viens d'annoncer au roi d'Espagne que l'Espagne est parvenue à un accord sur Gibraltar. Par conséquent, le Conseil européen aura lieu demain. L'Espagne lèvera son veto et votera en faveur du Brexit. »**

Londres a annoncé de son côté des discussions sur Gibraltar qui se dérouleront après le Brexit. **« Concernant les négociations du retrait, compte tenu de certaines circonstances propres à Gibraltar, nous avons eu des discussions avec l'Espagne impliquant directement le gouvernement de Gibraltar, a déclaré un porte-parole de Downing Street par communiqué. Celles-ci étaient constructives, et nous sommes impatients d'adopter la même approche pour les relations futures. »** Le porte-parole du gouvernement britannique a fait savoir dans un communiqué qu'il ne chercherait pas à régler les relations entre l'UE et Gibraltar sans l'accord de Madrid.

Avant tout, une « question politique »

Formellement, les chefs d'Etat des 27 qui restent dans l'Union doivent voter à la majorité qualifiée. Le désaccord espagnol n'était donc pas incontournable juridiquement. **« Il s'agit d'une question politique, analyse le consultant Jean-Claude Piris, ancien directeur général des services juridiques du Conseil de l'Union européenne. Ce serait un vrai problème pour les 27 qu'un grand pays comme l'Espagne se désolidarise dimanche de l'approbation de l'accord de divorce. »**

La quasi-totalité des Gibraltariens veulent rester dans l'Union

L'Espagne exigeait que soit écrit noir sur blanc qu'elle aurait un droit de veto sur tout point d'accord concernant Gibraltar. Madrid revendique en effet de longue date la souveraineté sur

cette pointe sud de l'Espagne, possession britannique depuis 1704. Il s'agit d'une position stratégique puisqu'elle commande l'entrée de la mer Méditerranée. Cependant, 96% des Gibraltariens souhaitent rester dans l'Union européenne. Beaucoup espèrent un statut proche de celui d'Andorre ou du Liechtenstein.

FRANCE

Défense

Spatial militaire : big bang ou pschiiit en 2019 ? (1/3)

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 26/11/2018, 6:56



"Je crois pouvoir dire aujourd'hui que si nous perdons la guerre dans l'espace, nous perdrons la guerre tout court", a estimé le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Philippe Lavigne. (Crédits : ESA/NASA)

2019 sera l'année du spatial militaire... ou pas. Emmanuel Macron veut une stratégie spatiale de défense pour l'année prochaine. Florence Parly va très prochainement recevoir un rapport sur le spatial militaire. La France se veut ambitieuse. Mais en a-t-elle les moyens? et sera-t-elle doter de moyens à la hauteur de son ambition ?

La politique spatiale militaire est revenue au centre des intérêts stratégiques de la France ces derniers mois. Et c'est loin d'être terminé car l'espace est aujourd'hui un facteur structurant de puissance. Ces problématiques occupent actuellement plusieurs groupes de travail, qui vont des parlementaires à un rapport demandé par l'Elysée à l'ancien patron du SGDSN (Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale) Louis Gautier sur la défense européenne, en passant bien sûr par le ministère des Armées. L'Hôtel de Brienne fait travailler, entre autres, autour de Martin Briens (directeur de cabinet de Florence Parly) et d'Hervé Grandjean (conseiller industrie), les armées, la direction générale de l'armement (DGA), l'ONERA ... mais pas le CNES.

Bref, cela pourrait augurer en 2019 d'un big bang en France ou... d'un pschitt. Car faute de crédits supplémentaires dans la future loi de programmation militaire (LPM), la France pourrait être tentée de se concentrer sur une (r)évolution de la gouvernance du spatial militaire et/ou appeler à une grande réforme pour faire évoluer la réglementation spatiale internationale, qui a des trous béants dans la raquette sur la problématique de l'arsenalisation de l'espace. Le Traité de l'espace n'interdit que l'envoi dans l'espace des armes de destruction massive. A défaut de lancer des programmes disruptifs horriblement chers mais capables de réduire le retard de la France par rapport aux nations leader, le ministère des Armées pourrait être tenté de lancer des projets d'études amont (PEA) et/ou des démonstrateurs. Ou encore de repousser le lancement des programmes après 2025. A suivre...

Pourtant la prise de conscience est forte dans les armées : "Je crois pouvoir dire aujourd'hui que si nous perdons la guerre dans l'espace, nous perdrons la guerre tout court", a estimé en octobre à l'Assemblée nationale le chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), le général Philippe Lavigne. Pour le chef d'état-major des armées (CEMA), le général François Lecointre, la France n'a pas *"l'intention de baisser la garde. Nous maintiendrons notre avance"*.

Emmanuel Macron s'intéresse au spatial

Une chose est sûre, Emmanuel Macron s'intéresse de très près à ce dossier stratégique qu'est l'espace. *"La France y a toujours été précurseur, y compris dans le domaine de la défense"*, a rappelé le président le 13 juillet dernier dans les jardins de l'Hôtel de Brienne. En outre, la France est une puissance spatiale qui compte derrière le trio de tête composé des Etats-Unis, de la Chine

et de la Russie. *"L'espace est un véritable enjeu de sécurité nationale, avait-il par ailleurs expliqué. C'est pourquoi je veux que nous définissions, au cours de la prochaine année, une stratégie spatiale de défense"*. Tout le monde s'est donc mis au boulot.

D'ici à la fin du premier trimestre 2019, le président devrait en principe fixer les objectifs ambitieux d'une feuille de route afin de placer la France sur une orbite géostationnaire. L'évolution de la gouvernance du spatial militaire devrait être l'un des enjeux de la feuille de route. Est-ce que la ministre des Armées reprendra la parole sur ce sujet avant le président de la République ? Possible mais c'est encore en cours de calage entre l'Elysée et l'Hôtel de Brienne, explique-t-on à La Tribune. En tout cas, Florence Parly va recevoir de façon imminente un rapport sur le spatial militaire avec différents niveaux d'ambitions. Quel usage en fera-t-elle, quel(s) scénario(s) va-t-elle acheter ?

Florence Parly a suscité beaucoup d'espoir

Après le président en juillet, la ministre des Armées a fait à son tour monter en pression le petit milieu de la communauté spatiale. Florence Parly a posé des jalons pour lancer une politique spatiale plus ambitieuse avec son coup de canon tiré début septembre au CNES à Toulouse. C'est là où elle a révélé publiquement pour la première fois qu'un satellite butineur étranger pouvait impunément espionner les satellites militaires français dans le monde silencieux de l'espace. Elle faisait référence au satellite russe Luch-Olymp, qui s'est approché du satellite de télécoms militaire franco-italien Athena-Fidus pour l'espionner.

"Non, l'espionnage et les actes offensifs, ça n'arrive pas qu'aux autres. Oui, nous sommes en danger, nos communications, nos manœuvres militaires comme nos quotidiens sont en danger si nous ne réagissons pas", avait-elle alors souligné.

Au-delà d'un constat lucide et d'un discours volontariste, Florence Parly a suscité un espoir de passer à la vitesse supérieure pour le spatial militaire. Pour autant, la ministre n'a lancé jusqu'ici aucun programme nouveau de grande ampleur dans le spatial militaire, se contentant de suivre le "manifeste" des programmes spatiaux en cours de réalisation dans la future LPM (2019-2025). Ainsi, le premier des trois satellites CSO (Composante spatiale optique) va être lancé en décembre de Kourou.

Dans un cadre budgétaire non extensible, tout nouveau programme spatial pendra la place d'un autre programme dans les armées, explique-t-on au sein des armées. D'autant que les programmes lancés au cours de la future LPM débordent déjà... Ce sera donc l'un des enjeux de l'actualisation de la LPM (clause de revoyure) prévue en 2021, précise-t-on à La Tribune. A Florence Parly de laisser sa trace dans le Cosmos...

L'armée de l'air, l'opérateur naturel du spatial ?

Dans la défense, tout le monde planche à tous les étages. C'est le cas par conséquent dans les armées et à la DGA sous la maîtrise d'œuvre de l'Hôtel de Brienne. *"Nous avons lancé une réflexion sur la gouvernance de l'espace"*, a confirmé le chef d'état-major des armées dans une récente audition à l'Assemblée nationale. Une *"réflexion interne"* en vue de mettre au carré les armées sur un dossier, qui n'a pas toujours été prioritaire dans l'institution, avant de faire des propositions à Florence Parly. Le CEMA a précisé que la réflexion a porté sur *"la place qu'occupera l'armée de l'air en la matière"*. En revanche, *"le niveau opérationnel et la conduite des opérations doivent évidemment demeurer à l'état-major des armées - c'est sa responsabilité première"*, a-t-il souligné.

Il est d'ores et déjà prévu dans la LPM le renforcement du Commandement Interarmées de l'Espace (CIE), créé il y a huit ans environ et placé sous la tutelle de l'état-major des armées, et du Commandement de la Défense Aérienne et des Opérations aériennes. Mais pas question en revanche de créer une armée de l'espace française à l'instar de la volonté de Donald Trump aux Etats-Unis. *"S'agissant de la France, je n'en vois pas l'intérêt : il me semble assez naturel que l'armée de l'air soit le principal acteur dans ce domaine"*, a insisté le général Lecointre. Cette position est partagée par beaucoup d'acteurs interrogés par La Tribune depuis près de deux ans... à l'exception de certains - une minorité - qui se veulent plus audacieux. Considérant que l'armée

de l'air a toujours bridé les ambitions du CIE, ces derniers préconisent la création d'une armée spatiale. Mais il est vrai que les effectifs actuels ne se comptent seulement qu'en petites centaines. Soit près de 300 hommes. Ce qui est un peu maigre pour constituer une armée spatiale et jouer les gros bras.

"Il me semble logique que l'armée de l'air prenne une place de plus en plus importante dans la gestion de l'espace, l'action dans ce milieu et une future guerre de l'espace, même si nous refusons l'arsenalisation de ce dernier", a expliqué le CEMA.

L'armée de l'air ne pouvait pas demander mieux alors que le spatial a été longtemps le parent pauvre des aviateurs, qui faute de budgets significatifs ont préféré arbitrer en faveur de l'aviation de combat. *"Je souhaite être force de proposition en matière d'espace, tout d'abord en raison des responsabilités qui sont confiées à l'armée de l'air en matière de surveillance de l'espace et d'alerte aux populations face à un danger spatial inopiné"*, a rappelé le général Philippe Lavigne. Pourquoi l'armée de l'air serait-elle plus compétente en la matière ? *"Deux tiers des militaires des armées spécialistes de l'espace sont des aviateurs (...). Nous avons acquis en dix ans une solide expérience et une expertise reconnue, ce qui nous semble d'autant plus naturel que l'espace est pour l'aviateur la prolongation évidente du milieu aérien"*, a rappelé le CEMAA. Et ce n'est pas un hasard si, parmi les spationautes français, il y a déjà quatre officiers de l'armée de l'air...

Le CNES, une agence duale qui doit le réaffirmer

Le CNES, qui ne participe pas étrangement à la réflexion sur le spatial militaire, est de façon paradoxale au centre de beaucoup d'attentions. Il lui est entre autres reproché de s'être éloigné des armées. Selon plusieurs sources concordantes, il y a donc nécessité de redéfinir les liens entre le CNES et la défense dans le cadre de la réforme de la gouvernance. *"Il faut réaffirmer avec force la dualité du CNES"*, explique-t-on à La Tribune. Le Centre national d'études spatiales se défend. *"Le CNES joue un rôle incontournable dans le secteur spatial militaire, ne serait-ce que pour que la France évite de se faire doubler, avec un accent particulier sur la surveillance de l'espace et une attention particulière aux programmes qui permettent d'entretenir nos capacités et de tenir notre deuxième rang mondial"*, avait expliqué début avril à l'Assemblée nationale le président du CNES, Jean-Yves Le Gall.

Le CNES, qui a effectivement une double tutelle (Recherche et Armées), travaille sur des programmes de recherche duale à l'image des programmes CSO, CERES (satellites militaires d'écoute électronique) et Syracuse 4 (radiocommunications). Il est censé aussi travailler pour la préparation de l'avenir. Les armées ont semble-t-il été tentées de reprendre certaines activités du CNES, comme le "pilotage" des satellites militaires. Mais pourquoi dupliquer une compétence parfaitement maîtrisée par le CNES, fait valoir un observateur du monde du spatial. C'est le discours de Jean-Yves Le Gall, qui a rappelé début avril que le CNES disposait *"d'une compétence spécifique dans le domaine de la défense, mais la défense bénéficie également de tout ce que nous entreprenons dans le cadre dual"*. Selon lui, cela doit continuer. Pourquoi ? *"C'est la clé du succès de notre politique spatiale à la fois civile et militaire"*.

"Je crois qu'il faut rendre hommage au gouvernement et au Parlement de l'époque, en 1986, pour avoir décidé de créer un centre spatial dual plutôt qu'un centre civil et un centre militaire séparés, ce qui aurait conduit à une dispersion des moyens. Par ailleurs, l'expérience montre que lorsque vous avez deux centres distincts, les gens ne se parlent pas. Notre organisation est mutuellement profitable au civil et au militaire et je ne crois pas que l'on puisse dire que l'un vit aux crochets de l'autre. L'ensemble est dual et intégré".

Les forces spéciales françaises intéressées par le « Flyboard Air », la planche de surf volante de Zapata Industries

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces spéciales, Technologie par Laurent Lagneau Le 26-11-2018



En mars 2017, Franky Zapata était convoqué par la Gendarmerie de l'Air, qui lui reprochait plusieurs infractions à la réglementation pouvant donner lieu à de fortes amendes, voire à une peine de prison. En cause? Son Flyboard Air, une sorte de planche de surf volante, pouvant voler à 10.000 pieds d'altitude à la vitesse maximale de 80 noeuds (150 km/h environ). Et, à l'époque, l'entrepreneur marseillais, ancien champion de jet-ski, envisageait de quitter la France pour trouver des cieux plus accueillants.

Plus de 18 mois plus tard, la situation a radicalement changé. En effet, à l'occasion du Forum Innovation Défense, qui s'est tenu à Paris entre les 22 et 24 novembre, M. Zapata a effectué une démonstration de son Flyboard Air aux côtés des forces spéciales françaises.

Mieux : son entreprise, Zapata Industries, a même obtenu un financement de 1,3 millions d'euros de la part du ministère des Armées [via la Direction générale de l'armement] pour améliorer son invention. Il est ainsi question de mettre au point un nouveau système de propulsion plus stable et maniable tout en étant moins bruyant, en coopération avec l'ONERA et la société Poly-shape.

Actuellement, le principe du Flyboard Air repose sur 6 moteurs et un algorithme qui ajuste en permanence l'inclinaison des 4 turbo-réacteurs ainsi que les turbines latérales. L'un des soucis est que le réservoir est placé dans le dos du pilote... Ce qui, pour une utilisation militaire, n'est pas l'idéal.

Pour le ministère des Armées, il s'agit, via cette enveloppe attribuée à Zapata Industries, d'éviter de voir cette technologie passer sous pavillon étranger, comme cela faillit être le cas en août 2016, quand la société américaine Implant Sciences Corporation (IMSC) envisagea de racheter l'entreprise de Franky Zapata.

D'autant plus que l'US Army avait déjà tenté de faire de ses fantassins des émules du « Le Surfer d'argent » [personnage imaginé par le regretté Stan Lee] en confiant à la société De Lackner le soin de développer le HZ-1 Aerocycle, c'est à dire une sorte d'hélicoptère individuel adapté aux missions de reconnaissance. Mais, après deux accidents, ce projet fut arrêté.

Les applications militaires du Flyboard Air de Zapara Industries peuvent aller de la reconnaissance au combat urbain en passant par l'extraction rapide.



Mounir Mahjoubi

✓ @mounir

✳ Ceci est un overboard militaire. Notre armée se doit d'être toujours à la pointe de l'innovation. Fier avec [@florence parly](#) au Forum de l'innovation et de la défense pour échanger avec des innovateurs de la Nation.

5 218

[16:19 - 24 nov. 2018](#)

Guerre dans l'espace : pourquoi la France doit massivement investir (2/3)

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 27/11/2018, 6:00



"Washington ne renie pas l'éventualité d'une guerre dans l'espace sur le principe de la légitime défense et via l'introduction implicite de la notion de frappe préventive", observe le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) dans son ouvrage Chocs futurs. (Crédits : © NASA NASA / Reuters)

Dans l'espace, la menace est omniprésente. Elle pèse de plus en plus fortement sur les opérations des armées. La France doit continuer à s'armer pour faire face à l'arsenalisation de l'espace.

Le poids et le choc des mots. *"Si nous perdons la guerre dans l'espace, nous perdrons la guerre tout court"*, a estimé en octobre à l'Assemblée nationale le chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), le général Philippe Lavigne. Tout est dit. Dans l'espace, la menace est aujourd'hui multiple et omniprésente : armes antisatellites, dont les armes à effet dirigé (laser notamment), espionnage, brouillage, cyber... L'espace est bel et bien devenu depuis plusieurs années un théâtre de conflictualités et un enjeu stratégique majeur. Son *"arsenalisation"*, qui était craint par la France et d'autres nations, se renforce d'année en année de façon discrète mais très fortement. La sécurité spatiale ressemble de plus en plus à la course aux armements nucléaires du début de la Guerre Froide...

Les Etats puissances, qui maîtrisent les technologies spatiales, principalement les Etats-Unis, la Chine et la Russie, mènent dans l'espace une guerre silencieuse mais stratégique pour dominer leurs adversaires ... et le monde. Mais pas seulement. Car l'irruption du New Space permet, à travers le concept de l'espace low cost, de faire accéder certaines nations à des projets spatiaux, notamment dans l'observation de la Terre. *"Cela réduit l'écart technologique et opérationnel entre les vieilles nations spatiales et les émergentes qui entrent dans l'espace via les technologies civiles bas-coûts"*, explique un observateur.

Pékin et Washington lancent officiellement les hostilités

Mais avant cette guerre silencieuse, il y a eu deux événements mondiaux majeurs. La Chine d'abord, puis les Etats-Unis, ont envoyé un message clair et sans équivoque à l'ensemble des pays ayant des satellites. En janvier 2007, les Chinois ont réussi des tirs de missiles antisatellites à basse altitude (800 km d'altitude) et ont détruit un vieux satellite météorologique, Fengyun 1C, par impact cinétique. Ce qui a d'ailleurs provoqué une multitude de débris spatiaux très dangereux pour tous les satellites en opération sur cette orbite.

En février 2008, les Etats-Unis ont bien sûr répondu à la Chine mais plus proprement en limitant les risques de pollution des orbites opérationnelles. Ils n'ont pas moins pulvérisé à 247 km d'altitude le satellite USA 193 en voie de désorbitation par un SM-3 Block 1, tiré du croiseur lance-missiles, l'USS Lake Erie. La guerre de l'espace était officiellement lancée. Quelques mois plus tard, le chef d'état-major de l'armée de l'air chinoise estimait *"historiquement inévitable"* une

compétition entre forces armées dans l'espace et jugeait *"impératif"* que la Chine y développe des moyens offensifs et défensifs. De son côté, les Etats-Unis, après avoir défendu le concept d'espace sanctuarisé, sont aujourd'hui plus belliqueux avec leurs concepts de "Space control" et de "Space dominance", qui caractérisent leur doctrine militaire spatiale.

"Washington ne renie pas l'éventualité d'une guerre dans l'espace sur le principe de la légitime défense et via l'introduction implicite de la notion de frappe préventive", observe le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) dans son ouvrage Chocs futurs.

De plus en plus de "sous-marins spatiaux"

A compter de ces deux opérations de destruction, l'espace est donc devenu un véritable théâtre d'opérations. Il l'était déjà avant mais, avec la destruction par effet cinétique des deux satellites, les militaires ont enfin pris la mesure de la menace. Le commandement interarmées de l'espace (CIE), qui relève du chef d'Etat-major des armées, a d'ailleurs été créé le 1er juillet 2010. Le politique aussi en a pris pleinement conscience. *"Le domaine spatial est aujourd'hui essentiel pour nos opérations"*, avait affirmé le 13 juillet dernier Emmanuel Macron dans les jardins de l'Hôtel de Brienne. *Par les incroyables potentialités qu'il offre, mais également par la conflictualité qu'il suscite, l'espace est un véritable enjeu de sécurité nationale"*.

Au-delà de ces deux événements chocs, les Etats puissances se livrent une guerre plus discrète mais pas moins spectaculaire par le niveau technologique qu'il exige. *"Les stratégies de contestation ou de déni d'accès prennent des formes nouvelles"*, avait expliqué en décembre 2017 l'ancien commandant interarmées de l'espace, le général Jean-Pascal Breton. *Outre le développement d'armes à effet dirigé, capables de dégrader les performances de nos moyens, la maîtrise de la technique de rendez-vous dans l'espace permet de venir à proximité de capacités spatiales d'autres pays sur l'ensemble des orbites"*. Environ 2% des objets spatiaux du catalogue du COSMOS (Centre opérationnel de surveillance des objets spatiaux), qui assure le suivi et établit le catalogue des objets spatiaux en orbite, sont *"des inconnus avérés"*, avait pour sa part révélé lors d'un point presse en novembre 2017, le lieutenant-colonel Thierry Cattaneo, commandant du COSMOS.

"Ce sont des objets qui sont là et sur lesquels personne ne communique mais dont nous avons la connaissance uniquement grâce à l'exploitation du système GRAVES. Ce sont des sous-marins spatiaux, des objets qui par nature et par mission doivent rester discrets. Donc ils fondent un intérêt militaire certain", avait alors expliqué le commandant du COSMOS.

Observateur aguerri de la guerre spatiale, le lieutenant-colonel Thierry Cattaneo avait confirmé la *"multiplication des activités suspectes"* dans l'espace. Et de donner des exemples précis : il y a *"des satellites qui devraient être géostationnaires et dont on voit qu'ils ne le sont pas, des apparitions de drones spatiaux comme l'X37B américain, des manœuvres de rendez-vous sur des satellites non-coopérants menées par la Chine, les Etats-Unis, la Russie"*. Des opérations militaires principalement, dont le rendez-vous en orbite du satellite chinois Shijian 15 en mai-août 2014. Les fameux cargos de l'espace (Space Tug), qui ont une logique commerciale de ravitaillement et de réparation des satellites, peuvent tout aussi dégrader un satellite cible. Tout l'enjeu du COSMOS, créé seulement en 2014 et sous la tutelle de l'armée de l'air française, est d'analyser la nature accidentelle, provoquée ou naturelle de l'événement spatial afin de pouvoir alimenter toute la chaîne décisionnelle et politique.

C'est d'ailleurs comme cela que Florence Parly a révélé en septembre dernier l'espionnage d'un satellite français par un autre de nationalité étrangère. Plus précisément, la ministre des Armées a pour la première fois donné officiellement un exemple précis d'espionnage d'un satellite de télécoms franco-italien, Athena-Fidus par le satellite russe Louch-Olymp. Ces actes d'espionnage dans l'espace ne sont pas nouveaux. L'armée de l'air française a reconnu avoir identifié en 2012, puis 2013 et, enfin, en 2015, des engins spatiaux qui se sont approchés de satellites militaires français. Ces satellites sont d'ailleurs restés à leur contact pendant une période relativement longue. Très certainement pour les écouter. *"Plusieurs de nos satellites ont ainsi été approchés par des objets de type satellites inspecteurs"*, avait confirmé le général Jean-Pascal Breton.

Un vrai danger pour les opérations des armées

Le domaine spatial est vital pour les opérations des armées et leur réussite. Toutes les missions ou presque de l'armée française, durant lesquelles elle a utilisé des missiles, en particulier provenant des avions, ont utilisé le système GPS. Seules certaines missions très spécifiques et d'un domaine réservé (nucléaire) se sont affranchies du système spatial américain. En Syrie, par exemple, des moyens de guerre électronique brouillent les armements guidés par GPS et les systèmes d'armes et de navigation des avions français, a récemment constaté le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Philippe Lavigne.

"Nous avons bien pris en compte cette menace lors de la préparation du raid Hamilton (les forces françaises, avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ont frappé plusieurs sites en Syrie en avril, ndlr). Si nous n'y prenons pas garde, j'estime qu'il existe un vrai risque de nous trouver privés de notre liberté d'action, et même de voir certains rapports de force s'inverser", a averti le général Lavigne.

Le président du CNES, Jean-Yves Le Gall a rappelé que la France *"ne sait pas se protéger d'un satellite étranger qui viendrait fureter à proximité"* des satellites français. *Certes on peut se durcir : protection contre les tirs laser, mesures de cyber sécurité, etc"*. Mais face à des satellites qui seraient vraiment hostiles, "nous serions assez démunis", a-t-il constaté.

"Un satellite portant une charge explosive pourrait détruire l'un de nos satellites, a souligné le président du CNES. L'honnêteté force à dire que nous avons connu dans l'histoire récente quelques arrêts inexplicables de satellites. Les plus indulgents mettent en cause l'action d'un ion lourd ou d'une micrométéorite, d'autres personnes pensent qu'il y a autre chose, mais il est difficile de le savoir..."

Renouvellement des capacités spatiales françaises

Florence Parly a de la chance. Il en faut aussi quand on est ministre. La ministre des Armées va bénéficier à partir de 2018 d'un renouvellement quasiment complet des capacités spatiales militaires françaises. Huit satellites actuels vont être remplacés par huit nouveaux dans les prochaines années. Pour autant, la France n'a pas encore franchi le pas d'armer ses satellites. *"La France est très prudente, car elle ne veut pas d'une arsenalisation de l'espace - nous savons qu'un certain nombre de puissances y réfléchissent de leur côté -, mais soyez bien persuadés que nous continuerons d'accorder une importance croissante à ce domaine et à développer les moyens nous permettant de protéger nos satellites"*, a expliqué en octobre à l'Assemblée nationale le chef d'état-major des armées, le général François Lecointre.

Grâce à son centre militaire d'observation par satellite, l'armée de l'air garantit la fourniture de l'imagerie satellitaire au profit de l'ensemble du ministère, selon les priorités fixées dans les besoins en renseignement ou en produits géographiques. En 2016, les armées ont acquis 45.883 images de toute nature, soit environ 10% de plus que l'année précédente. Les besoins en la matière vont croissant, en particulier en raison du niveau d'engagement des militaires français dans le monde. Cent vingt images par jour en moyenne ont été prises sur toute la surface du globe.

La France dans le peloton de tête en matière de renseignement

La France va se doter du nec plus ultra en matière de renseignement. Le système spatial CERES (Capacité de renseignement électromagnétique d'origine Spatiale) avec ses trois satellites, donnera aux forces armées une cartographie exhaustive des activités électromagnétiques globales. Clairement, ces satellites vont permettre à la France de maîtriser les systèmes de télécoms et de radars ennemis. Il sera mis en service fin 2020.

Dans le domaine de l'observation spatiale, les deux satellites militaires Helios 2, lancés en 2004 et 2009, et les deux satellites Pléiades lancés en 2011 et 2012, permettant d'observer de jour et de nuit (infrarouge), seront remplacés par trois satellites CSO (Composante spatiale optique). Ces trois satellites apporteront des améliorations significatives en termes de précision, de qualité, de temps de revisite par rapport aux satellites Helios. D'une durée de vie théorique de l'ordre de dix

ans, ces satellites, qui permettent l'acquisition d'image à très haute résolution, seront lancés en 2018 (mi-décembre), en 2020, puis en 2021. Les capacités de renseignement dans le domaine spatial seront complètement renouvelées. Et tous les programmes de renouvellement de ces capacités de renseignement seront lancés dès 2023.

En matière de télécoms, le ministère des Armées prépare le programme Syracuse 4, qui est un système de communications sécurisées. Il doit permettre le maintien de la permanence des communications sur le territoire national et avec des zones prioritaires d'intérêt, ainsi qu'avec les bâtiments à la mer, en tout temps (paix, crises ou catastrophe majeure). Le programme comprend la réalisation de deux satellites qui remplaceront, à horizons 2021-2023, les satellites Syracuse 3A et Syracuse 3B actuellement en orbite

Enfin, dans le domaine de la surveillance de l'espace exo-atmosphérique, les moyens de veille des orbites basses GRAVES (Grand réseau adapté à la veille spatiale) et SATAM (Système d'acquisition et de trajectographie des avions et des munitions) seront modernisés en priorité, bénéficiant des opportunités de coopération européenne en la matière, et le système d'informations spatiales (SIS) sera amélioré. Il renforcera ainsi la capacité d'élaboration de la situation spatiale.

La France va-t-elle se lancer, elle aussi, dans une stratégie spatiale offensive ? (3/3)

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol | 28/11/2018, 6:56



"Des menaces peuvent peser sur ces moyens spatiaux essentiels à la conduite de nos opérations", a confirmé le chef d'état-major des armées (CEMA), le général François Lecointre. (Crédits : Reuters/ NASA)

La France, nation leader en matière de spatial militaire, a déjà investi dans de nombreuses technologies de pointe mais il lui manque encore beaucoup pour mieux se protéger et... dissuader de se faire attaquer. Emmanuel Macron a entre ses mains un changement de doctrine : la France restera-t-elle défensive ou bien deviendra-t-elle une nation offensive dans l'espace à l'image de ce qu'elle a déjà fait dans la cyber ?

Dans le domaine spatial, la France a découvert au fil de la montée en puissance de l'arsenalisation de l'espace, des trous dans la raquette. Et de très sérieux. Aujourd'hui elle ne sait pas assurer à 100% l'intégrité physique de ses satellites, y compris de leurs segments sol contre des attaques de nature cyber, de brouillage, de renseignement (espionnage) ou, encore moins, de nature cinétique. Elle est également relativement démunie dans l'observation de l'orbite géostationnaire. Mieux se défendre suppose une meilleure connaissance de la situation spatiale, puis une aptitude à réagir si la sécurité des satellites est menacée.

Ce n'est pas le cas de la France, qui reste pourtant l'une des nations leader dans le domaine spatial dans le monde derrière le trio composé par les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Ces trois Etats puissances se livrent depuis plusieurs années une compétition stratégique et militaire dans ce domaine, qui reste d'ailleurs un espace finalement peu régulé. La France ne devrait donc pas trop parier sur une régulation de l'espace. Car il semble vraisemblable qu'il n'y aura pas à court et moyen termes au niveau international de négociations pour disposer de règles de sécurité collective. Il s'agit donc pour la France d'apporter rapidement des réponses (voies et moyens) afin de sécuriser au mieux les opérations spatiales militaires.

La France joue en défense

Jusqu'ici la France n'a pas souhaité changer de doctrine et n'en a d'ailleurs pas encore l'intention. *"La France ne veut pas d'une arsenalisation de l'espace, a ainsi expliqué en octobre à l'Assemblée nationale le chef d'état-major des armées (CEMA), le général François Lecointre. (...) Je n'imagine pas que l'on équipe des satellites de manière à pouvoir en détruire d'autres".* Un tabou façonné par des années de volonté - finalement vaine - de sanctuariser l'espace. Cette stratégie se heurte aujourd'hui à la dure réalité de l'arsenalisation de l'espace.

Et pourtant la France sait faire, et plus précisément l'ONERA. En 1992, le centre de recherche du ministère des Armées a réussi un essai d'éblouissement par un laser ionique sur un satellite Spot en fin de vie. La France dispose déjà également de nombreuses compétences dans les armes à effet dirigé (laser pour aveugler, micro-onde pour brouiller). Faut-il rappeler enfin que la France a su faire évoluer ces dernières années sa doctrine dans le domaine cyber, un espace où elle ne s'interdit plus d'être offensive...La revue stratégique appelait d'ailleurs à *« un renforcement substantiel à la fois des moyens défensifs et offensifs de la France »*.

Paradoxalement, le milieu spatial revêt de plus en plus une importance cruciale pour l'ensemble des capacités militaires françaises, notamment en termes de renseignement et de communications. *"Les évolutions attendues dans les prochaines décennies vont faire que l'armée de l'air, qui est aujourd'hui une armée d'aéronefs pilotés, va de plus en plus devenir une armée de pilotes de drones"*, a ainsi averti le général François Lecointre. Et en même temps, l'espace est devenu un champ de vulnérabilité croissante pour les moyens de commandement et de surveillance. *"Des menaces peuvent peser sur ces moyens essentiels à la conduite de nos opérations"*, a confirmé le CEMA. Pour sa part, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Philippe Lavigne observe *"une contestation croissante des espaces aériens et spatiaux, et une généralisation de ce que j'appellerais le déni d'accès"*.

En outre, la plupart des experts estiment inéluctable des affrontements dans l'espace, a rappelé le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) dans son ouvrage "Chocs du futur". D'autant que les progrès de technique de rendez-vous dans l'espace, les capacités de la robotique et la propulsion électrique permettent de réparer, de ravitailler en carburant, voire de désorbiter des engins spatiaux. Sous couvert d'objectifs civils, les Etats peuvent ouvertement financer des armes potentiellement antisatellites. Des armes beaucoup plus difficiles à détecter, à suivre et à contrer que des satellites espions. Et comme la meilleure défense reste l'attaque : le fait de posséder ces technologies offensives peut dissuader l'assaillant, qui s'attendra à une riposte beaucoup plus dure que son attaque. C'est, semble-t-il, la stratégie que les Etats-Unis ont adoptée ces dernières années. Washington ne s'interdit pas en outre d'effectuer des frappes préventives dans l'espace.

La France va-t-elle continuer à jouer seulement le catenaccio ?

"Je ne pense pas que nous ayons l'intention de baisser la garde, a expliqué le CEMA. Nous maintiendrons notre avance". Soit. Que va faire la France dans un cadre budgétaire contraint ? *"Nous prévoyons d'accentuer les moyens d'identifier des agressions potentielles ou des attaques conduites contre nos satellites, notamment en dotant les satellites Syracuse de caméras permettant d'identifier des objets à proximité"*, a précisé le général Lecointre. Le chef d'état-major des armées imagine déplacer les satellites pour les protéger ou installer *"à l'intérieur des dispositifs de sûreté interdisant une interception des communications"*. Un peu court pour vraiment dissuader les Etats puissances ou les états voyous disposant de capacités spatiales.

Face à l'accroissement des risques et des menaces, le renforcement continu de la protection et de la résilience des nouveaux moyens spatiaux et des systèmes les utilisant s'impose ainsi pour la France. Les futurs satellites de télécoms Syracuse 4 sont beaucoup plus sécurisés. *"Ces satellites, qui constituent un système clé, sont extrêmement durcis contre les menaces"*, a confirmé en décembre 2017 à l'Assemblée nationale l'ancien commandant interarmées de l'espace, le général Jean-Pascal Breton. Il estimait par ailleurs que les systèmes français, *"grâce au cryptage, sont particulièrement bien protégés contre les agressions des hackers et autres"*. Ne

faut-il pas que la France soit plus réactive en préparant des satellites siamois en cas d'attaque de façon à les lancer rapidement. Car un catenaccio a toujours in fine une faille.

D'ailleurs le président du CNES Jean-Yves Le Gall a rappelé en avril à l'Assemblée nationale qu'on *"ne pas se protéger d'un satellite étranger qui viendrait fureter à proximité des nôtres. Certes on peut se durcir : protection contre les tirs laser, mesures de cyber sécurité, etc"*, a-t-il expliqué. Et de noter également que la France *"ne sait pas faire des satellites furtifs"*. Le CNES réfléchit sur ces sujets avec et sous la responsabilité du ministère des Armées. Mais pourquoi ne pas imaginer d'ores et déjà des satellites dotés d'intelligence artificielle capables de se reconfigurer après avoir été endommagés par une attaque ?

Une meilleure surveillance de l'espace mais...

Le groupe de travail mis en place par le ministère des Armées a pour objet d'aller plus loin dans les capacités de surveillance de l'espace afin de répondre à la demande du président de la République du 13 juillet dernier en faveur d'une politique militaire spatiale plus ambitieuse. C'est l'une des clés de voûte de la stratégie française : la capacité à détecter sur toutes les orbites et à attribuer un éventuel acte suspect, inamical ou agressif dans l'espace constitue une condition essentielle de la protection des satellites français. Notamment sur l'orbite géostationnaire. Seuls les Américains devraient mettre en service en 2019 un programme radar pouvant surveiller cette orbite (Space Fence). Aussi, la pertinence de ces systèmes pour surveiller les orbites basse (jusqu'à 1.000 km d'altitude pour le système GRAVES) moyenne et géostationnaire (télescopes, via le réseau Tarot du CNRS, GEOTracker d'ArianeGroup) fait partie de l'équation pour mieux surveiller l'espace et gagner en autonomie stratégique.

"L'urgence est la connaissance, la première priorité doit donc être donnée aux moyens de surveillance de l'espace : acquisition de la capacité de surveillance de l'orbite géostationnaire, d'abord puis modernisation de nos capacités de surveillance des orbites basses", a expliqué Jean-Daniel Testé, ancien Commandant Interarmées de l'Espace dans une opinion publiée par La Tribune.

Plusieurs pays européens disposent de capacités, dont l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne. Des coopérations existent dans ce domaine. La France va certainement en proposer afin de réduire la facture pour le budget des armées. Enfin, le ministère étudie également les moyens en vue d'atténuer les risques associés à la dépendance à l'espace exo-atmosphérique des armées, ainsi que les mesures permettant de limiter cette même dépendance pour les opérations.

Mais de tels systèmes sans moyen de réaction restent limités. Ainsi, Washington et Pékin se sont dotés de programmes d'équipements offensifs. Le programme Shenlong n'est pas sans rappeler le X 37B américain, qui évolue en orbite basse (moins de 1.000 km). Mis en service en 2010, le X 37B, doté d'une soute et agile, est capable de placer une petite charge utile en orbite et d'inspecter, voire de récupérer des satellites. La France va-t-elle lancer un X 37B à la française ? Fin 2017, la réflexion était en cours. Et si l'innovation était clairement la clé des succès futurs de la France : armes à effet dirigé, intelligence artificielle à bord des satellites, développement de radar basse fréquence longue portée pour la surveillance de l'espace (Thales), miniaturisation des charges utiles des satellites d'observation (Thales et Airbus), imagerie hyper spectrale (ONERA), ballons stratosphériques (Thales)... A Emmanuel Macron de choisir et d'y mettre enfin les moyens.

Une loi pour désenclaver la France périphérique

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Valérie Collet Mis à jour le 26/11/2018 à 10:22
Publié le 25/11/2018 à 22:00

Six mesures de la loi mobilités



La loi mobilités est présentée ce lundi par la ministre Élisabeth Borne. Une boîte à outils pour faciliter les transports collectifs en zone rurale et les déplacements propres.

La loi mobilités est présentée ce lundi par la ministre Élisabeth Borne. Une boîte à outils pour faciliter les transports collectifs en zone rurale et les déplacements propres. Mais les sujets qui fâchent sont reportés et les financements manquent.

La loi mobilités présentée ce lundi en Conseil des ministres va-t-elle calmer la colère des Français condamnés à payer l'usage de la voiture au prix fort ? Il y a un peu plus d'un an, le premier ministre lançait le grand chantier de la mobilité. Dans son discours, il posait les questions auxquelles cette loi devait répondre : «De quels transports les Français auront-ils besoin d'ici dix à vingt ans ? Quelles sont les urgences à traiter ; les points noirs à résorber ; les inégalités à corriger, les nouveaux services à prévoir, en lien avec l'évolution du pays et de ses territoires ?»

Son diagnostic prend aujourd'hui un relief particulier : Édouard Philippe évoquait alors le besoin d'équité des citoyens: «Je rappelle que 40% de la population réside dans un territoire sans transports collectifs. Et que dans ces zones, c'est la voiture ou rien. Or le budget transport d'une personne qui vit en milieu rural est 20% plus élevé que celui d'une personne qui habite une ville de plus de 100.000 habitants.» Et d'évoquer «le sentiment d'injustice ou d'abandon». «On voit aussi les problèmes que cela pose pour trouver un emploi ou accéder à des services publics aussi essentiels que l'éducation ou les soins médicaux».

Au regard de l'ampleur du défi ainsi présenté un an avant la crise des «gilets jaunes», la loi mobilités (lire ci-dessous) portée par Élisabeth Borne, la ministre des Transports, risque de décevoir ceux qui attendent des réponses immédiates à l'enclavement, à la congestion urbaine ou aux services publics insuffisants. La ministre l'assume : «La loi est une boîte à outils à la disposition des opérateurs de mobilité, des collectivités locales, des employeurs et des usagers.»

Dans la caisse à outils, plusieurs compartiments. Le premier renferme des mesures destinées aux agglomérations qui ne possèdent pas de compétence dans les transports. La loi va leur donner un cadre législatif. Elles vont pouvoir mettre en place, à partir de 2020-2021, une plateforme de covoiturage, un service de transport à la demande et bénéficier des ressources financières dédiées. Des «comités de parrainage» réunissant employeurs, collectivités, opérateurs de transport vont permettre de consulter et d'informer les entreprises sur l'offre de mobilité. Un accompagnement à la mobilité pour tout demandeur d'emploi, dont les modalités sont encore floues, sera également inscrit dans la loi. La plateforme Wimoov, destinée à accompagner la mobilité des personnes défavorisées, présente dans 9 régions, est citée en exemple.

La loi prévoit également d'ouvrir l'accès aux informations sur les solutions de transports, horaires et tarifs, à la ville comme à la campagne. La mise à disposition des données sur les offres de transport (vélo, train, bus, covoiturage, transport à la demande) sera rendue publique d'ici à la fin 2021. Elles pourront être utilisées par les régions, agglomérations et les trajets pourraient être réglés avec un seul titre de transport (une carte rechargeable).

Navettes autonomes

Autre compartiment de la boîte à outils, le cadre légal créé pour déployer les navettes autonomes collectives dès 2020. Des expérimentations menées avec les navettes - made in France - Navya et EasyMile, ont eu lieu en France et à l'étranger. Keolis, la filiale de la SNCF, a lancé des véhicules Navya à Candiac au Québec sur la voie publique et en condition réelle sur un parcours de 2 kilomètres.

D'autres expériences ont eu lieu à La Défense, Paris et Lyon. EasyMile a testé la sienne avec la RATP à Saclay. Transdev s'est associé à Renault à Rouen pour un service à la demande. Ces petits véhicules électriques pourraient être mis en circulation dans des zones rurales dans moins de deux ans et emmener les voyageurs vers une gare ou un centre-ville.

Autre outil à la disposition des collectivités, la possibilité de créer des voies réservées aux véhicules les moins polluants et au covoiturage pour réduire les embouteillages. Enfin, des incitations à utiliser le vélo seront aussi inscrites dans le texte pour tripler sa part dans les déplacements d'ici à 2024. Le «forfait mobilité durable» (400 euros par an versé par l'employeur pour l'utilisation du vélo ou du covoiturage) remplacera le système d'indemnité kilométrique vélo jamais popularisé. Enfin, le permis de conduire «moins cher», évoqué début novembre par Emmanuel Macron, devrait être réformé à l'issue des travaux de la mission parlementaire lancée en août dernier. Ses modalités seront traduites dans la loi mobilités.

6 mesures de la loi mobilités

Une augmentation de 40% des investissements pour améliorer les transports du quotidien

Un plan pour désenclaver les territoires

- 1 milliard d'euros investis sur 10 ans pour achever une vingtaine d'axes routiers ;
- L'État consacrera 1,2 milliard d'euros sur 10 ans pour accompagner les collectivités sur les transports en commun ou les déplacements propres.

Un titre de transport unique pour des trajets utilisant plusieurs modes

- D'ici à fin 2021, toutes les offres de transport disponibles, en temps réel, seront rendues publiques.

Des navettes autonomes en circulation dès 2020

Un forfait mobilité durable

- Une aide sous forme de franchise d'impôt et de cotisation sociale jusqu'à 400 euros annuels versés pour encourager les trajets vers le travail à vélo ou en covoiturage.

Le déploiement de «zones à faibles émissions» dans les collectivités volontaires

Le cours du pétrole au plus bas, mais pas les prix à la pompe : on vous explique pourquoi

Actualités Economie Énergie <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 25/11/2018 à 15:41, Mis à jour le 26/11/2018 à 11:33 Cyril Brioulet



Le prix du plein d'essence est un tout petit peu moins cher./ Photo AFP

Vous l'avez sans doute constaté dans votre station-service : les prix de l'essence sont un peu en baisse. Les prix moyens ce dimanche sont de 1,473€ le litre de gazole, 1,478 € le SP 95 et 1,534 € le SP 98 selon les relevés en temps réel du site Zagaz.

Cette baisse n'est pas la conséquence du mouvement des Gilets jaunes, entamé à la mi-novembre, mais plutôt de la baisse du prix du pétrole. Le prix du baril de pétrole côté à Londres et à New-York a lourdement chuté vendredi pour atteindre son plus bas niveau depuis octobre 2017. Le baril de "light sweet crude" à New-York était à 50,42 _ soit 44,50 €. En Europe le baril de Brent est passé sous la barre des 60 _ à 58,80 € soit 44,83 €. L'origine de cette baisse ? Les craintes des pays producteurs de pétrole d'une surabondance de l'offre de brut et une baisse de la demande. L'agence internationale de l'énergie a, en effet, annoncé la semaine dernière que l'offre mondiale de pétrole dépasserait la demande en 2019. L'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole) pourrait d'ailleurs annoncer une baisse de sa production à l'issue de la réunion ministérielle prévue le 6 décembre prochain.

Plus de 60 % de taxes

Pour autant, cette baisse du pétrole n'est pas aussi importante à la pompe. Si les prix du pétrole ont reculé de 21 % entre la mi-octobre et la mi-novembre, la baisse n'a été que de 4,4 % sur le prix du litre de gazole sur la même période selon les relevés du ministère de la Transition écologique. D'où vient la différence ? Elle s'explique par de multiples facteurs :

- les effets de change : le marché du pétrole est en dollar et le litre d'essence est vendu en euro
- les stocks de pétrole plus ou moins importants
- le coût du raffinage pour transformer du pétrole brut en carburant
- les coûts de transport et de distribution
- les taxes



Le pétrole : la 4e recette de l'Etat

La principale taxe sur le carburant est la TICPE. Elle représente la quatrième recette de l'Etat après la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés. Avec la TICPE, le projet de loi de finances 2019 prévoit de récolter 37,7 milliards d'euros. Une partie est aussi reversée aux régions et aux départements pour entretenir les routes. Elle représente les trois-quarts du prix d'un litre de carburant.

Et ce n'est pas fini. Le 1^{er} janvier 2019, elle doit de nouveau augmenter de 7 centimes par litre de gazole et 4 centimes par litre d'essence. Des hausses qu'Emmanuel Macron va maintenir malgré la colère des Gilets jaunes.

Le Maire : les "gilets jaunes" ont un "impact sévère" sur l'économie

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr Mis à jour le 26/11/2018 à 17:53 Publié le 26/11/2018 à 17:28

Le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire a indiqué que le mouvement des "gilets jaunes" a un "impact sévère" sur l'économie, évoquant des pertes de chiffre d'affaires allant de 20% à 50% selon les secteurs sur deux semaines.

Bruno Le Maire a annoncé la mise en œuvre de six mesures afin de compenser le manque à gagner pour les entreprises.

Tout d'abord, un étalement des échéances sociales et fiscales pourra être décidé entreprise par entreprise. Bruno Le Maire a également indiqué qu'il demanderait à la ministre du travail si elle pouvait mettre en œuvre des mesures de chômage partiel. "Des ouvertures complémentaires le dimanche pour rattraper les pertes de chiffre d'affaires pourront être autorisées" a ajouté le ministre.

Il a également annoncé une accélération des indemnisations, mais aussi la mise en œuvre des facilités de découverts par les banques pour les commerces.

"Il est trop tôt pour indiquer s'il y aura un impact sur la croissance, mais tous les acteurs indiquent que l'impact sur l'activité économique est sévère" a indiqué Bruno Le Maire.

Loi sur les mobilités : une première réponse à la crise des gilets jaunes

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par César Armand | 26/11/2018, 18:30



La ministre des Transports Elisabeth Borne. (Crédits : CHARLES PLATIAU)

Lors de la présentation de la loi d'orientation sur les mobilités ce 26 novembre, François de Rugy et Elisabeth Borne sont restés intransigeants sur la hausse des taxes sur les carburants. Mais ils considèrent que cette loi est une "boîte à outil" qui permettra à l'avenir d'améliorer les mobilités du quotidien et mettra l'accent sur la voiture partagée.

Avant d'être élu président de l'Assemblée nationale et d'être nommé ministre d'Etat chargé de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy était écologiste. En attendant le lancement du Haut conseil pour le climat par le président Macron demain, le successeur de Nicolas Hulot n'a pas dévié de cette ligne lors de la présentation de la loi d'orientation pour les mobilités aujourd'hui.

"Nous considérons que ce n'est sûrement pas en disant "on ne fait plus rien, on ne change rien, on stoppe cette trajectoire sur la fiscalité" qu'on arrivera à trouver des solutions" a considéré François de Rugy. "Ce serait un comble par rapport à celles et ceux qui ont déjà changé de comportements et d'habitudes."

Une présentation "pas pour des questions d'actualité" (Rugy)

Hasard (ou non) du calendrier, la mise sur les rails de ce nouveau texte gouvernemental sur les mobilités intervient au lendemain de l'acte II de la mobilisation des gilets jaunes. *"Nous ne faisons pas cela pour des questions d'actualité"* a rétorqué le ministre de la Transition écologique et solidaire qui a encore fait la leçon aux contestataires : *"S'il y a plus de démagogie que d'écologie, on n'arrivera à rien !"*

Elisabeth Borne, qui travaille sur ce projet de loi depuis quasiment le début du quinquennat, réaffirme, elle, son *"obsession"* de lutter contre *"une mobilité en panne"* et *"une dépendance à l'usage individuel de la voiture"*. La ministre des Transports dit avoir vu *"le malaise profond"* dans le pays lors de ses déplacements et *"l'expression d'une colère contre une injustice dont [elle] comprend complètement les tenants"*. *"On a enfermé des pans entiers de notre population dans le tout-voiture"*, regrette-t-elle.

Depuis un an et demi, le gouvernement s'est en effet fixé cinq priorités afin de mettre l'accent sur les *"mobilités du quotidien"* plus que sur les grands projets d'infrastructures : entretien des réseaux existants, désaturation des nœuds ferroviaires, accélération du désenclavement des territoires ruraux, développement de l'usage des mobilités propres et actives et soutien du rapport modal dans le transport des marchandises.

Parmi les quinze mesures programmées, certaines résonnent avec la crise actuelle sur le prix des carburants. Le gouvernement débloquera ainsi des fonds auprès des collectivités pour subventionner le covoiturage ou verser des aides individuelles à des publics ciblés. Par exemple, les accompagnateurs des personnes handicapées pourront bénéficier de tarifs réduits. Devant de nombreux acteurs locaux, elle a ainsi déclaré : *"Compte tenu de l'urgence, j'invite chacun à anticiper la mise en œuvre."*

Le péage urbain et la vignette poids lourds abandonnés

En revanche, le péage urbain, qu'aurait pu instaurer toute agglomération de 100.000 habitants, n'est plus à l'ordre du jour. *"On y a travaillé car les collectivités nous le demandaient, mais c'est vécu comme créant de nouvelles fractures dans les territoires"*, a justifié Elisabeth Borne. Peut-être que le temps des taxes impactant le grand public est-il même définitivement révolu...

Idem avec la vignette poids lourds : *"il n'a jamais été question de mettre en place une nouvelle ressource pour l'année 2019"* a assuré la ministre des Transports. *"Il n'a jamais été question de revenir à la taxe poids lourds qui a été arrêtée net il y a quelques années dans ce ministère"*, a renchéri le ministre de la Transition écologique.

L'écotaxe, votée sous la présidence Sarkozy, a en effet été arrêtée par Ségolène Royal tout juste nommée ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie au printemps 2014. Sa directrice de cabinet n'était autre qu'Elisabeth Borne... De même, s'il a toujours été question de 2020 pour la vignette poids lourds, la même Elisabeth Borne admettait, devant *La Tribune* début novembre, qu'il était *"légitime de se poser la question de la participation des poids lourds, notamment ceux en transit, au financement des infrastructures"*.

L'année 2020 pas encore financée

Avec François de Rugy, la ministre des Transports avait par ailleurs invité six représentants des territoires pour commenter une loi taillée sur mesure pour les régions. Le président d'Ardenne-Métropole, Boris Ravignon, a parlé des deux communes de Sedan et Charleville-Mézières et du *"rural très profond"*. Florence Gilbert, directrice générale de la startup Wimoov, s'est félicitée de la compétence sur la *"mobilité inclusive"* créée par la loi. La directrice du développement et de la promotion portuaire du Port autonome de Strasbourg, Emilie Gravier, a raconté des bonnes pratiques déjà mises en place.

En présence de Frédéric Mazella, le fondateur de Blablacar qui travaille sur les trajets domicile-travail, Julien Honnart, le président-fondateur de Klaxit (une autre startup de la Mobitech), a vanté le covoiturage, pour lequel les collectivités pourront dédier des voies réservées. Après le député de la majorité Jean-Luc Fugit, Yann Mongaburu, président du syndicat mixte des transports en commun de Grenoble Métropole, a, pour sa part, salué le *"déverrouillage des outils"* dans la continuité du discours ministériel sur la boîte à outils que constitue ce projet.

Ces interventions sont en réalité symptomatiques de la façon de penser d'Elisabeth Borne. Selon elle, les nouvelles mobilités sont le meilleur moyen de répondre aux besoins des Français. En réponse à la colère des gilets jaunes, l'idée d'un "plan Marshall" des mobilités qui embarquerait tout le monde a été évoquée. La ministre a cité l'exemple d'un transport scolaire enrichi et mis à disposition des autres publics en dehors des horaires habituels.

Il n'empêche : le gouvernement ne sait pas encore comment il financera la révolution de la mobilité du quotidien en 2020. Or, le besoin en ressources nouvelles est déjà estimé à 500 millions d'euros. *"On a du temps pour y travailler"* a tempéré Elisabeth Borne. *"C'est ce qu'on va faire dans les prochaines semaines et mois."* Il ne lui reste plus qu'à trouver l'équilibre entre transition écologique, financement solidaire et empreinte carbone. Une gageure.

"Gilets jaunes" : "les conséquences pourraient être catastrophiques" (CCI France)

Économie France <https://www.latribune.fr/> Par Grégoire Normand | 26/11/2018, 17:46



Pierre Goguet a été reçu ce lundi 26 novembre à Bercy pour une réunion de crise "afin de réaliser une première évaluation des conséquences économiques du mouvement des gilets jaunes sur l'ensemble du territoire et de convenir de mesures d'accompagnement pour les professionnels touchés." (Crédits : DR)

ENTRETIEN. Le président de CCI France, Pierre Goguet, s'inquiète des conséquences d'une prolongation du mouvement des gilets jaunes sur l'économie française. A quelques semaines des fêtes de Noël, le réseau des chambres de commerce est de plus en plus sollicité par les commerçants qui font part de leurs difficultés.

Alors que le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a reçu une quinzaine d'organisations professionnelles à Bercy ce lundi, le président de CCI France, Pierre Goguet, alerte sur **les conséquences à long terme du mouvement des gilets jaunes sur l'économie tricolore**. Face à la poursuite du mouvement, commerçants, grossistes, restaurateurs et distributeurs demandaient en fin de semaine dernière à ce que le "libre accès" à leurs magasins et entrepôts soit respecté, les opérations de blocage pénalisant fortement leur activité à quelques semaines de Noël. **Dans un récent communiqué**, plusieurs organisations patronales telles que la fédération du commerce et de la distribution ou l'association nationale des industries alimentaires ont déjà fait part de leurs craintes.

"Les répercussions économiques de ces blocages sont dès lors extrêmement lourdes pour de nombreux industriels comme pour l'ensemble des distributeurs, tant en termes de chiffre d'affaires que de coûts. La pérennité même de magasins ou de fournisseurs est parfois en jeu, à une période où se fait une large partie des ventes de l'année." Dans l'impasse, Emmanuel Macron doit faire des annonces demain visant à détailler et expliquer un "pacte social" d'accompagnement de la transition écologique.

LA TRIBUNE - Quelles sont vos principales inquiétudes sur le plan économique ?

PIERRE GOGUET - Actuellement, nous sommes dans une période cruciale pour le commerce où l'activité économique est importante. A l'approche de Noël, les commerçants ont commencé à faire des stocks pour pouvoir vendre. Mais s'ils ne peuvent plus vendre comme les années précédentes, ils pourraient être confrontés à des problèmes de trésorerie rapidement. Ces difficultés concernent toutes les tailles d'entreprise. Ces confrontations médiatisées peuvent également jouer sur l'attractivité du commerce. Il y a aussi des conséquences dans les services, l'industrie ou les chaînes de logistique.

Quels pourraient être les secteurs les plus pénalisés selon vous ?

Depuis la diffusion des images des affrontements sur les Champs-Élysées durant le week-end dernier, l'économie française pourrait connaître de vraies difficultés sur le tourisme. De nombreuses familles étrangères pourraient annuler leurs voyages et leurs chambres d'hôtel au moment des fêtes de Noël. Tout le commerce en lien avec l'activité saisonnière des fêtes de fin d'année pourrait être pénalisé. Il y a beaucoup de commerçants qui font la moitié de leur chiffre d'affaires sur cette période. Les conséquences pourraient être catastrophiques si elles étaient amenées à durer.

Avez-vous eu des remontées précises de la part de votre réseau de chambres implantées dans les régions ?

Notre réseau consulaire nous permet d'avoir des enquêtes flash sur l'ensemble du territoire avec des retours quasi-permanents. Notre rôle est d'écouter et d'apaiser nos entrepreneurs et nos

commerçants, même si c'est difficile en ce moment, et on a des cellules spécifiques dans les chambres implantées en région qui sont mobilisées. Grâce à ce réseau, on a enregistré des chutes d'activité très précises dans des hypermarchés ou dans des zones commerciales.

Un magasin Décathlon à Nantes a perdu par exemple 200.000 euros de chiffre d'affaires en une journée. Dans la région Grand-Est, PSA n'a pas pu produire 1.500 voitures qui étaient prévues la semaine dernière à cause de la logistique. Au niveau de l'île de La Réunion, nous avons reçu des alertes extrêmement fortes. C'est un avantage d'être connecté avec notre réseau d'élus qui sont issus du commerce, de l'industrie ou des services. Nos interlocuteurs nous demandent de relayer toutes ces inquiétudes auprès des pouvoirs publics.

Vous avez évoqué récemment les risques d'un affaiblissement des corps intermédiaires dans un tweet. Pouvez-vous apporter des précisions sur cette remarque ?

Les 70 observatoires du commerce que nous avons à travers le territoire sont extrêmement utiles. Si un réseau comme le nôtre n'est plus aussi présent grâce à toutes ces organisations professionnelles, l'exaspération des entrepreneurs victimes d'une dégradation de leurs marchandises ou qui n'ont plus accès à leur site, pourrait prendre de l'ampleur. Le danger est de revenir à une forme de poujadisme où les commerçants iraient jusqu'à s'organiser eux-mêmes pour essayer de défendre leurs activités. Certains indépendants risquent la survie de leur commerce et l'emploi de leurs salariés.

Est-ce que vous êtes régulièrement en relation avec le ministère de l'Economie ?

Nous diffusons régulièrement à nos ministères de tutelle des comptes rendus que l'on met à jour quasi quotidiennement. Je crois que ça remonte l'Elysée. Ce réseau local montre toute son utilité pour rassurer les entreprises et peut être force de proposition sur les mesures d'accompagnement.

Justement, quels sont les types de solution ou de réponse à apporter ?

A partir du moment où nous sommes dans des zones affectées, où il y a une entrave à la libre-circulation et à l'accès, je pense qu'il faut envisager un échelonnement des cotisations sociales et fiscales des entreprises touchées. Elles comptaient sur les ventes de cette période pour refaire leur trésorerie. Dans le réseau des CCI, nous avons des dispositifs qui peuvent être activés. On a un système qui s'appelle "*alerte commerce*" dans une soixantaine de chambres qui consiste à alerter les commerçants dans des zones très précises sur un éventuel danger ou des problèmes d'accessibilité.

Si des commerçants ont été entravés dans leurs activités, il serait intelligent de permettre aux commerçants qui le souhaitent d'avoir des journées d'ouverture complémentaires au mois de décembre pour tenter de rattraper le chiffre d'affaires qu'ils ont perdu et écouler les stocks qu'ils n'ont pas vendus. Le nombre de jours d'ouverture le dimanche est limité malgré tout. Les commerçants qui le souhaitent devraient pouvoir ouvrir leur magasin ce jour-là.

Pour ceux qui ont subi le plus de préjudices, il faut envisager des mesures d'indemnisation pour que les entreprises survivent. Beaucoup de petits commerçants n'ont pas d'assurance pour des pertes d'exploitation. Il faut encore pouvoir démontrer le lien de causalité entre le préjudice subi et la situation. A la Réunion par exemple, des commerçants ont sollicité la mise en place d'un fond d'indemnisation.

Ces réponses sont loin d'être complètes. Nos chambres vont travailler sur des questions de solidarité territoriale. L'idée est que les écosystèmes d'entrepreneurs détectent les entreprises les plus fragilisées à l'issue de ces événements là et essaient de les aider en participant au remplissage des carnets de commande quand c'est possible. Ce sera des mesures au cas par cas.

Quelles pourraient être les conséquences à plus long terme ?

À plus long terme les problématiques sont plus liées à des enjeux de compétitivité-coût. Des entreprises se heurtent parfois à des salariés qui sont confrontés à des problématiques de pouvoir

d'achat notamment dans les zones rurales liées à la hausse des produits pétroliers et aux taxes. Cela se traduit par des demandes d'augmentation de salaires.

Des entreprises pourraient être ainsi confrontées à des sollicitations. Or les mêmes entreprises subissent aussi les coûts de l'énergie. Dans un contexte où les marges peuvent être altérées par ces phénomènes combinés à une hausse des salaires, les entreprises pourraient avoir des difficultés. Ce mouvement traduit enfin de vraies fractures entre les territoires, entre les zones rurales et les territoires métropolitains.

Le pouvoir d'achat augmente en France... mais pas partout

Scan Eco Décryptages <http://www.lefigaro.fr/> Par Wladimir Garcin-Berson Publié le 29/11/2018 à 06:00



Sur l'île de la Réunion, les «gilets jaunes» dénoncent un coût de la vie devenu insupportable et des inégalités de plus en plus creusées. RICHARD BOUHET/AFP

LE SCAN ÉCO - Selon Édouard Philippe, le pouvoir d'achat a augmenté ces dernières années. Si cette affirmation est vraie à l'échelle nationale, de nombreuses disparités subsistent à l'échelle locale.

Interrogé sur RMC, le premier ministre Edouard Philippe a affirmé que les réformes déjà engagées par le gouvernement permettraient d'augmenter le pouvoir d'achat des Français. «Nous allons faire en sorte que, progressivement, le travail paye», a-t-il expliqué, ajoutant cependant que le gouvernement n'allait pas «faire des coups de pouce au Smic».

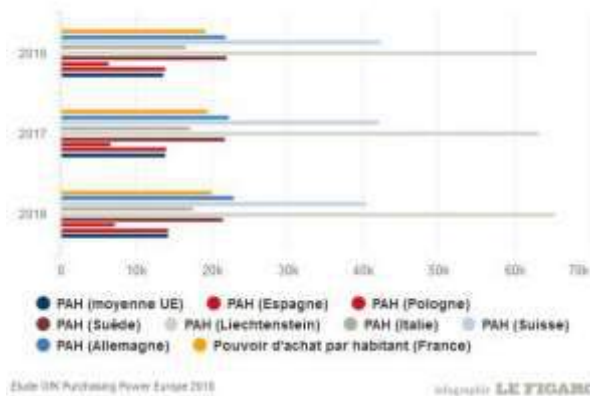
Pourtant, malgré les déclarations de l'ancien maire du Havre, la défense du pouvoir d'achat reste une préoccupation principale des «gilets jaunes», engagés depuis le 17 novembre sur l'ensemble du territoire. Le «ça va mieux» mis en avant par François Hollande en son temps, et aujourd'hui par le gouvernement d'Édouard Philippe, n'est pas ressenti comme tel à l'échelle locale. Et, de fait, si le pouvoir d'achat a augmenté sur le territoire dans son ensemble, des disparités de plus en plus marquées se creusent entre les territoires et renforcent les inégalités.

À l'échelle nationale, le pouvoir d'achat en hausse

Matignon a raison sur un point: le pouvoir d'achat, à l'échelle nationale, a augmenté ces dernières années, gagnant globalement 1,8% en 2016 et 1,3% en 2017. Cette année, l'Insee prévoit une nouvelle augmentation égale à celle de l'an passé. Sur ce point, le revenu disponible brut des ménages (autrement dit, le revenu dont ces derniers disposent pour investir ou consommer, après opérations de redistribution) a aussi progressé, passant de 1231,3 milliards d'euros en 2008, à 1304,9 milliards en 2012 et 1389,0 milliards d'euros en 2017.

À l'échelle européenne, le résultat de la France s'inscrit dans un mouvement d'enrichissement des populations. Selon une étude menée chaque année par GfK, l'Hexagone reste dans le haut du panier en termes de pouvoir d'achat des citoyens. Douzième en 2016, la France a perdu une place en 2017, qu'elle a conservée cette année, avec un pouvoir d'achat par habitant établi à 20.038 euros, contre 19.254 euros deux ans plus tôt. Le classement est dominé par des pays riches et dotés d'une faible population, dont le Liechtenstein, la Suisse, l'Islande, la Norvège ou encore le Luxembourg. L'Allemagne reste également devant, à 22.949 euros par habitant en 2018. La France se situe au-dessus de la moyenne européenne, établie à 14.292 euros par habitant cette année, mais en deçà d'un nombre important de ses partenaires. En termes d'indice, par rapport à une base 100 représentée par la moyenne européenne, l'Italie est établie à 123,1, la France à 140,2, l'Allemagne à 160,6, la Norvège à 203,4 et la Suisse à 283,1.

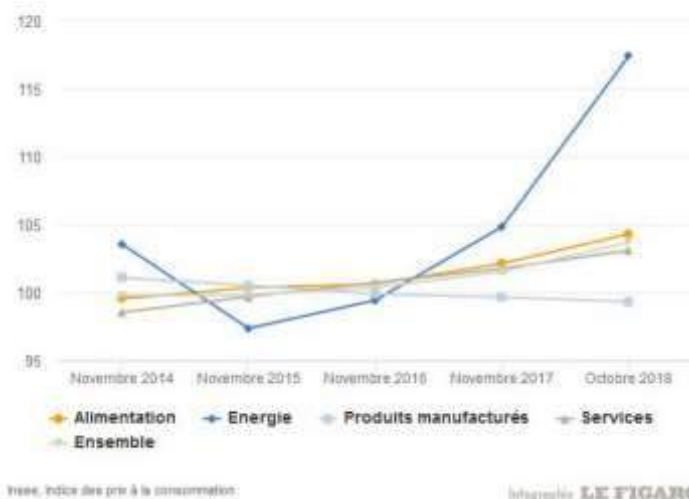
En Europe, un pouvoir d'achat par habitant inégal (en euros)



Un niveau de vie qui augmente malgré l'inflation

À l'échelle nationale, de plus, cette hausse n'a pas pâti de l'inflation. Pourtant, selon l'Insee, celle-ci peut se montrer importante selon les types de biens ou de services consommés. Ces trois dernières années, par rapport à une base 100 en 2015, les prix n'ont cessé de progresser, à 100,02 en mars 2016 et jusqu'à 103,67 en octobre 2018. La hausse est par ailleurs particulièrement sensible dans le secteur de l'énergie, qui a connu un bond entre novembre 2016 (99,42) et novembre 2018 (117,42).

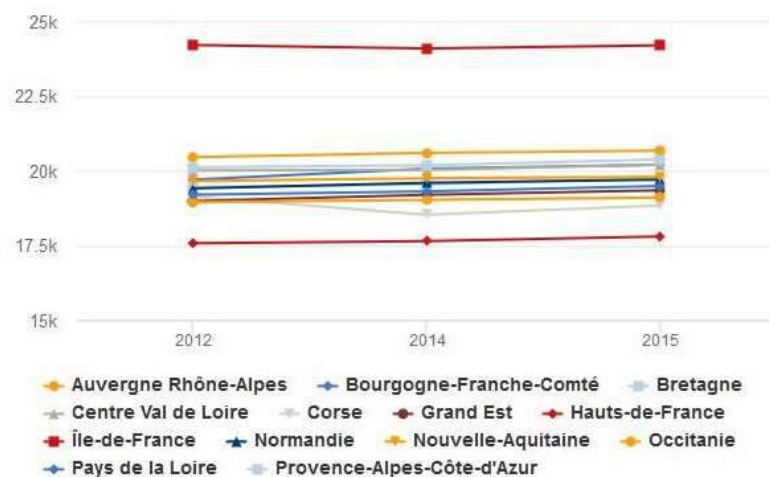
Le coût de la vie en hausse continue depuis 2015



À l'échelle locale, des différences qui se creusent

Toutefois, cet état des lieux positif se complique lorsqu'on analyse les résultats à la loupe. À l'échelle régionale, l'Insee ne donne pas d'indice de pouvoir d'achat. Néanmoins, l'institut publie le revenu disponible brut par habitant et son évolution jusqu'en 2015. Les résultats soulignent des différences remarquables entre les régions: la domination de l'Île-de-France ne fait aucun doute, à 24.190 euros par habitant en 2015, et si la région Auvergne-Rhône-Alpes occupe la deuxième marche du podium, à 20.664 euros, la Corse pointe loin derrière et les Hauts-de-France sont bons derniers. Cette indication met ainsi en valeur les différences de moyens dont disposent les ménages mais elle ne représente pas parfaitement le pouvoir d'achat, dans la mesure où elle ne neutralise pas l'évolution des prix.

Revenu disponible brut par habitant : des disparités régionales majeures



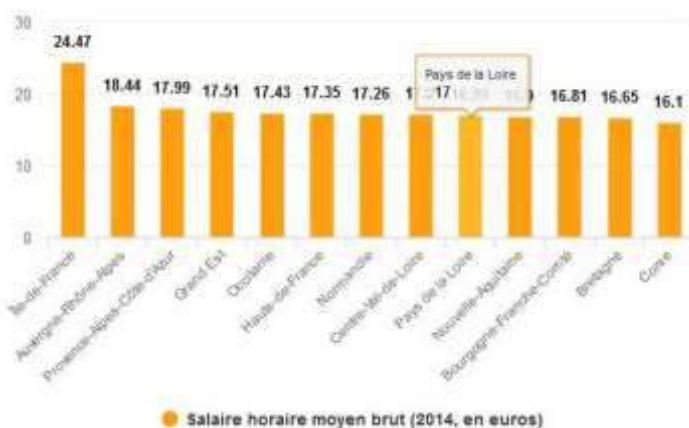
Insee, Revenu disponible brut par habitant

Infographie LE FIGARO

Ce dernier point manque dans les études de l'Insee: il n'existe pas encore de relevé sur les écarts de prix entre les régions. Publiée en avril 2016, une étude souligne une différence de prix de 8,8% entre Paris et la «province», portée principalement par les loyers plus élevés dans la capitale que sur le reste du territoire, de l'ordre de 48,9%. Hors loyers, les prix des biens relevés, dans l'agglomération parisienne, sont «supérieurs de 6,4% à ceux des mêmes biens en province». L'analyse «tient compte des habitudes de consommation à la fois des ménages de l'agglomération parisienne et de ceux de province», précise l'auteur.

De plus, les régions pâtissent d'autres différences particulièrement marquées. Par exemple, les salaires horaires bruts moyens du secteur privé y sont moins élevés. Là encore, l'Île-de-France domine largement le reste du classement, puisqu'un salarié y aura un «niveau de rémunération supérieur de 25% à celui pratiqué en Auvergne-Rhône-Alpes», première parmi les régions de province. La France dite «de province» gagne en moyenne 17,5 euros brut par heure, là où la France métropolitaine dans son ensemble voit ses résultats renforcés par la région francilienne, à 19,3 euros. En bas du classement, cinq régions gagnent moins de 17 euros par heure, dont la Bretagne, la Corse et la Bourgogne-Franche-Comté.

Dans le secteur privé, des salaires horaires moyens différents selon les régions

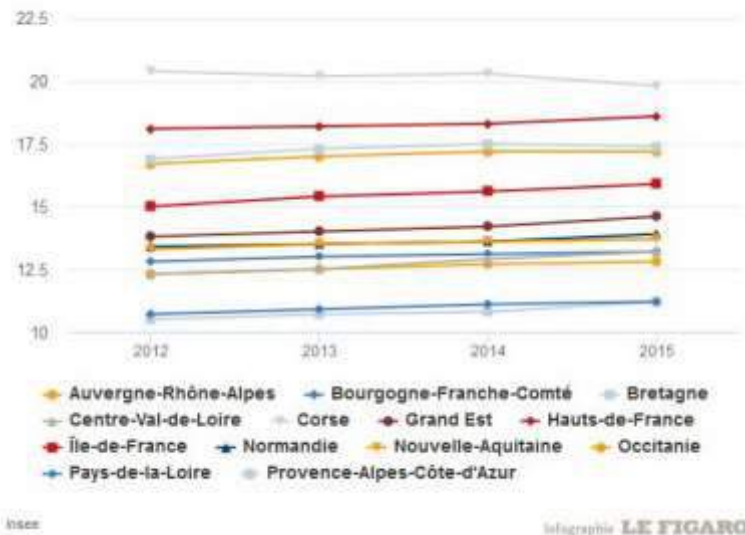


Insee, Salaire moyen brut par région dans le secteur privé en 2014

Infographie LE FIGARO

Et si, à l'échelle nationale, le taux de pauvreté a baissé à 14% en 2016, après 14,2% l'année d'avant, les régions connaissent des situations variables. En 2015, le taux était établi à 11,2% dans la région Pays-de-la-Loire, alors qu'il montait à 19,8% en Corse et jusqu'à 30,9% en Martinique ou 40,4% à la Réunion.

Taux de pauvreté : le grand écart (en %)



Malgré l'absence d'indicateur pour évaluer les variations du pouvoir d'achat à l'échelle régionale ou locale, on constate donc des divergences marquées entre les territoires. À l'intérieur même des régions, les différences peuvent également être marquées: une étude sur la Guyane publiée cette année souligne par exemple que les ménages modestes ont «perdu 12% de pouvoir d'achat» entre 2001 et 2011, alors que la classe moyenne et les plus aisés ont vu leur situation s'améliorer sur la même période, donnant lieu à une moyenne de 15% de croissance du pouvoir d'achat en dix ans. Également, l'île de la Réunion a vu son pouvoir d'achat global augmenter l'année dernière, le revenu disponible brut des ménages progressant de 3,3% en valeur en 2017. Pour autant, les «gilets jaunes» locaux ne cessent de dénoncer un coût de la vie devenu insupportable ainsi que des inégalités de plus en plus marquées à l'échelle locale. «Ça va mieux», donc... mais pas partout, et pas pour tout le monde.

Coût de la vie à La Réunion: quels écarts avec la métropole ?

Le Scan Eco <http://www.lefigaro.fr/> Par Mathilde Golla Clémentine Maligorne Mis à jour le 29/11/2018 à 06:47 Publié le 28/11/2018 à 14:53



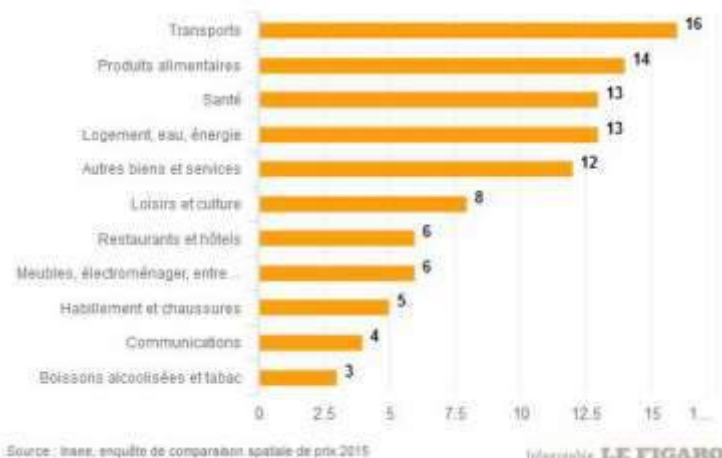
Manifestation de «gilets jaunes» à La Réunion, le 28 novembre. RICHARD BOUHET/AFP

LE SCAN ÉCO - Les «gilets jaunes» paralysent l'île depuis le début du mouvement. Les contestataires dénoncent un coût de la vie devenu insoutenable et de fortes inégalités sur place et avec la métropole.

Signal fort, la ministre des Outre-mer, Annick Girardin, est arrivée à La Réunion ce mercredi pour apaiser la colère des «gilets jaunes», qui paralysent l'île depuis le 17 novembre, et annoncer des mesures concernant l'emploi et le pouvoir d'achat qui cristallisent leur mécontentement. Ils dénoncent un coût de la vie devenu insupportable: globalement, tout y est plus cher qu'en France métropolitaine. Les prix y sont 7,1% fois plus élevés qu'en métropole, d'après une note de l'Insee basée sur les prix de 2015. La ministre a elle-même reconnu que le «territoire est inégalitaire». Décryptage.

Un tiers de dépenses des Réunionnais pour l'alimentation et les transport

LE POIDS DE CHAQUE TYPE DE PRODUITS DANS LEUR BUDGET EN 2015



• Se nourrir, se soigner et communiquer coûte plus cher qu'en métropole

Cet écart s'explique d'abord par la cherté des produits alimentaires. Ceux-ci représentent 14% du budget des Réunionnais. Les dépenses internet et de communication sont aussi plus onéreuses. En 2015, elles étaient 18% plus cher qu'en métropole, où les prix ont fortement baissé après l'arrivée d'un nouvel opérateur (Free) et la multiplication d'offres de forfaits tout compris à bas prix. D'autre part, les tarifs internet restent plus chers à La Réunion qu'en métropole même si l'écart s'est considérablement réduit par rapport à 2010. Se soigner est aussi plus coûteux. Les dépenses en soin (services de santé, médicaments ou les appareils et matériels thérapeutiques) représentent 13% du budget des Réunionnais. Les «autres biens et services» (protection sociale, banques, assurances, etc.) coûtent globalement 15% plus chers sur l'île, précise encore l'Insee.

• Se loger et s'habiller, un coût globalement similaire

Les dépenses liées au logement représentent 13% du budget des Réunionnais, mais coûtent légèrement moins cher qu'en métropole. Toutefois, à type de logement et qualité de logement comparables, les loyers restent plus élevés à La Réunion (+ 5%) notamment dans le secteur privé. En revanche, l'entretien du logement coûte un peu moins cher qu'en métropole (- 3%). En outre, les services (peinture, plomberie, assainissement et distribution d'eau) sont meilleur marché à La Réunion, tout comme les dépenses d'électricité ou de gaz. Les biens et services liés à l'hébergement et la restauration sont comparables à la métropole. Se restaurer, notamment dans le cadre scolaire, coûte moins cher. Par contre, passer la nuit à l'hôtel sous le ciel réunionnais est plus cher que dans l'hexagone.

La Réunion toujours paralysée par le mouvement des «gilets jaunes»



L'île est toujours bloquée par des barrages filtrant et des fermetures de commerces et d'administrations

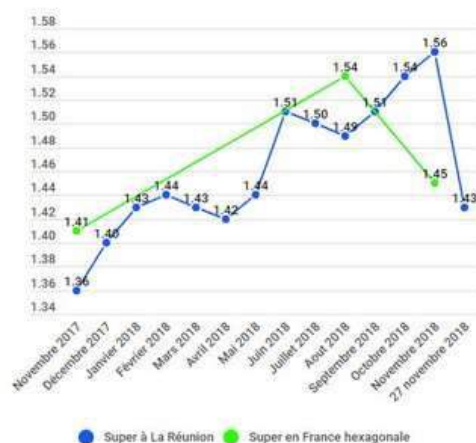
• Se déplacer coûte globalement moins cher

Les transports (voiture, bus, autocar, taxi, avion) sont globalement plus abordables qu'en métropole (- 4%), alors qu'ils étaient plus coûteux en 2010 (+ 8%). «Les services de transport de personnes sont meilleur marché à La Réunion à la suite de la forte baisse des abonnements et tickets de transports en commun», précise l'Insee. «Toutefois, acheter un véhicule neuf à La Réunion coûte 24% plus cher. De même, les pièces détachées sont plus onéreuses, notamment les plus rares». À l'inverse, les prix des carburants et des services (heure de mécanique par exemple), sont moins élevés à La Réunion (- 10% pour les carburants). Cet écart favorable aux

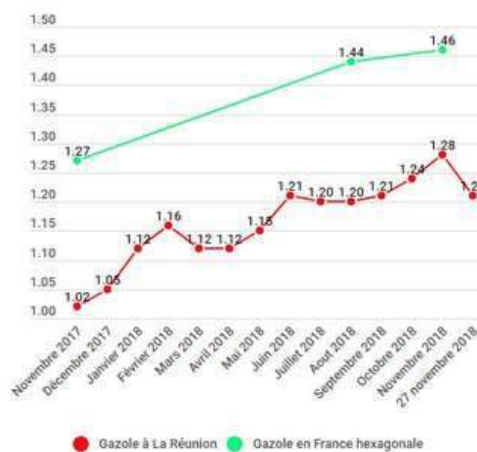
Réunionnais permet d'expliquer que l'utilisation de son véhicule coûte finalement moins cher sur l'île.

Toutefois, entre fin octobre et début novembre, les Réunionnais ont ressenti aussi très fortement la hausse des prix des carburants. À La Réunion comme dans tous les territoires d'outre-mer, c'est le préfet qui fixe le prix maximal de vente des carburants chaque mois, sur la base de celui du baril, qui a connu une hausse historique.

Evolution du prix du Super entre novembre 2017 et novembre 2018 à La Réunion. La courbe verte indique le prix moyen du litre de Super en France hexagonale.



Evolution du prix du gazole entre novembre 2017 et novembre 2018 à La Réunion (source: préfecture de La Réunion)



1

La1ere.fr

✓ @la1ere

● Crise sociale à [#LaReunion](https://twitter.com/LaReunion) : évolution des tarifs du super sans plomb et du diesel dans l'île depuis un an, en comparaison avec le prix moyen dans l'hexagone (en vert).

1

18:24 - 26 nov. 2018

• Une précarité plus forte qu'en métropole

Les Réunionnais font face à une précarité monétaire beaucoup plus importante qu'en métropole: en 2014, 40% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté métropolitain, qui s'élève à environ 1000 euros par mois et par unité de consommation, soit trois fois plus qu'en métropole. Fin 2016, 94.000 bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) sont recensés à La Réunion, soit 17% de la population âgée de 15 à 64 ans.

La différence d'un quartier à l'autre est criante: le taux de pauvreté monétaire s'échelonne de 15% à Sainte-Marie La Mare à 61% à Saint-Louis-Sud. De même, la part de logements sociaux culmine à 78% au Port ZUP, alors qu'ils sont par exemple rares à La Mare et au Plateau.

• Un chômage presque trois fois plus élevé qu'en métropole

Le taux de chômage reste stable, à 23% en 2017, selon l'Insee. D'après Nadia Ramassamy, députée LR dans la 6^{ème} circonscription de La Réunion, la situation socio-économique est très préoccupante et explique le ras-le-bol. Seulement 43% des jeunes Réunionnais occupent un emploi. Pour la métropole, le taux de chômage est bien moindre puisqu'il atteint 8,6% sur 2017, selon l'Insee.

• Des ouvriers moins payés et des cadres mieux rémunérés

En moyenne, un salarié d'une entreprise de La Réunion perçoit 1920 euros nets par mois, selon les chiffres de l'Insee de 2015. Cette rémunération est inférieure en moyenne de 5% à celle constatée dans les régions de métropole autres que l'Île-de-France, et de 8 % à elle des autres DOM «historiques» (Guadeloupe, Martinique, Guyane). Résultat, les inégalités salariales sont plus prononcées à La Réunion: les 10% de salariés les mieux rémunérés perçoivent en moyenne un salaire 4,7 fois supérieur à celui des 10% les moins rémunérés, contre 4,4 en province, selon l'Insee. Par ailleurs, l'écart de salaire entre ouvrier et cadre est plus prononcé à La Réunion: un

ouvrier non qualifié perçoit un salaire trois fois inférieur à celui d'un cadre, contre deux fois et demie moins en province métropolitaine. De même, les cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprise salariés sont en moyenne mieux rémunérés dans les entreprises de La Réunion: 3 930 euros nets mensuels en moyenne contre 3 670 euros en province.

- **Des emplois moins qualifiés**

À La Réunion, plus de la moitié des salariés des entreprises occupent un emploi exigeant peu ou pas de qualifications: 51% sont ouvriers non qualifiés ou employés, soit davantage que dans les régions de province (43%). À l'inverse, moins de salariés occupent des postes de cadre, chef d'entreprise ou exercent une profession intellectuelle supérieure (9% contre 14%), selon les statistiques de 2015.

- **Quatre fois plus d'emplois aidés**

Un salarié sur dix bénéficie d'un emploi aidé en 2015, soit quatre fois plus qu'en province. Ainsi, la baisse du nombre de ces contrats souvent peu qualifiés a été un drame sur l'île. La députée Nadia Ramassamy, estime que la baisse des contrats aidés sur l'île a aggravé une situation déjà précaire. «Il y avait 24.000 contrats aidés en 2016 et il n'y en a plus que 11.000 aujourd'hui. Les contrats aidés sont très importants ici, les gens ont besoin de travailler», argumente-t-elle. Reste à savoir si les mesures attendues parviendront à enrayer le conflit social.

Espace

Des punaises s'incrument à bord de la Station spatiale internationale

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Espace lundi 26 novembre 2018



Les toilettes de la Station spatiale internationale sont infestées de punaises. Les mêmes bestioles qui empoisonnent certains hôpitaux. Problème, elles peuvent être porteuses de bactéries. Et pourraient rendre malades les astronautes.

« La Station spatiale internationale a été infestée par un organisme infectieux qui, selon des scientifiques, pourrait causer des maladies. » C'est l'information révélée ce lundi 26 novembre, par la presse anglo-saxonne.

Elle s'appuie sur une étude de la Nasa qui révèle que des punaises de lit, comme celles qui empoisonnent la vie des patients de certains hôpitaux français, ont été découvertes à bord de la station spatiale internationale.

On ignore comment ces insectes, passagers clandestins, se sont retrouvés en orbite. Mais leur présence, dans les toilettes de l'ISS, inquiète les scientifiques. Car ces punaises sont porteuses de la bactérie *Enterobacter*. **« Étant donné les résultats de la multirésistance de ces bactéries et le risque accru de pathogénicité (capacité à causer une maladie, N.D.L.R.) que nous avons identifié, ces espèces pourraient poser d'importants problèmes de santé lors de futures missions »**, signale le Dr Nitin Singh, auteur principal du rapport, cité dimanche par le journal britannique *The Mirror*.



(Photo d'illustration : AFP)

79% de risque de causer des maladies

Le rapport, publié dans la revue scientifique *BMC Microbiology*, conclut que les punaises, en général, ont 79 % de risque de causer des maladies et s'inquiète du fait que les astronautes pourraient être exposés à des risques d'autant plus si les bactéries s'avéraient résistantes aux médicaments.

Néanmoins, « **les souches trouvées à bord de l'ISS ne semblent pas être parmi les plus virulentes** », rassure le Dr Singh. Comprenez qu'elles ne constituent pas une menace « **active** » pour la santé humaine. « **Mais elles doivent être surveillées** », admet-il.



(Photo d'illustration : AFP)

De son côté, le Dr Kasthuri Venkateswaran, microbiologiste au Jet Propulsion Laboratory Biotechnology and Planetary Protection Group et co-auteur de l'étude, a déclaré que trois des souches appartenaient tout de même à une espèce qui peut causer des maladies chez les nouveau-nés. De nouvelles études devraient être menées prochainement pour lever les doutes.

En attendant, il faut se débarrasser de ces punaises. Et ce n'est jamais une mission facile. D'abord parce qu'elles peuvent s'avérer difficiles à repérer. Elles sont discrètes et minuscules : entre 5 et 7 mm.

De couleur brunâtre, elles ressemblent à un pépin de pomme. Elles vivent essentiellement dans la pénombre. Sa biologie est celle d'un parasite externe : grande fécondité (de 200 à 500 œufs par femelle), capacité à résister à la privation de nourriture (plus de trois mois sans se nourrir, voire plus), perte des ailes, mais capacité à être transporté (vêtements, meubles, bagages, etc.) pour se nourrir exclusivement de sang.

Généralement, il faut utiliser des nettoyeurs thermiques (elles ne résistent ni au froid, ni à la chaleur supérieure à 45°). En revanche, elles résistent de mieux en mieux aux insecticides. Et elles ne semblent pas sensibles non plus aux séjours dans l'espace...

Justice

Un fonctionnaire du Sénat, soupçonné d'espionnage, arrêté et placé en garde à vue

Un homme a été interpellé dans le cadre d'une enquête ouverte en mars par le parquet de Paris et confiée à la Direction générale de la sécurité intérieure, indique une source judiciaire à franceinfo, sans vouloir confirmer l'identité de la personne.



L'entrée du Palais du Luxembourg, à Paris, où se situe le Sénat, le 27 septembre 2014. (STEPHANE DE SAKUTIN / AFP)

Est-ce un espion pour la Corée du Nord ? Un individu a été placé en garde à vue dans le cadre d'une enquête pour recueil et livraison d'informations à une puissance étrangère susceptibles de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, affirme à franceinfo, lundi 26 novembre, une source judiciaire, confirmant une information de l'émission "Quotidien" sur TMC.

La garde à vue a commencé dimanche soir, selon cette source judiciaire. Cette dernière ajoute que l'enquête, ouverte en mars par le parquet de Paris, a été confiée à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Soupçonné de livrer des informations "sensibles"

C'est l'émission "Quotidien", diffusée sur TMC, qui a révélé l'interpellation de ce haut-fonctionnaire français. Selon "Quotidien", cet homme, administrateur principal de la Direction de l'architecture, du patrimoine et des jardins du Sénat, est soupçonné de livrer des informations "*sensibles*" à la Corée du Nord.



Quotidien

✓ [@Qofficiel](#)

●INFO [#Quotidien](#).

Une opération de police inédite s'est déroulée tout à l'heure au Sénat : le haut fonctionnaire Benoît Quennedey a été interpellé par la DGSI pour « intelligence avec une puissance étrangère », la Corée du Nord.

Les informations d'[@azzahmedchaouch](#). 🗨️

[746](#)

[22:55 - 26 nov. 2018](#)

Egalement président de l'association franco-coréenne, ce fonctionnaire a écrit des livres sur le pays, selon l'émission de TMC. Dans une interview repérée par "Quotidien", il affirme d'ailleurs s'être rendu sept fois en Corée du Nord.



Quotidien

✓ [@Qofficiel](#)

[11 h](#)

●INFO [#Quotidien](#).

Une opération de police inédite s'est déroulée tout à l'heure au Sénat : le haut fonctionnaire Benoît Quennedey a été interpellé par la DGSI pour « intelligence avec une puissance étrangère », la Corée du Nord.

Les informations d'[@azzahmedchaouch](#). 🗨️



Quotidien

✓ @Qofficiel

Benoît Quennedey est soupçonné d'avoir tenté de délivrer des informations jugées ultra-sensibles et d'être un espion pour à la Corée du Nord, pays pour lequel il apparaît très sympathique. 📌

[@azzahmedchaouch](#) [#Quotidien](#) pic.twitter.com/TfeXly6Zo9

205

[23:01 - 26 nov. 2018](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)



Un haut fonctionnaire du Sénat soupçonné d'espionnage au profit de Pyongyang

<http://www.opex360.com/> Posté dans Asie-Pacifique, Renseignement par Laurent Lagneau Le 27-11-2018



L'on savait que l'écrivain et chroniqueur Yann Moix éprouvait de l'intérêt pour la Corée du Nord, au point d'emmener l'acteur Gérard Depardieu à Pyongyang pour assister à la parade militaire marquant le 70e anniversaire du régime nord-coréen, en septembre dernier. Mais, visiblement, ils ne furent pas les seuls Français à faire le voyage : Benoît Quennedey, un haut fonctionnaire du Sénat était en effet également de la partie.

Président de l'Association d'amitié franco-coréenne et auteur de plusieurs ouvrages plutôt conciliants à l'égard de Pyongyang, cet administrateur du Sénat, est actuellement soupçonné d'avoir collecté et transmis des informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation à la... Corée du Nord. Il a ainsi été interpellé et placé en garde à vue par la Direction générale de la sécurité intérieure [DGSI] le 25 novembre au soir, dans le cadre d'une enquête ouverte en mars par le parquet de Paris.

Habitué à intervenir sur les plateaux de la chaîne russe RT France, qui le présente comme « expert en relations internationales », ce haut fonctionnaire, diplômé de l'École nationale d'administration [ENA], est administrateur principal de la Division des Affaires administratives et financières relevant de la direction de l'architecture et des jardins du Sénat. Quelles informations a-t-il pu recueillir et livrer à la Corée du Nord dans le cadre de son travail? Mystère...

Quoi qu'il en soit, les policiers de la DGSJ ont perquisitionné le bureau occupé par ce haut fonctionnaire, ce qu'a confirmé, Gérard Larcher, le président du Sénat. « Il y a eu une perquisition aujourd'hui mais il n'y a aucun commentaire s'agissant d'une procédure judiciaire », a-t-il dit.

Ce n'est pas la première affaire d'espionnage qui concerne le Sénat cette année. En mai, l'hebdomadaire Le Point avait en effet révélé que des micros-espions avaient été découverts dans le bureau de M. Larcher. Un des policiers du service de la protection fut placé en garde à vue pendant 6 heures, puis remis en liberté. L'enquête conduite alors cherchait à s'assurer que ce dernier ne travaillait pas pour le compte d'une officine privée ou d'une puissance étrangère.

Opinions

Bertrand Piccard : "C'est notre survie qui est en jeu et donc c'est notre état d'esprit qu'il faut changer"

Opinions Tribunes <https://www.latribune.fr/> Par Patrick Cappelli | 27/11/2018, 18:11



Bertrand Piccard, lors du Forum Smart City Paris. (Crédits : La Tribune)

L'aventurier et scientifique Bertrand Piccard a prouvé en 2015 avec son avion Solar Impulse qu'on pouvait boucler un tour du monde sans énergie fossile. Au Forum Smart City du Grand Paris organisé mardi 27 novembre par La Tribune, il a délivré un message d'espoir sur la transition énergétique : "Les solutions existent, à condition de changer notre mode de pensée".

"Les spécialistes m'ont dit qu'il était impossible de faire voler un avion jour et nuit sans carburant fossile. Pourtant, j'ai parcouru 40.000 km sans une goutte de pétrole. La révolution des clean tech a pris son envol", a expliqué Bertrand Piccard mardi 27 novembre 2018 en ouverture du forum Smart City du Grand Paris organisé par *La Tribune* sous les ors de la salle des fêtes de l'hôtel de Ville.

Lorsque l'aviateur écologiste est allé voir les industriels de l'aéronautique pour leur demander de construire un aéronef en fibre de carbone avec l'envergure d'un Boeing 747, le poids d'une voiture et la puissance d'un scooter, le verdict est tombé : impossible. L'aventurier suisse s'est donc tourné vers un chantier naval. *"Ce sont les spécialistes qui résistent au changement et les outsiders qui amènent des solutions. La première voiture électrique à succès n'a pas été faite par les fabricants automobiles mais par un milliardaire d'Internet, Elon Musk, qui a imaginé la Tesla",* rappelle Bertrand Piccard, pour qui le grand obstacle à l'innovation n'est pas technologique mais psychologique.

En réalité, "the fuel is the limit"

Son message : *"Cessons de penser en ligne droite et empruntons les chemins de traverse"*. Par exemple, il faut arrêter de croire que la protection de l'environnement coûte cher et demande des sacrifices. Pour l'aviateur, c'est même le contraire : la transition écologique est rentable, enthousiasmante et il existe de nombreuses solutions pour vivre mieux émanant de startups et de grands groupes. Il est d'ailleurs en train de rassembler avec sa fondation Solar Impulse, 1000 solutions labellisées pour apporter des réponses concrètes à l'accompagnement de la transition énergétique, qu'il veut présenter à l'ONU, dont il est Ambassador of the Earth, et aux gouvernements lors d'un nouveau tour du monde.

"On dit toujours « the sky is the limit » (le ciel est la limite). En réalité, « the fuel is the limit » ! Solar Impulse a volé sans bruit, sans carburant, sans pollution. Ce n'est pas de la science-fiction mais le présent. Le reste du monde vit dans le passé, avec des technologies inventées au XIXe

siècle : les moteurs à combustion ont un rendement de 27% (ratio de la puissance mécanique restituée par rapport à la puissance thermique fournie par le carburant, ndlr), l'ampoule à incandescence à 5% d'efficacité contre 95% pour une LED", s'enflamme l'aérostier.

"La taxe carbone, personne n'en veut quand un pays ne l'a pas encore instituée, mais tout le monde en veut quand c'est le cas", a-t-il ajouté, citant l'exemple de la Suède ou de la Californie, où la baisse des émissions de CO2 s'est accompagnée d'une amélioration de la croissance. "Le changement est nécessaire et il est possible. C'est notre survie en tant qu'humanité qui est en jeu et donc c'est notre état d'esprit qu'il faut changer" !

Retrouvez Bertrand Piccard dans une édition spéciale de la tribune hebdo vendredi 7 décembre : "climat : il n'est (peut-être) pas trop tard !

Climat : demain il sera trop tard

Opinions <https://www.latribune.fr/> Par Patrick Cappelli | 28/11/2018, 9:21



Une table ronde au forum Smart City Paris 2018. (Crédits : DR)

Les engagements pris lors de la Cop 21 à Paris en 2015 ne seront pas tenus. Selon l'ONU, il faudrait multiplier par trois les efforts d'ici à 2030 pour atteindre l'objectif de 2 degrés supplémentaires.

Hervé Le Treut, climatologue de l'IPSL et membre du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a commencé à travailler sur les émissions de CO2 en 1986. C'est dire s'il connaît la question. Or, d'après ce spécialiste du réchauffement climatique, « il faudrait limiter toutes les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 ». Est-ce seulement possible ? Le climatologue n'apporte pas de réponse définitive : « il y aura des choix à faire, mais ne comptons pas trop sur la technologie pour nous sauver ».

Néanmoins, Hervé Le Treut voit dans les démarches des villes et des collectivités en faveur de la réduction de ces émissions dangereuses un espoir pour l'avenir. Reste que l'Accord de Paris ne va pas suffire, puisque les contributions des États sont insuffisantes pour atteindre l'objectif de 1,5 à 2 degrés en plus en 2030. « La Cop 24 qui aura lieu à Katowice du 2 au 14 décembre est un rendez-vous important qui doit acter de nouvelles contributions », explique Lola Vallejo, directrice du programme climat à l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales basé à Paris).

Mais l'Europe est divisée sur ce sujet pourtant brûlant, ce qui n'est pas rassurant. Claire Nouvian, présidente de l'association Bloom et cofondatrice du mouvement Place Publique, rappelle que les climatologues multiplient les alertes sans qu'il ne se passe grand-chose. Pour cette activiste de l'écologie, il faudrait judiciaireiser les actions des multinationales et des gouvernements. L'ancienne journaliste recense plus de mille procès de ce type dans le monde, comme celui récemment gagné par l'association Urgenda contre le gouvernement des Pays-Bas.

Éduquer les élites

Le 9 octobre, la justice néerlandaise a condamné en appel les Pays-Bas à réduire d'un quart leurs émissions carbonées d'ici deux ans. Pour Corinne Lepage, avocate et présidente du parti Le Rassemblement citoyen - Cap21 « les États ne sont plus la solution. Nous assistons à des revendications qui vont bien au-delà du prix de l'essence. Il existe pourtant des moyens efficaces en affectant l'argent différemment, par exemple pour la rénovation thermique des bâtiments ». Des citoyens en colère, il y en a dans les rues de Paris et dans les territoires et ils portent un gilet jaune.

Ne serait-il pas temps de changer de paradigme en profitant de cette crise ? « Je le crois profondément », répond Corinne Lepage. Et si la bonne réponse était à chercher plutôt du côté de l'éducation des élites, qui ne semblent pas prendre la mesure du défi climatique ? C'est l'avis de Serge Orru, conseiller auprès de la maire de Paris : « nos élites sont intelligentes et cultivées mais elles n'ont pas la bonne intelligence économique : quand on achète un objet, on doit penser à son empreinte climatique. Il y a urgence à former les décideurs au niveau mondial ». Conclusion de Lola Vallejo : « on ne peut plus se cacher derrière son petit doigt. Il faut réduire massivement les consommations énergétiques et pas uniquement avec des solutions technologiques. Nous devons repenser complètement notre rapport à la nature ». Un programme qu'il faut mettre en œuvre dès maintenant.

Politique

«Gilets jaunes»: Douze des treize présidents de région demandent des «mesures d'urgence»

Accueil Société <https://www.20minutes.fr/> avec AFP Publié le 27/11/18 à 06h55 — Mis à jour le 27/11/18 à 07h51

SOCIAL Ils appellent l'exécutif à « changer de discours, reconnaître la souffrance de nos compatriotes, et pas la nier...



Des gilets jaunes à Lespinasse, en Haute-Garonne, le 19 novembre 2018. — F. Scheiber / Sipa

« La colère de nos concitoyens », « l'expression vivante d'une fracture territoriale et sociale » : 12 des 13 présidents de régions, de droite comme de gauche, interpellent l'exécutif sur le mouvement des « gilets jaunes » et demandent des « mesures d'urgence ».

« Ce serait une très grave erreur de caricaturer leur révolte en un mouvement extrémiste manipulé par l'ultradroite ou l'ultragauche », expriment les élus dans une tribune à paraître mardi dans *l'Opinion*, avant le discours attendu du président Emmanuel Macron.

Ils appellent l'exécutif à « changer de discours, reconnaître la souffrance de nos compatriotes, et pas la nier (...), prendre des mesures d'urgence et en premier lieu un moratoire sur la hausse des taxes au 1er janvier ». Il faut « prendre le temps » de la fiscalité écologique, réécrire d'une manière qui soit socialement plus acceptable, plus transparente et mieux ciblée », suggèrent les élus. « Au plan social, les régions en appellent à l'Etat » avec entre autres, « la mise en place un système d'accompagnement des individus les plus modestes et dépourvus de solutions alternatives de mobilité ».

« L'expression vivante de la fracture territoriale et sociale dans notre pays »

Ce texte est signé par des présidents de régions de droite (Valérie Pécresse en Ile-de-France, Renaud Muselier en Paca, Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône Alpes, Jean Rottner dans le Grand Est et Christelle Morançais dans les Pays de la Loire), du centre (Hervé Morin en Normandie), de gauche (François Bonneau dans le Centre-Val-de-Loire, Carole Delga en Occitanie, Marie-Guite Dufay en Bourgogne-Franche-Comté, Alain Rousset en Nouvelle-Aquitaine ou Loïc Chesnais Girard en Bretagne) ou le président exécutif du Conseil de Corse Gilles Simeoni.

Seul le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand (ex-LR), ne figure pas parmi les signataires.

Pour ces élus, « le mouvement des "gilets jaunes" est l'expression vivante de la fracture territoriale et sociale dans notre pays. Il exprime la colère de nos concitoyens des territoires péri-

urbains et ruraux, contraints de se loger toujours plus loin », analysent-ils. Les habitants sont « percutés de plein fouet par les variations des prix des carburants, et stigmatisés en tant qu'automobilistes alors que le parc automobile ne représente pas plus de 15% des émissions de gaz à effet de serre », relèvent les 12 présidents de région, selon qui « les bâtiments représentent 40% de la consommation énergétique ».

Les «gilets jaunes» peuvent-ils dire sérieusement que la misère progresse ?

Politique / Économie <http://www.slate.fr/> Gérard Horny — 28 novembre 2018 à 6h57 — mis à jour le 28 novembre 2018 à 9h34

Aux problèmes de pouvoir d'achat s'ajoute une inquiétude plus diffuse sur l'évolution de notre société.



Manifestation des «gilets jaunes» aux Champs-Élysées (Paris), le 24 novembre 2018. | Bertrand Guay / AFP

La grande question du moment peut se résumer ainsi: que va faire le gouvernement face à la grogne des «gilets jaunes» ou, plus précisément, que peut-il faire? Et la réponse n'est pas évidente. La plupart des leaders politiques de gauche et de droite, rivalisant en couardise et en irresponsabilité, n'ont qu'un conseil à donner: abandonner la taxe carbone. Fort heureusement, à l'Élysée comme à Matignon, on écarte cette solution, la plus mauvaise de toutes, du moins si l'on estime qu'une personnalité politique doit avoir des ambitions plus nobles et respectables que de se faire élire ou réélire.

Si l'on a un minimum de souci de l'intérêt général, on doit continuer sur cette voie, comme le démontre fort bien l'économiste Patrick Artus, qui n'est ni un écologiste militant, ni un adepte du matraquage fiscal. Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, il n'y a guère en effet que deux solutions: donner un prix au carbone pour faire changer les comportements des particuliers et des entreprises ou établir de nouveaux règlements. Il n'est pas sûr que l'édiction de nouvelles règles et d'interdictions serait plus populaire et plus efficace que la hausse du prix des carburants et combustibles.

Le gouvernement a donc raison de ne pas céder sur ce point. La seule chose qu'il ait à faire est de travailler sur les mesures d'accompagnement qu'il a annoncées en urgence et d'expliquer mieux qu'il ne l'a fait jusqu'à présent sa politique de transition énergétique, afin de montrer que ses décisions ne visent pas simplement à faire les poches du contribuable. Sa tâche n'est pas aisée: les arguments techniques et rationnels sont de peu d'utilité face à des mouvements d'opinion qui reposent plus sur le vécu, le ressenti et les passions que sur des analyses lucides de la situation. Les discours que l'on peut tenir à des manifestants ne sont pas les mêmes que ceux qui vous font passer avec succès l'épreuve du grand oral de l'Ena.

Des prix à regarder de plus près

Les prix des carburants, c'est vrai, sont très élevés actuellement, mais ils avaient atteint des niveaux presque aussi hauts, voire plus, au printemps 2012, sans provoquer de réactions aussi violentes. Selon les relevés officiels effectués chaque semaine et publiés par le ministère de la Transition écologique et solidaire, le prix le plus haut pour le super 95 a été enregistré à la mi-avril 2012 à 1,6664 euro. Cet automne, le pic a été atteint en octobre à 1,5735 euro, soit neuf centimes de moins que le record de 2012, ce qui fait une différence non négligeable. En revanche, et c'est là probablement le point le plus sensible, pour le gazole, le record a bien été battu cette année, du fait de l'alignement de sa fiscalité sur celle de l'essence. En mars 2012, le point haut s'était établi à 1,4584 euro; en octobre dernier, il était à 1,5331 euro.



Ces sept centimes d'écart peuvent-ils justifier une fronde? Oui, nous répond un «gilet jaune»: *«Mes amis en ont assez d'en donner et redonner à un État français insatiable et devenu champion du monde en la matière. En fait la taxe carbone est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La réalité est celle de la misère qui envahit une nouvelle catégorie du peuple, celle des contribuables qui jusqu'alors faisaient face à leurs dépenses et qui voient l'asphyxie arriver, comme une marée montante».*

Tout cela est joliment dit et exprime un sentiment semble-t-il assez largement ressenti. Mais est-ce que cela correspond vraiment à la réalité, du moins celle que peuvent décrire et mesurer les économistes? La réponse doit être nuancée.

Un coût réel à relativiser

Premier point: les effets de la taxe carbone. Certains ont été étonnés de voir sur le site de l'Union française des industries pétrolières (Ufip) un renvoi à une vidéo émanant de l'institut privé d'études sectorielles Xerfi, selon laquelle le coût réel du plein d'essence n'a cessé de baisser depuis trente-cinq ans. *A priori*, ce qui est dit dans cette vidéo paraît vraiment surprenant: un plein de cinquante litres coûtait quatorze heures de Smic en 1980 et n'en coûterait plus que sept fin 2015. Où est le racket? Ce calcul a été contesté vivement, mais il est juste.

Deux précisions doivent toutefois être apportées: le point de départ, 1980, correspond à une période de pétrole cher, celle du deuxième choc pétrolier qui a suivi la révolution iranienne, alors que le point d'arrivée –cette vidéo déjà ancienne date du début de 2016–correspond à une période de repli des cours du brut. Cela dit, en prenant les chiffres actuels, avec un Smic brut à 9,88 euros de l'heure et le prix le plus élevé du SP 95 enregistré en octobre dernier, on arrive à un coût du plein tout juste inférieur à huit heures de Smic, encore très loin du sommet de 1980.

Francis Duseux, président de l'Ufip, qui défend intelligemment son industrie et, à défaut de pouvoir éviter la taxe carbone, plaide pour une hausse plus progressive et étalée dans le temps, devrait vite faire disparaître cette vidéo de son site: elle semble montrer que le prix de l'essence est encore modéré par rapport à ce qu'il a été et qu'il y a encore de la place pour une hausse des taxes! Il est certain que, dans les années qui viennent, si la hausse programmée de la taxe carbone arrive en même temps qu'un prix du pétrole brut élevé sur les marchés et qu'un dollar en hausse face à l'euro, l'addition pourra monter très vite. Mais pour le moment, elle ne semble pas suffire à expliquer le mécontentement actuel.

Les prélèvements obligatoires à un sommet

Alors, reprenons les arguments de notre «gilet jaune»: le véritable problème, c'est l'ensemble des prélèvements. Là, c'est vrai, on arrive à des sommets. À 45,3% du PIB en 2017, le total des prélèvements obligatoires n'a jamais été aussi élevé.



Il n'y a plus que le Danemark pour nous dépasser. Certes, une décélération doit nous mener cette année à 45%, puis à 44,2% l'an prochain. Mais cette amorce de baisse n'est pas encore vraiment sensible et, surtout, elle ne se fait pas forcément là où il le faudrait dans le contexte politique actuel.

Ainsi que le souligne une étude des économistes de l'OFCE dans le document «France, portrait social» que l'Insee publie chaque année, après le choc de la crise financière de 2008, les réformes sociales et fiscales ont pesé sur le revenu des ménages. Mais, précisent les auteurs, *«les ménages les plus aisés ont été les plus mis à contribution»*; *«les ménages les plus modestes ont bénéficié de la politique sociale et des amortisseurs sociaux»*. Voilà qui va à l'encontre de ce qu'on entend tous les jours sur les ondes en ce moment.

Les retraités aux avant-postes

Mais, là encore, il faut être très précis. L'étude de l'OFCE s'arrête à 2016, pas pour éviter de parler de la période récente, mais parce qu'un travail économique sérieux doit reposer sur un grand nombre de données qui doivent être recueillies, regroupées, classées, analysées. Cela prend du temps. Ce que décrivent ces économistes, c'est ce qui s'est passé sous les quinquennats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande.

Or Emmanuel Macron a pris des mesures qui, au total, bénéficient le plus aux plus aisés (transformation de l'ISF en impôt sur la seule fortune immobilière, prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital) et c'est ce que retiennent les «gilets jaunes», qui semblent ne jamais avoir entendu parler de la baisse des cotisations sociales et de la suppression progressive de la taxe d'habitation. Il est vrai que le président a aussi eu la mauvaise idée d'augmenter le taux de la CSG sur les retraites. Généralement, les seniors conseillent la prudence aux jeunes qui manifestent; actuellement on les voit beaucoup aux avant-postes...

«En 2017, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation progresse de 0,7%»

Au total, le pouvoir d'achat a-t-il réellement beaucoup souffert? Peut-on dire sérieusement que la misère progresse? Ce n'est pas ce que nous disent les chiffres publiés par l'Insee dans son portrait social (page 143). Il y a eu effectivement deux années où le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus augmentés des prestations sociales et diminués des impôts et cotisations) a reculé: c'était en 2012 et surtout en 2013, à la suite des augmentations d'impôts décidées par François Hollande, mesures qui lui ont été reprochées tout au long de son quinquennat.

Mais, depuis, il a recommencé à augmenter. Si l'on veut être plus précis, on peut regarder l'évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation (pour tenir compte du fait qu'un couple avec enfants n'a pas les mêmes dépenses qu'un couple sans enfant, qu'une personne seule supporte des dépenses qu'un couple peut partager, etc.). Or, que constate l'Insee? *«En 2017, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation progresse de 0,7% et revient à son niveau de 2009.»*

Des ménages coincés par les dépenses contraintes

Pour cette année, il est évidemment un peu tôt pour avoir des chiffres précis, mais il est possible de faire des prévisions. Selon l'Insee, *«le pouvoir d'achat progresserait vivement en fin d'année 2018»*! Comment expliquer ce miracle? *«L'accélération des salaires compensant le freinage de l'emploi, la masse salariale demeurerait dynamique (+3,0% en 2018 après +3,1% en 2017) et le revenu disponible brut des ménages croîtrait de 2,9% en 2018»*. La hausse des prix, qui s'explique pour l'essentiel par celle des produits pétroliers, ne remettrait pas en cause la hausse du pouvoir d'achat, elle en limiterait simplement l'ampleur: *«Le regain d'inflation en 2018 conduirait à un léger ralentissement du pouvoir d'achat à +1,3% en 2018, après +1,4%»*. Dans ces conditions, parler d'une montée de la misère est pour le moins exagéré.

Une chose est cependant réelle: beaucoup de ménages ont le sentiment de ne pas pouvoir faire la moindre dépense allant au-delà de ce qui est strictement nécessaire. Et ce sentiment n'est pas infondé. Les économistes constatent qu'il y a une montée de ce qu'ils appellent les dépenses contraintes ou pré-engagées, c'est-à-dire celles réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. C'est le cas du loyer ou du remboursement de crédit, de l'électricité, du gaz, de l'abonnement au téléphone, à la télévision, à internet, etc. Selon l'Insee, *«leur part dans les dépenses de consommation des ménages a plus que doublé entre 1959 et 2009, mais reste relativement stable depuis. Elles représentent aujourd'hui près de 30% du revenu disponible brut des ménages»*. En clair, nous avons tous et toutes (à des degrés divers) de moins en moins de marges de manœuvre et des hausses de prix dans un domaine peuvent nous conduire à nous restreindre sur d'autres postes.

Plutôt que de parler de montée de la misère, il serait donc plus sérieux de dire qu'il y a en France des gens pour qui dix ou quinze euros de plus ou de moins par mois, cela compte, et que le gouvernement aurait été bien inspiré de mieux préparer ses mesures d'accompagnement de la hausse de la taxe carbone. Comme l'a rappelé Nicolas Hulot jeudi 22 novembre dans *«L'Émission politique»*, écologie et solidarité doivent et peuvent aller de pair. Et le correctif qui s'imposait aurait pu se faire sans psychodrame: il y a en France des associations, des organisations syndicales, des élus et élus locaux et nationaux qui peuvent faire remonter l'information et rappeler aux réalités un pouvoir qui pourrait les ignorer.

Des rêves qui s'évanouissent

Mais cette crise ne peut s'expliquer par les seules variations réelles ou supposées du pouvoir d'achat. Elle est aussi l'expression d'un certain désarroi face à un monde qui change très vite et dans lequel chacun et chacune peut craindre d'avoir quelque chose à perdre. Le fait que tout parte de la hausse du prix des carburants n'est pas un hasard. La voiture est un des grands symboles de la société de consommation dans laquelle la France est entrée au cours des Trente Glorieuses.

Et il faut dire que c'est un beau symbole: la voiture, c'est la liberté d'aller et venir où on veut, quand on veut. Pour beaucoup, elle a été et est encore un signe de réussite sociale. Les embouteillages et les limitations de vitesse ont déjà beaucoup réduit son attrait; de surcroît, c'est devenu un outil de travail ou un moyen de transport indispensable. Le rêve s'est déjà bien dissipé; avec la taxe carbone, il s'évanouit complètement. La voiture n'est plus un objet de désir, c'est une source de pollution qu'il faut éliminer. Et cela change tout.

Nous avons pillé et pollué allègrement le monde, maintenant nous devons le partager et veiller à son entretien.

Dans le même moment, un autre rêve s'évanouit: c'est celui du pavillon vanté dans les prospectus des promoteurs, avec un couple épanoui et souriant au premier plan, des enfants qui jouent avec le chien sur la pelouse et, au fond, le garage avec la voiture. Celles et ceux qui se sont endettés pour acheter ce pavillon de leurs rêves dans un lotissement loin de tout, là où le terrain n'était pas cher et où le promoteur pouvait faire de belles marges, découvrent d'un seul coup qu'ils sont piégés et que la vie dans leur pavillon va leur coûter une fortune. Il va falloir que les promoteurs changent leur façon de travailler et qu'ils nous fassent rêver devant des descriptions

d'appartements dans des immeubles de qualité, à proximité des écoles, des commerces et des moyens de transports collectifs permettant d'aller au travail. La transition va être rude et nous aurons d'autres manifestations.

Lorsque la France est entrée dans la société de consommation, dans les années 1950, le monde comptait 2,6 milliards d'êtres humains, dont seule une minorité pouvait bénéficier de ce progrès matériel et technique. Aujourd'hui, nous sommes 7,6 milliards et tous les nouveaux consommateurs qui arrivent sur le marché mondial en Asie ou en Afrique ne voient pas pourquoi ils n'auraient pas accès, eux aussi, à ces merveilles.

Mais on sait bien que ce ne sera pas possible, que ces milliards de Terriennes et Terriens ne pourront suivre notre modèle de développement et que nous-mêmes devrions changer nos habitudes. Le monde nous a appartenu pendant plusieurs décennies, nous l'avons pillé et pollué allègrement, maintenant nous devons le partager et veiller à son entretien. L'atterrissage est brutal.

Sartre avait encore plus raison qu'il ne le pensait: l'enfer, c'est vraiment les autres. Surtout quand nous sommes 7,6 milliards. Ah, que la voiture était belle quand seuls quelques privilégiés en possédaient une!

Le premier ministre tente d'apaiser la fronde en recevant les «gilets jaunes»

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr Mis à jour le 29/11/2018 à 09:09 Publié le 29/11/2018 à 08:36



Édouard Philippe entame des élus des collectivités territoriales GONZALO FUENTES/REUTERS

VIDÉO - Le premier ministre prépare ce jeudi et vendredi la «grande concertation» locale de trois mois, voulue par Emmanuel Macron. Dans ce cadre il va recevoir les membres du Conseil national de la transition énergétique (CNTE) ainsi qu'une délégation de «gilets jaunes».

Le gouvernement tente de reprendre la main sur le mouvement des «gilets jaunes». Alors qu'un nouvel appel à manifester samedi à Paris sur les Champs Élysées a été lancé, le premier ministre entame ce jeudi matin deux jours de consultations à Matignon pour organiser la «grande concertation» locale de trois mois, voulue par Emmanuel Macron. L'objectif: «proposer des solutions pratiques» adaptées aux territoires afin d'apaiser la grogne des «gilets jaunes».

Durant deux jours, les membres du Conseil national de la transition énergétique (CNTE), un organe consultatif sur l'environnement et l'énergie qui réunit 50 membres de divers horizons, vont défiler à Matignon. L'idée, c'est de définir une méthode de travail pour définir une solution concrète d'accompagnement» de la transition écologique, a expliqué mercredi Édouard Philippe sur BFMTV qui a par ailleurs confirmé la hausse des taxes sur les carburants au 1er janvier. La forme exacte de cette concertation nationale, qui doit durer trois mois, reste à établir. Édouard Philippe a donné quelques pistes: il souhaite que des représentants des «gilets jaunes» y participent et que ces débats aient lieu dans plusieurs villes de chaque département.

Philippe prêt à recevoir une délégation «représentative» de «gilets jaunes»



Au lendemain du discours d'Emmanuel Macron sur la transition écologique, les invités politiques des matinales de ce 28 novembre réagissent.

Huit «gilets jaunes» seront reçus vendredi

Ce sont des élus des collectivités territoriales qui entament le bal à 9 heures. Ils seront suivis des représentants du patronat à 11h30, des associations de la société civile attendues à 15h30, puis de parlementaires à 17 heures. Vendredi, Édouard Philippe reçoit les représentants des syndicats à 9 heures, puis le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), également membre du CNTE, Patrick Bernasconi.

En outre, des porte-parole des «gilets jaunes» ont annoncé qu'une délégation sera reçue à Matignon vendredi, à 14 heures. Matignon a confirmé ce rendez-vous, précisant que François de Rugy, le ministre de l'Écologie sera également présent. Éric Drouet, l'un des porte-parole des «gilets jaunes» déjà reçu mardi par le ministre de l'Écologie, a d'ores et déjà décliné cette invitation, estimant avoir déjà «ouvert le dialogue» avec le gouvernement. Avec Priscillia Ludosky, la seconde «gilet jaune» à participer à la réunion mardi dernier avec François de Rugy, il a soumis des doléances, et est ressorti «déçu», déclarant n'avoir pas senti chez le gouvernement d'«envie d'améliorer le sort des gens». Réitérant l'appel à manifester samedi, il estime que la délégation qui va être reçue par Édouard Philippe n'est pas représentative de l'ensemble des «gilets jaunes», écrit-il sur sa page Facebook «La France énervée».

Dans le Vaucluse, les "foulards rouges" s'organisent contre les gilets jaunes

<https://www.huffingtonpost.fr/> POLITIQUE 29/11/2018 23:46 CET | Actualisé il y a 11 heures Par Romain Herreros

Un groupe Facebook comptant près de 800 membres vient de voir le jour et entend faire respecter "l'État de droit".

GILETS JAUNES - "Puisque le préfet et les forces de l'ordre ne souhaitent pas faire respecter l'Etat de droit, le mouvement citoyen 'foulards rouges' le fera lui-même, sans violence, mais avec détermination". Voilà ce que promet la page Facebook des "Foulards rouges" créée le 26 novembre à destination des internautes du Vaucluse qui s'opposent aux gilets jaunes. Trois jours après sa création, la page compte 800 membres.

Auprès du *Dauphiné libéré*, l'un de ses créateurs, John Christophe Werner, explique que l'objectif est de rassembler "les citoyens qui sont pénalisés tous les jours par les méthodes des gilets jaunes". À la manière de ses adversaires sur le réseau social, l'intéressé a également relayé cet appel sur sa page Facebook personnelle (mais publique).



Capture Facebook Capture d'écran de l'appel de John Christophe Werner

Sur cette page, les internautes ne cachent pas leur exaspération envers les "extrémistes" gilets jaunes et se partagent des informations concernant les blocages routiers observés dans la région. Car c'est bien de cela dont il est question dans ce groupe: la liberté de circulation. Témoignages, modes d'actions, blagues potaches... On trouve un peu de tout dans ce groupe qui -

paradoxalement- ressemble dans son organisation à celles des gilets jaunes. À ceci près qu'aucune "fake news" n'y a pour l'heure été partagée.

"Toujours sans violence"

"Si les foulards rouges se coordonnent, cela peut parfaitement être faisable de débloquent des ronds-points, à condition d'intervenir au bon moment. N'essayez bien évidemment pas de le faire seul. Toujours sans violence, et si vous sentez que les gilets jaunes pourraient devenir violents, vous repartez, ou restez en retrait, appelez les forces de l'ordre, et reprenez votre intervention en leur présence après leur avoir expliqué ce que vous voulez faire", prévient l'un des administrateurs, en conclusion d'un témoignage d'une tentative de déblocage d'accès à l'autoroute.

"Soyons vigilants, attention à ne pas monter le peuple français les uns contre les autres. Soyons intelligents dans les paroles et les actes", avertit un autre, affichant foulard rouge en photo de profil. En attendant de gagner en visibilité et de savoir quels modes d'actions adopter, des "foulards rouges" imitent les gilets jaunes, en affichant leur couleur sur leur tableau de bord.



Capture Facebook Foulards rouges

Renseignement

Universités, entreprises... Comment la Chine espionne la France

Challenges Monde Asie-Pacifique <https://www.challenges.fr/> Par Antoine Izambard le 25.11.2018 à 08h00 Abonnés

Les services secrets chinois comptent 200 000 agents. Les fournisseurs français « à valeur ajoutée » font partie de leurs cibles.



Le siège de la DGSI, à Levallois-Perret. Plus de 4 000 cadres et employés ont été « approchés » ces derniers mois par Pékin, principalement sur LinkedIn, selon les services de renseignement français. Romain Beurrier/Rea

MSE. Ces trois lettres résonnent de plus en plus dans les couloirs austères de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), à Levallois-Perret. Elles désignent le gigantesque ministère de la Sécurité d'Etat, le plus important des sept services de renseignement de la République populaire de Chine, qui s'appuie sur une armée de 200 000 agents (contre 4 000 pour la DGSI et 6 000 pour la DGSE). « Le MSE est avec la CIA l'agence la plus efficace au monde en matière de renseignement économique, décrit un ancien ponton du contre-espionnage français. En France, il se concentre notamment sur des sous-traitants à haute valeur ajoutée et les DOM-TOM. »

500 faux profils créés

Le MSE a également été pointé du doigt par le renseignement français pour son activisme sur les réseaux sociaux professionnels, comme l'a révélé Le Figaro le 23 octobre. Selon le quotidien, la DGSI et la DGSE ont pu établir que plus de 4 000 cadres et employés ont été « approchés » ces derniers mois par Pékin, principalement sur LinkedIn. Les agents du MSE avaient pour cela créé plus de 500 faux profils dans le but « de pénétrer à des fins d'espionnage les plus hautes sphères de l'administration, des cercles du pouvoir et des grandes entreprises françaises », précise une note du renseignement tricolore.

Les modes opératoires des espions de Pékin sur le sol français ne se limitent bien sûr pas à LinkedIn. Les 35 000 étudiants chinois présents en France constituent un vivier fécond. « L'affaire Li li Whuang [stagiaire chinoise condamnée en 2007 pour espionnage chez Valeo] a rappelé à quel point nos entreprises doivent être vigilantes sur cette question », indique la DGSI, qui organise chaque année environ 1 200 conférences pour sensibiliser les milieux économiques français sur le sujet, mais aussi sur les risques liés à la cybersécurité.

La communauté scientifique française est également une proie de choix pour les maîtres espions de l'empire du Milieu. Ces quinze dernières années, les services secrets chinois ont ainsi « tamponné » plusieurs chercheurs exerçant en France. L'un d'eux, en poste au CNRS à Strasbourg, a même été pris la main dans le sac, en 2006, alors qu'il allait embarquer pour Canton, son attaché-case rempli de produits chimiques « sensibles », qu'il transportait sans autorisation. Un cas similaire a été éventé par le contre-espionnage français, à Rennes, concernant un chercheur travaillant sur des matériaux de vision nocturne utilisés dans le domaine militaire.

La sous-direction K de la DGSI, en charge de la contre-ingérence économique sur le territoire national, et la DGSE veillent aussi de près sur les cadres des grandes entreprises françaises qui pourraient être tentés de « passer à l'Est ». En 2012, après une altercation avec son ministre de tutelle, Eric Besson, le numéro deux d'EDF, Hervé Machenaud, chargé de négocier un accord dans le nucléaire avec Pékin, avait par exemple fait l'objet d'une enquête de la DGSE. Laquelle n'avait pas débouché sur des découvertes compromettantes.

Numéros de téléphone captés

La Chine, qui dispose d'un centre d'écoutes satellitaires en Ile-de-France, comme l'a révélé L'Obs en 2014, sait aussi jouer sur d'autres terrains. Selon nos informations, le contre-espionnage a ainsi détecté, lors du Salon Milipol sur la sécurité intérieure, un IMSI-catcher de l'armée chinoise chargé de capter les numéros de téléphone des personnes présentes. En pleine négociation avec Pékin sur une commande de 160 avions Airbus, Paris n'a pris aucune mesure de rétorsion.

QUATRE CIBLES REPÉRÉES

► Sociétés
associées
aux avatars des
espions chinois
sur LinkedIn

AFEC

Association
France-Euro-Chine

CSEDS

Center for
Sino-Europe
Development
Studies

GROW HR

Grow Human
Resources

HAIEEST

Hangzhou
Association for
International
Exchange of
Economy, Science
and Technology

Sécurité

L'interdiction de signaler les contrôles policiers disparaît de la loi transports

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 27/11/2018 à 18:33



L'association 40 millions d'automobilistes a salué «une grande victoire». FRED TANNEAU/AFP

Une mesure permettant aux autorités d'interdire ponctuellement aux applications d'aide à la conduite comme Waze ou Coyote de relayer les informations sur la présence de barrages de police a disparu du projet de loi d'orientation des mobilités (LOM).

Waze et Coyote peuvent souffler. Une mesure figurant à l'article 24 de l'avant-projet de loi d'orientation des mobilités publié en août, qui permettait d'interdire aux applications d'aide à la conduite de rediffuser des messages de leurs utilisateurs signalant la présence de forces de l'ordre opérant notamment des contrôles d'alcoolémie ou recherchant des personnes enlevées ou en fuite (alerte enlèvement, terrorisme, trafic d'armes...), durant une durée de trois heures à 24 heures, a été retirée du projet de loi.

Cette disposition faisait partie d'un train de mesures annoncées par le premier ministre Édouard Philippe le 9 janvier lors d'un Conseil interministériel de sécurité routière (CISR). L'article 31 du projet de loi, présenté lundi en Conseil des ministres et doté d'une nouvelle numérotation, reprend les mesures relatives à la sécurité routière (sanctions contre l'usage du téléphone au volant, éthylotest antidémarrage...), mais aucune ne concerne le signalement des contrôles routiers.

«Il y a eu des ambiguïtés sur le fait que cette mesure pourrait être utilisée pour des contrôles de la vitesse, alors qu'il concerne en réalité des comportements très graves, de criminalité notamment. Dans le contexte actuel, le gouvernement souhaite un temps de pédagogie supplémentaire», a indiqué à l'AFP une source proche du dossier. «Ce n'est pas abandonné, mais il faut prendre le temps de dissiper les doutes», a ajouté cette source.

«Une grande victoire» pour 40 millions d'automobilistes

L'association 40 millions d'automobilistes a salué «une grande victoire». «L'État a compris qu'interdire la diffusion ponctuelle des signalements routiers revenait non seulement à mettre sur pied une usine à gaz, mais aussi à formuler une véritable déclaration de guerre contre les usagers de la route, déjà pris à la gorge par une quantité astronomique de mesures les mettant en difficulté au quotidien et impactant directement leur mobilité et leur pouvoir d'achat», a estimé le délégué général de l'association.

Depuis dix jours, le mouvement des «gilets jaunes» proteste partout en France contre la hausse des prix du carburant et, plus généralement, contre la politique fiscale du gouvernement et pour la baisse du pouvoir d'achat.

Les musulmans de France ouverts à des changements de la loi de 1905



Reuters 23 novembre 2018



Les représentants français du culte musulman ne sont pas hostiles à une modification de la loi 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat à laquelle réfléchit le gouvernement dans le cadre de son plan d'organisation de l'islam de France. /Photo d'archives/REUTERS/Siobhan Gorman

PARIS (Reuters) - Les représentants français du culte musulman ne sont pas hostiles à une modification de la loi 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat à laquelle réfléchit le gouvernement dans le cadre de son plan d'organisation de l'islam de France.

"On ne sera pas offensés par une éventuelle modification de la loi de 1905 qui a un intérêt pour tous les cultes", a déclaré vendredi à Reuters Ahmet Ogras, le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), après une réunion jeudi soir avec le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Anouar Kbibech, vice-président de l'instance représentative du culte musulman, a insisté sur les "conditions" posées par le CFCM à "un dialogue et une concertation approfondis : qu'il n'y ait pas d'amalgame entre islam, islamisme et terrorisme".

La réforme de la loi de 1905, si elle est décidée, s'appliquera à tous les cultes, bien que l'islam soit particulièrement visé dans le sillage des attentats de 2015 et des fermetures de mosquées décidées lors de l'état d'urgence.

"Il y a un travail préalable de concertation en cours avec les représentants des cultes, mais aussi avec les représentants des sensibilités laïques", indique-t-on dans l'entourage du ministre de l'Intérieur.

Outre l'objectif de transparence des associations qui gèrent les lieux de culte, et d'amélioration de leur gouvernance, il s'agit également de mieux faire respecter l'ordre public.

Dès le premier euro

La France compte quelque 2.500 mosquées et salles de prière musulmanes mais nombre d'entre elles sont gérées par des associations classiques dites "loi de 1901", pour des raisons historiques, d'ignorance des textes et aussi parce que cela leur permet de gérer certaines activités culturelles en même temps.

L'encadrement des associations culturelles "loi de 1905" étant plus strict que celui, général, de la loi de 1901, il s'agit d'aligner les deux régimes sur certains points pour tenir compte de cette réalité.

"L'enjeu est de soumettre les associations qui font l'exercice public du culte à des obligations communes, quel que soit leur statut juridique", explique-t-on au ministère.

Ce "cadre" juridique qu'Emmanuel Macron avait promis en juillet pour cet automne, ne devrait pas être dévoilé avant janvier 2019 et le chef de l'Etat a évoqué mardi devant la communauté française à Bruxelles "des choix importants sur l'organisation des religions".

Parmi les pistes à l'étude : étendre l'obligation de publier des comptes dès le premier euro, en vigueur depuis août 2018 pour les associations loi de 1905, aux lieux de culte sous le régime

1901. Aujourd'hui, seules les associations recevant des dons supérieurs à 153.000 euros doivent publier des comptes.

Montrer patte blanche

Le gouvernement réfléchit aussi à la possibilité d'obliger les associations à déclarer leurs financements étrangers et à publier un état de leurs lieux de culte afin d'identifier quel lieu est rattaché à quelle association.

Le ministre de l'Intérieur a également dit au CFCM son souhait que les dons supérieurs à 10.000 euros soient déclarés, indique Anouar Kbibech, mais qu'il s'agissait d'"une simple déclaration, et pas d'une autorisation."

Les deux types d'associations étant mises à égalité en matière de transparence, et comme les 1905 bénéficient de certains privilèges, notamment de permettre à leurs donateurs de déduire leurs offrandes de leurs impôts, les "1901" pourraient être incitées à changer de statut.

Il s'agirait désormais de montrer patte blanche et de faire reconnaître sa qualité cultuelle au moment de la déclaration en préfecture. L'association se verrait ainsi accorder par le préfet une sorte de label de qualité cultuelle.

"Le ministre nous a dit que ce label pourrait être remis en cause au bout de cinq cas dans deux cas d'extrême gravité : s'il s'avère que le lieu de culte reçoit des dons d'un organisme lié au terrorisme ou s'il met en péril l'ordre public", indique Anouar Kbibech.

Enfin, en matière de respect de l'ordre public, l'interdiction d'organiser des réunions politiques dans les lieux de culte serait réaffirmée. Il s'agirait de remettre en vigueur les sanctions (peine de prison et amendes) pour non-respect de cette obligation en les renforçant. Ces sanctions ne sont actuellement pas applicables, car elles n'ont pas été inscrites dans le nouveau code pénal de 1992.

Quant aux appels à la haine et au meurtre qui pourraient être lancés par certains prédicateurs, ils sont déjà réprimés par la loi, mais les associations pourraient désormais être tenues responsables de ce qui se dit dans leurs murs et pourraient être passibles de sanctions en cas de laisser-faire.

(Danielle Rouquié avec Jean-Baptiste Vey, édité par Yves Clarisse)

Les «gilets jaunes» annoncent-ils un glissement de la France sur la pente italienne?

Politique / Société <http://www.slate.fr/> Gaël Brustier — 26 novembre 2018 à 16h06 — mis à jour le 26 novembre 2018 à 16h32

À bien des égards, les manifestants français ressemblent au peuple des «grillini», les partisans du Mouvement 5 Étoiles italien.



Cette France des ronds-points apparaît comme la victime trop souvent ignorée de la crise de 2008. | Jamain via Wikimedia Commons License by

Les «gilets jaunes» sont incontestablement des enfants de la crise. Ils sont un peu le «Nuit Debout» de la France périphérique et rurale, celle qui a besoin de la bagnole pour vivre ou survivre, une sorte de «parti pirate» de la France de ces pavillons, dont l'achat à crédit contribue à rendre les fins de mois difficiles mais dont l'acquisition constitue le dernier rêve relativement accessible pour des millions de Français.

Les «gilets jaunes», c'est le parfait envers du rêve français, modelé depuis 1965 et les Trente Glorieuses, cette société des «deux Français sur trois», dont le négatif saisissant hante désormais

la vie sociale et politique. Mais les «gilets jaunes» s'inscrivent aussi dans une réalité plus vaste, perceptible à l'échelle continentale sinon occidentale.

Une Italie et une France sans croissance

Ces «gilets jaunes» ont ainsi des cousins transalpins. Ils ressemblent en effet aux *grillini*, les partisans du comique et tribun Beppe Grillo, fondateur du très populiste Mouvement 5 Étoiles. Les électeurs du M5S sont, sur un plan idéologique et historique, les orphelins du rêve de Berlinguer, défunt leader du communisme italien, et les victimes de la trahison du «contrat» passé par Silvio Berlusconi avec cette Italie-là à partir de 1994.

Ils sont aussi pour beaucoup à la fois les victimes de la crise de 2008 et de la stagnation des années Berlusconi, celle de la décennie 2000, marquée par un véritable surplace économique et par la précarisation de pans entiers de la société italienne, au premier rang desquels une jeunesse réduite à squatter le domicile des parents et à gagner, au mieux, 1.000 euros par mois. Cette Italie-là a identifié les causes économiques de son marasme à la défaillance massive de la classe politique italienne de la Seconde République, née de l'effondrement de la Première sous les coups des juges et par l'entrée en lice de Berlusconi.

Les «gilets jaunes» déploient deux catégories de critiques. D'abord, ils estiment être les principales victimes de la crise. De fait, cette France des ronds-points apparaît bien comme la victime trop souvent ignorée de la crise de 2008, mais aussi du véritable décrochage des classes moyennes depuis une trentaine d'années. On a parlé, les concernant, de «France périphérique», de «descenseur social», de «France des petits moyens», mais aussi des «gars du coin».

À l'évidence composite, cette France en gilet jaune, souvent plus dépendante qu'amoureuse de sa voiture, se retrouve perdante de la promesse vieille de cinquante ans d'une «moyennisation» heureuse de la société française comme elle se retrouve, en tant que «France qui se lève tôt», trahie par la promesse sarkozyste de 2007 et, *last but not least*, non moins orpheline de la gauche française, de plus en plus distante vis-à-vis de ces groupes sociaux jadis plutôt favorables au PS ou au PCF. À l'instar de l'Italie des années 2000, c'est une France sans croissance que cette France des «gilets jaunes», déconnectée des métropoles, privée de force tribunicienne et peinant à ériger une contre-culture face à celle des élites du pouvoir.

Les deux mouvements –l'un partisan, l'autre des ronds-points– empruntent entre autres aux cultures et traditions de gauche et de droite. Sur les barrages, aspirations «de gauche» et «de droite» cohabitent.

Des Grillo spontex

L'Italie de Beppe Grillo avait rencontré son tribun. C'était, dans chaque cité de la péninsule, un spectacle autant qu'un meeting que l'on venait écouter quand le camping-car de Grillo passait et que les réseaux sociaux avaient battu le rappel. De ce côté-ci des Alpes, pas de tribun, pas de meeting, mais des attroupements significatifs sur les ronds-points du pays, convoqués *online* via les réseaux sociaux. Les ronds-points, ces symboles d'un urbanisme consubstantiel à un modèle économique désormais remis en cause, articulent les différentes facettes de cette «France moche» faite de zones commerciales ou d'activité, de zones pavillonnaires et de centres-villes désertés et moribonds. Les «gilets jaunes» ont tout de *grillini* qui n'auraient pas trouvé leur Grillo. Un *grillisme* spontex, en quelque sorte.

Les vies politiques de nos pays ne sont pas sans points communs. Les «gilets jaunes» émergent alors que gouverne une réplique assez exacte de ce qu'a été le renzisme en Italie. En chute libre, LREM et Emmanuel Macron font penser au PD de Matteo Renzi avant sa débâcle spectaculaire. Quant à la droite héritière du sarkozysme, on ne peut que remarquer un déclin assez similaire à celui que connaît –de façon désormais paroxystique– le parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia. Dans les deux pays, les partis de gouvernement du régime s'enfoncent dans un marasme sépulcral tandis que contestations démocratiques, économiques, réponses populistes et subversivisme flambent.

Effritement des grandes identités politiques

Les «gilets jaunes» forment à l'évidence les bataillons d'une France qui, jusqu'à présent, n'avait pas connu son «mouvement social». Celui-ci est assez typiquement un moment «économico-corporatif», c'est-à-dire exposant les griefs et demandes matérielles d'une partie notable de la population, qui se découvre solidaire mais qui n'a pas développé d'appareil idéologique et politique cohérent. Il déploie néanmoins aussi un discours très largement partagé de contestation démocratique et de mise en cause de la légitimité des gouvernants successifs du pays depuis au moins trois décennies. Cela traduit un mouvement vers la politisation, encore fragile mais réel. À l'évidence, cette contestation n'a ni outil partisan, ni appareil idéologique sophistiqué. Elle est dépourvue de lien avec d'autres groupes sociaux, comme ceux qui ont porté Nuit Debout et qui pourraient jouer un rôle de dirigeants.

Les *grillini* sont évidemment à un stade de développement idéologico-politique bien plus sophistiqué que le mouvement naissant des «gilets jaunes», ne serait-ce que par la sédimentation des actes et paroles politiques depuis une décennie. Le M5S parvient en effet, quant à lui, à articuler des demandes et des colères diverses montées de la société italienne et à leur donner un débouché électoral et politique. Avec ses faiblesses, le M5S est parvenu à subvertir le clivage gauche-droite et à faire s'effondrer le système partisan existant de 1994 dans la Botte. La France des ronds-points n'en est pas encore là, même si sa contestation est dirigée contre les gouvernants d'aujourd'hui, d'hier et d'avant-hier.

Au départ, le grillisme s'est organisé via le site Meetup et partage avec les «gilets jaunes» le fait d'organiser *online* et *offline* une contestation au sein de laquelle l'individu est relativement autonome. Il y a du «parti pirate» dans les «gilets jaunes» comme dans le M5S. Une contestation 2.0, au nom de la démocratie idéale, par des individus largement autonomes, connectés.

Le M5S comme les «gilets jaunes» sont typiques de l'Europe de la crise. Ils agglomèrent les perdants du système économique et ceux qui sont défiants envers les systèmes partisans et régimes politiques, jugés responsables des effets de la crise. Sur les ronds-points de France, une réplique de la crise de 2008 est en train de frapper.

Face à la colère des «gilets jaunes», l'exécutif plie pour ne pas casser

Politique / Société <http://www.slate.fr/> Frédéric Says — 26 novembre 2018 à 11h02 — mis à jour le 26 novembre 2018 à 12h05

Même s'il affiche officiellement sa fermeté, le gouvernement tente de déminer un à un les motifs de colère.



Manifestation des «gilets jaunes» à Rochefort (Charente-Maritime) le 24 novembre 2018. | Xavier Leoty / AFP

Martial et inflexible. La seule réaction d'Emmanuel Macron après la manifestation parisienne des «gilets jaunes», samedi 24 novembre, fut pour dénoncer les violences.



Emmanuel Macron

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Merci à nos forces de l'ordre pour leur courage et leur professionnalisme. Honte à ceux qui les ont agressées. Honte à ceux qui ont violenté d'autres citoyens et des journalistes. Honte à ceux qui ont tenté d'intimider des élus. Pas de place pour ces violences dans la République.

[45 k](#)

[22:17 - 24 nov. 2018](#)

Pas un mot, donc, pour les familles parties à l'aube de Lorraine, du Nord, de Bretagne afin de faire entendre leur colère à la capitale. Pas une phrase pour les milliers de covoitureuses et covoitureurs pourvus de gilets phosphorescents, «montés à Paris» pour dire leur souffrance à quelques mètres des institutions.

Pas un mouvement d'ultra-droite

Certes, les violences des Champs-Élysées ne doivent pas être occultées. Mais aux abords de la «plus belle avenue du monde» –un surnom légèrement surfait ce jour-là– c'est avant tout la grande diversité des profils qui fut frappante. D'un côté, des groupes parfaitement rompus aux manifestations qui dégénèrent, pourvus de masques, de lunettes, de sérum anti-lacrymogène. De l'autre, des commerçants, des artisans, des retraités, des employés de PME, largement majoritaires –et déboussolés par la tournure des événements.

Scène vue, rue du Faubourg Saint-Honoré, à quelques dizaines de mètres du barrage policier qui protège l'Élysée: un groupe de jeunes «gilets jaunes» renverse une poubelle et tente de monter une barricade. D'autres «gilets jaunes» les repoussent et... nettoient la chaussée. La veste phosphorescente recouvre en réalité beaucoup de primo-manifestants, surpris par la «casse» autant que par les charges de CRS.

La dénonciation de l'ultra-droite n'explique donc pas grand-chose de la mobilisation. Elle est, pour le gouvernement, une manière de se rassurer à bon compte. Et de dissuader les hésitants. La «*reductio ad ultra-droite*» masque surtout les centaines de rassemblements qui ont eu lieu en régions, pacifiques dans leur grande majorité. La carte des mobilisations n'épouse d'ailleurs en rien celle du vote pour Marine Le Pen, comme l'a montré le démographe Hervé Le Bras.

Tout cela, bien sûr, l'exécutif en est conscient. Il note la persistance de la mobilisation, son soutien toujours massif dans l'opinion, ses relais toujours à l'affût au sein de la classe politique. Ce dimanche sur France 3, Ségolène Royal a appelé au «*retrait des taxes*» et à «*l'apaisement*». Sur LCI, Marine Le Pen a demandé au gouvernement de «*répondre*» aux attentes des manifestants.

D'autres difficultés à venir

La «Macronie» elle-même fait part de ses doutes. François Bayrou, soutien historique, regrette une «*rupture*» et réclame «*un nouvel acte du quinquennat, civique, social et populaire*». Bruno Le Maire, le ministre des Finances, affirme que les «*les impôts et les taxes, ça suffit!*». Comme s'il régnait un léger affolement au «*sommet*», pour reprendre l'expression d'Emmanuel Macron.



[Emmanuel Macron](#)

✓ [@EmmanuelMacron](#)

Les Français veulent qu'on les écoute et qu'on les considère. Cette réconciliation entre la base et le sommet, c'est le cœur de la tâche qui m'attend pour les prochains mois.

[9 634](#)

[01:35 - 15 nov. 2018](#)

Car le gouvernement sait que d'autres difficultés sont à venir. Au 1^{er} janvier 2019, une nouvelle hausse des taxes sur le carburant entrera en vigueur (+6,5 centimes sur le litre de gazole, +2,9 sur l'essence). À l'agenda également: les réformes de la fonction publique, des retraites, de l'assurance chômage peuvent drainer de nouvelles cohortes de mécontents. Sans oublier le prélèvement à la source, et son impact psychologique, sur les fiches de paie le 31 janvier prochain...

Dès lors, pour ne pas casser, l'exécutif plie. Certes, il ne peut reculer –pour l'instant– sur la hausse des taxes sur le carburant, sauf à se renier. Mais pour toutes les autres mesures qui

touchent à la «bagnole», Emmanuel Macron a les deux pieds sur le frein. Le projet de péages à l'entrée des villes, annoncé en octobre par le ministre de la Transition écologique? Effacé du projet de «loi mobilité», présenté ce lundi 26 novembre en conseil des ministres. L'instauration d'une vignette pour les poids lourds? Envolée jusqu'à nouvel ordre.

«Ce n'est pas quand ça souffle qu'il faut changer de cap», plastronnait pourtant Édouard Philippe sur France 2. Il faut croire que maintenir le cap n'empêche pas quelques coups de gouvernail.

La pétition des gilets jaunes talonne celle contre la loi Travail

Société Records Par Magazine Marianne <https://www.marianne.net/> Publié le 30/11/2018 à 10:24



A l'origine de cette pétition, Priscillia Ludosky, vendeuse de cosmétiques. - PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

La pétition des gilets jaunes en ligne, lancée fin mai par Priscillia Ludosky et réclamant une "baisse des prix du carburant à la pompe", a dépassé ce jeudi 28 novembre le million de signatures. Elle devient ainsi la deuxième la plus signée de l'histoire de la plateforme change.org, créée en 2012.

C'est le point de départ du mouvement des gilets jaunes. **La pétition lancée à la fin du mois de mai par Priscillia Ludosky sur change.org pour exiger "la baisse des prix" du carburant recueille, ce vendredi 30 novembre, plus de 1.061.000 signatures.** En dépassant jeudi la barre symbolique du million, elle est devenue la deuxième pétition la plus signée sur la plateforme, juste derrière celle demandant le retrait de la loi Travail de Myriam El Khomri, qui avait été soutenue en 2016 par plus de 1,3 million de signataires.

L'origine de la fronde des gilets jaunes

Cette pétition en ligne demande *"une baisse des prix à la pompe"*, première revendication des gilets jaunes. *"Il est tout à fait honorable que nous cherchions des solutions pour circuler en polluant le moins possible notre environnement. Mais la hausse des taxes imposée par le gouvernement n'est pas la solution"*, clame-t-elle.

Elle dessine plusieurs pistes qui pourraient se substituer à cette hausse des taxes : *"Proposer des offres de reprises (pour les véhicules jugés polluants, ndlr) et réguler les prix trop élevés des véhicules électriques pour faciliter leur acquisition par nous citoyens"* ou encore *"donner pour objectif aux entreprises de proposer une alternative (telle que le télétravail, ndlr) aux employés ayant demandé une mutation pour raison de déménagement ou obligation familiale"*.

Si la fronde des *"gilets jaunes"* a démarré sur la question des prix des carburants, notamment après l'annonce par le gouvernement de la hausse des taxes pour janvier 2019, les revendications ont évolué à partir du 17 novembre, jour de leur première mobilisation sur le terrain. Notamment autour de la question du pouvoir d'achat.

Un engagement contre l'hypocrisie des taxes au nom de la transition écologique

A la sortie de la rencontre organisée mercredi entre le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, et deux représentants des gilets jaunes, Eric Drouet et Priscillia Ludosky, ces derniers ont ainsi partagé toute une liste de doléances sociales : baisse des charges patronales, hausse des aides publiques pour l'embauche en CDI et en CDD, hausse du Smic, respect de la parité homme-femme en matière de rémunération, augmentation des pensions de retraite et des aides financières aux étudiants et enfin la réévaluation de l'aide personnalisée au logement (APL).

Aujourd'hui, comme en témoigne sa rencontre avec François de Rugy, cette vendeuse de cosmétiques à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) est désormais l'une des porte-parole du mouvement, quelques mois après le lancement de cette pétition. Au *Monde*, ce 28 novembre, elle

justifiait son engagement par l'hypocrisie de l'augmentation des taxes "au nom de la transition écologique".

Pour le mouvement, la prochaine échéance a été fixée pour ce samedi 1^{er} décembre. Une manifestation se tiendra sur les Champs-Élysées, à Paris. Eric Drouet, l'une des figures des gilets jaunes a même annoncé ce mercredi leur volonté de "continuer comme ça, tous les samedis, sur les Champs-Élysées". Un nouveau rendez-vous justifié par le "sentiment" qu'il n'y a "pas de réelle envie d'améliorer le sort des gens" par le gouvernement.

Sport

Trophée de France : Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron écrasent déjà la concurrence avec un nouveau record du monde

Patinage <https://sport.francetvinfo.fr/> Publié le 24/11/2018 à 17:40 , modifié le 24/11/2018 à 18:16



Sur leur nouveau programme libre, Papadakis et Cizeron ont offert une magnifique partition. | JEAN-PIERRE CLATOT / AFP

Une véritable démonstration. Déjà somptueux lors de la danse courte vendredi, les Français Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron ont offert une magnifique partition en danse libre ce samedi après-midi pour leur reprise et à l'occasion du Trophée de France à Grenoble. Les champions du monde en titre et vice-champions olympiques remportent très largement la compétition avec trois nouveaux records du monde au compteur.

Pour leur première sortie, ils n'en demandaient pas tant. Détenteurs de tous les records du monde à nombreuses reprises, **Gabriella Papadakis et Guillaume Cizeron** viennent d'exploser la marque sur la danse libre (132.65 points), effaçant des tablettes les 124.94 points des Russes **Alexandra Stepanova et Ivan Bukin**, qui avaient jusqu'à présent le meilleur libre de la saison. Dans le même temps, ils améliorent largement leur record sur le combiné des points (216.78 pts), soit près de dix points de mieux que leur précédent record ! Les vice-champions olympiques démarrent leur saison de la plus belle des manières en laminant la concurrence. Au final, ils devancent très largement les Russes **Victoria Sinitsina et Nikita Katsalapov** (200.38 pts) puis les Canadiens **Piper Gilles et Paul Poirier** (188.74 pts).



Quentin Ramelet @Quentin_Ramelet

Comment le handball féminin est sorti de l'ombre

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Handball mardi 27 novembre 2018



La France s'apprête à accueillir le championnat d'Europe féminin de handball. Le statut des Bleues a considérablement évolué ces dernières années. Elles n'ont plus rien à envier aux garçons.

À partir de ce jeudi, la France accueille le championnat d'Europe féminin de handball. Il y a bien eu des Mondiaux sur le territoire, en 1970, 2001 et 2017 pour les garçons, et 2007 pour les filles, mais jamais un Euro. Ce sera donc une grande première.

Un an après l'organisation du Mondial masculin, la France remet donc son bleu de chauffe avec l'espoir de connaître la même fête populaire et sportive. **« L'organisation de cet Euro s'inscrit dans la politique fédérale d'égalité entre les garçons et les filles, et dans le plan de féminisation mis en place voici plusieurs années par la Fédération, explique Sylvie Pascal Lagarrigue, présidente du comité d'organisation. Cet événement doit contribuer à asseoir la place des femmes dans notre sport. »**



(Photo : Ouest-France)

Effectivement, pas facile d'exister face aux Bleus de Nikola Karabatic qui dominent la planète handball depuis de nombreuses années. Mais les Françaises ont prouvé ces dernières années qu'elles pouvaient, elles aussi, briller au plus haut niveau : championnes du monde (2017), vice-championnes olympiques (2016) et 3^e du dernier Euro (2016).

La formation d'Olivier Krumbholz, revenu à la tête de l'équipe de France en 2016, suit donc la même voie que les garçons. **« À une époque, il y avait une vraie différence entre les garçons qui gagnaient tout et nous qui étions en retrait, mais finalement, on a fait les mêmes médailles aux derniers Jeux et Mondial, relève la demi-centre Estelle Nzé-Minko. On construit notre histoire avec du retard, mais on commence à exister. »**

« Une grande avancée »

Un manque de reconnaissance qui s'amenuise au fil du temps. Notamment grâce à une équipe de France qui brille et un championnat de France mieux exposé. Certaines rencontres sont désormais télévisées. **« Il y a eu une grande avancée, reconnaît Allison Pineau, demi-centre des Bleues. La retransmission des matchs en clair à la télé permet de toucher un public différent. »**

Cette exposition a également des retombées sur le championnat puisque toutes les joueuses sont désormais professionnelles. À titre d'exemple, le Brest Bretagne Handball a été le premier club français à rémunérer ses joueuses sur les mêmes bases que les garçons. **« En quoi ce serait choquant que les filles soient rémunérées comme les garçons ? »** argumente Gérard Le Saint, le président brestois.



Cléopâtre Darleux (au centre), l'une des trois Brestoises titrées l'an passé. (Photo : AFP)

Le club breton affiche un budget de 5 millions d'euros, soit l'équivalent du 4^e ou 5^e budget masculin. À noter également que quatre joueuses du championnat affichent un salaire à cinq chiffres. Preuve que le statut des joueuses a pris une autre dimension.

Championnat référent

Autres éléments significatifs, 35 joueuses évoluant en France seront présentes à l'Euro. Le reflet d'un championnat attractif. « **Le championnat a bien évolué c'est certain**, souligne la Néerlandaise Ailly Luciano qui évolue à Metz depuis 7 ans. **Nous avons une adversité de plus en plus forte, et la LFH est devenue une référence sur la scène européenne.** »

Et la capitaine des Bleues, Siraba Dembélé-Pavlovic, d'enfoncer le clou : « **On peut même dire que le championnat de France est aujourd'hui plus fort que celui de Russie ou de Macédoine. C'est pour cela que de nombreuses internationales étrangères veulent venir jouer en France.** »

Cet Euro sera aussi une vitrine du savoir-faire français. Reste juste aux Bleues à valider tout cela par un premier titre européen. Histoire de s'affirmer un peu plus.

GRANDE-BRETAGNE

BREXIT

Brexit: quelles sont les prochaines étapes ?

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 25/11/2018 à 14:59 Publié le 25/11/2018 à 11:52



Après le feu vert donné dimanche par les dirigeants de l'UE, le suspense est loin d'être terminé pour l'accord de divorce avec le Royaume-Uni, avec notamment un prochain vote à haut risque du parlement britannique. Theresa May a immédiatement appelé ce dimanche les membres du parlement à soutenir l'accord avant de déclarer que si le Royaume-Uni le rejetait, "l'incertitude serait plus grande".

Voici les principales étapes que devra encore franchir l'accord de divorce avant le départ des Britanniques de l'Union, programmé le 29 mars 2019.

• Relation future

Les deux parties vont désormais commencer à préparer, chacune de son côté, les discussions sur leurs liens post-Brexit, dont le cadre a été fixé dans une "déclaration politique" approuvée dimanche lors du sommet, et qui sera jointe au traité de retrait.

Les négociations formelles d'un accord commercial notamment ne pourront toutefois commencer qu'après le Brexit.

• Parlement britannique

La ratification de l'accord de divorce devant le Parlement britannique est l'obstacle qui semble le plus difficile à surmonter. La Première ministre britannique Theresa May souhaiterait qu'il intervienne avant la pause parlementaire qui commence le 21 décembre.

Selon une source européenne, Theresa May a reconnu devant ses interlocuteurs européens qu'elle ne disposait pas d'une majorité au parlement britannique à ce stade pour obtenir un vote positif.

Mais elle aurait ajouté, selon cette même source, qu'elle comptait convaincre les députés de son parti en les prévenant que la moitié d'entre eux perdraient leurs sièges lors des élections qui suivraient un vote négatif.

Si l'accord est voté, il restera encore au gouvernement à présenter dans la foulée un projet de loi de retrait et de mise en œuvre du Brexit, synonyme de nouveaux débats enflammés.

Les experts rappellent que les traités européens de Rome et Maastricht ont pris environ 40 jours de session pour être approuvés par la Chambre des communes et la Chambre des Lords.

Il reste environ 60-70 jours de session entre le sommet de dimanche et le 29 mars.

• **Parlement européen**

Les députés européens devraient voter en février ou mars pour ratifier l'accord. Ils peuvent théoriquement le faire jusqu'au 28 mars, dernier jour de session plénière avant la date effective du Brexit.

"Une large majorité au Parlement européen est en faveur de cet accord", a estimé dimanche son président Antonio Tajani.

• **Dernier feu vert côté UE**

Après la ratification du parlement européen, le traité de retrait doit être approuvé formellement par le Conseil de l'Union européenne, statuant à la majorité qualifiée : 72 % des 27 Etats membres, soit 20, représentant 65% de la population de ces États.

Brexit : et si le Parlement britannique rejetait l'accord ?

A La Une Politique International Europe <https://www.sudouest.fr/> Publié le 25/11/2018 à 17h19.



Theresa May est loin d'être assurée de voir son projet d'accord avec l'UE sur le Brexit accepté par le Parlement britannique. Capture d'écran/AFP

La faiblesse de la position de Theresa May laisse ouverte l'option d'un refus de l'accord sur le Brexit par le Parlement britannique. Trois scénarios seraient alors envisageables.

La Première ministre britannique Theresa May doit encore convaincre les députés de soutenir l'accord de retrait, scellé dimanche à Bruxelles entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, lorsque celui-ci sera présenté au Parlement en décembre.

La bataille est loin d'être gagnée: sa majorité absolue repose sur une alliance avec le parti nord-irlandais DUP, qui a exprimé son opposition, et les députés de son Parti conservateur sont très divisés. **Voici trois scénarios envisageables**, si les parlementaires britanniques rejettent le texte.

1. Un Brexit sans accord

Le rejet du texte à la Chambre des Communes pourrait entraîner un Brexit sans accord au 29 mars.

Les relations économiques entre le Royaume-Uni et l'UE seraient alors régies par les règles de l'OMC et une **multitude de contrôles douaniers et réglementaires** devraient être mis en place en urgence.

C'est le scénario redouté, aussi bien par Bruxelles et Londres que par les milieux économiques, qui ont pressé les négociateurs de s'entendre depuis le début du processus de divorce. Ce cas de figure entraînerait une nouvelle chute de la livre et plongerait les entreprises dans l'incertitude.

Londres a prévenu que ce scénario est susceptible d'aboutir à des **pénuries de médicaments**, de créer des **embouteillages monstres aux abords des ports ou de clouer les avions au sol**. Ces perspectives sont balayées par certains députés de la majorité pour qui "une absence d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord".

2. Un second vote au Parlement

Devant les craintes qu'inspire un retrait du Royaume-Uni de l'UE sans accord, et donc sans période de transition, le gouvernement britannique pourrait chercher, en cas de rejet initial, à **convoquer un second vote au Parlement**.

Celui-ci impliquerait de nombreuses tractations entre l'exécutif et les députés pour obtenir finalement leur approbation. Theresa May pourrait également demander à Bruxelles de **reconsidérer certaines dispositions de l'accord**. C'est ce que souhaite obtenir **le petit parti nord-irlandais DUP**, qui a scellé une alliance avec le gouvernement, indispensable pour lui assurer une majorité absolue au Parlement.

Selon le Sunday Telegraph, plusieurs ministres britanniques et des diplomates européens **ont déjà commencé à élaborer un "plan B"** pour l'accord. Celui-ci prendrait pour modèle la Norvège, qui dispose d'un accès au marché unique **sans être membre de l'UE**. Cette formule pourrait obtenir le soutien d'une majorité de députés.

Si les 27 acceptaient de reprendre les discussions, la date du Brexit **pourrait être repoussée**.

3. De nouvelles élections

Le rejet de l'accord de retrait fragiliserait la position de Theresa May. Elle pourrait être confrontée à un **vote de défiance au sein de son propre parti** pour la remplacer à la tête de l'exécutif et reprendre les négociations ou, au contraire, faire aboutir un Brexit sans accord.

Une **motion de censure contre le gouvernement** britannique pourrait également être soumise au vote du Parlement et aboutir, étant donné la faiblesse de la majorité sur laquelle s'appuie Theresa May. Elle conduirait alors à la **formation d'un nouveau gouvernement** dans les deux semaines, ou à l'organisation de **nouvelles élections législatives**, ce que souhaite le Labour, principal parti d'opposition.

Theresa May peut elle-même décider de convoquer de nouvelles élections législatives, à condition d'obtenir le soutien des deux tiers du Parlement. **Une perspective peu probable**, mais qui a déjà été agitée par l'exécutif pour favoriser le ralliement des députés à l'accord de retrait.

Enfin, si aucune élection n'était organisée, le Labour a prévenu qu'il pourrait se positionner en faveur de l'organisation **d'un second référendum sur le Brexit**, une hypothèse qui pourrait alors disposer du **soutien d'une majorité hétéroclite** à la Chambre des Communes.

Brexit nord-irlandais : la possibilité d'une île

Opinions Tribunes <https://www.latribune.fr/> Par Yannick Cabrol, EY Irlande | 25/11/2018, 9:21



Yannick Cabrol, économiste au sein du cabinet EY Irlande (Crédits : DR)

Le Brexit pourrait rouvrir des plaies qui semblaient cicatrisées en faisant craindre aux protestants du nord de l'Irlande un éloignement progressif de la figure tutélaire londonienne. Par Yannick Cabrol, économiste au sein du cabinet conseil EY Irlande.

Le projet d'accord proposé par Theresa May et Michel Barnier pratique à merveille l'art du « en même temps » : sortir de l'Union Européenne tout en continuant à commercer avec elle en se pliant à la plupart de ses directives communautaires. Si ce compromis minimise les conséquences économiques du Brexit, il risque de se fracasser sur un problème politique qui hante les couloirs du 10 Downing Street depuis des décennies : la question irlandaise.

Un soft Brexit protégerait l'accord signé en 1998

Le principal parti unioniste (DUP) a fait valoir à Theresa May son indignation à l'égard d'un accord trop conciliant avec l'Union Européenne. Pour Nigel Dodds, leader des députés unionistes cet

accord est « mauvais » et « ébranle l'intégrité du Royaume Uni ». L'option d'un *hard Brexita* ses faveurs car il permettrait de rompre définitivement avec le marché commun... et la République d'Irlande au sud. La frontière, un temps disparue, serait de retour.

Au contraire, le premier ministre de la République d'Irlande Leo Varadkar, s'est félicité de l'accord obtenu par la première ministre britannique car il garantit la liberté de mouvement des hommes et des marchandises sur l'ensemble de l'île. Il protège ainsi le Good Friday Agreement signé le 10 avril 1998 après trois décennies d'affrontements qui auront fait près de 3.600 morts au cœur de l'Europe.

Backstop : vers un statut différencié de l'Irlande du Nord

Négative pour le commerce international et source potentielle de troubles nationalistes, la lutte contre la réintroduction d'une frontière physique a été au cœur des discussions entre les gouvernements britanniques et irlandais. Elle a abouti à la promesse d'un *backstop* dans le scénario d'un *no deal*. Or, ce plan B est désormais envisageable du fait de l'alliance de circonstance entre les *remainers* et les *hard brexiter*s. A la mi-décembre, si le parlement rejette le plan de Theresa May, soit un nouveau referendum sera organisé, soit le *backstop* sera mis en place.

La possibilité d'une île unifiée à long terme

L'option du *backstop* permet d'entrevoir la possibilité d'une île d'Irlande unifiée à long terme car il introduirait un statut économique spécifique pour l'Irlande du Nord à mi-chemin entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni. L'ensemble de l'île d'Irlande serait ainsi incluse dans une union douanière, un marché commun de l'électricité ou encore une zone de libre circulation des personnes.

La crainte d'un éloignement de la figure tutélaire londonienne est d'autant plus prégnante que, d'après le dernier recensement nord-irlandais de 2011, les catholiques deviendraient majoritaires dans le pays d'ici à 2021.

Cependant, et en particulier depuis deux décennies, le commerce et les concessions politiques réciproques ont considérablement contribué à rapprocher les peuples. 35% des exportations nord-irlandaises hors Royaume-Uni se font à destination de sa voisine du sud et, chaque année, 110 millions de personnes traversent la frontière irlandaise (NISRA, 2017).

C'est pourquoi dans le cas de l'Irlande du Nord comme dans le cas du roman de Michel Houellebecq, les perspectives les plus sombres peuvent et doivent être éclairées par une lueur d'espoir afin de continuer « *quand même au fond de [soi], et contre toute évidence, à croire en l'amour* » (*).

(*) In "La possibilité d'une île", Fayard, 2005.

Pourquoi le Brexit pourrait bouleverser le foot anglais

<https://www.ouest-france.fr/> L'édition du soir Football lundi 26 novembre 2018 par Bastien CHEVAL



Le traité du Brexit a été ratifié par les 27 dirigeants de l'Union européenne ce dimanche. La sortie du Royaume-Uni de l'UE aura certainement des conséquences sur le football anglais et la toute puissante Premier League. Un conflit d'intérêts entre la Fédération anglaise et la Premier League complique la donne. Explications.

« Ce que réussit Tottenham est très courageux. Nous construisons un nouveau terrain d'entraînement et un stade qui coûte près d'1 milliard de livres. Le coût a augmenté de

30 % à cause du Brexit. C'est dramatique. J'en suis désolé pour le peuple anglais. » La déclaration est signée Mauricio Pochettino, l'entraîneur des Spurs de Tottenham, cet été.

L'équipe du nord de Londres, 3^e du championnat la saison dernière, est devenue le premier club de l'histoire de la Premier League à n'avoir acheté aucun joueur lors du mercato estival. Le technicien argentin se sert du Brexit, et de la dévaluation de la livre sterling, pour justifier l'absence d'investissement dans le domaine sportif. Réelle inquiétude ou exagération des conséquences du Brexit sur le foot anglais ?

Le protocole d'accord du Brexit a été entériné ce dimanche par les 27 dirigeants de l'Union européenne. Le traité de retrait du Royaume-Uni de l'UE doit encore passer deux épreuves : les ratifications des Parlements européen et britannique avant l'entrée en vigueur du Brexit, prévue le 29 mars 2019. Le Brexit aura des conséquences sur chaque strate de la société britannique et, *last but not least*, l'une de ses principales vitrines : la Premier League.

Le championnat le plus regardé au monde, « le plus grand spectacle sur Terre », se prépare lui aussi au divorce. La Premier League souhaite faire appel au gouvernement britannique et la FA (Football Association) pour négocier la fin des restrictions limitant l'accès au territoire britannique par les travailleurs européens. Mais il y a un problème de taille. La Premier League et la Football Association ne poursuivent pas les mêmes objectifs.

« Il y a un intérêt national, celui du foot anglais défendu par la FA, qui veut moins de joueurs étrangers pour que les jeunes générations puissent s'épanouir professionnellement. Ce problème d'intérêt national et public est confronté à l'intérêt totalement privé et économique de la Premier League, selon Me Thierry Granturco, avocat et spécialiste du droit du sport. Un championnat anglais qui se refermerait sur lui-même est nettement moins attractif à l'international. Or, le développement de la Premier League semble avoir atteint un plafond sur le plan national. On l'a vu avec la vente des droits TV de la Premier League en Grande-Bretagne. Mais, au niveau international, les droits continuent à augmenter. La starification et l'internationalisation du championnat sont des arguments majeurs de son bon comportement à l'international, en tant que produit TV. » Et donc en tant que manne financière.



L'Égyptien Mohamed Salah est l'un des symboles de l'internationalisation et de la starification de la Premier League.
(Photo : AFP)

« Réduire le nombre de bons joueurs en Premier League diminuera sa valeur »

En vertu de l'arrêt Bosman, les clubs européens jouissent d'une liberté totale de recrutement de joueurs européens. Actuellement, seuls les travailleurs originaires d'un pays non-membre de l'espace économique européen doivent demander des permis de travail pour s'installer au Royaume-Uni. Mais, à la suite du Brexit, Londres préconise que ces restrictions d'accès soient étendues à tous les pays européens. Une telle mesure compliquerait l'injection de talents étrangers dans le championnat. **« Réduire le nombre de bons joueurs en Premier League diminuera la valeur de la marque, particulièrement auprès du public étranger. Les responsables de la ligue, qui visent à maximiser les revenus des droits TV pour le compte des clubs, ne seront pas très contents »,** prophétise Rory Miller, professeur d'études de football à l'université de Liverpool dans *La Tribune de Genève*.

De plus, la Premier League impose déjà des critères stricts pour la signature d'un joueur extracommunautaire (non-européen). Parmi ces critères, on retrouve l'obligation pour le joueur d'être appelé, régulièrement et depuis deux ans, avec son équipe nationale et que celle-ci fasse partie des 50 premières sélections au classement Fifa. Ce qui n'est pas donné à tout le monde. De telles conditions, appliquées aux joueurs européens, transformeraient en profondeur le visage

de la Premier League. L'Algérien Riyad Mahrez a pu rejoindre Leicester en 2014 car il possédait un passeport français. Et N'Golo Kanté n'aurait jamais pu signer pour les Foxes en 2015, car il ne comptait aucune sélection en Bleu.

La « terra incognita » juridique que constitue le Brexit met en lumière le conflit d'intérêts en gestation entre la Premier League et la FA. Pour se conformer à la législation européenne, l'UEFA interdit « **tout quota de joueurs étrangers a priori. Mais le football anglais, malgré les règles de l'UE, avait quand même réussi à mettre en place une règle nationale, qui consiste à limiter à 16 le nombre d'étrangers dans chaque club pour un effectif de 25 joueurs**, rappelle Me Granturco. **Comme les clubs anglais ont plus que 25 joueurs, on calcule au prorata. Aujourd'hui, dans le cadre du Brexit, la FA et les clubs ne sont plus contraints par les règles européennes. Ils peuvent discuter d'un nouveau fonctionnement, d'un nouveau quota de manière ouverte. On parle de 13 joueurs étrangers par club** ».



La nouvelle génération des footballeurs anglais, emmenée par Phil Foden, a pris son envol vers les sommets mondiaux (Photo : Glyn Kirk / AFP)

Le footballeur anglais vraiment privilégié ?

Qui dit moins de joueurs étrangers, dit une plus large proportion de joueurs anglais. Et ces derniers n'ont pas attendu le Brexit pour avoir le vent en poupe. Le bon parcours de la sélection anglaise à la Coupe du monde 2018 n'est que le revers de la médaille. Les sélections de jeunes joueurs anglais brillent à l'international, en attestent leurs titres mondiaux en catégorie U17 et U19. « **Les équipes de jeunes cartonnent. C'est l'objectif de la FA de les faire franchir le cap du professionnalisme. Mais l'objectif de la Premier League, de la société qui gère les clubs et droits TV, n'est pas de réduire le nombre de joueurs étrangers, bien au contraire. Elle ne se refuse rien pour l'internationalisation. Je vois un conflit d'intérêt. L'intérêt de la fédération anglaise est conflictuel avec celui de la Premier League. C'est un jeu de dupes, une partie de poker à trois entre la fédération, la Premier League et le gouvernement** », explique Me Granturco.

L'incertitude règne donc pour connaître le visage de la Premier League à partir de la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE. Mais il est possible de considérer que si les joueurs anglais sont aussi performants, c'est peut-être aussi parce qu'ils sont au contact quotidien de joueurs et entraîneurs au talent confirmé. Et la plupart d'entre eux sont étrangers. Sous l'égide de techniciens reconnus comme Pep Guardiola, Jürgen Klopp, Maurizio Sarri, Unai Emery ou José Mourinho, il est certainement plus facile pour un joueur de progresser. Riyad Mahrez et N'Golo Kanté peuvent en témoigner. Ils ont été élus joueurs de l'année en Premier League, en 2016 et 2017. La Premier League va-t-elle se séparer de la richesse que constitue le multiculturalisme ?

May en tournée au Royaume-Uni pour promouvoir l'accord sur le Brexit

<https://www.latribune.fr/> reuters.com | 27/11/2018, 6:28



(Crédits : Yves Herman)

LONDRES (Reuters) - La Première ministre britannique Theresa May se rend mardi en Irlande du Nord et au Pays de Galles dans le cadre d'une tournée destinée à rassembler les dirigeants

politiques derrière l'accord de Brexit validé dimanche par l'Union européenne et qui sera confronté le 11 décembre au vote du parlement britannique.

Les dirigeants des Vingt-Sept ont validé dimanche l'accord sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, avalisant à la fois un traité de quelque 600 pages fixant les conditions du départ du Royaume-Uni le 29 mars prochain et une déclaration politique de 26 pages sur les relations commerciales qui entreront en vigueur à l'issue d'une période transition de deux à quatre ans.

Les députés britanniques vont débattre pendant cinq jours de l'accord de Brexit, à compter du 4 décembre, et le vote au parlement britannique se tiendra le 11 décembre.

Theresa May doit s'entretenir mardi avec les chefs de file de tous les partis politiques d'Irlande du Nord, future seule frontière terrestre entre le Royaume-Uni et l'UE après le Brexit, alors que la question de la frontière irlandaise a constitué l'un des principaux points de désaccord entre Londres et Bruxelles.

"Mon accord répond aux attentes de chaque recoin du Royaume-Uni et je vais travailler dur pour renforcer les liens qui nous unissent dans l'optique de notre avenir hors de l'UE", dit May dans un communiqué diffusé en amont de ce déplacement.

Pour le moment, la Première ministre britannique fait face au scepticisme du Parti unioniste nord-irlandais (DUP) qui lui fournit l'appoint nécessaire pour disposer de la majorité à la Chambre des communes. Le DUP a jugé vendredi que l'accord de Brexit était inacceptable en l'état.

Theresa May soulignera l'importance de son accord de Brexit pour les entreprises, "qui doivent pouvoir commercer librement) la frontière irlandaise et avoir un accès sans entrave au reste du marché britannique".

(William James; Jean Terzian pour le service français)

Faut-il différer le Brexit pour améliorer l'accord ? Oui, selon un ancien ministre britannique

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit <https://www.ouest-france.fr/> avec Reuters Publié le 27/11/2018 à 10h50



L'ancien secrétaire d'État à la Défense britannique, Michael Fallon, lors d'une visite à Paris | MAXIM ZMEYEV / AFP

L'ancien membre du gouvernement de Theresa May, Michael Fallon, propose mardi de repousser la ratification de l'accord trouvé entre les négociateurs britanniques et européens. Son but : obtenir un accord car il n'y a pas de plan B.

L'ancien ministre britannique de la Défense Michael Fallon a déclaré mardi qu'il pourrait être dans l'intérêt du Royaume-Uni de retarder sa date de sortie de l'Union européenne afin que les négociateurs puissent s'entendre sur un meilleur accord de Brexit.

« Ce n'est pas un bon accord et il nous en faut un meilleur », a-t-il dit dans une interview à la *BBC-radio*.

Le vote sur le projet d'accord de Brexit est prévu le 11 décembre à la Chambre des Communes et le Brexit proprement dit interviendra le 29 mars à 23 h, heure britannique, après quoi suivra une période de transition d'une durée de 21 mois, jusqu'à la fin décembre 2020.

« Et s'il est possible d'obtenir un meilleur accord, de renvoyer les négociateurs à Bruxelles pour deux à trois mois, et même de reporter la date de Brexit de deux ou trois mois, cela, je crois, servirait les intérêts de notre pays sur le long terme », a estimé Michael Fallon.

Le sort de Theresa May incertain

Selon lui, évincer la Première ministre Theresa May ne serait pas une solution. Certains députés conservateurs partisans du Brexit pourraient apporter leur soutien à l'accord de Brexit si Theresa May disait quand elle se retirerait du pouvoir, écrit mardi le quotidien *The Times*.

Le sort de l'accord est très incertain, Theresa May devant faire face à une forte opposition de la part des députés des différents partis aux Communes, y compris au sein de son Parti conservateur.

Les Tories disposent de 314 sièges à la Chambre des communes (650 sièges). Sous le titre « **Des Brexiters soutiendront l'accord de May si elle annonce la date de sa démission** », le Times écrit que la Première ministre subit les pressions de certains de ses propres députés pour donner le calendrier de son départ.

Une promesse de sa part de démissionner peu après la date du Brexit contribuerait à apaiser certains conservateurs, parmi lesquels des membres du gouvernement, écrit le Times, qui cite des sources au sein du cabinet May.

Pas de plan B

Quoi qu'il en soit, le gouvernement britannique n'a pas de « **plan B** » à l'accord de Brexit, dans le cas où celui-ci serait rejeté par le parlement le 11 décembre, a rappelé mardi David Lidington, ministre d'État au Bureau du cabinet.

« **Il n'y a pas de plan B parce que l'Union européenne elle-même dit que l'accord qui est sur la table est celui sur lequel nous avons dû trouver un compromis** », a dit David Lidington dans une interview à la *BBC-radio*.

À la question de savoir si le Royaume-Uni pourrait retarder la date du Brexit, il a répondu que « **Cela n'est pas le choix du gouvernement et je ne pense vraiment pas que cela nous mènerait quelque part, parce que l'UE a très clairement fait connaître sa position** ».

La pêche, une arête plantée dans le Brexit

Actualité Débats Les éditorialistes du Point Politique 2.0

Les règles sur l'avenir de la pêche définies dans l'accord de retrait du Royaume-Uni mécontentent les pêcheurs britanniques... Explications.

Par Emmanuel Berretta Modifié le 27/11/2018 à 17:23 - Publié le 27/11/2018 à 16:23 | Le Point.fr



Dans le port de Whitstable, dans le sud-est de l'Angleterre, en avril 2018. © NIKLAS HALLEN

La pêche fait partie des sujets délicats dans le cadre du Brexit, car les brexiters ont vanté l'idée que le souverainisme maritime du Royaume-Uni lui permettrait de reprendre la main sur 70% de ses ressources maritimes, assurant à ses pêcheurs des revenus confortables sur le modèle de la Norvège ou de l'Islande. Les heurts entre pêcheurs français, anglais et irlandais en août dernier à propos de la pêche à la coquille Saint-Jacques figuraient en toile de fond dans l'esprit des négociateurs du Brexit.

De fait, plus de 40% des poissons pêchés par des pays de l'Union européenne proviennent des eaux territoriales britanniques. Et les pêcheurs français ne sont pas en reste... En revanche, les Britanniques auront besoin d'un accès au marché unique européen sans droits de douane pour écouler les produits de la pêche. Cette interdépendance – zone de pêche pour les uns, accès au marché pour les autres – devrait permettre de trouver un accord.

Les pêcheurs brexiters furieux contre une « capitulation »

La sortie du Royaume-Uni de la politique commune de pêche se fera en deux temps. Jusqu'à la fin de la période de transition, fin décembre 2020, le Royaume-Uni sera encore soumis à la politique commune de pêche. L'association Fishing for Leave, représentant les pêcheurs britanniques pro-Brexit, a condamné cet accord, qualifié de « capitulation », et a accusé Theresa May d'avoir menti aux Communes. Elle appelle donc les parlementaires britanniques à réfuter cet accord. Elle a trouvé une oreille auprès de 13 députés conservateurs écossais qui ont annoncé qu'ils ne voteraient pas l'accord, en soutien aux pêcheurs écossais. Pour information, les Européens ont consommé, en 2016, 12,41 millions de tonnes de poissons et produits de la mer, soit 24 kilos par habitant (57 kilos pour les Portugais). Le Royaume-Uni est le troisième producteur de poissons, et le second en aquaculture.

Selon l'accord de retrait, les quotas de pêche décidés en 2018 seront appliqués en 2019 dans les eaux territoriales britanniques. Or le Royaume-Uni ne sera plus à la table des décideurs à compter du 29 mars 2019. Pour l'année 2020, les quotas seront décidés par les 27 États membres, mais les autorités britanniques seront consultées. La situation actuelle ne changera donc pas. La répartition des « totaux admissibles des captures » (TAC) entre les États membres et le Royaume-Uni se fera en suivant les mêmes principes que ceux d'aujourd'hui. La situation est donc figée en l'état jusqu'à ce que le Royaume-Uni et ses 6 200 navires de pêche retrouvent la maîtrise totale de ses territoires maritimes.

Une coopération réglementaire à construire

Que se passe-t-il après la période de transition ? La déclaration politique commune, adoptée dimanche lors du sommet européen, fixe seulement les principes généraux d'une coopération future. Le Royaume-Uni et l'UE s'engagent ainsi à ce que les activités de pêche ne détruisent pas les stocks de manière à ce que les espèces maritimes menacées continuent d'être protégées par la réglementation. Mais, cette fois, il y aura bien deux réglementations distinctes, celle de l'Europe et celle du Royaume-Uni. Des divergences peuvent naître...

Pour les éviter au maximum, les parties se sont engagées à négocier un accord pendant la période de transition pour régler le principe d'un accès réciproque aux eaux territoriales respectives et fixer des quotas de pêche. Il faudrait que cet accord soit signé avant le 1^{er} juillet pour qu'il s'applique sitôt la fin de la période de transition. Mais rien de contraignant : il ne s'agit que d'une obligation de moyens, pas de résultat.

May à la pêche aux voix

Si le Royaume-Uni et l'UE ne tombent pas d'accord, c'est la situation la plus périlleuse. En effet, le fameux « backstop » (filet de sécurité) ne s'appliquera pas aux zones maritimes d'Irlande du Nord. L'accord de retrait a explicitement prévu, à propos de l'Irlande du Nord, que les produits de la pêche et de l'aquaculture soient exclus de l'accord douanier avec la Grande-Bretagne. Les pêcheurs britanniques devraient alors s'acquitter de droits de douane selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

Un levier suffisant pour obliger les parties à coopérer ? Tout cela reste pour le moment hypothétique puisqu'il faut que le Parlement britannique approuve l'accord de retrait. Or, pour l'heure, les oppositions sont nombreuses en provenance de tous les groupes politiques, notamment des tories. Theresa May est partie à la pêche... aux voix.

Néo-soul et rock contestataire : les musiciens britanniques donnent de la voix contre le Brexit

Culture Musique <http://www.lefigaro.fr/> Par Robin Cannone Publié le 29/11/2018 à 06:00



De gauche à droite: Jorja Smith, la nouvelle voix de la soul britannique, Joe Talbot, chanteur du groupe Idles, et Theresa May, Premier ministre britannique. PA Photos/ABACA / PA Photos/ABACA / PA Photos/ABACA

VIDÉOS - Artistes et acteurs majeurs de l'industrie musicale s'inquiètent des conséquences de la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. En parallèle de ce divorce émergent une flopée de nouveaux groupes de rock politisés et de chanteurs soul, rappelant l'effervescence du mouvement punk dans les années Thatcher.

Sting, Damon Albarn, Ed Sheeran, Rita Ora... Ils ont été nombreux à faire entendre leur voix contre le Brexit en cosignant la tribune à l'initiative de Bob Geldof publiée dans *The Observer*. S'adressant à Theresa May, ces pointures de la musique «Made in Britain» faisaient part de leur crainte que la sortie de leur pays de l'Union européenne ne les enferme dans «une prison culturelle». Pis encore, selon eux, le Brexit représenterait une «menace pour tous les secteurs de l'industrie musicale». Aujourd'hui, c'est au tour du patron de l'industrie musicale en personne de tirer la sonnette d'alarme.

Dans une lettre ouverte au Premier ministre britannique, le PDG de UK Music, Michael Dugher, s'inquiète de la sortie de l'union européenne, entérinée mi-novembre à Bruxelles. Le dirigeant de l'organisation œuvrant dans «l'intérêt collectif de la production musicale du pays», appréhende les répercussions du Brexit sur les musiciens les plus modestes et la croissance de son secteur, rapporte le *NME*.

Dugher redoute les «coûts administratifs du Brexit». Pour l'entrepreneur, ceux-ci risquent de rendre les tournées difficiles pour des artistes locaux vivants de ces dates. Selon lui, c'est toute l'industrie qui en pâtirait. Autre motif de crainte: la fin de la libre circulation entre l'Europe et l'île qui pourrait compliquer la venue d'artistes non britanniques. «Quand nous quitterons l'Union européenne, nous mettrons en place un système d'immigration qui met fin, une fois pour toutes, à la libre circulation» entre l'Union et le Royaume-Uni, a indiqué Theresa May dans un communiqué en octobre 2018. Les modalités exactes seront négociées dans la période de transition jusqu'en 2020. En l'absence d'accord, la libre circulation sera supprimée.

«Les musiciens étrangers ont besoin de libertés pour venir jouer dans nos studios d'enregistrement, dans nos rassemblements musicaux ou nos festivals, tous reconnus dans le monde entier», précise Michael Dugher.

Nouvelle vague et néo-soul

Et si ces voix discordantes s'accordaient en musique? À l'instar du punk, qui a connu son apogée sous le conservatisme de Margaret Thatcher dans les années 80, le Brexit serait-il le catalyseur d'une nouvelle vague de contestation musicale? L'idée vient de chez nos confrères des *Inrocks*. Pour le magazine culturel, l'émergence de groupes politisés, renouant avec leurs prédécesseurs de gauche - The Clash en tête - n'est pas anodine. Pour illustrer son propos, l'hebdomadaire prend en exemple le groupe Spector, auteur du titre *Born In The EU*, dévoilé la veille du vote sur le Brexit du 23 juin 2016, Idles et son manifeste pro-Europe, *Great*, ou encore *Visa Vulture*, le brûlot du quintet Shame contre à Theresa May. Symbole de cette énième «nouvelle vague» Wolf

Alice. Le quartet, relativement peu connu en dehors du pays, a réussi l'exploit de coiffer au poteau les cadors Arctic Monkeys et Noel Gallagher au Mercury Prize en septembre dernier...

Outre ces jeunes musiciens contestataires, la soul connaît un regain d'intérêt outre-Manche. Une flopée de jeunes chanteurs, à l'instar de Sampha, Jacob Banks ou encore Lewis Capaldi. Mais c'est sans doute le visage féminin de Jorja Smith qui incarne le mieux cette nouvelle génération d'artistes. Drake a pris sous son aile cette jeune femme de 21 ans qu'on qualifie aussi bien de «relève de la soul» que de «nouvelle Amy Winehouse». Du côté de chez Jack, cela suffit à se demander si la Grande-Bretagne n'est pas «le nouveau royaume de la soul». Sur *France Inter*, André Manoukian pousse l'idée encore plus loin: «Et si cette vague de néo-soul était provoquée par le Brexit ?»

Visa Vulture – Shame



On Your Own - Jorja Smith



Défense

Le chef de la British Army affirme que la menace russe est « bien plus grande » que celle des groupes jihadistes

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres, Russie par Laurent Lagneau Le 25-11-2018



Alors désigné pour devenir le prochain chef d'état-major interarmées américain, le général Joseph Dunford avait affirmé, lors d'une audition au Sénat pour confirmer sa nomination, que la Russie posait « la plus grave menace, à court terme, pour la stabilité du monde entier ». Et d'expliquer qu'il s'agissait d'une « puissance nucléaire » qui n'hésitait pas à de « violer » la souveraineté de pays indépendants [comme celle de l'Ukraine] tout en ayant un comportement « imprévisible », voir « agressif ».

Cette analyse a depuis été confortée par la nouvelle stratégie de défense américaine, pour qui la priorité doit être donnée aux « menaces croissantes » de « puissances révisionnistes » qui, comme la Russie et la Chine, « tentent de créer un monde compatible à leurs modèles autoritaires. » De fait, la lutte contre les groupes terroristes d'inspiration jihadiste est passée au second plan, même si les forces américaines continueront d'y être impliquées.

Au Royaume-Uni, responsables politiques et militaires pensent la même chose. Alors chef de la British Army et pressenti pour devenir le prochain chef d'état-major des armées britanniques, le général Nick Carter avait estimé, en janvier, que la modernisation des capacités militaires du Royaume-Uni devaient « tenir compte » de la menace russe.

« Les menaces auxquelles nous sommes confrontés ne sont pas à des milliers de kilomètres mais sont maintenant aux portes de l'Europe. Nous avons vu comment la guerre informatique peut être menée sur le champ de bataille et perturber la vie des gens. Au Royaume-Uni, nous ne sommes pas à l'abri de cela », avait affirmé le général Carter.

Son successeur à la tête de la British Army, le général Mark Carleton-Smith, a tenu des propos similaires dans un entretien donné au quotidien The Daily Telegraph [il l'avait aussi fait en juin, lors d'une intervention devant le Royal United Services Institute, ndlr]. « La Russie aujourd'hui

représente indiscutablement une menace bien plus grande pour notre sécurité nationale que les menaces extrémistes islamistes que représentent al-Qaïda et le groupe État islamique », a-t-il dit.

Ainsi, a-t-il expliqué, la « Russie a montré qu'elle était prête à utiliser la force militaire pour défendre et développer ses propres intérêts nationaux » et elle « cherche à exploiter la vulnérabilité et la faiblesse partout où elle la détecte ». En outre, a-t-il ajouté, cette menace russe concerne des domaines « non traditionnels », comme le cyberspace, l'espace et la guerre sous-marine. Dans le même temps, a-t-il poursuivi, la « menace islamiste » s'est estompée avec la « destruction » du groupe État islamique au Levant.

Sur ce point, un rapport des Nations unies publié cet été n'est pas aussi affirmatif que le général britannique. Les « moteurs sous-jacents du terrorisme sont toujours présents et peut-être plus raffinés que jamais », y était-il avancé. Et cette situation pourrait durer jusqu'à ce que « l'EI se réorganise et qu'al-Qaïda augmente son activité terroriste internationale ou que d'autres organisations émergent dans l'arène terroriste ».

L'État islamique est « une hydre dont il faudra en permanence contrôler qu'elle ne soit pas en train de se réveiller », avait également estimé le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées [CEMA], lors d'une audition parlementaire, en mai dernier.

Reste que les propos du chef de la British Army ont suscité des commentaires acerbes de la part de Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. « En ce qui concerne les déclarations [du général Carleton-Smith], nous ne pouvons pas interdire à quelqu'un de mettre en évidence ses capacités intellectuelles », a-t-il ironisé.

« J'ai déjà entendu beaucoup de déclarations de ce genre de la part du ministre de la Défense [Gavin Williamson, ndlr] du Royaume-Uni », a continué M. Lavrov. « Nous ne pouvons pas influencer les décisions du gouvernement britannique concernant les personnes désignées pour diriger leurs forces armées », a-t-il poursuivi. « Affirmer que la Russie est une menace plus importante que Daesh n'est pas une déclaration originale. Le président Obama avait dit la même chose à l'Assemblée générale de l'ONU quand il a placé la Russie au même niveau que le virus Ebola », a-t-il conclu.

Cela étant, les sujets de contentieux entre le Royaume-Uni et la Russie se sont multipliés ces derniers mois (et années). Des navires et des avions militaires russes sont régulièrement envoyés patrouiller non loin des côtes britanniques tandis que Londres accuse Moscou d'être à l'origine de cyberattaques et de « cartographier » ses infrastructures critiques. Et puis l'affaire de la tentative d'empoisonnement au Novitchok du colonel Sergueï Skripal, à Salisbury, n'a pu que détériorer les relations entre les deux pays.

Par ailleurs, pour répondre à la menace russe qu'il a décrite, le général Carleton-Smith a affirmé qu'il ne soutiendrait « aucune initiative qui diluerait l'efficacité de l'Otan », qui représente « le centre de gravité de la sécurité européenne ».

Economie

Brexit : vers un chassé-croisé sur le marché de l'emploi

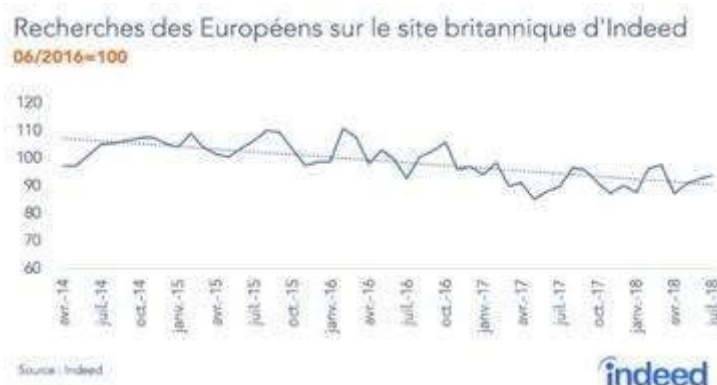
Décideurs Emploi <http://www.lefigaro.fr/> Par Amaury Bucco Mis à jour le 27/11/2018 à 15:36
Publié le 27/11/2018 à 14:59



Le nombre d'emplois occupés outre-Manche par des citoyens non britanniques de l'UE a diminué de 132.000 depuis le troisième trimestre de l'année AXELLE DE RUSSE/Le Figaro Magazine

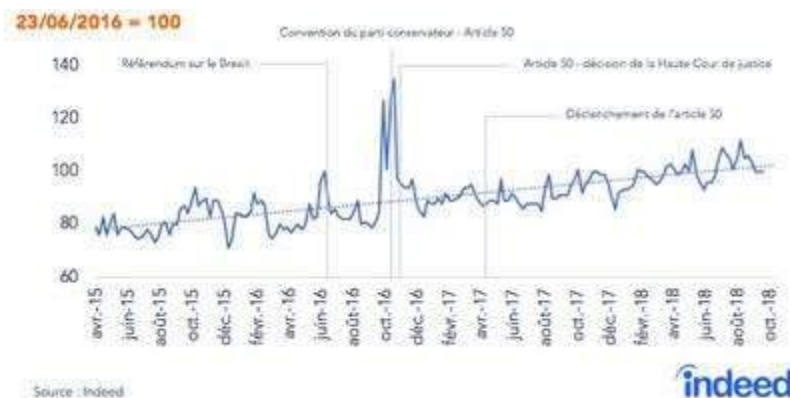
Le moteur de recherche Indeed constate un déséquilibre croissant dans la recherche d'emploi depuis l'émergence du Brexit. Au point que le pays pourrait connaître une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs.

Alors que la date fatidique du 29 mars 2019, seuil de déclenchement du Brexit, approche, les spéculations sur l'avenir du Royaume-Uni vont de bon train. Notamment sur l'emploi, très tôt devenu l'un des enjeux majeurs de ce divorce. Auditionné par la chambre des Lords en octobre dernier, le secrétaire d'État britannique au Trésor John Glen, estimait à 5000 le nombre d'emplois perdus à la City sur les 320.000 salariés du Grand Londres, tout en précisant ne pas «avoir observé de mouvements d'ampleur dans les grandes institutions vers d'autres villes d'Europe continentale». Quelques mois plus tôt, Paris Europlace, association chargée de la promotion de la place financière parisienne et rivale de la City, se frottait les mains, tablant sur la création de 3 500 «emplois directs» liés à la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne. Un chiffre qui monte jusqu'à 20.000 concernant les «emplois indirects», notamment grâce à l'attractivité de la France depuis l'établissement de l'exonération d'impôt sur la fortune pour les actifs financiers, la «flat tax» sur les revenus du capital ou encore la réforme du marché du travail.



Ces estimations, le moteur de recherche d'emploi Indeed a voulu les mesurer concrètement. L'analyse du site internet porte sur l'évolution du nombre de recherche d'emploi entre la zone européenne et le Royaume-Uni sur sa propre interface. «Le constat par de lui-même, estiment les auteurs de l'étude. Les courbes se croisent depuis les résultats du référendum en 2016». Concrètement, le nombre de recherches d'emploi des Européens vers le Royaume-Uni a chuté, tout comme le nombre d'emplois occupés outre-Manche par des citoyens non britanniques de l'UE, de 2,5 millions, soit une diminution de 132.000 depuis le troisième trimestre de l'année. Ces chiffres du bureau des statistiques nationales du Royaume-Uni expriment la plus importante baisse enregistrée depuis plusieurs années.

Les salariés britanniques regardent de plus en plus vers l'Europe



Mais les craintes liées à la tension politique, la hausse du coût de la vie et le potentiel ralentissement économique inquiètent également certains salariés britanniques. Les recherches d'emploi effectuées par ces derniers en dehors de leurs pays, déjà en augmentation avant le référendum, se poursuivent à mesure que le Brexit approche. Elles ont augmenté de 25,6% depuis avril 2015 selon Indeed, «preuve que les salariés britanniques regardent de plus en plus

vers le marché du travail européen». Ces recherches d'emploi ont connu des bons à chaque étape politico-juridique. Sur les sites européens d'Indeed apparaît ainsi un brusque sursaut en juin 2016, lors du référendum sur le Brexit, puis quelques mois plus tard, lors de la convention du parti conservateur, durant lequel Theresa May posa les premières pierres de l'article 50, à savoir l'obligation faite au Gouvernement de recouvrer le contrôle des frontières et donc de renoncer à la libre circulation des personnes.

L'un des mots d'ordre du Brexit étant de privilégier les Britanniques sur le marché du travail, Indeed craint finalement une pénurie de main-d'œuvre étrangère dans certains secteurs de l'économie faiblement et hautement qualifiés comme la finance, les technologies, mais aussi le secteur du bâtiment. «Des bouchers aux dentistes, en passant par les jeunes filles au pair, de nombreux emplois au Royaume-Uni sont occupés par des citoyens de l'Union Européenne», déclarent les auteurs de l'analyse. «Le Brexit va contraindre des dirigeants britanniques à redéfinir la politique d'immigration pour compenser la perte de main-d'œuvre consécutive à la fin de la liberté de circulation pour les Européens, elle-même conséquences du retrait britannique du marché intérieur», estime quant à lui, Alexandre Judes, économiste chez Indeed.

Technologie

Cambridge Analytica : Facebook toujours dans le viseur du Royaume-Uni

Technos & Medias <https://www.latribune.fr/> Par Anaïs Cherif | 26/11/2018, 12:39



Le réseau social Facebook fait l'objet d'une enquête parlementaire au Royaume-Uni suite au scandale Cambridge Analytica. (Crédits : Dado Ruvic)

Le parlement britannique a saisi des documents internes de Facebook dans le cadre d'une enquête sur le scandale Cambridge Analytica révélé en mars dernier. Le Royaume-Uni cherche à déterminer le rôle joué par le réseau social dans l'exploitation des données personnelles de 87 millions de ses utilisateurs à des fins politiques.

Le Royaume-Uni veut des réponses. Le parlement britannique a saisi des documents internes de Facebook dans son enquête sur le scandale Cambridge Analytica, a révélé samedi **The Observer**. Le cabinet d'analyse britannique est accusé d'avoir mis la main sur les données personnelles de 87 millions d'utilisateurs Facebook à des fins politiques. **Cambridge Analytica a mis la clé sous la porte depuis le scandale**, révélé en mars dernier. Insuffisant pour les autorités britanniques, qui exigent des réponses de la part du réseau social quant à l'utilisation des données personnelles.

Selon l'hebdomadaire britannique, les documents contiendraient des révélations importantes sur les décisions de Facebook concernant le contrôle des données et de la vie privée en ligne ayant conduit au scandale Cambridge Analytica. Ils incluraient également des courriels confidentiels entre des cadres supérieurs et Mark Zuckerberg, Pdg et co-fondateur de Facebook. Selon *The Observer*, les documents pourraient révéler que **Mark Zuckerberg était au courant de l'utilisation détournée de données personnelles à des fins politiques** - ce qu'il a toujours nié jusqu'ici. Suite au scandale, le réseau social avait évoqué une faille technique ayant permis l'exploitation de données par des sociétés tierces comme Cambridge Analytica, et réparée depuis.

Facebook fait appel de son amende de 500.000 livres

Mark Zuckerberg, qui a témoigné devant le Congrès américain et le parlement européen, a de nombreuses reprises été appelé à faire de même devant le parlement britannique. En vain. Face à ce manque de coopération, les députés ont décidé de passer à la vitesse supérieure. "Nous

n'avons pas réussi à obtenir des réponses de la part de Facebook et nous pensons que ces documents contiennent des informations d'intérêt public", a commenté auprès de The Observer Damian Collins, responsable du comité parlementaire en charge de l'enquête.

Cette nouvelle tombe alors qu'une audition de Richard Allen, vice-président des relations publiques dans la région Europe, Moyen-Orient et Afrique, est prévue ce mardi à Londres. Il devrait affronter les questions d'un comité international, créé à l'initiative du parlement britannique. Ce comité sera composé de 22 parlementaires issus de 7 pays. Suite à Cambridge Analytica, Facebook a déjà été sanctionné fin octobre par une amende de 500.000 livres attribuée par le gendarme britannique des données. Le géant américain a fait appel de cette décision la semaine dernière.

NORVÈGE

Défense

Norvège : Des erreurs humaines et un possible défaut de conception expliqueraient le naufrage de la frégate Helge Ingstad

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales par Laurent Lagneau Le 30-11-2018



Au cours de la nuit du 7 au 8 novembre, la frégate KNM Helge Ingstad, participait à un exercice de navigation au sein du Standing NATO Maritime Group 1 après avoir pris part à Trident Juncture 2018, est entré en collision avec le Sola TV, un pétrolier battant pavillon maltais, près du fjord Hjeltefjord près de Bergen (ouest de la Norvège). Cet accident a fait 8 blessés parmi les 137 marins de ce navire militaire qui, depuis, est presque totalement immergé.

Lors d'une conférence de presse organisée le 29 novembre, le comité d'enquête sur les accidents chargé d'établir les circonstances du naufrage de la frégate KNM Helge Ingstad, a dévoilé ses premières conclusions. « À nos yeux, il s'agit en grande partie de facteurs humains », a résumé Dag Liseth, l'un de ses responsables.

Ainsi, après un changement de quart, la nouvelle équipe de pont de la frégate a confondu le Sola TV avec la terre ferme étant donné que, venant juste d'appareiller, l'éclairage de son pont se fondait alors avec celui de son terminal de départ, de telle sorte que les feux de navigation étaient masqués. Quant aux appels radio lancés par le pétrolier pour inviter le KNM Helge Ingstad à virer par tribord et éviter la collision, l'équipage a pensé qu'ils émanaient d'un autre bâtiment remontant le fjord Hjeltefjord.

En outre, le rapport établit que la vitesse de la frégate était de 17 nœuds avant la collision, ce qui paraît excessif aux abords d'un port commercial.

« Aucun geste ou évènement isolé n'a conduit à l'accident mais l'accident peut s'expliquer par une série de facteurs et circonstances complexes », indique le rapport d'enquête préliminaire, lequel assure par ailleurs n'avoir, pour le moment, « aucune indication montrant que les systèmes techniques n'ont pas fonctionné comme ils le devaient jusqu'à la collision. »

Cela étant, le rapport s'est penché sur les suites de l'accident... Et il a ainsi mis le constructeur naval espagnol Navantia, qui a conçu la frégate KNM Helge Ingstad, sur le grill dans la mesure où

il lui demande de conduire des investigations sur « les problèmes identifiés au cours de cette enquête initiale ».

En cause : les problèmes d'étanchéité entre les compartiments de la frégate.

« L'AIBN a découvert des problèmes de sécurité critiques liés à l'étanchéité des compartiments étanches du navire. On doit supposer que cela s'applique également aux quatre autres frégates de la classe Nansen », affirme le rapport, qui n'exclut d'ailleurs pas que d'autres navires conçus par Navantia selon le même design puissent être aussi concernés.

Les frégates de la classe Hansen, dont cinq unités ont été livrées à la Norvège, sont dérivées du modèle F-100, dont cinq exemplaires sont en service au sein de la marine espagnole [classe Álvaro de Bazán]. Ces dernières inspirent aussi les destroyers de la classe Hobart de la Royal Australian Navy.

SUÈDE

Défense

Vol du deuxième avion de combat Gripen E de Saab

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de combat Actualité Défense 27 nov. 2018 | Par Justine BOQUET



Le deuxième Gripen E de Saab a réussi son premier vol. © Saab

Le deuxième avion d'essai Gripen E, de l'industriel suédois Saab, a réalisé son premier vol.

Le 26 novembre, Saab a réalisé, avec succès, le premier vol de son second Gripen E, destiné aux essais. Le Gripen E 39-9 a décollé de Linköping (Suède) à 9h50 et a volé pendant 33 minutes. Ce test a permis de valider certaines caractéristiques du Gripen E. Les logiciels, les systèmes de radio et le système de survie ont ainsi pu être testés.

Saab s'est réjoui de la réussite de ce vol, lui permettant d'accélérer ses essais grâce à l'utilisation d'un second avion. « Ce nouvel avion nous permet d'étendre les essais car nous pouvons évaluer plus de fonctionnalités avec des systèmes embarqués. Avec deux avions en vol nous augmentons le rythme général des essais », a ainsi déclaré Jonas Hjelm, directeur de la branche aéronautique de Saab. L'industriel va à présent se concentrer sur les essais visant à valider les systèmes tactiques et les capteurs du Gripen E.

UKRAINE

Diplomatie

Escalade entre Ukraine et Russie dans le détroit de Kertch

<https://www.bruxelles2.eu/> 25 Nov 2018 conflit, Détroit de Kertch, marine, Mer d'Azov, Ukraine-Russie

(B2) Le conflit entre Russie et Ukraine qui était essentiellement terrestre et de communication, se prolonge aujourd'hui en mer. Entre les marines ukrainienne et russe, dans le détroit de Kertch, la situation a dégénéré ce dimanche



Le remorqueur ukrainien Yany Kapu percuté par le navire des garde-côtes russes Don (crédit : Ukraine – A. Azerov)

Un navire percuté

Tout a commencé ce dimanche (25 novembre), aux premières heures de la matinée, quand un convoi de navires ukrainiens, composé de deux petits bateaux blindés d'artillerie le *Berdiansk* et le *Nikopol*, a voulu traverser le détroit de Kertch, séparant la Crimée de la Russie, pour aller du port d'Odessa au port de Mariupol à travers la mer d'Azov. Ils ont été suivis par deux navires russes : la corvette *Suzdalets* et le navire des garde-côtes *Don*. Ce dernier a alors percuté l'avant du remorqueur ukrainien *Yany Kapu*, a signalé la marine ukrainienne sur Facebook ce dimanche (25 novembre). Le moteur principal du navire a été endommagé et un des canots de secours a disparu sous le choc.

Un navire touché, un blessé

Après avoir quitté la zone des 12 milles, le groupe naval de la marine ukrainienne s'est retrouvé sous le feu des gardes-côtes du FSB russe » a annoncé ce soir à 20h28 heure de Kiev (19h28 heure CET) la marine ukrainienne. « *Le Berdiansk pris sous les tirs a dû stopper sa navigation. Un marin ukrainien a été blessé* » dans l'action.

Saisie des trois navires

Peu de temps après, vers 21h20 (heure de Kiev), les trois navires, le *Berdyansk*, le *Nikopol* et le remorqueur portuaire *Yany Kapu* « *ont été contraints de s'arrêter et saisis par les forces spéciales russes* » annonce la marine ukrainienne. « *Deux marins ukrainiens ont été blessés.* »

Le respect de la frontière pour les uns, de la libre circulation maritime pour les autres

Selon le FSB, cité par Sputnik news, ces navires ont « *traversé la frontière russe de façon illégale* ». Et « *les bâtiments ont effectué des manœuvres dangereuses en négligeant les demandes des autorités russes* ». Des vedettes militaires et un cargo se sont mis en travers sous le pont de Kertch pour bloquer la navigation, indique le média russe.

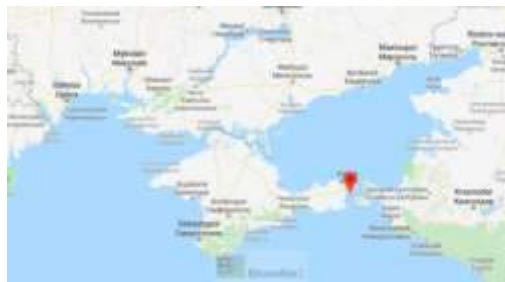
Selon la marine ukrainienne, les plans de navigation avaient été notifiés à l'avance conformément aux règles internationales déclarent les Ukrainiens. Ils affirment que « *toutes les actions illégales ont été enregistrées par les équipages des navires et le commandement de la marine ukrainienne et que les rapports seront remis aux agences internationales respectives* ».

(Nicolas Gros-Verheyde)

Un appel de l'UE au retour au calme

L'Union européenne a réagi ce soir par l'intermédiaire d'un communiqué du porte-parole de la Haute représentante. « *Nous attendons de la Russie qu'elle rétablisse la liberté de passage dans le détroit de Kertch et nous demandons instamment à tous d'agir avec la plus grande retenue pour désamorcer immédiatement la situation* » a indiqué la porte-parole de la Haute représentante de l'UE.

Ces événements « *montrent clairement que l'instabilité et les tensions ne peuvent qu'augmenter si les règles fondamentales de la coopération internationale ne sont pas respectées* », comme l'avait indiqué la Haute représentante fin octobre devant le Parlement. Rappelons que l'UE considère l'annexion de la Crimée comme illégale, tout la construction du pont de Kertch, constitue « *une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine* »



Le détroit de Kertch permet de contrôler la navigation entre les deux parties de l'Ukraine, l'Ouest (à Odessa) et Mariupol (à l'Est)

Nicolas Gros-Verheyde

Mer d'Azov : Kiev appelle les Occidentaux à former une « coalition claire pour résister aux actes d'agression de la Russie »

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Forces navales par Laurent Lagneau Le 26-11-2018



Pour entrer en mer d'Azov afin d'accoster au port ukrainien de Marioupol, un navire doit d'abord franchir le détroit de Kertch, lequel sépare la Crimée de la péninsule de Taman, en Russie. Jusqu'en mars 2014, la navigation maritime y était garantie. Mais cela n'est plus tout à fait le cas désormais.

En effet, en annexant la Crimée, la Russie a maintenant la capacité de restreindre la navigation dans ce détroit, sur lequel elle a d'ailleurs érigé le pont de « Crimée », qui relie l'ancien territoire ukrainien au sien.

Depuis quelques mois, les gardes-côtes russes [qui relèvent du FSB, le service de renseignement intérieur, ndlr] multiplient les immobilisations de navires marchands à des fins de contrôle, ce qui revient à imposer un blocus économique larvé des ports ukrainiens, le trafic commercial étant en chute libre. Et cela, alors que des élections présidentielles et législatives doivent être organisées en Ukraine en 2019.

En réaction, Kiev a renforcé ses capacités militaires en mer d'Azov. Des unités d'artillerie ont ainsi été redéployées sur le littoral, de même que trois vedettes de type Gurza-M.

L'on pouvait donc s'attendre à voir les tensions s'exacerber. Ce qui est arrivé le 25 novembre. Dans un premier temps, la marine ukrainienne a accusé un navire de la garde-côtière russe d'avoir délibérément percuté l'un de ses remorqueurs, le Yana Kapu, alors qu'il naviguait avec deux vedettes de type Gurza-M, à savoir le Berdyansk et le Nikopol, en direction de Marioupol.



Puis la tension est montée d'un cran quand, plus tard, les trois bâtiments ont été arraisonnés par les gardes-côtes russes, à l'issue d'échanges de tirs. Selon Kiev, 6 marins (sur 23) auraient été blessés, dont deux gravement. En outre, la marine ukrainienne a précisé qu'elle avait averti à l'avance la partie russe de l'itinéraire de ses navires, qui seraient par ailleurs restés bloqués pendant plusieurs heures devant un pétrolier russe, mis en panne sous le pont de Crimée, qui enjambe le détroit de Kertch.

Par la suite, Moscou a confirmé l'arraisonnement de ces trois navires ainsi que « l'usage d'armes ». En revanche, les autorités russes n'ont admis que trois blessés parmi les marins ukrainiens. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova a accusé Kiev de « mener des actions illégales dans les eaux territoriales russes » et dénoncer des « méthodes de bandits de grands chemins », faites de « provocations, puis de fortes pressions, puis des accusations d'agression ».

Plus tard, réuni en urgence, le Conseil de sécurité et de défense ukrainien a proposé au président Petro Porochenko d'instaurer la loi martiale pour 60 jours. Une telle décision doit être approuvée par le Parlement, ce qui devrait être fait ce 26 novembre.

« La loi martiale ne signifie par une déclaration de guerre » à la Russie, « elle sera introduite uniquement pour la défense », a assuré M. Porochenko, qui a dénoncé un « acte fou de la Russie contre l'Ukraine », avant d'estimer que « l'attaque » contre les trois navires avait été « préméditée ».

À Kiev, l'on redoute un coup de force de la Russie, qui viserait à s'emparer du littoral donnant sur la mer d'Azov (et de Marioupol) afin de s'assurer une continuité territoriale avec la Crimée et le Donbass, où Moscou soutient des séparatistes qui lui sont acquis. Ainsi, Pavlo Klimikin, le ministre ukrainien des Affaires étrangères a appelé les Occidentaux à « former une coalition claire pour résister aux actes d'agression de la Russie. »

Pour le moment, l'Otan a appelé à la « retenue » et à la « désescalade » entre Kiev et Moscou, tout en disant « soutenir totalement la souveraineté de l'Ukraine et son intégrité territoriale, y compris ses droits de navigation dans ses eaux territoriales. » Et d'ajouter : « Nous appelons la Russie à assurer un accès sans entraves aux ports ukrainiens dans la mer d'Azov, conformément à la loi internationale. »

L'Union européenne a affiché la même position. « Nous attendons de la Russie qu'elle restaure la liberté de passage dans le détroit de Kertch et nous appelons toutes les parties à agir avec le maximum de retenue afin d'aboutir à une désescalade immédiate de la situation », a-t-elle exhorté.

Les incidents en mer d'Azov illustrent ce à quoi peut conduire « le mépris des règles de base de la coopération internationale », fait encore valoir l'UE, estimant que « la construction du pont de Kertch a été effectuée sans le consentement de l'Ukraine et constitue une nouvelle violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale » de ce pays. Et de conclure : L'UE « ne reconnaît et ne reconnaîtra pas l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. »

Quoi qu'il en soit, ces derniers incidents en mer d'Azov seront évoqués par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui, à la demande de Kiev et de Moscou, doit se réunir « en urgence », ce 26 novembre.

Conflit russo-ukrainien : Trump envisage d'annuler sa rencontre avec Poutine

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 28/11/2018 à 08:55 Publié le 28/11/2018 à 08:16



Les deux dirigeants s'étaient entretenus brièvement le 11 novembre en marge des commémorations du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale. JORGE SILVA/AFP

Trois jours après la capture des navires ukrainiens par la Russie, la situation est toujours tendue. La loi martiale doit entrer en vigueur ce mercredi en Ukraine pour trente jours renouvelables.

«Je n'aime pas cette agression.» A quelques heures du sommet du G20, le président américain Donald Trump a déclaré mardi qu'il pourrait annuler la rencontre prévue avec son homologue russe Vladimir Poutine. Tous deux doivent se rencontrer en fin de semaine à Buenos Aires mais l'incident survenu entre les marines russe et ukrainienne dans le détroit de Kertch pourrait bien modifier le planning.

Les homologues ont prévu de s'entretenir pour évoquer des questions sécuritaires comme le contrôle des armes, la situation au Moyen-Orient et en Ukraine. «Peut-être que cette entrevue n'aura pas lieu (...) Je n'aime pas cette agression. Je ne veux pas de ce genre d'agression», a dit Donald Trump dans un entretien au *Washington Post*, précisant attendre un «rapport complet» de ses conseillers à la sécurité.

Dimanche, les forces russes ont ouvert le feu sur trois bâtiments de guerre ukrainiens qu'ils accusent d'avoir franchi illégalement la frontière russe et de ne pas avoir obtempéré aux ordres de s'arrêter. L'incident s'est produit au niveau du détroit de Kertch, qui sépare la mer d'Azov de la mer Noire, et qu'enjambe depuis mai dernier un long port russe reliant le territoire russe à la péninsule de la Crimée, annexée par Moscou en 2014. Les trois navires ont ensuite été capturés par des commandos du FSB, chargés de la protection aux frontières.

Le président ukrainien évoque la "menace d'une guerre totale"



Le président ukrainien Petro Porochenko évoque la «menace d'une guerre totale» avec la Russie qui a selon lui «augmenté drastiquement» sa présence militaire à la frontière.

Trois jours après l'incident, la situation est toujours tendue. Le président ukrainien Petro Porochenko a évoqué la «menace d'une guerre totale» avec la Russie qui a selon lui «augmenté drastiquement» sa présence militaire à la frontière.

Il s'agit de la première confrontation militaire ouverte entre Moscou et Kiev depuis l'annexion de la Crimée et le début la même année d'un conflit armé dans l'est de l'Ukraine entre forces ukrainiennes et séparatistes prorusses qui a fait plus de 10.000 morts.

Washington appelle à soutenir l'Ukraine

La loi martiale, qui entre en vigueur ce mercredi dans une dizaine de régions, va permettre pendant un mois aux autorités ukrainiennes de mobiliser ses citoyens, de réguler l'activité des

médias et de limiter les rassemblements publics. Elle sera imposée pour une durée, renouvelable, de trente jours.

Aux yeux de Vladimir Poutine, «il est évident que tout cela a été fait en lien avec la campagne électorale en Ukraine» pour l'élection présidentielle du printemps. Moscou assure avoir agi «en stricte conformité avec le droit international» et accuse Kiev de chercher «un prétexte pour renforcer les sanctions» de l'UE et de Washington contre la Russie, déjà en place depuis 2014.

Washington, qui avait dénoncé la veille une action «illégal» de Moscou, a appelé mardi les Européens à faire «davantage pour assister l'Ukraine», notamment au sujet des sanctions contre la Russie qui «ne sont pas toujours totalement mises en œuvre».

L'Ukraine déclare la loi martiale, Poutine fait part d'une "sérieuse préoccupation"

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 27/11/2018 07:19 CET | Actualisé 27/11/2018 08:31 CET La rédaction du HuffPost avec AFP

Le président russe a dénoncé des "actions de provocation de la partie ukrainienne" dans un entretien avec Angela Merkel, ce mardi.



ASSOCIATED PRESS Lors d'un entretien avec Angela Merkel, Vladimir Poutine "a exprimé une sérieuse préoccupation en raison de la décision de Kiev de placer ses forces armées en état d'alerte" (Photo d'illustration).

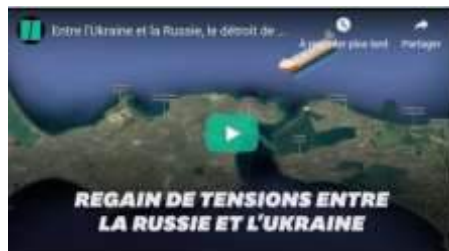
UKRAINE - Les relations entre la Russie et l'Ukraine ne sont pas au beau fixe. Après la brusque flambée des tensions, le pays dirigé par Petro Porochenko a soumis au vote du Parlement une proposition visant à placer les régions frontalières sous le régime de la loi martiale pour 30 jours, lundi 26 novembre. Une proposition acceptée au terme de débats houleux. Dans une allocution télévisée à la nation, le président ukrainien a justifié cette initiative par "la menace extrêmement élevée" d'une offensive terrestre russe.

Pour rappel, la Russie est accusée d'avoir intentionnellement percuté un navire militaire ukrainien le 25 novembre. L'incident s'est produit à proximité du détroit de Kertch, théâtre d'une escalade des tensions entre les deux pays. Il s'agit de la première confrontation ouverte entre Moscou et Kiev depuis l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par la Russie en 2014 et l'éclatement d'un conflit armé dans l'Est de l'Ukraine entre forces ukrainiennes et séparatistes prorusses qui a fait depuis plus de 10.000 morts.

Poutine inquiet

Ce mardi 27 novembre, le président Vladimir Poutine a fait part à Angela Merkel d'une "sérieuse préoccupation". Il a donc demandé à la chancelière allemande de dissuader Kiev de tout acte "irréfléchi", a annoncé mardi le Kremlin dans un communiqué. Les deux dirigeants se sont entretenus au téléphone "à l'initiative allemande" pour discuter l'"incident dangereux", qui a eu lieu dimanche en mer Noire, selon la même source.

Lors de cet entretien avec Angela Merkel, Vladimir Poutine "a exprimé une sérieuse préoccupation en raison de la décision de Kiev de placer ses forces armées en état d'alerte et d'instaurer la loi martiale", indique le communiqué. Le président russe a dénoncé des "actions de provocation de la partie ukrainienne et une violation grossière des normes du droit international par ses navires militaires", souligne-t-il. Vladimir Poutine a également "dit espérer que Berlin pourra influencer les autorités ukrainiennes afin de les dissuader des actes ultérieurs irréfléchis", ajoute le communiqué.



L'Ukraine demande à l'Otan d'envoyer des navires en mer d'Azov

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Otan par Laurent Lagneau Le 29-11-2018



Photo : Détroit de Kertch

Depuis qu'elle a annexé la Crimée, la Russie contrôle les deux rives du détroit de Kertch et peut donc faire ce qu'elle veut en mer d'Azov. Le souci est que l'Ukraine a un littoral qui donne sur cette dernière. D'où les tensions de ces derniers mois, qui ont culminé le 25 novembre avec la capture de trois navires de la marine ukrainienne par la garde-côtière russe.

À Kiev, l'on redoute maintenant une action militaire russe visant à s'emparer des côtes ukrainiennes sur la mer d'Azov, dont le port de Marioupol. D'où l'instauration, le 28 novembre, de la loi martiale dans les régions concernées. Dans le même temps, il a été rapporté que la Russie avait renforcé ses défenses côtières à proximité du détroit de Kertch avec le déploiement de systèmes anti-navires « 3K60 Bal ».

Dans un entretien publié par le quotidien allemand Bild, le président ukrainien, Petro Porochenko, a demandé à l'Otan d'envoyer des navires en mer d'Azov afin d'aider Kiev à y assurer la « sécurité ». Pour rappel, l'Ukraine n'est pas membre de l'Alliance atlantique, seulement un proche partenaire.

« L'Allemagne est l'un de nos plus proches alliés et nous espérons que des pays au sein de l'Otan sont désormais prêts à dépêcher des navires en mer d'Azov pour aider l'Ukraine et y assurer la sécurité », a en effet déclaré M. Porochenko. Selon lui, le chef du Kremlin, Vladimir Poutine, « ne veut rien de moins qu'occuper la mer [d'Azov] » et « le seul langage qu'il comprenne est l'unité du monde occidental. »

« L'Allemagne doit également se demander: que fera ensuite Poutine si nous ne le stoppons pas », a ensuite continué M. Porochenko.

De son côté, M. Poutine a justifié l'intervention des gardes-côtes russes contre les trois navires ukrainiens. « Que s'est-il passé ? Ils n'ont pas répondu aux demandes de nos gardes-frontières. Et sont entrés dans nos eaux territoriales », a-t-il dit, avant de qualifier cet incident de « provocation » organisée par M. Porochenko, en vue de la prochaine élection présidentielle ukrainienne.

Quoi qu'il en soit, l'action des gardes-frontières russes a été condamné par les Occidentaux. Pour autant, il n'est pas question, du moins pour l'Union européenne, de parler de nouvelles sanctions à l'égard de la Russie.

« Nous sommes consternés par cet usage de la force par la Russie qui, dans un contexte de militarisation croissante dans la région, est inacceptable », ont ainsi déclaré les gouvernements

des 28 pays de l'UE, via une déclaration publiée par Federica Mogherini, Mme le Haut-représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité.

« L'Union européenne continuera à suivre de près la situation et est déterminée à agir de manière appropriée, en étroite coordination avec ses partenaires internationaux », est-il ajouté dans ce texte, qui a demandé trois jours de négociations avant d'être publié.

En effet, il a fallu aux pays membres trouver un accord sur l'éventualité de nouvelles sanctions à l'égard de la Russie, la Pologne y étant favorable alors que la France et l'Allemagne ont estimé cette démarche prématurée.

Quoi qu'il en soit, l'UE a aussi demandé à la Russie « d'assurer un passage libre et sans entrave dans le détroit de Kertch à destination et en provenance de la mer d'Azov, conformément au droit international » et appelé toutes les parties à « plus grande retenue pour désamorcer immédiatement la situation. »

En outre, l'UE a rappelé que « l'annexion illégale de la péninsule de Crimée par la Russie en 2014 demeure un défi direct à la sécurité internationale, avec de graves implications pour l'ordre juridique international qui protège l'unité et la souveraineté de tous les États » et que la « construction du pont de Kertch constitue une nouvelle violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ».

Et de conclure : « L'Union européenne réaffirme qu'elle soutient sans réserve l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. »

Tensions avec la Russie : Pour l'Allemagne, l'Ukraine doit se « montrer raisonnable »

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Otan par Laurent Lagneau Le 29-11-2018



Après la capture de trois de ses navires par la garde-côtière russe, le 25 novembre, l'Ukraine craint que la Russie aille encore plus loin en prenant le contrôle de son littoral donnant sur la mer d'Azov, dont l'accès passe par le détroit de Kertch, situé entre la Crimée et la péninsule de Taman [Russie].

D'où la demande adressée par Petro Porochenko, le président ukrainien, à l'Otan d'envoyer des navires en mer d'Azov. Et sa requête s'adressait plus particulièrement à l'Allemagne, laquelle, selon lui, devrait aussi « se demander » ce que « fera ensuite [Vladimir] Poutine si nous ne le stoppons pas ».

Déjà pas favorable à imposer d'autres sanctions à la Russie (mais en condamnant, toutefois, les actions de cette dernière), l'Allemagne a opposé une fin de non-recevoir à la requête de M. Porochenko.

Ainsi, la chancelière allemande, Angela Merkel, a estimé, ce 29 novembre, que l'Ukraine se devrait de « rester avisée car nous ne pourrions résoudre les choses qu'en restant raisonnables, en discutant les uns avec les autres ».

« Il ne peut y avoir de solution militaire à ces confrontations », a encore insisté Mme Merkel, qui s'exprimait à l'occasion forum économique germano-ukrainien.

Dans le même temps, Mme Merkel a promis qu'elle aborderait avec le chef du Kremlin la question de l'accès à la mer d'Azov, lequel a été rendu plus compliqué depuis l'inauguration du pont de « Crimée », qui traverse le détroit de Kertch. »

« Car tout cela est à mettre totalement sur le compte du président russe. Depuis que ce pont a été inauguré en mai, les conditions de navigation ont empiré », a affirmé Mme Merkel, qui a aussi assuré qu'elle ferait tout pour le littoral ukrainien en mer d'Azov, et notamment le port de Marioupol, restent accessibles par voie maritime.

Dans cette affaire, l'Allemagne est, en quelque sorte, entre le marteau et l'enclume, principalement pour des considérations énergétiques. En juillet, le président américain, Donald Trump, lui en avait fait le reproche.

« L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie [...] elle est prisonnière de la Russie. Elle paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela? Ce n'est pas juste », avait en effet lancé le chef de la Maison Blanche, lors du dernier sommet de l'Otan.

La raison de son courroux portait un nom : Nord Stream 2, c'est à dire celui du projet de gazoduc qui doit relier directement la Russie à l'Allemagne sans passer par l'Ukraine. »

« Les États-Unis ont toujours été opposés à ce projet, pointant une contradiction fondamentale de la politique allemande. [...] D'un côté le pays est un partenaire engagé de l'Otan en faveur du régime de sanctions [contre la Russie]. Dans le même temps, l'Allemagne n'arrive pas à reconnaître la dimension politique de Nord Stream 2 et semble assez indifférente à fournir à la Russie un levier politique supplémentaire », avait expliqué, à l'époque, Marco Giuli, du centre de réflexion European Policy Centre (EPC).

C'est sans doute aussi à l'aune de ce type de considérations (et non pas seulement sous le seul prisme environnemental) qu'il faut appréhender le sujet de la « transition énergétique », qui fait beaucoup de bruit en ce moment. En 2017, la moitié des importations de gaz naturel des pays de l'Union européenne a été fournie par la Russie. Et il n'y a pas de solution de substitution : la production norvégienne est au « taquet » et l'Algérie ne peut pas suivre la demande, faute d'avoir pu moderniser ses infrastructures.

Politique

Ukraine : le Parlement vote la loi martiale

Actualité Internationale

Alors que les tensions montent avec la Russie, le Parlement ukrainien vient de voter la loi martiale dans les régions frontalières du pays.

Source AFP Modifié le 27/11/2018 à 10:01 - Publié le 26/11/2018 à 21:23 | Le Point.fr



Des nationalistes ukrainiens ont réclamé l'instauration de la loi martiale en réaction à l'incident avec la Russie. © STR / NurPhoto

La tension est montée d'un cran entre l'Ukraine et la Russie aujourd'hui. Kiev a dans un premier temps accusé la Russie d'avoir capturé trois navires militaires. Ce lundi soir, le Parlement national a voté l'introduction de la loi martiale, une décision qui concerne les zones frontalières pour les trente prochains jours.

Un projet de loi ad hoc a été approuvé par 276 députés, alors qu'un minimum de 226 était requis, lors d'une séance houleuse en présence du président Petro Porochenko et de son Premier ministre Volodymyr Groïsmann. Cette décision, sans précédent depuis l'indépendance de cette ex-

république soviétique en 1991, a été prise à l'initiative du président Porochenko, qui l'a justifiée par un risque accru d'une offensive terrestre russe.

« Les informations des services de renseignements montrent la menace extrêmement élevée d'une opération terrestre contre l'Ukraine », avait affirmé Petro Porochenko plus tôt dans la journée dans une allocution télévisée à la nation. « Dès que le soldat russe franchit notre frontière, je ne perdrai pas une seconde pour protéger notre pays », a-t-il renchéri devant les députés avant le vote.



Une durée réduite

Face à la résistance de parlementaires, le chef de l'État a dû modifier certaines dispositions de son projet de loi, notamment en réduisant sa durée de soixante à trente jours afin qu'il n'entrave pas la campagne électorale pour la présidentielle, qui doit débiter le 31 décembre. Petro Porochenko a également limité l'action de la loi à plusieurs régions frontalières alors qu'elle était initialement censée concerner l'ensemble du territoire ukrainien. Par un vote séparé, les députés ont par ailleurs formellement fixé la date de la présidentielle au 31 mars 2019.

Dimanche soir, des bateaux russes se sont emparés de trois navires militaires ukrainiens - deux petites vedettes blindées et un remorqueur - après leur avoir tiré dessus, faisant une vingtaine de prisonniers dans le détroit de Kertch, qui relie la mer Noire à la mer d'Azov. Cet incident armé a également fait plusieurs blessés parmi les Ukrainiens - six selon Kiev, trois selon Moscou - et suscité un tollé en Ukraine et chez plusieurs de ses alliés occidentaux. Kiev et les Occidentaux ont régulièrement accusé ces derniers mois la Russie d'« entraver » délibérément la navigation des navires commerciaux ukrainiens entre la mer Noire et la mer d'Azov.

La Russie a annexé en 2014 la péninsule ukrainienne de Crimée. Elle est aussi accusée par Kiev et l'Occident de soutenir militairement les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine, un conflit qui a fait plus de 10 000 morts. Moscou nie son implication militaire malgré de nombreuses preuves recueillies par plusieurs médias internationaux.



MADAGASCAR

Politique

Hery Rajaonarimampianina : pour qui sonne le glas...

Grand format <https://www.agenceecofin.com/> vendredi, 23 novembre 2018 16:29 Servan Ahougnon



(Ecofin Hebdo) - Sur l'île de Madagascar, un homme voit rouge comme la terre de ses ancêtres. Le président sortant Hery Rajaonarimampianina ne participera pas au second tour des élections présidentielles du pays qu'il dirige depuis 2014.

Le 17 novembre, la commission électorale malgache a annoncé les résultats du premier tour des élections présidentielles. Finalement, les deux candidats qui s'affronteront au second tour sont Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Le premier, alors maire de Tananarive, avait été à l'origine du renversement du second, en 2009, alors que ce dernier dirigeait le pays depuis 6 ans. Finalement, même si l'un des deux candidats devra le séduire pour gagner les élections, le président sortant, Hery Rajaonarimampianina n'aura été qu'un intermède dans la lutte qui oppose les deux hommes, interdits de candidature en 2013.

A l'heure des comptes

« A Madagascar, lorsque je suis arrivé en 2014, le taux de pauvreté était de 92%. Aujourd'hui, il est de 70%. On a commencé à reconstruire ce pays. On a pu, par exemple, augmenter la productivité au niveau rizicole de 30% en l'espace de quatre ans. On a commencé à travailler sur différents projets et je pense que c'est la logique de continuité de ce que l'on a déjà commencé qui justifie ma candidature ».



« On a commencé à reconstruire ce pays. »

Ce sont les mots qu'Hery Rajaonarimampianina avait utilisés, dans une interview à RFI, pour justifier sa candidature aux élections du 7 novembre dernier. Mais malgré toutes les tentatives du président sortant de paraître rassurant, il semblait déjà appréhender l'échec cuisant que constitue pour lui le scrutin du 7 novembre. De toute façon, rien ne semblait pouvoir le soustraire à cette situation. Il y avait déjà échappé en 2015, lorsque l'Assemblée nationale avait voté sa destitution, il n'avait réussi à garder son poste que grâce à la Haute Cour constitutionnelle qui avait jugé la demande « *non fondée* ».

« A Madagascar, lorsque je suis arrivé en 2014, le taux de pauvreté était de 92%. Aujourd'hui, il est de 70%. »

Au final, l'absence d'une base politique forte aura empêché Hery Rajaonarimampianina de survivre à un bilan mitigé. Malgré toute sa bonne volonté, le président au patronyme en 19 lettres ne devra se contenter que d'un bref mandat qu'il a même failli ne pas achever. Tout cela parce qu'à l'heure des comptes, la légère avancée économique (une croissance de 5,1% en 2018) n'a pas suffi pour donner à Hery Rajaonarimampianina la stature qui lui manquait déjà en 2013.



Le président au patronyme en 19 lettres devra se contenter d'un bref mandat.

Finalement, ceux qui le considéraient comme un président de substitution, ayant profité de la disqualification des deux leaders politiques du pays, n'avaient pas forcément tort.

Un président par défaut ?

Né en 1958, il a grandi dans un milieu modeste, dans le village d'Antsofinondry. Il a étudié la comptabilité au lycée technique-commercial Ampefiloha où il a obtenu son baccalauréat.

A l'université, il choisit un cursus en sciences économiques. Il obtient une licence, en 1982, à l'établissement d'enseignement supérieur de droit, d'économie, de gestion et de sciences sociales, de l'université d'Ankatso Antananarivo. Il part ensuite pour le Canada où il obtient un diplôme de technicien supérieur en finance et comptabilité à l'université du Québec. En 1991, il décroche son diplôme d'expertise comptable du Certified General Accountant's Association.

De 1991 à 1995, il occupe le poste de directeur des études à l'Institut national des sciences comptables et de l'administration d'entreprises (INSCAE). Dans le même temps, il enseigne à l'université d'Antananarivo et à l'Institut d'administration des entreprises de Metz, en France. En 1995, il fonde son propre cabinet d'expertise comptable. Compétent, il réussit à travailler avec de nombreuses entreprises internationales. Son succès est tel qu'en 2009, il est nommé président de l'ordre des experts-comptables et commissaires aux comptes de Madagascar.

En 1995, il fonde son propre cabinet d'expertise comptable. Compétent, il réussit à travailler avec de nombreuses entreprises internationales.

Quelques semaines plus tard, il intègre le gouvernement, « *illégitime* » d'Andry Rajoelina. Alors maire de la capitale, ce dernier prend la tête des manifestations qui aboutiront à l'éviction du pouvoir et à l'exil forcé du président de l'époque, Marc Ravalomanana. Hery Rajaonarimampianina est alors nommé ministre des Finances et du Budget.

Pendant quatre ans, il réussit, sans le soutien de la communauté internationale qui désavoue la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina, à contenir l'inflation et à maintenir la stabilité de l'ariary, la monnaie malgache. La capacité de l'administration Rajoelina à payer les travailleurs à date apportera à ce dernier et à son ministre des finances une certaine popularité.



Elu avec le soutien de Andry Rajoelina, Hery Rajaonarimampianina s'était rapidement affranchi de son mentor.

Alors, lorsqu'à l'issue de la Transition, tous les anciens chefs d'Etat malgaches sont exclus des présidentielles de 2013, Hery Rajaonarimampianina saisit sa chance, soutenu bon gré mal gré par le putschiste sortant Andry Rajoelina.

Deuxième à l'issue du premier tour, il remporte tout de même la victoire contre Jean-Louis Robinson, son adversaire, substitut de Marc Ravalomanana en exil.



C'est Hery Rajaonarimampianina qui a permis à Marc Ravalomanana de revenir au pays et de reprendre sa place dans le jeu politique.

Une fois élu, contre toute attente, Hery Rajaonarimampianina s'affranchit de la tutelle d'Andry Rajoelina. Il permet même à Marc Ravalomanana de revenir au pays et de reprendre sa place dans le jeu politique.

Une fois élu, contre toute attente, Hery Rajaonarimampianina s'affranchit de la tutelle d'Andry Rajoelina. Il permet même à Marc Ravalomanana de revenir au pays et de reprendre sa place dans le jeu politique.

4 années plus tard, il ne parviendra pas à se hisser au second tour. Dans cette histoire, il est à nouveau cantonné à un second rôle: celui d'arbitre entre les deux leaders au coude à coude (35% et 39%). Ses maigres 9% pourraient faire la différence. En consolation, sa parole sera d'or.

MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE

Défense

Comment Trump vend l'atome à l'Arabie saoudite

Actualité International

L'administration américaine négocie depuis 2017 avec Riyad la fourniture de réacteurs nucléaires, qui pourraient aboutir à la fabrication de la bombe atomique.

Par Armin Arefi Modifié le 28/11/2018 à 15:40 - Publié le 28/11/2018 à 11:06 | Le Point.fr



Le président américain Donald Trump, se vantant de l'étendue des ventes américaines d'armes à l'Arabie saoudite, en recevant le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dans le Bureau ovale, le 20 mars 2018. © AFP/ MANDEL NGAN

Pour justifier ses hésitations à incriminer le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane (MBS), soupçonné par la CIA d'avoir commandité l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, Donald Trump n'hésite pas à mentionner les 110 milliards de contrats d'armes que les États-Unis ont conclus avec l'Arabie saoudite en 2017. Selon le président américain, ces signatures représenteraient la création de près d'un million d'emplois. Pourtant, les experts s'accordent à dire que, pour l'heure, seuls 14,5 milliards de dollars de contrats auraient été effectivement signés entre Riyad et Washington, ce qui n'a abouti, pour l'instant, qu'à 500 nouveaux emplois américains.

Cependant, il existe un tout autre aspect de la relation stratégique américano-saoudienne que le pensionnaire de la Maison-Blanche s'est bien gardé d'évoquer au cours des dernières semaines. D'après le *New York Times*, l'administration Trump serait en négociation avec l'Arabie saoudite pour lui vendre des réacteurs nucléaires. Conduites depuis 2017 par le département américain de l'Énergie, ainsi que le département d'État, les discussions porteraient sur un montant avoisinant 80 milliards de dollars (65 milliards d'euros).

16 réacteurs nucléaires

« Un réacteur nucléaire produit du combustible qui est ensuite introduit dans des centrifugeuses afin d'être enrichi à 3 ou 3,5% dans un but civil », explique au *Point* François Géré, président de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas) et expert de la question du nucléaire. « Pour ce faire, il est nécessaire de développer toute une industrie nucléaire civile, ou alors d'acheter clé en main l'ensemble du complexe – réacteur nucléaire et usine d'enrichissement d'uranium – qu'il ne reste plus qu'à faire tourner. Cette dernière solution est la plus rapide, commode et onéreuse, et il semble que c'est celle-ci qui ait été choisie par l'Arabie saoudite. »

Le 5 novembre dernier, le prince héritier saoudien a posé en grande pompe, à la Cité des sciences de Riyad, la première pierre du premier réacteur de recherche nucléaire du royaume. **Selon l'agence de presse officielle SPA**, seize réacteurs sont prévus au cours des deux prochaines décennies. Afin de prévenir la fin annoncée des hydrocarbures, et face aux besoins grandissants de sa population de 30 millions d'habitants – dont 20 millions de Saoudiens et 10 millions d'expatriés –, le royaume al-Saoud entend diversifier ses sources d'énergie, qui reposent pour l'heure principalement sur le pétrole et le gaz naturel.

Négociations secrètes

Cette « politique nationale sur le programme de l'énergie atomique » a été officiellement approuvée par le gouvernement saoudien en mars dernier. Riyadh projette de commencer la construction de ses premiers réacteurs dès l'année prochaine, pour une mise en service en 2027. À terme, la pétromonarchie souhaiterait produire 17,6 gigawatts d'électricité d'ici à 2040, soit 10% de la production nationale, ce qui en fait un des programmes nucléaires les plus ambitieux au monde.

D'après le *New York Times*, la construction des deux premiers réacteurs serait confiée à la firme américaine Westinghouse, qui opérerait sur place par le biais d'entreprises sud-coréennes. Secrètes, les négociations sont conduites par le secrétaire d'État à l'Énergie Rick Perry, qui s'est rendu à Riyadh fin 2017, affirme le quotidien américain. En février dernier, il était à Londres pour discuter d'un accord de non-prolifération nucléaire de type 1-2-3, sur le modèle de ceux qui ont déjà été conclus avec la Corée du Sud, l'Inde et les Émirats arabes unis. Il prévoit la fourniture à l'Arabie saoudite de combustible sur une durée de dix à quinze ans. Mais problème : les Saoudiens ont d'ores et déjà refusé.

Enrichissement d'uranium

Le ministre saoudien de l'Énergie, Khalid al-Falih, a indiqué que le royaume al-Saoud souhaitait enrichir lui-même l'uranium, qu'il possède dans son sous-sol, alors qu'il lui coûterait moins cher d'importer le combustible depuis l'extérieur. « Il ne serait pas naturel pour nous de faire venir de l'uranium enrichi depuis un pays étranger », a-t-il déclaré en mars à l'agence de presse Reuters. À faible niveau d'enrichissement (3,5%), ce procédé permet de produire le combustible nécessaire pour fabriquer de l'électricité ou pour la production d'isotopes médicaux, qui servent à diagnostiquer certains cancers. Mais, s'il est enrichi à 90%, l'uranium peut servir à fabriquer la bombe atomique, ce qui est formellement interdit en vertu du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), que l'Arabie saoudite a signé – mais pas ratifié.

C'est justement la découverte d'un programme d'enrichissement d'uranium secret en Iran, en 2002, qui a provoqué la crise du nucléaire iranien, la communauté internationale soupçonnant Téhéran de vouloir se doter de l'arme atomique sous le couvert d'un programme à but civil. Après quatre salves de sanctions onusiennes, une confrontation militaire avec la République islamique a été évitée grâce à la signature, en juillet 2015, d'un accord historique sur le nucléaire iranien, qui a considérablement réduit les capacités d'enrichissement de l'Iran, en échange d'une levée des sanctions contre Téhéran. Depuis, à treize reprises, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a annoncé que l'Iran respectait bien ses engagements.

Comme en Iran

Pourtant, cet accord est plus que jamais menacé en raison du retrait de Donald Trump en mai dernier. Le président américain juge le texte insuffisant (il ne traite pas du programme balistique iranien et des « activités déstabilisatrices » de l'Iran au Moyen-Orient, estime-t-il) et il a prononcé contre Téhéran les sanctions « les plus dures de l'histoire » pour le contraindre à accepter ses conditions.

Mais voilà que des doutes apparaissent aujourd'hui sur la nature purement civile, comme les Saoudiens l'affirment, du futur programme nucléaire de l'Arabie saoudite, pays autrement plus proche des États-Unis, que Donald Trump a qualifié d'« allié inébranlable », en dépit de l'affaire Khashoggi qui a terni son image. D'autant que, selon le *New York Times*, qui cite des responsables américains, Riyadh aurait fait part à Washington de son refus de signer un accord permettant à des agents de l'AIEA de venir inspecter le futur programme nucléaire saoudien, comme le requiert le TNP.

« Si l'Iran développait une bombe nucléaire, nous suivrions sans attendre »

Les déclarations officielles saoudiennes ne font qu'alimenter la suspicion. En mars dernier, le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a assuré, dans une interview à la chaîne américaine CBS, que « l'Arabie saoudite ne veut pas acquérir la bombe nucléaire ». Non sans

ajouter : « Sans aucun doute, si l'Iran développait une bombe nucléaire, nous suivrions sans attendre. » Un avertissement depuis répété par le ministre saoudien de l'Énergie, ainsi que par son homologue des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir. Or l'Arabie saoudite est, avec les États-Unis, Israël et les Émirats arabes unis, l'un des rares pays à dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien, dont ils estiment que la durée limitée dans le temps – dix ans – n'écarte pas, à terme, l'éventualité d'une bombe atomique iranienne. Un risque qui pourrait être décuplé si la République islamique venait à quitter à son tour l'accord, et reprenait la totalité de ses activités nucléaires.

Surtout que le pays des Deux Saintes Mosquées n'est pas amateur en matière de nucléaire militaire. C'est en effet l'Arabie saoudite qui a financé l'obtention par le Pakistan de la bombe atomique dans les années 1980. C'est encore Riyad qui, d'après le *New York Times*, a acheté en 1988 à la Chine des missiles de moyenne portée conçus pour porter des têtes nucléaires, chimiques ou biologiques.

Vers une course à la bombe au Moyen-Orient ?

« Si les raisons pour lesquelles l'Arabie saoudite souhaite se doter d'une industrie nucléaire posent question, nous sommes encore loin d'une bombe saoudienne », souligne le spécialiste du nucléaire François Géré. « Car l'Arabie saoudite ne dispose aujourd'hui ni des infrastructures ni des compétences humaines (ingénieurs, chimistes, techniciens, ouvriers, NDLR) indispensables à la fabrication de centrifugeuses suffisamment solides pour tourner rapidement et enrichir à un degré supérieur, ce qui ne se trouve pas du jour au lendemain. »

Néanmoins, à l'heure où Donald Trump fait preuve de certaines largesses vis-à-vis de son allié moyen-oriental, englué dans l'affaire Khashoggi, au nom des intérêts commerciaux des États-Unis, nombreux sont ceux qui se demandent si le président américain ne serait pas en train d'ouvrir la voie à une nucléarisation prochaine de l'Arabie saoudite, prélude à une course à la bombe généralisée au Moyen-Orient.

Dans une lettre envoyée fin octobre au pensionnaire de la Maison-Blanche, rapportée par Reuters, cinq influents sénateurs américains, démocrates et républicains, ont exhorté Donald Trump à suspendre les négociations nucléaires en cours avec Riyad, menaçant d'utiliser leur veto dans le cas contraire (ils auraient besoin de la majorité dans les deux chambres). « Les révélations en cours au sujet du meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, ainsi que certaines actions saoudiennes relatives au Yémen et au Liban, ont suscité de sérieuses inquiétudes quant à la transparence, la responsabilité et le jugement des dirigeants actuels en Arabie saoudite », écrivent les élus.

L'Arabie Saoudite confirme l'achat du système antimissile américain THAAD pour 15 milliards de dollars

<http://www.opex360.com/> Posté dans Défense antimissile, Moyen-Orient par Laurent Lagneau Le 29-11-2018



Il y a un peu plus d'un an, la Defense Cooperation Security Agency [DSCA], l'agence chargée de gérer les exportations américaines d'équipements militaires, recommandait au Congrès d'approuver la vente de systèmes anti-missiles THAAD [Terminal High Altitude Area Defense] à l'Arabie Saoudite.

Ce qui a été fait depuis car, ce 29 novembre, un porte-parole de la diplomatie américaine a confirmé une information de la chaîne CNBC selon laquelle Riyad a signé un contrat de 15 milliards de dollars [13,2 milliards d'euros] pour acquérir un tel système.

Dans le détail, et d'après l'avis de la DSCA, l'Arabie Saoudite recevra ainsi 44 lanceurs THAAD, 360 missiles intercepteurs, 16 stations de communication et 7 radars AN/TPY-2. Le maintien en condition opérationnelle et la formation des opérateurs sont comprises dans le contrat.

Le système THAAD est en mesure d'intercepter des missiles de portée inférieure à 800 km ayant des trajectoires dites à énergie minimale ou bien des missiles de portée d'au plus 1.500 km ayant des trajectoires dites « tendues ».

Pour justifier sa recommandation, la DSCA avait expliqué que la livraison de ces systèmes THAAD permettrait de « soutenir la sécurité à long-terme de l'Arabie Saoudite et de la région du Golfe face à l'Iran et aux autres menaces de la région », dont la « menace grandissante des missiles balistiques. »

Ces derniers mois, le royaume saoudien a été la cible de plusieurs tirs de missiles balistiques depuis le Yémen, l'Iran ayant très vraisemblablement, selon un groupe d'experts des Nations unies, livré de tels engins à la rébellion Houthis, cette dernière étant aux prises avec une coalition arabe dirigée par Riyad.

Justement, le 28 novembre, le Sénat américain, qui envisage de suspendre les livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite, a adopté la poursuite des travaux sur une résolution exigeant l'arrêt du soutien de Washington à la coalition arabe au Yémen, alors que cette dernière a récemment indiqué qu'elle se passerait désormais des avions ravitailleurs de l'US Air Force pour ses opérations.

Une initiative de même nature, portant plus précisément sur l'implication militaire des États-Unis au Yémen avait déjà fait l'objet d'un débat en mars dernier. Visiblement, le meurtre, en Turquie, du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, a fait bouger les lignes.

« L'Arabie saoudite, du fait de sa situation géographique et de la menace iranienne, est fondamentale pour maintenir la sécurité régionale et celle d'Israël, et nos intérêts dans la stabilité au Proche-Orient », avait plaidé James Mattis, le chef du Pentagone, avant le vote du Sénat. Des relations de long terme nous guident, mais ne nous aveuglent pas. Nous devons maintenir notre double exigence de faire rendre des comptes aux responsables du meurtre tout en reconnaissant la réalité de la nécessité de compter l'Arabie saoudite comme un partenaire stratégique », avait-il ajouté. Ce qui n'a pas convaincu les sénateurs américains.

En revanche, ces derniers le furent davantage le 16 novembre, au moment de se prononcer sur une autre résolution demandant l'arrêt du soutien américain à Manama et défendue, notamment, par le libertarien Rand Paul. En effet, il n'était pas question de sanctionner Bahreïn pour son implication au Yémen étant donné que ce pays abrite la Ve Flotte de l'US Navy.

« Sa volonté d'abriter nos forces navales place en outre le Bahreïn face à un risque plus élevée d'attaques de la part de l'Iran et de groupes terroristes qui veulent frapper les États-Unis », avait expliqué le sénateur démocrate Bob Menendez, qui soutient toutefois la suspension des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite.

L'Irak renoue avec le jeu ancestral qui était à la mode en Mésopotamie il y a 5000 ans

Culture Par AFP agence Le figaro.fr Publié le 27/11/2018 à 06:30



L'archéologue britannique Ashley Barlow et l'artisan irakien Hochmand Mofaq jouent au jeu royal d'Ur à Raniye, en Irak. SHWAN MOHAMMED/AFP

Les règles du jeu royal d'Ur, dont le plateau a été retrouvé il y a un siècle dans le sud du pays, étaient restées mystérieuses jusqu'à ces dernières années. Il connaît un nouvel engouement grâce à des chercheurs britanniques et aux amateurs qui se passionnent pour ce loisir qui a essaimé de la Méditerranée à l'Inde.

Sur le plateau de jeu en bois orné de symboles de l'ancienne Mésopotamie, Hochmand Mouafaq avance son pion d'autant de cases que l'indique le dé pyramidal: cet artisan kurde est l'un des premiers à accomplir ces gestes depuis des millénaires en Irak.

En faisant revivre le jeu royal d'Ur, Hochmand Mouafaq cherche à «montrer aux gens ce que nous avions avant». «Avant», c'est quand l'Irak n'existait pas encore et que les civilisations sumérienne, akkadienne, assyrienne ou babylonienne se succédaient dans le Croissant fertile entre le Tigre et l'Euphrate.

Résistant au temps et aux distances, le jeu royal d'Ur a tenu en haleine des heures durant ces peuples de la Mésopotamie, dans ce qui est devenu l'Irak moderne, déchiré par les conflits. Il était à l'époque aussi populaire que l'est le backgammon aujourd'hui dans cette région. Avant de tomber mystérieusement dans l'oubli. Ce n'est qu'en 1922 qu'un plateau de ce jeu, une sorte de damier en forme de «H» allongé, a été découvert lors de fouilles dans le cimetière royal d'Ur, l'une des plus vieilles villes au monde, dans le sud de l'Irak, dont serait originaire Abraham. Il aura toutefois fallu plus de 50 ans de jeu de piste archéologique aux spécialistes du British Museum pour parvenir à en traduire les règles, découvertes en écriture cunéiforme sur des tablettes de terre cuite vieilles de plus de 2000 ans.

«Certains joueurs pariaient des tournées d'alcool ou même des femmes» Irving Finkel, conservateur du British Museum

Dans une vidéo diffusée par le British Museum, l'un des conservateurs du musée, Irving Finkel, visiblement friand de stratégie et fin connaisseur des astuces pour gagner, décrit un jeu qui allait bien au-delà du simple divertissement. «Certains joueurs pariaient des tournées d'alcool ou même des femmes», assure-t-il. Parfois, c'est la dimension ésotérique qui l'emportait. «Pour ceux qui croyaient à l'astrologie, le jeu était dirigé par des divinités et pouvait avoir un impact sur leur avenir», poursuit le chercheur.



Après avoir percé les secrets et découvert les subtilités du jeu royal d'Ur, l'archéologue britannique Ashley Barlow, qui dispense des cours à l'Université de Raparin à Raniye dans le

Kurdistan irakien, tente désormais de le faire revivre sur ses terres originelles. Pédagogue et décidé à convaincre que les joueurs n'ont besoin que de chance et de stratégie simple, il présente son plateau de jeu dans les parcs de Raniye, à 300 km au nord de Bagdad. Aux Irakiens qu'il rencontre, il explique que «c'est surtout une course pour amener ses sept pions au bout du plateau avant l'adversaire».

Le plateau qu'il a en main - une commande passée à Hochmand Mouafaq - est une libre interprétation de l'original, précieusement conservé au British Museum. C'est «le premier fabriqué en Irak depuis des millénaires», assure Ashley Barlow, mettant au défi quiconque de lui présenter un jeu royal d'Ur dessiné ou joué avant le «sien».

Un groupe de curieux semble captivé par les quatre dés en bois et les 14 pions rouges et blancs que les deux joueurs - Mouafaq et Barlow - avancent. Bien avant eux, le jeu royal d'Ur avait conquis les esprits au-delà de la Mésopotamie, si l'on en croit les pierres précieuses qui ornaient le plateau découvert au cimetière royal. «Du lapis-lazuli d'Afghanistan et de la cornaline du Pakistan», selon Ashley Barlow.

«Nous aimons à penser que la mondialisation est un phénomène récent, mais le plateau de jeu lui-même est la preuve d'un monde déjà mondialisé et connecté par les commerçants et les artisans» de l'époque, assure l'archéologue. D'ailleurs, ajoute-t-il, une forme dérivée du jeu existait encore jusqu'à récemment parmi la communauté juive de Kochi, en Inde.

À Raniye, Mam Rassoul, un retraité habitué des parties sans fin de backgammon et de jeux de dames, n'attend plus qu'un partenaire pour renouer avec la tradition ancestrale du jeu royal d'Ur. «Je n'ai pas grand-chose à faire donc je pourrai jouer n'importe quand!», lance-t-il rieur, derrière son imposante moustache noire. «Ce jeu a 5000 ans, mais pour nous, c'est une découverte toute récente.»

IRAN

Diplomatie

L'Iran prêt à "défendre" les intérêts du peuple saoudien (Rohani)



AFP 24 novembre 2018



Une photo fournie par la Présidence montre le président iranien Hassan Rohani (G), l'ancien président afghan Hamid Karzai (C), et le numéro deux du parti chiite libanais, le Hezbollah, Naïm Qassem (D), lors de la 32e conférence sur l'unité islamique, à Téhéran, le 24 novembre 2018

Téhéran (AFP) - Le président iranien Hassan Rohani a affirmé samedi que son pays, rival de l'Arabie saoudite, était prêt à "défendre" les intérêts du peuple saoudien et a appelé les musulmans du monde entier à s'unir contre les Etats-Unis.

L'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite, poids lourds du Moyen-Orient et dont les liens diplomatiques sont rompus depuis 2016, entretiennent des relations conflictuelles et difficiles depuis des décennies. Ils s'opposent sur de nombreux dossiers régionaux et internationaux.

Téhéran est un ennemi des Etats-Unis et Ryad est un proche allié de Washington.

"Nous sommes prêts à défendre, de toutes nos forces, les intérêts du peuple saoudien face au terrorisme et aux superpuissances", a affirmé M. Rohani lors d'une conférence internationale à Téhéran sur l'Unité islamique.

"Nous ne demandons pas 450 milliards de dollars pour ça et nous ne vous insultons pas", a-t-il ajouté, en référence au montant des contrats militaires entre Ryad et Washington.

Le président iranien a souligné que les "frères" saoudiens n'avaient rien à craindre de Téhéran.

"Ce que les Etats-Unis veulent (du Moyen-Orient) aujourd'hui c'est l'asservissement", a dit M. Rohani, appelant Ryad à mettre un terme à sa dépendance à l'aide militaire américaine "insultante".

Au lieu de "dérouler le tapis rouge aux criminels", a poursuivi le président iranien, les gouvernements des pays musulmans devraient s'unir contre les Etats-Unis et Israël qualifié de "tumeur cancéreuse de la région".

L'Iran ne reconnaît pas l'existence de l'Etat d'Israël et ce dernier accuse Téhéran de chercher à fabriquer la bombe atomique.

Ces derniers mois, les Etats-Unis ont rétabli des sanctions unilatérales contre l'Iran après s'être retirés en mai de l'accord sur le nucléaire signé en 2015 par Téhéran et les grandes puissances. Les Européens, la Chine et la Russie sont en revanche restées parties à cet accord avec Téhéran, qui en respecte les termes selon l'Agence internationale pour l'énergie atomique.

Grand allié des Etats-Unis et critique virulent de l'Iran, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dénoncé dans un communiqué "le régime iranien meurtrier".

"Les calomnies de Rohani, qui appelle à la destruction d'Israël, prouvent une nouvelle fois pourquoi les nations du monde entier doivent se joindre aux sanctions imposées au régime terroriste iranien qui les menace elles aussi", a-t-il déclaré.

Economie

Iran: Le chinois CNPC remplace Total dans le projet South Pars



Reuters 25 novembre 2018

DUBAI (Reuters) - Le groupe pétrolier public chinois CNPC a remplacé le français Total dans le projet gazier South Pars, a déclaré le ministre du Pétrole iranien Bijan Zanganeh, cité dimanche par l'agence semi-officielle iranienne Icana.

"Le chinois CNPC a officiellement remplacé Total pour la Phase 11 de South Pars mais il n'a pas encore commencé à travailler concrètement. Des discussions doivent être engagées avec CNPC (...) pour savoir quand il sera opérationnel", a-t-il ajouté.

Total avait confirmé en août dernier avoir notifié aux autorités iraniennes son retrait du contrat du projet South Pars, en Iran, à la suite des menaces de Washington visant les entreprises qui continueraient de commercer avec Téhéran.

Le contrat signé en 2017 en vue du développement de la phase 11 de South Pars attribuait à Total une part de 50,1% dans ce qui apparaît comme le plus grand gisement gazier au monde, avec un investissement initial d'un milliard de dollars.

CNPC porterait ainsi sa part de 30% à plus de 80%.

Les Etats-Unis ont décidé de rétablir progressivement leurs sanctions contre l'Iran après leur retrait de l'accord de juillet 2015 sur le nucléaire iranien, signé par Téhéran, les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'Onu (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Chine, Russie) et l'Allemagne. Plusieurs entreprises européennes ont annoncé la suspension ou l'arrêt de leurs activités en Iran.

(Bureau de Dubaï, version française Jean-Michel Bélot)

Théoricien du combat urbain, le général Aviv Kochavi sera le prochain chef d'état-major de Tsahal

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient par Laurent Lagneau Le 26-11-2018



Le 25 novembre, le gouvernement israélien a confirmé, à l'unanimité, la nomination du général Aviv Kochavi à la tête de l'état-major de Tsahal. Ce dernier remplacera le général Gadi Eisenkot à compter du 15 janvier prochain.

La candidature du général Kochavi avait été annoncée fin octobre par Avigdor Lieberman, qui allait alors démissionner de ses fonctions deux semaines plus tard afin de protester contre un accord de cessez-le-feu conclu, après deux jours d'échanges de tirs les plus violents depuis l'opération Bordure protection de 2014, entre Israël et des groupes armés palestiniens [dont le Hamas] de la bande de Gaza, via une médiation égyptienne.

« L'État achète le calme à court terme au prix de graves dommages à long terme pour la sécurité nationale », avait en effet estimé M. Lieberman, qui s'était également opposé à une décision du gouvernement israélien autorisant le Qatar à verser 13 millions d'euros en liquide au Hamas pour qu'il puisse payer ses fonctionnaires.

Quoi qu'il en soit, pour expliquer son choix, M. Lieberman avait mis en avant l'expérience du général Kochavi, ainsi que son « audace », sa « créativité » et sa « capacité de commandement remarquable. » Et d'ajouter : « La combinaison de tous les postes qu'il a déjà occupés au sein de Tsahal, dans les situations ordinaires comme dans les situations d'urgence, la haute estime dont il jouit au sein de Tsahal et en-dehors en tant qu'autorité et concernant son professionnalisme, ses succès tout au long de ses années de service en ont fait le candidat le plus apte pour diriger Tsahal dans les prochaines années. »

Un avis auquel s'est donc rangé le gouvernement israélien. Né en avril 1964, le général Kochavi est actuellement le numéro deux de Tsahal. Engagé comme volontaire au sein de la 35e brigade parachutiste, en 1982, il a été promu officier d'infanterie trois ans plus tard. Au cours de sa carrière, il a notamment commandé le 101^e bataillon de parachutistes au Sud-Liban, puis une brigade de parachutistes de réserve.

Chef de la 35e Brigade de parachutistes au cours de la seconde Intifada (opération « Bouclier défensif », en 2002), il a également été commandant de la région nord, directeur du renseignement militaire, chef de la division des opérations et commandant de la division de Gaza.

Licencié ès philosophie et diplômé des universités américaines de Harvard et Hopkins en administration publique et relations internationales, le général Kochavi, qui, pour l'anecdote, est végétarien, est un théoricien du combat urbain, dont les méthodes ont inspiré certaines armées occidentales.

Ayant repris des préceptes du général français Thomas Bugeaud [1784-1849] et certains concepts développés par des intellectuels poststructuralistes des années 1970 [dont Gilles

Deleuze, Guy Debord et Félix Guattari], Aviv Kochavi a élaboré le principe de « géométrie inversée ».

« Au lieu de subir la configuration préexistante du terrain, les soldats sont amenés à constituer leur propre terrain. Ce n'est plus l'ordre établi qui dicte les conditions de déplacements du soldat, mais le déplacement lui-même. Plutôt que de circuler dans les rues, où ils sont exposés aux tirs pouvant provenir des fenêtres, plutôt que de passer par les portes, qui sont souvent piégées, Aviv Kochavi imagine de faire passer les soldats à travers les murs afin de contourner l'adversaire. Cette stratégie doit protéger l'infanterie des tirs venant des hauteurs et empêcher le suivi des mouvements de troupes par observation aérienne. Le soldat devient ainsi constructeur de son environnement physique, la ville n'étant considérée non plus comme un objet fixe, déterminé, mais au contraire comme un matériau modelable dans lequel les forces armées se répandent à l'image d'un essaim », est-il expliqué dans la Lettre du RETEX-RECHERCHE n° 29, publiée par le Centre de doctrine et d'enseignement des forces [CDEF] de l'armée de Terre française.

Diplomatie

Netanyahu et Zeman espèrent voir rapidement l'ambassade tchèque à Jérusalem



AFP 27 novembre 2018



Le président tchèque Milos Zeman écoute le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'adressant au Parlement à Jérusalem le 26 novembre 2018

Jerusalem (AFP) - Le président tchèque Milos Zeman et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont exprimé mardi leur espoir de voir Prague transférer rapidement son ambassade en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, malgré les oppositions internationales et européennes à de tels transferts.

MM. Zeman et Netanyahu ont participé à Jérusalem à l'inauguration de la "Maison tchèque", une institution dénuée de statut diplomatique destinée à représenter des agences gouvernementales et participer à des manifestations culturelles.

M. Zeman présente volontiers cet établissement comme une étape de plus, après la réouverture en mai 2018 du consulat honoraire à Jérusalem, vers le transfert de l'ambassade tchèque, dont il est un fervent avocat.

"Je crois fermement que ma quatrième visite en Israël sera pour l'ouverture de l'ambassade tchèque", a dit M. Zeman.

Il n'y aura pas seulement l'ambassade tchèque à Jérusalem, mais aussi "une belle taverne tchèque avec de la bonne bière tchèque", a-t-il plaisanté.

Prague romprait ainsi avec les positions européennes sur le statut de Jérusalem, l'une des questions les plus épineuses du conflit israélo-palestinien. Cependant, la décision appartient en principe au gouvernement, et non au président.

Or le gouvernement tchèque a dit vouloir respecter une position européenne commune. Comme une grande partie de la communauté internationale, l'UE estime que le statut définitif de Jérusalem doit être réglé par la négociation.

La querelle sur le statut de Jérusalem et la présence des ambassades étrangères a été ranimée en décembre 2017 quand le président Donald Trump a rompu avec des décennies de consensus international en reconnaissant Jérusalem comme la capitale d'Israël et en annonçant le transfert, réalisé en mai suivant, de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem.

L'annonce a comblé d'aise les Israéliens, qui la considèrent comme la reconnaissance d'une réalité historique, et ulcéré les Palestiniens, qui y voient la négation de leurs revendications sur Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville annexée et occupée par Israël.

Depuis lors, le Guatemala et le Paraguay ont suivi l'exemple américain. Mais le Paraguay a ensuite fait marche arrière.

M. Netanyahu a espéré assister l'année prochaine à l'inauguration de l'ambassade tchèque à Jérusalem.

M. Netanyahu a dressé un parallèle voulu flatteur entre la République tchèque et les Etats-Unis, dont il répète volontiers qu'ils sont le meilleur ami qu'ait Israël.

"Nous n'avons pas de plus grand ami que la République tchèque dans l'hémisphère oriental", a-t-il badiné. Les Etats-Unis se trouvent dans l'hémisphère occidental par rapport au méridien de Greenwich.

Opérations

L'aviation israélienne aurait mené de nouveaux raids en Syrie contre des dépôts du Hezbollah et des forces iraniennes

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 30-11-2018



Dans la nuit du 29 au 30 novembre, l'aviation israélienne a bombardé des dépôts d'armes du Hezbollah [milice chiite libanaise, ndlr] et des forces iraniennes dans le secteur de Kissouah [ou Kiswa], près de Damas.

« Notre défense anti-aérienne est entrée en action et a visé des objectifs hostiles au-dessus de la région de Kissouah », a en effet indiqué l'agence officielle syrienne Sana. Dans la terminologie de cette dernière, « hostile » fait référence à Israël.

Peu après, l'agence russe Ria Novosti a affirmé qu'un chasseur-bombardier israélien avait été abattu par la défense aérienne syrienne, en citant une source appartenant aux services syriens de sécurité. Ce qu'Israël a fermement démenti. « Aucun avion de guerre israélien n'a été abattu jeudi par les forces syriennes », a assuré un porte-parole de Tsahal.

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'Homme [OSDH], qui dispose d'un réseau d'informateurs sur le terrain, des frappes auraient été effectuées dans le sud de la Syrie, à la frontière de la province de Qouneitra, près du plateau du Golan. D'ailleurs, la défense aérienne syrienne y a été aussi apparemment active.

« Dans le contexte des tirs de missiles syriens, les systèmes de défense antiaérienne ont identifié un seul projectile dans une zone dégagée sur les hauteurs du Golan. À ce stade, il n'est pas clair si elle est effectivement tombée sur notre territoire », a ainsi indiqué Tsahal qui, comme à son habitude, n'a pas confirmé les frappes en Syrie qui lui ont été attribuées.

Quoi qu'il en soit, c'est a priori la première fois que la défense aérienne syrienne entre en action depuis le 17 septembre, jour où elle avait abattu par erreur un avion de renseignement russe Il-20

« Coot », avec 15 militaires à bord, lors d'un raid mené par des F-16 israéliens dans la région de Lattaquié. La Russie en avait tenu Israël pour responsable et annoncé la livraison des systèmes S-300 que la Syrie attendait depuis longtemps.

Ces batteries S-300 sont arrivées en Syrie en octobre dernier, plus précisément dans la région de Masyaf [nord-ouest], où de nombreux raids présumés israéliens ont eu lieu. Et, au 15 novembre, elles n'étaient toujours pas opérationnelles, à en croire des images prises par satellites et publiées par l'entreprise israélienne ImageSat International.

Société

La police israélienne arrête de nouveau le gouverneur palestinien de Jérusalem



AFP 25 novembre 2018



Adnan Gheith (C), le gouverneur palestinien de Jérusalem, est emmené menotté à un tribunal de Jérusalem qui doit décider de la prolongation ou pas de sa détention, le 25 novembre 2018

Jérusalem (AFP) - La police israélienne a arrêté le gouverneur palestinien de Jérusalem, Adnan Gheith, pour la deuxième fois en deux mois, a indiqué dimanche un porte-parole de la police israélienne, précisant qu'il restera en détention au moins jusqu'au 29 novembre.

M. Gheith a comparu dimanche devant un tribunal de Jérusalem qui s'est prononcé pour son maintien en détention. La juge a indiqué disposer de preuves secrètes contre lui et justifié son arrestation par une collaboration illégale avec les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, ce qu'Israël perçoit comme une violation des accords d'Oslo.

Adnan Gheith a déjà été arrêté le 20 octobre et détenu pendant deux jours, dans le cadre d'une enquête sur des "activités illégales" de l'Autorité palestinienne à Jérusalem, selon le service israélien de sécurité intérieure, le Shin Beth. Il a aussi été interrogé plusieurs fois ces dernières semaines et son bureau a été perquisitionné début novembre.

Jeudi dernier, il lui a été notifié l'interdiction de se rendre en Cisjordanie occupée. De même, le ministre palestinien chargé de Jérusalem, Adnan al-Husseini, n'est pas autorisé à voyager pendant trois mois, selon Fouad Hallaq, un conseiller de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

D'après les médias israéliens, les autorités enquêtent sur l'arrestation en octobre par l'Autorité palestinienne d'un Palestinien accusé d'avoir vendu des propriétés à un acheteur juif à Jérusalem-Est. De telles ventes sont interdites par l'Autorité palestinienne car elles permettent, selon elle, d'accroître la colonisation des quartiers palestiniens de la Ville sainte.

Des parlementaires israéliens ont appelé Israël à faire libérer le Palestinien arrêté. Le journal Haaretz l'identifie comme Issam Akel et affirme qu'il détient la nationalité américaine.

Selon M. Hallaq, l'arrestation d'Adnan Gheith fait partie d'une série de mesures israéliennes destinées à faire pression sur les dirigeants palestiniens pour libérer M. Akel.

Le tribunal a laissé entendre dimanche que l'enquête était effectivement liée à cette vente controversée mais que ce sont sur d'autres éléments, que la juge a affirmé ne pouvoir révéler, que se fonde cette nouvelle arrestation.

L'un des avocats de M. Gheith a insisté sur le fait qu'aucun crime n'avait été commis, estimant que "la police est en train d'empêcher l'accusé d'exercer ses fonctions" de gouverneur de Jérusalem qui sont pourtant garanties par les accords d'Oslo signés en 1994.

Israël s'est emparé de Jérusalem-Est en 1967 et l'a annexée, déclarant en 1980 toute la ville comme sa capitale "éternelle" et "indivisible". Cette annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale qui considère la partie orientale comme un territoire occupé.

Les Palestiniens la revendiquent comme la capitale de l'Etat auquel ils aspirent.

Toutes les activités de l'Autorité palestinienne à Jérusalem sont considérées comme illégales par Israël.

Les bureaux du ministère chargé de Jérusalem et du gouverneur palestinien de la ville sont situés à Al-Ram, derrière le mur qui sépare Jérusalem de la Cisjordanie occupée.

LIBAN

Défense

La France a livré 10 VAB et 96 missiles anti-char HOT au Liban

<http://www.opex360.com/> Posté dans Diplomatie, Forces terrestres, Moyen-Orient par Laurent Lagneau Le 27-11-2018



Photo : Ambassade de France au Liban

À l'origine, le Liban devait recevoir une aide militaire conséquente grâce un financement saoudien d'une valeur de 3 milliards de dollars, dans le cadre du contrat DONAS [Don Arabie Saoudite], attribué à la France. À l'époque, il était question de livrer aux forces armées libanaises trois patrouilleurs, des véhicules blindés, des missiles MILAN, des hélicoptères et des Camions équipés d'un système d'artillerie [CAESAR].

Finalement, seul un lot de missiles MILAN fut livré aux militaires libanais... Car, entre-temps, et outre les tensions avec l'ODAS, la société française chargée de négocier les contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite, Riyad décida de doter ses propres forces armées avec les matériels commandés via le contrat DONAS [lequel devint le « SFMC », pour Saudi-French Military Contract]. Il s'agissait, pour les autorités saoudiennes, de « punir » Beyrouth pour des prises de position jugées trop favorables à l'Iran, car « dictées » par le Hezbollah, la milice chiite libanaise.

Or, limiter l'influence de cette dernière passait justement par l'amélioration des capacités des Forces armées libanaises, lesquelles furent également en première ligne face aux jihadistes actifs en Syrie. D'où , d'ailleurs, la raison d'être de l'ex-contrat DONAS et des aides militaires attribuées par la France et les États-Unis à Beyrouth.

En mars, à l'issue d'une rencontre avec Yaacoub Sarraf, son homologue libanais, la ministre des Armées, Florence Parly, annonça que la France allait fournir une nouvelle aide militaire de 14 millions d'euros au Liban. D'où la livraison de matériels faite ce 27 novembre.

Ainsi, selon un communiqué de l'ambassade de France au Liban, 10 Véhicules de l'avant-blindé [VAB] « MEPHISTO » [Module Élévateur Panoramique Hot Installé Sur Tourelle Orientable, ou simplement VAB HOT], 96 missiles antichars Hot et deux systèmes de simulation de tir ont été livrés « aux Forces armées libanaises pour les aider à répondre à leurs besoins en matière de lutte contre le terrorisme armé ».

« Cette nouvelle livraison porte à 25 le nombre de ces VAB remis à l'armée libanaise depuis 2017. Ces VAB – accompagnés de munitions et de pièces de rechanges – peuvent tirer des missiles d'une portée de 4.000 mètres, de jour comme de nuit. Ils seront employés principalement à la maintenance des premiers véhicules déjà livrés. 10 autres VAB seront livrés très prochainement », est-il précisé dans ce communiqué.

« Les militaires libanais maîtrisent pleinement l'utilisation et l'entretien de ces lance-missiles, grâce à un programme complet d'instruction mené au Liban et en France en 2017 et 2018. Ils ont depuis démontré leur puissance et leur fiabilité au cours de nombreux exercices de lutte antiterroriste », fait encore valoir le texte.

Au total, la France a attribué, au total, 45 millions d'euros de dons aux forces libanaises en 2017 et en 2018. « L'ensemble de la contribution française à la sécurité du Liban s'élève à un demi-milliard de dollars sur ces cinq dernières années », ajoute l'ambassade, pour qui « l'ampleur de notre coopération avec les FAL montre notre attachement au renforcement de l'armée libanaise, pilier de l'Etat, garante de l'indépendance et de la souveraineté du Liban. »

Par ailleurs, cette aide militaire a également un volet naval, comme l'a précisé l'amiral Christophe Prazuck, le chef d'état-major de la Marine nationale, devant les députés de la commission « Défense ». « Des échanges réguliers se tiennent entre l'état-major de la marine libanaise et les autorités navales françaises, pour apporter le soutien de la France dans l'expression des besoins libanais. Nous sommes donc partie prenante dans cette montée en puissance de la marine libanaise. Viendra ensuite le temps de la mise en œuvre de la commande et de la formation des équipages, grâce à des escales de bateaux et à des entreprises comme DCI. Deux officiers libanais devraient embarquer au titre de la mission Jeanne d'Arc », a-t-il dit.

QATAR

Economie

Doha rebondit à la barbe de ses voisins

Challenges Monde Moyen-Orient <https://www.challenges.fr/> Par Ghislaine Ottenheimer le 24.11.2018 à 10h58

Un an et demi après l'embargo décrété par l'Arabie saoudite, le Qatar affiche une économie florissante, plus autonome. Prêt pour le Mondial 2022.



Portrait de l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad al-Thani, à Doha. Menacé par ses puissants voisins, le pays s'est réinventé autour de la figure de son souverain. Tyn Braun

Même pas mal ! Dix-huit mois après le blocus déclaré par l'Arabie saoudite et ses alliés (Emirats arabes unis, Egypte et Bahreïn), en l'accusant de collusion terroriste, le Qatar se porte plus que bien. Selon une mission du FMI, qui a publié ses conclusions le 14 novembre, le Qatar " a absorbé le choc avec succès ". Son PIB devrait croître de 3 % l'an prochain, et l'agence Standard & Poor's lui a attribué un triple A. Pourtant, du jour au lendemain, Doha s'est trouvé privé de tout approvisionnement : denrées alimentaires, produits pharmaceutiques, ciment... Tout ou presque transitait par son puissant voisin. Son système financier a également été amputé de 40 milliards de dollars, ses voisins s'étant empressés de retirer leurs placements. Un des buts non avoués de cette offensive était de mettre le Qatar à genou, pour l'obliger à renoncer à la Coupe du monde de football 2022. L'Arabie saoudite s'agace du poids diplomatique croissant de son minuscule voisin, avec Al Jazeera, beIN Sports, et son sommet de Doha qui accueillera le 15 décembre la Prix Nobel de la paix 2018, Nadia Murad.

Or les stades seront livrés à temps, ainsi que les trois lignes de métro, les hôtels... « *Le blocus a impacté de nombreux chantiers, reconnaît le ministre des Finances, Aziz Ahmed Aluthman. On a pris deux à trois mois de retard, mais on a rattrapé.* » Le patron de QDVC/Vinci à Doha confirme. Tout n'est pas rose pour autant. Ainsi, le Qatar ne dispose que de 60 000 lits pour 1,5 million de fans attendus. Et les organisateurs ne peuvent plus compter sur les capitales voisines, qui devaient accueillir de nombreux supporters. Qu'à cela ne tienne, les autorités prévoient de transformer des plateaux d'immeubles pas encore commercialisés en dortoirs. L'Iran a proposé d'accueillir certaines délégations sur l'île de Kish, toute proche.

Elan patriotique

A entendre les dirigeants qataris, cette crise les a même obligés à se dépasser, à réformer, investir, innover. Développement du port de Hamad, diversification des fournisseurs (et des clients), création de fermes, d'usines de bouteilles d'eau, de yoghourts... Egalement bousculé par les ONG très critiques sur les conditions de travail des immigrés, le Qatar a commencé à revoir certaines pratiques, comme la confiscation des passeports, à négocier des Smic par nationalité. Ce n'est pas encore le meilleur des mondes, mais l'OIT a suspendu sa plainte et salué ces premiers efforts.

L'embargo a surtout provoqué un élan patriotique inédit. Partout, sur les immeubles ou les voitures, les Qataris ont placardé un portrait de l'émir Tamim ben Hamad al-Thani, réalisé au lendemain de l'embargo par un jeune graphiste. Et l'affaire Khashoggi qui secoue l'Arabie saoudite est une aubaine, elle rebat les cartes ! Les occidentaux ne s'étaient pas beaucoup émus quand a éclaté la crise en juin 2017. Ils n'avaient d'yeux que pour le séillant MBS. « *Les faits parlent pour nous* », confie la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Lulwa al-Kahter. Pas question de commenter, encore moins de polémiquer. Au contraire, le Qatar se glorifie de n'avoir procédé à aucune *retaliation* (représailles). « *40 % de l'électricité des Emirats est produite à partir de gaz du Qatar. On n'a pas coupé les vannes. Nous honorons nos contrats* », affirme un ministre.



Face au blocus, le pays a diversifié son économie, qui devrait croître de 3 % en 2019.

Santé

Le Fonds du Qatar pour le Développement signe un accord avec l'OMS pour accélérer l'élimination des maladies tropicales négligées en Afrique

Revue de presse <https://www.agenceecofin.com/> vendredi, 23 novembre 2018 16:29

Le Qatar investit pour l'élimination des maladies tropicales négligées en Afrique



(Ecofin Hebdo) - L'Emirat va accorder 3 millions \$ via son Fonds du Développement (QFFD) au Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Afrique, pour lutter contre les maladies tropicales négligées en Afrique.

Dans le cadre du Sommet mondial de l'innovation pour la santé (WISH), le Fonds du Qatar pour le Développement (QFFD) signe son premier accord avec le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Afrique, afin de soutenir le Projet spécial élargi pour l'élimination des maladies tropicales négligées en Afrique (ESPEN).

Au sein de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) gouverne la santé internationale et guide les partenaires dans la réponse globale en matière de santé publique. Elle s'adresse ainsi aux problèmes sanitaires internationaux, définit l'agenda des recherches sanitaires, établit les normes et standards, clarifie les différentes politiques en se fondant sur des données précises, fournit un appui technique aux pays lorsque nécessaire et surveille et évalue les tendances sanitaires.

Grâce à cet accord, le QFFD soutiendra, à hauteur de 3 millions de dollars américains sur la période 2018-2020, les activités de lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN), toujours endémiques en Afrique subsaharienne. En soutenant ESPEN, qui vise à atteindre une couverture géographique totale de traitements préventifs à travers tous les pays endémiques de la région d'ici à 2020, le QFFD appuiera les pays africains dans leurs efforts de contrôle et d'élimination des MTN, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la productivité économique et de la qualité de vie des communautés affectées.

« La santé publique est une priorité fondamentale pour le Fonds du Qatar pour le développement, d'autant plus qu'elle fait partie intégrante des Objectifs de développement durable, notamment du troisième, qui vise à assurer une vie saine et le bien-être de toutes les populations. Plus de 70% des pays touchés par les maladies tropicales négligées sont des pays et territoires à faible ou moyen revenu. Par conséquent, ce projet est conforme à l'objectif de l'État du Qatar qui est de porter assistance à toute personne dans le besoin à l'échelle mondiale. », a ainsi déclaré M. Misfer Hamad Al-Shahwani, Directeur général adjoint des programmes de développement du QFFD.

Lors de la signature du protocole de partenariat, la Directrice du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, Dr. Moeti, a exprimé sa gratitude envers le QFFD pour son soutien, et a salué, l'ambition de ce dernier à venir en aide aux personnes dans le besoin : *« Je suis ravie que le Fonds du Qatar pour le Développement ait rejoint la communauté des partenaires qui travaille de concert pour briser les chaînes de la pauvreté et de la misère, causées par les maladies tropicales négligées. »*, a-t-elle ainsi déclaré.

ESPEN met en œuvre une approche basée sur les données, visant à exécuter des activités reposant sur des faits concrets, et en vue d'accélérer l'élimination des MTN. Avec comme principes directeurs l'appropriation et le leadership des pays, ESPEN contribue aux objectifs fondamentaux de l'OMS, que sont l'atteinte d'une couverture sanitaire universelle et le renforcement, sur le long terme, des systèmes de santé. En collaboration avec les Ministères de la Santé, ESPEN renforce les chaînes d'approvisionnement nationales afin que les dons de médicaments soient distribués de façon efficiente et effective. Le projet favorise l'innovation, le développement et l'adaptation continue afin d'accélérer et de pérenniser les progrès dans les pays touchés par les MTN.



<https://buzzyafrica.com/articles/le-fonds-du-qatar-pour-le-developpement-signe-un-accord-avec-loms-pour-accelerer-lelimination-des-maladies-tropicales-negligees-en-afrique> <https://buzzyafrica.com/articles/le-fonds-du-qatar-pour-le-developpement-signe-un-accord-avec-loms-pour-accelerer-lelimination-des-maladies-tropicales-negligees-en-afrique>

SYRIE

Diplomatie

« Il est temps que la France revienne en Syrie »

Actualité International

INTERVIEW. Ancien ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette estime que Paris doit rouvrir son ambassade à Damas pour faire entendre sa voix.

Propos recueillis par Armin Arefi Modifié le 27/11/2018 à 17:41 - Publié le 27/11/2018 à 16:53 | Le Point.fr



Hervé de Charette a été ministre des Affaires étrangères sous le président Jacques Chirac de mai 1995 à juin 1997. © AFP/ PIERRE VERDY

10 avril 1996. Pour faire cesser les tirs de roquettes du Hezbollah sur le nord d'Israël, Tsahal lance une vaste offensive contre le mouvement islamiste libanais. Dix-sept jours durant, l'aviation israélienne mène plus d'un millier de raids, larguant près de 25 000 bombes sur le Liban. Baptisée « Raisins de la colère », l'opération israélienne fait 175 morts côté libanais, dont de nombreux civils. Le 18 avril, le bombardement israélien du camp de Cana, une installation de l'ONU située dans le sud du Liban, tue 118 civils libanais. Face à l'indignation de la communauté internationale, les États-Unis, allié privilégié d'Israël, et interlocuteur choisi par l'État hébreu pour trouver une issue au conflit, ne parviennent pas à faire taire les armes.

Envoyé sur place le 15 avril, Hervé de Charette, alors ministre des Affaires étrangères du président Jacques Chirac, tente sa chance. Pendant 13 jours, il effectue la navette entre Beyrouth, Tel-Aviv, Damas et Le Caire, rencontrant chacun des nombreux protagonistes du conflit, directs et indirects, pour parvenir à une solution politique. Une « diplomatie de la navette », sans précédent pour la France, qu'Hervé de Charette raconte dans *Opération Raisins de la colère* (CNRS Éditions). Et un succès diplomatique retentissant.

« Diplomatie de la navette »

Le 26 avril, un cessez-le-feu est arraché entre Israël et le Hezbollah, grâce notamment aux efforts du chef de la diplomatie française et son équipe de diplomates expérimentés. « Vous venez d'accomplir la plus grande victoire diplomatique française depuis 1945 », le félicitera le Premier ministre israélien de l'époque, Shimon Pérès. « Cet événement restera sans précédent », rappelle aujourd'hui Hervé de Charette. « Ni les Américains ni les Israéliens n'avaient envie de nous. Mais dès le départ, nous avons assuré que nous ne partirions pas tant que nous n'aurions pas résolu la crise. Et cela a marché. » À en croire l'ancien ministre des Affaires étrangères, la clé du succès français tient notamment au fait que la France a su discuter avec tous les interlocuteurs

de la région, d'Israël à l'Iran, en passant par la Syrie. « Parler avec tout le monde, c'est se tenir au milieu de la route, afin que les interlocuteurs aient le sentiment que vous les écoutez », explique-t-il. « De leur côté, les États-Unis passaient pour être les ambassadeurs d'Israël. »

Vingt-deux ans plus tard, le Moyen-Orient est à feu et à sang. Le Hezbollah et Israël s'observent en chiens de faïence, le conflit israélo-palestinien est dans une dangereuse impasse, la Syrie, l'Irak et le Yémen sont détruits, otages de la guerre par procuration que se livrent l'Iran et l'Arabie saoudite. Or, contrairement à 1996, la France peine à faire entendre sa voix et ainsi jouer son rôle de puissance « médiatrice ». Cette « diplomatie de la navette » pourrait-elle à nouveau fonctionner ? Hervé de Charette répond au *Point* et livre son analyse sur la diplomatie moyen-orientale de la France en 2018.

Le Point : La France réagit avec beaucoup de prudence dans l'affaire de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Pourquoi réagit-elle à minima, notamment en ce qui concerne le rôle présumé du prince héritier Mohammed Ben Salmane ?

Hervé de Charrette : Je ne pense pas que la France réagisse à minima. Il est vrai que cet événement a été tragique, mais je ne suis pas sûr que l'on dispose de tous les éléments. Nous n'avons qu'un seul canal d'information, qui est celui de la Turquie. Or, Ankara est dans cette affaire à la fois juge et partie. De toute façon, nous vivons malheureusement dans un monde où il existe beaucoup de régimes autoritaires, voire des dictatures, dont quelques-unes sont très violentes. L'Arabie saoudite a, de ce point de vue, une évolution qui est plutôt préoccupante.

Qu'entendez-vous par là ?

Nous avons vu à quel point le régime s'était durci contre un certain nombre de ressortissants saoudiens. Je pense que la France doit à la fois respecter l'indépendance des pays auxquels elle s'adresse et conserver une certaine retenue lorsque ces pays ont des comportements critiquables. Mais nous n'avons pas à donner de leçons de morale à travers le monde.

La décision de la chancelière allemande Angela Merkel de suspendre ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite, et le fait qu'elle ait exhorté la France à en faire de même n'ont-ils pas plongé le président de la République dans un certain embarras ?

La question la plus importante pour nous lorsque l'on parle de l'Arabie saoudite est de résoudre le conflit au Yémen. Il faut exercer toutes les pressions possibles pour y mettre un terme. Il s'agit d'une guerre civile dans laquelle plusieurs forces extérieures interviennent. Nous devrions agir fortement, ce que l'on fait d'ailleurs, mais on ne fournira jamais assez d'efforts afin que ce pays retrouve la paix. Le désordre, la faim, la crise humanitaire qui se déroulent actuellement au Yémen requièrent l'intervention diplomatique la plus vigoureuse possible. Tous les pays en cause sont concernés, et nous en faisons partie.

Peut-on parler aujourd'hui d'un alignement de la France sur l'Arabie saoudite, y compris sur ses positions les plus controversées ?

Je ne crois pas. Je crois que la France doit se préoccuper de la situation de l'ensemble de la région, dans laquelle évidemment l'Arabie saoudite joue un grand rôle, avec l'Iran et la Turquie. Plus précisément, nous devrions attacher beaucoup d'importance à la relation, aujourd'hui très dégradée – et c'est le moins que l'on puisse dire –, entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Pour cela, il faut que nous ayons une relation équilibrée entre les uns et les autres. Il faut parler avec les Iraniens, comme nous parlons avec les Saoudiens.

N'est-ce pas justement ce que prône le président Emmanuel Macron depuis sa prise de fonctions, à savoir un rééquilibrage de la politique française, notamment au Moyen-Orient ?

Je soutiens ce que fait le président de la République et je pense qu'il a raison. Maintenant, quand on parle de l'Iran, nous devrions aller un peu plus loin que ce que nous faisons actuellement.

La France a été l'un des principaux défenseurs de l'accord sur le nucléaire, et cherche aujourd'hui à contourner les sanctions américaines. Quant au ministre français des

Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, il s'est rendu à Téhéran il y a huit mois. Que pourrait-on faire de plus ?

Pour l'instant, il faut intensifier, dans la mesure du possible, notre relation avec ce pays. Il n'y a pas aujourd'hui d'ambassadeur français en Iran ni d'ambassadeur d'Iran en France, à la suite d'une affaire malheureuse (une tentative d'attentat déjouée en juillet contre un rassemblement de l'organisation des moudjahidines du peuple iranien, opposée à la République islamique, NDLR). Je pense qu'il est souhaitable qu'il y ait un ambassadeur français en Iran le plus vite possible. Il faut pouvoir parler, travailler utilement, non seulement à établir avec l'Iran la relation la plus profitable possible pour nous, mais aussi essayer de contribuer à trouver une solution à la crise entre Téhéran et Riyad.

La France a-t-elle seulement le poids nécessaire aujourd'hui pour faire ce que vous avez accompli il y a 22 ans ?

Je pense que le président Macron a une autorité internationale plus forte que ses prédécesseurs récents. Cela lui donne du prestige et de l'autorité, et, de ce point de vue, cela contribue à l'influence internationale de la France. En revanche, j'ai toujours été réservé à l'égard de la politique de sanctions, en dehors du cadre du Conseil de sécurité de l'ONU, que l'Occident pratique si volontiers. Je suis d'avis que la France reconsidère son attitude à ce sujet.

La France n'est-elle pas hors-jeu sur le dossier syrien, au profit de la Russie, de l'Iran et de la Turquie ?

Il est temps que la France revienne en Syrie. Cela prendra peut-être du temps, mais il faut engager ce processus sans tarder. Le président de la République a pris beaucoup d'initiatives pour réintroduire la France dans le jeu. La situation n'est pas pour autant parfaite, mais nous recommençons à être un acteur de la situation. Il serait notamment utile de penser à rouvrir l'ambassade de France à Damas.

Le conflit israélo-palestinien est dans l'impasse. Contrairement à l'époque où vous étiez ministre, Paris ne semble avoir aucune prise sur les événements.

Plus globalement, je trouve que c'est la communauté internationale qui a détourné son regard de la situation au Proche-Orient, alors qu'elle s'était beaucoup investie suite au processus de paix (les accords d'Oslo signés en 1993, NDLR). Mais il faut rappeler que les Palestiniens, de leur côté, sont dans une très mauvaise situation. Ils sont divisés, leur pouvoir est affaibli, et ils entretiennent la corruption. Le moment n'est donc pas propice à la négociation d'un processus de paix, qui d'ailleurs n'existe pas. Mais il est toujours temps de réaffirmer les principes auxquels nous sommes attachés.

Mais croyez-vous sincèrement en la création, un jour, d'un État palestinien ?

Je crois que jamais les Israéliens n'accepteront d'État unique binational (où Israéliens et Palestiniens cohabiteraient, NDLR). Il n'y a donc pas d'autre solution pour la paix qu'un État palestinien. Autrement, nous assisterons constamment à une situation de crise dont les peuples israéliens et palestiniens seront les éternelles victimes.



Opération Raisins de la colère, d'Hervé de Charette (CNRS Éditions). © DR

Opération Raisins de la colère : l'histoire secrète d'un succès diplomatique français (CNRS Éditions), octobre 2018, 208 pages, 20 euros.

Opérations

Syrie: une quarantaine de FDS morts dans des combats avec le groupe EI



RFI 25 novembre 2018



Syrie: une quarantaine de FDS morts dans des combats avec le groupe EI

Au moins 47 combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par Washington, ont été tués depuis le 23 novembre dans des attaques du groupe Etat islamique dans l'est de la Syrie.

Avec notre correspondant à Beyrouth, Paul Khalifeh

Le groupe Etat islamique (EI) lance des attaques surprises depuis le 23 novembre contre des positions des Forces démocratiques syriennes (FDS), au sud-est de la province orientale de Deir Ezzor, en Syrie.

Les jihadistes ont lancé trois assauts contre les localités d'Al-Bahra et de Gharanij, et près du champ pétrolier d'Al-Tanak, en état d'activité et utilisé comme position militaire par les FDS. Deux des attaques ont été repoussées après de très violents affrontements, mais les combattants de l'EI ont quand même réussi à prendre Al-Bahra, ce 24 novembre.

Revers

Ces assauts jihadistes ont eu lieu alors que les Forces démocratiques syriennes préparaient une vaste offensive pour reprendre le terrain perdu face au groupe Etat islamique, en octobre, à l'issue de combats qui ont fait des centaines de morts et de blessés dans les deux camps.

L'aviation de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis a mené le 24 novembre de nombreux raids pour tenter de stopper l'avancée des jihadistes. Les frappes ont pris pour cible Al-Bahra mais aussi la ville de Hajin, le principal fief de l'EI à Deir Ezzor.

Ces nouveaux revers subis par les FDS montrent que cette coalition à majorité kurde rencontre de sérieuses difficultés face aux jihadistes, qui sont parvenus, en octobre, à refaire la jonction avec la frontière irakienne.

Syrie: le numéro deux du groupe Etat islamique capturé par les FDS

Syrie Terrorisme Par RFI Publié le 25-11-2018 Modifié le 25-11-2018 à 22:38



Des forces démocratiques syriennes (FDS) fêtent le premier anniversaire de la libération de Raqqa de l'Etat islamique, dans la ville syrienne, le 27 octobre 2018. REUTERS/Aboud Hamam

Les Forces démocratiques syriennes, une coalition à majorité kurde soutenue par Washington, ont annoncé ce dimanche 25 novembre avoir capturé le numéro deux du groupe jihadiste Etat islamique, dirigé par Abou Bakr al-Baghdadi.

Avec notre correspondant à Beyrouth, Paul Khalifeh

Oussama Awaid al-Ibrahim, surnommé Abou Zeid, aurait été capturé par les Forces démocratiques syriennes, les FDS, jeudi dernier, dans la localité de Tayyana, dans la province orientale de Deir Ezzor, selon un communiqué de cette coalition.

Présenté comme le second d'Abou Bakr al-Baghdadi, le chef suprême du groupe Etat islamique, Abou Zeid se cachait dans un tunnel et s'apprêtait à actionner une charge explosive qu'il portait sur lui lorsqu'il a été maîtrisé et arrêté. Le communiqué des FDS précise que 20 téléphones portables, 80 lingots d'or et une grosse somme d'argent ont été découverts avec le chef jihadiste, selon le site **al-masdarnews**, bien informé sur la Syrie.

L'annonce de la capture du haut dirigeant jihadiste tombe à point nommé pour les Forces démocratiques syriennes qui ont essuyé de cuisants revers face à l'EI ces dernières semaines à l'est de **Deir Ezzor**.

Vendredi et samedi, une cinquantaine de combattants des FDS ont été tués par les jihadistes, qui ont encore gagné du terrain dans cette région de Syrie proche de la frontière avec l'Irak.

La Russie lance des frappes aériennes en Syrie après une attaque au « chlore »

Accueil Monde Syrie <https://www.ouest-france.fr/> avec agences Publié le 25/11/2018 à 15h03



Une Syrienne reçoit un traitement à l'hôpital, à Alep, le samedi 24 novembre, après une attaque au chlore. Damas accuse les rebelles, qui nient toute implication. | GEORGE OURFALIAN / AFP

Moscou accuse les rebelles d'avoir empoisonné 46 personnes, dont huit enfants, lors d'une attaque à Alep. Toutes les cibles ont été détruites, assure la Russie.

La Russie a mené des frappes aériennes en Syrie contre les positions de rebelles syriens qu'elle accuse d'avoir utilisé des armes contenant du chlore lors d'une attaque samedi 24 novembre à Alep (nord-ouest), tenue par le régime de Damas. C'est ce qu'a annoncé dimanche 25 novembre le ministère russe de la Défense.

« **Des frappes aériennes ont été menées par des avions de l'armée russe** », a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense Igor Konachenkov cité par l'agence russe TASS, précisant que « **suite aux frappes, toutes les cibles rebelles ont été détruites** ».

Moscou avait auparavant accusé les insurgés d'avoir empoisonné 46 personnes, dont huit enfants. L'agence de presse d'Etat syrienne Sana a pour sa part annoncé que 107 personnes avaient été blessées.

Suspicion d'une nouvelle attaque chimique en Syrie

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient, NBC par Laurent Lagneau Le 26-11-2018



Photo : archive

Le 24 novembre, plusieurs dizaines de personnes atteintes de troubles respiratoires ont été hospitalisées après une attaque aux « gaz toxiques » contre trois quartiers de la ville d'Alep, contrôlée par le régime syrien depuis décembre 2016.

Ainsi, les médias syriens d'État ont rapporté « 107 cas de suffocation », après avoir évoqué une cinquantaine de blessés. Une estimation relativement proche de celle avancée par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme [OSDH], lequel a parlé de « 94 cas de suffocation. » Et d'ajouter : « Ils ont été soignés et la majorité sont sortis. Il y a toujours 31 cas dans les hôpitaux mais leur état n'est pas critique. »

Les informateurs de l'OSDH ont également évoqué une « odeur de gaz de chlore » après cette attaque. Quand à l'agence officielle syrienne SANA, citant le chef de la police d'Alep, Essam al-Chili, elle a affirmé que des « groupes terroristes ont visé les quartiers résidentiels de la ville avec des roquettes contenant des gaz toxiques, entraînant des cas de suffocation parmi les civils. »

Si la ville d'Alep est contrôlée par les autorités syriennes, ce n'est pas forcément le cas de sa périphérie, des secteurs situés à l'ouest étant encore disputés par des groupes rebelles et jihadistes, lesquels tiennent toujours la province voisine d'Idleb.

« Nous démentons les allégations mensongères du régime sur une attaque contre Alep qui aurait été menée par les révolutionnaires à l'aide de projectiles, encore plus à l'aide de projectiles contenant du gaz de chlore », a réagi Naji Moustapha, le porte-parole de la coalition rebelle du Front national de libération, présent dans les provinces d'Alep et d'Idleb.

À Moscou, le ministère de la Défense a accusé des « groupes terroristes » d'avoir tiré, avec des lance-grenades, des munitions « contenant apparemment du chlore ». Et d'ajouter que les auteurs de ces tirs se trouvaient dans « la zone tampon d'Idleb contrôlée par le groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Sham [ex-Front al-Nosra, ndlr]. »

En outre, a-t-il poursuivi, des « chimistes militaires russes sont arrivés dans cette région pour porter assistance aux victimes et évaluer la situation », après avoir indiqué que « 46 personnes, dont 8 enfants, [avaient] souffert d'exposition aux produits chimiques et ont été hospitalisées. »

Par la suite, les forces aériennes russes basées en Syrie ont frappé les positions d'où fut menée l'attaque chimique présumée contre Alep, c'est à dire, selon Moscou, dans le nord de la zone démilitarisée d'Idleb, laquelle avait été mise en place dans le cadre d'une entente avec Ankara, en septembre dernier. D'où, d'ailleurs, ont indiqué les autorités turques, un entretien entre les ministres de la Défense russe et turc « évoquer les dernières provocations qui [...] visent à nuire à l'accord. »

Pour le moment, aucune enquête internationale n'a été exigée au sujet de cette attaque chimique présumée, à la différence de celle d'avril dernier, à la Goutha orientale. Attribuée au régime de Bachar el-Assad, la Russie avait pourtant proposé un projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies pour demander des investigations sur le terrain. Les États-Unis en avaient fait de même mais leur texte contenait des dispositions « inacceptables » pour Moscou.

Pour rappel, en novembre 2017, la Russie avait refusé de reconduire le mandat du Joint Investigative Mechanism (JIM), c'est à dire le groupe d'experts des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques [OIAC] chargé d'enquêter sur l'usage d'armes chimiques en Syrie.

Interrogé sur l'attaque chimique présumée d'Alep lors d'une conférence de presse organisée à l'issue d'un sommet européen spécial sur le Brexit, à Bruxelles, le 25 novembre, le président Macron a déclaré que la France ne disposant pas « d'informations claires et suffisantes pour faire un commentaire. »

« La France condamne évidemment l'utilisation d'armes chimiques [...] et je souhaite que ceux qui diffusent ces informations sur cette possible utilisation d'armes chimiques [à Alep] partagent leurs informations, en particulier avec l'agence internationale à La Haye pour pouvoir identifier cette utilisation et l'attribuer », a ajouté M. Macron, en faisant référence à l'OIAC.

Justement, la Russie s'oppose à ce que cette organisation puisse disposer de pouvoirs renforcés, comme la capacité de désigner l'auteur d'une attaque chimique et non plus seulement à documenter l'utilisation de telles armes.

« La norme internationale contre l'utilisation d'armes chimiques a été mise à rude épreuve » et leur « utilisation répétée pose un défi qui doit être relevé avec une résolution forte et unifiée », avait fait valoir Fernando Arias, le nouveau directeur de l'OIAC, le 19 novembre.

Syrie : Les États-Unis demandent une enquête « juste et transparente » sur l'attaque chimique présumée d'Alep

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient, NBC par Laurent Lagneau Le 28-11-2018



Le 24 novembre, plusieurs dizaines de personnes souffrant de troubles respiratoires ont été hospitalisées à Alep [Syrie] à la suite d'une attaque chimique présumée contre trois quartiers résidentiels de cette ville. Dans la foulée, les médias d'État syrien ont accusé les « groupes terroristes » présents dans la province d'Idleb d'en avoir été à l'origine. La Russie, proche alliée du régime de Damas, a précisé plus tard que les munitions tirées contenaient « probablement du chlore ». Puis, elle a effectué des frappes aériennes contre les positions d'où partirent les tirs.

Depuis, Damas a officiellement demandé à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques [OIAC] d'enquêter sur cette attaque au chlore présumée. Ce que son directeur, Fernando Arias, a accepté, sous réserve que les conditions de sécurité soient réunies. À cette fin, il a demandé au département de la sécurité des Nations unies de faire une évaluation en vue d'un éventuel déploiement d'une mission d'enquête.

Le Mécanisme international chargé de la collecte des preuves des crimes de guerre en Syrie, mis en place par l'ONU, s'est également saisi de cette affaire. « Une fois qu'il y a quelque chose de concret et de crédible, il sera en mesure de faire un rapport », a précisé un porte-parole, depuis Genève.

Puis, le 27 novembre, les États-Unis ont demandé, à leur tour, une enquête sur cette attaque chimique présumée. « Il est essentiel de s'assurer que le régime syrien n'utilise pas de faux prétextes pour fragiliser ce cessez-le-feu et lancer une offensive sur Idlib », a indiqué le capitaine Sean Robertson, un porte-parole du Pentagone.

Pour rappel, la province d'Idlib est toujours sous le contrôle de groupes rebelles et jihadistes, dont le Hayat Tahrir al-Sham [ex-Front al-Nosra, ndr]. Elle fait l'objet actuellement d'une trêve, négociée par Ankara et Moscou.

« Nous avertissons la Russie qu'elle ne doit pas toucher à un site d'attaque chimique, et nous l'appelons à assurer la sécurité des experts de l'OIAC pour que ces accusations puissent faire l'objet d'une enquête juste et transparente », a ajouté le porte-parole du Pentagone. « Nous appelons à une inspection immédiate du site présumé par les inspecteurs internationaux, avec la liberté d'interroger toutes les personnes concernées et de rassembler toutes les preuves sans entrave », a-t-il conclu.

Depuis juin, l'OIAC a désormais l'autorité nécessaire pour déterminer les auteurs d'attaques chimiques éventuelles, ce qui n'était pas le cas auparavant, cette prérogative ayant relevé du Joint Investigative Mechanism, un groupe d'experts de l'ONU et de l'OIAC dont le mandat, en novembre 2017, n'avait pas pu être renouvelé en raison de l'opposition de la Russie.

Par la passé, le JIM avait déterminé que le régime syrien avait été à l'origine de plusieurs attaques chimiques [notamment au chlore et au sarin] et que l'État islamique [EI ou Daesh] avait eu recours à du gaz moutarde.

Les Forces démocratiques syriennes disent avoir capturé un responsable « dangereux » de Daesh

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 01-12-2018



Depuis septembre, les milices kurdes [YPG] et des groupes arabes armés réunis au sein des Forces démocratiques syriennes [FDS] ont lancé l'opération « Roundup » afin de réduire la dernière position tenue par l'État islamique [EI ou Daesh] sur la rive orientale de l'Euphrate, dans la province de Deir ez-Zor.

Malgré le soutien de la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis, cette offensive des FDS, qui se concentre sur la localité de Hajine, piétine. La menace d'une intervention militaire turque contre les milices kurdes syriennes dans le nord de la Syrie a certes conduit ces dernières à suspendre leurs opérations pendant quelques temps.

Mais l'opiniâtreté de Daesh à défendre Hajine, où il compterait plus de 2.000 combattants expérimentés, explique en partie les difficultés qu'éprouvent les FDS à s'emparer d'Hajine. D'autant plus que, mi-octobre, les jihadistes ont profité des conditions météorologiques pour lancer des contre-attaques meurtrières. Ce qu'a reconnu l'État-major des armées [EMA] dans son dernier compte-rendu des opérations.

« Dans la région d'Hajine, profitant de conditions météo défavorables, Daesh a récemment lancé des offensives contre les positions des forces démocratiques syriennes. L'appui de la coalition, notamment l'engagement de l'artillerie, a permis de stopper ces offensives. Au bilan, cette action a occasionné des pertes dans les deux camps, sans faire évoluer la ligne de front », peut-on en effet y lire.

Ce qui se traduit par une intense activité de la Task Force Wagram. Les artilleurs français, dotés de trois CAESAr [Camion équipé d'un système d'artillerie] multiplie les missions de tir au profit des FDS depuis la frontière irakienne. Entre le 21 et le 27 novembre, ils ont ainsi assuré 62 missions de tirs (soit 250 au total, depuis la contre-offensive de Daesh).



Cela étant, le 30 novembre, les FDS ont annoncé la capture d'un certain « Oussama Oueid al-Saleh », qu'elles ont présenté comme étant « l'un des plus dangereux terroristes de Daesh ».

« C'est un responsable de la sécurité à Deir ez-Zor qui a été directement impliqué dans la préparation et l'exécution de plus de 40 opérations terroristes » dans cette province syrienne, ont précisé les FDS.

Selon ces dernières, ce cadre de Daesh a été interpellé le 22 novembre dans le village de d'Al-Tana, lors d'une « opération spéciale ».

Toutefois, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme [OSDH], qui dispose d'un réseau d'informateurs en Syrie, a relativisé l'importance de cette capture en affirmant que cet Oussama Oueid al-Saleh était un « ancien local de la sécurité dans l'un des secteurs de Deir ez-Zor ». Et d'ajouter : « Il est peut-être un des membres des cellules dormantes du groupe jihadiste. »

TURQUIE

Opérations

Le président turc accuse la coalition anti-jihadiste de protéger les milices kurdes syriennes sous couvert de combattre l'EI

<http://www.opex360.com/> Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 28-11-2018



Dans le combat contre l'État islamique [EI ou Daesh] en Syrie, les milices kurdes syriennes, qui fournissent le gros des troupes des Forces démocratiques syriennes [FDS], ont pris un part prépondérante. Et cela, avec le soutien de la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis [opération Inherent Resolve].

Actuellement, les FDS tentent de chasser l'EI de la localité d'Hajine, soit le dernier bastion qu'il occupe encore dans la province syrienne de Deir ez-Zor. Et la bataille fait rage à en juger par les pertes qu'elles ont subies (plus de 450 de ses combattants ont été tués depuis septembre et le début de cette offensive, dont 92 au cours des journées des 24, 25 et 26 novembre) ainsi que par le niveau d'activité des artilleurs français de la TF Wagram qui, depuis le territoire irakien, ont encore assuré 61 missions de tirs la semaine passée.

Seulement, les milices kurdes syriennes [YPG, Unités de protection du peuple] sont aussi sous la menace d'une nouvelle offensive turque dans le secteur de Kobané, ce qui a déjà motivé a suspension de leurs opérations à Hajine, fin octobre.

Pour rappel, Ankara voit dans les YPG une formation terroriste, en raison de ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK], à l'origine d'une sanglante insurrection en Turquie. D'où, déjà, deux opérations turques menées dans le nord de la Syrie, lesquelles ont eu pour un effet de donner du répit à Daesh.

Pour éviter que le gouvernement turc s'en prenne à nouveau aux YPG alors que la bataille de Hajine est entrée « dans le dur », le chef du Pentagone, James Mattis, a annoncé que les forces américaines présentes en Syrie allaient établir des « postes d'observation » le long de la frontière entre la Turquie et les territoires contrôlés par les Kurdes syriens. Mais, visiblement, cela est insuffisant aux yeux de Recep Tayyip Erdogan, le président turc.

Ainsi, lors d'une réunion du Conseil turc de sécurité nationale, M. Erdogan s'en est pris violemment aux troupes de la coalition anti-jihadiste, tout en s'attribuant (du moins à ses forces) le mérite d'avoir faire reculer Daesh en Syrie.

En faisant référence aux YPG, M. Erdogan a déclaré que « ceux qui disent combattre l'État islamique en Syrie permettent en fait à un petit groupe de terroristes d'exister pour justifier leur présence dans ce pays déchiré par la guerre. »

« Il n'y a pas de Daesh en Syrie. Il y a des petits gangs, sous le déguisement de Daesh, qui sont formés, équipés et gardés en réserve afin de semer le trouble dans le pays et dans la région », a poursuivi M. Erdogan. Et d'ajouter : « Les États-Unis ne visent pas à combattre le terrorisme mais préfèrent vivre et respirer avec les terroristes », c'est à dire les milices kurdes syriennes. « Notre pays est la seule cible de cette organisation terroriste, qui est la branche syrienne du PKK. Il ne nous est pas possible de rester inactifs face à cette menace », a-t-il insisté.

Mieux encore : à croire M. Erdogan, seule la Turquie a combattu Daesh en Syrie. « Nous avons pris le risque et infligé un coup dur à cette organisation terroriste. Je le dis clairement : nous avons fait éclater la bulle Daesh avec notre opération du Bouclier de l'Euphrate », lancée en août 2016, a-t-il assuré.

Effectivement, l'opération Bouclier de l'Euphrate a permis de chasser Daesh des localités de Jarabulus, de Dabiq et d'al-Bab (au prix de grandes difficultés). Mais l'action des forces turques et de leurs supplétifs syriens s'est arrêtée là... D'ailleurs, les soldats turcs restèrent l'arme au pied quand l'EI était à deux doigts de s'emparer de Kobané, où les milices kurdes syriennes opposèrent une vive et héroïque résistance. Elles n'étaient pas à Manbij (même si Ankara l'aurait très certainement souhaité), pas plus qu'elles n'étaient présentes à Aïn-Issa, Hassaké, Al-Chaddadeh, Tabqa ou encore Raqqa, où les FDS remportèrent des victoires militaires cruciales contre les jihadistes.

Quant à la présence de forces terrestres (notamment spéciales) occidentales en Syrie, elle relève de la résolution 2249 des Nations unies, laquelle demande aux États membres de « redoubler d'efforts et de coordonner leur action en vue de prévenir et mettre un terme aux actes de terrorisme commis » par Daesh, et « d'éliminer le 'sanctuaire' qu'il a créé sur une grande partie des territoires de l'Irak et de la Syrie. »

Quoi qu'il en soit, le porte-parole de l'opération Inherent Resolve, le colonel Sean Ryan, a assuré que les postes d'observation évoqués par M. Mattis permettraient d'assurer la « sécurité dans le nord de la Syrie et celle de la Turquie. » Cependant, et comme le montrent les propos de M. Erdogan, Ankara en doute.

Ces postes d'observation « rendront la situation de la région encore plus compliquée », a fait valoir, le 24 novembre, Hulusi Akar, le ministre turc de la Défense. « Personne ne doit douter que la Turquie prendra les mesures nécessaires pour lutter contre toutes sortes de risques et de menaces provenant de ses frontières », a-t-il ajouté.

YÉMEN

Diplomatie

Yémen: les Etats-Unis vont-ils lâcher les Saoudiens ?

Actualité Monde Coup de semonce <https://www.lexpress.fr/> Par Lucas Godignon avec AFP, publié le 29/11/2018 à 14:07, mis à jour à 14:07



Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, ici au côté du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane à Ryad, a défendu devant les élus l'alliance entre les deux nations. [afp.com/LEAH MILLIS](https://www.afp.com/LEAH MILLIS)

Le Congrès américain va débattre d'un possible arrêt du soutien militaire à l'Arabie saoudite. Tournant ou colère passagère ?

Ils n'étaient vraiment pas contents. Les sénateurs américains espéraient mercredi matin entendre les conclusions de la CIA sur le meurtre de Jamal Khashoggi de la bouche de sa directrice. L'agence a-t-elle conclu à la responsabilité directe du prince héritier, comme l'affirme la presse américaine ? La question n'a pas pu être posée à Gina Haspel, absente lors d'un briefing pendant lequel les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont tenté de convaincre leur audience de protéger l'alliance stratégique avec l'Arabie saoudite.

Un message qui est mal passé. Des élus des deux bords se montrent en effet de plus en plus critiques vis-à-vis de la réponse de l'administration Trump à la mort du journaliste saoudien. Plusieurs d'entre eux sont convaincus de la responsabilité de Mohammed ben Salmane, que le président des Etats-Unis lui-même rechigne à désigner comme le donneur d'ordre.

Et leur agacement pourrait se reporter sur un autre dossier sensible lié au royaume pétrolier : la guerre au Yémen. L'après-midi même, 63 sénateurs, dont des républicains et des démocrates, ont donné leur feu vert à un débat sur une résolution bipartisanne visant à cesser tout soutien militaire à Ryad. En mars, la même résolution avait échoué en obtenant 44 voix.

"Envoyer un message"

L'assassinat d'un contributeur du *Washington Post* pourrait-il mettre fin à l'engagement américain dans le conflit meurtrier ? Bien avant la mort de Jamal Khashoggi au sein du consulat saoudien à Istanbul, le 2 octobre, les conséquences dramatiques pour les civils yéménites du conflit qui oppose le gouvernement et les rebelles Houthis étaient pourtant connues. Au moins 10 000 morts sont à déplorer depuis 2015, cinq fois plus selon des ONG, et au moins 14 millions de personnes se trouvent en situation de pré-famine. La coalition menée par l'Arabie saoudite a aussi plusieurs fois été accusée de frapper les civils.

Le sénateur Bob Corker a exprimé le plus clairement ce qui a changé dans son esprit et dans celui de ses collègues. "Je me suis déjà allongé sur les rails pour empêcher des décisions qui selon moi vont à l'encontre des intérêts américains", a déclaré mercredi le sénateur, qui s'était opposé à un arrêt des ventes d'armes à l'Arabie saoudite, précise le *New York Times*. Pourtant, a-t-il ajouté, il a vu dans le vote de mercredi l'opportunité de "trouver un moyen d'envoyer à l'Arabie saoudite un message qui rappellerait nos valeurs et nos intérêts." Allié de Donald Trump, le républicain Lindsey Graham a lui menacé de ne pas voter les textes "clés", y compris budgétaires, en l'absence d'un briefing mené par Gina Haspel en personne.



La majorité obtenue au Sénat ne préjuge pas du vote final, qui pourrait n'intervenir que la semaine prochaine. Le texte, rédigé par le sénateur indépendant Bernie Sanders et un républicain, peut être amendé et les frondeurs convaincus de rentrer dans le rang. En cas de vote positif, il pourrait ne se retrouver à la Chambre des représentants que lors de la prochaine session parlementaire, ajoute le *New York Times*. Ce qui n'enlève rien au malaise exprimé par les élus, qui voient dans ce vote l'opportunité de mettre à plat la question de la relation avec l'Arabie saoudite.

Sans nous, "ce serait pire"

Début novembre, l'administration Trump avait accédé à une demande des sénateurs en mettant fin aux opérations de ravitaillement en vol des avions de la coalition saoudienne. Déjà critiquée à Washington, cette aide était de plus en plus controversée depuis le meurtre de Jamal Khashoggi. L'agence de presse officielle saoudienne SPA avait présenté la décision comme une demande de la coalition, désormais capable d'assurer elle-même ce ravitaillement. "C'est la première fois que les Etats-Unis prennent une mesure concrète pour contenir l'effort de guerre saoudien", observait un chercheur et ancien agent de la CIA auprès du *Washington Post*. Précédemment, Mike

Pompeo avait demandé que cessent les frappes aériennes de la coalition "dans toutes les zones habitées du Yémen", une reconnaissance en creux des pertes civiles causées par ces bombardements.

Devant les sénateurs mercredi, le ministre des Affaires étrangères a tenté de convaincre les élus de ne pas aller trop loin. "La souffrance au Yémen m'attriste, mais si les Etats-Unis n'étaient pas impliqués au Yémen, ce serait bien pire", a lancé Mike Pompeo. "Si les Etats-Unis se retiraient de l'effort au Yémen", "la guerre ne cesserait pas" et cela "nuirait considérablement" à la sécurité nationale américaine, a-t-il ajouté. Sans les "conseils" américains, a fait savoir le secrétaire d'Etat, "davantage de civils trouveraient la mort".

OCÉANIE

AUSTRALIE

Défense

La Royal Australian Air Force s'appuie sur les drones pour l'inspection de ses avions de transport C-17A

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Avions de transport Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones civils Actualité Maintenance Actualité MCO 27 nov. 2018 | Par Justine BOQUET

 Apps & Drones



La RAAF s'appuie sur un Phantom 4 afin d'inspecter ses C-17A. © Royal Australian Air Force

La Royal Australian Air Force (RAAF) utilise un drone afin de réaliser l'inspection de ses avions de transport C-17A Globemaster, dans le cadre de la maintenance des aéronefs.

L'inspection des avions C-17A Globemaster de la Royal Australian Air Force est désormais réalisée en partie à l'aide d'un drone Phantom de DJI. La RAAF a ainsi annoncé le 23 novembre que le drone était désormais utilisé régulièrement pour inspecter la carlingue de l'appareil et accéder aux zones complexes de la structure. « Le DJI Phantom 4 est un drone qui a été récemment introduit au sein de l'escadron 36 afin d'inspecter les zones difficiles d'accès du C-17A et ainsi réduire les risques pour le personnel. Cela permet également de suivre « l'histoire » des dégâts d'un avion », explique la Royal Australian Air Force. Le drone est principalement utilisé pour les inspections de routine, qui ont lieu environ tous les 180 jours.

Le drone permet d'évaluer l'état des peintures des C-17A Globemaster ainsi que les éventuelles anomalies et détériorations de la carlingue. Le drone inspecte également l'empennage de l'appareil, dont l'accès est difficile pour les techniciens car se situant à 17 mètres de hauteur. Selon Evan Smith, chef de l'escadron n°36, 30 minutes suffisent à la conduite de l'inspection par drone. L'aéronef réalise des photos en haute résolution mais peut également prendre des vidéos. Ces données sont ensuite transmises à différentes « agences dont le bureau en charge du transport lourd (Heavy Airlift Systems Program Office), Boeing et le groupe sciences et technologies de la défense », détaille la RAAF.

L'usage du drone, outre la réduction du temps alloué à l'inspection et la limitation des risques pour les personnels, permet également une traçabilité des défauts repérés sur la carlingue des C-17A. Il est possible de suivre l'évolution des aéronefs et de comparer les anomalies identifiées sur les différents appareils de la flotte.

A terme, la Royal Australian Air Force espère pouvoir étendre cette procédure d'inspection à d'autres aéronefs militaires. De même, elle étudie la possibilité d'intégrer d'autres capteurs sur le drone, tels que « des caméras multispectrales, pour de l'imagerie thermique », ce qui permettra de gagner en précision.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

G20

Commerce, climat : Trump trouble-fête du sommet du G20

Économie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Fabrice Nodé-Langlois Mis à jour le 28/11/2018 à 08:41 Publié le 27/11/2018 à 21:52



Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, et Donald Trump, président des États-Unis. Andrew Harnik/AP

Le sommet des chefs d'État, qui s'ouvre vendredi à Buenos Aires, risque d'être un échec en raison du bras de fer entre Pékin et Washington. Trump menace de relever encore les droits de douane sur l'import chinois et nie l'urgence du réchauffement climatique.

Jamais depuis sa création, il y a dix ans, en pleine crise financière mondiale, la réunion des vingt chefs d'État les plus puissants de la planète, le G20, ne s'était annoncée aussi lourde de tensions. «Avec les grosses difficultés liées à l'attitude des États-Unis, cela ne va pas être simple d'arriver à des textes communs», reconnaît-on à l'Élysée. À l'issue d'une visite bilatérale jeudi en Argentine, Emmanuel Macron rejoindra ses dix-neuf homologues vendredi et samedi à Buenos Aires, parmi lesquels Donald Trump ou les autocrates Xi Jinping, Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan ou encore - si sa présence est confirmée - le prince héritier Mohammed Ben Salman.

Outre les multiples sujets de tension diplomatique, deux grands enjeux mondiaux divisent les participants: le commerce et le climat.

S'il vous plaît, venez vous asseoir pour nous parler» La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, aux Américains

Sur le volet commercial, le bras de fer entre les États-Unis et la Chine, qui peut déboucher soit sur une escalade soit sur une trêve, risque d'écraser tous les autres sujets du sommet, redoute un diplomate européen. Ces dernières semaines, Donald Trump n'a cessé de souffler le chaud et le froid, évoquant à plusieurs reprises un possible «accord» avec Xi Jinping, qu'il rencontrera en tête à tête à Buenos Aires. Le champion autoproclamé de l'«art du deal» vient toutefois d'attiser les braises. Il menace, dans un entretien au *Wall Street Journal*, de relever à 25%, contre 10% actuellement, des droits de douane sur des importations chinoises totalisant 200 milliards de dollars. Toutefois, mardi soir, le principal conseiller économique de Donald Trump, Larry Kudlow a expliqué que «le président estime qu'il y a une bonne chance de conclure un accord et il est ouvert à cette possibilité».

La Maison-Blanche réclame à la Chine un accès équitable à son marché, le respect de la propriété intellectuelle et une moindre intervention de l'État. Des griefs que l'Union européenne (UE) partage. Aussi l'UE tente-t-elle de jouer les facilitateurs. C'est ainsi qu'elle a présenté lundi des propositions pour réformer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en commençant par l'instance d'appel de son organe de règlement des différends que Donald Trump paralyse en refusant d'y nommer des juges. La Chine et l'Inde appuient la proposition européenne, a expliqué

mardi la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström. «S'il vous plaît, venez vous asseoir pour nous parler», a-t-elle imploré les Américains, en regrettant l'absence de réponse.

Le G20, c'est quoi ?



Le sommet du G20 aura lieu cette année à Buenos Aires en Argentine et fêtera ses 10 ans. Une occasion pour revenir sur cette institution annuelle controversée.

Climatosceptiques

Sur le deuxième grand enjeu mondial, le climat, Donald Trump est isolé à la table du G20, en attendant l'entrée en fonction, en janvier, du président brésilien climatosceptique, Jair Bolsonaro. En déclarant lundi qu'il ne croyait pas les conclusions alarmistes d'un volumineux rapport de ses administrations sur l'impact du réchauffement sur les États-Unis, Donald Trump prépare les esprits à une confrontation. Ne pas mentionner dans le communiqué final l'accord de Paris de 2015 sur le climat «ne serait pas un bon signe», admet-on à l'Élysée, à quelques jours de la COP24 en Pologne, la prochaine conférence de l'ONU sur le sujet.

«Le G20 est le groupe le plus important pour la gouvernance économique du monde», souligne Nicolas Dujovne, le ministre argentin des Finances, interrogé par Le Figaro. «C'est un lieu où l'on se parle, ce qui reste le meilleur moyen de résoudre les problèmes», ajoute le bras droit de l'hôte du sommet, le président Mauricio Macri.

Le 18 novembre dernier, le sommet Asie-Pacifique, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, s'est soldé sans communiqué final en raison des divergences sino-américaines. Et en juin, depuis son avion, de retour du sommet du G7 à Charlevoix, au Canada, Donald Trump a retiré son soutien au communiqué commun. Ces deux précédents hantent les têtes de tous les diplomates à trois jours du sommet de Buenos Aires.

Infographie LE FIGARO :

https://www.lefigaro.fr/infographie/WebINTER_201848_russie_PONT_ukraine/html/WebINTER_201848_russie_PONT_ukraine.html

Sommet, mode d'emploi

Premier sommet des chefs d'État en 2008Initié en 1999 au niveau des ministres des Finances et des banquiers centraux, ce forum de coopération économique s'est réuni pour la première fois en 2008 autour des chefs d'État cherchant à répondre à la crise. Il s'est imposé depuis comme l'instance principale pour discuter de gouvernance mondiale.

Poids lourds économiques Le G20, qui réunit 19 pays plus l'Union européenne, représente 85 % du PIB mondial et les deux tiers de la population de la planète. Il couvre 75 % du commerce, 80 % de l'investissement et 92 % des dépenses en R&D.

Une première en Amérique latine Le sommet se tient pour la première fois en Amérique latine, à Buenos Aires. Il a eu lieu plusieurs fois en Europe (Allemagne, France, Grande-Bretagne), aux États-Unis, en Australie, Corée du Sud et Canada ainsi qu'en Chine, Russie, Turquie et Mexique.

Au G20, les 21 nouvelles tensions entre pays participants

<https://www.huffingtonpost.fr/> INTERNATIONAL 30/11/2018 02:10 CET | Actualisé il y a 1 heure
Par Claire Tervé

États-Unis, Russie et Chine ne sont pas les seuls à devoir régler leurs comptes. Les fâcheries se multiplient depuis quelques mois.

G20 - Pour la première fois de son histoire, l'Argentine accueille les chefs des plus grandes puissances mondiales lors du G20, ce vendredi 30 novembre et samedi 1er décembre, à Buenos Aires. Les 20 participants sont attendus pour ce forum annuel, mais Emmanuel Macron a dit craindre un tête à tête entre la Chine et les USA qui éclipserait tous les autres sujets, tels que le climat ou les droits de l'Homme. Les deux puissances ont en effet un gros différent commercial à régler, mais ce ne sont pas les seules.

Pour y voir plus clair, *Le HuffPost* fait un récapitulatif -aussi exhaustif que possible- des relations en tension entre les pays participants. Et elles sont nombreuses, comme vous pouvez le constater sur notre schéma.



Un sommet du G20 à Buenos Aires bousculé par Trump et «MBS»

Economie Conjoncture <http://www.lefigaro.fr/> Par Fabrice Nodé-Langlois Mis à jour le 30/11/2018 à 10:27 Publié le 29/11/2018 à 19:44



Un ballon gonflable géant, caricaturant le président Donald Trump flotte devant le congrès argentin, à Buenos Aires.
ALBERTO RAGGIO/AFP

VIDÉO - Le tête-à-tête sino-américain et la présence du prince héritier saoudien risquent d'occulter les enjeux multilatéraux sur le commerce et le climat au sommet des vingt premières puissances mondiales

De notre envoyé spécial à Buenos Aires

C'est dans une capitale argentine en état de siège que les chefs d'État et de gouvernement des vingt pays les plus puissants de la planète atterrissent au compte-gouttes depuis mercredi soir. Le sommet du G20 s'annonce comme le plus conflictuel depuis la création de ce forum des grands de ce monde, il y a dix ans, en pleine crise financière.

«Le risque est celui d'un tête-à-tête entre la Chine et les États-Unis et d'une guerre commerciale destructrice pour tous», a averti sans détour Emmanuel Macron dans une interview au quotidien

argentin *La Nacion* publiée jeudi. Les séances de travail consacrées à «un avenir équitable et durable» prévues vendredi et samedi risquent d'être en effet largement occultées par plusieurs trouble-fête: Donald Trump d'abord, mais aussi Vladimir Poutine et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane.



Donald Trump, avant son départ pour l'Argentine. JONATHAN ERNST/REUTERS JONATHAN ERNST/REUTERS

Donald Trump est sans conteste le chef d'État qui perturbe le plus l'agenda fixé par la présidence argentine. Le président américain, qui, pas plus tard que cette semaine a réfuté un rapport de son administration sur l'impact du réchauffement climatique sur les États-Unis, empêche le consensus sur ce sujet planétaire. L'Élysée a indiqué que «ne pas mentionner l'accord de Paris de 2015 sur le climat dans le communiqué final ne serait pas un bon signe».

Mais c'est davantage encore sur le commerce qu'est attendu le président américain. Lui qui méprise le multilatéralisme, encore défendu jeudi après-midi en conférence de presse commune par «Macri et Macron», doit rencontrer samedi le président chinois Xi Jinping. Ce tête à tête peut déboucher sur une trêve dans la guerre commerciale qui oppose depuis le printemps les deux premières puissances mondiales, ou au contraire une escalade.

Le G20, c'est quoi ?



Le sommet du G20 aura lieu cette année à Buenos Aires en Argentine et fêtera ses 10 ans. Une occasion pour revenir sur cette institution annuelle controversée.

Poutine et Mohammed ben Salmane en trouble-fête

Le président russe Vladimir Poutine participe au G20 alors que la tension est montée d'un cran cette semaine à la suite de l'arraisonnement de navires ukrainiens en mer d'Azov. Angela Merkel a déclaré jeudi qu'elle aborderait à Buenos Aires la situation en mer d'Azov, en justifiant les sanctions européennes au nom du «droit international» et des pays voisins de la Russie «à se développer en toute autonomie».

Enfin, Mohammed ben Salmane. Comme un défi lancé à la communauté internationale, malgré les accusations portées par la Turquie sur sa responsabilité dans l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul, le fils du roi et homme fort du régime est venu en personne représenter son pays à Buenos Aires. Son arrivée mercredi, a d'ailleurs suscité une polémique dans les médias argentins. Parvenue à l'ambassade d'Arabie saoudite, son escorte n'a pas pu entièrement entrer dans la cour et le prince est sorti de sa voiture avant l'entrée, ce qui a suscité des interrogations sur l'efficacité des services de sécurité argentins.



Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse avec le président argentin. LUDOVIC MARIN/AFP LUDOVIC MARIN/AFP

Sa présence autour de la table du G20, aux côtés du président turc Recep Tayyip Erdogan ou des dirigeants européens qui ont pris des sanctions contre 18 personnes de son entourage provoque un malaise. Emmanuel Macron a indiqué jeudi que l'affaire Khashoggi mais aussi la guerre au Yémen seraient évoquées lors d'une «réunion de coordination» entre chefs d'État européens, savoir Angela Merkel, Giuseppe Conte, Theresa May ainsi que les présidents du Conseil et de la Commission, Donald Tusk et Jean-Claude Juncker. «J'aurai l'occasion de l'évoquer avec le prince» a assuré Emmanuel Macron à propos du meurtre de Jamal Khashoggi sur laquelle «je souhaite que toute la vérité soit faite». Le président français souhaite une association «de la communauté internationale sur cette affaire qui a touché le monde entier».

Un jour de congé pour désengorger la ville

Les journées de vendredi et samedi risquent d'être tendues à Buenos Aires. Le président Macri a accordé un jour de congé aux Portenos (les habitants de la capitale) dans l'espoir de réduire le trafic et les nuisances. Plusieurs lignes de train, de métro et axes routiers sont fermées à la circulation. Une manifestation de militants «anti-G20» est prévue dans le centre-ville vendredi. Pas moins de 20.000 policiers sont déployés dans l'immense capitale, dont les habitants se débattent contre la crise économique et une inflation à 45%. Comme un concentré de la situation, à quelques pas de la Casa Rosada, l'Élysée argentin, les policiers casqués sont déployés juste à côté de familles de SDF installés sur des cartons, réfugiés sous un passage voûté.

Merkel absente de l'ouverture du sommet du G20 après un atterrissage d'urgence

La chancelière allemande Angela Merkel sera absente de l'ouverture du sommet du G20 à Buenos Aires après un atterrissage d'urgence de son avion à Cologne (ouest de l'Allemagne) jeudi soir, a annoncé une porte-parole de la chancellerie à l'AFP.

«On ne continuera pas aujourd'hui» le voyage vers Buenos Aires, a-t-elle indiqué, après que l'Airbus de la dirigeante a fait demi-tour alors qu'il survolait les Pays-Bas.

En une heure, Trump confirme puis annule sa rencontre avec Poutine au G20

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 29/11/2018 à 20:39 Publié le 29/11/2018 à 19:53



Donald Trump et Vladimir Poutine lors de leur rencontre à Helsinki, en juillet dernier. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Une heure après avoir estimé que leur entrevue se déroulerait à un «moment très opportun», le président américain a finalement annulé sa rencontre avec son homologue russe, sur fond d'escalade avec l'Ukraine.

Le président américain Donald Trump a finalement annulé sa rencontre avec son homologue russe Vladimir Poutine en marge du sommet du G20, qui s'ouvre vendredi à Buenos Aires, environ une heure après avoir estimé que leur entrevue se déroulerait à un «moment très opportun», sur fond d'escalade avec l'Ukraine.

«En partant du fait que les navires et les marins n'ont pas été retournés par la Russie à l'Ukraine, j'ai décidé qu'il serait mieux pour toutes les parties concernées d'annuler ma rencontre préalablement prévue en Argentine avec le président Vladimir Poutine», a tweeté Donald Trump. «J'ai hâte (de participer) de nouveau à un Sommet constructif (avec le président russe) dès que la situation sera résolue!», a-t-il ajouté. Il a fait cette annonce quelques dizaines de minutes après avoir décollé en hélicoptère de la Maison-Blanche pour embarquer à bord d'Air Force One à destination de Buenos Aires.

Or, juste avant de prendre place dans l'engin posé sur la pelouse de la Maison-Blanche, le milliardaire républicain avait estimé que le sommet du G20 représentait un «moment très opportun» pour discuter avec son homologue russe. «Je vais probablement rencontrer le président Poutine. Nous n'avons pas annulé cette rencontre. J'y songeais mais nous ne l'avons pas fait», avait-il dit.

Une rencontre confirmée, puis annulée

Un peu plus tôt, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov avait fait savoir que Washington avait «confirmé la rencontre» bilatérale en marge du sommet du G20, précisant qu'elle était fixée à samedi «autour de midi» et «pourrait durer près d'une heure». Dmitri Peskov avait énuméré les sujets qui auraient pu être abordés par les deux chefs d'État: «Les relations bilatérales, la sécurité stratégique, le désarmement et les conflits régionaux».

La confrontation entre l'Ukraine et la Russie, réactivée par l'arraisonnement au large de la Crimée de trois navires militaires ukrainiens dimanche, menaçait d'avoir des répercussions sur le sommet de Buenos Aires. «Je vais avoir un rapport complet dans l'avion sur ce qu'il s'est passé en la matière et cela déterminera ce que nous allons faire», avait relevé Donald Trump ce jeudi depuis la Maison-Blanche, qualifiant de «très importantes» les discussions avec Vladimir Poutine.

Dans un entretien au *Washington Post* mardi, le président américain avait menacé d'annuler la rencontre avec le président russe: «Peut-être que je ne ferai pas cette entrevue», avait-il déclaré, soulignant «ne pas aimer cette agression» en Ukraine.

ONU

Après le Brexit, la France va devoir assumer seule un rôle accru aux Nations unies

<http://club.bruxelles2.eu/> 25 Nov 2018 Brexit, Conseil de sécurité des Nations unies, France, ONU, Royaume-Uni

(B2) Avec le départ du Royaume-Uni, fin mars 2019, les Européens vont perdre un de leurs membres les plus actifs au Conseil de sécurité au sein des Nations Unies. Le seul membre permanent de l'UE restant, la France, saura-t-il relever le gant ?



Le siège de l'organisation des Nations unies à New-York (crédit : ONU)

La volonté d'établir une coopération

Le départ du Royaume-Uni fin mars ne prive pas les Européens de tout échange mutuel. Les deux parties s'engagent ainsi, après le Brexit, à coopérer «*étroitement*» dans les organisations et enceintes internationales, notamment au sein des Nations unies. C'est ce que prévoit le §98 de la déclaration politique (1). Elles conviennent aussi d'un mutuel appui dans ces instances : chacun des parties devrait s'efforcer, le cas échéant, «*d'appuyer leurs positions respectives, de mener des actions extérieures et de gérer les défis mondiaux de manière cohérente, notamment par des déclarations, des démarches et des positions partagées*». Mais cela reste une ou deux phrases. Nul ne sait aujourd'hui comment vont s'ajuster le fonctionnement pratique dans la réalité future.

Les Européens perdent un allié important

Les Européens vont, en effet, perdre un représentant très actif au Conseil de sécurité puisque les Britanniques présentent (et rédigent) un tiers des résolutions intéressant les Européens, selon nos

informations. Or « *qui tient la plume, garde l'influence* ». Ce sont également les Britanniques qui font circuler le plus d'informations aux autres États membres de l'Union et ont une vraie politique de communication publique. L'autre membre permanent du Conseil de sécurité — la France — est beaucoup moins disert, selon un expert européen et selon nos propres constatations.

La France doit repenser son rôle

Cela tient aussi à un facteur politique. « *Plusieurs États membres ne font pas forcément confiance* » aux Français pour les représenter dans l'enceinte onusienne. Beaucoup voyaient le Royaume-Uni « *comme un contre-pouvoir* » à la France. Selon un diplomate européen, « *il y a une attente importante* » des autres États, notamment pour éviter de créer un vide. « *La France a un gros travail de réflexion à faire* », ainsi qu'un travail de communication.

Un rôle au-delà du Brexit

Ce rôle sera d'autant plus important qu'en 2021, qu'il existe la possibilité de ne pas avoir d'autres représentants européens comme membres non permanents (cf. encadré). Du côté du Royaume-Uni, il restera sans doute certaines habitudes, prises qui vont perdurer. Les Britanniques auront, eux-mêmes, intérêt à continuer à jouer ce rôle de prêteur de plume aux Européens.

(Leonor Hubaut, avec NGV)

1. §98. The Parties should seek to cooperate closely in third countries, including on security, consular provision and protection, and development projects, as well as in international organisations and fora, notably in the United Nations. This should allow the Parties, where relevant, to support each other's positions, deliver external action and manage global challenges in a coherent manner, including through agreed statements, demarches and shared positions.

Un gap européen d'ici 2021

L'Union européenne dispose aujourd'hui de cinq membres au Conseil de sécurité : les deux permanents (la France et le Royaume-Uni), deux élus au titre de l'Europe occidentale et autres (Pays-Bas et Suède) et un élu au titre de l'Europe de l'Est (Pologne). Avec le Brexit, en 2019-2020, elle perdra un siège mais gardera un avantage puisque l'Allemagne et la Belgique ont été élues pour deux ans (jusqu'à 2020) et que la Pologne termine son mandat (2018-2019) sur un siège non-permanent. Pour 2021, en revanche, un gap pourrait se faire, la France devenant le seul représentant de l'Union européenne, par le jeu des alternances internes à chaque groupe (le Canada est candidat dans le groupe Europe).

Leonor Hubaut

Le vice-chancelier allemand estime que le siège permanent de la France à l'ONU devait revenir à l'Union européenne

<http://www.opex360.com/> Posté dans Diplomatie par Laurent Lagneau Le 28-11-2018



Il est souvent dit que les réticences de Berlin pour s'engager militairement sur la scène internationale remontent à la Seconde Guerre Mondiale. Et c'est à l'issue de cette dernière qu'a été institué le Conseil de sécurité des Nations unies, avec quatre de ses cinq membres permanents (France, Royaume-Uni, États-Unis, Russie, Chine) ayant vaincu l'Allemagne nazie.

Or, le vice-chancelier allemand [qui est également ministre de l'Économie], le social-démocrate Olaf Scholz, vient ni plus ni moins de proposer de bouleverser l'ordre établi en se disant favorable à ce que le siège permanent qu'occupe la France au sein du Conseil de sécurité des Nations unies revienne à l'Union européenne.

« Si nous prenons l'Union européenne [UE] au sérieux, elle devrait également parler d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité des Nations unies [...] À moyen terme, le siège de la France pourrait être transformé en siège de l'UE », a ainsi affirmé M. Scholz, lors d'un discours sur l'avenir de l'Europe prononcé ce 28 novembre à Berlin.

« En contrepartie, le poste distinct de chef de la délégation de l'Union européenne auprès des Nations Unies pourrait revenir de manière permanente à un Français », ajouté M. Scholz, qui a toutefois admis être « bien conscient qu'il y a encore un certain travail de conviction à faire à Paris. » Et pour cause !

Pour rappel, en octobre 1974, l'Assemblée générale des Nations unies octroya le statut d'observateur à la Communauté économique européenne [CEE], dont l'UE est l'héritière.

Après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, l'UE demanda à disposer de certains de droits de représentation (mais sans droit de vote) au sein de cette même Assemblée générale des Nations unies. Ce qui fut refusé dans un premier temps, en raison de l'opposition de plusieurs États. Elle obtint finalement gain de cause en même temps que d'autres blocs régionaux. Et, depuis 2011, le président du Conseil européen peut s'exprimer devant l'Assemblée générale, au nom de l'UE.

« La France et l'Allemagne agissent désormais ensemble dans cette instance mais un tel siège européen permettrait d'aller encore plus loin », a encore fait valoir le vice-chancelier allemand.

Une telle proposition survient alors que le Royaume-Uni s'apprête à quitter l'Union européenne, ce qui fait la France sera le seul État membre à disposer d'un siège permanent et d'un droit de veto au Conseil de sécurité.

Par ailleurs, l'idée de M. Scholz supposerait également que les autres États membres renoncent à siéger à ce Conseil de sécurité. Actuellement, la Suède, la Pologne et les Pays-Bas en font partie et l'Allemagne y siégera à partir de janvier 2019.

En outre, pour que l'UE puisse prétendre à devenir l'un des cinq membres permanents, il faudrait que ses États membres aient une position commune. Ce qui est loin d'être toujours le cas... car leurs intérêts ne coïncident pas forcément.

Quoi qu'il en soit, M. Scholz est allé plus loin que la chancelière Angela Merkel sur ce point. En juin, elle avait proposé que les membres européens du Conseil de sécurité de l'ONU se fissent les « porte-voix » de l'UE.

« Les membres européens de l'ONU devraient faire part de ce qui se passe à l'ONU afin de convoquer rapidement son équivalent européen », avait dit Mme Merkel, sans pour autant demander à la France de renoncer à son statut de membre permanent, et donc à son droit de veto, au profit de l'UE.

Siège de la France à l'ONU. La proposition allemande laisse le Quai d'Orsay indifférent

Accueil Monde Organismes internationaux ONU <https://www.ouest-france.fr/> avec Reuters Publié le 29/11/2018 à 15h21



Réunion du Conseil de sécurité des Nations unies | JUSTIN LANE / EPA/MAXPP

Le ministère français des Affaires étrangères a élué jeudi la proposition allemande de donner à l'Union européenne le siège au Conseil de sécurité des Nations unies de la France. L'ambassadeur aux États-Unis estime même cette idée « juridiquement impossible » et « politiquement impossible ».

Le Quai d'Orsay a élué jeudi la proposition, formulée par le vice-chancelier allemand Olaf Scholz, de transformer le siège permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, héritage de l'après-Deuxième Guerre mondiale, en siège européen.

« Nous prenons en compte dans l'expression de nos positions nationales toutes les positions européennes », a répondu une porte-parole de la diplomatie française, interrogée sur le sujet lors d'un point de presse.

Un changement impossible ?

L'ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud, a jugé sur Twitter que le changement voulu par le ministre allemand des Finances était **« juridiquement impossible car contraire à la Charte des Nations Unies »** et **« politiquement impossible »**.

La France plaide pour une réforme plus large du Conseil de sécurité **« pour faire entrer comme membres permanents l'Allemagne mais aussi le Japon, le Brésil, l'Inde ainsi que deux pays Africains »**, a-t-elle également souligné, sans se prononcer clairement sur la formule suggérée mercredi par Olaf Scholz.

Un droit qui date de la création de l'ONU

La France occupe de droit un siège au sein de l'instance exécutive des Nations unies, aux côtés des États-Unis, de la Chine, de la Russie et du Royaume-Uni. Dix membres provisoires, élus pour une durée de deux ans, complètent ce quintette.

La question d'un siège permanent pour l'Union européenne au conseil de sécurité des Nations unies au détriment des deux postes que les Européens y détiennent actuellement revient régulièrement depuis la chute du Mur de Berlin et l'émergence d'une politique étrangère et de sécurité commune au début des années 1990 avec le traité de Maastricht.

La France exclut de céder son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU au profit de l'Union européenne

<http://www.opex360.com/> Posté dans Diplomatie par Laurent Lagneau Le 29-11-2018



En juin, la chancelière allemande, Angela Merkel, avait émis l'idée que les pays européens ayant l'opportunité de siéger au Conseil de sécurité des Nations unies s'en fissent les porte-paroles de l'Union européenne. Et il n'était pas dans ses intentions de demander à la France de renoncer à son siège de membre permanent. Or, c'est ce qu'a pourtant fait son vice-chancelier, le social-démocrate Olaf Scholz, alors que le Royaume-Uni s'apprête à quitter les instances européennes.

« Si nous prenons l'Union européenne [UE] au sérieux, elle devrait également parler d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité des Nations unies [...] À moyen terme, le siège de la France pourrait être transformé en siège de l'UE », a en effet proposé M. Scholz.

Le conseil de sécurité de l'ONU compte cinq membres permanents. Tous un point commun : la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie et la Chine sont en effet des puissances nucléaires. Aussi, la proposition de M. Scholz pourrait avoir des implications au niveau de la force

de frappe française... L'on sait, depuis l'été dernier, qu'un débat sur la dissuasion nucléaire s'est installé outre-Rhin.

Cependant, ce 29 septembre, le ministère français des Affaires étrangères a implicitement exclu l'idée que la France puisse s'effacer au Conseil de sécurité au profit de l'UE.

» La France est membre permanent du Conseil de sécurité en vertu des dispositions de la Charte des Nations unies de 1945", a d'abord rappelé le porte-parole du Quai d'Orsay, lors du point presse quotidien.

« Nous assumons toutes nos responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous prenons en compte dans l'expression de nos positions nationales toutes les positions européennes. Nous participons activement avec l'Allemagne et les autres États membres à la coordination de la position de l'Union », a-t-il continué.

Aussi, a conclu ce porte-parole, « la France est favorable à l'élargissement du Conseil de sécurité et à une révision de la Charte des Nations unies pour faire entrer comme membres permanents l'Allemagne mais aussi le Japon, le Brésil, l'Inde ainsi que deux pays africains ».



Gérard Araud

✓ [@GerardAraud](#)

C'est juridiquement impossible car contraire à la Charte des Nations Unies. La modifier serait politiquement impossible.

Christian Spillmann [@CSpillmann](#)

[Voilà une proposition allemande qui va provoquer des fibrillations à Paris](#)
[https://twitter.com/helkohl/status/1067737078270750720 ...](https://twitter.com/helkohl/status/1067737078270750720)

[84](#)

[17:59 - 28 nov. 2018](#)

Cependant, l'ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud, avait dégainé le premier via Twitter. Et de manière plus explicite. Ainsi, selon lui, la proposition du vice-chancelier allemand ne pouvait être prise en considération étant donné qu'elle est « juridiquement impossible car contraire à la Charte des Nations Unies. » Et d'insister : « La modifier serait politiquement impossible. »

Conseil de sécurité de l'ONU: la France suggère d'ajouter de nouveaux membres permanents

<https://www.bfmtv.com/> BFM TV Politique 29/11/2018 à 15h24 B.L. avec AFP



Le Conseil de sécurité de l'ONU. - SPENCER PLATT / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / AFP

Jeudi, la France a implicitement rejeté la proposition allemande de céder à l'Union européenne son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU en proposant d'ajouter de nouveaux membres.

La France a implicitement exclu jeudi de céder à l'UE son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, comme le suggère Berlin, en répliquant qu'elle militait elle-même pour l'obtention de ce statut par l'Allemagne.

Poids diplomatique majeur

"La France est favorable à l'élargissement du Conseil de sécurité (...) pour faire entrer comme membres permanents l'Allemagne mais aussi le Japon, le Brésil, l'Inde ainsi que deux pays Africains", a souligné la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Le vice-chancelier allemand Olaf Scholz, également ministre des Finances, a proposé mercredi que Paris renonce à son statut de membre permanent au profit de l'UE qui se verrait ainsi dotée d'un poids diplomatique majeur.

Paris s'est en revanche dit prêt à "coordonner" ses positions avec l'Allemagne "dans l'esprit du partenariat franco-allemand", a relevé la porte-parole du Quai d'Orsay, Agnès von der Mühl.

Membres non permanents

L'Allemagne a été désignée pour occuper à partir de janvier 2019 l'un des dix sièges de membres non permanents, chacun choisis pour une période de deux ans.

La France est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, avec le Royaume-Uni, la Chine, la Russie et les États-Unis. Ils disposent d'un droit de veto.

Paris a assuré par ailleurs qu'il "prenait en compte toutes les positions européennes dans l'expression de ses positions nationales" et participait "activement à la coordination de la position de l'Union" au sein de l'ONU.

Le vice-chancelier allemand a admis lui-même que sa suggestion ne serait pas aisée à mettre en œuvre en raison des réticences françaises.

"Juridiquement impossible"

Dès mercredi, l'ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud, a d'ailleurs répliqué qu'une telle option était "juridiquement impossible car contraire à la Charte des Nations unies".

Cette proposition apparaît comme une manière pour les responsables allemands de répondre aux critiques récurrentes dont ils font l'objet sur leur timidité et leur manque d'audace dans les propositions de relance du projet européen, face aux initiatives venant notamment de la France.

Olaf Scholz est par ailleurs issu du parti social-démocrate, membre de la coalition gouvernementale allemande avec les conservateurs de la chancelière. Ses propos n'engagent pas Angela Merkel, même si elle a souvent laissé poindre son intérêt pour une telle option.

RUSSIE

Diplomatie

Incident entre la marine ukrainienne et la garde-côtière russe près du pont de Kertch

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Forces navales par Laurent Lagneau Le 25-11-2018



La mer d'Azov est bordée au nord-ouest par l'Ukraine, à l'est par la Russie et au sud par la Crimée, laquelle est reliée à la mer Noire par le détroit de Kertch, lequel est passé sous le contrôle russe, depuis l'annexion de la Crimée, en mars 2014. Et, dans cette région, la tension entre Kiev

et Moscou ne cesse de monter depuis plusieurs mois, comme en témoigne l'incident qui s'est produit ce 25 novembre entre la marine ukrainienne et la garde-côtière russe

Ainsi, selon Kiev, le moteur et la coque de l'un de ses remorqueurs, le « Yana Kapu », aurait été endommagé après avoir été délibérément percuté par le Don, un navire des gardes-côtes russes, alors qu'il naviguait avec deux autres bâtiments de la marine ukrainienne (les Berdyansk et Nikopol) vers le port de Marioupol, en mer d'Azov.

Les bateaux russes « ont mené des actions ouvertement agressives contre les navires de guerre ukrainiens », ont ainsi accusé les autorités de Kiev.

À Moscou, le FSB, le service de renseignement intérieur qui supervise la garde-côtière russe, a donné une autre version de cet incident. Selon lui, les navires ukrainiens seraient « entrés illégalement dans une zone provisoirement fermée au sein des eaux territoriales russe », près du pont de Kerch, qui relie la Crimée à la Russie. Et d'accuser à son tour la marine ukrainienne d'avoir mené des « actions provocatrices » avec l'objectif de « créer une situation de conflit dans cette région. »

Toutefois, Kiev assure que les autorités russes avaient été prévenues à l'avance de la route que devait emprunter ses trois navires pour atteindre la mer d'Azov.

La Russie et l'Ukraine avaient promis un libre accès à la mer d'Azov. Seulement, officiellement pour protéger le pont de Kertch, Moscou y a renforcé sa présence militaire et accentué les contrôles, au point que, pour certains observateurs, cela revient à imposer un « blocus économique » des ports ukrainiens. Ainsi, un navire marchand s'étant aventuré en mer d'Azov peut se retrouver immobilisé jusqu'à quatre jours, ce qui, évidemment, finit par coûter cher aux armateurs [20.000 dollars pour chaque immobilisation, ndlr].

En réponse, l'Ukraine a décidé d'établir une présence militaire permanente sur le littoral donnant sur la mer d'Azov et de déployer trois vedettes de type Gurza-M (de 54 tonnes seulement) pour protéger les ports de Marioupol et de Berdiansk.

Mer d'Azov : Moscou met en garde Kiev contre « tout acte irréfléchi » tandis que l'Otan dit chercher l'apaisement

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Otan par Laurent Lagneau Le 27-11-2018



Photo : Gardes-côtes russes

En 2003, Kiev et Moscou s'était mis d'accord pour garantir la liberté de navigation dans le détroit de Kertch, qui séparant la Crimée de la péninsule russe de Taman, relie la mer Noire à celle d'Azov.

Seulement, l'annexion de la péninsule ukrainienne par la Russie, en mars 2014, a changé la donne, les deux rives de ce détroit étant maintenant sous contrôle russe. Qui plus est, la construction d'un pont chevauchant ce passage n'a pas arrangé la situation. Depuis l'inauguration de cet ouvrage, les gardes-côtes russes, qui relèvent du FSB, multiplient les contrôles de navires commerciaux, ce qui revient de facto à imposer un blocus économique des ports ukrainiens de la mer d'Azov.

En réponse, Kiev a renforcé sa présence militaire dans cette région, avec le déploiement d'unités d'artillerie supplémentaires et l'envoi de trois vedettes de type Gurza-M. Pas de quoi, au niveau naval, remettre en cause la flotte russe de la mer Noire.

Reste que, le 25 novembre, les gardes-côtes russes ont capturé deux vedettes et un remorqueur ukrainien en faisant usage de la force. Pour justifier ces arrestations, Moscou a accusé ces navires d'être entrés illégalement dans ses eaux territoriales et dénoncé une « provocation » de Kiev.

Le lendemain, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a qualifié de « très grave » l'utilisation de « la force militaire contre l'Ukraine » par la Russie.

« Tout doit être mis en œuvre pour éviter que la situation ne devienne plus dangereuse » et Moscou « doit comprendre que ses actions auront des conséquences », a encore averti M. Stoltenberg, avant de rappeler les sanctions économiques infligées par les Alliés à la Russie depuis l'annexion de la Crimée. « Nous cherchons un apaisement des tensions et nous voulons une solution politique négociée », a-t-il insisté. La France et l'Allemagne ont, à ce propos, proposé leurs bons offices pour assurer une médiation.

Par ailleurs, le secrétaire général de l'Otan a indiqué avoir demandé au président ukrainien, Petro Porochenko, de renoncer à déclarer la loi martiale, comme il en avait l'intention. »

« J'ai parlé avec le président Porochenko et il m'a assuré que l'instauration de la loi martiale n'aurait aucune incidence pour l'élection présidentielle en Ukraine (prévue fin mars 2019) et pour le fonctionnement démocratique des institutions. C'est important pour l'Otan », a précisé M. Stoltenberg. Pour rappel, l'Ukraine ne fait pas partie de l'Otan.

Effectivement, le Parlement ukrainien a adopté, par 276 voix contre 30, un texte permettant l'instauration de la loi martiale. Cependant, la version adoptée se veut moins « dure » que celle qui était initialement envisagée. En effet, cette mesure d'exception ne durera que 30 jours (au lieu de 60) et elle s'appliquera seulement aux régions frontalières de la Russie, de la Transnistrie [où des forces russes sont présentes], de la Biélorussie [un allié proche de Moscou] et du littoral donnant sur la mer d'Azov.

Devant entrer en vigueur le 28 novembre, cette loi martiale permettra aux autorités ukrainiennes de prendre des dispositions d'exception, comme celles visant à mobiliser les citoyens, réguler les médias et limiter les rassemblements publics dans les régions concernées.

Lors d'une intervention télévisée, M. Porochenko a justifié ces mesures par « la menace extrêmement élevée » d'une offensive terrestre russe, qui viserait la région de Marioupol.

« La Russie est passée à l'étape suivante de son agression et nous avons de sérieuses raisons de penser qu'elle est prête à poursuivre une attaque terrestre », a en effet déclaré M. Porochenko. « La loi martiale ne signifie pas une déclaration de guerre [...] ni un retrait du processus diplomatique » des accords de paix de Minsk [qui concernent le Donbass, ndlr], a-t-il encore assuré.

Quant au président russe, Vladimir Poutine, il a dénoncé devant la chancelière allemande, Angela Merkel, des « actions de provocation de la partie ukrainienne et une violation grossière des normes du droit international par ses navires militaires. » Et, selon un communiqué du Kremlin, il a dit aussi espérer que Berlin pourra « influencer » les autorités ukrainiennes afin de les empêcher de commettre « des actes irréfléchis ».

Cela étant, le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a répondu que « l'objectif était que la Russie respecte de nouveau le droit international et qu'elle ne viole pas la souveraineté territoriale de ses voisins. » Et « pour que cela advienne, l'Allemagne et ses alliés européens ont besoin de suivre des principes clairs et d'avoir un 'vrai dialogue' sur la sécurité commune en Europe », a-t-il estimé.

Président chrétien-démocrate de la commission des Affaires étrangères du Bundestag [chambre basse du Parlement allemand], Norbert Röttgen, s'est dit « très inquiet » devant « le fait que nous avons affaire ici à un nouveau comportement de la Russie, qui recherche son expansion territoriale. » Et d'ajouter : « Pour le moment, on ne parle pas de durcir les sanctions, mais de façon générale, je ne l'exclus pas. »

Mer d'Azov : La Russie aurait déployé des missiles anti-navires près du détroit de Kertch

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe par Laurent Lagneau Le 28-11-2018



Après la capture « musclée » de trois navires ukrainiens par les gardes-côtes russes en mer d'Azov, Kiev a indiqué que la Russie avait renforcé « drastiquement » sa présence militaire à sa frontière avec l'Ukraine.

« Je ne veux pas que quelqu'un pense que ce sont des jeux d'enfant. L'Ukraine fait face à la menace d'une guerre totale avec la Fédération russe », a en effet déclaré le président ukrainien, Petro Porochenko, lors d'une intervention télévisée, le 27 novembre, soit à la veille de promulguer la loi martiale dans les régions ukrainiennes concernées.

Et selon M. Porochenko, les forces russes auraient augmenté « drastiquement » le nombre de leurs unités le long de la frontière, de même que leur présence navale en mer d'Azov.

Pour le moment, il n'est pas possible de confirmer ou d'infirmer ce type d'affirmation. Toutefois, Moscou a indiqué, via l'agence Interfax, qu'une quatrième batterie du système de défense aérienne S-400 « Triumph » serait prochainement déployée en Crimée, péninsule ukrainienne annexée par la Russie en mars 2014.

« Dans un avenir proche, le système de missiles antiaériens se mettra en position de combat pour protéger l'espace aérien de la Fédération de Russie », a déclaré le colonel Vadim Astafiev, porte-parole du district militaire russe du Sud. Cela étant, ce déploiement avait déjà été annoncé en septembre dernier par Ria Novosti. À l'époque, il était question de l'installer près de la ville de Djankoï, située dans le nord de la Crimée.

Dotée de 48 missiles, une batterie S-400 « Triumph » [code Otan : SA-21 Growler] peut poursuivre jusqu'à 80 cibles et interdire toute approche d'un aéronef évoluant dans un rayon de 400 km.

Si le déploiement de cette nouvelle batterie S-400 en Crimée était déjà dans les tuyaux avant le grave incident naval du 25 novembre, ce n'était pas le cas de celui du système de défense côtière « 3K60 Bal ».

En effet, selon l'édition anglaise de Russia Today, de tels systèmes seraient en train d'être déployés aux abords du détroit de Kertch [voie d'accès à la mer d'Azov depuis la mer Noire, ndlr] en raison de « l'aggravation de la situation » depuis l'arraisonnement des deux vedettes et du remorqueur ukrainiens.

Le système 3K60 Bal se compose normalement de deux véhicules de commandement, de quatre véhicules de lancement et de quatre véhicules de rechargement. Selon le site Red Samovar, « la composition la plus classique au sein de la Marine Russe est d'un (parfois deux) véhicule(s) de commandement accompagné(s) de deux véhicules de lancement et deux véhicules de rechargement. » Une batterie peut être opérationnelle seulement 10 minutes après avoir été installée sur sa position.

Aux dires des médias russes, le 3K60 « Bal », qui repose sur le missile antinavire Kh-35, serait en mesure de détruire un bateau de 5.000 tonnes naviguant à 120 km de distance. Il peut tirer « 8 missiles sur des cibles différentes en 24 secondes. » Et cela, quelles que soient les conditions météorologiques.

Avec les déploiements des systèmes 3K60 Bal et S-400, la Russie rappelle qu'a les moyens d'imposer un blocus économique et militaire des ports ukrainiens de la mer d'Azov, dont celui de Marioupol. Et qu'elle peut disposer, aussi, d'une liberté totale d'action dans cette partie du monde...

SANTÉ

Aux origines des arguments (fallacieux) des anti-vaccins

<http://www.slate.fr/> Annick Opinel — 26 novembre 2018 à 17h06 — mis à jour le 26 novembre 2018 à 17h47

Il n'existe pas de profil sociologique type de l'hésitant, de la sceptique ou des résistants.



2,4% de la population française est défavorable à l'ensemble des vaccins sans exception | mohamed_hassan via Pixabay CC License by

En Europe, les avancées sanitaires majeures du XX^e siècle, au premier rang desquelles la vaccination, ont conduit au recul des maladies infectieuses «historiques» (telles que la poliomyélite ou la diphtérie), voire à leur éradication (variole).

Pourtant, en France, et plus largement dans les pays occidentaux, les questions des infections à prévention vaccinale, de la perception du risque lié aux vaccins et aux maladies, ainsi que l'impact des controverses sur la couverture vaccinale sont récemment devenus des enjeux cruciaux de santé publique.

Crainte des effets indésirables, méfiance envers l'industrie pharmaceutique, offensives d'opposants à la vaccination, amplification des doutes *via* les réseaux sociaux sont autant de raisons qui expliquent la progression des positions sceptiques. Des positions diverses qui, si elles ne se traduisent pas systématiquement par un rejet total de la vaccination, limitent son efficacité.

L'ambigu principe de précaution

Le principe de précaution est l'un des paramètres de la polémique. Ce concept, initialement forgé dans le secteur de la protection environnementale, est mentionné dans le quinzième principe de la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement, adoptée en 1992 dans le prolongement du Sommet de la Terre.

Étendu au domaine de la santé, il a prévalu durant la crise de la vache folle, avec l'abattage du bétail en 1994, et au cours de l'affaire du sang contaminé, cinq ans plus tard.

En 1998, au nom du principe de précaution ou par crainte politique d'un nouveau scandale sanitaire, Bernard Kouchner allait donner corps à la longue polémique hépatite B/sclérose en plaques

En ce qui concerne les politiques vaccinales, le principe de précaution est utilisé comme un argument politique, invoqué pour inciter à la vaccination ou, au contraire, pour la prévenir. Ce fut notamment le cas lorsqu'en 1998 le ministre de la Santé Bernard Kouchner a suspendu la vaccination des collégiens et collégiennes contre l'hépatite B, en raison d'un lien supposé avec la survenue de sclérose en plaques (SEP). Bernard Kouchner avait alors demandé au médecin de famille de déterminer le risque de SEP au vu de l'histoire du patient ou de la patiente. Ce faisant, au nom du principe de précaution ou par crainte politique d'un nouveau scandale sanitaire, le ministre allait donner corps à la longue polémique hépatite B/SEP.

Malencontreux hasard, la même année la revue scientifique médicale britannique The Lancet publiait un article frauduleux du chirurgien gastro-entérologue Andrew Wakefield, du Royal Free Hospital à Londres. Celui-ci supposait un lien causal entre le vaccin anti-

rougeole/oreillons/rubéole (ROR) et l'autisme. Cette corrélation a été définitivement réfutée par le Medical Research Council en 2003. De nombreuses publications scientifiques ont également prouvé la faiblesse de l'étude de Wakefield et l'absence flagrante de preuves. Elle reste pourtant revendiquée en France, où elle est notamment à l'origine de la résistance à la vaccination contre la rougeole, qui a participé à l'épidémie de 2011. Cette étude invalidée perdure comme un élément fondamental du socle argumentaire «antivax».

La gestion de la crise de la grippe A (H1N1) en France en 2009-2010 a par ailleurs montré les limites du recours à l'argument du principe de précaution pour inciter à la vaccination. La vaccination massive souhaitée par les autorités de santé publique n'a en effet pas eu lieu.

La crainte des effets indésirables après immunisation

La peur des effets indésirables, souvent déclinée confusément par les sceptiques, constitue une cause récurrente de crainte, amplifiée par internet et les réseaux sociaux, et aggravée par des pétitions ne reposant sur aucun élément scientifiquement prouvé.

Quand elles sont nommées, ces craintes concernent les adjuvants, des substances (telles que les sels d'aluminium) dont la fonction est d'augmenter la réponse immunitaire afin d'améliorer l'efficacité du vaccin. Elles s'expriment notamment vis-à-vis de la myofasciite à macrophages, une affection que les données expérimentales ne permettent pas à ce jour de définir précisément. La plupart des sites internet français anti-vaccination sont très critiques quant à l'utilisation de l'aluminium, mais également quant à celle du formaldéhyde, du squalène ou du thiomersal.

On notera également l'existence d'une entité plus silencieuse et assez imprécise: le syndrome ASiA (Autoimmune/inflammatory syndrome induced by adjuvants). Celui-ci regrouperait quatre affections résultant d'une exposition aux adjuvants: la siliconose (due au port de prothèses en silicone), le syndrome de la Guerre du Golfe, la myofasciite à macrophages et les réactions post-vaccinales. Une revue de littérature récente a toutefois récemment mis en cause l'existence de ce syndrome.

Contestées par une grande partie de la communauté scientifique, ces nouvelles maladies sont prétextes à des espaces interstitiels de doute ou de polémique scientifiques relayés auprès du public par les sites anti-vaccination.

La méfiance envers l'industrie pharmaceutique

Le scandale du Mediator et la polémique autour du Levothyrox ont généré un bruit de fond favorable au scepticisme. L'affaire du Médiateur (retiré de la vente en 2009 et à l'origine de la déclaration publique d'intérêt obligatoire en 2011) constitue un point de bascule notoire dans la méfiance envers l'industrie pharmaceutique.

À cela s'ajoutent d'autres paramètres, tels par exemple que la défiance vis-à-vis des vaccins multivalents (qui protègent contre plusieurs pathogènes) et les ruptures d'approvisionnement, qui laissent libre cours aux interprétations et au doute dans l'esprit du public.

L'accusation persistante de recherche de profits entretient ainsi, gravement et durablement, la méfiance, voire l'hostilité envers l'industrie pharmaceutique et par rebond, envers les vaccins en général.

Le désamour et la contestation de l'autorité scientifique et médicale contribuent à la prégnance de la polémique antivaccinale

L'histoire de l'impact des réseaux les réseaux sociaux sur la vaccination est une histoire en train de s'écrire, que ce soit en France ou dans les pays à index de développement humain élevé.

Dans le champ de la santé publique, on note une érosion des frontières des domaines de compétences, l'expression d'une opinion qui entend substituer à un avis médical expert un savoir profane individuel de plus en plus influent. Ceci est particulièrement le cas en matière de vaccination.

Le désamour et la contestation de l'autorité scientifique et médicale contribuent à la prégnance de la polémique antivaccinale, et certains acteurs sont tentés par une démocratie sanitaire et une autonomie décisionnelle. Les médias sociaux, les blogs et les sites internet, caisses de résonance, favorisent-ils la méfiance envers la vaccination, ou s'agit-il d'une expression accrue de cette méfiance? La réponse à cette question reste à déterminer.

Il n'existe pas de profil type de l'anti-vaccin

La question de la résistance à la vaccination est complexe, et une approche vaccin par vaccin, doublée d'une approche sociologique fine, sont particulièrement pertinentes pour en observer les causes.

Il faut rappeler que 2,4% seulement de la population est défavorable à l'ensemble des vaccins sans exception. Par ailleurs, tous les vaccins ne sont pas perçus de la même façon. Certains vaccins sont mieux aimés, bien qu'étant eux aussi sujets à controverse ou polémique. C'est par exemple le cas des vaccins contre diphtérie, tétanos et poliomyélite (DTP) ou du ROR, même si pour ce dernier on note une augmentation des opinions défavorables entre 2014 et 2016. Sur le banc des vaccins mal aimés se trouvent les vaccins contre la grippe, l'hépatite B et le papillomavirus humain (HPV).

Il n'existe pas de profil sociologique type de l'hésitant, de la sceptique ou des résistants. Des différences de perception existent selon l'âge, le diplôme et les revenus. Contrairement à ce qu'on a pu souvent lire, une catégorie socio-professionnelle et un niveau d'éducation plus élevés ne sont pas forcément associés à une résistance plus marquée à la vaccination. Hésitation ou scepticisme ne sont pas des images fixes, ils varient avec le temps et le lieu. En Europe, par exemple, la vaccination est en quelque sorte victime de son succès. Nos perceptions des menaces infectieuses, qu'elle a contribué à faire reculer, ont évolué. Certaines maladies sont désormais considérées comme des dangers infectieux moins prégnants.

C'est par exemple le cas de la rougeole, maladie aujourd'hui souvent perçue comme infection sans grande gravité. Dans notre pays, la couverture vaccinale pour la vaccination contre la rougeole était de 80,1% en 2016 chez les enfants âgés de 2 ans. Or on sait que pour éviter la survenue d'une nouvelle vague épidémique, la couverture vaccinale avec deux doses d'un vaccin contre la rougeole doit être au moins de 95%. Résultat: on observe une recrudescence des cas de rougeole depuis novembre 2017 non seulement en France, mais aussi en Europe.

Pour comprendre ces différences, d'autres moyens d'analyse sociale sont nécessaires, tels l'analyse géopolitique et sociospatiale des résistances liées au territoire, à la religion, ou à des critères plus personnels (peur de l'injection...).

La vaccination, un geste altruiste et citoyen

Récemment, le projet puis la mise en place de l'extension de l'obligation vaccinale de trois à onze vaccins pour les enfants nés après le 1^{er} janvier 2018 a relancé la polémique, entraînant une inflation de l'activité médiatique.

Cette extension s'est appuyée sur deux documents de travail, le rapport Hurel et surtout la concertation citoyenne sur la vaccination, dirigée par le Pr Alain Fischer en 2016. Il ressort de cette consultation le caractère hétérogène, quelquefois paradoxal, de la perception de la vaccination obligatoire: atteinte à la liberté fondamentale du consentement libre et éclairé en cas d'obligation, mais désengagement de l'État, se traduisant par l'abandon des plus défavorisés, en cas de non-obligation; regret de l'absence de sanction; soupçon d'effet d'aubaine pour les laboratoires pharmaceutiques; dimension politique éventuelle de l'opposition à un projet gouvernemental...

Au-delà de cette mesure courageuse de santé publique et de ses bénéfices escomptés, il demeure nécessaire pour les autorités sanitaires de faire face à la baisse de la couverture vaccinale en France. La mise à disposition, sur leurs sites internet, d'éléments de réponse très précis et clairs aux questions «techniques» des citoyens est un premier pas. Cependant, la

complexité du problème appelle à une stratégie qui doit aussi prendre en compte l'inquiétude ou l'attitude sincèrement interrogative de la population.

Il faut pour cela reconstruire, ou construire, une confiance en s'appuyant sur les bénéfices de la vaccination, sans en minorer les risques, inhérents à tout produit de santé. Le risque de l'effet indésirable, question centrale de la défiance, doit en particulier être abordé en toute transparence, sans écarter les doutes, comme l'a recommandé récemment la Direction générale de la Santé.

Enfin, il est important de rappeler, encore et encore, que la vaccination est indispensable à la protection de celles et ceux dont le système immunitaire ne peut combattre seul un pathogène, qu'il s'agisse des nourrissons, des femmes enceintes, des personnes âgées ou des individus immunodéprimés. Au-delà de sa propre protection, l'individu vacciné contribue à protéger ceux qui ne le sont pas, en interrompant le cycle de transmission des germes pathogènes. En ce sens, la vaccination est un geste altruiste et citoyen.

Cet article est publié dans le cadre de la conférence «VIH: où en est la recherche vaccinale?» du 29 novembre 2018, organisée par l'Université Paris-Est Créteil, en partenariat avec l'Inserm et le labex VRI.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

CANCER

Cancer: une nouvelle technique pour préserver la fertilité des femmes

Actualités Santé Médecine <http://sante.lefigaro.fr/> Par Cécile Thibert Mis à jour le 26/11/2018 à 18:43 Publié le 26/11/2018 à 18:43



Chaque année, 3 500 femmes de moins de 35 ans sont touchées par un cancer et beaucoup passent encore à côté de la préservation de leur fertilité. 195380859/Africa Studio - stock.adobe.com

Une nouvelle technique, l'autogreffe de tissu ovarien, peut être utilisée dans certains cas pour pallier les effets délétères des chimiothérapies.

Les traitements contre le cancer ne se contentent pas de prendre en chasse les cellules tumorales: ils affectent aussi la fertilité. La préserver est donc devenu un enjeu majeur puisque 17.200 personnes en âge de procréer se voient diagnostiquer un cancer chaque année. Pour les hommes, le procédé est simple: il s'agit de recueillir et congeler du sperme. Mais pour les femmes, c'est parfois une tout autre affaire.

Laura en a fait l'expérience. En septembre 2013, alors qu'elle est âgée de 27 ans, la jeune femme apprend qu'elle est atteinte d'un cancer du système lymphatique au niveau de l'un de ses orbites. «On m'a annoncé que la chimiothérapie devait commencer très rapidement et que cela altérerait ma fertilité, raconte-t-elle. Ça a été un choc quand j'ai réalisé que je ne pourrai sans doute pas avoir d'enfants.»

La chimiothérapie est toxique pour les ovaires. Elle détruit le stock de follicules ovariens, ce qui peut entraîner une ménopause précoce» Le Pr Michael Grynberg

«La chimiothérapie est toxique pour les ovaires, confirme le Pr Michael Grynberg, chef du service de médecine de la reproduction et préservation de la fertilité à l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart. Elle détruit le stock de follicules ovariens (structure contenant les ovules, NDLR), ce qui peut entraîner une ménopause précoce. Quant à la radiothérapie, si elle vise les organes génitaux, elle

peut altérer l'utérus et le rendre inapte à accueillir un embryon.» La chimiothérapie ne rend toutefois pas systématiquement stérile. «Plus la patiente est jeune, plus elle a des chances de conserver sa fertilité car elle a davantage de follicules, souligne le Pr Grynberg. Cependant, les femmes qui ont eu un traitement anticancéreux ont plus de risque de faire une fausse couche par rapport aux femmes qui n'ont pas eu de cancer.»

Face à l'urgence de sa situation, les médecins des hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) proposent à Laura une technique de préservation réservée à des cas spécifiques: l'autogreffe de tissu ovarien. Une intervention qui, jusqu'en juin 2018, n'était autorisée que dans le cadre d'un projet de recherche. Moins de dix centres la pratiquent en France. «En temps normal, nous prélevons des ovules matures que nous conservons et qui sont prêts à être fécondés une fois décongelés, explique le Dr Olivier Pirrello, responsable du centre d'assistance médicale à la procréation des hôpitaux universitaires de Strasbourg. Mais cette procédure prend une dizaine de jours à cause de la stimulation hormonale, on ne pouvait pas attendre si longtemps dans le cas de Laura».

Avant de commencer ses traitements, la jeune femme passe donc par une intervention chirurgicale d'une demi-heure, au cours de laquelle les médecins prélèvent un morceau de chaque ovaire, les découpent et les congèlent. Sept chimiothérapies plus tard, Laura est tirée d'affaire. Et en mai 2017 la greffe tant attendue a lieu. Les fragments d'ovaires, qui patientent depuis quatre ans à une température de moins 196 degrés sont réimplantés. «Nous avons ouvert l'ovaire en deux pour y introduire les fragments enfilés sur un fil, puis nous avons recousu l'organe», rapporte le Dr Pirrello.

Et ça marche: les ovaires se remettent à fonctionner, comme si rien n'était arrivé. Quatre mois après l'opération, Laura a de nouveau ses menstruations alors qu'elle était ménopausée depuis la fin des traitements. «Nous ne savions pas combien de temps la greffe allait fonctionner, nous avons donc rapidement fait deux tentatives de fécondation in vitro qui ont toutes deux échoué», explique la jeune femme. Finalement, le couple décide de tout arrêter un moment. «Nous sommes partis en vacances, mon compagnon m'a demandée en mariage et quelques jours plus tard, je suis tombée enceinte», sourit-elle. Actuellement à sept mois de grossesse, Laura s'apprête à donner naissance au premier enfant conçu à la suite d'une autogreffe de tissu ovarien en Alsace. Dans le monde, ils ne sont qu'une centaine.

Outre les situations d'urgence thérapeutique, le prélèvement de tissu ovarien est la seule technique possible pour les petites filles atteintes de cancer. «Étant prépubères, elles n'ont pas d'ovocytes matures», explique le Pr Grynberg. Idem pour les femmes dont la chimiothérapie a débuté avant que la préservation de la fertilité n'ait été envisagée. «Il est trop tard pour prélever des ovocytes car il y a un risque d'anomalies génétiques induites par la chimiothérapie, souligne le Dr Pirrello. La seule chose à faire, c'est prélever du tissu ovarien.» Aux hôpitaux universitaires de Strasbourg, une quinzaine de prélèvements ovariens sont réalisés chaque année.

«Notre obsession est de ne pas réintroduire de cellules tumorales lors de la greffe» le Dr Pirrello

L'autogreffe de tissu ovarien n'est toutefois pas sans risque. «Notre obsession est de ne pas réintroduire de cellules tumorales lors de la greffe», explique le Dr Pirrello. Pour empêcher cela, des analyses sont faites au moment du prélèvement et avant la greffe. Mais cela ne permet pas toujours de déceler la présence de cellules cancéreuses. La technique est également déconseillée pour certains cancers. «Dès lors que le sang est touché, comme dans une leucémie, il y a des cellules tumorales partout. Le risque de réintroduire la maladie est trop important», poursuit le médecin.

Si la préservation de la fertilité des femmes atteintes d'un cancer avance à petits pas, les techniques sont encore loin d'être pleinement efficaces. «C'est un peu prétentieux de dire que nous préservons la fertilité, admet le Dr Pirrello. Entre la greffe de tissu ovarien et un bébé, il y a un pas énorme.» Un avis que partage le Pr Grynberg. «Pour le moment, nos techniques ne sont pas d'une efficacité extraordinaire, admet-il. Beaucoup de femmes n'arriveront pas à avoir de

grossesse malgré ce que nous mettons en œuvre et seront réorientées vers le don d'ovocytes ou l'adoption.»

Chaque année, 3500 femmes de moins de 35 ans sont touchées par un cancer, selon l'Institut national du cancer, et beaucoup passent encore à côté de la préservation de leur fertilité. «Jusqu'à maintenant, 70 à 80 % des femmes ne se le voyaient pas proposer par leur oncologue alors que c'est obligatoire depuis 2011, indique le Pr Grynberg. C'est en train de changer car ils sont plus au courant des techniques.» Les femmes ne sont pas les seules à connaître un défaut d'information. «Tous les hommes et les jeunes garçons ne nous sont pas non plus systématiquement adressés avant une chimiothérapie. La fertilité est un sujet délicat à aborder, qui s'ajoute à une grande quantité d'informations que l'oncologue doit délivrer, ce n'est pas évident», abonde le Dr Pirrello.

Pour pallier ces manques, le plan cancer lancé en 2014 par les autorités sanitaires a inscrit la préservation de la fertilité dans ses priorités. «Certains patients s'aperçoivent a posteriori que l'information concernant la toxicité des traitements sur leur fertilité et les stratégies possibles pour y remédier n'a pas été donnée, admet le Dr Françoise Merlet, médecin référent sur les questions d'assistance médicale à la procréation à l'Agence de la biomédecine. Il y a encore un vrai défaut d'information et notre travail vise à le résorber, afin de permettre un accès équitable à la préservation de la fertilité pour tous les patients atteints de cancer.»

Cancer : des traitements personnalisés en fonction de l'ADN de la tumeur

Actualités Santé Médecine <http://sante.lefigaro.fr/> Par Damien Mascaret Mis à jour le 29/11/2018 à 20:45 Publié le 29/11/2018 à 19:42



Cellules cancéreuses du poumon. MediaforMedical/SCIENCE PHOTO LIBRARY / KATERYNA KON/MediaforMedical/SCIENCE PHOTO LIBRARY / KATERYNA KON

INFOGRAPHIE - Le profil génomique des tumeurs permet de choisir des traitements « sur mesure » adaptés à chaque patient.

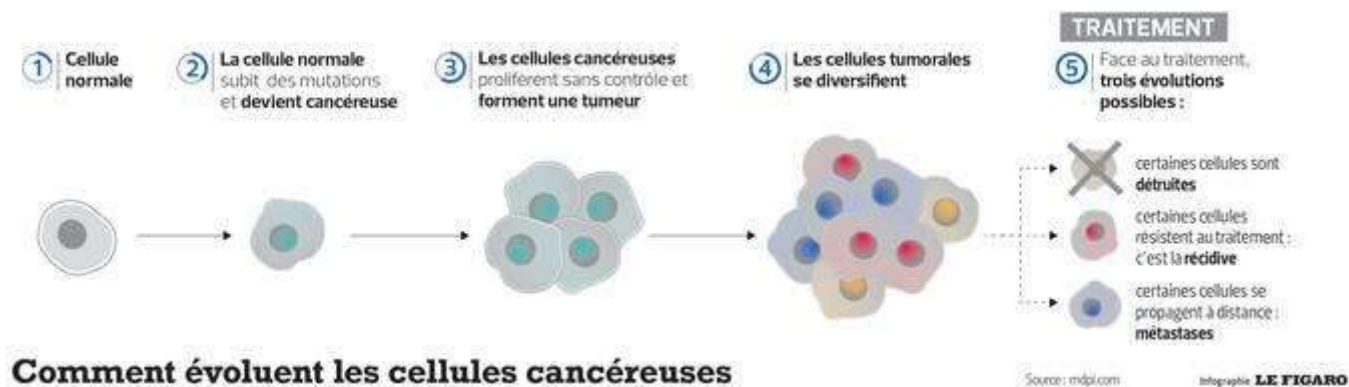
Dans de nombreux cancers, les oncologues ajustent désormais les stratégies thérapeutiques en fonction des profils génomiques des tumeurs. Du sur-mesure indispensable, car il existe une grande hétérogénéité des mutations génétiques au sein d'une seule tumeur et celles-ci évoluent au fil du temps et des traitements utilisés (voir infographie ci-dessous). C'est ce qui explique notamment certaines récives ou évolutions métastatiques et la nécessité, parfois, d'adapter le traitement initial.

«70% des patients sont diagnostiqués à un stade métastatique et 30% seulement d'entre eux peuvent bénéficier d'une chirurgie curative»

Le Pr Nicolas Girard, pneumologue et oncologue médical à l'Institut Curie (Paris) au sujet du diagnostic souvent tardif du cancer du poumon

Le cancer du poumon est sans aucun doute emblématique, tant par sa fréquence (40.000 nouveaux cas chaque année en France) que par le progrès qu'a représenté, pour certains patients, l'arrivée des thérapies ciblées. Lors des Rencontres de la cancérologie française 2018 (RCFR), organisées cette semaine à Paris par la revue *Décision santé* (groupe Profession santé), le Pr Nicolas Girard, pneumologue et oncologue médical à l'Institut Curie (Paris), a souligné le diagnostic souvent tardif de ce cancer.

« 70 % des patients sont diagnostiqués à un stade métastatique et 30 % seulement d'entre eux peuvent bénéficier d'une chirurgie curative, a-t-il rappelé. Nous espérons que le dépistage du cancer du poumon sera rapidement réévalué par la HAS (qui l'avait écarté lors de sa dernière évaluation, NDLR) étant donné les nouvelles données disponibles.»



Depuis le début des années 2000, la chimiothérapie (souvent associée à la radiothérapie) est proposée en première ligne. Mais le taux de réponse ne dépasse pas 25 % et le taux de décès à un an est de 70 %. Ce qui s'explique notamment par le nombre important de mutations génétiques que l'on retrouve au sein d'une tumeur. Celles-ci ont lieu spontanément, mais elles sont encore plus nombreuses sous l'action d'agresseurs extérieurs : par exemple, le tabac dans le cancer du poumon, ou les UV dans le mélanome, un type de cancer de la peau où l'on retrouve également une grande hétérogénéité.

«Au sein de toutes ces mutations, il y en a qui sont particulières car elles vont être capables de déclencher la transformation d'une cellule normale en une cellule tumorale. Mais ce sont aussi de véritables talons d'Achille pour les cellules tumorales», explique le Pr Girard.

Facteur de croissance épidermique

C'est par exemple le cas de la mutation EGFR (facteur de croissance épidermique), plus fréquente chez les non-fumeurs. Environ 15 % des cancers du poumon touchent des personnes qui n'ont jamais fumé. «Lorsque l'on distingue parmi les adénocarcinomes (type de cancer du poumon, NDLR) ceux qui ont une mutation EGFR, on peut viser cette cible et entraîner la destruction de la cellule cancéreuse dans environ 90 %.» Les inhibiteurs de l'EGFR sont des traitements par voie orale qui ne fonctionnent donc que pour les patients (environ 10 %) dont la tumeur a une mutation d'EGFR. Mais dans ce cas, les résultats sont spectaculaires. «90 % des patients sont vivants à 12 mois et les survies sont extrêmement prolongées», explique le Pr Girard.

Évidemment, rechercher les mutations des cellules tumorales est intéressant. Mais cela ne suffit pas toujours car des cellules porteuses d'autres mutations génétiques peuvent aussi être présentes dans la tumeur et continuer de proliférer, ce qui peut entraîner une récurrence ou une résistance au traitement, ainsi que des métastases.

«L'immunothérapie est venue s'ajouter aux thérapies ciblées avec l'originalité qu'elle ne cible pas une altération mais démasque les cellules tumorales pour que le système immunitaire les détruise» Le Pr Girard

«L'immunothérapie est venue s'ajouter aux thérapies ciblées avec cette originalité qu'elle ne cible pas une altération mais démasque les cellules tumorales pour que le système immunitaire les détruise», explique le Pr Girard. Des études sont en cours, associant notamment thérapies ciblées et immunothérapie pour bénéficier de la synergie.

Dans le cancer de l'ovaire également, la compréhension de la biologie des cellules tumorales est décisive. Le Pr Gilles Freyer, chef du service d'oncologie médicale du CHU de Lyon Sud, a souligné l'intérêt de cibler les mécanismes de réparation de l'ADN. De nouvelles molécules (les inhibiteurs de PARP) sont en effet particulièrement efficaces sur les cellules cancéreuses dont les

mécanismes de réparation sont perturbés. Des résultats encourageants ont été présentés il y a quelques semaines au congrès de la Société européenne d'oncologie médicale (ESMO).

Enfin, le cancer du sein est lui aussi à l'aube de nouvelles pratiques. Le Dr Johanna Wassermann, médecin oncologue à la Pitié-Salpêtrière (Assistance publique des hôpitaux de Paris) a rappelé l'intérêt d'utiliser les outils moléculaires «pour évaluer le risque de récurrence et pouvoir ajuster au mieux le traitement». La surveillance peut, elle aussi, être adaptée à chaque patiente. Avec un bémol cependant: «Aujourd'hui, on ne sait pas encore si le fait de détecter précocement une récurrence se traduirait par de meilleures chances de survie, voire de guérison.»

DIVERS

Le prix des médicaments risque d'augmenter à partir de janvier

A La Une Politique Santé <https://www.sudouest.fr/> Publié le 26/11/2018 à 11h20 par SudOuest.fr.



Les honoraires des pharmaciens vont augmenter, sans qu'ils soient forcément remboursés par les complémentaires santé. AFP

En cause ? Les "honoraires de dispensation", touchés par les pharmaciens, qui vont augmenter et pourraient ne plus être pris en charge par les complémentaires santé.

Payer plus cher pour une même boîte de médicaments : c'est la mauvaise surprise que risquent d'avoir certains patients à la pharmacie à partir de janvier. En cause : l'entrée en vigueur **d'un accord conventionnel passé en 2017** entre les pharmaciens et l'Assurance-maladie, qui prévoit de compenser la baisse du prix des médicaments voulue par les pouvoirs publics (et qui impacte les revenus des pharmaciens) par une augmentation de leurs honoraires.

>>> Retrouvez ici l'accord dans son intégralité

Jusqu'à présent, les pharmaciens pouvaient toucher trois types d'honoraires :

1. Les honoraires de dispensation (à chaque fois qu'ils vendent une boîte de médicament) : **1,02 €**
2. Les honoraires pour ordonnance complexe (lorsqu'il y a plus de 5 médicaments remboursables) : **0,51€ par ordonnance (puis 1,02 € en 2020)**
3. Les honoraires de grand conditionnement (lorsque le patient achète de nombreuses boîtes pour un traitement long) : **2,76 €**

À partir de janvier, trois nouveaux honoraires entreront en vigueur :

4. Les honoraires de dispensation de médicaments sur ordonnance : **0,51 €**
5. Les honoraires pour médicaments particuliers, notamment les antibiotiques, anxiolytiques ou contraceptifs d'urgence : **2,04 € en 2019 et 3,76 € en 2020.**
6. Les honoraires de dispensation pour des patients de plus de 70 ans ou moins de 3 ans : **0,51 € en 2019 puis 1,58 € en 2020**

Tous ces honoraires sont cumulables.

Les mutuelles ne rembourseront plus systématiquement

Jusqu'à présent, ils étaient pris en charge par l'Assurance Maladie (pour les deux tiers) et par les complémentaires santé (pour le tiers restant). **Mais à partir de janvier, le patient devra parfois mettre la main à la poche**, rapporte Le Parisien.

En effet, l'Assurance-maladie continuera (pour l'instant) de rembourser les deux tiers des honoraires des pharmaciens. Elle a d'ailleurs prévu un plan de financement de 280 millions d'euros sur trois ans. Mais les mutuelles refuseront dans certains cas (pour les médicaments non remboursés) de prendre en charge le tiers restant.

"On va créer un nouveau reste à charge (pour le patient, ndlr) au moment où on cherche à les supprimer!", déplore Philippe Gaertner, président de la FSPF (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France), interrogé par Le Parisien.

Concrètement, note le journal, une boîte de somnifère (le Stilnox), vendue 3,09 € en pharmacie mais remboursée partiellement, coûte aujourd'hui 2,63€ à un patient. En 2020, après la dernière étape de la réforme, **elle lui coûtera 4,31 €, soit 64% d'augmentation.**

SIDA

VIH en France: encore trop d'infections détectées à un stade avancé

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 27/11/2018 à 08:26 Publié le 27/11/2018 à 05:48

Plus d'un quart des personnes diagnostiquées séropositives en France en 2017 et 2018 l'ont été de façon "trop tardive", ce qui retarde leur prise en charge et freine la lutte contre la transmission du VIH, a analysé aujourd'hui Santé Publique France. Entre janvier 2017 et septembre 2018, 28% des personnes ont découvert qu'elles étaient porteuses du virus du sida à un stade avancé de l'infection, c'est-à-dire alors que la maladie s'était déjà déclarée ou avec un niveau très bas de lymphocytes CD4, des globules blancs ciblés par le VIH.

Cette proportion n'a pas baissé depuis 2013, alors même que le nombre de dépistages en laboratoire continue d'augmenter, avertit Santé publique France, en amont de la Journée mondiale de lutte contre le sida, samedi. En 2017, 49% des découvertes de séropositivité concernaient des personnes déclarant n'avoir jamais été testées auparavant, ajoute l'organisme public.

"Le dépistage du VIH doit donc encore être intensifié dans les populations les plus exposées, afin de réduire la proportion de ceux qui ignorent leur séropositivité pour leur permettre de bénéficier d'un traitement antirétroviral", explique-t-il. Le traitement, "qui évite la transmission du VIH des personnes séropositives à leurs partenaires, constitue un enjeu majeur pour contrôler l'épidémie", ajoute l'agence nationale de santé publique.

Santé publique France n'est en revanche pas encore en mesure de donner le nombre total de personnes ayant découvert leur séropositivité en 2017. En 2016, ce nombre était estimé à environ 6.000 personnes, en baisse de 5% par rapport à 2013. Les biologistes et les cliniciens doivent obligatoirement déclarer les cas de VIH qu'ils diagnostiquent depuis avril 2016, mais les déclarations reçues sous-estiment le nombre réel de cas, se font avec un délai important ou comportent des données manquantes, explique Santé publique France.

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations>

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation du 23 au 29 novembre

Mise à jour : 29/11/2018

Point de situation des opérations du 23 au 29 novembre

DAMAN

COOPERATION FRANCO-FINLANDAISE

Depuis avril 2017, une compagnie d'infanterie finlandaise a intégré la Force Commander Reserve (FCR), déployée au Sud-Liban dans le cadre de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Fort de 150 hommes, le contingent finlandais remplit le même type de missions que les

militaires français : alerte en appui des forces armées libanaises (FAL) ou au profit des autres bataillons de la FINUL, patrouilles et entraînements conjoints avec les FAL, ainsi que des actions civilo-militaires.

- Arrivée du support national finlandais à Dayr Kifa

Le mois de novembre 2018 a été marqué par l'arrivée, sur le camp de Dayr Kifa, du Support National Element (SNE) finlandais qui assure des fonctions de soutien logistique, technique et administratif. Le rapprochement de cet élément de soutien permet de donner, au quotidien, une plus grande flexibilité à la force.

- Complémentarité des unités finlandaise et française

La FCR est composée d'une compagnie d'infanterie finlandaise et d'un escadron de reconnaissance et d'intervention français, armé par le 1er régiment de chasseurs. La compagnie finlandaise est en mesure d'effectuer des opérations de contrôle de foule et de tenir un point de terrain dans la durée. L'escadron français est, lui, spécialisé dans l'acquisition de renseignement grâce à ses capacités de reconnaissance et sa forte mobilité.

Le centre des opérations composé de 20% d'officiers finlandais assure la conduite des opérations. Depuis leur intégration au sein de la FCR, les Finlandais ont effectué près de 1200 patrouilles dans l'ensemble de la zone d'opération, ce qui représente environ 50 % des patrouilles effectuées par la FCR sur la période.



CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THEATRE

- Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie

Dans la région d'Hajine, profitant de conditions météo défavorables, Daech a récemment lancé des offensives contre les positions des forces démocratiques syriennes (FDS). L'appui de la coalition, notamment l'engagement de l'artillerie, a permis de stopper ces offensives. Au bilan, cette action a occasionné des pertes dans les deux camps, sans faire évoluer la ligne de front.

- Poursuite des actions de sécurisation en Irak

En Irak, les opérations des forces de sécurité irakiennes (FSI) se poursuivent, avec un effort le long de la frontière syrienne pour contrer toute tentative d'action de Daech depuis la Syrie.

ACTIVITE DE LA FORCE

Le dispositif français déployé au Levant n'a pas évolué.

- La Task Force Wagram en appui de l'offensive contre les dernières poches de Daech présentes dans la vallée de l'Euphrate

La Task Force (TF) Wagram appuie les forces démocratiques syriennes contre Daech dans la région d'Hajine.

Elle a réalisé, depuis le territoire irakien, 62 missions de tir (35 éclaircissement, 27 destruction – bilan du 21 au 27 novembre inclus).

Depuis le début de son engagement, la Task Force Wagram a réalisé 2 227 missions de tirs.



- Les bases aériennes en Jordanie et aux EAU en appui des opérations

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis poursuivent leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.

Cette semaine, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 16 sorties aériennes (bilan du 21 au 27 novembre inclus). Les Rafale français ont conduit 2 frappes cette semaine.

Bilan total de l'action du pilier appui aérien depuis le 19/09/14 :

8670 sorties / 1481 frappes / 2280 objectifs neutralisés.

- Les Task Forces Monsabert et Narvik poursuivent leurs missions de formation

La Task Force (TF) Monsabert poursuit sa mission d'assistance et de conseil de l'état-major de la 6ème division irakienne, qui est en charge de la sécurisation de l'ouest du grand Bagdad.

Insérée au sein du quartier général de la division, la TF se compose d'une centaine de militaires dont les expertises variées permettent de dispenser des instructions opérationnelles adaptées aux besoins émis les Irakiens.

Depuis le mois d'octobre, treize stages ont ainsi été organisés, dans des domaines variés comme le secourisme de combat, la lutte contre les IED, le combat en zone urbaine, la lutte contre la menace NRBC ou encore la maintenance ou l'entraînement physique et sportif. Ils ont permis de former quelque 240 militaires irakiens, dont une majorité de cadres ayant pour vocation de devenir instructeurs à leur tour.

Monsabert intervient également au profit de l'école d'artillerie irakienne : 75 cadres de cette école ont ainsi été entraînés pendant plus d'un mois. L'artillerie est une capacité de premier ordre pour l'armée irakienne qui l'emploie actuellement à la frontière irako-syrienne pour prévenir toute incursion de Daech depuis la Syrie.

Composée d'une quarantaine de militaires, la TF Narvik, qui est implantée dans les faubourgs de Bagdad, forme et conseille les membres de l'Iraki Counter Terrorism Service (ICTS).

Mi-octobre ont débuté cinq formations dans les domaines suivants : mise en œuvre d'armes lourdes, combat motorisé, lutte contre les engins explosifs improvisés, sauvetage au combat et tir de précision. D'une durée de douze semaines chacune, ces formations permettent d'instruire les stagiaires de l'école de spécialité de l'ICTS mais également de conseiller les instructeurs irakiens.



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ENTRAINEMENT CONJOINT AVEC LE CONTINGENT PORTUGAIS

Lundi 26 novembre, les Mirage 2000 de la force Barkhane ont effectué un vol au-dessus du territoire de la République centrafricaine et ont ainsi participé à l'entraînement des contrôleurs aériens avancés du contingent portugais servant au sein de la MINUSCA. Deux spécialistes portugais ont pu répéter les procédures de coordination avec les pilotes français. Ce type

d'exercice vise, en maintenant les qualifications nécessaires, à s'assurer que la force de réaction rapide de la MINUSCA pourra disposer, le cas échéant, d'un appui aérien de la force Barkhane.



BARKHANE

APPRÉCIATION DE SITUATION

- Situation sécuritaire

Au Mali, la situation sécuritaire n'a pas évolué dans la zone d'opération de Barkhane. Le processus de démobilisation-désarmement-réhabilitation accéléré (DDR-A) se poursuit avec de bons résultats puisque 1200 membres des groupes armés signataires ont été intégrés, sur les 1600 attendus.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

- Les opérations dans la région du Liptako se poursuivent

Barkhane poursuit ses opérations de reconnaissance et de fouille, tout comme les actions ponctuelles visant à permettre le démantèlement de réseaux.

- Opération contre la katiba Massina

Dans la nuit du 22 au 23 novembre 2018, à une centaine de kilomètres au Nord-Ouest de Mopti au Mali, les forces françaises de l'opération Barkhane ont frappé durement un groupe terroriste de la katiba Massina.

Cette opération est un succès conjoint : elle est le fruit d'une coopération permanente avec les FAMA, en particulier dans le domaine du renseignement. Une opération comme celle-ci est le point culminant de plusieurs mois de travail et notamment d'échanges avec les partenaires maliens.

Cette opération a engagé de nombreux moyens : avions Mirage 2000, hélicoptères Tigre et Gazelle appuyés par des drones Reaper, ravitailleur C135, Transall d'avitaillement et hélicoptères de manœuvre. Des frappes aériennes ont permis de réaliser un effet de sidération sur l'objectif, puis d'exploiter cette action par des assauts héliportés et par l'engagement au sol des militaires français. Cette action a permis de mettre hors de combat plus d'une trentaine de terroristes, parmi lesquels figurent le chef de la katiba Massina, Hamadoun Kouffa, et ses principaux cadres.



- Formation des forces locales

Début novembre, les prévôts de la force Barkhane basés à Gao se sont rendus sur le camp de la Garde Nationale malienne afin de dispenser des cours sur les techniques d'intervention au profit d'une quinzaine de gardes nationaux maliens. Ce stage est le premier d'une série d'instructions planifiées sur plusieurs mois. Elles permettront à la Garde Nationale malienne, qui s'apparente à

notre gendarmerie mobile, de monter en puissance. Cette initiative s'inscrit dans un processus de partenariat avec les pays du G5 Sahel qui vise à accompagner le retour des structures étatiques là où l'autorité des Etats avait été remise en cause.



- Actions au profit de la population

Le 22 novembre, une équipe conjointe d'actions civilo-militaires de Barkhane et des FAMa s'est rendue à l'école de Château Sud à Gao pour apporter des kits scolaires, dans le cadre de l'opération « tous à l'école ». Deux types de kits scolaires et du matériel sportif ont ainsi été distribués, selon l'âge des enfants.

Sorties air hebdomadaires (bilan du 21 au 27 novembre inclus)

32 sorties chasse / 35 sorties RAV ISR / 39 sorties transport

Total : 106 sorties (108 la semaine précédente)

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

Barkhane : un deuxième avion ravitailleur C-135 en renfort sur le théâtre

Mise à jour : 27/11/2018 – Direction : Armée de l'air

Depuis le 5 novembre 2018, l'opération *Barkhane* compte un deuxième avion ravitailleur Boeing C-135 de l'Armée de l'air. Le premier est présent de manière permanente sur la base aérienne projetée (BAP) de Niamey (Niger) depuis janvier 2015 ; le second s'est posé sur la BAP de N'Djaména (Tchad) afin de renforcer temporairement les capacités existantes.

Indispensables aux opérations, les C-135 fournissent aux Mirage 2000 l'autonomie en carburant dont ils ont besoin pour se rendre en tout point de la bande sahélo-saharienne. Le ravitailleur est essentiel à la réussite de la manœuvre aérienne car il assure aux chasseurs l'allonge, la réactivité et l'endurance requises par une zone d'action aussi vaste que l'Europe.

Véritable « citerne du ciel », cet aéronef quadriréacteur peut transporter jusqu'à 70 tonnes de carburant. Cette capacité lui permet de ravitailler plusieurs aéronefs (trois à quatre par mission en moyenne), en tenant compte de son propre déplacement. Au-delà de leur capacité de ravitaillement en vol, les C-135 sont capables de conduire des missions de transport stratégique de fret ou d'évacuation sanitaire. Depuis le début de l'année 2018, le détachement C-135 à Niamey a effectué plus de 200 missions de ravitaillement, plus de 1000 heures de vol et a livré plus de 5000 tonnes de carburant.

Le capitaine Julien, pilote et chef du détachement C-135 sur la BAP de Niamey, explique : « *La présence de deux avions ravitailleurs C-135 de l'Armée de l'air sur le théâtre offre plus de flexibilité dans la conduite des missions. Nous réalisons environ un décollage par jour pour assurer le ravitaillement des Mirage 2000D et C qui sont amenés à conduire des missions pouvant durer plus de quatre heures. Nous avons toujours un équipage d'alerte prêt à décoller de jour comme de nuit en soutien des avions de chasse français.* » Lorsque le C-135 ne vole pas, les militaires se consacrent à la préparation de l'appareil : la remise en œuvre est effectuée par les mécaniciens de l'air, tandis que le service des essences des armées « avitaille », c'est-à-dire fait le plein de l'appareil, une manœuvre qui dure plusieurs heures.

Au total, l'Armée de l'air possède quatorze C-135 au sein du groupe de ravitaillement en vol 2/91 «Bretagne» stationné sur la base aérienne 125 d'Istres. Avec un équipage composé d'un commandant de bord, d'un copilote, d'un navigateur et d'un opérateur de ravitaillement en vol, le C-135 est continuellement engagé en opération extérieure. Il peut également participer aux missions de transport stratégique et aux évacuations sanitaires, tout en apportant, en permanence, sa contribution à la mission de dissuasion nucléaire.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération *Barkhane* a été lancée le 1^{er} août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace, notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : © Armée de l'air

BARKHANE : partenariat militaire opérationnel avec l'armée burkinabé

Mise à jour : 27/11/2018

Du 5 au 9 novembre un détachement des Eléments français au Sénégal (EFS) et de soldats de la Force Barkhane a mené un partenariat militaire opérationnel (PMO) au camp de Dori au nord du Burkina Faso.

Afin de soutenir et accompagner les partenaires du G5 Sahel dans la formation et l'entraînement de leurs unités, les armées et la coopération de défense françaises ont mis sur pied, dans chacun des pays du G5, le concept de centre de préparation à l'engagement opérationnel (CPEO). Le 5 novembre, le détachement d'instruction français, composé de 8 instructeurs des EFS, de 2 groupes de combat et d'une équipe médicale mobile de la force Barkhane, a quitté la Base aérienne projetée de Niamey pour rejoindre le camp militaire du 1^e Régiment d'infanterie commando de Dori, non loin de la zone frontalière avec le Mali et le Niger.

Ils emportaient avec eux les matériels composant le nouveau centre de commandement opérationnel destiné à l'état-major régional burkinabé afin que la force conjointe G5 Sahel mène de façon optimale ses opérations dans le nord du pays. Le détachement de Barkhane transportait également un poste médical avancé de type Rôle 1, cédé par le Luxembourg. Ce poste médical avancé est dédié à la prise en charge paramédicale et médicale initiale d'urgence du blessé de guerre en opération extérieure. Transportable et modulable il peut soutenir une troupe de 300 soldats. Rapidement déployée et opérationnelle, cette structure a permis de mener un exercice pratique de traitement de blessés.

Pendant une semaine, le détachement français avait pour mission d'entraîner le régiment burkinabé et d'aider l'état-major régional à mettre en place son nouveau centre de commandement.

Pendant que les instructeurs des EFS travaillaient avec les officiers burkinabés de l'état-major, les fantassins du Groupe Tactique Désert-Infanterie en ont profité pour mener des entraînements au combat d'infanterie et à la lutte contre engins explosifs improvisés avec leurs confrères burkinabés.

Français et Burkinabés ont reçu la visite de l'ambassadeur de France au Burkina Faso accompagné du premier conseiller de l'ambassade du Luxembourg. Pour ce dernier « l'inauguration de ce ROLE 1 aujourd'hui à DORI est l'aboutissement d'un travail de collaboration avec le Burkina Faso et la France », « pour nous, au vu de la situation sécuritaire générale nous investissons de plus en plus dans la sécurité et la défense notamment au niveau de la santé. Le Luxembourg renforce ainsi ses contributions dans le cadre du G5 Sahel et notamment dans le fuseau centre et surtout autour du traitement médical. »

Pour l'occasion, le colonel major Traore, sous-chef opérations de l'état-major des armées du Burkina Faso est venu découvrir ce nouveau poste médical avancé. « Il est évident que la donation de ce ROLE 1 est la bienvenue. Vous savez que cette menace terroriste est nouvelle pour notre pays et nous avons besoin de monter en puissance. Donc toutes ces aides sur le plan des formations ou sur le plan des moyens, contribuent à nous mettre à niveau pour faire face à la situation et c'est pour moi ici l'occasion de remercier nos partenaires luxembourgeois et français. Il est très important de noter aussi que ces formations et ces moyens donnent de la confiance à nos officiers, nos sous-officiers et nos soldats, il suffit de voir leur enthousiasme ce matin dans cet exercice de traitement de blessés au combat pour en avoir la démonstration. Certains me disent combien ils sont heureux de disposer par exemple de ce ROLE 1 qui dispose de matériel unique dans la région. »

Cette inauguration a marqué l'aboutissement d'une séquence inscrite dans l'appui opérationnel de Barkhane au bataillon burkinabè. Celle-ci avait pour but de remettre au partenaire burkinabè du matériel médical financé par le Luxembourg ainsi qu'un centre de commandement opérationnel fourni par la direction de la coopération de sécurité et de défense du ministère français de l'Europe et des affaires étrangères.

Pour les forces armées burkinabés, ces livraisons de matériel médical, de structures de commandement mais aussi des formations qui les accompagnent, sont utiles dans la lutte qui s'engage contre les groupes armés terroristes.

Les actions de montées en puissance du bataillon Burkinabé dédié au G5 Sahel devraient se poursuivre dès le début de l'année prochaine par de nouvelles séquences de partenariat militaire opérationnel.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane : focus sur les missions d'appui aérien rapproché (CAS)

Mise à jour : 27/11/2018 – Direction : Armée de l'air

Qu'ils partent de la base aérienne projetée (BAP) de Niamey ou du détachement stationné à N'Djamena, les Mirage 2000D et C de la force *Barkhane* assurent régulièrement des missions d'appui aérien rapproché, dites de «CAS» (*Close Air Support*), au profit des troupes au sol.

L'appui aérien rapproché représente, en effet, 95% des missions conduites par les détachements chasse de l'Armée de l'air engagés dans l'opération.

Les missions de CAS peuvent prendre différentes formes : réalisation d'un «*show of presence*», qui consiste à manifester sa présence par un passage en altitude au-dessus des troupes, «*show of force*», qui est un passage encore plus dissuasif à très basse altitude et très grande vitesse, voire par l'exécution de frappes sur des objectifs identifiés ou la collecte de renseignement. L'appui de la composante aérienne est essentiel à la conduite des opérations terrestres de la force *Barkhane*, mais aussi aux forces partenaires locales lorsque ces dernières le sollicitent, parfois sous très faible préavis.

Depuis la BAP de Niamey, les capitaines Julien (pilote) et Adrien (navigateur officier systèmes d'armes) exposent la chronologie d'une mission d'appui aérien et en dénombrent les acteurs :

- Étape 1 : chargé de guider les avions depuis le sol sur une zone d'intérêt, le contrôleur aérien avancé (JTAC – *Joint Terminal Attack Controller*) définit l'armement nécessaire, le type d'ennemi présent sur zone, la fréquence et le point de rendez-vous.
- Étape 2 : l'ensemble de la manœuvre aérienne est coordonné depuis le poste de commandement interarmées de théâtre stationné à N'Djaména, au Tchad. L'ordre de vol est ensuite donné aux équipages, prêts à décoller sur alerte, 24h/24 et 7j/7 ou déjà en vol par un changement de mission. Au départ de Niamey, les avions décollent dans la majorité des cas en patrouille mixte : un Mirage 2000C et un Mirage 2000D, deux aéronefs dont les capacités sont parfaitement complémentaires.
- Étape 3 : sur zone, depuis le sol, le JTAC assure le guidage des avions de chasse, prêts à réagir en fonction de la situation tactique au sol, souvent évolutive, et des ordres donnés.

Par exemple, après un premier «*show of force*», si l'ennemi garde une posture hostile et agressive, une frappe peut être envisagée, avec usage de munitions adaptées à l'effet militaire recherché. Ce type de mission, d'une durée moyenne dépassant les quatre heures, nécessite plusieurs ravitaillements en vol. Une opération minutieuse conduite de concert par les équipages des Mirage et du C-135 ravitailleur.

Sur la base aérienne projetée de Niamey, l'alerte tenue par les équipages et les équipes de mécaniciens sol est permanente. De jour comme de nuit, le couple chasseur-ravitailleur offre une très grande réactivité et la capacité de s'affranchir des distances sur une zone désertique aussi vaste que l'Europe. Le succès des missions aériennes de *Barkhane* repose également sur l'action complémentaire d'aéronefs à «forte valeur ajoutée» qui conduisent des missions indispensables de renseignement, de ravitaillement en vol et de commandement aéroporté (drones Reaper, C-135, Atlantique 2). *Barkhane*, tout comme les forces partenaires locales, peut ainsi compter sur un dispositif aérien toujours prêt à intervenir, très réactif, adaptable aux différents types de missions.



Sources : État-major des armées Droits : © Armée de l'air

BARKHANE : Patrouille sur le Niger

Mise à jour : 27/11/2018

Amorcées lors du dernier mandat par le 17^e régiment du génie parachutiste, les patrouilles fluviales sur le Niger, qui traversent le pays d'ouest en est, sont un complément indispensable des patrouilles terrestres que mènent les soldats de la Force au quotidien sur la région de Gao et permettent de contrôler ainsi un axe de communication majeur.

Il est tout juste 05h00 du matin quand le convoi des hommes de la Force Barkhane prend la direction du fleuve Niger. Une mission conjointe entre les sapeurs du 3^e régiment du génie (Charleville-Mézières) et les fantassins du 1^{er} régiment d'infanterie (Sarrebouurg). À la manœuvre terrestre, le capitaine Jean-Patrick du 1^{er} régiment d'infanterie : « pendant toute la navigation le chef d'embarcation est le patron de sa barge, s'il y a le moindre problème de sécurité il peut à tout moment arrêter la manœuvre. Dès que l'on débarque, l'infanterie reprend la main. ». Des ordres qui conduiront toute cette matinée les hommes à enchaîner les embarquements et les débarquements.

Pour le capitaine Jean-Patrick, *« on peut dire que cette opération est une réussite, personne ne s'attendait ce matin à nous voir patrouiller sur le fleuve. Comme vous pouvez le voir cette opération a un double impact, le premier est de dire aux terroristes que nous sommes partout et qu'il n'y a aucune zone de non-droit, et le deuxième est de rassurer les gens, leur dire que nous sommes là pour eux, ça c'est très important »*.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1^{er} août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Une opération chirurgicale conjointe à Gao

Mise à jour : 28/11/2018

Le lundi 19 novembre 2018, alors qu'un militaire malien faisait son entrée au bloc opératoire de l'hôpital militaire de campagne de niveau 2 de Gao pour une chirurgie traumatologique du membre inférieur, deux chirurgiens l'attendaient. L'un était Malien, l'autre était Français. Depuis le début de l'opération en 2013, Barkhane agit en effet en coopération étroite avec les forces armées maliennes notamment dans le domaine sanitaire. Le déploiement de trois structures médicales de type ROLE 2 et de 31 équipes médicales permet au service de santé des armées (SSA) d'assurer le soutien médical de la force Barkhane et la prise en charge de blessés des forces partenaires quand celles-ci en font la demande. A Gao, les équipes du SSA se chargent également de développer les compétences des équipes médicales des forces armées maliennes.

Cette opération conjointe est le résultat d'échanges initiés au début de l'année 2018. Depuis, un véritable dialogue s'est institué entre les deux spécialistes, unis par leur solide formation et leur expérience du terrain. « Nous avons dépassé le stade des exercices et nous sommes en mesure d'agir concrètement en toute sérénité » confie le médecin français.

Après quelques dizaines de minutes d'opération, le patient a été transféré à l'hôpital militaire de campagne de niveau 1 de la Force Barkhane. Actuellement les forces armées maliennes dispose d'une structure du même type sur leur camp à Gao, un projet de construction de type ROLE 2 (réanimation et traitement de stabilisation) est en cours et permettra probablement au chirurgien malien d'y effectuer de prochaines interventions chirurgicales.

Dans la perspective de la prise en compte autonome de la lutte contre le terrorisme par les armées des pays partenaires, la Force Barkhane met tout en œuvre pour soutenir et accompagner les forces partenaires dans leur montée en puissance.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Avec les mécaniciens tout terrain de Kidal

Mise à jour : 29/11/2018

Les deux mains sur le cardan, le caporal-chef Cédric guide le 1ère classe Damien pour enfiler le soufflet au trois-quarts rempli de graisse sur sa tige. A Kidal, à l'atelier mécanique du groupement tactique désert blindé (GTD-B), c'est l'effervescence. Pas moins de cinq véhicules blindés sont en cours de réparation. Au total, ils sont 7 mécaniciens à travailler dans cet atelier pour entretenir le parc de tous les véhicules engagés par l'opération Barkhane dans la zone de Kidal.

Pour certains c'est leur première opération extérieure, d'autres en totalisent déjà dix. Le 1ère classe Damien est déployé en OPEX pour la première fois : « *j'ai toujours attendu ce moment-là, c'est vrai que les conditions sont un peu rudes, cette chaleur est étouffante, mais j'adore mon métier et là en opération je concrétise mon rêve d'enfant* ». Dans l'atelier de l'adjudant Cédric, les plus anciens forment les plus jeunes : « *Il faut spécialiser nos mécanos, compléter leur formation pour qu'ils soient le plus rapidement possible capables de travailler en autonomie sur tous nos matériels. Ici j'ai des spécialistes sur tous les véhicules déployés, cela permet d'être très réactif sur les réparations et ils peuvent former les plus jeunes* ».

L'atelier ne désemplit pas. Quand un véhicule sort, c'est un autre qui rentre. Une situation que l'adjudant Cédric avait déjà anticipée : « *j'étais déjà à Kidal en 2014 et nous avions déjà cette problématique. Les véhicules sortent beaucoup, ils souffrent énormément et nous n'avons que peu de temps pour les réparer. Nous travaillons non-stop pour répondre à la demande. Pour pouvoir réparer un véhicule il faut réunir trois éléments : le véhicule, la pièce et le mécano et parfois, avoir les trois en même temps n'est pas du tout évident* ».

Il reste encore douze heures aux hommes de l'adjudant Cédric pour réparer les véhicules prévus pour participer à la prochaine opération du GTD-B. Et si un véhicule venait à tomber en panne lors de cette opération, l'adjudant Cédric serait prêt à intervenir à bord de son véhicule d'intervention, un camion lourd de dépannage, qui accompagne chaque unité dans le désert. « *La plus grosse difficulté dans le désert, ce sont les crevaisons. Nos prédécesseurs ont crevé 36 fois entre Kidal et Gao, en comptant en moyenne 30 à 40 minutes pour réparer on se rend vite compte de la contrainte que cela pose. Pour tenter de diminuer les crevaisons, on sous-gonfle volontairement nos pneus, c'est une astuce éprouvée* ».

Au cours des dix jours d'opération à venir pour le GTD-B, la moindre panne mécanique peut bloquer une unité. Le rôle des mécaniciens est donc essentiel à la réussite de l'opération Barkhane.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 000 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Nink et Jymo au service de la France

Mise à jour : 30/11/2018

Une longue truffe, de grandes oreilles, un odorat à toute épreuve, ils s'appellent Nink et Jymo. Âgés respectivement de 2 et 6 ans, ils sont tous les deux militaires. Ce sont des chiens des équipes cynophiles de la Force Barkhane. Deux mâles malinois très joueurs qui écoutent leurs maîtres sans sourciller. Depuis plus d'un mois, ils sont affectés, avec leurs maîtres, le sergent Pierre et le caporal-chef Julien sur la base de Kidal.

Actuellement, la mission des équipes cynophiles déployées sur l'opération Barkhane est de détecter tout engin explosif, ou armement dans un véhicule, une maison ou une cache.

« Nink et Jymo ont eu une formation basée sur le jeu, quand ils recherchent des explosifs pour eux c'est un divertissement, et obligatoirement il y a une récompense derrière. Ce ne sont pas des chiens d'attaque, il ne faut surtout pas les braquer, on a un lien très particulier avec notre chien, c'est un peu notre bébé », explique le sergent Pierre. Les deux chiens sont très connus sur la base de Kidal et chaque ballade suscite le plus vif intérêt de la part des soldats.

Il est 06h, ce mercredi 24 octobre, lorsque Nink et Jymo embarquent dans le blindé de l'équipe, en direction du sud de Kidal, à plus de 100 kilomètres, dans une région où les températures flirtent avec les 50 degrés entre 12h00 et 15h00. Pendant 10 jours le sergent Pierre et le caporal-chef Julien seront intégrés à des patrouilles du Groupe Tactique Désert - Blindé Griffon. « Heureusement notre véhicule est climatisé, sinon Nink et Jymo souffriraient trop, ce serait insupportable pour eux. On surveille en permanence leur hydratation et on fait très attention au moindre signe de fatigue ». Plus tard, Pierre se présente avec Nink à l'arrière du véhicule médicalisé. Nink s'est entaillé la patte sur un rocher. Ici les cailloux sont aussi affutés que des lames de rasoirs et mettent à mal les pattes des deux malinois : *« Julien et moi traitons les pattes de Jymo et Nink pour renforcer leurs coussinets et éviter cela, mais ces rochers sont très abrasifs »*. Pendant quelques minutes, Nink va être le centre de toutes les attentions de l'équipe médicale. Désinfection de la patte et mise en place d'un pansement. Nink et Jymo participeront à de nombreuses fouilles de véhicules et de bâtiments durant ces 10 jours. Pour le capitaine Stanislas, commandant un escadron blindé, *« l'utilisation des chiens est très intéressante, ils nous permettent de contrôler plus précisément et plus rapidement une zone. Ils sont très dissuasifs. L'équipe cynophile travaille en permanence avec les équipes de déminage, dès qu'il y a des recherches d'explosifs à faire, ils sont employés en premier »*.

Lorsqu'ils sont à Kidal, Nink et Jymo ne quittent jamais leurs maîtres, ils vivent au même endroit, le chenil juxta la tente des maîtres-chiens. Nink et Jymo resteront militaire jusqu'à leurs 8 ans, l'âge auquel ils seront réformés. Le moment sera alors venu pour eux de profiter d'une retraite bien méritée. Une retraite que nos deux maîtres-chiens ont déjà anticipée : « *c'est clair Jymo et Nink finiront leur vie avec nous, chez nous en famille, ce sont nos bébés !* ».

Le 132^e Bataillon cynophile de l'armée de Terre est aujourd'hui projeté sur tous les théâtres d'opération. Nink et Jymo sont bel et bien des soldats de l'opération Barkhane qui participent au quotidien à la lutte contre les Groupes Armés Terroristes.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1^{er} août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Barkhane/Mali : Le ministère des Armées confirme la mort du chef jihadiste Amadou Kouffa

<http://www.opex360.com/> Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 30-11-2018



Dans la nuit du 22 au 23 novembre, la force française Barkhane a lancé un audacieux raid contre le Front de libération du Macina [ou Katiba Macina], à l'origine de plusieurs attaques dans la région de Mopti depuis son apparition dans la mouvance jihadiste malienne en 2015. Dans un communiqué publié à l'issue, l'État-major des armées a ensuite indiqué que cette opération avait permis de mettre hors de combat une « trentaine » de jihadistes, dont « probablement » leur chef, Hamadou Kouffa.

Prédicateur ayant un certain charisme, ce dernier cherchait à rallier les Peuls à la cause jihadiste. A priori très prudent dans ses déplacements et apparitions (l'hebdomadaire Jeune Afrique l'avait qualifié « d'insaisissable »), Hamadou Kouffa avait encore récemment appelé au jihad dans une vidéo dans laquelle il était apparu aux côtés des principaux chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM ou JNIM pour Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn, affilié à al-Qaïda], dont Iyad ag Ghali et de l'Algérien Jamel Okacha [alias Yahia Aboul Hammam], « l'émir » d'al-Qaïda au Maghreb islamique [AQMI] au Sahara.

Après le raid de Barkhane, le GSIM a démenti la mort de Kouffa. Et la rumeur dit qu'il n'aurait pas été présent lors du raid français. Quant à l'état-major malien, il a indiqué que le chef jihadiste avait réussi à s'enfuir mais qu'il était ensuite décédé des suites de ses blessures.

Dans son dernier compte-rendu des opérations, l'EMA en a dit davantage. D'abord, ce raid est « un succès conjoint » car il est « le fruit coopération permanente » avec les Forces armées maliennes [FAMa], notamment dans le « domaine du renseignement. »

Ensuite, poursuit l'EMA, une « opération comme celle-ci est le point culminant de plusieurs mois de travail et notamment d'échanges avec les partenaires maliens ». Pour rappel, ce raid, qui a mobilisé de nombreux moyens, a commencé par des frappes aériennes de « sidération », suivies par des « assauts héliportés et par l'engagement au sol des militaires français ».

L'erreur de Kouffa, qui a été exploitée par la force Barkhane, aura été d'avoir voulu profiter de la fête musulmane relative à la naissance de Mahomet [la « Mawlid » ou « Maouloud », ndlr] pour réunir ses cadres et planifier les prochaines opérations de son groupe.

« Il y a eu pas mal de mouvements dans la journée du 23 novembre, certainement pour des préparatifs, du repérage et de la sécurisation. Ce genre de réunion a généralement lieu la nuit tard, dans des endroits stratégiques où ils sont sûrs de pouvoir se réunir dans une totale discrétion, quand tout est calme, pour avoir la capacité d'entendre tous les bruits », a expliqué un officier malien à l'hebdomadaire Le Point.

Quoi qu'il en soit, l'État-major des armées n'utilise plus le conditionnel pour évoquer la mort d'Hamadoun Kouffa. Le raid du 23 novembre « a permis de mettre hors de combat plus d'une trentaine de terroristes, parmi lesquels figurent le chef de la katiba Massina, Hamadoun Kouffa, et ses principaux cadres », écrit-il en effet. Sans doute que les tests ADN ont parlé...

Cela étant, la ministre des Armées, Florence Parly, avait été aussi affirmative lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le 28 novembre. Toutefois, elle s'était gardée de prononcer le nom du chef de la katiba Macina.

« Les forces Barkhane engagées au Sahel ont remporté un succès majeur contre un groupe terroriste dangereux, la katiba Macina. Le bilan est de 35 terroristes neutralisés – et, parmi eux, leur chef », avait en effet déclaré Mme Parly. Et d'ajouter : « Ce succès intervient après deux autres opérations qui l'avaient précédé, quelques jours auparavant. Grâce à lui, nous désorganisons les réseaux terroristes, en nous attaquant au sommet de la pyramide, ce qui est la meilleure façon d'affaiblir les bases du terrorisme, et nous marquons des points. »

CHAMMAL (IRAK)

CHAMMAL : Le service médical de la base aérienne projetée au Levant

Mise à jour : 26/11/2018

Le service médical est indispensable au bon fonctionnement de la base aérienne projetée (BAP) au Levant. Il est composé de différents spécialistes chargés du soutien et du suivi médical des militaires français déployés sur le site. La mission principale du service médical est le soutien physique et psychologique du personnel de la BAP, son chef assurant également le rôle de conseiller santé auprès du commandant de la base.

Placé sous les ordres d'un médecin chef, l'équipe médicale est composée d'une infirmière et de deux auxiliaires sanitaires. Qualifiée « sauvetage au combat de niveau 3 », l'infirmière en plus des activités de soins quotidiens, gère les stocks de produits de santé et passe les commandes nécessaires pour l'approvisionnement de la pharmacie. Les auxiliaires sanitaires quant à elles, qualifiées « sauvetage au combat niveau 2 », assurent la vérification et la maintenance du matériel et dispensent des instructions et des sensibilisations au secourisme au combat aux personnels de la BAP, mais aussi aux militaires jordaniens dans le cadre d'activités de coopération. Ainsi, l'équipe du service médical a récemment participé à un exercice de coopération conjoint avec une équipe médicale jordanienne sur le thème de l'assistance à des militaires blessés lors d'un éventuel incendie d'envergure.

Enfin, un kinésithérapeute renforce régulièrement cette équipe. Il peut ainsi prodiguer des soins aux personnels navigants, parfois sujets à différents troubles, musculo-squelettiques en particulier, dus à l'accumulation de fatigue engendrée par de longs vols. Il réalise également des actes de kinésithérapie générale au profit du personnel de la BAP.

« La médecine générale, l'urgence et la consultation spécialisée aéronautique sont le quotidien du médecin de la BAP. En cas de complication, je suis en contact régulier avec les médecins jordaniens pour une consultation ou des soins spécialisés. Je travaille en étroite collaboration avec l'hôpital d'Amman » explique le capitaine Dévie, médecin chef de la BAP.

Les spécialistes du service médical s'entraînent régulièrement afin de toujours améliorer leurs procédures d'intervention en les adaptant aux besoins de la base. Disponible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, l'équipe médicale œuvre au quotidien pour veiller au bon état de santé de tous les militaires déployés sur la base aérienne projetée dans le cadre de l'opération Chammal, contribuant ainsi au soutien de la mission opérationnelle.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : le canon CAESAR en première ligne contre Daech

Mise à jour : 26/11/2018

Déployé en Irak depuis l'été 2016, le canon CAESAR (camion équipé d'un système d'artillerie) constitue un outil indispensable à la lutte contre Daech au sein de l'Operation Inherent Resolve.

Le canon CAESAR est équipé d'un canon de 155 mm, de huit mètres de long, monté sur plate-forme arrière d'un camion. Ce système d'armes de 18 tonnes, d'une cadence de tir de six coups par minute, permet d'atteindre une cible jusqu'à 38 km. La cabine de l'équipage peut recevoir une mitrailleuse de 12,7 mm, télé-opérée depuis l'intérieur du véhicule. Chaque canon comprend un système de chargement automatique avec une dotation de trente obus. Il est mis en œuvre par un équipage de cinq artilleurs. Le CAESAR permet d'assurer un appui feu puissant, précis et immédiat.

Entrés en service en 2008, les canons CAESAR ont déjà eu l'occasion de démontrer leur performance et leur fiabilité sur d'autres théâtres d'opérations. « Si la finalité d'emploi est la même sur les différents théâtres de projection, puisqu'en Irak nous participons au pilier appui de l'opération Chammal, l'environnement est en revanche totalement différent. Ici nous sommes pleinement intégrés au sein de la coalition : nous n'agissons pas en franco-français. De plus, en Syrie, il n'y a pas de troupes françaises au sol, contrairement aux précédents engagements en Afghanistan et au Mali » ajoute le capitaine Luc.

Transportable par les airs et polyvalent, le CAESAR est une arme beaucoup plus mobile qu'un obusier classique. Sa rapidité d'emploi est inégalable : « En cas d'urgence, le CAESAR peut être mis en place en une minute seulement, le temps de le sortir de son hangar, de le positionner et

d'ajuster les tirs » explique le capitaine Luc, intégré au sein de la Strike Cell (cellule de frappe) de la coalition. « Ainsi il peut se déplacer, tirer et rentrer vers une position sécurisée en un temps adapté au tempo des opérations ».

Près de 120 militaires français sont actuellement déployés, en Irak, au sein de la Task Force Wagram, pour armer les trois canons CAESAR présents depuis le lancement de l'offensive sur Mossoul en octobre 2016. Depuis la libération de cette ville du nord de l'Irak le 10 juillet 2017, la TF Wagram accompagne la campagne de coalition dans sa lutte contre Daech.

Les artilleurs français tirent actuellement, depuis une position au nord-ouest de l'Irak, sur la dernière emprise de Daech située dans la moyenne vallée de l'Euphrate, en Syrie. Leur objectif est d'appuyer l'action des forces démocratiques syriennes engagées au sol.

Parfaitement intégrée au sein de la coalition, la Task Force Wagram est actuellement engagée aux côtés de l'artillerie américaine et irakienne dans les combats contre Daech, elle a réalisé plus de 2 100 missions de tir depuis 2016.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Coopérations interalliés sur la base aérienne projetée au Levant

Mise à jour : 28/11/2018

Vendredi 02 novembre 2018, les spécialistes du détachement de transit interarmées aérien (DÉTIA) déployés sur la base aérienne projetée (BAP) au Levant ont procédé avec des militaires norvégiens au chargement du fret d'un de leur avion C130. Quelques jours auparavant, les spécialistes français avaient également procédé au déchargement d'un C17 de l'US Air Force.

Placés sous l'autorité du centre de coordination interarmées des transports, transits et mouvements (CCITTM) de la BAP, les spécialistes du DÉTIA assurent de manière permanente le soutien logistique aérien de l'opération Chammal. À ce titre, ils disposent de matériels spécifiques nécessaires aux opérations de chargement et de déchargement des aéronefs.

Les militaires français ont contribué au chargement du C130 en déployant un chariot élévateur 8 tonnes ainsi qu'une plateforme Atlas permettant de charger et décharger jusqu'à trois palettes simultanément. En coordination avec leurs homologues et les membres de l'équipage de l'avion, les spécialistes ont chargé la totalité du fret, permettant ainsi un gain de temps précieux pour les militaires norvégiens.

Quelques jours auparavant, les spécialistes français ont procédé au déchargement d'un C17 de l'US Air Force. Une chaîne logistique s'est rapidement mise en place. Les palettes ont été extraites de l'avion et déposées sur le tarmac par le DÉTIA grâce à la plateforme Atlas et le chariot élévateur. Les militaires américains ont par la suite procédé à la récupération de ces dernières qui

ont pu rejoindre l'emprise militaire américaine située sur la base. Au total, trois palettes représentant 1,65 tonne de fret ont été déchargées.

Les deux avions ont pu rapidement reprendre leur envol et poursuivre leurs missions.

« Dans le cadre de la coopération interalliée, nous mettons en commun nos compétences et notre matériel afin d'assurer la continuité de la chaîne logistique opérationnelle » indique le capitaine Éric, chef du CCITTM.

Disponibles 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, les spécialistes du DÉTIA occupent un rôle clé dans la conduite des opérations. Depuis 2014, avec plus de 3 200 tonnes de fret traitées, la base aérienne projetée (BAP) en Jordanie reste le principal point d'entrée et de sortie de l'opération Chammal.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Portrait du sergent Clément, instructeur « Heavy Weapon » au sein de la Task Force Narvik

Mise à jour : 29/11/2018

Depuis plusieurs semaines, le sergent Clément est déployé en Irak dans le cadre de l'opération Chammal. Sous-officier expérimenté, il occupe la fonction d'instructeur infanterie au sein de la Task Force Narvik. A ce titre et fort de ses savoir-faire pédagogiques, techniques et tactiques, il intervient quotidiennement en appui des instructeurs irakiens de l'Iraqi Counter Terrorism School (ICTS) implantée à Bagdad.

Clément s'est engagé au sein de l'Armée de terre en 2007 en tant que militaire du rang. Passionné par son métier, il a successivement occupé les fonctions de pointeur mortier, de chef d'équipe débarquée puis de CTVI (chef tireur de véhicule d'infanterie) sur véhicule blindé VBCI. En 2011, ce père de deux enfants donne une nouvelle dimension à sa carrière en intégrant l'ENSOA (Ecole nationale des sous-officiers d'active) de Saint-Maixent. Jeune sous-officier, il occupe alors durant plusieurs années la fonction de chef de groupe de combat d'infanterie. Au printemps 2018, il se voit confier le poste de sous-officier adjoint en section de combat dans son unité en France avant d'être déployé en Irak dans le cadre de l'opération Chammal.

« J'ai déjà eu la chance d'effectuer six OPEX au cours de ma carrière. Mon objectif ici est de mettre à profit les connaissances et l'expérience acquises durant les dix dernières années pour faire progresser les instructeurs irakiens » explique ce sergent. Son rôle est d'appuyer ses homologues en ce qui concerne l'organisation et la conduite des cours dispensés. Très intéressé par les échanges qu'il entretient avec les Irakiens, s'appuyant sur les retours d'expérience des précédents mandats et sur le ressenti des instructeurs, il s'attache à pousser les formateurs de l'ICTS vers la pleine autonomie : « Le contact est excellent avec les Irakiens. Nous entretenons une relation de confiance et de respect mutuel avec eux ».

La première mission de Clément est d'appuyer les instructeurs du cours Heavy Weapon (armes lourdes) de l'ICTS. 21 jeunes stagiaires issus de différentes provinces en Irak sont actuellement encadrés par cinq instructeurs expérimentés. D'une durée de huit semaines, le cours Heavy Weapon forme ces stagiaires à l'emploi technique et tactique des armes d'appuis. Clément veille à son bon déroulement : « Attentifs aux instructions dispensées par les formateurs irakiens, nous leur prodiguons des conseils afin qu'ils affinent leur pédagogie et gagnent peu à peu en autonomie ».

En première ligne dans les combats contre Daech, les unités de l'ICTS ont prouvé notamment pendant la campagne pour la reprise de Mossoul leur efficacité en opération. Laquelle ne se dément pas aujourd'hui dans la lutte contre-terroriste. Début décembre, et après avoir passé huit semaines à suivre quotidiennement les instructeurs et les stagiaires du cours Heavy Weapon, le sergent Clément les accompagnera à Besmayah (complexe d'entraînement de la coalition situé à l'est de Bagdad) pour poursuivre son travail de conseil auprès des formateurs lors d'une phase de synthèse alliant parcours de tir et manœuvres de niveau section.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Portrait de trois jeunes militaires engagés en opération

Mise à jour : 30/11/2018

Partout, la jeunesse est synonyme d'engagement, de dynamisme et d'innovation. La jeunesse trouve donc toute sa place au sein des armées. A titre d'exemple, plus du quart des militaires déployés sur la base aérienne projetée (BAP) au Levant ont moins de 25 ans. Portrait de trois de ces jeunes présents sur la BAP.

Le sous-lieutenant Clémentine, le sergent Joël et le brigadier Benjamin sont engagés depuis plusieurs mois dans le cadre de l'opération Chammal. Déployés au sein d'unités différentes, ils exercent des métiers bien distincts mais sont animés d'une même énergie.

A 25 ans, le sous-lieutenant Clémentine vient tout juste de terminer ses trois années de formation à l'Ecole de l'air sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence. Elle participe pour la première fois à une opération extérieure. « J'ai eu l'opportunité de partir immédiatement après ma scolarité, je n'ai pas hésité une seule seconde » souligne-t-elle. En tant qu'officier de renseignement, sa principale mission est de réaliser quotidiennement une synthèse évaluant la situation sécuritaire de la Jordanie et de présenter les éléments permettant de caractériser d'éventuelles menaces potentielles contre les militaires français, afin de permettre aux autorités de la BAP de prendre les mesures de précaution adaptées.

A 24 ans, le sergent Joël est engagé dans l'Armée de l'air depuis trois ans. « Depuis mon enfance, je souhaitais devenir militaire » indique-t-il. Il est maintenant fusilier commando

parachutiste de l'air au sein du CPA20. Après avoir effectué sa formation de sous-officier sur la base aérienne 721 de Rochefort, il a rejoint le centre de préparation opérationnelle du combattant de l'Armée de l'air sur la base aérienne 115 d'Orange où il a suivi pendant six mois sa formation de spécialité. « En métropole, ma mission est d'assurer le maintien des compétences de mon groupe. Pour cela, nous effectuons quotidiennement des entraînements. » Sur le théâtre, Joël est chef de groupe de protection et d'intervention et assiste son chef de section afin de garantir la sécurité et la protection du personnel et des installations au sein des emprises françaises.

A 22 ans, le brigadier Benjamin réalise sa deuxième opération extérieure en trois ans de service. Issu d'une famille de militaire, il s'est engagé au sein du service des essences des Armées (SEA) en 2015 et est actuellement déployé au dépôt des essences. « Ma principale mission est d'avitailer les aéronefs présents ou en transit sur la BAP. Par ailleurs, je procède quotidiennement aux analyses du carburant afin de vérifier sa qualité et sa conformité. »

Tous les trois sont unanimes. « L'opération extérieure est une des raisons de notre engagement au sein de l'institution. Nous contribuons à la défense de l'avant et nous avons pour mission de protéger les Français. Chacun à notre niveau, nous participons à la lutte contre Daech. »

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation » au profit d'unités de sécurité nationale irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS MARITIMES

Corymbe

Clôture de l'exercice « Grand African Nemo » 2018

Mise à jour : 29/11/2018

Après sept jours, l'exercice Grand African Nemo auquel ont participé le bâtiment de projection et de commandement (BPC) Mistral et de la frégate de surveillance (FS) Ventôse, s'est achevé le 10 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

La coopération des marines riveraines comme des centres de sécurité maritime du golfe de Guinée ont permis de faire de cette première édition de l'exercice un succès. Au total, Grand African Nemo a réalisé 27 scénarios, du Cap-Vert à l'Angola, en impliquant 21 unités à la mer ainsi que 5 aéronefs. L'exercice a également bénéficié du soutien de marines partenaires (américaine et espagnole en particulier) ainsi que du programme « Gulf of Guinea Interegional Network » de l'Union européenne.

Près de 15 pays riverains du golfe de Guinée se sont entraînés en opérant des simulations adaptées à leurs enjeux régionaux : assistance, recherche de naufragé, lutte contre la piraterie, la pêche illicite ou encore le trafic d'armes. Leurs adversaires fictifs étaient joués par les détachements de fusiliers marins français et portugais à bord du Mistral. Les marins des deux nations ont l'habitude de travailler ensemble dans le cadre de la mission Corymbe 143. Pour les

marines africaines, le bilan des exercices est très positif, notamment en matière d'interactions tactiques. Au terme des opérations, les participants ont reçu les comptes-rendus de l'équipe d'observateurs composée de marins américains, portugais et français, qui leur permettront d'ajuster leur entraînement dans le futur.

Cet exercice a ainsi constitué une opportunité d'entraînement unique pour l'architecture de sécurité régionale. La participation active et la coopération efficace de l'ensemble des centres régionaux (CIC, CRESMAO, CRESMAC, COM) a permis de rendre plus opérationnelle la structure issue du processus de Yaoundé initié lors du sommet de 2013, au cours duquel les États riverains du golfe de Guinée se sont engagés à renforcer leur coopération dans le domaine de la lutte contre l'insécurité maritime.

Ce résultat très positif repose aussi sur l'accompagnement permanent de l'ensemble du réseau de coopérants français.

L'exercice Grand African Nemo s'est achevé par une conférence de clôture qui s'est tenue le samedi 10 novembre sur le Mistral, à quai à Abidjan, en présence de la presse et de représentants des instances régionales de sécurité maritime et des marines riveraines du golfe de Guinée.

La prochaine édition de Grand African Nemo est déjà planifiée pour octobre 2019.

Depuis 1990, la France déploie un à deux bâtiments en mission Corymbe de façon quasi permanente dans le golfe de Guinée. La mission a deux objectifs majeurs : participer à la protection des intérêts français dans la zone ainsi et contribuer à la diminution de l'insécurité maritime, en aidant notamment au renforcement des capacités des marines riveraines du golfe dans le domaine de sécurité maritime, dans le cadre du processus de Yaoundé. Le déploiement de bâtiments français en mission Corymbe complète le dispositif français prépositionné en Afrique occidentale (Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal) et participe au volet maritime des coopérations opérationnelles mises en œuvre régionalement par ces forces de présence.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS ONU

DAMAN (Liban)

DAMAN : Transfert opérationnel d'autorité

Mise à jour : 27/11/2018

Le 13 novembre 2018, le colonel Thierry de Courrèges, chef de corps du 1er régiment de chasseurs, a pris le commandement de la Force Commander Reserve (FCR), ouvrant ainsi le 32e mandat de l'opération Daman dans le cadre de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

La cérémonie de transfert d'autorité entre le colonel Frédéric Edel, quittant le commandement, et le colonel de Courrèges, prenant commandant, était pour la première fois présidée par le major general Stephano Del Col, commandant la FINUL depuis août 2018. Pour l'occasion, plus de 60 autorités militaires, civiles et religieuses étaient présentes.

Au Sud-Liban ce sont donc les hommes et femmes du 1er régiment de chasseurs, renforcés par une compagnie d'infanterie de l'armée finlandaise, qui constituent désormais le principal moyen

de réaction de la FINUL, en mesure d'agir au profit de tous les contingents déployés sur l'ensemble de la zone d'action définie par la résolution 1701.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

AUTRES OPÉRATIONS

Quatre Rafale du « Normandie-Niémen » invités à un exercice conjoint de la RAF et de l'US Air Force

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 25-11-2018



Photo : EMA

Quatre fois par an, la Royal Air Force et l'US Air Force organisent un exercice conjoint appelé « Pointblank », du nom de l'offensive alliée de 1943 contre l'industrie militaire allemande, laquelle mobilisé les bombardiers du RAF Bomber Command et ceux de la 8th Air Force américaine. Jusqu'à présent, l'armée de l'Air française n'avait jamais été conviée à y participer. Ce ne sera désormais plus le cas.

En effet, les 27 et 28 novembre, quatre Rafale du Régiment de Chasse 2/30 « Normandie-Niémen », de la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, prendront part à la prochain édition de l'exercice Pointblank, qui, pour l'occasion, prendra une nouvelle envergure puisqu'il sollicitera pas moins de 40 aéronefs « en majorité déployés depuis leurs bases de stationnement en Europe », précise le ministère des Armées [à noter que, dans sa communication, il parle d'« escadron de chasse » et non de « régiment de chasse » pour désigner le « Neu-Neu »].

Au total, et outre ces 4 Rafale, 23 aviateurs, dont des « mécaniciens et des commandos », seront concernés par cet exercice.

« L'objectif de l'exercice est d'éprouver l'interopérabilité des 3 forces aériennes dans un environnement hostile et sur des missions complexes (ravitaillement en vol, reconnaissance, sauvetage au combat...), conduites avec des équipements de 4^e et de 5^e génération », explique le ministère des Armées. Et d'ajouter : « Pointblank n'est pas seulement un entraînement, il est aussi l'opportunité d'expérimenter en interallié, l'intégration et la coordination de nouveaux moyens et processus. »

Selon la même sources, aux côtés des Rafale, F-15, Typhoon, Hawks, AWACS et autres KC-135, des avions dits de 5e génération F-35 devraient être de la partie, sans plus de précision. Cela étant, sur les 16 appareils de ce type qui lui ont été livrés par Lockheed-Martin, la RAF en

dispose de 9 exemplaires basés à Marham, où ils sont mis en œuvre par le 617 Squadron « Dambusters ».

Par ailleurs, le 20 novembre, au sujet des F-35A de l'US Air Force, le gouvernement britannique a débloqué une enveloppe de 160 millions de livres sterling pour effectuer des travaux sur la base de Lakenheath afin de permettre leur déploiement permanent d'ici 2021. « Depuis plus de 100 ans, nos forces armées se sont battues pour défendre nos valeurs et nos intérêts communs. Nos deux pays ont développé les relations les plus profondes, les plus larges et les plus avancées de tous les pays », a fait valoir le ministère britannique de la Défense [MoD].

L'exercice Pointblank n'est pas le seul à ne concerner les seules forces aériennes françaises, britanniques et américaines. Tel est le cas, par exemple, de celui appelé Atlantic Trident, qui a lieu tous les deux ans aux États-Unis.

Entraînement de haut niveau à 3

<http://lemamouth.blogspot.com/> lundi 26 novembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Les aviations française, britannique et américaine s'entraînent demain en Grande-Bretagne sur un scénario de haute intensité mobilisant plusieurs dizaine d'appareils. C'est la première fois que l'armée de l'air est invitée à participer à cet exercice Point Blank, qui engage les Rafale du régiment de chasse **2/30 Normandie Niemen**, des F-15 de l'**USAF** et pour la première fois, le F-35 de la **RAF**.

Le général Luc de Rancourt, chef d'état-major du **commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes** (CDAOA) a rappelé les coopérations déjà fortes entre les trois armées, que ce soit lors d'Harmattan (2011), en Irak (depuis 2014), au Sahel (notamment par l'envoi récent de Chinook de la RAF) et lors du raid en Syrie (avril 2018). "Sans des exercices de ce type, nous ne serions pas en mesure de planifier aussi rapidement des opérations complexes" a-t-il estimé, en phase avec ses homologues de la RAF et de l'USAF.

Seul l'un des trois responsables (le Britannique qui avait aussi évoqué la mémoire de **Trenchard** et de **Guynemer**) s'est aventuré à évoquer l'actualité du weekend qui a vu s'opposer à nouveau ukrainiens et russes. L'officier britannique a constaté qu'il fallait "rester prêt". Et pour cause, les îles sont régulièrement l'objet de visites d'avions russes.

8 – MISSINT

SERVICE NATIONAL

Un quart des jeunes n'ont pas envie de faire le SNU

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 29.11.2018 Par Philippe Chapleau



Le groupe de travail sur le service national universel, présidé par le général Daniel Ménaouine, vient de publier un rapport sur les résultats de la phase de consultations organisée entre juillet et novembre 2018. Cette consultation a été organisée à la fois par le ministère de l'Éducation nationale et par celui des Armées.

76 229 réponses ont été recueillies, "sur la base de questionnaires très proches" mais dont les résultats diffèrent sensiblement, sauf sur un point: un quart des jeunes ne veulent pas faire le SNU.

La consultation du ministère de l'Éducation nationale a totalisé 30 334 réponses, dont celles de 25 349 jeunes de moins de 26 ans :

- 51% des jeunes se déclarent favorables au SNU ;
- 27% n'ont pas du tout envie de l'effectuer;
- 50% s'interrogent sur les conditions de réalisation du SNU, notamment la première phase en hébergement collectif.

La consultation organisée par le ministère des Armées a totalisé 45 895 réponses :

- 75% des jeunes sondés sont favorables aux objectifs du SNU ;
- 25,3% ont déclaré qu'ils n'ont pas du tout envie de le faire.
- la rencontre avec d'autres jeunes de régions et de milieux sociaux différents est souhaitée à 90% et le renforcement de la connaissance des droits et devoirs à 82%;
- 79% considèrent que le SNU leur permettrait de savoir réagir en cas de crise (attaque terroriste, catastrophe naturelle, sensibilisation à l'environnement).

Et on retiendra cet extrait de la conclusion: "Le service national doit inventer son propre modèle. Quelle discipline ? Quel degré de liberté pour les jeunes dans la vie collective ? Quel impact de la laïcité, de la mixité ? Autant de questions qui doivent recevoir dès le début une réponse car les premières cohortes ne pourront être accueillies que par les premiers encadrants, qui ne pourront être utilement formés que si cet esprit, cette ambiance, ces valeurs de référence, cette doctrine d'action, ont été élaborés auparavant."

9 – Défense de par le Monde

Une femme nommée chef d'état-major des armées en Slovaquie

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Otan par Laurent Lagneau Le 28-11-2018



Jusqu'à présent, jamais une femme n'avait été nommée au poste de chef d'état-major des armées. C'est désormais chose faite en... Slovaquie. En effet, le 27 novembre, le gouvernement slovaque a confirmé la nomination de Mme le général Alenka Ermenc à la tête des forces armées du pays.

« La nomination du major général Ermenc a été proposée sur la base de son expérience en tant que commandant d'unités de l'armée slovaque, pour sa contribution à la mise en place d'une armée professionnelle et pour sa formation civile et militaire », a-t-il fait valoir, via un communiqué.

Âgée de 55 ans, Mme le général Ermenc a commencé sa carrière militaire en 1991, soit au moment de l'indépendance de la Slovaquie, acquise lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. En 2006, elle devint la première femme à commander un bataillon de l'armée slovaque, en l'occurrence une unité de reconnaissance et de renseignement. Puis elle fut nommée à la tête de la direction du personnel de l'armée slovaque en 2009 et elle notamment servi au Kosovo, au titre de la KFOR, de l'Otan. Enfin, elle est diplômée du Royal College of Defence Studies de Londres et a obtenu une maîtrise en études internationales au King's College University.

Cette année, les forces armées slovaques auront donc connu trois chefs d'état-major différents. En février, le général Andrej Osterman, limogé après l'échec de la 72e Brigade à des tests de l'Otan. Il avait été relevé par le général Alan Geder en février dernier.

Le président slovène Borut Pahor, a donné à Mme le général Ermenc une feuille de route simple mais à l'exécution compliquée : améliorer la situation des forces armées. Une tâche difficile étant donné les restrictions budgétaires dont ces dernières ont eu à souffrir ces dernières années [et qui expliquent l'échec de la 72^e Brigade aux tests de l'Otan, ndlr].

« La détérioration de la situation sécuritaire se poursuit dans le monde et même si la Slovénie n'est pas directement menacée sur le plan militaire, elle doit améliorer sa sécurité militaire assez rapidement », a estimé le président Pahor.

Ayant rejoint l'Otan en 2004, la Slovénie a réduit ses dépenses militaires de 1,6 à 1% de son PIB après la crise de 2012-13. L'objectif du gouvernement est de les porter à seulement 1,14% du PIB d'ici 2024 (ce qui est bien loin des 2% du PIB fixés par l'Otan).

L'effort de modernisation des forces armées slovène [qui comptent 6.770 militaires sur 2 millions d'habitants] portera essentiellement sur leur composante terrestre, avec la livraison attendue de 56 véhicules blindés ARTEC Boxer. Les capacités militaires du pays se résument notamment à 14 chars M-84 (et 32 en réserve) et à 30 M-55S, tous hérités de la période yougoslave, à 9 avions Pilatus PC-9 et à seulement deux patrouilleurs, dont un, le Triglav, de conception russe, a été engagé dans l'opération européenne EUNAVFOR Sophia, en Méditerranée centrale.

Par ailleurs, parmi les pays de l'Otan, certains ont nommé des officiers généraux féminins à la tête d'une force armée. Tel est le cas de la Norvège, où Mme le général Tonje Skinnarland commande la Royal Norwegian Air Force.

La Pologne est sur le point de se procurer le lance-roquettes multiple américain M142 HIMARS

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Forces terrestres, Otan par Laurent Lagneau Le 01-12-2018



Photo : Lockheed-Martin

Après la Roumanie, le lance-roquettes multiple M142 HIMARS [High Mobility Artillery Rocket System], conçu par Lockheed Martin Missiles & Fire Control, a séduit la Pologne. En effet, la Defense Security Cooperation Agency [DSCA], c'est à dire l'agence chargée des exportations d'équipements militaires américains, a recommandé au Congrès d'approuver la vente d'un tel système à Varsovie pour un montant estimé à 665 millions de dollars.

Pour rappel, le M142 HIMARS peut tirer des roquettes GMLRS-U guidées par GPS sur des cibles situées à 70 km de distance ainsi que des missiles MGM-140 ATACMS [Army Tactical Missile System] d'une portée de 300 km. Et cela, quelles que soient les conditions météorologiques.

Dans le détail, il est question de livrer aux forces polonaises 20 M142 HIMARS, des roquettes GMLRS guidées par GPS et 30 missiles sol-sol MGM-140 ATACMS. Des systèmes de données tactiques d'artillerie de campagne [AFATDS], des véhicules de soutien et du matériel d'instruction font partie du lot.

« Cette vente [...] soutiendra la politique étrangère et la sécurité nationale des États-Unis en améliorant la sécurité d'un allié de l'Otan, qui constitue une force importante pour la stabilité politique et le progrès économique en Europe », a fait valoir la DSCA dans son avis. Elle « s'inscrit dans le cadre des initiatives américaines visant à fournir aux principaux alliés de la région des systèmes modernes qui renforceront l'interopérabilité avec les forces américaines ainsi que la

sécurité », a-t-elle ajouté, avant de préciser que la Pologne utilisera les M142 HIMARS pour « dissuader les menaces régionales ».

Justement, à propos d'interopérabilité, cet avis de la DSCA survient alors que l'US Army a annoncé, en septembre, son intention de renforcer ses moyens d'artillerie en Europe, avec l'envoi, en Allemagne, de deux bataillons dotés de lance-roquettes multiples, d'une unité de défense aérienne à courte portée et d'un état-major pour une brigade d'artillerie de campagne.

Le dernier budget du Pentagone prévoit une enveloppe de 6,531 milliards de dollars pour financer l'« European Deterrence Initiative » [EDI], laquelle remplace « l'European Reassurance Initiative », dotée de 4,7 milliards de dollars. Il s'agit ainsi de permettre aux forces américaines d'améliorer le pré-positionnement de leurs équipements et de renforcer leur présence en Europe.

L'achat de 14 avions de combat F-16V provoque des remous au sein du gouvernement slovaque

<http://www.opex360.com/> Posté dans Europe, Forces aériennes, Otan par Laurent Lagneau Le 01-12-2018



Pour remplacer ses avions de combat MiG-29 hérités de la période soviétique, la Slovaquie, membre de l'Otan et de l'Union européenne, a annoncé, en juillet, son intention d'acquérir 14 F-16 Block 70/72 « Viper » auprès du constructeur américain Lockheed-Martin, écartant ainsi le JAS-39 Gripen E/F du suédois Saab. Et le tout pour un montant de 1,6 milliard d'euros, ce qui en fait le programme d'armement le plus important pour Bratislava.

Seulement, le gouvernement slovaque, conduit par Peter Pellegrini depuis mars, est le fruit d'un accord de coalition passé entre les sociaux-démocrates du Smer-SD, parti nationaliste de droite SNS et du parti de la minorité hongroise Most-Hid. Ce qui ne va pas sans susciter quelques « couacs », comme celui ayant justement concerné l'achat de ces 14 F-16V.

Ainsi, le 30 novembre, le ministre slovaque de la Défense, Peter Gajdoš, du SNS, a annoncé avoir conclu « trois accords séparés sur l'acquisition de 14 chasseurs F-16, de munitions, d'un soutien logistique et de la formation du personnel aérien et au sol ». Et de préciser que tous les appareils seraient livrés d'ici la fin 2023 .

Sauf que, visiblement, cette initiative n'avait été préalablement approuvée par M. Pellegrini , issu des rangs du Smer-SD.

« Le Premier ministre Pellegrini estime que les contrats d'achat des chasseurs F-16, signés plus tôt dans la journée par le ministère de la Défense, restent invalides car le ministère des Finances ne les a toujours pas approuvés », a en effet indiqué le bureau du gouvernement, via un communiqué publié quelques heures après l'annonce du ministre slovaque de la Défense.

D'après les observateurs de la scène politique slovaque, cet incident serait lié à des luttes internes au sein du gouvernement. « Pellegrini pourrait en avoir assez que le SNS cherche à obtenir plus d'influence au sein de la coalition. [...] Il a donc choisi de frapper (SNS) au nez pour montrer qui est le patron », a estimé le politologue Grigorij Meseznikov, sollicité par l'AFP.

Le gouvernement slovaque est entré en fonction en mars dernier, après que Robert Fico, alors Premier ministre, a été contraint à la démission suite au meurtre du journaliste Ján Kuciak et de sa compagne. Ce dernier enquêtait sur des faits de corruption dans les milieux d'affaires et politiques pour le compte du site d'informations Aktuality.sk.

Pour rappel, dernière version du « best seller » de Lockheed-Martin, le F-16 70/72V est notamment doté de la liaison 16, cet appareil dispose d'un radar AESA [antenne active], d'un ordinateur de mission avancé, d'une connectivité améliorée et d'un affichage de suivi de terrain [Center Pedestal Display]. « En se basant sur des analyses approfondies, nous avons choisi la meilleure solution », s'était félicité Peter Gajdoš, au moment de l'annonce du choix de cet appareil.

10 – Nos Forces Armées

L'innovation de Défense vise (aussi) à améliorer le soutien aux militaires blessés

<http://www.opex360.com/> Posté dans SSA, Technologie par Laurent Lagneau Le 24-11-2018



Quand on parle d'innovation en matière de défense, l'on pense généralement à des avancées technologiques qui rendront les capteurs plus performants, les matériaux à la fois plus résistants et légers ou encore à la robotique et aux drones. Cependant, il s'agit aussi d'améliorer les soins et le soutien apportés aux militaires blessés.

Ainsi, le Forum Innovation Défense, qui se tient actuellement à Paris, met en avant plusieurs avancées technologiques sous le chapitre « Innover pour l'humain ».

Parmi celles-ci, l'on trouve « Bloc Print », qui propose de soigner les grands brûlés par l'impression 3D de peau au bloc opératoire.

Imaginée par 3dFab, avec le soutien de l'Institut des sciences appliquées de Lyon et l'Université Claude Bernard Lyon 1, cette solution a recours à l'impression 3D en utilisant les cellules de peau du patient. Le traitement se fait grâce à un bras robotisé. Comme l'explique l'Agence Innovation Défense [AID], cela « évite les complications opératoires et permet la reconstruction complète sans limite de taille et de surface. » Cette innovation profitera également aux civils.

Tout comme la « solution prothétique conduite par microprocesseur » [SPCM] qui, développée par l'entreprise Proteor, a été récompensée par le prix de Innovation 2018, remis par Florence Parly, la ministre des Armées.

Cette « jambe bionique », qui pourra appareiller les soldats ayant été amputés suite à une grave blessure, est constituée d'un ensemble genou-cheville-pied contrôlé par un microprocesseur. L'AID explique qu'elle a été « comme un système global agissant en synergie », avec des « capteurs embarqués remontant les informations des articulations », ce qui permet d'avoir une « reconnaissance intelligente des situations de marche. »

Cette prothèse mécatronique repose sur deux innovations : un ensemble genou-cheville-pied contrôlé par microprocesseur avec contrôle de la résistance du genou, et une unité hydraulique des articulations et algorithmes de reconnaissance de situations. Désormais, il s'agit de l'améliorer grâce à des « collectes de données en vie réelle », via des démonstrateurs.

Autre innovation, dont le nom rappelle un célèbre missile antinavire, [Exocet, ndlr], présentée par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire [IRSN] ainsi que par le Service de santé des Armées [SSA]. Il s'agit d'une thérapie innovante qui, destinée à soigner les brûlures radiologiques, repose sur l'utilisation des vésicules extracellulaires, ce qui évite tout risque lié à l'utilisation de cellules souches adultes.

Cette thérapie, qui doit être validée par des tests in vitro et dans un modèle préclinique, permettra de traiter les lésions consécutives à une irradiation ou à des expositions accidentelles d'origine industrielle ou médicale. Parmi ses autres applications possibles, l'AID cite la « lutte contre le terrorisme radiologique, ainsi que dans toutes situation d'urgence et à grande échelle en cas d'accident radiologique de grande ampleur. »

242 millions d'euros pour externaliser l'accueil et le filtrage des sites relevant du MinArm

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 29.11.2018 Par Philippe Chapleau

Le ministère des Armées a annoncé la signature de plusieurs "accords-cadres multi-attributaires relatifs aux prestations d'accueil, de filtrage, de gardiennage et de sécurité incendie au profit des armées, directions et services relevant du Minarm sur le territoire métropolitain".

Le montant total de l'enveloppe est de 242 millions d'euros. Une somme que se partagent les entreprises suivantes :

- TAMARIS SECURITE PRIVEE,
- SAMSIC SECURITE,
- CEJIP SECURITE - GROUPE CEJIP (stés CEJIP MSI, GIS, CAPITALSECURITE),
- GIE SECURALLIANCE
- GROUPE VALLIANCE SECURITE,
- SISIS
- MONDIAL PROTECTION GRAND CENTRE EST,
- SMART PS,
- LYNX SECURITE,
- SECURITAS France,
- MAIN SECURITE SAS,
- AVC INTERVENTION,
- LANCERY PROTECTION SECURITE,
- GENERALE INDUSTRIELLE DE PROTECTION MIDI PYRENEES AQUITAINE,

Ces "accords-cadres multi-attributaires fixent les termes des marchés subséquents qui impliquent les activités suivantes :

A) Les prestations continues : - le gardiennage statique d'accès avec accueil, filtrage et contrôles (véhicules et/ou piétons), gestion des flux des entrées et sorties, gestion des badges d'accès; - le gardiennage et la surveillance statique et/ou dynamique de sites par le biais de rondes à réaliser par un agent de sécurité qualifié ou par un binôme de sécurité homme-chien suivant les sites ; - la surveillance d'alarmes intrusion ou d'incendie, le contrôle vidéo, la gestion des alertes et levées de doute, les astreintes; - la surveillance " sécurité " (exploitation des systèmes de sécurité incendie, vol, actes de vandalisme, détérioration naturelle, inondations) de bâtiments extérieurs et/ou d'espaces verts.

B) Les prestations ponctuelles : activités listées supra réalisées au fur et à mesure des besoins et à la demande lors d'opérations de renfort, de manifestations particulières, d'évènements exceptionnels ou de remplacement".

Tous les détails [ici](https://www.marchesonline.com/appels-offres/attribution/accords-cadres-multi-attributaires-relatifs-aux-prestat/am-7790594-1). <https://www.marchesonline.com/appels-offres/attribution/accords-cadres-multi-attributaires-relatifs-aux-prestat/am-7790594-1>

a – Armée de Terre

Cyber : l'armée de terre innove pour répondre aux menaces

Mise à jour : 23/11/2018

La maîtrise de son espace numérique participe de la prise d'ascendant de l'armée de Terre sur ses ennemis. Mais il s'agit d'un espace exposé dont la défense repose autant sur les

innovations technologiques que sur l'appropriation par l'ensemble du personnel du « réflexe cyber ». Dans le sillage du mois européen de la cybersécurité qui s'est terminé fin octobre et dans le cadre du 1er Forum innovation Défense qui se tient actuellement à Paris, retour sur les enjeux et les méthodes de sensibilisation du personnel au sein de l'armée de Terre.

La cybersécurité à hauteur d'hommes

« *Etat recherché permettant au ministère de fonctionner même sous agression informatique* ». La cybersécurité repose sur un **ensemble de règlements, de moyens techniques et organisationnels mis en œuvre pour assurer la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des données** dont l'importance croît avec l'essor de l'info-valorisation.

Cependant, réduire la cybersécurité à une techno-sphère réservée aux spécialistes et ignorer le rôle que tout à chacun y joue est une erreur. C'est pourquoi, **l'armée de Terre organise annuellement des séances de sensibilisation ayant pour but de rappeler l'importance que revêtent la vigilance et l'implication de tous**, rendues nécessaires par les menaces auxquelles sont exposés systèmes et individus, aussi bien dans la sphère professionnelle que familiale. Ces menaces sont variées et actuelles : des « rançonlogiciels » comme *WannaCry* peuvent chiffrer les données, d'autres détruisent les infrastructures en formatant les disques durs... Autant de façons d'espionner ou de détruire le matériel.



La sensibilisation comprend deux volets complémentaires :

- un **questionnaire cyber** accessible sur Intradef mais aussi sur Internet ;
- des **séances d'information organisées par les officiers sécurité des systèmes d'information (OSSI)** d'unité, dont le propos est adapté à leur auditoire ainsi qu'aux spécificités de l'unité et des systèmes d'information employés.

Dialoguer pour anticiper, dans la dynamique de l'innovation

L'édition 2018 de la politique de cybersécurité de l'armée de Terre, souligne en effet l'importance **d'acculturer le personnel** pour que la cybersécurité ne soit plus vécue comme une contrainte mais considérée comme un **véritable appui**.

Ce changement de perspective passe par :

- la **compréhension des enjeux liés à la cybersécurité** (perte de capacités opérationnelles, ciblage du personnel...) et aux **évolutions réglementaires** (Règlement général sur la protection des données) ;
- la **proposition de solutions pratiques**, comme le gestionnaire de mots de passe Keepass, pour appliquer la réglementation et pouvant être utilisées autant au travail qu'au foyer familial ;
- **l'instauration d'un dialogue** avec les responsables SSI.



Afin de faciliter cette démarche, le gestionnaire de mots de passe *Keepass* est mis à disposition par la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense (DIRISI). Il est disponible dans le monde professionnel mais également dans le foyer familial. *Keepass* est le parfait exemple des solutions mises en place afin de faciliter l'application des règles de cybersécurité.

Lien vers le site : <https://synoptic.intradef.gouv.fr/actualite/keepass>

Un dialogue d'autant plus nécessaire que la **modernisation de l'armée de Terre modifie son empreinte numérique et accentue l'importance de la donnée et de sa protection.**

Aussi, dans tout projet, comme ceux présentés au Forum innovation Défense, la cybersécurité doit-elle être prise en amont (*security and privacy by design*) dès les travaux de conception afin d'identifier au plus tôt les risques éventuels et anticiper les mesures correctrices et ainsi répondre aux besoins des forces sans exposer le personnel aux cybermenaces.

L'innovation reste un des chevaux de bataille de la cybersécurité, lui permettant de s'adapter aux nouvelles menaces mais aussi de trouver les vecteurs nouveaux pour toucher et faire adhérer le personnel en **collant aux évolutions sociétales et technologiques**. L'armée de Terre entend ainsi par exemple mettre en place une sensibilisation sous forme de *serious gaming*, jeux plus ou moins immersifs permettant de faire passer des messages de façon ludique.

Pour en savoir +

- MOOC ANSSI : <https://secnumacademie.gouv.fr/>

Droits : Armée de Terre 2018

L'encadrement en lycée militaire : exigence et bienveillance

Mise à jour : 26/11/2018

Pour favoriser l'excellence académique, le lycée militaire d'Aix-en-Provence a mis en place un projet pédagogique encourageant épanouissement individuel, valeurs collectives et goût de l'effort, où l'encadrement tient une place essentielle. Immersion avec les cadres en lycée militaire.

6 h 15



Le chef de section de permanence réveille les élèves de seconde et vérifie que la nuit s'est bien déroulée. Trente minutes plus tard, il rassemble les élèves et les accompagne au petit-déjeuner. Au même moment, les chefs de section font un premier compte rendu au commandant d'unité. Pour permettre une présence 24h/24, les cadres effectuent un roulement de permanences nocturnes.

7 h 40



Après avoir effectué la revue de chambre des élèves du secondaire et des classes préparatoires, les chefs de section les rassemblent en compagnie constituée. Ils veillent au respect de la discipline tout en l'adaptant aux différentes sections. Les vacances de la Toussaint approchent, la fatigue se fait sentir. Le commandant d'unité les encourage pour le reste de la semaine. Les élèves se dirigent ensuite vers leurs salles de cours respectives. Un chef de section en profite pour discuter avec un professeur : deux mois après la rentrée, il lui fait part de son avis sur le rythme des sorties extra-scolaires.

9 h 50



Lors de l'intercours, les chefs de section se répartissent dans la cour et proposent des collations aux élèves. La récurrence de ces moments, anodins en apparence, participe à la construction d'une relation de confiance entre les cadres et les élèves contribuant à leur bien-être. C'est souvent lors de ces temps informels que les cadres se montrent disponibles et à leur écoute.

12 heures



Les chefs de section accompagnent les élèves du secondaire à l'ordinaire. Leur présence ne se limite pas à de la surveillance : ils s'assurent que les élèves se nourrissent correctement.

12 h 45



Après le déjeuner, les chefs de section assurent une permanence où les élèves peuvent aborder n'importe quel sujet qui les préoccupe. Ce jour-là, l'adjudant-chef Gabriel conseille un étudiant de classe préparatoire sur les carrières militaires auxquelles il pourrait prétendre malgré ses problèmes de vue. Ce face à face permet une prise en compte individualisée des élèves et de leur de environnement social et familial.

13 h 30



Les mercredis après-midi sont dédiés au sport. Les cadres appuient les moniteurs sur les différentes séances proposées. Des ateliers de boxe française ont été mis en place il y deux ans. Ils concourent à développer un esprit de combativité chez les élèves de classes préparatoires.

16 h 15



Avant de partir en quartier libre, les lycéens sont autorisés à récupérer leur téléphone portable. Leur départ est précédé d'un rassemblement par le cadre de permanence. Celui-ci leur rappelle les règles de sécurité auxquelles ils doivent se plier à l'extérieur du lycée jusqu'à 18 h 30, heure de leur retour à l'internat.

19 h 30



Après le dîner, les élèves sont surveillés par le chef de section à l'étude dirigée. Ils retournent ensuite en chambre : à 21 h 45 c'est l'extinction des feux. Les élèves peuvent compter sur la présence du cadre de permanence en cas de problème.

Droits : Armée de Terre 2018

Bérézina 1812, victoire sur le drapeau du 126^e RI

Mise à jour : 27/11/2018

« C'est la Bérézina » ... cette expression est entrée dans le vocabulaire courant de notre langue française et évoque une défaite cuisante, l'échec d'une entreprise. Et pourtant que de grandeur dans ce fait d'armes qui est le premier à avoir été inscrit sur les plis du drapeau du 126^e régiment d'infanterie.



La bataille s'inscrit dans le contexte de la fin de la campagne de 1812 et de la retraite de la Grande Armée, talonnée par les armées russes de Koutouzov, de Wittgenstein et de Tchitchagov. Elle se déroula entre le 26 et le 29 novembre 1812 près de la rivière Bérézina, aux alentours de la ville de Borissov dans l'actuelle Biélorussie.

Les conditions sont paroxystiques. Sans être précoce, l'hiver est atrocement rigoureux. Les températures frôlent -40°. La Grande Armée bat en retraite face à une rivière marécageuse dont les Russes projettent de se servir comme obstacle naturel pour stopper l'empereur Napoléon et ses troupes dans leur mouvement rétrograde et ainsi parvenir à leur anéantissement. 23 novembre, Borissov, c'est ici que les Russes ont décidé d'attendre les troupes impériales. L'empereur n'est pas dupe. Il fomenta une manœuvre de diversion pour détourner l'attention ennemie et concentrer ses efforts sur le franchissement de la coupure, 15 kilomètres en amont à hauteur de Stoudienka.

C'est à ce point-clé que le général de division Corbineau, commandant la 6^e brigade de cavalerie, a identifié un passage possible. En effet, la Bérézina n'y est large que de 20 mètres et profonde de 2. Le succès de l'opération repose alors sur la constitution très rapide de deux points de franchissement à cet endroit précis. Les pontonniers néerlandais du général Eblé, travaillant dans l'eau glacée pendant les journées du 26 au 28 novembre, vont rivaliser d'héroïsme et d'abnégation pour y parvenir. C'est ainsi que la Grande Armée parvient à franchir le fleuve, sous la pression de trois armées russes, le 26 dès 13 heures.



Dans ce contexte se situe l'héroïque sacrifice du 126^e régiment d'infanterie de ligne.

Avec ses 10 000 hommes, le maréchal Victor défend toute la journée les hauteurs de Stoudienka face à Wittgenstein, avec un rapport de force qui ne cesse de s'améliorer en faveur des Russes. Fournier et ses 800 cavaliers chargent sans discontinuer pour repousser fantassins et cavaliers russes. Alors que la traversée s'achève, à la faveur de la nuit, Victor exploite l'opportunité pour passer à son tour sur la rive droite.

Le 28 novembre, c'est au tour de Tchitchagov d'attaquer. La bataille se déroule dans une forêt de pins et se poursuit toute la journée : les maréchaux Oudinot et Ney culbutent l'amiral russe qui se replie sur Bolchoï Stakhov abandonnant 1 500 prisonniers, et permettant à la Grande Armée de passer le fleuve. Pour qu'elle puisse se replier, le 126^e régiment d'infanterie de ligne se sacrifie volontairement...

Le dénouement de la bataille a lieu le lendemain. Retardant l'échéance jusqu'à l'ultime limite, les deux ponts sont incendiés sur l'ordre de Napoléon vers 9 heures. Parmi les 400 hommes qui ont construit les ponts, seuls le capitaine Benthien, commandant des pontonniers, le sergent-major Schroder et six de leurs hommes survivront à la bataille... Les cosaques, trouvant le passage libéré après le départ de Victor, arrivent à 9 h 30. Ils s'emparent du matériel abandonné par la Grande Armée et font de nombreux prisonniers.

Si la Grande Armée évite l'anéantissement, sa situation est critique et seuls quelques milliers de soldats sont en état de combattre. Lors de la bataille, les soldats français et polonais ont fait preuve d'une bravoure et d'un esprit de sacrifice hors du commun. Malgré leur supériorité numérique et leurs initiatives, les Russes n'ont pas réussi à détruire l'armée impériale éprouvée par cette terrible retraite. La Grande Armée a franchi la Bérézina, au prix d'environ 45 000 morts ou prisonniers.

Deux siècles plus tard, alors qu'elle est perçue comme une défaite française, Jean Tulard de l'Académie des Sciences morales et politiques, redonne à la bataille ses lettres de noblesse : « *Les clichés ont la vie dure. Le mot de Berezina continue à être employé en France pour signifier un désastre, une catastrophe. Au contraire, la bataille de la Berezina fut, dans des conditions difficiles, une victoire française illustrée par l'action héroïque du général Eblé [...] Napoléon et le gros de ses forces ont échappé à la manœuvre de Tchitchagov et de Wittgenstein qui laissent beaucoup d'hommes sur le terrain. Ce succès n'aurait pas été possible sans l'héroïsme du général Éblé et de ses pontonniers.* »

Droits : Armée de Terre 2018

Aéronautique : l'armée de Terre forme les experts de demain

Mise à jour : 27/11/2018

Le 10 septembre à Bourges, le Centre d'enseignement technique de l'armée de Terre (CETAT) a accueilli la première promotion d'élèves « BAC Pro Aéro ». Pour l'armée de Terre, cette expérimentation de formation internalisée ouvre de nouvelles perspectives pour le recrutement au profit des filières en tension. Déjà les premiers bilans sont attendus pour le mois de janvier 2019. Le CETAT permettra de conquérir et fidéliser des ressources rares.



Objectif du CETAT : recruter, former et fidéliser les jeunes Français intéressés par le métier militaire en leur délivrant une formation complète de qualité. Sous la forme d'un baccalauréat professionnel aéronautique, cette **formation innovante** dispensée en trois ans répondra à une demande des besoins de l'aviation légère de l'armée de Terre en **spécialistes du maintien en condition opérationnelle (MCO)**. La finalité de cette formation est de **pourvoir les unités de l'ALAT en sous-officiers opérationnels** et donc de répondre au besoin crucial en mécaniciens aéronautiques.

Une ressource jeune acculturée au domaine militaire

Les 21 premiers stagiaires ont découvert début septembre le nouvel environnement de l'internat. Ces jeunes Français âgés de 16 ans à 18 ans sont pour la grande majorité issue de filières techniques. **Ils seront tous formés en « avionique », domaine sur lequel l'effort doit être porté.** Au cours de la première année, les périodes académiques (32 semaines), de formation en milieu professionnel (8 semaines) et de formation militaire (4 semaines) s'enchaîneront à un rythme soutenu. Elles se concluront par l'obtention d'un premier diplôme, le CAP aéronautique.

Dès l'année prochaine, pour élargir le panel de formation et l'adapter au besoin, la création d'une filière « systèmes » sera ouverte.

Recrutés sous statut de VDAT jusqu'à l'obtention de leur « Bac Pro », ils signeront un contrat d'engagé volontaire sous-officier dès le début de leur troisième année de formation. Ce complément de formation technique au CETAT et militaire à l'ENSOA les conduira au grade de sergent aptes à servir en unités ALAT.

Dépendant organiquement du lycée militaire d'Autun, la formation académique est quant à elle assurée par le GRETA BERRY qui dispense l'ensemble des cours, condition requise pour la reconnaissance des diplômes acquis.

Témoignages

Le général de division Éric MAURY, général adjoint commandant la formation de l'armée de Terre



Un des objectifs premiers du CETAT est de recruter une ressource rare qui fait défaut. La question de la fidélisation par la formation de ces jeunes recrues est un enjeu crucial du centre. Dans ce contexte, le rôle des cadres de contact s'avère essentiel. En effet, l'affirmation et la cohérence du modèle militaire insufflé aux jeunes stagiaires tout au long de leur formation, le partage de l'expérience du métier, la technicité acquise, l'expression de sa satisfaction professionnelle et individuelle, placent le cadre de contact comme un référent et un moteur pour le jeune en quête de vocation.

Adjudant Vanessa, 14 ans en unité de maintenance aéronautique.



Encadrer et former des jeunes destinés à la maintenance aéronautique est une expérience nouvelle et enrichissante. Les Ecoles militaires de Bourges offrent un cadre idéal pour une formation exigeante. Notre défi est de façonner de futurs sous-officiers compétents et dignes de confiance pour la maintenance de nos hélicoptères.

V DAT Gregory, originaire de Marseille et âgé de 17 ans, a intégré le BAC pro.



Ma démarche s'inscrit dans la continuité des demandes que j'avais effectuées pour suivre une formation dans le domaine. Un de mes professeurs m'a informé de l'existence d'un bac pro à Bourges correspondant à l'orientation envisagée, j'ai alors pris contact avec le CIRFA de Marseille et mon dossier a été retenu. Je souhaite réussir brillamment mon « Bac pro » et devenir sous-officier en unité car j'espère devenir un jour mécanicien navigant.

Droits : Armée de Terre 2018

Blessés : modernisation de l'Institution nationale des Invalides

Mise à jour : 28/11/2018

Le 26 novembre, la première pierre du nouveau projet d'infrastructure de l'Institution nationale des Invalides (INI) a été posée lors d'une cérémonie présidée par Florence Parly, ministre des Armées. Un projet à l'image de tout le suivi, de l'attention et des innovations permanentes qui servent les intérêts de l'armée de Terre dans l'accompagnement de ses blessés.



Cette pose de première pierre concrétise un projet médical qui vise à offrir un **pôle de réhabilitation physique et psychique au profit des militaires blessés en opérations**, dans la continuité de leur prise en charge initiale en hôpital militaire. Il rapproche ainsi l'INI des Hôpitaux d'instruction des armées (HIA) Percy et Bégin comme dernier maillon de la chaîne médicale du Service de santé des armées pour la prise en charge des blessés en opération.

Durant les quatre prochaines années, l'INI va ainsi bénéficier d'un budget de 50 millions d'euros afin de bâtir un pôle de réhabilitation physique et psychique pour les militaires blessés en opération. En complément du centre des pensionnaires, le centre médical disposera de **50 lits de rééducation, le centre de réhabilitation psychique de 20 lits et l'hôpital de jour de 10 lits**. Les travaux débiteront au premier trimestre 2019. Ils permettront d'offrir une capacité de prise en

charge encore plus importante, satisfaisant les besoins de l'armée de Terre dans le suivi de ses blessés.

Reconnaître, accompagner, réparer

Les blessures physiques ou psychologiques liées à l'engagement des militaires de l'armée de Terre font l'objet d'une prise en charge complète qui s'articule autour de trois principes :

- **Reconnaissance** : qu'ils aient été blessés en service ou hors service, les blessés ont servi leur pays et méritent en retour, ainsi que leur famille, respect et considération ;
- **Accompagnement** : physique ou psychologique, grâce notamment à la cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (CABAT).
- **Réparation** : permettre la reconstruction des blessés ainsi que leur réintégration familiale, sociale et professionnelle.



22 juin 2019 : la Journée nationale des blessés de l'armée de Terre

Depuis deux ans, l'armée de Terre a lancé la **Journée nationale des blessés de l'armée de Terre (JNBAT)**. La troisième édition se tiendra le **22 juin à Paris**. De nombreuses activités seront parallèlement organisées, en France où à l'étranger. Elles permettront de démontrer la véritable chaîne de soutien qui évolue autour des blessés et tout le sens de l'engagement de l'armée de Terre.

Droits : Armée de Terre 2018

La réalité augmentée va-t-elle être une innovation majeure pour l'infanterie ?

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres, Technologie par Laurent Lagneau Le 29-11-2018



Photo : Agence Innovation Défense

Il y a quelques temps, le jeu Pokemon Go faisait un tabac. Or, son principe reposait sur la réalité augmentée, qui est une technologie permettant d'incruster, grâce à un logiciel, des données, des animations, des sons, des vidéos ou des images 2D/3D dans le monde « réel », via un téléphone, une tablette ou un casque.

Les origines de cette technologie remontent à la fin des années 1960, quand l'ingénieur en informatique américain Ivan Sutherland (déjà à l'origine du logiciel Sketchpad) conçut, avec son assistant, l'Ultimate Display, encore appelé « Épée de Damoclès ». Ce système permettait d'afficher un cube en 3 dimensions à travers des lentilles, un ordinateur se chargeant de recalculer l'image et l'angle de vue afin de suivre les mouvements de la tête.

Dans un même ordre d'idée, le fonctionnement des systèmes HUD (Head-up displays ou vision tête-haute), utilisés dans l'aviation depuis les années 1980, repose sur ce principe dans la mesure où ils superposent des informations nécessaires à l'équipage sur l'environnement extérieur via un projecteur et un miroir semi-transparent.

Depuis, grâce aux progrès des systèmes informatiques et des logiciels, la réalité augmentée donne lieu à de plus en plus d'applications, que ce soit pour les jeux vidéo [le jeu Pokemon Go! est un exemple], la formation, l'industrie et le monde culturel. Ainsi, en lien avec la Nasa, Microsoft a mis au point le casque de réalité augmentée Hololens. D'une masse de 580 grammes environ, il est notamment constitué de trois processeurs (CPU principal, GPU pour « Graphic Processing Unit, et HPU pour « Holographic Processing Unit »), d'une caméra, de capteurs de mouvements et d'une commande vocale.

Pour le moment, cet Holosens ne sert qu'à des applications civiles. Mais une version militarisée devrait bientôt voir le jour étant donné que l'US Army a confié à Microsoft un contrat de 480 millions de dollars pour développer des prototypes de casques de réalité augmentée pour « l'entraînement et le combat », dans le cadre de son programme IVAS [Intergrated Visual Augmentation System]. Il est question, dans un premier temps, de 2.500 exemplaires.

« La technologie de la réalité augmentée fournira aux troupes plus d'informations de meilleure qualité pour prendre des décisions. Ce nouveau travail étend notre relation de confiance établie de longue date avec le ministère de la Défense à ce nouveau domaine », a expliqué un porte-parole de Microsoft à l'agence Bloomberg.

Jusqu'à présent, l'US Army n'avait eu recours à la réalité augmentée uniquement pour l'entraînement de ses soldats. Or, le programme IVAS, qui pourrait donner lieu à la commande de 100.000 casques si les prototypes de Microsoft donnent satisfaction, vise à « augmenter la létalité en améliorant les capacités de détection, de décision et d'engagement devant l'ennemi ».

Selon le cahier des charges de l'US Army, le casque de réalité augmentée destiné à ses soldats devra intégrer la vision nocturne, et détection thermique, mesurer les performances physiques du combattant et protéger l'audition de ce dernier.

Dans ce domaine, la France n'est pas en reste, comme on a pu le voir lors du Forum Innovation Défense [FID], organisé le 22 novembre à Paris. Ainsi, la Direction générale de l'armement [DGA] soutient le projet RAFT [réalité augmentée pour le fantassin], conduit par l'entreprise Scalian.

Ainsi, explique la DGA, le casque RAFT permettra « aux combattants d'obtenir de précieuses informations en temps réel, comme les positions amies/ennemie ». Et d'ajouter : « Vision thermique, connection wifi et bluetooth, le casque RAFT permet à l'ensemble des acteurs d'être interconnecté tout en favorisant la prise de décision. »



Salon des peintres de l'Armée 2019 : ouverture des candidatures

Mise à jour : 29/11/2018

« *Le corps, l'esprit et l'âme* » constituera le thème du 21^e salon national des peintres de l'Armée qui se tiendra du 13 au 19 mai 2019 à Paris. Peintres de l'Armée ou artistes extérieurs, il est temps de candidater avant le 29 janvier 2019.



Organisé depuis 1985, le salon national des peintres de l'Armée s'inscrit dans la continuité d'une longue tradition du peintre de l'Armée sur le terrain. Il permet de faire **connaître et rayonner le monde militaire**, si bien illustré par de nombreux artistes.

Comme son nom l'indique, le salon est ouvert aux peintres de l'Armée (PA), titulaires ou agréés, mais pas seulement. En effet, les auteurs d'œuvres inspirés par des faits militaires intéressant le domaine terrestre, **candidats ou non au titre de PA, pourront exposer** à l'Hôtel national des Invalides. Diverses récompenses seront attribuées par le jury, comme le prix des Armées ou le prix de l'armée de Terre. Occasion pour les artistes de valoriser leur travail et pour l'armée de Terre de regrouper et d'apprécier certaines **œuvres constitutives de son patrimoine culturel**.

Des œuvres sélectionnées par un jury

Celles-ci, récentes et inédites, doivent correspondre à des critères précis pour être retenues pour le salon. Le sujet doit ainsi être exclusivement militaire et avoir trait à l'armée de Terre ou aux services interarmées (service de santé des armées, service des essences des armées). Elles doivent répondre au thème 2019, « *le corps, l'esprit et l'âme* ». Ces œuvres doivent également relever des disciplines suivantes : **peinture** (huile ou acrylique), **aquarelle et gouache**, **sculpture** (non monumentale), **technique mixte**, **photographie**.



À retenir

- Chaque artiste ne peut présenter que **deux œuvres** ;
- Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le **29 janvier 2019** à la délégation au patrimoine de l'armée de Terre (DELPAT).

Modalités d'inscription

- Notice de candidature. <https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/salon-des-peintres-de-l-armee-2019-ouverture-des-candidatures>
- Pour constituer le dossier de candidature et s'informer sur les détails techniques. <https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/salon-des-peintres-de-l-armee-2019-ouverture-des-candidatures>

Droits : Armée de Terre 2018

Retour prématuré pour le Grand Carré de l'ex-promotion "Général Loustaunau-Lacau"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 01.12.2018 Par Philippe Chapleau

Les 6 élèves du Grand Carré (l'équivalent d'un BDE) du 1er bataillon de l'ESM de Saint-Cyr Coëtquidan sont rentrés plus tôt que prévu de leur trimestre à l'étranger.

Ce samedi, ils vont rencontrer le général Bosser, le CEMAT, qui sera présent au 2S (l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz est le 2 décembre). Leurs échanges porteront sur la décision du CEMAT de débaptiser leur promotion.

Je rappelle que le 18 novembre, l'armée de Terre a décidé de renommer la promotion 2016-2019 de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr baptisée "Général Loustaunau-Lacau" :

"Les éléments récemment portés à la connaissance du chef d'état-major de l'armée de Terre, postérieurement à la décision d'attribution du nom, ont mis en lumière l'activité politique de Georges Loustaunau-Lacau dans les années 30, pendant lesquelles il a notamment animé en

1938 une maison d'édition nationaliste, La Spirale, après avoir été mis à pied de l'armée pour des activités anti-communistes. La Spirale a publié deux revues très critiques dans lesquelles ont paru de nombreux articles anti-communistes, antiallemands et antisémites. Il a lui-même écrit au moins un article en 1938 dans lequel il met en doute la loyauté des Français Juifs. Il est également l'auteur d'un courrier adressé à l'ambassade d'Allemagne en août 1940 et dans lequel, avec des propos antisémites, il propose ses services aux Allemands. L'appréciation du contexte et de la portée de cet écrit reste à mener, Loustaunau-Lacau ayant fondé le réseau de résistance Alliance trois mois plus tard. Georges Loustaunau-Lacau a par ailleurs été suspecté d'avoir formé avec son réseau anticommuniste la partie militaire de la mouvance d'extrême droite de la Cagoule, suspicions qui ont donné lieu à un procès à la Libération au terme duquel il a été reconnu innocent et réhabilité. Il a été nommé général la veille de son décès en 1955. Au bilan, ces récentes révélations ont mis en lumière une personnalité contestable, qui, en dépit d'un passé de militaire et de résistant courageux présente plusieurs actes répréhensibles qui ont conduit le chef d'état-major de l'armée de Terre à considérer qu'il n'était pas acceptable qu'une promotion d'officiers-élèves puisse prendre le parcours du général Loustaunau-Lacau comme une référence. Ainsi, en étroite coordination avec la ministre des armées et le chef d'état-major des armées, il a été décidé de ne plus utiliser ce nom de promotion."

Pour s'assurer que de telles situations ne se reproduiront, le processus de désignation des noms de promotion sera entièrement revu ; il sera opérationnel dès 2019.

En attendant, un "séminaire" associant élèves, cadres et commandement de l'armée de Terre est en projet pour janvier 2019. Il s'agira de revenir sur la période historique en question, sur le cadre éthique de la décision prise par la hiérarchie et de déterminer une future appellation pour la promotion. Une appellation générique ou qui fera référence à une bataille ou un haut-lieu de l'histoire militaire ?

b – Marine Nationale

Atterrissage d'urgence pour un Dauphin Pedro

<http://lemamouth.blogspot.com/> jeudi 29 novembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Un Dauphin Pedro de la flottille **35F** a dû faire un atterrissage d'urgence ce mardi, alors qu'il devait rallier le porte-avions Charles-de-Gaulle avec quatre passagers à bord et trois membres d'équipage. Un premier voyant puis tout l'arbre de Noël de la planche de bord se sont allumés en vol, obligeant l'équipage à choisir un déroutement plutôt que de rallier le navire.

L'appareil a pu se poser sans encombre sur une zone aéronautique, après qu'une zone sommaire a été envisagée.

Un autre Dauphin Pedro a pu réaliser la rotation une demi-journée plus tard.

Les Dauphin Pedro sortent, comme le porte-avions, d'un chantier d'entretien.

Remise du trophée Guilbaud à la 33F

Mise à jour : 29/11/2018 – Direction : Sirpa Marine

Les marins du ciel du détachement de la Flottille 33F Cherbourg ont été les lauréats 2018 du trophée Guilbaud pour une opération menée en début d'année



Stationnée à Lanvéoc-Poulmic, la Flottille 33F possède un détachement en Cotentin, sur le site de Maupertus, à partir duquel elle effectue 24H/24 des missions de service public, au premier rang

desquelles des actions de sauvetage en mer (*Search and Rescue* – SAR). L'équipage du *Caïman* Marine a été récompensé pour s'être distingué, le 2 janvier 2018, lors d'une mission de sauvetage particulièrement périlleuse auprès d'un voilier en détresse.

Retour sur l'opération de sauvetage à l'origine de cette récompense

Le 2 janvier 2018 à 18h47, le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Jobourg est contacté par le *Pictor*, navire de commerce, ayant perçu l'appel de détresse d'un voilier nommé *Xoro*. Dès lors, le CROSS mobilise l'équipage du *Caïman* Marine pour se rendre sur zone.

Aussitôt arrivé, l'équipage de l'hélicoptère repère l'embarcation en détresse. Celle-ci se trouve le long du *Pictor*, à un mètre de distance de ce dernier. Malgré plusieurs tentatives, en anglais et en français, les sauveteurs ne parviennent pas à établir un contact radio avec le *Xoro*.

A 19h39, une première tentative d'approche de l'embarcation est envisagée, mais l'hélicoptère subit alors les assauts du vent et ne peut effectuer le treuillage. Il remet les gaz. Ordre est alors donné au *Pictor* de libérer la zone de travail pour faciliter l'intervention. Après trois tentatives infructueuses, décision est prise de déposer le plongeur dans l'eau, sur l'avant bâbord du *Xoro*. Il est alors 22h10 quand le plongeur saisit l'avant du voilier et se déplace le long du bord pour atteindre la poupe et se hisser à bord, sans l'aide du skipper, en état de choc.

Après inspection de l'embarcation, le plongeur informe le CROSS Jobourg qu'il n'y a qu'une seule personne à bord. À 20h20, il est décidé de mettre le sauveteur et le naufragé à l'eau pour les récupérer. Compte tenu des conditions météorologiques (50 kilomètre de vent et mer 7) il faudra cinq tentatives à l'équipage du *Caïman Marine* pour les remonter à bord. Pour l'ultime tentative, l'équipage devra lester le croc de 15 kilos afin de permettre au plongeur de le saisir.

Après la remontée à bord de l'hélicoptère, cap est mis sur Cherbourg. Durant le trajet le naufragé, en état d'hypothermie, est pris en charge par le plongeur et le treuilliste à l'aide d'une couverture de survie et de vêtements chauds.

En faisant preuve d'un sang-froid exemplaire, l'équipage de sauvetage du détachement 33F de Cherbourg s'est logiquement vu décerner le trophée Guilbaud 2018. Cette opération de sauvetage illustre le courage et la détermination dont les marins du ciel font preuve chaque année lors des centaines d'interventions SAR réalisées en coordination avec les CROSS.

Depuis 1998, le *Trophée Guilbaud* est remis chaque année à un équipage de l'Aéronautique navale ayant effectué une mission de sauvetage remarquable. Cette distinction rend hommage au Capitaine de Corvette Guilbaud et son équipage, disparus à bord de l'hydravion *Latham 47* en 1928 dans le grand Nord, alors qu'ils menaient une opération de recherche du général italien Nobile et de son équipage.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

L'Astrolabe retrouve la terre Adélie

Mise à jour : 29/11/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le patrouilleur polaire *L'Astrolabe* a réalisé sa première rotation de l'été austral entre Hobart et la terre Adélie au profit de l'Institut polaire français (IPEV) et des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Parti le 6 novembre de Tasmanie, il a fait étape le 9 novembre à proximité de l'île australienne de Macquarie pour y débarquer 11 personnes. Puis il a accosté à la station Dumont d'Urville le 15 novembre.



Outre les 18 passagers débarqués, il a pu livrer 485 m³ de gazole « *special antarctic blend* » ainsi que 150 tonnes de fret à la station. Fait rare, un accostage à Dumont d'Urville dès la première rotation au mois de novembre ne s'était pas vu depuis la saison 2006.

Vivez le temps d'une traversée la vie des marins de L'Astrolabe...

« Il a d'abord fallu retourner affronter les quarantièmes rugissants, les cinquantièmes hurlants et les soixantièmes mugissants. Traverser le royaume des tempêtes. Se faire bercer violemment, comme à chaque fois que l'on prend le large et que l'on quitte Hobart. Accéder à l'exceptionnel à un prix. Il nous demande de serrer les dents. Et cette première rotation n'a pas fait exception à la règle. Là-bas, la mer n'est jamais clémente. La brume se densifie. Elle nous enveloppe de gris. L'ambiance est surnaturelle. On traverse cette fameuse zone de convergence antarctique qui marque la limite des eaux glaciales. Ce phénomène météorologique, c'est la porte d'un autre monde. Un monde où presque personne ne va. « Toujours plus sud ». Le brouillard se dissipe lentement et les premiers icebergs se montrent. Ils se font de plus en plus nombreux, de plus en plus majestueux. Ils nous conduisent vers le pack immaculé. Le bleu sombre de l'océan et le bruit des vagues qui se fracassent violemment contre le rouge vif de la coque disparaissent et laissent place au paradis blanc. Les éléments se stabilisent. Les passagers se verticalisent de nouveau et ressurgissent de leurs cabines, un appareil photo autour du cou. On navigue dans les glaces. L'excitation bat son plein. La passerelle est en émulsion et ressemble à un énorme cockpit d'avion en lévitation au-dessus des nuages. C'est au tour du bateau d'être violent face aux éléments. Il use de ses quelques 4200 tonnes d'acier pour fendre la glace. Impitoyable. On entend craquer et frotter. Une bonne étoile nous conduit à franchir cette glace rapidement. Et nous voilà déjà dans la polynie, cette zone d'eau laissée libre par une banquise qui a débâclée exceptionnellement tôt. Elle nous donne accès au continent Antarctique : nous sommes le 15 novembre 2018 et nous voilà ! L'Astrolabe est aux pieds de Dumont D'Urville où il s'apprête à recevoir un accueil chaleureux et apprécié. Les opérations de déchargement et de ravitaillement sont un succès, elles s'effectuent rapidement sous un soleil qui rappelle à l'ordre sur le champ quiconque se serait abstenu de crème solaire. Le temps d'immortaliser la richesse des paysages et de la faune locale qui donnent de l'éclat aux pupilles. Une ou deux poses avec des manchots empereurs pour le panache et une raclette sur la banquise pour ajouter de l'exceptionnel à l'aventure. Il est temps de reprendre la mer. Terre Adélie : A bientôt ! »

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Les acteurs du monde maritime et naval réunis à Brest

Mise à jour : 29/11/2018 – Direction : Sirpa Marine

Le chef d'état-major de la Marine a participé à l'édition 2018 des Assises de l'économie de la mer, les 27 et 28 novembre, en présence des ministres Elisabeth Borgne, François de Rugy et Annick Girardin, respectivement ministres des Transports, de la Transition écologique et des Outre-mer.



Organisé par Ouest France et Le Marin, en partenariat notamment avec le Cluster maritime français, l'Institut français de la mer et la Marine nationale, l'événement rassemble chaque année l'ensemble de la communauté maritime française autour des défis et des enjeux du monde maritime.

Ainsi, plusieurs tables rondes se sont succédées, permettant d'évoquer l'apport de la défense maritime dans la recherche et les progrès industriels et civils, les formations du monde maritime ou encore l'évolution du maritime en Europe.

C'est lors de la première journée, consacrée à la recherche océanographique, à la sécurité maritime, au big data et à la numérisation du maritime, que le chef d'état-major de la marine est intervenu. Sur ce thème, il a rappelé que la France disposait d'« *une marine nationale à la pointe de l'innovation* ». L'amiral Prazuck a également souligné l'importance de disposer d'une marine capable de répondre aux enjeux maritimes futurs, à savoir, par exemple, assurer la protection des flux maritimes, gage de prospérité pour notre pays. En réunissant tous les acteurs du monde maritime, les Assises de l'économie de la mer témoignent du lien de plus en plus étroit entre défense et prospérité.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Charles de Gaulle : remontée en puissance du groupe aérien embarqué

<http://www.air-cosmos.com/> Actualité Défense Actualité Forces armées 30 nov. 2018 | Par Emmanuel Huberdeau



Le Charles de Gaulle se consacre actuellement à la qualification des pilotes © Emmanuel Huberdeau

Le groupe aérien embarqué (GAé) est de retour à bord du Porte-avions Charles de Gaulle après un an et demi de travaux de modernisation du bâtiment.

Depuis deux semaines, Rafale, Hawkeye, Dauphin et NH90 opèrent de nouveau à bord du porte-avions *Charles de Gaulle*. Le groupe aérien embarqué avaient été tenu éloigné de son porte-avions depuis la fin de l'année 2017 en raison de la refonte à mi vie du *Charles de Gaulle*. Durant cette période le GAé n'est pas resté inactif, les entraînements et les formations ont continué à Landivisiau, la mission Chesapeake a permis de s'entraîner avec l'US Navy et des Rafale ont été déployés en Jordanie dans le cadre de l'opération Chammal.

Mais il est nécessaire désormais de qualifier sur le *Charles de Gaulle* les jeunes pilotes et ceux qui ont été transformés du SEM (Super Etendard Modernisé) au Rafale. D'une part les pilotes doivent être qualifiés à l'appontage mais d'autre part ils doivent s'intégrer au fonctionnement du porte-avions.

L'entraînement à l'appontage débute à Landivisiau avec des Appontages Simulés Sur Pistes (ASSP). Sur la piste de la base aéronavale, les pilotes reproduisent strictement les procédures appliquées en mer sous le regard des officiers d'appontage. Ceux-ci déterminent si les pilotes sont prêts à se rendre sur le porte-avions pour participer à l'école de l'aviation embarquée et se qualifier à l'appontage de jour puis de nuit. Au total en raison du chantier de modernisation, ce sont 32 pilotes qui seront qualifié d'ici la fin de l'année 2019.

La modernisation du porte-avions s'accompagne d'une évolution du GAé. Celui-ci comprend désormais deux Dauphin « Pedro » (L'Alouette III n'est plus embarquée) et un NH90. Le Caïman Marine sera employé notamment pour la surveillance et la lutte au-dessus de la surface. Les « Pedro » devraient aussi voir leurs missions évoluer avec une plus grande implication dans les missions de surveillance.

Debut 2019 le Charles de Gaulle appareillera de nouveau avec son GAé, son état-major et son groupe aéronaval (Comprenant un bâtiment ravitailleur, des frégates et un sous-marin nucléaire d'attaque). Des entraînements seront réalisés pour qualifier l'ensemble du groupe aéronaval ouvrant la porte à un déploiement en mission au début du printemps 2019.

Retrouver prochainement dans Air & Cosmos un dossier complet sur l'aéronavale.

Mise en condition opérationnelle du Charles de Gaulle

Mise à jour : 30/11/2018 – Direction : Sirpa Marine

Après 18 mois d'arrêt technique, le *Charles de Gaulle* a repris la mer en septembre 2018 pour ses premiers essais techniques en Méditerranée. Début novembre, le porte-avions et son groupe aérien embarqué (GAé) ont entamé une phase cruciale de remontée en puissance avec leur stage de mise en condition opérationnelle (MECO), conduit par les entraîneurs des états-majors d'ALFAN et d'ALAVIA.

20 jours d'entraînements progressifs et d'exercices intensifs ont permis de qualifier l'ensemble des chaînes fonctionnelles du bord afin de vérifier l'aptitude de l'équipage à opérer sur l'ensemble du spectre des opérations aéronavales. Des postes de combat à la sécurité classique, de la conduite nautique au ravitaillement à la mer, des mesures de cyberdéfense au service courant, tous les domaines ont été abordés pour tester l'équipage et le qualifier dans sa reprise en mains du porte-avions.



Parallèlement à cette qualification de l'équipage du porte-avions, le GAé était présent à bord avec une vingtaine d'aéronefs¹, permettant d'entraîner et de qualifier les pilotes et équipes aéronautiques. Ainsi, les pontées des *Rafale Marine* et des autres aéronefs ont rythmé quotidiennement, de jour comme de nuit, ce stage MECO.



La remontée en puissance se poursuit actuellement à la mer avec l'École de l'Aviation embarquée (EAé) pour asseoir et monter en gamme les qualifications des jeunes pilotes. Parallèlement, les unités navales dans le rang : SNA, FREMM, FDA et BCR² s'entraînent activement en vue de leur intégration prochaine au sein du groupe aéronaval.

L'objectif final de cette remontée en puissance progressive et méthodique sera marqué par l'exercice FANAL début 2019. Celui-ci constitue l'exercice de synthèse « haut du spectre » du groupe aéronaval (GAN), préalable à son déploiement opérationnel.

1 Aéronefs embarqués : Rafale Marine, E2C-Hawkeye, Caïman Marine, Dauphin

2 SNA : sous-marin nucléaire d'attaque, FREMM : frégate multimissions, FDA : frégate de défense aérienne, BCR : bâtiment de commandement et de ravitaillement

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Le Groupe Otan sur les armements navals fête son 60^{ème} anniversaire à Paris

Mise à jour : 30/11/2018 – Direction : Sirpa Marine

La France a accueilli à l'occasion du salon Euronaval le *NATO Naval Armaments Group* (NNAG) et le *Military Committee Maritime Standardisation Board* (MCMSB) du 22 au 26 octobre à Paris.



Le NNAG, qui rassemble aujourd'hui 24 pays alliés et partenaires, est le principal moteur de l'Alliance en termes de coopération interalliée dans le domaine de l'armement naval. Au cours de son histoire, le NNAG a facilité le développement de plusieurs programmes de coopération, tels que le missile *Sea Sparrow*, l'hélicoptère NH 90 et le système de sauvetage sous-marin de l'OTAN (NSRS). Formé en 1958 le NNAG est aujourd'hui de retour sur le lieu où le groupe avait été constitué pour la première fois, il y a 60 ans.

Cet anniversaire particulier était également l'occasion d'une nouveauté dans l'histoire de l'OTAN : pour la première fois, le NNAG s'est réuni en séance conjointe avec le MCMSB pour explorer les synergies entre les communautés maritimes opérationnelles et d'armement respectives au sein de l'Alliance.

Le MCMSB étant l'autorité de tutelle déléguée pour la rédaction de la documentation tactique navale de l'OTAN, cette approche transverse vise à marquer le soutien de la France à l'Alliance dans sa quête d'une plus grande efficacité dans la définition de ses capacités maritimes futures.

Pour la Marine nationale, le rassemblement des deux comités à l'occasion d'un des plus grands salons navals à l'échelle mondiale a représenté une opportunité de promouvoir son savoir-faire tactique et technologique dans un domaine qui occupe particulièrement les réflexions stratégiques de l'Otan.



Entretien avec le contre-amiral Vaujour, sous-chef d'état-major « opérations aéronavales » de l'état-major de la marine

Amiral, quelle est l'ambition de la Marine nationale française dans le cadre de cette conférence ?

La Marine a pris l'initiative d'organiser cette réunion dans ce nouveau format afin d'encourager davantage le travail de réflexion transverse au sein de l'Alliance, permettant de dégager de meilleures performances, des réductions de coût et des gains de temps dans la préparation des capacités futures maritimes. L'organisation d'une réunion conjointe répond à cet objectif, en formant le vœu que cette initiative se perpétuera par la suite.

Amiral, dans quelle perspective s'inscrit cette conférence ?

Pour la Marine, le succès des opérations en coalition relève de l'interopérabilité avec ses partenaires principaux américains, européens et pays-tiers « *able and willing* », dont l'OTAN est un des plus grands facilitateurs. Cette conférence conjointe représente une occasion de promouvoir notre vision en matière d'approche capacitaire et permettra de prendre l'initiative sur les réflexions actuelles comme la lutte sous la mer et l'emploi futur des drones maritimes, sous-marins, de surface et aériens.

Pour en savoir plus : Alliance Atlantique - La Marine dans l'OTAN
<https://www.colsbleus.fr/articles/10374>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

c – Armée de l’Air

Embarquement de forces de sécurité vers l’île de La Réunion

Mise à jour : 27/11/2018 – Direction : Armée de l'air



Jeudi 22 novembre 2018, la base aérienne (BA) 110 de Creil a contribué à l’acheminement de passagers et de fret des forces de l’ordre métropolitaines vers l’île de La Réunion, théâtre d’affrontements.

Sur très court préavis, un équipage de l’escadron de transport 3/60 «Estérel» de la BA 110 a mis en œuvre un Airbus A340, soutenu par l’escadron de transit et d’accueil aérien. Ces deux unités ont œuvré à l’embarquement et à la projection de gendarmes et de policiers vers le territoire ultramarin.

Acheminer le personnel des armées ou des forces de l’ordre, évacuer des ressortissants de zones de conflit ou des victimes de catastrophes naturelles, sur préavis court et partout dans le monde font partie des missions opérationnelles des unités de l’Armée de l’air stationnées sur la base de Creil.

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Donnez des ailes à vos idées !

Mise à jour : 27/11/2018 – Direction : Armée de l'air

Du 22 au 24 novembre, les innovateurs de l’Armée de l’air étaient au rendez-vous à la cité de la Mode et du Design, quai d’Austerlitz (Paris XIIIe), pour présenter leurs projets et réalisations au forum innovation Défense (FID).



« *Ils ne savaient pas que c’était impossible, alors ils l’ont fait !* » C’est par cette citation de Mark Twain que Florence Parly, ministre des Armées, a inauguré la première édition du FID, jeudi 22 novembre 2018. Pendant trois jours, plus de 160 innovations développées et soutenues par le ministère des Armées ont été exposées à la cité de la Mode. Opération, communication, recrutement, sauvetage, préparation des forces, renseignement sont quelques-uns des nombreux domaines couverts par les innovations majeures que les aviateurs ont dévoilées lors du FID. « *L’innovation est inscrite dans l’ADN des aviateurs*, a rappelé le général Philippe Lavigne, chef d’état-major de l’Armée de l’air. *Je suis heureux de cette dynamique qui existe chez eux. Mon souhait est de la renforcer et de libérer les énergies.* » Puisant ses origines dans les besoins du terrain, l’innovation est nécessaire pour s’adapter et améliorer les conditions de travail au quotidien.



« Confrontés aux difficultés de communication lors d'opérations de recherche et de sauvetage, nous avons créé Helitracker, un dispositif de communication pour centraliser l'ensemble des demandes et des messages sous forme de « chat » (conversation numérique), explique le sergent-chef Thibaud, sauveteur plongeur à l'escadron d'hélicoptères 1/67 « Pyrénées ». Par simple pression sur une touche nous transmettons l'ensemble des informations au commandant de bord et à la chaîne de secours. » Grâce à cette application, l'ensemble des acteurs peut suivre l'évolution de la mission en temps réel grâce à la cartographie GPS et au « chat ».



Une bonne idée, un zeste d'audace et l'innovation est lancée. Depuis la base aérienne d'Évreux, l'adjudant Raphaël a mis en œuvre un module de sport opérationnel baptisé MOPS. « Le personnel déployé en opération extérieure ou dans des exercices sur le territoire n'a pas toujours des installations sportives à sa disposition, souligne-t-il. J'ai donc développé un module de sport projetable. Il s'agit d'une caisse de 110 kg facilement transportable grâce à ses quatre poignées et à sa roue. »



Pour la préparation des forces, les aviateurs de l'EPIGE (escadron de programmation et d'instruction de la guerre électronique) ont élaboré MISTIC, un simulateur de menace infrarouge. « MISTIC est un moyen d'entraînement au niveau des équipages pour se prémunir contre la menace des missiles sol-air à courte portée (SA7) très répandus sur les théâtres, notamment dans la bande sahélo-saharienne », détaille l'adjudant David de l'EPIGE. Dans le même domaine, le projet du capitaine François permet le rejeu en temps réel des exercices aériens. « Sur cet écran, vous pouvez suivre en direct la mission du jour de l'exercice « Volfa » qui se déroule à Mont-de-Marsan, indique le capitaine François. TACVIEW permet de fusionner les données en provenance des différents aéronefs. »



Lancé il y a une dizaine d'années à l'initiative des hommes du commando parachutiste de l'air n°10 (CPA 10), Alliance est une innovation en constante évolution. Ce logiciel permet, grâce à une intégration dans les aéronefs, dans les centres de commandement et de contrôle et sur le terrain, une numérisation totale de la chaîne d'appui aérien rapproché. Véritable creuset d'inventivité à des fins d'opération, le CPA 10 travaille à de nombreux projets. « Aujourd'hui, nous présentons deux projets concernant les minidrones, explique le sergent Lucas du CPA 10. Il s'agit d'un équipement pour adapter des charges utiles sur un drone (fumigène, trousse médicale, etc.) et du drone CORVUS, qui bénéficie d'un système de maintenance innovant (impression 3D). »



Dans un tout autre domaine, deux agents de recrutement du centre d'information et de recrutement des forces armées de Paris ont invité les visiteurs à un voyage virtuel à bord d'un Mirage 2000. *« On a reçu il y a une semaine le casque de réalité virtuelle que l'on va pouvoir utiliser sur les différents salons, explique le sergent-chef Christelle. C'est une façon ludique et immersive d'attirer de futurs prospects dans l'Armée de l'air. Nous espérons ainsi susciter plus de vocations. »*

Ces quelques projets auxquels nous nous sommes intéressé ne sont qu'une partie de l'ensemble des innovations exposées par des aviateurs pour cette première édition du FID.

« Les innovations dans l'Armée de l'air permettent d'exprimer le besoin des aviateurs, ajoute le général Lavigne. Grâce à l'agence de l'innovation, nous pouvons les accompagner. Le plus important, selon moi, est de réaliser ses projets, de mettre ses idées en application. Il faut sans cesse créer pour améliorer le quotidien ou l'opérationnel. »

Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

Comment l'armée de l'Air imagine son futur « système » de combat ?

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces aériennes, Technologie par Laurent Lagneau Le 30-11-2018



Le 29 novembre, le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général Philippe Lavigne, a dévoilé son « Plan de vol », c'est à dire un nouveau plan stratégique, dont les grandes lignes ont déjà été évoquées par Zone Militaire au début de ce mois.

Pour résumer, et afin de profiter de la dynamique de « remontée en puissance » insufflée par la Loi de programmation militaire [LPM] 2019-25, ce plan compte quatre grands objectifs, dont « maintenir une armée de l'Air puissante », « garantir la supériorité aérienne », « conserver un temps d'avance » et « cultiver les forces morales » tout en « libérant les énergies. » Il s'agit de répondre aux défis et aux menaces actuellement posés, comme la contestation croissante des espaces aériens et spatiaux, laquelle met en péril la liberté de manœuvre et d'action.

Aussi, « pour vaincre et protéger ensemble par les airs », le général Lavigne veut une armée de l'Air « puissante, audacieuse, agile et connectée ». L'accent sera donc mis sur les ressources humaines (toujours sous tension, les compétences des aviateurs étant à la fois rares et très prisées), l'innovation et l'ouverture vers le monde civil.

Quoi qu'il en soit, pour relever les défis qui lui sont (im)posés, l'armée de l'Air mise sur le Système de combat aérien futur [SCAF], qui fait l'objet d'une coopération franco-allemande, avec Dassault Aviation en pôle position.

« C'est par ce système de systèmes que nous pensons contrer la menace, pour saisir toutes les opportunités offertes, surtout pour les milieux dont l'accès nous est dénié », expliquait le CEMAA lors de ses dernières auditions parlementaires. Et de préciser : « Le projet de système de combat aérien futur sera déterminant et devra asseoir notre supériorité opérationnelle et aérienne sur le long terme. Il se construira non pas au fil de l'eau mais 'au fil de l'air', c'est-à-dire progressivement, au gré des évolutions des capacités qui le constitueront. »

En outre, selon le général Lavigne, le SCAF sera « construit autour d'une plateforme d'avion de combat, habité ou non, polyvalent, autour duquel nous placerons un certain nombre d'effecteurs, des drones, de combat ou non, et un armement. » Et la « connectivité sera le 'game changer' », avait-il assuré.

« Il faudra être plus rapide que l'adversaire. La capacité à gérer l'ensemble des données, à se voir présenter des solutions par l'intelligence artificielle et ainsi à pouvoir agir sera déterminante. La connectivité, la collaboration entre tous les acteurs, qu'il s'agisse de drones, de satellites ou de chasseurs, permettront de conserver notre supériorité opérationnelle », fit encore valoir le CEMAA.

Dans la vidéo de présentation de ce nouveau « Plan de vol » qu'il vient de présenter, une séquence illustre les propos du général Lavigne au sujet du SCAF, en montrant le profil que pourrait avoir le futur avion de combat de l'armée de l'Air.



Cela étant, cela ne présage en rien de l'allure qu'aura le démonstrateur de cet appareil. Et il faut bien comprendre [avant de commenter, ndlr] qu'il ne s'agit que d'une illustration. Toutefois, elle peut donner des éléments sur ce que cherche l'armée de l'Air pour le SCAF.

Ainsi, l'image en question montre un avion bi-réacteur [mais sans entrées d'air visibles], doté d'un empennage double en diagonale [comme les F-22, F-35 et Su-57] et d'ailes delta, ce qui lui fait un point commun avec le projet Tempest, que les Britanniques ont dévoilé à l'occasion du salon de Farnborough, en juillet.

Généralement, les concepts d'avions de combat de 6e génération dévoilés jusqu'à présent font l'impasse sur l'empennage double. Tel est le cas de Northrop Grumman, de Boeing, et même de Dassault Aviation, qui a donné un aperçu de ses travaux dans un film promotionnel diffusé en mai.

Autre élément intéressant : un pseudolite – c'est à dire un drone stratosphérique – figure parmi les systèmes qui devraient être reliés à l'avion de combat du SCAF. La LPM en cours de prévoit pas l'acquisition de tels appareils. Mais ce n'est pas la première fois qu'il en est question dans une publication officielle du ministère des Armées : le plan « Mercator » de la Marine nationale en fait aussi mention. Et il y a une offre dans ce domaine, avec le HAPS [High Altitude Platform System] Zephyr, développé par Airbus.

Ce type d'appareil « a pour vocation première de fournir une persistance locale à un coût abordable destinée à un vaste éventail d'applications, telles que la surveillance et les services maritimes, le contrôle des frontières, les communications, la détection et la surveillance des incendies de forêt ou la navigation. »

Enfin, il y a ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas. Et l'on constate qu'aucun drone de combat [UCAV] n'apparaît dans la séquence relative au SCAF, alors qu'un tel projet fait l'objet d'une coopération franco-britannique. Ou alors il devra être tellement furtif qu'on ne peut pas le voir... Mais comme la plateforme d'avion de combat pourra être « habitée ou non », sans doute que mettre au point un tel appareil ne serait pas pertinent... Mais, encore une fois, il faut se garder de toute conclusion hâtive. Les images ne valent pas toujours les discours.

Rencontre avec un officier de liaison du Centre national d'études spatiales

Mise à jour : 30/11/2018 – Auteur : Aspirant Jennifer Medeiros – Direction : Armée de l'air

Affecté au Centre national d'études spatiales (Cnes) à Toulouse depuis 2016, le lieutenant Maximilien occupe le poste d'officier de coordination de la composante spatiale. Rencontre avec un aviateur travaillant avec des civils dans une agence spatiale renommée.



Titulaire d'un diplôme d'ingénieur et d'un mastère spécialisé dans le domaine des sciences géographiques, Maximilien a décidé de s'engager dans l'Armée de l'air comme officier sous contrat afin de mettre ses compétences techniques au service de la nation.

Après sa formation militaire à l'École de l'air, il effectue un mois de formation au centre militaire d'observation par satellites de Creil, unité à laquelle il est rattaché avant de rejoindre le Cnes, établissement public sous la tutelle notamment du ministère des Armées, qui emploie environ 2500 personnes. Au sein d'une équipe de trois aviateurs dirigée par un commandant, il travaille au quotidien avec des civils. *«Sauf événement exceptionnel comme la visite d'une autorité militaire, nous ne portons pas l'uniforme pour faciliter notre intégration parmi les civils du Cnes. Nous ne mettons l'uniforme que pour des événements particuliers»*, explique le lieutenant.

En tant qu'officier de liaison, il fait l'interface entre les utilisateurs militaires des satellites d'observation de la Terre Hélios 2 et Pléiades, et le Cnes qui les met en œuvre. Lui et ses deux collègues aviateurs sont à la fois représentants de l'institution militaire auprès du Cnes et conseillers sur l'utilisation des systèmes spatiaux pour les armées. *«Outre notre rôle au sein des systèmes Hélios 2 et Pléiades, nous constituons un point de contact privilégié pour toutes les missions du Cnes pour le compte des armées»*, poursuit-il.

Tout au long de l'année, Maximilien et ses collègues aviateurs assurent une astreinte à tour de rôle. *«Les systèmes satellites sur lesquels nous travaillons sont actuellement dans une phase de leur vie qui connaît relativement peu de problèmes. Néanmoins, quand il y en a, ils peuvent être inédits et donc difficiles à résoudre. J'ai, par exemple, été confronté, peu de temps après mon lâché à poste, à une succession d'incidents techniques complexes qui ont eu des répercussions sur la mission opérationnelle et nécessité plusieurs interventions de nuit.»*

Très prochainement, le lieutenant va suivre une formation à Strasbourg dans le cadre de sa spécialité Renseignement. Son avenir ? Il est intéressé par des missions opérationnelles et souhaiterait partir en opération extérieure, tout en conservant le domaine spatial comme dominante. *«Le spatial est un secteur d'avenir, en plein essor, et j'aimerais beaucoup continuer à contribuer à son développement au sein des armées»*, conclut-il.

Paroles d'aviateurs, de quoi s'agit-il ?

Sur les 42 000 aviateurs que l'Armée de l'air compte aujourd'hui, 26 % exercent leur activité sur un site hors Armée de l'air. Ils ont des parcours atypiques, des métiers méconnus ou encore occupent des postes peu communs. Chaque mois, nous vous proposons de découvrir un nouveau témoignage d'aviateur engagé.

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

d – Gendarmerie Nationale

Les gendarmes et les policiers seront désormais anonymes lors du recueil de plaintes et de mains courantes

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 26 novembre 2018 A la une, Brèves, Société



Les gendarmes inscriront leurs numéros RIO sur les procès-verbaux (Photo DC/L'Esson)

Les gendarmes et policiers qui vont recueillir des plaintes et des mains courantes seront désormais anonymes !

L'assemblée nationale a en effet voté vendredi l'anonymisation des policiers et gendarmes recevant des plaintes et mains courantes.

Concrètement, seul le numéro de matricule figurera sur le procès-verbal ou la main courante. Le gendarme ou le policier sera identifié sur le procès-verbal au moyen de son numéro d'immatriculation administrative, sa qualité et son service ou unité d'affectation.

Le gouvernement était contre

Cette mesure réclamée par les enquêteurs, spécialement depuis le double meurtre d'un policier et de sa compagne à leur domicile de Magnanville (Yvelines) par un jihadiste en 2016 a été adoptée contre l'avis du gouvernement qui estime que l'extension de cette mesure aux mains courantes est excessive.



Nathalie Avy-Elimas

✓ [@avyelimas](#)

L'amendement que je portais avec ma collègue [@iflorennes92](#) a été adopté. Il vise à mieux protéger les fonctionnaires de police et leurs proches [#PJLJustice](#) [@Europe1](#) [@GroupeMoDem](#) <http://www.europe1.fr/societe/lassemblee-vote-lanonymisation-des-policiers-recevant-plaintes-et-mains-courantes-3806636> ...

14

00:49 - 26 nov. 2018 · Andilly, France

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)



L'Assemblée vote l'anonymisation des policiers recevant plaintes et mains courantes

SOCIÉTÉ - Contre l'avis du gouvernement, les députés ont élargi vendredi la possibilité pour les policiers et les gendarmes de ne pas être identifiés nommément lors de plaintes ou de mains...

[europe1.fr](#)

Jusqu'à présent, l'anonymisation était possible dans certains cas, notamment lors d'une enquête sur un crime ou un délit puni d'au moins trois ans d'emprisonnement.

La députée Nathalie Elimas (MoDem) et sa collègue Isabelle Florennes sont à l'origine de l'amendement adopté.

« Gilets jaunes » : engagement soutenu des forces de gendarmerie tout le week-end

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 26 novembre 2018 - Par la capitaine Céline Morin



Partout en France, les gendarmes ont été fortement mobilisés ce week-end, afin de garantir la viabilité des axes, maintenir un climat apaisé entre manifestants et usagers de la route, et intervenir, en cas de besoin, sur les points de

tensions. En Province, la plupart des rassemblements se sont déroulés dans le calme. - © Sirpa Gend - BRC F. Garcia

Ce week-end a de nouveau été marqué par la mobilisation des « Gilets jaunes » partout en France. Samedi, ce sont 35 500 militaires de la gendarmerie nationale qui ont été engagés afin de garantir la viabilité des axes, maintenir un climat apaisé entre manifestants et usagers de la route, et intervenir sur les points de tensions.

Samedi, quelque 1 020 actions ont été répertoriées en zone gendarmerie sur l'ensemble du territoire, dont 34 sur l'île de la Réunion, dans le cadre du mouvement des « Gilets jaunes ». Parmi elles, 125 points de blocages de péages, d'axes, de centres commerciaux et autres points névralgiques.



© Sirpa Gend - BRC F. Garcia

Afin de concilier droit à manifester et liberté de circuler, la gendarmerie a mobilisé près d'un quart de ses effectifs (gendarmes départementaux, mobiles et réservistes), dont quatorze escadrons de gendarmerie mobile à Paris, en appui de la préfecture de police, et près de 600 gendarmes sur l'île de La Réunion.

La plupart des rassemblements se sont déroulés dans le calme en province, où une quarantaine d'incidents ont toutefois nécessité l'intervention des forces de gendarmerie. La manifestation parisienne a, en revanche, dégénéré en théâtre de violences urbaines, donnant lieu à des affrontements entre une frange radicale de manifestants et les forces de l'ordre.



À Paris, où quatorze escadrons de gendarmerie mobile étaient déployés, en appui de la préfecture de police, la manifestation a dégénéré en théâtre de violences urbaines, donnant lieu à des affrontements entre une frange radicale de manifestants et les forces de l'ordre. © Sirpa Gend - MAJ. F. Balsamo



À Paris, où quatorze escadrons de gendarmerie mobile étaient déployés, en appui de la préfecture de police, la manifestation a dégénéré en théâtre de violences urbaines, donnant lieu à des affrontements entre une frange radicale de manifestants et les forces de l'ordre. © Sirpa Gend - MAJ. F. Balsamo

Mobilisation plus faible dimanche

Bien qu'en net recul, la mobilisation s'est poursuivie ce dimanche avec 647 actions disséminées à travers le territoire, dont 21 sur l'île de la Réunion et 31 blocages de sites stratégiques. 10 500 gendarmes étaient toujours engagés, notamment à La Réunion, où l'on observe toutefois une accalmie. Le couvre-feu a d'ailleurs été levé ce dimanche.



Samedi, près de 600 gendarmes ont été mobilisés sur l'île de la Réunion pour faire face aux nombreuses actions des manifestants. © GTG Rennes



Samedi, près de 600 gendarmes ont été mobilisés sur l'île de la Réunion pour faire face aux nombreuses actions des manifestants. © GTG Rennes

396 interpellations, 252 gardes à vue, 74 gendarmes blessés depuis le 17 novembre

Ce week-end, le dispositif mis en place a permis d'effectuer 179 interpellations en zone gendarmerie, dont 76 ont conduit à un placement en garde à vue. Au total, depuis samedi 17 novembre, on dénombre 396 interpellations et 252 gardes à vue.

Douze gendarmes ont été blessés ces deux derniers jours, dont cinq à Paris, portant à 74 le nombre de blessés dans nos rangs depuis le début du mouvement.

Dans un message envoyé samedi soir à toutes les unités engagées sur les actions "gilets jaunes", le directeur général de la gendarmerie a tenu à remercier les gendarmes de tout statut pour leur engagement et leur professionnalisme.

Une nouvelle vedette pour la brigade fluviale de gendarmerie de Conflans-Sainte-Honorine

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 27 novembre 2018 - Par la capitaine Céline Morin



Conçue pour répondre aux besoins opérationnels du terrain, "la Vigilante" est dotée d'une coque de douze mètres en aluminium, matériau réputé pour sa durabilité et sa résistance dans le temps, ainsi que des meilleurs équipements. -
© Brigade fluviale de gendarmerie de Conflans-Sainte-Honorine

Officiellement baptisée le 22 novembre dernier, "La Vigilante" permettra aux gendarmes de la brigade fluviale de Conflans de démultiplier leur action, de jour comme de nuit, sur les voies d'eau les plus stratégiques de la plaque parisienne.

La brigade fluviale de gendarmerie de Conflans-Sainte-Honorine, subordonnée au Commandement de la gendarmerie des voies navigables (CGVN), vient d'être dotée d'une vedette neuve, officiellement inaugurée le 22 novembre, en présence de nombreuses autorités.

« La Vigilante », ainsi qu'elle a été baptisée, a vocation à optimiser le contrôle des flux de bateaux (commerce, hydrocarbure, croisières fluviales et plaisance) en cours de navigation.

Conçu pour répondre aux besoins opérationnels du terrain, ce bateau de douze mètres de long est doté d'une coque en aluminium, matériau réputé pour sa durabilité et sa résistance dans le

temps, ainsi que des meilleurs équipements. D'une capacité de douze personnes, il permettra aux gendarmes de la brigade fluviale de Conflans de démultiplier leur action, de jour comme de nuit, sur les voies d'eau les plus stratégiques de la plaque parisienne (Seine et Oise), dans des conditions de sécurité optimales.

La gendarmerie au cœur des mobilités fluviales

Qu'il s'agisse de transport de marchandises ou de passagers, la navigation fluviale revêt une importance significative en Europe, où elle est assurée par un réseau de canaux aménagés et de fleuves navigables de près de 20 000 kilomètres.

Avec 8 500 km de voies navigables, dont 2 000 km à grand gabarit voués prioritairement au transport de marchandises, la France dispose du premier réseau fluvial d'Europe, ainsi que d'une flotte fluviale constituée de 1 089 bateaux. L'essentiel de l'activité se concentre sur le bassin Seine-Oise, qui capte à lui seul 63% du trafic national. À terme, cette place devrait encore se renforcer avec la mise en service du canal Seine Nord/Europe qui aboutira dans la Seine depuis l'Oise à Conflans-Sainte-Honorine.

Bien que faible par rapport à l'ensemble du trafic terrestre national, la part du transport fluvial est en augmentation en France. D'où l'importance d'y assurer un contrôle des flux et d'en garantir la sécurité, à l'instar de ce qui est fait sur les réseaux terrestres.

Pour répondre à ce besoin et structurer l'action de la gendarmerie dans le domaine fluvial, la gendarmerie a créé le CGVN. Désormais, l'action des treize brigades fluviales gendarmerie s'inscrit ainsi dans une logique de coordination par bassin. Dans cet esprit, depuis 2013, le CGVN exerce d'ailleurs le commandement opérationnel des unités de Rouen et Conflans.

L'empreinte olfactive, ou comment confondre un suspect grâce à son odeur

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 29 novembre 2018 - Par Céline Morin



L'IRCGN a su développer une méthode pour prélever et identifier des molécules présentes dans l'empreinte olfactive.
- © Sirpa Gend - BRC F. Garcia

De nombreuses études ont démontré la fiabilité de la capacité olfactive des chiens quant à l'identification d'un individu grâce à son odeur. Toutefois, leur incapacité à témoigner ne permet pas d'utiliser cette trace olfactive devant les tribunaux. Identifier un suspect grâce à son odeur, c'est donc le défi que s'est fixé l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale, en partenariat notamment avec l'École supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris.

Il est une trace que les criminels, quelles que soient les précautions qu'ils prennent, ne peuvent éviter de laisser derrière eux : leur odeur. Pour les scientifiques, il s'agit d'une signature chimique corporelle, ou empreinte olfactive, constituée de centaines de composés organiques volatils, déterminés pour partie par le patrimoine génétique de chaque individu, mais aussi par des paramètres tels que l'environnement ou l'alimentation, auxquels s'ajoutent des facteurs extérieurs tels que les produits cosmétiques.

Un individu possède donc une odeur qui lui est propre. Cette trace olfactive, tout comme les résidus d'ADN prélevés sur une scène de crime, peut ainsi permettre de l'identifier ; ce dont sont d'ailleurs capables les chiens grâce à leur flair. Toutefois, en dépit de la fiabilité reconnue de la technicité cynophile, celle-ci, au regard de l'incapacité des chiens à témoigner, ne permet pas de constituer un élément probant dans le cadre d'une procédure judiciaire.

C'est pourquoi, en France, l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN), en partenariat avec le Laboratoire Sciences Analytiques, Bioanalytiques et Miniaturisation (LSABM) et l'Équipe de Statistique Appliquée (ESA) de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris (ESPCI Paris), s'est lancé un défi de taille : développer un process analytique complémentaire à l'action des chiens, de façon à donner à l'empreinte olfactive la force probante nécessaire à une identification formelle au cours d'un procès.

Mise au point de techniques analytiques et statistiques

Les scientifiques de l'IRCGN se sont attachés dans un premier temps à mettre en place des méthodes innovantes de prélèvement de l'odeur, que ce soit directement sur une personne ou indirectement, par aspiration de l'air ambiant, sur la scène de crime, en minimisant au maximum les possibilités de contaminations extérieures. Leurs travaux ont été conduits avec le souci permanent de réaliser, à terme, un kit de prélèvement peu coûteux et relativement simple d'utilisation pouvant être intégré dans la mallette de travail des techniciens en identification criminelle. Ils ont ensuite mis au point des techniques d'analyses chimiques et de traitement statistiques des données.

Les outils développés sont aujourd'hui potentiellement transposables sur le terrain. Mais avant cela, ils doivent encore être validés et testés en partenariat avec les maîtres de chiens. Car les chercheurs sont formels sur ce point : ce projet n'a pas vocation à se substituer aux équipes cynophiles, mais bien d'apporter des éléments de preuve complémentaires.

Un intérêt pour la recherche médicale

Ces travaux de recherches dépassent largement le domaine des sciences forensiques. En effet, l'identification des molécules chimiques sécrétées par le corps présente également un intérêt majeur pour le corps médical, notamment dans les phases de diagnostic de certaines maladies.

Des médecins travaillant sur les cancers du poumon et du sein ou encore sur la maladie de Lyme se sont donc rapprochés de l'IRCGN pour effectuer des tests exploratoires en vue d'identifier les molécules caractéristiques d'une pathologie et, à terme, d'équiper des nez électroniques à même d'apporter des informations complémentaires dans le cadre des dépistages. Des collaborations ont ainsi été entreprises avec l'Institut Curie, l'hôpital universitaire Raymond Poincaré de Garches et l'hôpital Foch.

L'inquiétant manque de crédits pour l'immobilier des gendarmes

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 28 novembre 2018 A la une, Vie des personnels Gabriel Thierry.



La cité-jardin Delpal, à Satory (Yvelines), l'un des points noirs du logement des gendarmes (Crédit photo: L'Essor)



Le Sénat (Photo MG/L'Essor)

Fenêtres de mauvaise qualité, humidité, insalubrité... Le problème du mal-logement des gendarmes est malheureusement bien connu. Année après année, des rapports parlementaires dénoncent la dégradation du parc immobilier mais restent sans effet. Deux sénateurs, Philippe Paul (LR, Finistère) et Yannick Vaugrenard (PS, Loire-Atlantique), sonnent à nouveau l'alerte sur ce sujet crucial pour les militaires.

Dans leur rapport pour avis sur les crédits de la Gendarmerie, dont *L'Essor* a eu copie, ces deux élus expliquent comment le patrimoine immobilier de l'Arme est devenu le parent pauvre de ses finances. *“L'immobilier a servi de variable d'ajustement du budget depuis plusieurs années, les*

prises en réserve portant généralement sur ce poste budgétaire en raison du caractère relativement 'indolore' à court terme de cette pratique", analysent-ils.

Budget serré



Une fenêtre d'un logement de gendarme en mauvais état (Crédit photo:DR).

En clair, pour ces deux élus, il a été plus facile de couper dans les crédits destinés à l'immobilier que dans d'autres postes de dépenses de l'Institution. Une tendance accrue par des budgets de plus en plus serrés. L'année 2018 a par exemple été très compliquée pour les comptables de la Gendarmerie. Pour équilibrer ses comptes, l'Arme a dû sabrer dans sa réserve opérationnelle et retarder l'entrée en écoles.

Mais aujourd'hui, estiment les deux sénateurs, l'écart entre les besoins réels et les dépenses immobilières est en train de devenir dangereusement préoccupant. Les gendarmes estiment qu'ils leur faudrait environ 300 millions d'euros par an, dont 100 millions pour la maintenance, pour remettre d'équerre leur parc immobilier.

Une somme à comparer aux crédits accordés pour l'année prochaine, qui atteignent 108,9 millions d'euros grâce au plan de réhabilitation de l'immobilier domanial qui s'étale sur les années 2015-2020. La conséquence de sous-investissement chronique, c'est le vieillissement des logements des gendarmes.

"La dégradation du parc immobilier domanial a été constante au cours des dernières années, avec un âge moyen de 45 ans pour les logements, contre 25 ans pour les logements locatifs", dénoncent les deux sénateurs. L'essentiel des 75.000 logements de la Gendarmerie font partie de son parc domanial (64.000), le solde se partageant entre logements individuels en bail hors caserne (9.600) et dans des ensembles immobiliers locatifs (1.800).

Des "points noirs"

L'Arme arrive toutefois à rénover 4.000 logements par an. En ce moment, les spécialistes du bâtiment s'activent par exemple du côté d'Auxerre (caserne Les Clairions), de Nanterre (caserne Rathelot) et de Drancy (Seine-Saint-Denis, caserne Pichard). La livraison du chantier dans l'Yonne est attendue pour le premier trimestre de 2019. Les 658 logements de la caserne Pichard, touchés par des problèmes de chauffage ou de réseau, débiteront également en 2019.

Un effort bienvenu mais qui se révèle aujourd'hui insuffisant. Le manque de crédits conduit la Gendarmerie à une inquiétante gestion de l'insalubrité des logements. L'Arme est *"désormais confrontée à des 'points noirs' (notamment Nanterre, Melun et Satory) que le plan d'urgence relatif à la maintenance des logements peut contenir sans toutefois y remédier en profondeur",* soulignent les sénateurs. En témoigne l'édition de décembre de notre magazine, avec un dossier consacré aux logements vétustes de la Gendarmerie. Une plaie de plus en plus douloureuse dans l'Arme.

La procédure pénale se prépare à dire adieu au papier

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 29 novembre 2018 A la une, Société Gabriel Thierry



Fichiers, messageries, rédaction des procédures: en quarante ans, l'ordinateur s'est imposé partout (crédit photo: GT / L'Essor).

On commence à en savoir un peu plus sur l'expérimentation de la procédure pénale numérique. Ce projet commun aux ministères de la Justice et de l'Intérieur va devenir une réalité en 2019. Les juridictions d'Amiens et de Blois, des sites de taille moyenne, vont en effet tester la fin du papier. Selon le syndicat de police Alliance, les tests pourraient commencer en avril à Amiens et en septembre à Blois.

Fin du papier

Pour les enquêteurs de la Gendarmerie et de la Police, la procédure pénale numérique pourrait être prometteuse. Il s'agit de mettre fin à l'obligation d'imprimer les actes de l'enquête : seule leur version imprimée a aujourd'hui valeur probante. Cela pourrait être une petite révolution pour ces services qui consomment aujourd'hui de grandes quantités de papiers. Sans compter la question de la gestion des envois et des archives.

La fin de l'ancien monde du papier sera demain possible grâce à la signature dématérialisée, à la mise en place d'une transmission sécurisée et d'un système d'archivage. Concrètement, les deux ministères à la manœuvre, l'Intérieur et la Justice, vont par exemple travailler sur l'ergonomie de certains logiciels – comme celui de la Police nationale – ou sur le transfert des films ou photos à valeur probante – la dématérialisation devrait pouvoir (enfin) sonner le glas du transfert par CD-ROM.

Les spécialistes chargés du dossier, le magistrat Haffide Boulakras et le préfet Stéphane Rouvé, espèrent que l'utilisation d'outils numériques sera à l'origine d'une "*procédure pénale plus simple*". Reste à convaincre les utilisateurs des réelles avancées permises par ce projet. Promis, expliquent les deux hommes lors de deuxième édition du "VendômeTech", ce jeudi 29 novembre, il ne s'agit pas de construire une "*cathédrale numérique*", en clair une usine à gaz. Ainsi, il n'y aura pas, par exemple, de logiciel unique, mais des améliorations de différents outils. Un signal est à ce sujet plutôt rassurant : l'équipe chargée de travailler sur ce projet réunit les futurs utilisateurs : des policiers, gendarmes, magistrats et greffiers.

Les cybergendarmes et le service de renseignement Tracfin se rapprochent

Accueil / A la une / <https://lessor.org/> 29 novembre 2018 A la une, Société Gabriel Thierry



Le ministère de l'économie et des finances (Crédit photo: Fred Romero / Flickr).



La casquette du Centre de lutte contre les criminalités numériques (C3N) (Crédit photo: GT/L'Essor).

Les gendarmes s'investissent de plus en plus dans le renseignement. Après l'arrivée de gendarmes à la direction générale de la sécurité intérieure, annoncée cet été, c'est cette fois-ci Tracfin, le service de renseignement de Bercy, qui déclare se rapprocher des militaires.

Le service de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme l'explique en effet dans son rapport annuel sur les tendances et risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Dans ce document publié ce mardi 27 novembre, ce service du premier cercle de la communauté du renseignement français signale vouloir renforcer ses liens avec les cyberdouaniers et les gendarmes du Centre de lutte contre les criminalités numériques (C3N).

Plus précisément, Tracfin vient de mettre en place, au mois de juin 2018, une nouvelle division d'enquête spécialisée sur la cybercriminalité financière. Les enquêteurs de cette division sont chargés d'analyser les transactions en crypto-actifs, par exemple la monnaie virtuelle bitcoin. A charge pour eux de travailler avec les services français en pointe sur ce sujet, les douanes et les gendarmes du C3N. L'intérêt des militaires de cette unité pour les cryptomonnaies est connu.

Ainsi, le nouveau chef du C3N, le colonel Jean-Dominique Nollet, avait cité à la rentrée 2018 les cryptomonnaies dans les sujets prioritaires de l'unité aux côtés de la lutte contre la radicalisation, le darknet, les armes et le piratage.

Ces crypto-actifs, ajoute Tracfin, *“présentent des risques élevés en matière de fraude et de blanchiment de capitaux par leur opacité et l'anonymat engendré, blanchiment de fraude fiscale, exercice illégal de la profession d'intermédiaire en opérations de banque et de services de paiement, escroqueries (manipulations de cours, sites frauduleux d'investissements en bitcoins)”*. L'année dernière, Tracfin, dirigé par le magistrat Bruno Dalles, a en tout réalisé 12.518 enquêtes. Le service a transmis 1.725 à différentes administrations et 891 à l'autorité judiciaire.

« Gilets jaunes » : le ministre de l'Intérieur en Gironde à la rencontre des forces de sécurité mobilisées

Accueil Actualités <https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/> 30 novembre 2018 - Par la Région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine



Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, est allé à la rencontre des forces de sécurité intérieure, gendarmes, policiers et pompiers, engagées depuis 12 jours sur les opérations de maintien de l'ordre liées au mouvement des "gilets jaunes". - © CABCOM RGNA - Sandrine Levron

Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, est allé à la rencontre, ce jeudi 29 novembre, des forces de sécurité engagées depuis 12 jours sur les opérations de maintien de l'ordre liées au mouvement des « Gilets jaunes ».

Après avoir rencontré, dans la nuit de mercredi à jeudi, des militaires d'active et de réserve du groupement de gendarmerie départementale de la Gironde, le ministre de l'Intérieur s'est rendu jeudi matin au péage de Virsac (A10), sur lequel les gendarmes départementaux et mobiles sont fortement engagés afin d'assurer la libre circulation des automobilistes.

Christophe Castaner s'est entretenu avec les commandants des unités de gendarmerie départementale et mobile. Remerciant les personnels pour leur professionnalisme, il a rappelé qu'« il n'y a pas de liberté sans ordre public. Vous êtes l'ordre public ! »

Le ministre a ensuite rejoint des représentants de l'ensemble des forces de sécurité qui ont contribué au maintien de l'ordre en Gironde au cours de ces derniers jours.

Il a échangé avec les principaux responsables opérationnels, avec pour la gendarmerie : le général de corps d'armée Jean-Pierre Michel, commandant de région, le colonel Jean-Christophe Sintive, commandant le groupement de la Gironde et le colonel Jean-Baptiste Félicité, commandant la section de recherches de Bordeaux pour le volet judiciaire. L'occasion de souligner l'indispensable complémentarité des forces.

Devant une délégation de quelque 200 gendarmes, policiers et pompiers, Christophe Castaner a réitéré ses sincères remerciements : « Je suis fier de votre courage, de votre dévouement, de votre résilience. Je suis fier d'être votre chef ! »



Christophe Castaner

✓ [@CCastaner](#)

J'ai passé la nuit en Gironde avec nos policiers et gendarmes qui sont insultés, agressés, blessés depuis 11 jours.

J'ai rencontré ce matin ces salariés de Vinci, qui ne gagnent pas des fortunes, traumatisés par l'attaque du péage de Virsac.

C'est aussi ça la réalité.

[791](#)

[00:54 - 30 nov. 2018](#)

e – Service de Santé

Innovation : l'Irba met au point un prototype pour améliorer la sécurité des plongeurs militaires

Mise à jour : 29/11/2018 – Direction : DCSSA

Parce que des accidents de plongée touchent régulièrement le personnel militaire, l'Institut de recherche biomédicale des armées (Irba) a développé un dispositif qui avertit le plongeur et son binôme en cas de risque d'accident.

Les plongeurs militaires fournissant des efforts physiques et ventilatoires importants, ils s'exposent à un type d'accident particulier : l'œdème pulmonaire d'immersion.

De quoi s'agit-il ?



L'œdème pulmonaire d'immersion est principalement consécutif à un exercice physique en immersion associé à un effort ventilatoire important. C'est l'association des deux qui va créer une congestion vasculaire pulmonaire. Cette congestion peut se révéler fatale. Or, ces dernières années on observe une augmentation de la prévalence de cet œdème pulmonaire d'immersion. Cela s'explique notamment par le fait que cet accident est mieux connu et ses symptômes mieux identifiés.

Afin de réduire ce risque chez les plongeurs militaires, il est essentiel de pouvoir mesurer les principales variables physiologiques lors de la plongée. À ce jour, seuls quelques modèles d'ordinateurs de plongée civils enregistrent la fréquence cardiaque du plongeur et uniquement celle-ci. Le médecin en chef Olivier et l'ingénieur d'études et de fabrication Bruno, de l'équipe résidente de recherche subaquatique opérationnelle de Toulon, ont donc eu l'idée d'un prototype qui permet des mesures plus complètes : le pneumo-barotachographe (PBO).

Comment ça marche ?



Le prototype se monte sur tout type d'appareil respiratoire, civil et militaire. Il peut être utilisé pendant 24h, jusqu'à 100 m de profondeur. Il enregistre l'ensemble de données respiratoires (pression thoracique différentielle, débit et fréquence ventilatoires), fréquence cardiaque, intensité du palmage et conditions environnementales (profondeur d'immersion, température, inclinaison du plongeur). Toutes ces informations sont accessibles immédiatement au cours de la plongée. **Lorsqu'une ou plusieurs variables dépassent un seuil prédéfini, une alarme sonore et visuelle se déclenche et avertit le plongeur et son binôme.** Le militaire peut ainsi réagir afin d'éviter un accident.

En savoir plus :

Les améliorations suivantes sont en cours de développement :

- miniaturisation et intégration dans un ordinateur de plongée porté au poignet ;
- meilleure définition des seuils d'alerte ;
- mesures de la pression partielle des gaz inspirés et expirés.

La création de cet outil correspond à une recommandation du Bureau Enquête Accidents Défense-mer (BEAD-mer) et de la division expertise et stratégie santé de défense (DIV ESSD) de la direction centrale du SSA. Ce prototype, financé par la mission innovation participative (MIP) a été finalisé en 2018.



Plongée



Phase de test du prototype par les plongeurs

Droits : © Service de santé des armées

f – Renseignement

g – Cybersécurité

Exclusif : Français, Américains, Russes et Chinois parlent cyberguerre offensive à Paris

<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> 29 Novembre 2018 à 10h39 Par Jean-Dominique Merchet

Les spécialistes de la lutte offensive de ces grandes puissances veulent éviter les situations de crise grave entre elles, qui concerneraient leurs intérêts stratégiques et vitaux.

Selon nos informations, une réunion très discrète se tient actuellement à Paris, de mardi à jeudi, dans une enceinte militaire. Elle réunit des représentants de différents services français, américains, russes et chinois, tous impliqués dans des capacités de cyberguerre offensive pour leur pays. Il s'agit de définir une sorte de « traité de Westphalie » entre ces puissances, afin d'éviter des situations qui pourraient conduire à des crises graves. C'est de « l'évitement », selon les spécialistes - des mécanismes de déconfliction comme il en existe dans le domaine aérien.

Il ne s'agit donc pas de parler « fakenews », mais bien de situation où les intérêts stratégiques, voire vitaux, des Etats impliqués seraient concernés. Dans la doctrine française, les intérêts vitaux relèvent de la dissuasion nucléaire.

« En matière cyber, il est assez facile de se faire passer pour un autre » explique un bon connaisseur du dossier. « C'est la raison pour laquelle la France est toujours prudente en matière

d'attribution » des attaques cyber, contrairement aux Américains et aux Britanniques. A Paris, on souhaite « éviter la politisation » de ces questions qui consiste à « attribuer parfois un peu rapidement et de manière délibérée ». Les services français sont également soucieux de « protéger nos capacités réelles de détection », qu'une attribution trop détaillée permettrait de dévoiler.

Organisée avec l'aval de l'Elysée, cette réunion, dont l'accueil est assuré par le Conseil supérieur de la formation et de recherche stratégique, est en préparation depuis des mois. Les participants n'envisageaient pas qu'elle puisse se tenir ailleurs qu'à Paris.

La France dispose de capacités offensives, notamment au sein du Cybercommand pour ce qui relève des missions dévolues aux armées, ainsi qu'au sein de la Direction technique de la DGSE.

h – Service du commissariat des armées

ATLAS-EUREKA primé au Forum innovation défense !

Mise à jour : 26/11/2018 – Auteur : sca – Direction : sca

Le 1^{er} Forum innovation défense - organisé du 22 au 24 novembre 2018 à la Cité de la mode et du design à Paris 12 - a distingué le Commissariat des armées pour son projet ATLAS-EUREKA.

Co-piloté par le SCA et le CICOS, ce projet a reçu le prix Relations Usagers.

ATLAS-EUREKA associe un espace physique à une interface digitale avec un objectif : faciliter l'accès au soutien du personnel du MINARM et de leur famille :

- Les espaces ATLAS sont des espaces multiservices, à la fois modernes et conviviaux, qui proposent toute une gamme de services adaptés à l'unité soutenue ;
- Le portail digital EUREKA est un portail - accessible sur Intradef et depuis récemment sur Internet - qui regroupe l'ensemble des prestations de soutien, permettant au soutenu de suivre l'avancée de ses dossiers en ligne.

Une belle reconnaissance pour un concept qui implique – au-delà de l'équipe projet - l'ensemble du Commissariat des armées !



Sources : SCA Droits : sca

Trophées de la commande publique 2018 : la Plateforme Achats Finances Sud-Est récompensée !

Mise à jour : 26/11/2018 – Auteur : sca – Direction : sca

Le 22 novembre dernier, lors du salon des Maires et des collectivités locales à Paris, la Plateforme Achats Finances Sud-Est s'est vue décerner le Prix « Performance de l'achat » par la secrétaire d'Etat chargée de la Transition écologique.

Une belle récompense pour un projet unique : la PFAF SE est en effet parvenue à fédérer dans un accord-cadre 18 PME sur tout le territoire afin de délivrer des fournitures de bureau à l'ensemble du ministère des Armées, soit 266 000 agents.

Félicitations à la Plateforme Achats Finances Sud-Est !



Sources : SCA Droits : sca

i - Service des essences des armées

j - Service d'infrastructure de la défense

k - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

FORCES ARMÉES AUX ANTILLES (FAA)

FAA : partenariat militaire à Curaçao avec les marins néerlandais

Mise à jour : 28/11/2018

Du 29 octobre au 16 novembre, le 33^e Régiment d'Infanterie de Marine a déployé deux sections auprès des forces armées néerlandaises à Curaçao. L'objectif de cette mission était d'entretenir l'interopérabilité entre les Forces armées aux Antilles (FAA) et les forces armées des Pays-Bas dans la mer des Caraïbes, à travers un entraînement au combat et au tir.

Bénéficiant des infrastructures sur place, français et néerlandais ont procédé à des entraînements au tir sur toutes les armes disponibles : Colt C7, Mag58, Mac 50 et FAMAS.

Les soldats ont également participé à l'Amphibious Team Competition, du 7 au 9 novembre, à Willemstad. Ce challenge tactique a regroupé 200 militaires dont des Marines néerlandais, la milice de Curaçao et un détachement de la Marine néerlandaise de Sint Maarten. Des épreuves de marche, course, de nage, de navigation à la rame, de franchissement et de de tir départageaient les équipes. A l'arrivée, le détachement français a décroché la 3^e place.

La dernière semaine a mis la compagnie dans les conditions d'une opération extérieure dans le cadre de laquelle il s'agissait de mener une phase d'infiltration offensive dans le cadre d'un dispositif de groupement tactique interarmes.

Les échanges d'unité entre les forces françaises et néerlandaises aux Antilles se déroulent selon un rythme biannuel. Les années impaires, deux sections néerlandaises viennent en Martinique suivre un stage d'aguerrissement, tandis que les années paires, une unité française est conviée pour un entraînement par les forces néerlandaises.

Les 1 000 militaires des FAA garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis les départements de la Martinique et de la Guadeloupe. Ils constituent un dispositif interarmées de premier plan sur le théâtre Caraïbe, en coordination avec les forces armées en Guyane. Aux Antilles, les forces armées assurent des missions de souveraineté et de coopération régionale, et conduisent trois missions spécifiques : l'action de l'Etat en mer, sous l'autorité du délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer afin de combattre efficacement le narcotrafic en mer et de coordonner la mise en œuvre des plans

d'urgence en mer ; le secours aux populations en cas de catastrophes naturelles ou de situations humanitaires graves dans la zone ; la participation à une opération militaire dans un environnement national ou multinational comme à une évacuation de ressortissants.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

FAZSOI : déploiement d'un détachement d'instruction technique à Madagascar

Mise à jour : 26/11/2018

Du 21 septembre au 3 octobre, un détachement d'instruction technique (DIT) a été déployé au profit du 2e Régiment des forces d'intervention (2e RFI) de l'armée malgache.

Composé de neuf légionnaires et d'un médecin du détachement de Légion étrangère de Mayotte, ce DIT a permis de développer et d'exploiter un long travail de formation initié en 2014. Pédagogie du sport et secourisme, formation au combat en zone urbaine pour les cadres et enfin création d'un groupe de tireurs de précision étaient au programme de cette formation.

Ces instructions constituent une réelle plus-value opérationnelle pour les militaires malgaches qui seront engagés prochainement dans des opérations intérieures de lutte contre les narcotrafiquants et les voleurs de zébus qui déstabilisent l'île.

Les FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Elles constituent le point d'appui principal dans la zone océan Indien pour lutter contre les menaces régionales, telle que la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FAZSOI : Stage d'aguerrissement tropical pour les « Requins » à La Réunion

Mise à jour : 27/11/2018

Du lundi 08 au jeudi 25 octobre 2018, 48 « Requins » du 8^e Régiment de parachutiste d'infanterie de Marine ont suivi un stage au Centre d'aguerrissement tropical de La Réunion, afin d'acquérir des techniques commandos particulières adaptables à une section d'infanterie.

Durant trois semaines, les stagiaires, encadrés par dix instructeurs et soutenus par un détachement de pilotes, ont enchaîné les activités : navigation en baie de Saint-Paul, parcours aérien nautique au Cap La Houssaye, piste d'audace collective à la Plaine des Cafres, simulation de combats dans la région de Saint-Gilles, ainsi que franchissements de ravines.

Ce stage d'aguerrissement devait endurcir les stagiaires, renforcer la cohésion des sections et initier les cadres au commandement dans la difficulté. En fonction du niveau atteint, les stagiaires ayant réussi les épreuves ont reçu un brevet bronze, argent ou or, reconnu par le Centre national d'entraînement commando (CNEC). Ils ont excellé : 39 d'entre eux ont obtenu l'or, 7 l'argent et 2 le bronze ; des résultats records, encore jamais obtenus.

Les FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Elles constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre des menaces régionales, telles que la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Forces de Présence

FORCES FRANÇAISES A DJIBOUTI (FFDj)

FFDJ : L'école du désert de deux jeunes soldats

Mise à jour : 27/11/2018

Les 1^{ère} classe Léo et Adrian, en mission de courte durée au 5^e Régiment d'interarmes d'outre-mer (5^e RIAOM), ont participé à l'école de poste interarmes, dite école du désert, du 16 au 27 septembre. Onze jours intenses de préparation opérationnelle dans un environnement hors norme.

Le concept d'école du désert vise à augmenter les capacités opérationnelles des unités par l'acquisition de savoir-faire tactiques et techniques, individuels et collectifs, en matière de combat en milieu semi-désertique. Elle s'appuie sur trois piliers : le combat interarmes et interarmées en zone semi-désertique, la connaissance du milieu et l'entraînement de type commando.

Pour Adrian, de la 1^{re} compagnie d'infanterie et Léo, de l'escadron blindé du 5^e RIAOM, il s'agit de la première mission à l'étranger. « Cet environnement exigeant change le combat. Il faut débarquer, monter, appuyer en franchissant des mouvements de terrain spécifiques », explique Adrian. « Nous avons appris à progresser ensemble et c'est la première fois que nous avons travaillé en sous-groupe tactique interarmes » ajoute Léo. Les conditions climatiques à Djibouti, faites de chaleur et d'humidité, ont également une incidence sur l'engagement, « d'où l'importance de bien faire ses sacs, de prendre beaucoup d'eau et de s'alléger au maximum » insiste Adrian. Léo assure quant à lui que « apprendre la vie en campagne est essentiel ».

En plus du combat interarmes et interarmées, les deux jeunes soldats se sont frottés avec succès aux pistes du centre d'entraînement au combat et d'aguerrissement au désert (CECAD). L'opportunité de s'entraîner aux tirs réels constitue une plus-value indéniable, mise en avant par les deux militaires. Mission accomplie pour les deux jeunes soldats, prêts à être engagés prochainement dans une mission opérationnelle.

Les forces françaises stationnées à Djibouti ont l'avantage de pouvoir s'entraîner à manœuvrer dans des zones beaucoup plus étendues qu'en France. Les contraintes liées à l'espace et à l'environnement permettent également de se familiariser avec la réalité du terrain des engagements actuels, comme la bande sahélo-saharienne (BSS) : zone semi-désertique et semi-montagneuse, sable, températures extrêmes, pistes perpétuellement modifiées par les eaux. En 2018, plus de 1100 stagiaires des armées ou des forces partenaires (américaines et djiboutiennes, notamment) ont effectué cet entraînement.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FFDJ : Dans la peau d'un choumac de la BA 188

Mise à jour : 29/11/2018

Dans son atelier, installé au sein de l'escadron de chasse 3/11 « Corse » de la BA 188 « colonel Massart », l'adjudant Adrien trie soigneusement les pièces de rechange destinées à l'entretien des aéronefs. Chaudronnier aéronautique, également appelé choumac, ce sous-officier est un mécanicien spécialisé dans la structure des avions et des hélicoptères. Après 17 années d'expérience, il est capable d'intervenir aussi bien sur les Mirage 2000-5 de l'escadron de chasse que sur les Puma ou sur le Transall de l'escadron de transport 88 « Larzac ».

Le choumac contribue à assurer la disponibilité opérationnelle des avions et des hélicoptères. Son travail consiste essentiellement à réparer les tôles « criquées », c'est-à-dire fissurées, ou corrodées, les trous résultants d'une collision avec un volatile ou à assurer les entretiens programmés en respectant les exigences des constructeurs. « Je réalise des retouches, des dépannages, les cas ne sont jamais répétitifs et les avaries ne sont jamais les mêmes ».

Il occupe également un rôle d'expert auprès des mécaniciens qui sont amenés à lui demander des conseils sur des machines. « La principale qualité est l'adaptation. Je dois sans cesse m'adapter aux contraintes techniques et aux contraintes physiques de l'aéronef. Récemment, j'ai réalisé le décapage de l'intérieur d'un réservoir de Mirage 2000. Les conditions d'accès sont parfois difficiles et inconfortables. Les petites pièces ont pu être traitées dans mon atelier » détaille le mécanicien.

A Djibouti, l'adjudant Adrien doit prendre en compte deux paramètres spécifiques : le climat et l'approvisionnement en pièces. « Ici, la chaleur et l'humidité nécessitent plus d'attention en raison de la corrosion. Pour cette raison, je dois prochainement travailler sur la réfection des pales d'hélicoptères qui subissent une abrasion en vol et se découpent en dessous. La chaleur est également un élément à intégrer dans mes interventions, rendues plus éprouvantes. L'utilisation des produits d'entretien est aussi différente, car le temps de séchage n'est pas le même qu'en France ». Lors des changements de pièces, l'adjudant Adrien doit également s'adapter aux contraintes logistiques et aux délais rallongés pour les livraisons. « Pour moi l'objectif est de pouvoir anticiper au mieux ou trouver des solutions palliatives en attendant la réception ». Le

principal défi est de prévoir l'imprévisible : « Quelle pièce nécessitera une réparation ? Un changement ? Comme l'échange d'une tôle épaisse spécifique » insiste le sous-officier.

Les interventions sont en majorité au profit des forces françaises stationnées à Djibouti, mais les choumacks peuvent intervenir ponctuellement au profit des forces armées djiboutiennes, des forces armées allemandes ou espagnoles également présentes dans le pays. Ainsi, l'année dernière, l'armée de l'air djiboutienne a sollicité la BA 188 pour effectuer une réparation sur un de leurs avions de transport de personnel, suite à un impact au niveau du carénage du train d'atterrissage gauche.

La prochaine étape pour l'adjudant Adrien, sera de passer du travail de l'aluminium à celui du composite, un matériau que l'on retrouve sur les appareils déjà présents, mais encore plus sur le Casa, prochainement mis en place ou sur les A400M. « Encore une fois, il s'agit d'anticiper et de s'adapter » conclut-il.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES FRANÇAISES AUX ÉMIRATS ARABES UNIS (FFEAU)/OCEAN INDIEN (ALINDIEN)

FFEAU : L'ambassadeur de France à la rencontre des militaires engagés sur l'exercice Pearl of West

Mise à jour : 29/11/2018

Ce jeudi 22 novembre, Madame l'ambassadeur de France au Koweït, Marie Masdupuy, s'est rendue sur le site militaire koweïtien de Land Force Institute à la rencontre des militaires français engagés dans le cadre de l'exercice bilatéral Pearl of the West 2018.

L'exercice est composé de deux volets. Une première composante met en œuvre un état-major de force koweïtien supervisé par des militaires français. Un second volet consiste en une manœuvre interarmées, dans le désert, dans les airs et sur les eaux du golfe Arabo-persique. Ces manœuvres éprouvent l'interopérabilité des deux nations en faisant coopérer sur le terrain des équipements français et koweïtiens, comme le char Leclerc ou le char Abrams, des avions de chasse tels que le Rafale ou le F18, ainsi que des frégates comme la régate anti-aérienne Cassard ou les navires de patrouille P37 koweïtiens.

L'ambassadeur de France a rencontré les militaires engagés dans l'état-major de force situé au Land Force Institute, avant de rejoindre les troupes au sol, engagées dans le désert. Mme Masdupuy, s'adressant aux militaires français, les a félicités du travail accompli avec leurs homologues koweïtiens, et les a encouragés pour les prochains jours de l'exercice. Elle a souligné

l'intérêt de cet exercice, qui réaffirme la relation bilatérale franco-koweïtienne, ainsi que la capacité de projection de la France dans la région.

Pearl of the West 2018 est un exercice bilatéral interarmées mené par les forces armées françaises et Koweïtiennes du 17 au 29 novembre à travers le Koweït. S'inscrivant dans le cadre de la coopération entre nos deux pays en matière de défense, cet exercice majeur se tient tous les quatre ans. Cet exercice, qui s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération en matière de défense signé en 2009 entre la France et le Koweït, met en valeur la coopération engagée par nos deux pays et témoigne du bon niveau d'interopérabilité atteint par leurs forces armées. Pearl of the West mobilise 1600 militaires des deux armées ainsi que des moyens terrestres, maritimes et aériens conséquents. Majoritairement armé par les Forces françaises stationnées aux Émirats arabes unis (FFEAU), Pearl of The West témoigne par ailleurs de la capacité de projection française dans la région et de la pertinence de ce dispositif.

Fortes d'environ 700 militaires, les FFEAU ont pour missions d'exercer le contrôle opérationnel de ses moyens, de développer et animer la coopération opérationnelle bilatérale et d'appuyer les moyens militaires déployés dans la région Moyen-Orient et le Nord de l'océan Indien. Les FFEAU contribuent à la stabilisation et au maintien de la paix dans les 14 pays de sa zone de responsabilité permanente, région particulièrement sensible qui s'étend de la Jordanie au Bangladesh.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FFEAU : Pearl of the West 2018 – La frégate Cassard s'entraîne aux cotés de la marine koweïtienne dans le golfe arabo-persique

Mise à jour : 29/11/2018

Le 26 novembre 2018, la frégate anti-aérienne (FAA) Cassard a quitté le port de Koweït City, où elle avait accosté quatre jours plus tôt, pour débiter une série de manœuvres avec la marine koweïtienne dans le cadre de sa participation à l'exercice bilatéral Pearl of the West.

En mer, le Cassard est rejoint par un patrouilleur, le Qarroh et deux vedettes rapides koweïtiennes, les Al-Bateel 4 et 10. Les bâtiments se regroupent dans la formation ordonnée par le Cassard selon des procédures conjointes avant de procéder à des manœuvres tactiques.

Les conditions sont alors réunies pour le décollage de l'hélicoptère français Panther depuis le Cassard. Il doit assurer sa mission de TAG (touch and go) sur l'Al-Dorrah, un bâtiment koweïtien. Cet exercice consiste à multiplier les appontages sur le navire et permet aux équipages de l'hélicoptère comme du navire, français et koweïtiens, de manœuvrer ensemble et d'éprouver leurs équipements dans le cadre d'une action commune.

Une simulation de lutte asymétrique de nuit est ensuite jouée par les deux marines. Dans ce scénario, le Cassard et le Qarroh sont pris pour cible par trois vedettes rapides. Les marins des deux nations doivent détecter au plus vite ces embarcations menaçantes en croisant leurs données respectives. L'objectif est de mettre en commun des informations et des procédures d'identification en vue d'accroître l'interopérabilité entre les deux armées dans un contexte d'opération conjointe.

Pour conclure cette série d'exercice, l'Al-Bateel 10 se présente à tribord du Cassard afin de procéder à un transfert d'hommes et de cargaison, appelé transbordement. Les deux navires se mettent bord à bord tout en poursuivant leur progression. Quatre militaires français passent alors du Cassard à l'Al-Bateel 10 en utilisant une échelle de corde. La manœuvre effectuée, l'Al-Bateel 10 rentre à sa base navale alors que le Cassard s'éloigne en mer.

Ainsi, dans le cadre de l'exercice Pearl of the West, les marines françaises et koweïtiennes ont pu réaliser ensemble toute une série de manœuvres conjointes et établir autant de procédures communes indispensables à l'interopérabilité des deux armées.

Pearl of the West 2018 est un exercice bilatéral interarmées mené par les forces armées françaises et koweïtiennes du 17 au 29 novembre à travers le Koweït. S'inscrivant dans le cadre de la coopération entre nos deux pays en matière de défense, cet exercice majeur se tient tous les quatre ans. Cet exercice, qui s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération en matière de défense signé en 2009 entre la France et le Koweït, met en valeur la coopération engagée par nos deux pays et témoigne du bon niveau d'interopérabilité atteint par leurs forces armées. « Pearl of the West » mobilise 1600 militaires des deux armées ainsi que des moyens terrestres, maritimes et aériens conséquents.

Majoritairement armé par les forces françaises stationnées aux Émirats arabes unis (FFEAU), Pearl of The West témoigne par ailleurs de la capacité de projection française dans la région et de la pertinence de ce dispositif.

Fortes d'environ 700 militaires, les FFEAU ont pour missions d'exercer le contrôle opérationnel de ses moyens, de développer et animer la coopération opérationnelle bilatérale et d'appuyer les moyens militaires déployés dans la région Moyen-Orient et le Nord de l'océan Indien. Les FFEAU contribuent à la stabilisation et au maintien de la paix dans les 14 pays de sa zone de responsabilité permanente, région particulièrement sensible qui s'étend de la Jordanie au Bangladesh.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FFEAU : la frégate Courbet en exercice interarmées au large de Djibouti

Mise à jour : 30/11/2018

Déployée dans l'océan Indien depuis août 2018, la frégate Courbet a profité de sa relâche opérationnelle à Djibouti du 19 au 21 novembre, pour réaliser plusieurs exercices dont un exercice Tarpon avec les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj), avant de quitter la zone par le détroit de Bab El-Mandeb.

Exercice complexe mobilisant de nombreux moyens, le Tarpon consiste à projeter sur un bâtiment à la mer un détachement commando parachuté avec son matériel, afin de répondre à un besoin urgent. Une telle manœuvre permet ainsi d'économiser des forces tout en conservant la possibilité de déployer rapidement et de manière discrète des commandos dans les zones d'action le nécessitant.

Le largage de quinze parachutistes et huit caisses de matériel a été réalisé depuis un Transall de l'Armée de l'air. Les quatre embarcations du Courbet ont assuré la récupération des commandos et du matériel à la mer. Une fois à bord, les commandos en ont pu conduire des exercices d'évolutions tactiques à bord de la frégate ou d'assaut de vive force depuis la mer.

La présence du Courbet a permis aux hélicoptères Puma des FFDj d'effectuer 25 appontages. Elle a aussi été l'occasion de renforcer l'équipe commando par la mise en place de fusiliers marins des FFDj par corde lisse depuis un hélicoptère.

Au terme de ce dernier entraînement interarmées la frégate a entamé une nouvelle patrouille en mer Rouge, phase ultime de son déploiement de longue durée sous le commandement opérationnel de l'amiral commandant la zone maritime océan Indien.

Créées le 15 janvier 2008 suite à l'accord entre la France et les Émirats arabes unis, les 700 militaires des forces françaises aux Émirats arabes unis (FFEAU) ont pour mission de développer la coopération militaire bilatérale et régionale, mais aussi d'accueillir les troupes venues de métropole et les contingents étrangers pour parfaire leur aguerissement en milieu désertique et en zone urbaine. Le commandant des FFEAU est également commandant de la zone maritime océan Indien (ALINDIEN). A ce titre, il exerce le contrôle opérationnel des unités françaises déployées dans sa zone de responsabilité qui s'étend du Sud du canal de Suez jusqu'aux limites occidentales des eaux du Myanmar, de l'Indonésie et de l'Australie.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : Les EFS dispensent des formations « Orienteur, Marqueur, Baliseur » à leurs partenaires

Mise à jour : 26/11/2018

Le détachement d'appui opérationnel « Air » des éléments français au Sénégal (EFS) a conduit deux formations « Orienteur, Marqueur, Baliseur » (OMB) au profit de stagiaires francophones issus de différents pays africains. Ainsi, du 30 septembre au 13 octobre, le détachement s'est rendu au Burkina Faso, puis, du 28 octobre au 11 novembre, ces instructeurs des EFS ont formé des stagiaires ivoiriens à Abidjan.

A l'institut supérieur logistique de Ouagadougou et sur la base aérienne 511 de la capitale burkinabée, la formation OMB était destinée à des stagiaires issus de nombreux pays africains (Burkina Faso, Niger, Mali, Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal mais aussi Madagascar, Gabon, Centre Afrique et Congo Brazzaville) et de sous-officiers de l'armée de l'air du pays hôte. En Côte-d'Ivoire, la même formation était donnée à 16 stagiaires ivoiriens issus des trois armées.

Les instructeurs des EFS ont dispensé aux stagiaires un enseignement théorique et pratique permettant le marquage d'une zone de poser et le guidage d'un hélicoptère de manœuvre ou de combat. La combinaison de ces deux savoir-faire permet à un personnel qualifié de guider un hélicoptère vers une zone, inconnue des pilotes, qu'il aura préalablement reconnue et équipée pour qu'il puisse s'y poser.

Durant dix jours, les cours de topographie, de transmission, de procédures ou de marquages ainsi que des exercices pratiques réalistes se sont enchaînés à un rythme soutenu. Un briefing « Pilotes - Chefs d'équipe OMB » a été organisé pour éprouver au mieux les différentes compétences de guidage exigées.

La formation a atteint son point d'orgue par le guidage d'un hélicoptère de manœuvre et d'assaut UH-1H « Huey » sur des zones de poser entourant Ouagadougou, au Burkina Faso. A Abidjan,

les mêmes manœuvres ont servi à l'entraînement des stagiaires, cette fois à l'aide d'une « Gazelle » des FFCI et d'un SA 365 « Dauphin » des Forces armées de Côte d'Ivoire autour de Grand Bassam.

Les deux formations se sont achevées par une remise d'attestation en présence d'autorités et la perspective de nouvelles formations similaires pour les années à venir.

Créés le 1^{er} août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Formation à l'utilisation d'une cuisine de campagne en Mauritanie

Mise à jour : 28/11/2018

Du 2 au 5 octobre 2018, deux militaires des éléments français au Sénégal (EFS) se sont rendus en Mauritanie afin de former des cuisiniers à travailler sur un « Élément tracté de réchauffage et de cuisson », couramment appelé ETRAC. Un tel matériel permet de fournir trois repas par jours à 130 personnes.

Malgré des températures dépassant les 50°C, la formation s'est remarquablement bien déroulée. Les sept stagiaires mauritaniens ont appris à déployer, reposer et transporter l'ETRAC en toute sécurité et sont désormais en mesure de l'utiliser dans des conditions optimales.

A terme, l'ETRAC sera déployé à la frontière malienne afin d'alimenter un bataillon.

Créés le 1^{er} août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Formation « systèmes d'information et de communication » au Mali

Mise à jour : 30/11/2018

Un détachement de l'unité de coopération régionale des éléments français au Sénégal (EFS) a conduit du 8 au 12 octobre 2018 un détachement d'instruction technique (DIT) dans le domaine des systèmes d'information et de communication (SIC) au sein des forces armées maliennes (FAMa). Cette action de coopération a été conduite dans l'enceinte de la direction technique des transmissions des armées, où l'installation des équipements a pu être réalisée (panneaux solaires, mats, antennes).

Ce stage visait deux objectifs principaux. Dans un premier temps, il s'agissait de mettre en service le matériel de transmission fourni par la mission française de coopération et de défense de Bamako au profit du centre de transmissions du poste de commandement (PC) de la force conjointe du G5 Sahel de Bamako/Sévaré. Ensuite, il s'agissait de former les cadres et opérateurs armant ce PC.

Après avoir contrôlé les équipements radio/informatique et fait l'inventaire du matériel, les instructeurs ont procédé à leur configuration puis ont effectué les premiers essais, tout en établissant les fiches de cours et tutoriels destinés à l'instruction des opérateurs. En fin de semaine, des tests de transmission ont pu être réalisés entre Bamako, Niamey et la station de secours de Sévaré, où se trouvent actuellement quelques éléments de l'armée malienne. Les transmetteurs des forces armées ont ainsi pu mesurer l'efficacité de la transmission de données par voie radio et le gain de temps généré par le matériel cédé par la France à la Force Conjointe du G5 Sahel.

S'inscrivant dans la montée en puissance de cette force conjointe, la mise en service du centre de transmission du PC principal revêtait un caractère opérationnel immédiat, avec l'installation future du PC Sévaré. Au total, un officier, sept sous-officiers et trois militaires du rang ont suivi l'instruction dispensée par les militaires des EFS et sont prêts à armer les futurs postes radio de la Force Conjointe.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

I - Réserves

Terre

La 1^{re} division teste l'obligation de disponibilité de ses anciens militaires

Mise à jour : 29/11/2018

Du 21 au 24 novembre, la 1^{re} division a conduit l'exercice VORTEX consistant au rappel des militaires qui ont quitté l'institution depuis moins de 5 ans. Ces derniers sont en effet

soumis à une obligation de disponibilité et constituent la réserve opérationnelle de niveau 2 (RO2). Vouée à être mobilisée en cas de crise majeure, l'armée de Terre teste depuis deux ans la réactivité de ce dispositif.



Pour la deuxième année consécutive, l'armée de Terre a testé la capacité de réaction de sa RO2. Cette fois-ci, c'est la 1^{re} division qui a procédé au rappel des réservistes de son état-major, de la 7^e brigade blindée et de trois de ses régiments subordonnés : 1^{er} régiment d'artillerie, 19^e régiment du génie et le 132^e bataillon cynophile de l'armée de Terre.

Dans l'éventualité d'un renforcement du dispositif de sécurité en place sur notre territoire, le recours au rappel de la RO2 pourrait constituer un réservoir de forces significatif. Pour la 1^{re} division, **plus de 6800 anciens militaires d'active ayant quitté le service depuis 2013 sont concernés.**

La RO2 est en effet composée d'anciens militaires d'active, soumis à **l'obligation de disponibilité** pendant les **cinq années** suivant leur départ de l'armée de Terre. Forte aujourd'hui de **38 000 anciens militaires**, celle-ci peut être rappelée en cas de crise majeure sur le territoire national.

Une journée de convocation

Après une préparation prévue de longue date, chaque ancien militaire était convoqué le temps d'une journée afin de suivre un certain nombre d'ateliers : contrôle administratif, visite médicale, perception d'habillement. Les anciens militaires ont également pu en apprendre un peu plus sur le modèle « armée de Terre au contact » ou encore sur la réserve opérationnelle. Certaines unités ont proposé en complément des instructions diverses, notamment sur les derniers matériels perçus. L'exercice a également permis de sensibiliser le personnel ayant quitté le service actif à **ses obligations de disponibilité.**

Droits : Armée de Terre 2018

Armée de Terre : La 1ere Division a mené un exercice pour rappeler ses anciens militaires en cas de coup dur

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres, Réserves par Laurent Lagneau Le 30-11-2018



Photo : armée de Terre

Il existe deux types de réserve opérationnelle : celle de niveau 1 [RO 1] qui concerne ceux qui ont souscrit un contrat d'engagement à servir dans la réserve et celle du niveau 2 [RO 2], dont font partie les anciens militaires qui, ayant quitté l'uniforme depuis moins de cinq ans restent mobilisables étant donné qu'ils sont soumis à une obligation de disponibilité.

Seulement, il y a les effectifs théoriques et ceux que l'on peut effectivement mobiliser dans la mesure où, une fois qu'il a quitté l'armée, un ancien militaire peut avoir quitté la région où il était affecté... D'où l'exercice Vortex, que l'armée de Terre a pris l'habitude de conduire tous les ans depuis 2016. L'objectif est de vérifier la disponibilité de ses anciens militaires qui appartiennent encore à la RO2, afin de pouvoir les solliciter en cas de crise majeure.

Cette année, c'est la 1^{ère} Division qui a procédé au rappel des réservistes de la RO2, notamment ceux ayant donc servi au sein de son état-major, de la 7^e Brigade Blindée, du 1^{er} Régiment d'Artillerie, du 19^e Régiment du Génie et du 132^e bataillon cynophile de l'armée de Terre (*). Au total, 6.800 anciens militaires ayant quitté les drapeaux depuis 2013 étaient concernés.

Le communiqué de l'armée de Terre ne précise pas combien ont répondu à l'appel. Mais lors des exercices précédents, conduits par la 11^e Brigade Parachutiste et la 1^{ère} Brigade Logistique en 2016 ainsi que par la 3^e Division en 2017, le taux de réponse s'était élevé aux alentours de 42-44%.

Ceux ayant pu répondre à la convocation qui leur avait été adressée ont donc passé une journée dans leur ancienne unité pour suivre plusieurs « ateliers », dont un contrôle administratif, une visite médicale, la perception d'habillement et des séances d'information sur les changements opérés au sein de l'armée de Terre et les nouveaux matériels ainsi que sur la réserve opérationnelle, l'un des objectifs étant d'en voir une partie « basculer » vers la RO1. Ce que, en 2017, 14% des convoqués avaient dit souhaiter faire.

De tels exercices de convocation n'avaient plus été menés depuis 1996 et la fin annoncée de la conscription. L'armée de Terre peut théoriquement compter sur 38.000 anciens militaires si elle doit répondre à une crise majeure sur le territoire national.

(*) La 1^{ère} Division regroupe la 27^e brigade d'infanterie de montagne, la 9^e brigade d'infanterie de marine, la 7^e brigade blindée et la brigade franco-allemande (BFA).

Marine

RAPARO : Exercice de rappel partiel de la réserve opérationnelle de niveau 2

Mise à jour : 30/11/2018 – Direction : Sirpa Marine

Du 13 au 16 novembre 2018, la Marine nationale a déclenché, pour la deuxième fois, un exercice de Rappel Partiel de sa Réserve Opérationnelle de niveau 2 (RO2), en région maritime Méditerranée. L'objectif de cet exercice, nommé « RAPARO CECMED 2018 », était de tester les capacités de la Marine à constituer rapidement un dispositif de renfort en personnel réserviste opérationnel. L'opération s'est déroulée en quatre étapes : 1/ rappel des marins ayant quitté l'institution depuis moins de 2 ans, 2/ équipement du personnel en vêtement et en matériel, 3/ attribution d'un hébergement et 4/ affectation de l'ensemble du renfort dans les différents dispositifs de protection défense d'une emprise militaire.



A la suite des attentats de 2015 et 2016, ce mode accéléré de recours à la réserve opérationnelle, désormais intégrée dans la Garde Nationale, est considérée comme un mode d'action possible en cas de crise majeure.

Les 44 marins volontaires de ce RO2 ont suspendu leur activité professionnelle « civile » pour participer à cet exercice durant quatre jours. Dès leur arrivée, ils ont signé un contrat d'engagement à servir dans la réserve (ESR) par lequel ils ont recouvré leur statut de marin et de militaire, puis ils ont reçu un paquetage (treillis, rangers) et ont été projetés vers l'île du Levant à bord d'une embarcation rapide de type E-DAR.

Une fois regroupés au sein de la compagnie « ROMEO » (pour Réservistes), ils ont été encadrés par un détachement du Groupement des Fusiliers Marins de Toulon et ont eu pour mission d'assurer la protection de ce site de la DGA pendant une campagne de tir de missiles.

Cet exercice « grandeur nature » a été l'occasion pour ces hommes et femmes de renouer avec la Marine nationale et de mesurer, par leur implication dans une mission de protection particulièrement réaliste, l'attractivité du statut de réserviste opérationnel.

Pour tout savoir sur la réserve opérationnelle : www.etremarin.fr

RAPARO en vidéo <https://www.youtube.com/embed/KQIAHKdpd7U>

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

La Marine nationale a (aussi) fait un exercice de rappel partiel de ses anciens marins

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces navales, Réserves par Laurent Lagneau Le 01-12-2018



La 1^{ère} Division de l'armée de Terre a récemment conduit l'exercice Vortex 18, qui a consisté à rappeler ses anciens militaires versés dans la réserve opérationnelle de niveau 2 [RO 2]. La Marine nationale en a fait de même entre le 13 et le 16 novembre, en région maritime Méditerranée.

Appelé « RAPARO CECMED 2018 » pour « Rappel partiel de la réserve opérationnelle de niveau 2 », cet exercice a eu pour objectif de tester la capacité de la Marine nationale à convoquer et à accueillir ses anciens marins en cas de besoin.

Après les attentats de 2015 et de 2016, il est apparu que ce recours à la RO2 pouvait être une possibilité en cas de crise majeure. De tels exercices de convocation n'avaient plus été menés depuis 1996.

Normalement, un ancien militaire reste mobilisable pendant les cinq années qui suivent leur départ. Mais pour RAPARO CECMED 2018, seuls ceux qui ont quitté la Marine depuis moins de deux ans ont été concernés.

Cet exercice s'est déroulé en quatre temps : convocation des réservistes de la RO2, équipement des convoqués, attribution d'un hébergement et « affectation de l'ensemble du renfort dans les différents dispositifs de protection défense d'une entreprise militaire », explique la Marine nationale.

Au total, 44 marins « volontaires » de la RO2 ont retrouvé pendant quatre jours l'univers qui était le leur il y a encore peu. « Dès leur arrivée, ils ont signé un contrat d'engagement à servir dans la réserve (ESR) par lequel ils ont recouvré leur statut de marin et de militaire, puis ils ont reçu un paquetage et ont été projetés vers l'île du Levant à bord d'une embarcation rapide de type E-DAR », relate la Marine nationale.

Ces anciens marins ont en effet formé une compagnie ROMEO, encadrée par un détachement du Groupement des Fusiliers Marins de Toulon. Leur mission a donc été d'assurer la protection du site de la Direction générale de l'armement [DGA] sur l'île du Levant lors d'une campagne de tirs de missiles. Le tout dans des conditions « particulièrement réalistes ».



11 – France : Armements & Industries

Finances

Transfert d'argent : l'UFC charge Western Union, MoneyGram et La Banque Postale

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 27/11/2018, 13:37



« Ni Western Union, ni MoneyGram n'informent lisiblement leurs clients de la perception de frais sur le change », estime l'association UFC Que Choisir. (Crédits : © Heinz-Peter Bader / Reuters)

L'association de défense des consommateurs attaque en justice les deux géants américains des transferts internationaux pour « pratiques commerciales trompeuses », dénonçant l'opacité des frais de change. Elle reproche à la filiale de La Poste des « tarifs exorbitants ».

« Une zone de non-droit aux tarifs d'une "cherté immorale" » : l'association UFC-Que Choisir a annoncé ce mardi 27 novembre qu'elle portait **plainte contre Western Union et MoneyGram**, les leaders mondiaux des transferts d'argent internationaux, auprès du procureur de la République, pour « *pratiques commerciales trompeuses*. » L'association de défense des consommateurs reproche aux deux groupes américains l'opacité et le niveau trop élevé de leurs tarifs, en particulier des « *frais de change cachés* », qui s'élèveraient à 110 millions d'euros en 2017 sur un total estimé de 680 millions d'euros de commissions liées aux transferts d'argent depuis la France. Le volume des transferts d'argent en France seraient de 19 milliards d'euros, dont 9 milliards en zone euro (domaine où les frais sont plafonnés).

« Pour cinq des huit principales destinations d'envoi (Maroc, Algérie, Vietnam, Sénégal, Inde), la France est même la plus chère en Europe. Par exemple, les tarifs moyens d'un transfert de France vers le Maroc ou de France vers le Vietnam sont respectivement 16% et 25% supérieurs à la moyenne », relève l'UFC qui évalue « leur coût moyen à 6,7% de la somme envoyée, soit 11,40 euros pour un envoi de 170 euros. »

Figure 1 - Principales destinations des transferts de fonds réalisés au départ du territoire national



[Les transferts d'argent depuis la France par pays de destination. Crédits : UFC]

L'UFC reconnaît que les deux sociétés américaines sont « *transparentes sur les frais à l'acte* » en revanche, « *ni Western Union, ni MoneyGram n'informent lisiblement leurs clients de la perception de frais sur le change. Ils représentent pourtant plus d'un quart du coût de l'ensemble des transactions (26%)* » avance l'étude.

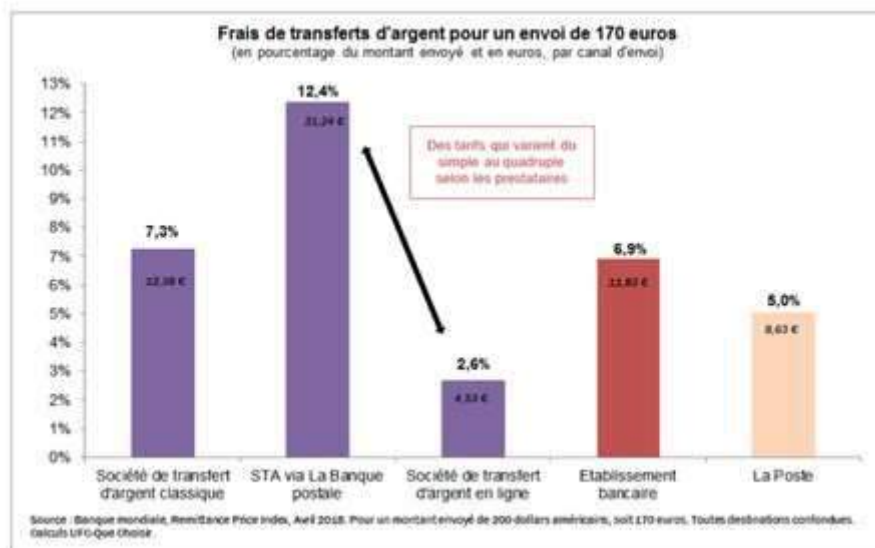
Des alternatives existent, notamment des startups de la Fintech comme WorldRemit ou TransferWise, mais elles restent méconnues de la clientèle traditionnelle des services de transfert d'argent.

Demande d'encadrement des tarifs outre-mer

L'association s'étonne des écarts tarifaires observés, qui peuvent aller du simple au quadruple selon les prestataires.

« *Toutes destinations confondues et pour une somme envoyée de 170 euros, un transfert d'argent par le canal bancaire coûte 6,9% du montant transféré. Ce tarif atteint 7,3% auprès d'une société de transferts d'argent classique contre 2,6% pour l'équivalent en ligne. Cette prestation facturée dans le réseau de La Banque postale est facturée 12,4% du montant envoyé. Enfin, le tarif de La Poste est de 5 %* », relève l'étude.

Figure 4 - Frais de transferts internationaux selon les prestataires utilisés



[Frais de transferts internationaux selon les prestataires utilisés. Crédits UFC Que Choisir]

L'UFC dénonce un « *double jeu de La Banque Postale* » qui a son propre service de transfert à un tarif parmi les plus bas mais qui prend une importante marge sur celui de Western Union réalisé en bureau de poste, alors que les populations concernées ont généralement des revenus modestes et que la banque remplit une mission de service public d'inclusion bancaire pour laquelle elle perçoit une aide de l'État.

Au-delà de sa plainte, l'association demande aux pouvoirs publics un certain nombre de mesures. Notamment **l'encadrement des tarifs des opérations de transfert vers les territoires français qui ne disposent pas de la monnaie unique** (Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française, Wallis et Futuna). Elle préconise également l'harmonisation de l'information du consommateur avant l'initiation d'un transfert d'argent, en prenant en compte tous les frais, y compris de change. L'UFC soulève aussi le problème du refus par les banques d'ouvrir des comptes professionnels à des sociétés de transfert agréées par les superviseurs nationaux et européens, ce qui freine la concurrence.

La Caisse des Dépôts s'engage vers la sortie totale du charbon

Entreprises & Finance Banques / Finance <https://www.latribune.fr/> Par Delphine Cuny | 28/11/2018, 13:08



Eric Lombard, le directeur général de la Caisse des dépôts, au Climate Finance Day. (Crédits : DC)

L'institution publique n'investira plus dans les entreprises dont l'activité liée au charbon dépasse 10% de leur chiffre d'affaires. La CDC va soutenir les projets ayant un impact positif sur le climat à hauteur de 16 milliards d'euros d'ici 2020 sous forme de prêts et d'investissements, via sa "Banque des territoires" et sa filiale Bpifrance.

[Article mis à jour à 12h58]

L'appel lancé par Bruno Le Maire lundi aux institutions financières à s'engager de façon plus volontariste dans la sortie des énergies fossiles et en particulier le charbon a été entendu. La Caisse des Dépôts, bras armé financier de l'Etat, annonce ce mercredi, à l'occasion du Climate Finance Day organisé à Paris, qu'elle allait accélérer son désengagement du secteur du charbon.

"La mission de la Caisse est de contribuer au développement durable de la France", a souligné Eric Lombard, le directeur général de la CDC, lors d'une allocution au Climate Finance Day, au Palais Brongniart, ce mercredi, à la fois dans la transition bas carbone et dans la dimension sociale. "Les deux défis sont liés. On ne peut lutter contre le réchauffement climatique sans lutter contre les inégalités sociales et territoriales" a-t-il insisté.

La Caisse entend accélérer sa stratégie bas carbone, ce qui place par plusieurs leviers. L'un concerne les investissements.

"L'institution mettra en place dès 2019 **une politique d'exclusion plus drastique**. Elle n'investira plus - en direct ou via des fonds - dans les entreprises dont l'exposition de l'activité au charbon dépasse 10% du chiffre d'affaires", contre 20% aujourd'hui, a indiqué la CDC dans un communiqué.

La Caisse, qui vise "*une sortie définitive du charbon*", sans préciser l'horizon, promet une information régulière sur le sujet dans le cadre de ses rapports d'activité et la certification de la mise en œuvre de cet engagement par des commissaires aux comptes.

CNP Assurances, dont la CDC est actionnaire, a aussi annoncé ce mercredi de nouveaux engagements : "*le groupe s'interdit désormais d'investir dans des entreprises dont **plus de 10% du chiffre d'affaires (contre 15% auparavant)** est lié au charbon thermique. Pour aller plus loin, il s'engage également à ne plus investir dans les entreprises les plus impliquées dans le développement de nouvelles centrales à charbon.*"

Cette annonce intervient après la publication d'un **rapport polémique de l'ONG Oxfam France** sur la part encore prépondérante des énergies fossiles dans les financements accordés par les banques françaises (dans lequel la Caisse des dépôts n'est pas comprise), en décalage avec leur discours sur la lutte contre le réchauffement climatique. Le ministre de l'Economie et des Finances a dit lundi vouloir réunir banquiers, assureurs et gestionnaires d'actifs pour qu'ils s'engagent volontairement à cesser "*définitivement de financer les centrales et les mines à charbon*".

Le directeur général de la CDC a fait valoir que la Caisse aiderait les régions affectées par la fermeture des centrales à charbon, confirmée par Emmanuel Macron la veille pour 2022.

Décarbonation du portefeuille

L'institution publique, qui est notamment actionnaire de la foncière Icade, de Transdev et de la Compagnie des Alpes, indique avoir progressé dans la "décarbonation" de ses portefeuilles.

"Depuis 2014, l'empreinte carbone du portefeuille d'actions cotées de la Caisse des Dépôts a été réduit de 37% et celle des obligations d'entreprises de 54%. Dans l'immobilier de placement, nous sommes en ligne avec notre objectif d'une diminution de 38% de la consommation énergétique d'ici 2030", a déclaré Eric Lombard.

Le patron de la Caisse a également annoncé que l'institution lancerait en 2019 un "sustainable bond", une obligation durable, après son "green bond" de l'an dernier.

La Caisse s'est aussi engagée à soutenir les projets ayant un impact positif sur le climat à hauteur de **16 milliards d'euros d'ici 2020** sous forme de prêts et d'investissements en fonds propres, via sa "Banque des territoires" lancée en mai et sa filiale Bpifrance, en complément des 18 milliards réalisés entre 2014 et 2017. Ces 16 milliards représenteront plus de 20% du total des engagements de prêts consolidés sur la période.

"L'offre dédiée que construit la Banque des territoires sera un levier majeur pour accélérer le développement de projets TEE [la transition énergétique et environnementale] de tous les territoires, des métropoles mondialisées jusqu'aux espaces ruraux", a déclaré Eric Lombard, le directeur général de la Caisse des dépôts.

Industries

Grosse tension au sommet d'Air France-KLM sur la gouvernance

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 26/11/2018, 7:36



Benjamin Smith, directeur général d'Air France-KLM et Pieter Elbers, président du directoire de KLM (Crédits : DR)

Selon des sources concordantes, le nouveau directeur général d'Air France-KLM, Ben Smith, est en désaccord avec le président de KLM, Pieter Elbers, sur le pouvoir à attribuer à ce dernier au sein d'Air France-KLM. Le schéma de gouvernance évoqué jusqu'ici en interne qui prévoyait de nommer Pieter Elbers au poste de directeur général adjoint du groupe avec la responsabilité de plusieurs domaines stratégiques a un coup dans l'aile, voire n'a plus lieu d'être, car d'autres schémas sont à l'étude.

Grosse tension chez Air France-KLM. Non pas au sein d'Air France entre les pilotes et la direction, même si les discussions catégorielles sur les salaires n'avancent pas, mais au sommet du groupe entre le nouveau directeur général, le Canadien Ben Smith, et Pieter Elbers, le président du directoire de KLM, l'autre filiale du groupe à côté d'Air France.

Le schéma de gouvernance envisagé n'a pas été annoncé comme prévu

Après avoir bien commencé au moment de la prise de fonction de Ben Smith mi-septembre, la relation entre les deux hommes forts d'Air France-KLM est aujourd'hui au plus bas en raison de divergences entre les deux hommes sur l'évolution de gouvernance du groupe. En particulier sur le rôle et le pouvoir à attribuer à Pieter Elbers au sein d'Air France-KLM alors que, en parallèle de ses fonctions actuelles, le poste de directeur général adjoint du groupe -une fonction qui n'existe pas aujourd'hui, lui était promis avec, en plus, la responsabilité de trois domaines stratégiques d'Air France-KLM : les alliances, l'informatique et la maintenance. Un rôle de super numéro 2, qui

traduisait la montée en puissance de la compagnie hollandaise au sein du groupe depuis son rachat par Air France en 2004, mais qui interpellait sur l'étendue du pouvoir réel de Ben Smith.

Désaccord sur la place à accorder à Pieter Elbers

Prévu pour être dévoilé fin octobre, ce schéma n'a pas été annoncé comme il devait l'être à l'issue du conseil d'administration du 30 octobre, la veille de la publication des résultats trimestriels. Selon plusieurs sources concordantes, ce schéma a du plomb dans l'aile. Il est même mort-né pour certains. « Ce schéma est de facto abandonné par abstention », explique-t-on à La Tribune.

« Ben Smith n'est là que depuis 8 semaines, il a besoin de temps pour se faire une opinion sur la gouvernance », fait-on remarquer en interne.

Pour autant, au-delà du calendrier, il existe des raisons plus profondes pour expliquer ce décalage.

« Ben Smith veut diriger le groupe. Il n'est pas d'accord sur le partage prévu avec Pieter Elbers et sur la place à accorder à ce dernier au sein du groupe. Il ne veut pas être dessaisi des alliances, de l'informatique et de la maintenance du groupe », explique un connaisseur du dossier.

D'autant plus qu'il aurait été tenu informé très tardivement de ce schéma pourtant discuté dès le mois de juillet entre le comité de nomination d'Air France-KLM présidé par Anne-Marie Couderc (par ailleurs présidente non exécutive du groupe) et la direction de KLM, laquelle, selon la même source, n'était pas demandeuse d'autant de pouvoirs pour Pieter Elbers, à part peut-être la responsabilité des alliances pour laquelle le président hollandais s'était montré volontaire.

Du coup, d'autres schémas sont aujourd'hui à l'étude, expliquent deux sources au courant du dossier. Mais, rappelle l'une d'elles, « il faudra dans tous les cas faire une place à Pieter Elbers. » Car du côté hollandais, on est évidemment furieux que le schéma de gouvernance envisagé n'ait pas vu le jour.

Refus de faire entrer Ben Smith au conseil de KLM

Selon plusieurs sources, la position de Ben Smith s'explique notamment par l'opposition affichée par une partie du camp hollandais à son entrée au conseil de surveillance de KLM, laquelle, selon nos informations, était pourtant envisagée depuis le jour de sa nomination au poste de directeur général d'Air France-KLM le 16 août.

« Ben Smith a été interloqué par l'opposition à sa nomination au conseil de KLM », assure un administrateur.

Début octobre en effet, alors qu'un feu vert du conseil de surveillance de la compagnie hollandaise était toujours jugé envisageable par certains, la charge brutale du président du *work council* (comité d'entreprise) de KLM, Jan Willem van Dijk, a surpris tout le monde, Ben Smith le premier, lequel, à ce moment-là, n'était en fonction que depuis trois semaines seulement. Dans un courrier virulent publié par De Telegraaf, Jean Willem van Dijk rappelait l'opposition d'une partie des salariés à l'entrée du directeur général d'Air France-KLM au conseil de KLM. Une grenade similaire à celle dégoupillée en 2016 à l'encontre de l'ancien PDG d'Air France-KLM, Jean-Marc Janaillac, alors que sur le papier rien n'empêchait (et n'empêche) pourtant une telle nomination dans la mesure où la majorité des administrateurs de KLM (5 sur 9 administrateurs de KLM) sont nommés par Air France-KLM. Certains observateurs ont vu derrière cette déclaration d'hostilité à l'encontre de Ben Smith la main de la direction de KLM, et notamment celles de Hans Smits, le président du conseil de surveillance et de Pieter Elbers, le président du directoire. Cet épisode a-t-il déclenché la tension actuelle ? Beaucoup le pensent.

Méfiance mutuelle

En attendant, les relations entre Ben Smith et Pieter Elbers se sont sérieusement refroidies. Et la méfiance s'est installée.

« Nous avons l'impression que Ben Smith se méfie de Pieter Elbers », estime une source. D'autres tentent d'équilibrer les choses et préfèrent parler de « méfiance mutuelle ».

Etiqueté « KLM First », le dirigeant néerlandais est considéré dans l'Hexagone comme un tenant de l'autonomie de la compagnie hollandaise, laquelle a souvent fait ce qu'elle voulait dans son coin, refusant les décisions stratégiques quand celles-ci pouvaient remettre en cause son influence au sein du groupe. Une position aux antipodes de celle de Ben Smith qui prône au contraire une intégration plus poussée entre les deux compagnies, comme il l'a indiqué dans son discours aux salariés lors de sa prise de fonction en septembre.

"Ensemble, Air France et KLM représentent une coalition que beaucoup nous envient. Ensemble, nous formons une force dont il faut tenir compte. Avec la puissance d'Air France et KLM travaillant en tandem, nous pouvons conquérir à la fois les marchés européens, mais aussi mondiaux", avait-il déclaré dans son message vidéo adressé aux salariés, en pointant les dégâts des « luttes internes ».

Rapport de force compliqué

Selon deux sources, cette méfiance serait renforcée à tort ou à raison chez Ben Smith par le sentiment que Pieter Elbers remettrait en cause son autorité. Qu'en est-il exactement ? Difficile à dire, même si un dirigeant d'Air France rappelle en plaisantant qu'en raison de la personnalité et du statut du dirigeant hollandais, les précédents patrons du groupe ont probablement dû partager le même sentiment.

Quoi qu'il en soit, la relation qu'entretiennent ces deux hommes pratiquement du même âge (47 ans pour Smith, 48 pour Elbers), s'inscrit dans un rapport de force compliqué.

Le Canadien est aujourd'hui hiérarchiquement au-dessus du Hollandais, alors qu'avant son arrivée chez Air France-KLM il y a trois mois, il apparaissait sur le papier un cran en dessous de Pieter Elbers. En effet, Ben Smith était alors le numéro 2 d'Air Canada qu'il a contribué à redresser, et inconnu dans le secteur sur la scène internationale, alors que le Hollandais est le numéro 1 d'une compagnie de la taille d'Air Canada qu'il pilote parfaitement depuis 4 ans et est reconnu par ses pairs au niveau mondial.

Par ailleurs, le profil de Ben Smith constitue évidemment un gros changement pour Pieter Elbers dans sa relation avec le patron d'Air France-KLM. Alors qu'il avait dû composer jusqu'ici avec des patrons du groupe plus âgés à la connaissance du secteur moins pointue que la sienne, il a désormais quelqu'un qui présente le même profil que lui avec une connaissance et une compétence du secteur au moins aussi grande que la sienne, doublée d'une grande ambition. Autant d'éléments qui, combinés à la forte personnalité de Pieter Elbers, peuvent en effet expliquer une relation compliquée.

« Le climat n'est pas houleux, ils n'ont tout simplement pas encore trouvé la bonne manière de fonctionner ensemble. Ils ont le même profil. Ils sont tous les deux pragmatiques, partagent la même vision du business, et connaissent tous les deux le secteur sur le bout des doigts. Cela ne peut que marcher », estime un dirigeant optimiste.

En outre, selon deux administrateurs, un élément interne au camp hollandais a également contribué à dissuader le groupe d'accorder un trop grand pouvoir à Pieter Elbers à Air France-KLM. La crainte de voir certains éléments importants, Hollandais notamment, quitter le groupe parce qu'ils sont peu en phase avec Pieter Elbers.

Le mythe de l'intégration

Ces divergences sur la gouvernance en inquiètent plus d'un. Car à côté des questions de compétitivité, le système de gouvernance d'Air France-KLM est en effet un frein au développement du groupe. Il empêche notamment de rattacher à la holding d'autres compagnies, soit du groupe, soit dans le cadre d'une acquisition. Le cas de Transavia est un bon exemple. Alors que les compagnies low-cost de IAG et du groupe Lufthansa (Vueling et Eurowings) sont rattachées au groupe, celles d'Air France-KLM (les deux Transavia, France et Holland), sont rattachées à chacune des deux filiales du groupe : Air France et KLM.

Alors que l'une des missions de Ben Smith est de ressouder les deux compagnies du groupe qui n'ont cessé de s'éloigner ces dernières années au fur et à mesure que les performances

économiques des deux compagnies se creusaient, cette opposition au sommet qui traduit la méfiance réciproque entre chaque entité du groupe, risque de tuer dans l'œuf ce projet avant même qu'il ne soit lancé.

Par ailleurs, les discussions vont se poursuivre pour la recherche d'un directeur général pour Air France, un poste pour l'heure occupé de manière temporaire par Ben Smith. Nathalie Stubler, PDG de Transavia France, et Anne Rigail, directrice générale adjointe Client d'Air France sont les noms qui circulent le plus.

ADP va augmenter les redevances de près de 3% en 2019, les compagnies grognent

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique <https://www.latribune.fr/> Par Fabrice Gliszczynski | 26/11/2018, 17:14



L'aéroport d'Orly (Crédits : Gonzalo Fuentes)

Le gestionnaire des aéroports parisiens va augmenter les redevances de 2,96% en 2019 pour financer près de 800 millions d'investissements. Les compagnies aériennes dénoncent une nouvelle hausse des redevances.

Les redevances des compagnies aériennes vont augmenter de près de 3% à partir du 1er avril à Paris. Le 23 novembre, ADP, le gestionnaire des aéroports parisiens, a proposé une hausse de 2,97% des redevances, dont 1,98% liée à l'inflation.

Si ce montant est inférieur au plafond du contrat de régulation économique (CRE) 2016-2020 signé par l'État et ADP en 2015 qui autorisait une hausse des redevances pouvant aller jusqu'à 3,23%, il n'en provoque pas moins la grogne des compagnies aériennes qui demandaient une diminution des redevances.

Près de 800 millions d'euros d'investissements

Contrairement à l'an dernier où certains opérateurs comme Air France s'étaient abstenus, toutes les compagnies aériennes ont cette année rejeté la proposition d'ADP, a expliqué la Fédération nationale de l'aviation marchande (Fnam) dans un communiqué. Ces redevances vont servir à financer près de 800 millions d'euros d'investissements dans le périmètre régulé, après les quelques 700 millions en 2018. L'année 2019 sera notamment marquée par la livraison de la jonction des terminaux Ouest et sud d'Orly.

Cette augmentation intervient à l'heure où ADP va être privatisé l'an prochain. Un projet dénoncé par les compagnies, inquiètes de voir les redevances augmenter encore plus vite. Elle intervient également dans le contexte des Assises du transport aérien pour améliorer la compétitivité du secteur, dont les conclusions se font attendre.

L'optimisme plonge aussi chez les chefs d'entreprise

Économie France <https://www.latribune.fr/> Par | 28/11/2018, 6:30



Avec un indicateur de l'optimisme en chute libre, le sentiment que c'est « très bien en ce moment » baisse de 9 points (47%), et les chefs d'entreprise se montrent réservés quant aux perspectives, pour les douze prochains mois, de leur

entreprise (-15 points, 67%), de l'économie française (-19 points, 35%) mais également de l'économie mondiale (-23 points, 34%). (Crédits : Reuters/Gonzalo Fuentes)

L'indicateur de l'optimisme des chefs d'entreprise mesuré par OpinionWay perd 33 points en un mois. Ce décrochage brutal est particulièrement criant chez les dirigeants des petites entreprises qui expriment de sérieux doutes sur les perspectives économiques.

Les déboires s'accumulent pour Emmanuel Macron. Alors que la colère des gilets jaunes reste vive, le chef de l'État est confronté à une véritable perte de confiance chez les chefs d'entreprise. Selon la dernière grande consultation réalisée par OpinionWay pour CCI France/*La Tribune/Europe 1*, **l'indicateur qui mesure l'optimisme des dirigeants est au plus bas depuis son arrivée au pouvoir pour atteindre 92 points contre 125 en octobre.** L'indice perd 33 points en un mois.

Cette chute vertigineuse traduit une érosion de la confiance des patrons dans l'économie française alors que la croissance a perdu du terrain en début d'année, et que la colère des milliers de Français est loin de rassurer le patronat. Dans un entretien accordé à *La Tribune*, le président de CCI France, Pierre Goguet, rappelait que *"les conséquences pourraient être catastrophiques"* notamment dans le secteur du commerce et de la distribution qui préparent les fêtes de fin d'année.

Forte baisse dans les petites entreprises

Cet effondrement de l'optimisme est particulièrement visible pour les entreprises qui ont entre 1 et 9 salariés. L'indice est passé de 125 points à 90 points entre octobre et novembre. Chez les entreprises de 10 salariés ou plus, la baisse est beaucoup plus modeste avec un indicateur passant de 120 points à 113 sur la même période. Sur l'appréciation actuelle de la situation, le sentiment que *"c'est très bien en ce moment"* chute de presque 10 points passant de 56% à 47% quand celui relatif à *"c'était mieux hier"* progresse de 6 points passant de 31% à 37%.

L'érosion de l'optimisme est également très marquée pour les perspectives des 12 prochains mois. La confiance des dirigeants pour les projections de leur propre entreprise chute de 15 points par rapport à la dernière enquête pour atteindre 67%. Concernant les perspectives de l'économie française, les patrons apparaissent également beaucoup moins confiants. Ils ne sont plus que 35% à être confiants contre 54% lors de la dernière consultation. Enfin, **la chute de la confiance à l'égard de l'économie mondiale est encore plus spectaculaire (-23 points) passant de 57% à 34%.** Les économistes de l'OCDE ont d'ailleurs révisé leurs prévisions à la baisse récemment pour la croissance du PIB mondial passant de 3,7% en 2018 à 3,5% en 2019 et 2020.

Taxes énergétiques : peu d'impact sur les coûts de production

En plein débat sur la fiscalité écologique, 65% des patrons interrogés considèrent que la hausse des taxes énergétiques sur les coûts de production aura un faible impact sur ces derniers. Sur ce total, 31% jugent qu'elle aura un très faible impact et 34% un assez faible impact. À l'inverse, 27% indiquent que cette hausse aura un assez fort impact et 7% un très fort impact. Si la fiscalité environnementale est parfois accusée de peser sur la compétitivité-prix des entreprises, c'est loin d'être le cas lorsque l'on interroge les dirigeants.

Évidemment, il existe quelques disparités selon les secteurs ou selon la taille des sociétés. Par exemple, si 82% des entreprises du commerce déclarent que cette augmentation aura des conséquences sur les coûts de production, elles sont 51% à faire le même constat dans la construction. Il existe enfin de fortes divergences entre les petites entreprises de moins de 9 salariés (66% estiment que les coûts de production seront alourdis) et celles qui ont des effectifs supérieurs à 10 salariés (39% pensent que l'impact sera faible).

La moitié des entreprises n'ont pris aucune mesure écologique

A l'approche de la COP 24 qui doit se dérouler en Pologne dans quelques jours, la question du rôle des entreprises dans le réchauffement climatique devrait être au centre des préoccupations. Si quelques entreprises font des efforts en matière d'écologie, d'autres n'ont pas adopté de

mesures en faveur de l'écologie. Les résultats obtenus par OpinionWay auprès des chefs d'entreprise sont à cet égard particulièrement accablants. **50% assurent avoir pris aucune mesure et 45% affirment avoir engagé une seule mesure.** Sur le total, seulement 5% déclarent avoir adopté plusieurs dispositifs en faveur de l'environnement.

Parmi les mesures avancées par les dirigeants, figure en première position la réduction ou l'optimisation de la gestion de leurs déchets (48%, 67% parmi les plus grandes entreprises). Elles ne sont en revanche que 6% à déclarer avoir recours aux énergies renouvelables. *"Les entreprises de 10 salariés ou plus se montrent les plus vertueuses : 70% d'entre elles appliquent au moins une mesure écologique dans leurs structures (contre 49% parmi les plus petites), dont 18% qui appliquent plusieurs mesures (vs 5%)"* souligne l'organisme de sondages.

Pour autant, si les grandes entreprises sont les plus avancées, elles ne sont pas toujours favorables à l'application de certaines mesures. *"57% des dirigeants d'entreprises de 10 salariés et plus sont opposés à la mise en place d'un chèque carburant, financé par les entreprises, pour les salariés qui utilisent leur véhicule personnel pour se rendre sur leur lieu de travail, soit autant que les entreprises de moins de 10 salariés (57% également)"* souligne OpinionWay. L'adoption de mesures en faveur de l'environnement représente ainsi un véritable défi pour les entreprises à l'avenir.

() Méthode : enquête réalisée auprès d'un échantillon de 629 dirigeants d'entreprise. Les interviews ont été réalisées par téléphone du mercredi 15 au jeudi 22 novembre 2018. La représentativité de l'échantillon a été assurée par un redressement selon le secteur d'activité et la taille, après stratification par région d'implantation. Précision : le terrain a débuté deux jours avant le premier jour de mobilisation des "Gilets jaunes" et s'est terminé deux jours avant le deuxième jour de leur mobilisation.*

** Vous désirez exprimer votre avis, émettre une idée sur les questions économiques ? Rejoignez la Communauté CCI des entrepreneurs en participant à la plateforme d'échanges et de débats : www.grandeconsultation.fr*

Vers des bâtiments autonomes en énergie grâce à l'hydrogène

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement <https://www.latribune.fr/> Par César Armand | 28/11/2018, 7:30



Depuis 2017, l'immeuble Delta Green à Saint-Herblain, dans la périphérie nantaise, est le premier bâtiment mixte qui fonctionne grâce à l'hydrogène. (Crédits : Galéo)

Il est déjà techniquement possible de produire de l'hydrogène dans les immeubles avec des panneaux solaires ou des éoliennes, afin d'apporter électricité et chaleur. Passer à l'échelle de la ville est une autre affaire.

Nicolas Hulot, alors ministre de la Transition écologique et solidaire, a lancé, le 1^{er} juin dernier, un « *plan de déploiement de l'hydrogène pour la transition énergétique* ». Il a notamment mis l'accent sur la mobilité, insistant sur deux objectifs à atteindre d'ici à 2023 : 5.000 véhicules hydrogène et 100 stations de recharge. Mais il ne faut pas oublier qu'au Japon, 250.000 logements sont équipés de pompes à chaleur à hydrogène (voir *La Tribune du 30 mai 2018*). Pourtant, le mot « bâtiment » n'apparaît qu'une seule fois dans le dossier de presse du ministère.

« L'hydrogène permettra de répondre au problème de l'intermittence des énergies renouvelables, notamment parce qu'il offre une solution de stockage et de flexibilité, au service des infrastructures et des besoins thermiques des bâtiments, évitant ainsi des renforcements de réseaux », est-il écrit.

L'hydrogène est déjà une réalité dans les bâtiments, mais à petite échelle. À Saint-Herblain, dans la périphérie de Nantes, l'immeuble Delta Green est le premier bâtiment mixte qui fonctionne déjà grâce à cette énergie, depuis mars 2017. Sur les toits des 8.000 m² de bureaux, logements et services se trouvent trois champs de panneaux photovoltaïques qui produisent de l'électricité. Le courant ainsi généré scinde la molécule d'eau (H₂O) en deux parties : l'hydrogène d'un côté, l'oxygène de l'autre, qui repart dans l'atmosphère. C'est l'électrolyse. Quant à l'hydrogène, il peut être stocké dans une pile à combustible avant d'être réutilisé comme électricité.

Lisser les pointes et les pics

« Un an et demi après, nous sommes dans les clous. Nous avons moins produit que prévu mais nous avons aussi moins consommé que prévu. Nous avons donc atteint nos objectifs », remarque Alain Raguideau, le promoteur immobilier à l'origine du projet. Même si l'autonomie du bâtiment n'est pas encore atteinte, il songe à utiliser l'hydrogène produit comme carburant pour deux véhicules en autopartage pour l'ensemble de la copropriété.

« Nous en sommes encore aux balbutiements, poursuit-il, mais je fais partie des quelques-uns qui y croient. Si nous nous projetons à dix ans, je reste persuadé que ce sera une solution hyper simple. Non seulement l'alimentation est décarbonée, mais en plus les pots d'échappement des voitures à hydrogène ne rejettent que de la vapeur d'eau. »

La startup Powidian, qui a installé la station de production d'hydrogène dans ce bâtiment de Loire-Atlantique, conseille le recours aux piles à combustible (PAC) pour stocker l'hydrogène dans les zones géographiques où il y a des grandes périodes de mauvais temps. À la différence des batteries, qui conservent l'énergie des éoliennes et des panneaux photovoltaïques à court terme, les PAC peuvent la conserver à moyen terme.

« Passé un certain seuil de stockage, produire de l'hydrogène, c'est intéressant, assure son cofondateur, Jean-Marie Bourgeais. Il peut servir d'écrtage. Lorsque vous ne voulez pas augmenter votre consommation, vous pouvez réduire votre abonnement. Sinon, l'hydrogène peut servir à effacer les pointes et les pics de consommation. »

L'hydrogène peut en effet servir de vecteur énergétique, car une pile à combustible produit 50% de chaleur réutilisable en eau chaude sanitaire ou pour du plancher chauffant, et 50% d'électricité.



Optimiser l'alimentation

Son homologue Sylfen a, lui aussi, cette approche multi-énergies visant à utiliser l'énergie en surplus au moment opportun.

« La solution, c'est d'associer différentes technologies pour optimiser l'alimentation d'un bâtiment à partir d'énergies locales, avance Nicolas Bardi, le président de cette jeune pousse. Nous pouvons mettre du panneau photovoltaïque, de la micro-hydraulique... des sources locales au plus proche. Dans tous les cas, le stockage n'a de sens que si nous pouvons faire du décalage de consommation. »

À l'échelle des maisons individuelles, les batteries sont efficaces la journée et permettent de couvrir la consommation des ménages le soir venu. Mais, à l'échelle d'un immeuble, c'est insuffisant. C'est pourquoi il faut dans ce cas de l'énergie solaire autoconsommée, du surplus stocké en batterie et sous forme d'hydrogène, mais aussi du gaz naturel pour produire de l'énergie additionnelle. « *Le bâtiment autonome est un bâtiment adulte qui a le choix entre acheter de l'électricité, du gaz, de la chaleur...* », résume Nicolas Bardi.



Si cela fonctionne déjà à l'échelle du bâtiment, est-il possible d'aller plus loin ?

« *C'est possible dans des micro-quartiers ou dans des zones pavillonnaires, mais à condition de faire de la gestion intelligente. Par exemple, il faut éviter que tout le monde lance sa machine à laver au même moment* », estime Jean-Marie Bourgeois, de Powidian.

Le président de Sylfen, pour sa part, qualifie cette question de « *vrai sujet politique et philosophique.* »

« *Nous allons vers des logiques de densification de l'habitat. Couvrir, par exemple, les toits de Paris de panneaux photovoltaïques, c'est ridicule. Il faudrait des parcs de production centralisés en périphérie. Cela ne pourrait pas fonctionner autrement* ».

Comme le disent si souvent les promoteurs de cette énergie, les batteries sont comme les bagages à main et l'hydrogène, la valise en soute. Mais dans les métropoles denses, il y aura toujours davantage d'énergie consommée que d'énergie produite.

Des centaines de milliers d'emplois « verts » : mythe ou réalité ?

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement <https://www.latribune.fr/> Par Dominique Pialot | 30/11/2018, 7:00



La formation d'une main-d'oeuvre qualifiée afin de répondre à la montée du business verts est un des enjeux majeurs des prochaines années. (Crédits : iStock)

Selon le président de l'Ademe, Arnaud Leroy, l'impact de la transition écologique est positif sur l'emploi, avec l'espoir de 900.000 emplois verts supplémentaires en 2050. Les principaux gisements se trouvent dans les énergies renouvelables, la rénovation thermique des bâtiments et la mobilité. Mais il souligne la difficulté de les quantifier avec exactitude.

L'argument de l'emploi est agité aussi bien par les promoteurs de la transition écologique, dès lors baptisée « croissance verte », que par les tenants de l'immobilisme, au nom des destructions d'emplois qu'elle entraînerait inéluctablement. Il est vrai que le sujet est particulièrement sensible dans un contexte où le chômage touche près de 10% de la population active. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), bras armé de l'État pour la mise en oeuvre des politiques publiques en la matière, produit régulièrement des études prospectives s'efforçant d'évaluer le résultat de la transition écologique sur le marché de l'emploi, tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

Elle a publié, en septembre 2018, deux focus, sur les Hauts-de-France et l'Occitanie. Ces études montrent que le gros des créations d'emplois se situe dans les énergies renouvelables (notamment bois-énergie et méthanisation), la rénovation thermique des bâtiments et la mobilité, à la fois dans les transports collectifs et dans l'installation de bornes de recharges électriques. Dans le même temps, l'Ademe anticipe des pertes d'emplois dans l'entretien et la réparation des automobiles ainsi que dans le transport routier de marchandises.

Mais une transition énergétique volontariste telle que celle voulue par la Région Occitanie, qui ambitionne de devenir d'ici à 2050 une RÉPOS (région à énergie positive), produisant plus d'énergie qu'elle n'en consommera, aura un impact plus transversal. En effet, elle générera selon l'Ademe une hausse de 2% du PIB régional d'ici à 2030 et de 3,9% d'ici à 2050, une baisse de la facture énergétique des ménages de 56% d'ici à 2050 et donc une augmentation de leur pouvoir d'achat. Et cela profitera à l'ensemble des secteurs économiques, en particulier la construction, les transports de passagers et les services marchands.

À partir de ces deux études de cas, l'Agence déduit que la transition énergétique pourrait créer *« jusqu'à 900.000 emplois en France d'ici à 2050 »*.

« On observe un certain conservatisme sur ce sujet », regrette Arnaud Leroy, président de l'Ademe depuis mars 2018. Mais il reconnaît aussi des erreurs de communication par le passé, et une attitude spéculative sur la création d'emplois, notamment dans l'éolien et le solaire, *« qui n'ont pas répondu aux attentes, en tout cas pas celles des élus »*. Il n'en reste pas moins que dans certains secteurs, par exemple l'agriculture bio, le potentiel de création d'emplois est impressionnant. La conversion des exploitations françaises a généré une hausse de près de 12% des effectifs entre 2015 et 2016. Au-delà des chiffres, la transition écologique, ce sont aussi de nombreux emplois qui n'existaient pas hier, comme, à titre d'exemple, les maîtres composteurs, qui travaillent sur la composition des intrants dans les méthaniseurs.

Mais les métiers nouveaux ne sont pas les seuls à ne pas être répertoriés parmi les emplois verts. *« L'appareil statistique aussi doit transitionner »,* insiste Arnaud Leroy, regrettant une nomenclature datant des années 1950. C'est d'ailleurs l'objet des travaux menés par l'Ademe Île-de-France avec le Partenariat pour l'excellence des écoentreprises (Pexe) pour élaborer un référentiel des éco-entreprises. Le déficit actuel de nomenclature rend difficile, pour ne pas dire impossible, l'obtention de statistiques fiables portant sur les emplois verts.

Pourtant, sur le terrain, *« on voit vraiment les choses bouger »,* affirme le président de l'Ademe. De nouveaux marchés se développent, sur lesquels la demande est réelle. Ce sont parfois de petits marchés, mais qui connaissent une croissance forte. Une hausse de 9 à 20 % pour l'agriculture bio, par exemple, nettement plus en forme que le secteur des céréales, exposé à tous les vents de la mondialisation, celui du lait ou celui de l'élevage.

Et de nombreuses filières « vertes » ont du mal à recruter. Dans l'éolien par exemple, le métier de soudeur est en tension. Or on en emploie également dans la chaudronnerie ou la construction navale.

« Dans la biomasse forestière, il y a un vrai problème de main-d'oeuvre, insiste Arnaud Leroy. Et dans la chimie verte, certaines entreprises financent elles-mêmes les formations, car c'est pour elles un enjeu de survie. »

Sensibiliser les artisans

En mai dernier, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, et la haut-commissaire à la transformation des compétences, lançaient un programme baptisé 10Kvert, destiné à *« favoriser l'accès des jeunes et des demandeurs d'emploi aux emplois verts et verdissants »* et visant la formation de 10.000 personnes à ces métiers. En parallèle, la ministre et Nicolas Hulot, alors ministre de la Transition écologique, confiaient une mission à Laurence Parisot, ancienne présidente du Medef, afin de bâtir le plan de programmation de l'emploi et des compétences prévu par la loi de transition énergétique. Dans le même temps, insiste Arnaud Leroy, *« sur le glissement vers des emplois plus verts, il faut entendre les syndicats »*.

Les labels Qualibat ou RGE (« reconnu garant de l'environnement ») ont précisément été créés pour favoriser la formation de main-d'oeuvre qualifiée, mais encore faut-il que les choses suivent. Ainsi, dans les régions littorales ou plus largement touristiques, la rénovation thermique de l'habitat se trouve en concurrence avec le business beaucoup plus lucratif de la rénovation des maisons secondaires. Peut-être faudrait-il envisager, dans ces régions, de revaloriser ces opérations ?

Pour Arnaud Leroy, « *il faut surtout former des générations d'artisans qui soient sensibles à ces sujets* ». L'Ademe y travaille avec les lycées professionnels, les chambres des métiers, les CCI... Son président se réjouit de la pétition « Manifeste pour un réveil écologique » lancée dans la foulée du dernier rapport du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), signée par quelque 13 000 étudiants des grandes écoles françaises, qui par ce geste s'engagent à ne jamais travailler pour une entreprise polluante. « *C'est bien la preuve que les emplois de la transition sont les emplois du futur.* »

Déjà 4 millions d'emplois dans les métiers de l'environnement

En 2016, les éco-activités et le secteur environnemental représentaient 456 000 emplois, soit 1,8 % de la population active. Entre 2015 et 2016, ses effectifs ont enregistré une augmentation de 0,5 %, principalement grâce aux conversions des exploitations françaises à l'agriculture biologique, qui emploie 32 264 travailleurs, en hausse de 11,7 % sur un an. La gestion des déchets (84 550 emplois) et la gestion de l'eau (66 800 emplois) sont les deux autres secteurs gros pourvoyeurs d'emplois. Globalement, l'ensemble des professions à finalité environnementale (les emplois verts) ou dont l'exercice évolue avec les préoccupations environnementales (les emplois verdissants), représentent 4 millions d'emplois en France.

Renault embarque sur le cargo à voiles de Neoline pour réduire son empreinte carbone

Régions Pays de la Loire <https://www.latribune.fr/> Par Frédéric Thual, à Nantes | 30/11/2018, 5:28



La startup nantaise Neoline a imaginé la construction de deux cargos, de type roulier, de 136 mètres de long, propulsés à la voile pour traverser l'Atlantique et relancer le fret à la voile. (Crédits : Mauric/Neoline-Renault)

Le constructeur automobile Renault l'a annoncé à l'occasion des Assises de la Mer, à Brest. A partir de 2020 ou 2021, il utilisera les cargos à voiles imaginés par la start-up nantaise Neoline pour transporter des véhicules entre Saint-Nazaire et Saint-Pierre et Miquelon. Objectif affiché : réduire l'empreinte écologique de chaque véhicule tout au long de son cycle de vie.

Joli coup de filet pour la startup nantaise Neoline. A l'occasion des dernières Assises de la Mer qui se sont tenues à Brest les 27 et 28 novembre, le constructeur automobile Renault a annoncé la signature d'un partenariat de trois ans avec Neoline, jeune entreprise nantaise qui a imaginé la construction de deux cargos, de type roulier, de 136 mètres de long, propulsés à la voile pour traverser l'Atlantique et relancer le fret à la voile.

« *L'ambition du Groupe Renault est de réduire l'empreinte écologique de chaque véhicule tout au long de son cycle de vie, depuis l'acheminement des pièces de fabrication jusqu'à la livraison et le traitement en fin de vie. La solution imaginée par Neoline contribue à l'exploration de nouvelles solutions de mobilité durable et à soutenir la trajectoire de réduction de notre empreinte carbone* », a indiqué Jean-Philippe Hermine, directeur stratégie et plan environnement groupe Renault.

Le constructeur automobile s'est fixé l'objectif de réduire son empreinte carbone de 25% entre 2010 et 2022, dont 6% grâce aux interventions menées sur la *supply chain*. Déjà, 60% des pièces et véhicules produites par le groupe transitent par voie maritime. La solution offerte par Neoline

permettrait au groupe Renault de gagner une semaine sur ses temps de transport, les pièces et véhicules étant jusque-là obligés de transiter par Halifax.

La promesse de réduire de 90% les émissions de CO2

« Depuis près de 10 ans, nous travaillons à identifier des solutions plus respectueuses de l'environnement comme par exemple : l'optimisation du taux de remplissage des conteneurs et des camions, l'éco-conception de nos emballages et le recours au multimodal. Nous développons aussi d'autres initiatives telles que le transport au gaz naturel entre fournisseurs de pièces et sites de production, l'évaluation des performances environnementales des transporteurs, la modernisation des flottes de camions, ou encore l'optimisation de nos flux pour réduire le nombre de kilomètres parcourus et supprimer les trajets à vide », précise Jean-François Salles, directeur programmation industrielle de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, dont le partenariat crédibilise le pari fait par Neoline. A savoir concevoir un démonstrateur commercial capable de réduire jusqu'à 90% des émissions de CO2, comparé à un cargo traditionnel sur un trajet équivalent.

Plutôt un trafic de niches

La startup ambitionne de lancer une ligne-pilote transatlantique dès 2020. « On veut offrir aux chargeurs la possibilité de transporter du fret (notamment roulant, hors normes, colis lourds et 286 conteneurs) entièrement protégé en cale et garage vers des secteurs jusque-là peu desservis et sans rupture de charge », explique Jean Zanuttini, l'un des fondateurs de Neoline, qui réunit des professionnels du transport maritime. Grâce à un ensemble de ponts mobiles, les capacités de transport sont optimisées pour charger à la fois des frets légers, mais aussi des colis hors gabarit pouvant atteindre jusqu'à 9,8 m de haut et peser 200 tonnes, sans avoir recours à des appareils de levage. De type Roro, le Neoliner dispose d'une capacité de 1.500 mètres linéaires pour embarquer 500 voitures, ou 280 conteneurs (EVP) ou 5.000 tonnes de fret conventionnel. Un dimensionnement pensé pour éviter la concurrence des lignes principales qui bénéficient d'un fort effet d'échelle. Neoline choisit plutôt un trafic de niches.

Financement et construction en chantier

Pour Neoline, il s'agit d'effectuer une boucle entre Saint-Nazaire, Bilbao, Charleston, Baltimore, Saint-Pierre et Miquelon, et Saint-Nazaire. Le trajet devrait durer entre 11 et 13,5 jours. Pour Renault, les navires devraient embarquer 50 à 100 véhicules par an au gré de deux rotations mensuelles à destination de Saint-Pierre et Miquelon. Une participation modeste « mais qui a valeur d'expérimentation. Elle montre que notre positionnement est bon et préfigure la mise en place d'une ligne plus massifiée », estime Jean Zanuttini.

L'implication du constructeur automobile dans ce projet « d'armateurs », labellisé par le pôle Mer Bretagne et le pôle de compétitivité EMC2, devrait aussi permettre de travailler sur la question des batteries. Doté de 4.200 m² de voiles et d'un moteur diesel électrique de 4.000 Kw, nécessaire aux manœuvres, les navires devraient atteindre une vitesse moyenne de 11 nœuds. « Alors que le fret maritime traditionnel représente près de 3% des émissions de CO2 en Europe*, NEOLINE a vocation à constituer une réponse française innovante à un défi environnemental universel tout en restant dans un cadre industriel et compétitif », souligne le co-fondateur de Neoline. L'enjeu est là.



[Cargo à voile de Neoline. Crédit : Mauric. Cliquez sur l'image de synthèse pour l'agrandir.]

Pour rester compétitif, Neoline va devoir multiplier les contrats pour fiabiliser une ligne principalement conçue pour accueillir du fret hors gabarit. « Nous avons rencontré une quinzaine d'acteurs et identifié suffisamment de fret pour rentabiliser la ligne. Mais, ce sont des projets qui prennent du temps. Il faut assembler les pièces du puzzle », observe Jean Zanuttini.

Lancés l'été dernier, les appels d'offres pour la construction des deux navires pourraient intervenir d'ici la fin de l'année ou en début d'année prochaine. Si les propositions se sont avérées très convaincantes pour la partie innovante des Neoliners, notamment les gréements sur lesquels des entreprises de Pays de la Loire se sont habilement positionnées, en revanche, pour la construction de la coque, les offres sont apparues un peu « décevantes ».



Une dizaine de chantiers navals auraient à ce jour répondu. « *On pourrait s'orienter vers une fabrication de la coque à l'étranger et des gréements en France, avec un assemblage à Saint-Nazaire piloté par le cluster Neopolia. Mais rien n'est arrêté* », se projette Jean-Zanuttini. Rien non plus du côté du financement des navires (35 millions d'euros l'unité) pour lesquels les tours de table se poursuivent. L'arrivée de Renault devrait donc donner un coup d'accélérateur au projet qui, au-delà de ces deux premiers navires, vise des tailles plus importantes et d'autres secteurs du shipping...

Industries d'armement

Innovation: quelles synergies entre Défense et entreprises ?

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 27.11.2018 Par Philippe Chapleau

L'Association des entreprises partenaires de la Défense organise le mardi 4 décembre à l'Ecole militaire à Paris une soirée avec l'Agence de l'Innovation de Défense (AID) sur le thème "Innovation de défense et entreprises : quelles synergies ?".

Cette soirée permettra de mieux connaître l'Agence de l'Innovation de Défense, son organisation, ses missions et ses relations avec le monde de l'entreprise. Un large créneau sera prévu pour une séance de questions/réponses.

Elle s'adresse à tous ceux qui souhaitent innover au profit du ministère des Armées: étudiants, chercheurs, dirigeants de startups, dirigeants de PME technologiques... Plusieurs cas pratiques seront présentés, chacun concernant une typologie précise d'innovateur : étudiant, chercheur, dirigeant de startup et dirigeant de PME.

L'inscription est obligatoire. Nombre de places limitées. Inscription **ici** https://entreprisespartenairesdeladefense.fr/index.php?option=com_foxcontact&view=foxcontact&Itemid=747

Rheinmetall veut faire main basse sur le projet de char franco-allemand

<http://www.opex360.com/> Posté dans Forces terrestres, Industrie par Laurent Lagneau Le 27-11-2018



Photo : Rheinmetall AG

« Concernant le système majeur de combat terrestre (MGCS), sous leadership allemand, [...] un cahier des charges pour les études conceptuelles et les activités de R&D [recherche et développement, ndlr] sera convenu fin 2018. Rheinmetall, KMW et Nexter (sociétés du groupe KNDS), seront chargés de faire une proposition industrielle afin de mener avec succès les études

et les activités de R&D respectives à partir de mi-2019 », a précisé un communiqué publié la semaine passée par Florence Parly, la ministre française des Armées et Ursula von der Leyen, son homologue allemande.

La mention de Rheinmetall, un poids-lourds de l'industrie allemande de l'armement, avait alors de quoi surprendre dans la mesure où, jusqu'alors, il n'avait jamais été cité quand il s'agissait d'évoquer le projet de char franco-allemand. En effet, il semblait acquis que ce dernier allait être conduit par KNDS, la co-entreprise détenue à parts égales par Wegmann GmbH & Co, propriétaire de Krauss-Maffei Wegmann [KMW] et Giat Industries, propriétaire de Nexter Systems. Restait à déterminer, pensait-on, les industriels les plus compétents pour fournir les systèmes de combat collaboratif devant équiper le successeur des Leclerc et Leopard 2.

Seulement, le 26 novembre, Rheinmetall a fait part de son intention de racheter Krauss-Maffei Wegmann, qui appartient à la famille Bode-Wegmann. Le décès, en septembre dernier, de Manfred Bode, qui présidait le conseil de surveillance du constructeur de blindés, a-t-il précipité les choses ?

En tout cas, Rheinmetall a bel et bien annoncé que des discussions étaient actuellement en cours en vue de ce rachat. Ce qui a fait grimper le cours de ses actions de 6,5%. Plus précisément, il est question de négociations portant sur « une éventuelle prise de participation dans KNDS conduisant à une acquisition indirecte de la filiale de KNDS, Krauss-Maffei Wegmann GmbH & Co. KG. »

Déjà, quand il était question d'un rapprochement entre Nexter Systems et Krauss-Maffei Wegmann, Rheinmetall avait tenté de faire capoter l'opération en faisant une contre-proposition à son concurrent (et partenaire) allemand, qu'il convoitait alors déjà depuis longtemps.

« Dans l'accord (passé avec Nexter), les deux parties s'engagent à ne pas discuter fusion avec des tierces parties pendant une période définie », avait expliqué, à l'époque, un porte-parole de Krauss Maffei Wegmann, pour justifier la fin de non-recevoir adressée à Rheinmetall.

Cela étant, l'opération annoncée le 26 novembre n'est pas encore faite. « La question de savoir si la transaction est juridiquement réalisable et économiquement viable est actuellement examinée par le directoire de Rheinmetall AG et dépend d'un grand nombre de facteurs politiques, économiques et réglementaires », est-il précisé dans le communiqué publié par l'industriel.

Et le facteur politique évoqué concerne justement le sort de KNDS... Car si ce rachat entre dans les faits, alors la relation avec Nexter Systems risque fort d'être déséquilibrée, étant donné que Rheinmetall est d'une toute autre envergure que Krauss Maffei Wegmann, son portefeuille d'activités étant plus large, de même que son chiffre d'affaires.

Pour le moment, les autorités françaises n'ont pas réagi à l'annonce de Rheinmetall, pas plus que Nexter Systems, qui risque de se trouver marginalisé dans le projet MGCS.

Technologie

Stratobus, le dirigeable nouvelle génération de Thalès Alenia Space

Actualité Grand Sud Haute-Garonne Toulouse <https://www.ladepeche.fr/> Publié le 27/11/2018 à 18:45, Mis à jour le 28/11/2018 à 07:34 Innovation - High Tech CH. D.



Le premier stratobus pourrait voler fin 2022. L'engin devrait être commercialisé en 2023-2024./DR Thales Group.

Stratobus est un dirigeable pensé par Thalès Alenia Space. Autonome en énergie et stable, il permet d'assurer de nombreuses missions (sécurité, environnement, télécommunications). Jean-Philippe Chessel, responsable de la ligne de produit Stratobus chez Thales Alenia Space, travaille sur le projet du dirigeable dépoussiéré et bourré de nouvelles technologies depuis 2009. Ce mardi, il est à Toulouse pour animer une conférence organisée par l'académie de l'air et de l'espace.



Quelles sont les caractéristiques de ce géant du ciel ?

Stratobus mesure 140 m de long et 32 mètres de diamètre. Il a deux caractéristiques principales. Premièrement, il est capable de se positionner à une altitude entre 19 et 20 km et de rester fixe, en permanence, afin d'assurer sa mission. Deuxièmement, il peut embarquer entre 250 et 350 kg de charge utile. Par comparaison, un drone solaire à la même altitude peut embarquer 5 à 20 kg. Stratobus ouvre donc des portes à des missions puissantes.

Qui dit en permanence dans les airs dit autonome ?

En effet, cela suppose être autonome en énergie afin de ne pas redescendre. « Stratobus » a un générateur solaire, il est capable de stocker l'énergie. Quand il fait nuit, il peut donc puiser dedans et rester en fonction. Il a une durée de vie de 10 ans. Tous les ans, il faut le réalimenter en hélium (cela peut aussi être l'occasion d'embarquer des technologies plus récentes) ; et tous les cinq ans, il faut changer l'enveloppe.

Concrètement, à quoi peut-il servir ?

Stratobus a un portefeuille de missions très développé. Il peut par exemple surveiller une frontière ou un site critique. Et ce, par tous les temps. Il est équipé d'optiques qui deviennent aveugles en cas de nuage. Nous proposons donc un radar en complément. Depuis la stratosphère, on « voit » jusqu'à 120 km du site. Cela permet d'anticiper la menace.

Stratobus peut aussi être utilisé pour des missions environnementales. On peut analyser l'érosion des plages, la qualité de l'eau, la progression de feu de forêt afin d'aider les secours au sol, etc.

Enfin, il peut faire office de relais de réseau de télécommunications, et intervenir en complément des satellites et du réseau au sol. Cela peut être utile en cas de catastrophes naturelles ou lors d'événements sportifs par exemple.

Pourquoi avoir ressorti le dirigeable du placard ?

L'idée du projet est née en 2009, à l'issue d'une conférence européenne réunissant des laboratoires et des scientifiques sur l'état des technologies pour la stratosphère. Après un an de réflexion et d'études de faisabilité, le dirigeable est sorti des cartons. Il était le seul permettant d'envisager la permanence et d'embarquer une charge importante.

Où en êtes-vous du projet ?

Dans sa première phase, le projet était cofinancé par le programme d'investissements d'Avenir. Nous avons mûri les technologies qui nous permettent aujourd'hui de continuer. Notre objectif est désormais de solliciter des financements et démarrer le développement en 2019. Fin 2022, le vol du premier Stratobus pourrait être effectué avant une fabrication commerciale fin 2023-début 2024. La stratosphère est un enjeu économique. Facebook, Google, Boeing, travaillent à

développer des technologies. Nous avons pour ambitions d'être les premiers à lancer notre produit.

Prochaine conférence de l'Académie de l'air et de l'espace à la médiathèque José Cabanis, mardi 29 janvier à 18 heures : « L'intelligence artificielle, le présent et le futur possible », présentée par Claude Roche, ancien directeur de programme à la DGA.

Un ballon toulousain

C'est à Ayguevives, près de Toulouse, que l'enveloppe du dirigeable va être développée. À la manœuvre, Airstar Aerospace, un constructeur d'aérostats et de structures souples sous toutes formes et toutes altitudes.

« Airstar Aerospace a une expérience de plus de 40 ans dans la fabrication de ballons, souligne Jean-Philippe Chessel. Ils ont un vrai savoir-faire. L'entreprise connaît notamment les contraintes liées à la stratosphère. Ils vont produire un matériel unique au monde. Cela intéresse d'ailleurs le Cnes ».

Technologie numérique

Consolidation, mutualisation, 5G : les grandes manœuvres à venir dans les télécoms

Technos & Medias Télécoms <https://www.latribune.fr/> Par Pierre Manière | 28/11/2018, 18:30



Les dirigeants des quatre grands opérateurs français se sont retrouvés aux vœux de l'Arcep, le régulateur des télécoms, à La Sorbonne, en janvier dernier. De gauche à droite : Alain Weill (PDG d'Altice France), Xavier Niel (propriétaire d'Iliad), Stéphane Richard (PDG d'Orange), et Olivier Roussat (PDG de Bouygues Telecom). (Crédits : Reuters)

Orange, Bouygues Telecom, Free et SFR vont bientôt disposer d'une fenêtre de tir pour reprendre les discussions concernant un retour à trois opérateurs en France. Mais deux autres dossiers, brûlants, auront des incidences sur d'éventuelles négociations : la possibilité d'un accord de mutualisation entre l'opérateur historique et celui de Xavier Niel, ainsi que les prochaines enchères pour les fréquences 5G.

Rien n'est jamais simple dans les télécoms françaises. Depuis des années, Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free espèrent tous qu'une consolidation du secteur va voir le jour. Un retour à trois opérateurs permettrait aux heureux restants de doper leurs résultats financiers, et leur donnerait plus de marge de manœuvre pour investir. Cette consolidation est généralement perçue comme un moyen de mettre un terme à la guerre des prix qui sévit depuis l'arrivée de Free Mobile en 2012. Si le consommateur l'applaudit, les industriels, eux, en font les frais. Ces six dernières années, il y a toujours eu un « homme malade » sur le marché français des télécoms. Cette étiquette, les opérateurs se l'échangent au gré de leurs offensives tarifaires. Après Bouygues Telecom, puis SFR, c'est maintenant Free qui traverse une passe difficile, marquée par d'importantes pertes d'abonnés.

Ces prochains mois, les opérateurs vont disposer d'une nouvelle période pour discuter fusion. Jusqu'à présent, ils n'avaient pas le droit d'entamer formellement des discussions à ce sujet, en raison de procédures de réattribution de fréquences mobiles. La fenêtre sera courte : si la possibilité d'un *deal* émerge, celui-ci devra être finalisé d'ici la mi-2019, où un appel d'offres pour de nouvelles fréquences 5G devrait avoir lieu.

Rien ne dit que ces probables discussions se concrétiseront. Ces dernières années, toutes les tentatives de mariage ont capoté. En 2015, Patrick Drahi, le propriétaire de SFR, a bien tenté de racheter Bouygues Telecom. Mais malgré son gros chèque de 10 milliards d'euros, Martin

Bouygues a balayé sa proposition. L'année suivante, c'est Orange qui a tenté sa chance sur Bouygues Telecom. L'opération a elle aussi échoué dans la dernière ligne droite. Plus récemment, Bouygues Telecom a avoué, au mois de juin, qu'il avait eu un contact avec SFR pour discuter mariage. Mais selon l'opérateur de Martin Bouygues, celui-ci est resté « *sans suite* ».

Personne n'est officiellement vendeur

Si tous les acteurs perçoivent la consolidation comme une planche de salut, encore faut-il que l'un d'entre eux soit vendeur ! Ce qui semble ne pas être le cas aujourd'hui, du moins si l'on se fie aux propos officiels des protagonistes. L'exercice d'une fusion est d'autant plus compliqué que certains dirigeants entretiennent des relations difficiles. C'est, par exemple, le cas entre Xavier Niel, le propriétaire d'Iliad et maison-mère de Free, et Martin Bouygues. Ce dernier a une confiance pour le moins limitée envers son homologue, qu'il tient en partie responsable de l'échec du mariage entre Bouygues Telecom et Orange, au printemps 2016.

Pour rappel, l'exercice d'une fusion ne concerne en réalité jamais deux acteurs, mais bien les quatre opérateurs nationaux. À chaque tentative, les deux groupes qui ne sont pas directement concernés sont sollicités pour racheter certains actifs (des clients, des boutiques ou des fréquences). Leur participation est essentielle pour décrocher le feu vert des autorités concurrentielles, qui ne veulent pas qu'un groupe soit trop dominant sur les différents segments de marché. Cela complique les négociations, puisqu'un mariage nécessite *in fine* de gros engagements, fermes, de la part de tous.

En outre, certains dossiers chauds auront des incidences importantes sur les possibles négociations à venir. En premier lieu, il y a celui de l'attribution des futures fréquences 5G, vitales pour les opérateurs dans les années à venir. D'ici à la fin de l'année, l'Arcep va déterminer comment les opérateurs pourront les glaner. Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free attendent ces précisions avec impatience. Et ce, pour des raisons financières. S'ils anticipent que les sommes à déboursier pour ces fréquences seront très élevées, cela pourrait avoir un impact sur d'éventuels rapprochements.

5G : le risque d'un scénario « à l'italienne »

Pour l'heure, on ignore encore comment l'attribution de ces fréquences se déroulera. L'Arcep, le régulateur des télécoms, travaille sur différents scénarios.

« *Faut-il faire de grandes enchères pour apporter beaucoup d'argent à l'État ? Ou faut-il créer des obligations pour apporter cette technologie dans toutes les villes de France ? Voilà typiquement les questions qu'on se pose* », a affirmé Sébastien Soriano, le président de l'Arcep, ce mercredi 28 novembre au Forum Smart City Paris, organisé par *La Tribune* dans la capitale.

Un autre paramètre est aussi susceptible, en cas d'enchères traditionnelles, de faire flamber les prix. Il n'est pas dit qu'en 2020, les fréquences 5G soient disponibles en quantité suffisante pour les quatre opérateurs. « *Le problème, c'est qu'il n'y aura peut-être pas assez de spectre tout de suite* », souligne une source proche du dossier. De fait, certaines bandes de fréquences dédiées à la 5G sont pour l'heure utilisées par des chaînes de télévision, les ministères de l'Armée et de l'Intérieur. Elles pourraient n'être libérées qu'en 2026. Ainsi, s'il n'y a pas assez de spectre tout de suite pour tous les opérateurs, d'éventuelles enchères pourraient être le théâtre d'une féroce bataille. Les prix, dans ce cas, pourraient atteindre des sommets.

Voilà pourquoi un « scénario à l'italienne » n'est pas à écarter. Il y a moins de deux mois, les enchères pour les fréquences 5G ont crevé le plafond de l'autre côté des Alpes. Au total, les opérateurs ont déboursé la somme faramineuse de 6,55 milliards d'euros pour ce spectre. Pour beaucoup d'analystes, les industriels vont avoir énormément de mal à rentabiliser cet investissement.

« *Le risque, c'est que cette histoire se termine en bain de sang*, nous explique l'un d'entre eux. *Après avoir autant surpayé ces fréquences, il est tout à fait probable que les opérateurs soient contraints de lancer d'importants plans d'économies, via, entre autres, des licenciements.* »

Orange et Free vont-ils signer un accord de mutualisation ?

Le deuxième dossier qui peut avoir un impact sur une consolidation concerne la mutualisation des infrastructures entre les opérateurs. Aujourd'hui, un accord existe entre Bouygues Telecom et SFR pour déployer conjointement le mobile dans les zones rurales et peu denses. Depuis des mois, l'Arcep pousse à un accord similaire entre Orange et Free. D'autant qu'un contrat d'itinérance, qui permet à l'opérateur de Xavier Niel d'utiliser le réseau 3G de l'ex-France Télécom là où il n'est pas présent, va se terminer en 2020. Ces accords de mutualisation doivent permettre, de manière générale, aux acteurs de dépenser moins d'argent dans les infrastructures, et donc d'être plus compétitifs.

Au début d'année, l'Arcep a saisi l'opportunité d'un accord concernant la réattribution de certaines fréquences mobiles, baptisé « New deal », pour inciter, très fortement, Orange à s'associer à Free pour déployer des infrastructures mobiles dans les zones peu denses. Comme *La Tribune l'expliquait en janvier dernier*, l'opérateur historique a aujourd'hui l'obligation de consulter ses concurrents lorsqu'il projette d'installer un nouveau pylône dans les territoires peu peuplés. Il doit alors le dimensionner en conséquence si ses rivaux sont également intéressés.

Dans les négociations du New Deal, Orange a tiré à boulet rouge contre cette obligation. Laquelle, selon son état-major, venait plomber ses « *efforts de différenciation* » dans les campagnes. Après négociations, Orange a obtenu la possibilité de lever cette obligation. Celle-ci ne concernera plus l'opérateur s'il propose à Free un accord de mutualisation, dans le mobile et dans les zones peu denses, jugé « *raisonnable* » par l'Arcep.

Reste que le régulateur a finalisé le mois dernier la réattribution des fréquences mobiles du New Deal aux opérateurs. Mais pour l'heure, il n'y a toujours pas d'accord de mutualisation en vue entre Orange et Free. L'opérateur historique donne le sentiment de prendre son temps. Ce qui peut surprendre, étant donné qu'il n'y a, a priori, pas du tout intérêt... Selon un bon connaisseur du dossier, « *il est possible qu'Orange se serve de ce levier de négociation avec Free pour être à son avantage dans la consolidation* ».

« *Il y a peut-être un enjeu stratégique plus macroéconomique, consistant à faire lanterner Free pour les affaiblir, à court terme, vis-à-vis des marchés* », ajoute-t-il.

Vers un rachat de SFR par Bouygues ?

Cela dit, il est bien difficile de savoir quel schéma de consolidation pourrait émerger. Le scénario le plus souvent évoqué, aujourd'hui, est un rachat de SFR par Bouygues Telecom. Certains imaginent que Patrick Drahi, propriétaire de l'opérateur au carré rouge, accepterait de le céder pour se recentrer sur ses activités aux États-Unis, où il est numéro quatre du câble. Il lui resterait, en Europe, un autre gros opérateur : Altice Portugal (ex-Portugal Telecom).

Plusieurs observateurs estiment que, dans ce cas, Orange pourrait le lui racheter. En juin dernier, dans un entretien au *Monde*, Stéphane Richard, le PDG du leader français des télécoms, a d'ailleurs fait part de son intérêt pour ce groupe. « *L'activité de Portugal Telecom, l'opérateur historique, pourrait nous intéresser*, a-t-il lâché. *Il y aurait une vraie logique à une présence sur l'ensemble de la péninsule Ibérique* [Orange est déjà en Espagne, Ndlr]. *Mais, à ma connaissance, cet actif n'est pas à vendre.* »

Ce schéma est, quoi qu'il en soit, à prendre avec des pincettes. Patrick Drahi serait-il vendeur de SFR ? « *Evidemment que non* », nous répond sèchement Altice. Bouygues, de son côté, se montre à l'affût des opportunités. « *Comme tous les autres opérateurs, nous examinons régulièrement les possibilités de développement du secteur des télécoms*, nous dit-on. *Si une opportunité se présente, nous la regarderons.* » Les prochains mois s'annoncent animés.

Comment l'Etat manœuvre pour qu'Alcatel Submarine Networks reste dans le giron français

Technos & Medias Télécoms <https://www.latribune.fr/> Par Michel Cabirol et Pierre Manière | 28/11/2018, 16:04



Il y aurait, aujourd'hui, environ 430 câbles sous-marins actifs dans le monde. Ces infrastructures sont essentielles pour le bon fonctionnement d'Internet et des communications intercontinentales. (Crédits : DR)

Selon nos informations, un consortium composé par BPIFrance, le fonds Aleph Capital et Ekinops serait en bonne voie pour racheter le fleuron des câbles sous-marins à Nokia.

Le deal pourrait être annoncé d'ici peu, et plus précisément dans une dizaine de jours si tout se passe bien. Selon nos informations, un consortium composé par BPIFrance, le fonds Aleph Capital et l'équipementier français Ekinops est en passe de mettre la main sur Alcatel Submarine Networks (ASN), un des leaders mondiaux de la fabrication et de la pose des câbles sous-marins. Il resterait encore quelques points d'importance à régler avec Nokia. L'équipementier français serait l'opérateur d'ASN mais n'en serait qu'un actionnaire minoritaire, selon nos informations.

Car Ekinops n'arrive pas seul. Il est accompagné par BPIFrance et le fonds Aleph Capital (qui sont déjà tous les deux au capital de l'équipementier). Cette solution rassure et a les faveurs du gouvernement, qui souhaite qu'ASN, une société à l'activité stratégique, reste sous pavillon français de façon pérenne.

L'État dispose, en effet, d'un droit de regard sur la vente d'ASN. Et plus encore depuis que le groupe est passé sous la coupe du géant finlandais Nokia, en 2015, lors de son rachat d'Alcatel. Il faut dire que les câbles sous-marins assurent aujourd'hui 99% des communications intercontinentales. Outre des considérations économiques, les États cherchent à avoir la main sur ces tuyaux où transitent des monceaux d'informations sensibles, et qui sont à la fois dans le collimateur des militaires et des espions.

Orange hors-jeu

Orange, qui était un temps pressenti pour participer au rachat d'ASN, est désormais hors-jeu. L'opérateur historique aurait pu avoir un intérêt à mettre la main sur les six navires câbliers du groupe, afin de compléter sa propre flotte qui compte aussi six bateaux. Mais il ne voulait pas des usines d'ASN spécialisées dans la fabrication de câbles sous-marins et d'équipements télécoms, qui se situent à Calais et en Grande-Bretagne.

À ses yeux, cette activité reste trop éloignée de son cœur de métier. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Orange avait déjà refusé, l'an dernier, de se porter acquéreur d'ASN. À l'époque, selon *Challenges*, ASN était valorisé 800 millions d'euros.

Mi-octobre, Ekinops avait indiqué être en "*discussion préliminaire*" avec Nokia pour racheter ASN. À ce moment-là, beaucoup estimaient que l'équipementier, basé à Lannion (Côtes-d'Armor), et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 63 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, n'avait pas les reins assez solides pour avaler ASN. Délégué CFDT d'ASN, Bryan Fackeur avait bien résumé cette inquiétude à l'AFP.

"C'est quand même une boîte beaucoup plus petite que la nôtre. Si demain notre actionnaire ferme le robinet des besoins en investissement pour développer les produits du futur, on ne pourra plus répondre aux attentes des clients, et on n'aura plus de commandes."

Le fait que BPIFrance participe au *deal* est censé, sous ce prisme, apporter des garanties pour l'avenir d'ASN. Quoi qu'il en soit, Ekinops, de son côté, voit dans ce rachat l'opportunité de réaliser

d'importantes synergies dans les terminaux optiques. Contactés par *La Tribune*, Ekinops, Nokia et BPIFrance se sont refusés à tout commentaire sur l'opération.

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Industries

Affaire Ghosn : et si tout avait commencé avec la loi Florange...

Entreprises & Finance Industrie Automobile <https://www.latribune.fr/> Par Nabil Bourassi | 29/11/2018, 5:35



(Crédits : Reuters)

Pour imposer les droits de vote double à Renault, l'État français est monté dans le capital du constructeur automobile français, malgré les avertissements de Carlos Ghosn sur les conséquences dans l'équilibre de l'Alliance avec Nissan. Pour amadouer son partenaire nippon, Carlos Ghosn s'est résolu à d'importantes concessions...

Février 2012... Feux de bengales, cornes de brume et slogans révolutionnaires scandés à tue-tête... C'est alors un simple député qui s'avance vers des syndicalistes déterminés contre la fermeture des hauts-fourneaux de Florange, en Moselle. Enivré par ce climat insurrectionnel, il monte alors sur un camion et s'adresse à une foule survoltée et leur fait une promesse...

Une fois élu président de la République, François Hollande ne put empêcher la fermeture du site, mais il fit adopter la loi Florange. C'est presque le début des ennuis pour Renault et son charismatique patron, Carlos Ghosn, et peut-être même l'origine de la crise actuelle...

Avec ce texte, l'État veut, parmi d'autres dispositions, encourager les actionnaires qui accompagnent les entreprises sur le long terme. Les conditions de détention des droits de vote sont modifiées: toute action détenue plus de deux ans donne un droit de vote double.

Offensive capitaliste de la France dans Renault

Carlos Ghosn, lui, voit rouge! Cette disposition permettrait de bonifier les droits de vote de l'État français dans le capital de Renault. Avec 15% du capital, il pourrait alors doubler son contrôle sur l'entreprise, tandis que Nissan, avec autant d'actions, ne dispose d'aucun droit de vote. Carlos Ghosn propose alors de faire adopter une résolution par l'assemblée générale des actionnaires qui permettrait de revenir au régime d'une action égale un vote.

Lire aussi : Pourquoi Carlos Ghosn n'a pas fusionné Renault et Nissan

Qu'à cela ne tienne... Face à l'affront, l'État français lance une spectaculaire offensive capitaliste pour imposer ses vues à l'ex-Régie. Le 22 avril 2015, l'Agence des participations de l'État (APE) annonce être montée à 20% du capital de Renault.

« Cette opération marque à la fois la volonté de l'État de défendre ses intérêts en tant qu'actionnaire, en pesant en faveur de l'instauration de droits de vote double dans la gouvernance de Renault, et le caractère stratégique qu'il attache à sa participation au capital de cette grande entreprise industrielle », justifie l'APE dans un communiqué.

Carlos Ghosn s'envole immédiatement au Japon

C'est la stupeur à l'état-major de l'Alliance Renault-Nissan... Carlos Ghosn s'envole immédiatement pour Tokyo où il met en scène une réunion de crise du conseil d'administration de Nissan. Le 23 avril, celui-ci publie un communiqué et, chose incroyable, s'oppose à une initiative

d'un État étranger souverain. L'affaire est sérieuse. Nissan s'était jusqu'ici accommodé d'une Alliance qui l'a sorti de la quasi-faillite en 1999. L'entreprise japonaise n'en reste pas moins attachée à son indépendance, et rejette catégoriquement l'idée d'être contrôlée par un État étranger par procuration, comme l'intrusion musclée de la France semble le confirmer.

Lire aussi : Affaire Ghosn: Nissan veut-il racheter Renault ?

Nissan menace alors de faire obstruction à l'Alliance au moment même où Carlos Ghosn veut accélérer. Les analystes jugeaient alors les gisements de synergies insuffisants et s'attendaient à ce que les deux groupes accélèrent: pas dans ces conditions, répondent les administrateurs de Nissan.

De retour à Paris, Carlos Ghosn se voit alors répondre en substance la même rengaine par le ministre de l'Économie de l'époque, Emmanuel Macron, que ses prédécesseurs : *"Prenez le contrôle de Nissan et fusionnez !"* L'industriel s'y oppose et argue qu'une telle option aboutirait à un échec, comme l'a montré l'histoire récente du constructeur français.

De son côté, Nissan, convaincu que la France possède un agenda secret pour prendre son contrôle, est déterminé à ne pas se laisser faire et exige un nouveau Traité de l'Alliance. Pendant six mois, les négociations seront pénibles et houleuses. Emmanuel Macron ne dissimulera pas son agacement de Carlos Ghosn en déclarant publiquement que celui-ci est *"PDG, pas actionnaire"*.

Renault quasiment muselé

Au final, les trois parties (l'État, Renault et Nissan) parviennent à un accord. A l'époque, le gouvernement prétendait avoir sauvé l'essentiel, à savoir le *statu quo* du schéma capitalistique très favorable à Renault et ses droits de vote double. En échange, Nissan obtient la neutralisation des ambitions françaises dans son management interne. Celui-ci n'a plus voix au chapitre concernant les nominations des membres du conseil et ne pourra plus pousser des résolutions qui n'ont pas été préalablement approuvées par Nissan. Autrement dit, Renault avec 44% du capital de Nissan est quasiment muselé... Mais ce n'est pas terminé...

Un an après, Carlos Ghosn cède sa place de PDG de Nissan à Hiroto Saikawa, comme gage donné au constructeur nippon très attaché à retrouver une "japonité" de son management. Initialement, le Franco-libano-brésilien voulait nommer un Américain à ce poste, justement pour briser ces logiques nationalistes.

Interrogé par *La Tribune*, l'analyste indépendant Bertrand Rakoto juge que la défiance japonaise est antérieure à cet épisode. *"C'est un jeu politique, les Japonais percevaient Ghosn comme plus acquis à la cause française que japonaise"*, explique ce bon connaisseur de l'industrie automobile, installé à Détroit.

L'État français, soucieux de préserver Renault, cherche depuis longtemps et maladroitement à pérenniser l'Alliance.

"La France s'est laissée convaincre que, sans Carlos Ghosn, il n'y avait pas d'Alliance. Aujourd'hui, c'est une des raisons pour lesquelles elle refuse de déclarer perdue la bataille de Carlos Ghosn", observe l'analyste avant de constater que "l'État français n'a plus vraiment de leviers. Aujourd'hui, il aura du mal à faire valoir ses arguments dans un bras de fer où Nissan pèse deux fois plus lourd que Renault."

Selon Bertrand Rakoto, le rôle de l'État français n'a pas été optimal dans le bon fonctionnement de l'Alliance.

"Les intérêts politiques d'un pays sont souvent toxiques pour une entreprise soumise aux lois du marché", énonce-t-il.

Le rachat de Mitsubishi au nez et à la barbe de Renault

Et de rappeler un autre épisode post-loi Florange: la prise de contrôle de Mitsubishi par Nissan qui a contribué à déplacer un peu plus le point de gravité de l'Alliance vers le Japon. *"Carlos Ghosn et Nissan ont repris Mitsubishi sans aval officiel de la part de Renault"*, souligne Bertrand Rakoto.

L'État a-t-il dès lors exacerbé une défiance franco-japonaise? A-t-il contraint Carlos Ghosn à choisir son camp, le contraignant à avaler des couleuvres sur les prérogatives de Renault en tant qu'actionnaire de Nissan? Impossible de savoir dans quelles conditions le dossier constitué par le constructeur japonais et qui a conduit à l'arrestation de Carlos Ghosn est un complot ou s'il paye cette rivalité entre Nissan et l'État français dont il s'était fait le rempart.

Son "empêchement" reste en tout cas un véritable coup dur pour Renault et a plongé l'État français dans un inextricable embarras... Le rôle de ce dernier dans l'Alliance sera nécessairement interrogé, tout comme celui d'un Carlos Ghosn qui n'a pas su prévenir une telle issue...

Technologie numérique

Comment Slack compte devenir le "manager virtuel" de l'entreprise 2.0

Technos & Medias <https://www.latribune.fr/> Par Anaïs Cherif | 28/11/2018, 6:30



La messagerie professionnelle Slack revendique plus de 8 millions d'utilisateurs actifs, contre seulement 2 millions en 2016. (Crédits : Reuters/Dado Ruvic)

Lancée en 2014, la messagerie d'entreprise Slack revendique plus de 8 millions d'utilisateurs actifs par jour. La licorne américaine, valorisée 7,1 milliards de dollars, mise désormais sur l'intelligence artificielle pour s'imposer comme l'outil de référence du "management 2.0", et grossir à l'international.

Overdose de mails professionnels et manque de temps : telle est l'équation à l'origine de la création de Slack en 2014, à San Francisco. Conçue comme une simple messagerie professionnelle, le service facilite la communication en entreprise en proposant des "canaux de discussion" (*channels* en anglais), qui permettent aux salariés d'interagir et de partager des documents par équipes, thématiques ou projets en cours. Le concept, d'une simplicité désarmante tout en étant novateur, a permis à Slack de s'imposer rapidement comme un outil de management à part entière, déployé à tous les niveaux de l'entreprise. La startup de la Silicon Valley est donc déjà devenue une licorne, valorisée 7,1 milliards de dollars.

La simplicité et le "bottom-up", les clés d'un succès mondial

Aujourd'hui, l'entreprise revendique plus de 8 millions d'utilisateurs actifs par jour, contre seulement 2 millions en 2016. Elle touche 500.000 entreprises et organisations réparties dans plus de 100 pays, et leur permet d'échanger 202 millions de messages et de télécharger 22 millions de fichiers chaque semaine. Pour l'entreprise, la clé de son succès réside dans sa simplicité d'utilisation:

« Dans le monde du travail, certains employés sont obligés de travailler sur des outils qui leur sont imposés et qui, parfois, sont très compliqués », juge April Underwood, responsable produits chez Slack et ancienne de Twitter, Google et Apple. « Nous construisons Slack avec le confort de l'utilisateur en tête, pour lui proposer un service aussi simple que n'importe quelle autre application de la vie courante », poursuit la dirigeante, soulignant que nombre de leurs ingénieurs ont auparavant travaillé pour des applications grand public.

Slack attire aujourd'hui des clients dans des secteurs très différents. Des entreprises technologiques bien sûr (Spotify, Airbnb, eBay...), mais aussi des acteurs du commerce (LVMH, Marks&Spencer, Asos...) et des médias (BBC, Forbes, Time...). Si la messagerie ne séduisait à ses débuts que les profils tech des entreprises, ce n'est plus le cas aujourd'hui. 62% de ses utilisateurs présentent des profils « non-tech » dans la communication, le service clients ou encore le marketing par exemple.

Les utilisateurs de Slack sont en moyenne connectés dix heures par jour et actifs pendant 2h30. Selon April Underwood, *"dans la très grande majorité des cas, Slack commence à être adopté spontanément par les salariés, qui font ensuite remonter leurs usages à leur direction"*. Ce type d'adoption est facilité par un business model axé sur le « freemium ». Il permet de tester Slack grâce à une offre gratuite, avant d'opter éventuellement pour un abonnement payant plus complet, allant de 6,25 euros à 11,75 euros mensuels par utilisateur. Au total, l'entreprise revendique plus de 3 millions d'utilisateurs payants. Slack refuse de communiquer sur son chiffre d'affaires et sur sa rentabilité.

Cette adoption par le bas a notamment été pratiquée chez Lonely Planet, éditeur de guides de voyage disposant de nombreux bureaux dans le monde, et donc soumis à des décalages horaires importants. *« Il n'y a eu aucune obligation d'utiliser Slack en interne. Pendant un ou deux ans, quelques équipes seulement s'en servaient avant un déploiement généralisé »*, explique Sebastian Neylan, le directeur marketing en ligne chez Lonely Planet.

Slack, symbole du "management 2.0"

Fluidifier la communication et améliorer la transparence en entreprise est au cœur de la proposition de valeur de Slack. En ligne de mire : changer le rapport au travail pour les salariés afin d'accroître la motivation et donc, la productivité. *« Lorsque je travaillais chez Google, n'importe qui pouvait interroger les co-fondateurs sur leur vision et être au courant de tous les projets. Depuis, beaucoup d'entreprises tentent de répliquer ce modèle »*, estime April Underwood, avant de poursuivre :

« Il y a une transformation dans la culture d'entreprise, où les salariés exigent plus de transparence et une meilleure circulation des informations à tous les échelons. Avec l'évolution du mobile, il y a eu la nécessité de créer de nouveaux outils pour répondre à ces besoins. Avec les emails, beaucoup d'informations restent verrouillées dans votre boîte mails : vous ne savez pas nécessairement qui est en copie cachée, il faut des heures pour les trier, etc. »

D'où l'émergence d'un management 2.0. Dans une même conversation, un salarié communique sur Slack aussi bien avec ses collègues que son boss - et la plupart du temps, avec un ton décontracté adoptant les codes des réseaux sociaux comme les émojis et les gifs. *« Slack a permis d'ouvrir les conversations : les employés ne cachent plus d'informations au manager »*, croit savoir April Underwood. Au point que certaines entreprises disent se passer des mails en interne. *« Auparavant, nous utilisions les emails pour les conversations sérieuses et Slack pour les discussions plus instantanées et décisions rapides »*, détaille Meri Williams, directrice de la technologie chez la banque en ligne britannique Monzo. *« Désormais tout passe par Slack. Chez nous, les emails n'existent plus. »*

"Nous voulions imposer Slack, cela n'a pas marché"

Pour autant, ce mélange des genres sur Slack peut aussi mener tout droit à un échec, comme cela a été le cas pour OutSystems, société américaine de logiciels d'entreprise. *« Nous voulions imposer Slack dans plusieurs équipes d'une dizaine de personnes, mais cela n'a pas marché la première fois. Nous n'avions pas expliqué pourquoi et comment nous voulions utiliser cette messagerie, donc les salariés n'y ont pas vu d'intérêt et ont vite arrêté de l'utiliser »*, assure Cristiana Umbelino, responsable tech chez OutSystems. *« Deux ans après, l'équipe d'ingénieur s'est appropriée Slack. Nous avons pris cela comme un signal : nous avons donc réalisé des sondages sur les attentes des salariés avant de le redéployer pour l'ensemble d'OutSystems. »*

En tentant d'effacer la frontière hiérarchique, Slack dit favoriser la prise de décision des salariés, sans systématiquement passer par le bureau des supérieurs. *« Les employés peuvent créer*

leurs propres conversations pour résoudre un problème rapide, sans que les managers soient impliqués. Cela permet d'utiliser les forces vives de votre équipe pour les responsabiliser et donc, les rendre plus motivés », avance Johann Butting, responsable des ventes Europe, Moyen-Orient et Afrique, passé par Dropbox et Google.

Manager par l'intelligence artificielle

L'objectif final de Slack est de devenir le « *manager virtuel* » de ses utilisateurs, selon les déclarations de son Pdg Steward Butterfield, début novembre. Pour y parvenir, l'entreprise de 1.200 salariés mise sur l'intelligence artificielle et le *machine learning*. Slack a ainsi lancé sa fonction « highlights » en 2017, qui permet de mettre en avant les messages jugés importants pour l'utilisateur. L'été dernier, la société a remodelé sa fonction « barre de recherche » pour permettre des suggestions personnalisées sur les personnes et les conversations avec lesquelles l'utilisateur devrait interagir.

« Un manager est une personne qui est toujours à l'affût de sujets pour vous et vous tape sur l'épaule pour vous signaler quelque chose d'important dans votre secteur », résume April Underwood. « Nous pensons que nous pouvons faire tout cela grâce au machine learning et en rendant les notifications plus flexibles. »

Actuellement, les utilisateurs définissent eux-mêmes les notifications qu'ils souhaitent recevoir en fonction des conversations ou des personnes - sous peine d'être noyés de messages, en plus des courriels *« A terme, nous aimerions faire des recommandations à nos clients sur la façon dont ils configurent leurs notifications. Par exemple, si vous n'ouvrez jamais une conversation, alors nous pourrions vous proposer automatiquement de la mettre en sourdine au profit d'une conversation que vous consultez plusieurs fois par jour »*, précise April Underwood.

Miser sur l'international et les grands groupes

Pour doper sa croissance, la licorne mise sur les grandes entreprises et sur l'international. *"Nous pensons que le marché potentiel pour Slack s'étend à 600 millions d'employés dans le monde : nos marges de manœuvre sont donc énormes",* estime April Underwood. *"Jusqu'en janvier 2017, nous n'avions pas de produit capable de répondre aux besoins des grandes entreprises de plusieurs milliers d'employés",* reconnaît-elle. La conquête de ce nouveau marché *"est une étape importante pour nous. Au début, nous avons été adoptés par des petites startups qui nous ressemblaient. Désormais, nous sommes aussi utilisés par des entreprises de dizaines de milliers d'employés."* Parmi ses plus gros clients figure notamment IBM et ses 150.000 employés actifs tous les jours sur la plateforme.

Slack a aussi accéléré son développement à l'international en 2017 avec le lancement d'une version en français et en japonais. En un an, l'entreprise américaine dit avoir été adoptée par 67% des entreprises du CAC40. Au total, plus de 50% de ses utilisateurs se trouvent désormais hors de l'Amérique du Nord, avec en tête de peloton le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne, la France et l'Inde.

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

Prix

La Plume et l'Epée, remise des prix et forum le 8 décembre, à Tours

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 28.11.2018 Par Philippe Chapleau



L'association "La Plume et l'Épée" remettra ses deux prix 2018 à Tours, le 8 décembre. Dix livres (sur 70) ont été retenus pour cette 10ème édition. Ces ouvrages ont été étudiés pendant l'été par les 14 membres du jury dont les délibérations se sont déroulées en comité fermé le 17 novembre.

La cérémonie de remise de prix se déroulera à l'Hôtel de Ville de Tours le 8 décembre, dans le cadre d'un salon du livre sur la défense et la sécurité.



Le programme de cette journée est à découvrir [ici](http://la-plume-et-lepee.fr/wp-content/uploads/2018/11/Livret-salon-Plume-et-lEp%C3%A9e-2018.pdf) <http://la-plume-et-lepee.fr/wp-content/uploads/2018/11/Livret-salon-Plume-et-lEp%C3%A9e-2018.pdf>

Autres

Table Ronde le 11 décembre: "Quelle frontière pour notre souveraineté numérique ?"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 30.11.2018 Par Philippe Chapleau



La Commission Digital Défense de l'AA-IHEDN propose une table ronde intitulée "Quelle frontière pour notre souveraineté numérique"; elle aura lieu le mardi 11 décembre, à 19h (Amphithéâtre Lacoste), à l'Ecole Militaire, 5 place Joffre, à Paris.

Modérée par Alexandre Papaemmanuel, coprésident de la commission digital défense de l'AA-IHEDN, cette table ronde rassemblera :

- Thomas Gassilloud, député, membre de la commission de la défense nationale et des forces armées,
- l'amiral Arnaud Coustillère, DG Num, ministère des Armées,
- Fabrice Brégier, président de Palantir France.

Les grands enjeux du débat :

La loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 souligne qu'il est aujourd'hui nécessaire d'aborder le numérique dans sa dimension souveraine: "La nécessité de sécuriser, de traiter et d'exploiter les flux d'informations en croissance exponentielle, est facilitée par le recours à l'intelligence artificielle. Dans un univers industriel dominé par des entreprises étrangères et caractérisé par des innovations technologiques rapides, le développement de ces technologies s'avère ainsi un enjeu majeur de souveraineté". Comment se décline concrètement cette volonté politique ? Quelles sont les frontières de ce concept encore flou ?

La ministre des Armées a rappelé lors de son discours du 16 mars dernier que les "données qui sont autant d'empreintes de nos comportements et de ceux de nos ennemis. Ces données une mine d'or, une richesse exceptionnelle qu'il convient maintenant d'exploiter pleinement. Là aussi, le ministère des Armées a compris les enjeux et avance. Dans le domaine du renseignement, de la cyberdéfense, mais aussi de la maintenance et de la simulation, nous exploitons plus de données et nous les exploitons mieux".

Les Armées sont touchées de plein fouet par cette révolution, dans un monde où la frontière entre l'homme et la machine tend à s'effacer. Le soldat est aujourd'hui à la fois l'usager et la victime de la donnée dans ce qui est aussi une révolution de l'information.

Inscriptions obligatoires avant le 5 décembre [ici](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSd9zk1Imk1FzJqx6ZoVM6eAS3fdv1cPJ3FOpHP3gKiK-khOhw/viewform)
<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSd9zk1Imk1FzJqx6ZoVM6eAS3fdv1cPJ3FOpHP3gKiK-khOhw/viewform>

14 – Livres & Publications

Livres

Comment l'efficacité énergétique change la donne

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement <https://www.latribune.fr/> Par Dominique Pialot | 28/11/2018, 6:05



« On n'alimente pas les villes en se branchant sur la foudre », écrit Franck Bruel. (Crédits : iStock)

Rencontre avec le directeur général adjoint d'Engie, Franck Bruel, qui explique, dans un livre qui vient de paraître, comment la recherche de sobriété, notamment au niveau des villes, bouleverse en profondeur le métier d'énergéticien.

Signe du changement en profondeur que provoque la transition énergétique, notamment dans les modèles économiques des acteurs historiques : c'est dans l'efficacité énergétique qu'un groupe comme Engie puise ses relais de croissance. C'est ce que décrit Franck Bruel, directeur général adjoint en charge de la division BtoB, dans "*L'énergie efficace, quand moins et mieux font plus*" (Eyrolles). Comme le souligne dans la préface l'ancienne secrétaire d'État chargée de l'Écologie Chantal Jouanno, aujourd'hui présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP), il y est beaucoup question de sobriété, un sujet « *discrètement évité par le débat politique* ».

Franck Bruel affirme que la pénurie d'énergie, impensable dans les économies développées, doit le rester. Mais il affirme aussi que « *l'abondance n'est plus un objectif* » et explique pourquoi même une source d'énergie infinie ne permettrait pas de répondre de façon satisfaisante à la demande exponentielle qui se profile. En effet, une énergie primaire ne se transforme en offre d'énergie que grâce à toute une infrastructure.

Le malentendu des énergies renouvelables

L'auteur reconnaît qu'en France, un manque de pilotage national et la faible implication des territoires (villes et régions) entraînent un retard dans le développement des énergies renouvelables. Dans le même temps, il dénonce « *le malentendu* » dont ces énergies sont l'objet. En effet, leur essor fulgurant à l'échelle mondiale n'a encore qu'un faible impact sur le mix énergétique global.

En outre, rappelle-t-il, toutes ne produisent pas de la chaleur, toutes ne sont pas intermittentes, et toutes ne sont pas vertes. Quelles qu'elles soient, leur impact sur l'environnement n'est jamais nul. Utilisation de béton, de terres rares, de plastique, conflits d'usage des sols... En outre, paradoxalement, en entraînant une baisse de la demande en pétrole, donc de son prix, elles retardent la parité entre énergies vertes et fossiles.

Sans surprise, Franck Bruel rappelle au passage les atouts du gaz.

« *Le gaz est, avec l'hydroélectricité, la façon la plus décarbonée et la plus simple de stocker de l'énergie, explique-t-il. Aujourd'hui, sans le gaz, on ne s'en sort pas. Et in fine, grâce au*

biogaz [issu de la fermentation de déchets organiques, ndlr] et à l'hydrogène [produit à partir d'énergies renouvelables], on obtiendra un mix énergétique vert. »

La priorité doit être donnée à la sobriété

Il en profite également pour faire une mise au point concernant l'électricité.

« On confond souvent l'électricité en tant que source d'énergie, et l'électricité en tant que vecteur », souligne-t-il. Or, « on n'alimente pas les villes en se branchant sur la foudre », assène-t-il, rappelant au passage le défi que représente l'électrification urbaine décarbonée dans un espace contraint.

En revanche, si l'électricité n'est qu'un vecteur énergétique parmi d'autres, *« elle est un vecteur unique du contrôle de l'énergie »*. Notamment dans les bâtiments, des *« carrefours d'échanges complexes d'énergie »*. Car, rappelle Franck Bruel, tous les scénarios prévoyant des proportions importantes d'énergies renouvelables (EnR) présupposent une baisse de la consommation : - 20% en 2030 prévus par la loi de transition énergétique, et - 35% d'ici à 2035 dans le scénario 100% renouvelables de l'Ademe. *« On aura besoin de toutes les énergies renouvelables et du stockage mais il faut d'abord commencer par l'efficacité énergétique. »* Plusieurs acteurs ont un rôle à jouer dans celle-ci.

« Les plus en avance sont les entreprises », précise Franck Bruel. Il faut dire que « c'est à la fois une façon de faire baisser sa facture et ses émissions de gaz à effet de serre, et un facteur d'attraction de talents pour son recrutement. » Alors, pourquoi l'efficacité énergétique fait-elle figure de parent pauvre ? Franck Bruel avance un début d'explication.

« Dans les entreprises du bâtiment, l'enjeu est de faire adopter des nouveautés par les artisans, qui en sont les chevilles ouvrières. C'est pourquoi il faut les former, les rassurer, les assurer, aussi, ce qui prend beaucoup de temps. »

Apparus en 2009 en France, les contrats de performance énergétique (CPE) engagent un prestataire - Engie par exemple -, à faire réaliser des économies d'énergie à son client. Sa rémunération est calculée sur l'atteinte des objectifs fixés, des pénalités pouvant lui être appliquées dans le cas contraire.

« Pour que les contrats d'efficacité énergétique puissent se développer, il faut élaborer des indicateurs partagés entre tous les acteurs et travailler dans la durée, insiste Franck Bruel. Il faut des propositions de rentabilité susceptibles de convaincre des collectivités, des entreprises, des administrations... Nous développons ces contrats de performance énergétique par exemple dans les écoles ou sur les campus, comme à Saclay. »

Quid des collectivités ?

« Les villes sont les lieux qui concentrent le plus de monde et recèlent le plus de gisements d'économies, rappelle-t-il. Leur densité permet des solutions collectives, telles que les réseaux de chaleur, qui peuvent être alimentés par une unité de traitement de déchets, par exemple. »

Autre sujet sur lequel les collectivités ont commencé à se pencher sérieusement : l'éclairage, où les LED, qui ont mis longtemps à décoller, ont remplacé presque partout les ampoules à incandescence, qui dégagent autant de chaleur que de lumière. *« Outre les économies d'énergie, cela permet de réaliser des économies sur l'entretien grâce à la maintenance prédictive, d'ajouter d'autres services tels que la sécurité connectée... »*

Les villes, premiers gisements d'économies

Mais globalement, *« aujourd'hui, c'est plus visible, donc plus efficace sur le plan politique, de développer les énergies renouvelables que de s'attaquer à l'efficacité énergétique »*, regrette-t-il. Pourtant, depuis l'an 2000, plus de CO₂ a été économisé grâce à l'efficacité énergétique qu'en additionnant toutes les nouvelles capacités de productions d'énergies renouvelables. D'ailleurs, pour l'Agence internationale de l'énergie, qui consacre des rapports au sujet, l'efficacité énergétique pourrait absorber à elle seule 40% de la baisse d'émissions nécessaire pour respecter l'accord de Paris sur le climat.

Les villes sont de plus en plus nombreuses à se convertir. « *Les collectivités doivent montrer l'exemple en jouant le rôle d'instigateurs* », insiste Franck Bruel. Ainsi, outre les réseaux de chaud et de froid, qui connaissent un regain d'intérêt, Engie a installé à Marseille, avec le soutien de la Ville, une pompe à chaleur à une échelle industrielle, qui peut alimenter en chaud ou en froid tout le quartier.

À Paris, l'entreprise s'est engagée, via un CPE, à faire baisser de 30% la consommation de 140 écoles. « *De façon générale nous devons aider les élus à rendre visibles leurs efforts en matière d'efficacité énergétique, conclut-il. Ils comprennent désormais bien les enjeux mais il demeure un enjeu de financement.* » D'ailleurs, Engie investit de plus en plus à la place des collectivités, avec un engagement de long terme pour réaliser des économies d'énergie.

Franck Bruel, "L'Énergie efficace, quand moins et mieux font plus" (Éd. Eyrolles).

Un livre de Henri Ortholan sur "Paris et son patrimoine militaire"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 28.11.2018 Par Philippe Chapleau



A noter la parution aux éditions Massin du nouveau livre de Henri Ortholan: *Paris et son patrimoine militaire*, qui explore près de deux mille ans de patrimoine militaire parisien, vu sous l'angle culturel et architectural.

De l'enceinte gallo-romaine du III^e siècle à l'Hexagone Balard du XXI^e siècle, Henri Ortholan fait découvrir les trésors mal connus ou inconnus de monuments et bâtiments comme l'Arc de Triomphe, l'Hôtel des Invalides, le Val-de-Grâce...

L'ouvrage est richement illustré, avec environ 250 illustrations dont une quinzaine de cartes réalisées par l'auteur et les photographies de Pierre Nicou.

Henri Ortholan est colonel du génie, saint-cyrien, docteur en histoire, ancien conservateur du musée de l'Armée et diplômé de l'École du Louvre.

Cet ouvrage est paru dans la collection "Les Essentiels du Patrimoine", aux éditions Massin.

Prix: 25,90€, 192 pages.

"Des tranchées à la guerre de l'ombre": les belles aventures de Jacques-Abel Sauzey

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 29.11.2018 Par Philippe Chapleau



Qui connaît le général de brigade Jacques-Abel Sauzey, commandeur de la Légion d'honneur, mort à l'âge de 69 ans, en janvier 1965? Au moins son neveu, Philippe Sauzey.

Philippe Sauzey vient de publier un véritable récit d'aventures et d'espionnage dont le héros n'est pas sans rappeler un Corto Maltese navigant de guerres en crises, de contrées lointaines en villes exotiques, entouré de femmes que Jacques-Abel Sauzey appelait ses "cannes vivantes".

Dans *Des tranchées à la guerre de l'ombre* (paru chez Ginkgo, 23€), on découvre un personnage atypique: militaire turbulent, tantôt journaliste tantôt inventeur, dessinateur et séducteur. Mais toujours au service de la France et de ses services de renseignement, jusque pendant la Guerre froide.

Engagé volontaire à 18 ans, dès le début de la Grande guerre, Jacques-Abel Sauzey sera nommé aspirant en septembre 1915 et rejoindra le 19^e régiment de Dragons. A l'issue du conflit, il poursuivra sa carrière au sein de l'armée, commandant le 2^e Dragons en 1943, gravissant tous les échelons jusqu'au grade de général (il sera nommé en juin 1950, un an avant son départ du service actif).

Dès la fin la Première Guerre mondiale, ce militaire "à la mentalité d'irrégulier" selon un de ses chefs, est envoyé à l'étranger : Constantinople, Alexandrie, Varsovie, Helsinki, Tokyo, Shanghai, parfois dans des contrées moins hospitalières comme l'Afrique équatoriale, le cercle polaire, la Mandchourie.

L'officier a alors rejoint les SR et il se fait journaliste (il a publié dans *L'Illustration*, le *Monde colonial illustré* et même la *Revue des Deux Mondes*), commis-voyageur, géographe ou simple touriste, ainsi que le racontent ses captivantes archives retrouvées par son neveu. Elles dormaient dans la maison du Beaujolais léguée par son fantasque général d'oncle. Des archives qui comptent des dessins, croquis, plans et photos et qui méritaient bien de sortir de l'oubli.

Publications

Dans les soutes de Barkhane

les "invisibles indispensables" de Toulouse-Francazal

Reportage sur le 1^{er} Régiment de Train Parachutiste dans l'opération Barkhane. Par Pierre Chalié

<https://pierrechallier.atavist.com/dans-les-soutes-de-barkhane>

"Des murs et des hommes : sécuriser les frontières africaines au XXI^e siècle"

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 30.11.2018 Par Philippe Chapleau



Le Laboratoire de Recherche sur la Défense de l'IFRI vient de publier une étude Laurent Touchard intitulée "*Des murs et des hommes: sécuriser les frontières africaines au XXI^e siècle*".

Les frontières africaines sont réputées pour leur porosité et cristallisent des tensions politiques et sécuritaires, aussi bien dans le cadre de guerres interétatiques que des conflits intestins impliquant des groupes rebelles, sécessionnistes, ou autonomistes. Mais les frontières du continent peuvent également être exploitées comme une ressource alimentant ces affrontements à travers les trafics, la contrebande et la corruption, ainsi qu'en offrant la protection d'un sanctuaire diplomatique.

Face à ces défis, les forces africaines doivent s'engager dans des stratégies de sécurisation diverses. Deux principaux types de mécanismes se distinguent. D'une part les murs et autres dispositifs statiques mobilisant des moyens bien connus mais aussi des nouvelles innovations technologiques. D'autre part les forces de sécurité, qui font le choix de la mobilité, et doivent pour garantir leur efficacité, relever le défi de la coopération nationale et internationale.

Laurent Touchard est un historien, spécialiste des questions de défense. Il travaille en particulier sur les forces armées africaines et il est l'auteur de l'ouvrage *Forces armées africaines 2016-2017*.

L'étude est à consulter ici
https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/des_murs_et_des_hommes_securiser_les_frontieres_africaines_au_xxie_siecle.pdf

Marines & Forces navales de décembre est en kiosques

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/> 01.12.2018 Par Philippe Chapleau



Marines & Forces navales de décembre est dans les kiosques depuis le 30 novembre.

À la une de ce n°178 : TKMS, à Kiel en Allemagne, héritier des U-Boote.

Également au sommaire :

- les dernières évolutions de la force des fusiliers marins et commandos ;
- le nouveau bâtiment amphibie péruvien *BAP Pisco* ;
- la marine algérienne se renforce ;
- et les porte-avions français dans la guerre d'Algérie.

Achats au numéro et abonnements sur www.laboutiquemarine.fr

Films

Frédéric Tellier, réalisateur de « Sauver ou périr » : « Ce qui me séduit, c'est la force de l'engagement »

Mise à jour : 28/11/2018

A l'occasion de la sortie du film « Sauver ou périr » avec Pierre Niney ce 28 novembre, nous avons rencontré le réalisateur, Frédéric Tellier. Ce film retrace l'histoire de Franck, sapeur-pompier de Paris, accidenté après une intervention, qui tente de se reconstruire parmi les siens. Le réalisateur revient sur les raisons qui l'ont poussé à réaliser ce film avec cette idée de mettre à l'honneur ces hommes et ces femmes militaires qui risquent chaque jour leur vie pour sauver celle des autres.



En quelques mots, quel est le message de votre film ?

Chacun aura sa perception, sa réception du film. Donc je ne sais pas si mon message à moi est si important que cela. Mais disons que c'est quelque chose qui tourne autour de la quête d'identité.

Comment, après une épreuve dans la vie, on peut se recentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire, les sentiments, l'amour, la camaraderie pour s'en sortir.

Vous abordez le thème des accidentés de la vie et de la difficulté de se reconstruire. Pourquoi avoir choisi de vous servir d'un personnage de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) pour illustrer ce propos ?

J'ai choisi ce récit-là, cet angle de vue parce qu'au départ je suis rentré dans cette proposition de film par le sujet. J'avais vraiment envie de parler de l'amour et parler des accidentés de la vie de manière intense, presque excessive. J'avais également envie de parler de la quête de l'identité. Qui est-on vraiment ? Quand sait-on qui on est vraiment ? Comment ça se déclenche ? Est-ce que ça se déclenche à un moment ? Est-ce qu'il faut passer par la souffrance pour ça ? Et j'avais envie de faire un hymne à la vie. Ça, c'était mon sujet de fond.

Je n'avais pas encore l'organisation. Et puis, ça a végété dans ma tête pendant assez longtemps. Un jour, j'ai entendu parler de ces affaires tragiques qui ont touché des pompiers. Comme je suis parisien, je me suis rapproché de la BSPP et j'ai eu connaissance de cas concrets de sapeurs-pompiers à qui cela est arrivé. Très vite, j'ai mené une petite enquête. J'ai rencontré des chirurgiens, des psychologues, des psychiatres qui m'ont orienté vers un autre cas de pompier dans le Sud de la France. Et puis, j'ai aussi entendu parler d'un pompier américain dont j'ai suivi un peu le parcours.

J'ai eu beaucoup d'empathie pour ces gens héroïques dont on ne pense jamais qu'il peut leur arriver un truc. Et là, j'avais vraiment une figure forte d'un héros qui va voir sa vie basculer et qui va devenir un héros pour sa famille et non plus pour la société.

Qu'est-ce qui vous a le plus touché chez ces militaires, chez ces gens qui s'engagent ?

Vous avez raison de parler de militaires plutôt que de sapeurs-pompiers, de même que c'est un film sur les accidentés de la vie et pas sur les grands brûlés. Je pense que ce qui m'a beaucoup touché dans le cas particulier des sapeurs-pompiers, c'est leur jeune âge combiné à leur extrême maturité, leur extrême conscience de la fragilité de la vie.

De manière plus générale, ce qui me séduit beaucoup, c'est la force de l'engagement. Ce sont des gens qui s'engagent très jeunes avec une idée très belle de la vie, d'empathie, de protection des autres. Il y a une espèce de foi en l'humanité que j'avoue ne pas toujours avoir. Quand je les fréquente, je vois une partie du bon côté de la nature humaine.



Au moment où il reçoit sa médaille militaire, presque 2 ans après son accident, Pierre Niney a des mots très forts sur l'esprit de corps, la cohésion fraternelle. En quoi ces termes sont-ils touchants ?

Bien sûr, ça me touche beaucoup. Peut-être parce que moi je suis très solitaire dans la vie, par la force des choses. Et, de temps en temps, au cinéma, on est un groupe assez cohérent et on défend un film jusqu'au bout. Je mesure le mot "défendre" puisqu'il est propre à l'armée, aux sapeurs-pompiers. Et c'est vrai que ça me touche beaucoup cet esprit de corps, cette cohésion qui est à la fois très puissante et très fragile.

J'adore chez eux cet esprit : on défend un territoire, on défend des victimes, cet esprit de cohésion après un grave accident ou une grave intervention. On se retrouve au foyer à boire un jus de fruit, on débriefe. Pas besoin de grands mots, de grandes choses, juste « on est ensemble, on vit les choses ensemble ». Cela a ses limites, mais également sa beauté au moment où on le vit. C'est très impressionnant.

Dans le film, à un moment donné, il y a un gros plan sur la pucelle : "Sauver ou périr". Pourquoi avoir fait de cette devise le titre de votre film ?

"Sauver ou périr" c'est vraiment la devise de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris. Je la trouvais tellement belle en rentrant dans le film. Je me suis dit : "Tiens, ça va faire un très beau titre de film au sens de la vie". Ça aurait pu être "se sauver ou périr". Il y a un petit jeu de mots là-dessus. Mais c'est vrai que c'est une très belle devise. Tout est dit en trois mots.



Droits : Armée de Terre 2018

15 – Société

Sciences

Le Français qui a reçu le prix Nobel de physique 2018 raconte que la découverte pour laquelle il a été récompensé est partie d'un accident

<https://www.businessinsider.fr/> Chisato Goya 24 Nov 2018, 07:00 Stratégie, Tech



Gérard Mourou a reçu le prix Nobel de physique 2018 "pour moitié" avec la Canadienne et à la Canadienne Donna Strickland. REUTERS/Charles Platiau

Le Français Gérard Mourou a reçu "pour moitié" le prix Nobel de physique 2018, avec la Canadienne Donna Strickland pour ses travaux sur les lasers et l'optique.

La technique d'amplification des lasers, appelée "Chirped Pulse Amplification", (CPA) que les deux scientifiques ont mis au point il y a un peu plus de 30 ans, a permis de faire de nombreuses avancées dans le domaine de la chirurgie réfractive de l'œil et de la cataracte.

Dans un article de The Conversation France, le professeur émérite de l'École Polytechnique a confié que cette découverte est partie d'un simple accident:

"Tout est parti d'un accident: au début de l'utilisation de ce laser, un étudiant était en train de monter son expérience, d'aligner le laser. **D'un coup 'pof', il prend un coup de laser dans l'œil! On l'amène à l'hôpital et quand l'interne l'a examiné, il s'est exclamé: 'incroyable! Qu'est-ce que c'est comme laser?'** L'œil était endommagé, mais là, la blessure était 'parfaite'. C'est-à-dire qu'il y avait une tâche, nette, sans débris autour, alors qu'habituellement une lésion provoquée par un laser ressemble à un volcan. On a pensé qu'il y avait là, matière à essayer cette technologie dans le domaine de l'ophtalmologie."

Le scientifique explique ensuite pourquoi la blessure était "parfaite": "l'impulsion est tellement courte que l'on peut faire une ablation alors que la matière n'a pas le temps de suivre, donc rien n'est détruit autour. Le risque d'effet délétère pour le patient est ainsi minimisé et notre technique a permis de corriger la vue de millions de personnes."

L'un des autres domaines d'application du laser concerne les déchets nucléaires, selon le physicien français âgé de 74 ans. Ce dernier travaille actuellement avec le CEA pour pouvoir

réduire la durée de vie des déchets nucléaires "d'un million d'années à 30 minutes", à l'aide d'un laser à grand flux.

Gérard Mourou estime qu'on parviendra à quelque chose "d'ici 10 ou 15 ans".

La sonde InSight s'est posée sur Mars avec succès

Actualité Sciences & Environnement <http://www.lefigaro.fr/> Par 3 Auteurs Mis à jour le 26/11/2018 à 22:57 Publié le 26/11/2018 à 21:04

La sonde Insight s'est posée sur Mars

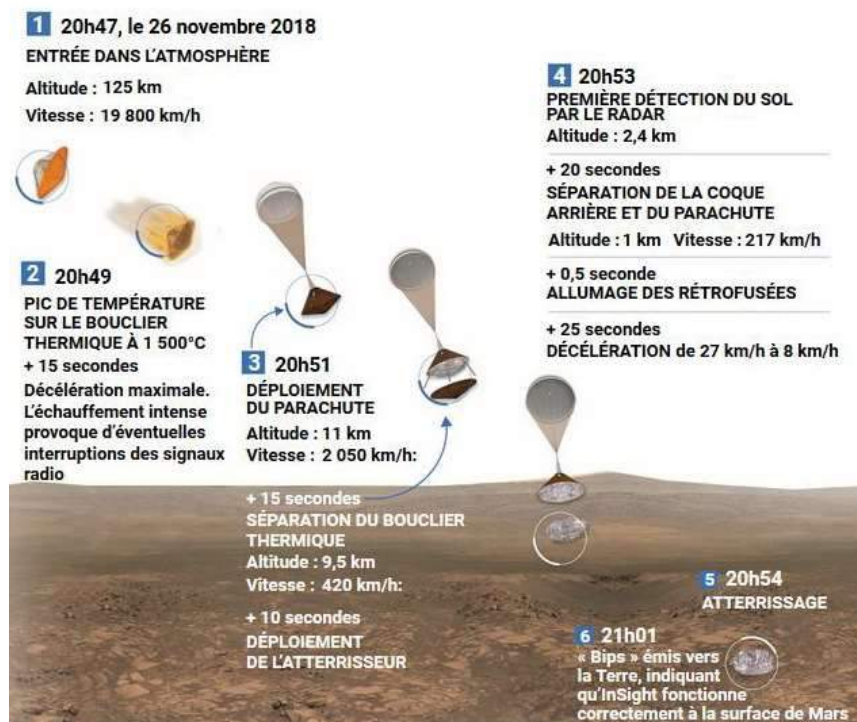


Au terme d'un voyage de sept mois à des millions de kilomètres de la Terre, la mission américaine InSight vient d'atterrir sur la planète rouge.

INFOGRAPHIES - La sonde InSight est sortie indemne de ses «sept minutes de terreur». Elle aura pour mission d'explorer le cœur de la planète rouge pour en révéler sa structure et son histoire.

Sept minutes d'angoisse. Sept minutes de terreur. Sept minutes interminables. Irrépirables. Sept minutes entre le moment où la sonde InSight de la Nasa, qui devrait devenir la première à poser un sismomètre sur Mars pour en étudier les entrailles, est entrée dans l'atmosphère martienne et celui où elle a finalement touché le sol. Si la tension était palpable au centre de contrôle du Jet Propulsion Laboratory de la Nasa, à Pasadena (Californie), c'est que se poser sur la planète rouge n'a rien d'anodin.

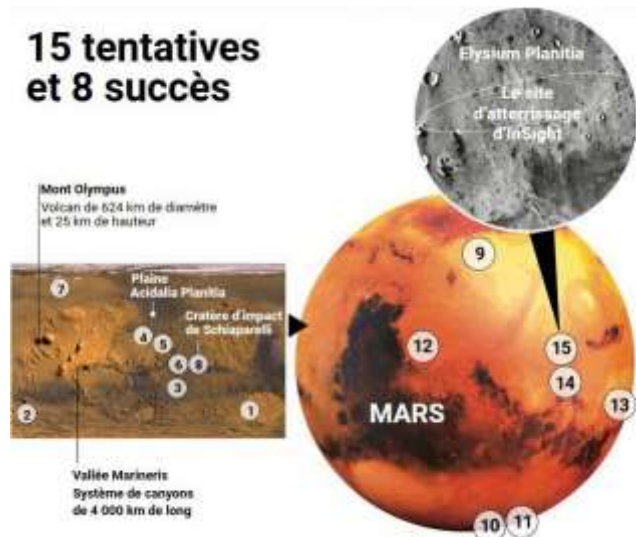
Sept minutes pour un exploit



Source Nasa Heures françaises Infographie LE FIGARO

Si l'agence spatiale américaine peut désormais se targuer d'avoir posé son 8e engin à la surface, le taux de réussite pour l'humanité reste encore bloqué en dessous de 50%! L'Europe le sait bien: son petit démonstrateur Schiaparelli s'est écrasé en 2016.

15 tentatives et 8 succès



LES TENTATIVES ET LES RÉUSSITES DES ATTERRISSAGES SUR MARS

1 Mars 2	URSS	Crash 1971	9 Viking 2	ÉTATS-UNIS	Réussite 1976
2 Mars 3	URSS	Panne 1971	10 Polar Lander	ÉTATS-UNIS	Crash 1999
3 Mars 6	URSS	Crash 1972	11 Deep Space 2	ÉTATS-UNIS	Crash 1999
4 Viking 1	ÉTATS-UNIS	Réussite 1976	12 Beagle 2	ROY-UNI	Panne 2003
5 Sojourner	ÉTATS-UNIS	Réussite 1997	13 Spirit	ÉTATS-UNIS	Réussite 2004
6 Opportunity	ÉTATS-UNIS	Réussite 2004	14 Curiosity	ÉTATS-UNIS	Réussite 2012
7 Phoenix	ÉTATS-UNIS	Réussite 2008	15 InSight	ÉTATS-UNIS	Réussite 2018
8 Schiaparelli	U.S., RUSSIE	Crash 2016			

Source : Graphie News Media

Infographie **LE FIGARO**

Une réussite aussi pour la France

Cette réussite américaine est aussi un peu celle de la France. Pas que notre pays ait participé à la conception de cet atterrisseur. Mais parce que son principal instrument scientifique, le sismomètre SEIS, a été conçu par un chercheur français, Philippe Lognonné, de l'Institut de physique du globe de Paris, et construit sous la maîtrise d'œuvre de l'agence spatiale française (Cnes). C'est la première fois que la Nasa confiait à une puissance étrangère une telle responsabilité. Le drapeau français figure d'ailleurs sur une petite plaque aux côtés des drapeaux américain, allemand, britannique, belge, polonais, japonais, canadien, etc, qui ont tous contribué à cette mission.

Si cette arrivée fut stressante, elle n'aurait pas pu être mieux réussie. Les deux minuscules compagnons d'InSight, Marco A et B, chacun de la taille d'un attaché-case, ont parfaitement relayé tout au long de la descente les signaux envoyés pendant la descente. Séparation du module de traversée interplanétaire, entrée dans l'atmosphère, déploiement du parachute, acquisition des premiers signaux du radar chargé de «sentir» le sol, allumage des rétrofusées et atterrissage final: nous avons pu suivre le bon déroulement de chacune de ces opérations en direct. Avec pour finir la cerise sur le gâteau: une première image de la surface martienne après quelques minutes d'attente seulement.





[NASA](#)

✓ [@NASA](#)

📸 Wish you were here! [@NASAIInSight](#) sent home its first photo after [#MarsLanding](#):

InSight's view is a flat, smooth expanse called Elysium Planitia, but its workspace is below the surface, where it will study Mars' deep interior.

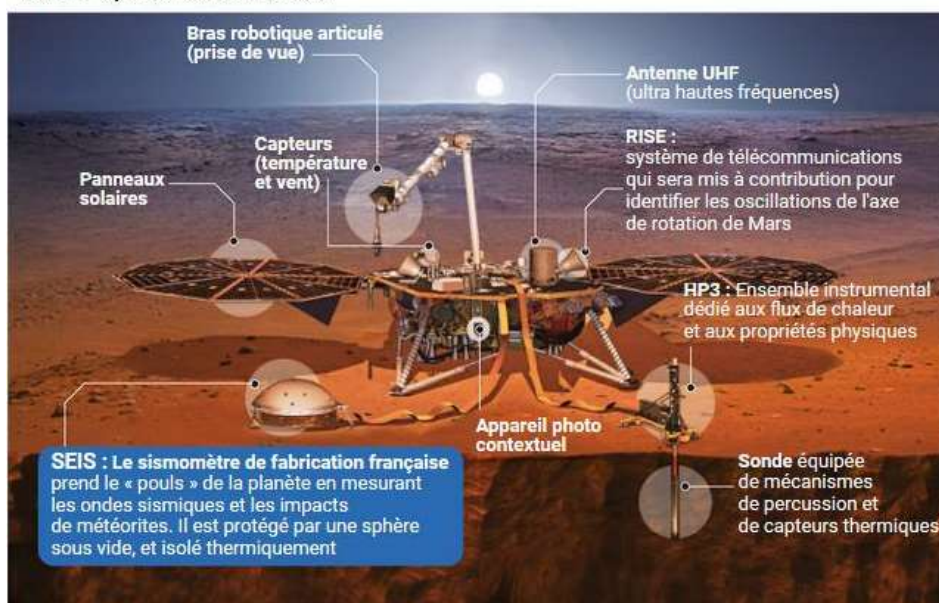
[55,8 k](#)

[00:03 - 27 nov. 2018](#)

L'image est un peu floue, car prise à travers le cache chargé de protéger l'objectif des poussières soulevées par les rétrofusées, mais elle va rassurer les scientifiques. Il fallait un terrain bien plat, sans trop de cailloux, afin de déployer le sismomètre. Mis à part une roche de quelques dizaines de centimètres, l'environnement est conforme aux attentes. Dans les prochains jours, les chercheurs vont multiplier les clichés pour établir un modèle 3D du sol afin de décider où ils poseront SEIS. Si tout se passe correctement, il pourrait toucher le sol martien à Noël.

Le premier sismographe sur la surface de Mars

L'atterrisseur InSight étudiera la structure géologique de la planète rouge pour tenter de répondre aux questions qui se posent sur la formation précoce des planètes telluriques - Mercure, Vénus, la Terre et Mars - il y a 4,5 milliards d'années.



Source Nasa

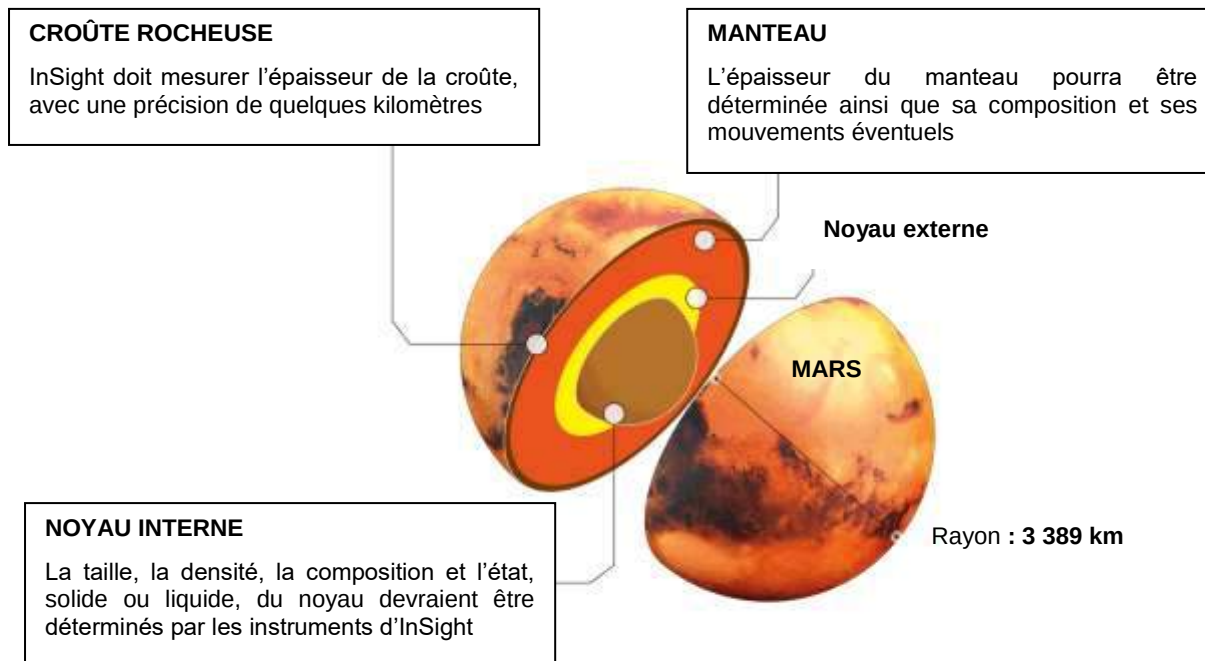
Infographie LE FIGARO

Une petite taupe mécanique allemande sera ensuite déposée à la surface. Elle s'enfoncera alors dans le sol pour déterminer le flux de chaleur qui s'échappe de Mars. Un paramètre fondamental pour comprendre la manière dont la planète se refroidit et se contracte, provoquant les séismes qui devraient être enregistrés par le sismomètre.

Dès 2019, les scientifiques pourraient enfin éclaircir l'un des grands mystères de Mars: pourquoi le champ magnétique généré par son noyau métallique liquide et qui protégeait son atmosphère alors épaisse a-t-il disparu ? Car c'est l'arrêt de cette dynamo interne qui a scellé le sort de Mars, transformant un corps ruisselant d'eau en cadavre planétaire.

L'énigme de la structure interne de Mars

Aujourd'hui, Mars ne possède plus de champ magnétique global, comme celui qui entoure la Terre.



Sources : Graphic News, www.seis.insight.eu

Le monde s'éloigne de son objectif de ne pas dépasser 2°C de réchauffement climatique

Actualité Sciences & Environnement <http://www.lefigaro.fr/> Par Yohan Blavignat AFP agence Mis à jour le 28/11/2018 à 10:16 Publié le 27/11/2018 à 18:44



Au Malawi, la sécheresse fait rage depuis plusieurs mois. AMOS GUMULIRA/AFP

VIDÉO - Selon un rapport de l'ONU remis ce mardi, les États devront tripler d'ici 2030 le niveau global de leur engagement pour atteindre l'objectif de ne pas dépasser 2°C de réchauffement climatique. Si rien ne change, la planète se dirige vers un réchauffement de 3,2°C d'ici à la fin du siècle.

À cinq jours de l'ouverture en Pologne de la 24e conférence mondiale sur le climat (COP24), l'avertissement est cinglant. Dans un rapport remis ce mardi, l'ONU met en garde la communauté internationale: le monde s'éloigne, inexorablement, de son objectif de maîtrise du réchauffement climatique. Pis, selon le Programme environnement des Nations unies (PNUE) à l'origine de ce rapport, le fossé n'a jamais été aussi important entre, d'un côté, les engagements pris par les États pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et, de l'autre, la baisse qui serait nécessaire pour respecter l'ambition de l'Accord de Paris de 2015 - à savoir contenir la hausse de la température «nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels».



Dans ce document intitulé «Emissions Gap Report 2018», basé sur les dernières données compilées par une équipe internationale de scientifiques, l'ONU est catégorique: pour garder la hausse du mercure en deçà de 2°C, les États devront tripler d'ici 2030 le niveau global de leur engagement par rapport aux promesses faites en 2015. Et le multiplier par cinq pour ne pas aller au-delà de 1,5°C, stade déjà annonciateur de dérèglements, ajoute ce 9e rapport sur l'action climatique. «C'est la nouvelle la plus alarmante: l'écart (entre le niveau actuel des émissions et le niveau nécessaire, NDLR) est plus grand que jamais», dit Philip Drost, qui a coordonné le rapport du PNUE. En 2017, les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse, après trois ans de relative stabilité. Et 2018 devrait connaître la même tendance, avec une augmentation attendue des émissions du secteur de l'énergie (3/4 du total), a déjà prévenu l'Agence internationale de l'énergie.

Le scénario du PNUE est plus sombre que l'an dernier aussi parce que les dernières recherches montrent qu'il ne faudra pas compter sur un déploiement vaste et rapide de technologies d'absorption du CO₂. Les émissions en 2017 ont atteint un niveau historique, à 53,5 gigatonnes (Gt) équivalent CO₂, soit 0,7 Gt de plus qu'en 2016, souligne le PNUE. Et «rien ne dit qu'elles aient atteint un pic - ce point où elles basculent, de la hausse à la baisse». Pour rester à 2°C, il faudrait émettre au maximum 40 Gt CO₂e en 2030, et 24 Gt pour 1,5°. Or si les pays s'en tiennent à leurs actions présentes, sans les renforcer, ils produiront encore 59 Gt à cette échéance, souligne le rapport, synthèse des connaissances scientifiques.

Selon les auteurs, 49 pays ont passé leur «pic» d'émissions, mais ils ne représentent que 36% des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Et au total seuls 57 États (60% des émissions) seraient en bonne voie d'y parvenir d'ici 2030 - si leurs promesses de 2015 sont tenues.

«Comme courir après un bus»

Il y a des progrès: boom des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, actions des collectivités locales dans les transports... Le PNUE souligne le dynamisme du secteur privé et le potentiel inexploité de l'innovation et du financement vert. Mais lutter contre le dérèglement climatique aujourd'hui «c'est comme courir après un bus», explique Andrew Steer, président du think tank WRI. «Nous allons de plus en plus vite, nous battons des records, mais le bus accélère, et la distance se creuse». Selon le rapport spécial publié en octobre par les experts climat de l'ONU (GIEC), le monde doit aussi viser l'objectif 1,5° et pas seulement 2°C s'il veut se garder d'impacts majeurs, vagues de chaleur, super-ouragans ou calottes glaciaires déstabilisées. Or à ce stade, il court vers +4°C par rapport au niveau pré-industriel, à la fin du siècle.

Le PNUE insiste sur l'amélioration de l'impulsion au niveau national et le rôle à jouer par les gouvernements, par exemple via «une politique fiscale soigneusement conçue (...) pour subventionner des solutions à faibles émissions et taxer les combustibles fossiles». Nombre de pays du G20 en particulier ne devraient pas remplir leurs engagements pris à Paris (UE, États-Unis, Australie, Canada...), à en croire leurs trajectoires actuelles. La Chine et la Russie devraient y arriver, mais leurs ambitions étaient relativement limitées.

À la COP de Katowice, qui ouvre dimanche, les États sont invités à répondre au rapport du GIEC et à se pencher sur l'ampleur de leur engagement global. L'accord de Paris prévoit une révision des contributions nationales pour 2020. «Les gouvernements doivent vraiment reprendre leurs contributions, et relever leurs ambitions», souligne Philip Drost, du PNUE. «Il y a tant de chemin à parcourir, et nous devons agir rapidement. Pas dans des décennies, maintenant».

L'être humain était en Algérie il y a 2,4 millions d'années

Sciences <http://www.slate.fr/> Mathieu Duval et Mohamed Sahnouni — 30 novembre 2018 à 16h58 — mis à jour le 30 novembre 2018 à 16h59

Que révèlent les traces découvertes sur le site d'Ain Boucherit sur les hominidés?



Exemple de traces d'activité anthropique trouvées sur le site d'Ain Boucherit (Algérie): un nucleus en pierre à partir duquel des éclats coupants ont été extraits. | Mohamed Sahnouni

L'étude des premiers peuplements humains préhistoriques du pourtour méditerranéen fait l'objet d'intenses recherches depuis de nombreuses décennies. Dans un article publié jeudi 29 novembre dans la revue américaine *Science*, nous apportons un nouvel éclairage sur cette question: des traces de présence humaine datées de 2,4 millions d'années ont été découvertes dans le nord de l'Algérie. Que révèlent-elles ?

L'utilisation d'outils lithiques taillés (lithique signifie en pierre), dont on distingue les marques sur certains ossements fossiles. Un travail de boucherie a été opéré sur ces os. Ces traces d'activité sont les plus anciennes découvertes à ce jour sur tout le pourtour méditerranéen. Il aura fallu plusieurs années d'efforts de scientifiques de plusieurs disciplines (archéologie, géologie, paléontologie, géochronologie, taphonomie et archéozoologie) pour que ce travail puisse aboutir à cette publication. Des chercheurs et chercheuses issues de différentes institutions en Algérie, Espagne, France et Australie en sont les autrices.



Exemple de traces d'activité anthropique trouvées sur le site d'Ain Boucherit (Algérie): un os de bovidé avec des traces de découpes réalisées avec un outil lithique tranchant. | Isabel Cáceres

Le site d'Ain Boucherit en Algérie

Ain Boucherit est situé au nord de la ville d'El Eulma, dans la *wilaya* de Sétif, à quelques centaines de mètres du fameux site archéologique d'Ain Hanech, découvert à la fin des années 1940 par le paléontologue Camille Arambourg, et daté d'environ 1,8 million d'années. Les fouilles archéologiques et recherches associées menées par Mohamed Sahnouni et son équipe dans le secteur depuis 1992 ont permis de mettre au jour de nombreux gisements archéologiques et paléontologiques dont celui d'Ain Boucherit.



La région du site d'Ain Boucherit. | Jordi Mestres

Le gisement d'Ain Boucherit est composé de deux niveaux archéologiques différents appelés niveaux inférieur (AB-Lw) et supérieur (AB-Up). Dans les deux, on a trouvé des outils en pierre et des ossements fossiles. L'assemblage lithique est composé de plus de 250 pièces réalisées en calcaire ou en silex. Il s'agit de galets taillés (*choppers*, polyèdres et subsphéroïdes), nucleus, éclats (dont certains sont retouchés) et autres fragments indéterminés. L'ensemble présente une unité technologique cohérente qui permet de le caractériser comme oldowayen (les spécialistes parlent aussi de Mode 1): le terme désigne un ensemble d'outils lithiques relativement peu élaborés caractéristiques du Paléolithique inférieur.

Quant à l'assemblage fossile, il est composé de presque 600 ossements issus principalement d'éléphants, d'hippopotames, de rhinocéros, d'équidés et bovidés de petite et moyenne taille. Certains os présentent des traces de découpes par des éléments tranchants ou de percussion par un percuteur en pierre. Ce sont là des activités typiques de dépeçage, d'éviscération ou d'extraction de moelle. Ces éléments montrent qu'il y a plus de deux millions d'années, les hominidés avaient déjà accès aux carcasses animales pour en extraire la viande et la moelle.

Comment Ain Boucherit a-t-il été daté?

L'absence de minéraux et dépôts volcaniques empêche l'utilisation de méthodes de datation très précises telles que l'Argon-Argon ou la téphrochronologie couramment utilisée pour les sites du rift est-africain. Du coup, nous avons dû employer une autre approche, basée sur la combinaison de quatre différentes méthodes: la stratigraphie, le paléomagnétisme, la résonance paramagnétique électronique (RPE) et la biochronologie.

Chaque méthode apporte des informations complémentaires. Il nous a ainsi été possible de construire un cadre chronologique relativement cohérent et solide pour les niveaux archéologiques inférieur et supérieur d'Ain Boucherit. En particulier, le niveau supérieur a notamment pu être positionné au sein d'un intervalle de polarité magnétique normale identifié comme étant l'épisode Olduvai.

Quelques éléments d'explication à ce propos. L'orientation et l'amplitude du champ magnétique de la Terre à un endroit particulier varient avec le temps, et peuvent ainsi être utilisées pour dater des matériaux, des sédiments, des objets... Grâce à la chronologie de ces variations, nous savons que nous sommes, depuis 780.000 ans, dans une période magnétique de polarité principalement positive (ou normale). La période précédente était caractérisée par une inversion de la polarité. Elle a commencé il y a 2,6 millions d'années mais elle a été entrecoupée par plusieurs brefs épisodes de polarité normale, dont Olduvai, qui est daté entre 1,78 et 1,94 million d'années (Ma).

Si l'on revient au site d'Ain Boucherit, le niveau archéologique inférieur étant situé plusieurs mètres en dessous au sein d'un intervalle de polarité inverse antérieur à Olduvai, il est donc plus ancien que 1,94 Ma. À partir de la position stratigraphique des niveaux supérieur et inférieur et en partant de l'hypothèse d'un taux de sédimentation constant, nous avons pu estimer des âges respectifs pour ces deux niveaux archéologiques d'environ 1,9 et 2,4 Ma.



Le gisement archéo-paléontologique d'Ain Boucherit en Algérie. Au premier plan, la fouille du niveau archéologique supérieur daté d'environ 1,9 million d'années; au deuxième plan, le niveau archéologique inférieur (flèche rouge à la base de l'arbre) daté d'environ 2,4 millions d'années. | Mathieu Duval

Les implications de cette découverte

Ces nouvelles découvertes à Ain Boucherit changent quelque peu notre perception de la chronologie et de la diffusion de la technologie lithique oldowayenne à travers l'Afrique et l'Europe.

Son origine est-africaine semble pour l'instant clairement établie. Dans cette portion de l'Afrique, de nombreux sites de plus de deux millions d'années ont été identifiés (article en anglais), dont les plus anciens à Gona en Éthiopie (2,6 Ma), bien antérieurs aux sites algériens.

L'industrie oldowayenne d'Ain Hanech, datée d'environ 1,8 million d'années, était considérée jusqu'à présent comme la plus ancienne d'Afrique du Nord. La découverte d'outils lithiques à Ain Boucherit repousse d'environ 600.000 ans en arrière l'arrivée des hominidés dans la région. Cela suggère soit une dispersion relativement «rapide» (ou du moins, beaucoup plus rapide qu'envisagée jusqu'à présent) de ce type d'industrie lithique depuis l'Afrique de l'Est vers l'Afrique du Nord, ou bien même, compte tenu des marges d'erreur sur les datations, son apparition multiple dans différentes régions d'Afrique aux environs de 2,5 millions d'années.

Enfin, ces nouvelles découvertes à Ain Boucherit témoignent d'un peuplement humain sur la marge sud du pourtour méditerranéen bien plus ancien qu'au nord, puisqu'il apparaît désormais comme antérieur de presque un million d'années par rapport aux plus anciennes traces d'industries lithiques et de fossiles d'hominidés trouvées dans le sud de l'Europe et notamment en Espagne, à Atapuerca et Orce.

Qui sont les auteurs de ces outils taillés?

Les candidats hominidés connus à ce jour comme étant les possibles auteurs de ces outils lithiques et traces de boucherie sont peu nombreux et relativement méconnus. L'Afrique du Nord a livré très peu de fossiles, et les plus anciens restes trouvés à ce jour proviennent du site de Tighennif (anciennement Ternifine), situé à environ 600 kilomètres à l'ouest d'Ain Boucherit. Le site a livré dans les années 1950 trois mandibules, des dents humaines et un pariétal attribués à une nouvelle espèce *Atlanthropus mauritanicus*, aujourd'hui rattachée à *Homo erectus* ou bien *Homo heidelbergensis* selon les auteurs et autrices. Cependant, l'âge estimé de ces fossiles (environ 700.000 ans) et le type d'outils lithiques associé (de type Acheuléen ou Mode 2) diffèrent trop de ceux d'Ain Boucherit pour que l'hypothèse soit crédible.

Les fossiles d'hominidés répertoriés sur la marge nord et orientale du pourtour méditerranéen sont associés à une industrie lithique de type oldowayenne comme à Ain Boucherit, mais les chronologies sont ici beaucoup trop récentes pour effectuer une quelconque connexion avec ces gisements. Par ailleurs, les fossiles trouvés en Espagne de l'autre côté de la Méditerranée à Atapuerca Sima del Elefante et Barranco León, datés respectivement d'environ 1,2 et 1,4 million d'années, sont trop fragmentaires ou isolés pour pouvoir être attribués clairement à *Homo antecessor*, la plus ancienne espèce d'hominidés identifiée en Europe de l'Ouest et datée de 0,8 Ma. On a donc pour l'instant très peu d'information sur les plus anciens occupants de ce continent.

Les représentants du genre *Homo* sont généralement perçus comme de meilleurs candidats

Les meilleurs candidats sont probablement à chercher en Afrique de l'Est. Plusieurs espèces d'hominidés ont été retrouvées soit en association avec des industries oldowayennes, soit dans des dépôts de plus de deux millions d'années, c'est-à-dire dans un intervalle de temps proche de celui d'Ain Boucherit. Au sein de la lignée du genre *Homo*, il convient de mentionner *Homo habilis* ou bien *Homo rudolfensis*, même si d'autres représentants du genre ne peuvent être exclus. Par exemple, la découverte d'une mandibule partielle à Ledi-Geraru en Éthiopie a repoussé l'apparition du genre *Homo* à au moins 2,8 Ma. Elle n'a pour l'instant pas pu être rattachée à aucune des espèces connues à ce jour.

À noter également que plusieurs espèces d'australopithèques ou de paranthropes ont été retrouvées sur certains sites oldowayens et pourraient donc potentiellement être les auteurs de ces outils lithiques. Certains spécialistes n'excluent pas cette possibilité même si les représentants du genre *Homo* sont généralement perçus comme de meilleurs candidats du fait de certaines caractéristiques crâniennes et dentaires qui indiqueraient une plus grande capacité cognitive.

Il y a donc plusieurs candidats possibles pour les découvertes réalisées à Ain Boucherit. Mais précisons qu'aucune des espèces citées n'a encore été trouvée en Afrique du Nord. Il est également possible qu'il s'agisse d'une espèce d'hominidé qui n'ait tout simplement pas encore été identifiée. Il convient donc pour le moment d'avancer avec prudence sur ce sujet en attendant de nouvelles découvertes.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Océan Indien

"Si ça continue comme ça dans deux-trois jours on ferme la baraque" : La Réunion sous tension au huitième jour de la mobilisation des "gilets jaunes"

Depuis le début de la mobilisation des "gilets jaunes", la situation est tendue sur l'île de la Réunion. Pour cette huitième journée de mobilisation, les manifestants ont prévu de se réunir autour des 21 barrages de l'île, notamment celui du Port Est, lieu stratégique.



Des "gilets jaunes" à Sainte-Marie sur l'île de la Réunion, le 22 novembre 2018. (RICHARD BOUHET / AFP)

<https://www.francetvinfo.fr/> Franceinfo Benjamin Mathieu Radio France Mis à jour le 24/11/2018 | 11:40 publié le 24/11/2018 | 11:15

La colère des "gilets jaunes" se poursuit samedi 24 novembre. Pour ce huitième jour de mobilisation, des manifestants ont prévu de se réunir un peu partout en France métropolitaine, notamment sur le Champ-de-Mars à Paris où la manifestation a été autorisée par le ministère de l'Intérieur. Sur l'île de la Réunion, la situation reste très tendue.

Ce qui frappe le plus sur cette île de 800 000 habitants c'est l'impression que le temps est suspendu. Personne dans les rues, ni piéton, ni voiture et cela bien avant 21 heures, l'heure de l'entrée en vigueur du couvre-feu décidé par la préfecture depuis mardi. Vendredi soir, ce couvre-feu n'a pas été respecté par quelques centaines de "gilets jaunes" qui manifestaient juste devant les fenêtres du préfet. De leur côté, les commerçants vivent une période compliquée avec une activité restreinte. C'est le cas dans cette pizzeria du centre-ville tenue par Jean-Pierre, le gérant, qui se dit victime de pressions pour fermer son restaurant dès 20 heures : *"Il y a des gens qui viennent, qui s'amusent, on ne sait pas qui ils sont, ils passent et disent qu'il faut fermer et par sécurité on préfère fermer [...] Nos fournisseurs ne peuvent pas venir jusqu'ici pour nous livrer, par conséquent on essaye de courir partout dans les grandes surfaces pour essayer de ravitailler mais si ça continue comme ça dans deux-trois jours on ferme la baraque comme on dit !"*

Pour les habitants aussi c'est la "débrouille"

Les difficultés rencontrées pour les commerçants sont les mêmes du côté des habitants. Pour eux aussi, c'est la "débrouille". Ils se lèvent tôt le matin pour aller faire leurs courses et éviter ainsi les barrages filtrants présents sur toute l'île et qui ralentissent vraiment la circulation. Sur la Nationale 1 qui ceinture l'île, les Réunionnais ne trouvent pas forcément de quoi se ravitailler, c'est donc le bouche-à-oreille qui fonctionne ici. Pour exemple, ce groupe Facebook d'entraide créé il y a quelques jours et devenu très populaire "Tienbo974", 974 étant le numéro du département de La Réunion. On y trouve des bons plans pour du poisson ou des légumes provenant de grossistes locaux, car ceux qui appartiennent aux grands groupes qui alimentent l'île sont bloqués, soit au niveau des barrages, soit dès le Port Est, le poumon économique de l'île où arrivent les marchandises, bloqué par les "gilets jaunes".

Port Est, site stratégique de l'île

Samedi, les 21 barrages de l'île vont être de nouveau actif et on attend deux gros rassemblements : le premier devant la préfecture de Saint-Denis pour maintenir la pression sur l'Etat, l'autre à Port Est, sur la façade ouest à une vingtaine de kilomètres de la préfecture où les "gilets jaunes" empêchent les camions de livraison de sortir du port. Ces derniers craignent une tentative de reprise en main par les forces de l'ordre de ce site stratégique, voire vital pour l'île. Ils seront donc nombreux pour le protéger coûte que coûte, c'est leur moyen de pression le plus efficace.

Le Marion Dufresne sera désarmé trois mois en 2019

Marine Marchande Actualité <https://www.meretmarine.com/> Publié le 26/11/2018 par Caroline Britz



© MER ET MARINE- FRANCIS JACQUOT

Le Marion Dufresne, auparavant géré par l'IPEV pour sa programmation scientifique (les TAAF, son propriétaire, gérant les quatre rotations de ravitaillement des îles australes), est désormais intégré à une gestion commune de la flotte océanographique, aux côtés des navires de l'Ifremer, de l'IRD et du CNRS exercée depuis le 1^{er} janvier 2018 par la direction de la flotte océanographique, un service de l'Ifremer.

En 2019, entre la première et la deuxième opération de ravitaillement des archipels subantarctiques, le Marion Dufresne va être désarmé durant trois mois à la Réunion. « Nous avons, en effet, introduit contractuellement la possibilité de désarmer le bateau, ce qui n'était pas le cas jusqu'à l'année dernière », explique Olivier Lefort, directeur de la flotte. « Cela ne signifie absolument pas que nous n'avons pas de moyens ou de demandes de campagnes scientifiques pour le bateau. Bien au contraire, nous allons profiter de son arrêt technique fin 2019 pour finir de l'adapter pour le déploiement de nouveaux moyens, dont le ROV Victor6000 et le pénétromètre Penfeld qui vient compléter les possibilités du carottier du Marion Dufresne ».

Le désarmement du Marion Dufresne, inédit pour ce navire construit en 1995, est lié à une logique de gestion géographique pluriannuelle de la flotte hauturière, rendue possible par le regroupement au sein d'une seule entité. « Chaque année, nous avons, au regard de la subvention reçue, l'obligation d'effectuer 450 jours d'activités scientifiques (hors campagne halieutique ou de service public) avec les quatre navires hauturiers de la flotte. Pour 2019, nous avons un programme chargé sur le Pacifique où se trouve L'Atalante. C'est donc lui qui va beaucoup travailler. Mais, pour les années suivantes, le Marion Dufresne ne sera pas en reste, loin de là ».

Les 450 jours de sciences de la flotte hauturière sont « répartis » entre les deux grosses unités polyvalentes L'Atalante et le Pourquoi pas ?, Thalassa (mobilisé plus de six mois de l'année par les campagnes halieutiques), tous trois gérés par Genavir et le Marion Dufresne, géré par LDA. « Après le Pacifique, où nous mettons beaucoup de moyens et de jours à la mer en 2019 pour boucler toutes les missions, nous allons plus travailler sur les zones Océan Indien en 2020 et Méditerranée en 2021. Nous avons beaucoup de travail prévu pour ces deux zones et, le Marion Dufresne y sera largement mobilisé ».

Pour la flotte côtière, c'est à peu près la même logique : « Nous avons deux navires par façade en métropole, un de l'Ifremer et un du CNRS. Les activités, de février à fin novembre sont stables. Outremer, nous avons l'Antea, actuellement désarmé, et que nous allons envoyer aux Antilles et au large du Brésil à la fin 2019 et au premier semestre 2020. L'Alis est basé à Nouméa et travaille régulièrement sur l'ensemble du Pacifique Ouest ».

«Gilets jaunes» : sur l'île de la Réunion, l'économie est totalement paralysée

Économie Conjoncture Notre dossier / «Gilets jaunes» : le gouvernement face à la mobilisation <http://www.lefigaro.fr/> Par Guillaume Poingt Mis à jour le 28/11/2018 à 10:35 Publié le 26/11/2018 à 15:53



Les «gilets jaunes» manifestent contre les prix élevés du carburant à Le Port, sur l'île de la Réunion, devant le siège de la Société réunionnaise de produits pétroliers (SRPP), le 24 novembre 2018. RICHARD BOUHET/AFP

Une grave crise sociale touche l'île depuis le 17 novembre. Sur place, les produits de première nécessité, notamment les médicaments, commencent à manquer.

Grandes surfaces bloquées, rayons vides, près de 3.000 conteneurs pas déchargés, stations-service fermées... Le mouvement des «gilets jaunes» paralyse totalement l'île de la Réunion depuis le 17 novembre. Les «gilets jaunes» ont même récemment été rejoints par les «cirés jaunes», des petits pêcheurs en colère, comme l'expliquent nos confrères de *Réunion la 1ère*. Au cœur des revendications: l'arrêt des taxes, et des mesures contre la vie chère.

Pour tenter de calmer la colère des Réunionnais, la ministre des Outre-mer Annick Girardin se rend ce mercredi sur l'île «pour dialoguer», comme elle l'expliquait hier sur *France info*. Annick Girardin devrait notamment faire des annonces sur le coût de la vie. Dès lundi, elle avait annoncé une baisse immédiate du prix des carburants. Pas sûr toutefois que cette volonté d'apaisement suffise. Sur les réseaux sociaux, des appels à un blocage total de l'île ont en effet été lancés pour l'arrivée de la ministre.

Commerces, écoles, hôpitaux... : l'île est à l'arrêt

«L'île de la Réunion est en arrêt total, toute l'économie est bloquée», expliquait lundi au *Figaro* Nadia Ramassamy, députée LR dans la 6ème circonscription de La Réunion. Selon elle, «les gilets jaunes bloquent l'entrée des grandes surfaces et font pression pour que les commerçants ferment». Des propos que nous confirme un entrepreneur qui vit sur place. Il évoque des «intimidations afin d'obliger les commerçants à être solidaires en fermant ou à nourrir les manifestants». Une vidéo relayée par le site réunionnais *Freedom* confirme ses propos et montre des «gilets jaunes» demandant de la viande, de l'eau et du saucisson aux commerçants par solidarité. L'entrepreneur parle également de «racket» aux barrages mis en place par les «gilets jaunes». «Samedi matin, quand je suis arrivé, on m'a réclamé 10 euros pour passer. J'ai préféré attendre», explique-t-il.

Résultat de cette situation: les rayons des magasins sont vides car ils ne sont plus du tout approvisionnés. Les produits de première nécessité, comme le riz ou la viande, sont concernés, détaille Nadia Ramassamy, rappelant que l'île de la Réunion «importe la plupart de ses produits». D'après la députée, «les agriculteurs ne peuvent même plus nourrir leurs animaux ou écouler leurs viandes». Autre difficulté majeure: l'approvisionnement en carburant. Le port de commerce est en effet bloqué et de nombreux automobilistes peinent à faire le plein.

«Les commerçants de l'île de la Réunion sont dans une situation catastrophique» Bernard Stalter, président du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat

La situation des commerçants inquiète Bernard Stalter, président du réseau français des chambres de métiers et de l'artisanat. «L'île de la Réunion est le département le plus touché par les 'gilets jaunes'», nous indiquait-il lundi. Avant de poursuivre: «J'ai eu énormément de retours d'artisans - bouchers, charcutiers, boulangers, coiffeurs -, et ils souffrent énormément. La situation est catastrophique». Pour rappel, l'île de la Réunion compte environ 40.000 artisans. Selon Bernard Stalter, les entreprises de l'île connaissent déjà des difficultés en temps normal et sont

fortement impactées par les blocages des «gilets jaunes». «C'est la double peine», illustre-t-il. Avant de poursuivre: «Les commerçants sont pris à la gorge et ont des problèmes de trésorerie». Bernard Stalter demande notamment au gouvernement la possibilité d'un «échelonnement pour les charges à payer».

Outre les commerces, c'est toute l'activité de l'île qui est affectée, notamment celle des services publics. Les écoles, les collèges et les lycées sont fermés depuis une semaine. La Sécurité sociale est, elle aussi, bloquée depuis lundi dernier. «Le RSA va être donné en retard», explique Nadia Ramassamy. Même les hôpitaux sont concernés. Sur place, une source explique que des séances de chimiothérapie et de dialyse sont annulées à cause de ruptures de stocks de médicaments.

«42% de la population vit sous le seuil de pauvreté» Nadia Ramassamy, députée LR dans la 6^{ème} circonscription de La Réunion

Situation économique désastreuse

Pourquoi une telle mobilisation sur l'île de la Réunion? Selon Nadia Ramassamy, la situation socio-économique est très préoccupante et explique ce ras-le-bol. «56% des jeunes sont au chômage, le taux de chômage atteint 30% pour l'ensemble de la population et 42% de la population vit sous le seuil de pauvreté», déplore-t-elle.

La députée estime que la baisse des contrats aidés sur l'île a aggravé une situation déjà précaire. «Il y avait 24.000 contrats aidés en 2016 et il n'y en a plus que 11.000 aujourd'hui. Les contrats aidés sont très importants ici, les gens ont besoin de travailler», argumente-t-elle.

16 – Vie de l'UOROI

Conférence sur les TAAF et visite du Marion Dufresne

COL ® Dominique Bertrand et TAAF 30 novembre 2018



Compte tenu de la période agitée que nous connaissons et de l'incertitude sur la liberté de circulation dans les jours à venir, la conférence sur les TAAF et la visite du Marion Dufresne prévues le lundi 3 décembre 2018 sont reportées à 2019 lors d'une escale du bâtiment à La Réunion.